

LES MINES DE CHARBON

EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE

1744-1791

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

THÈSE

Pour le Doctorat ès-lettres

Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

MARCEL ROUFF

F. RIEDER ET C^{ie}, ÉDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

PARIS

—
1922

LES MINES DE CHARBON EN FRANCE

AU XVIII^e SIÈCLE

LES MINES DE CHARBON

EN FRANCE AU XVIII^e SIÈCLE

1744-1791

ÉTUDE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

THÈSE

Pour le Doctorat ès-lettres

Présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

MARCEL ROUFF



F. RIEDER ET C^{ie}, EDITEURS

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

PARIS

—
1922

PRÉFACE

Nous avons eu l'ambition d'écrire, à propos des mines, une page d'histoire sociale. Dans son magnifique essor, l'histoire économique a accaparé les documents que l'activité industrielle et commerciale de la France, la formation de sa richesse, l'organisation de ses rouages d'existence, le développement de sa production et de sa consommation, nous ont laissés. Occupés à étudier les assises de la vie nationale, les historiens n'ont pas eu généralement le loisir de présenter et d'examiner les phénomènes sociaux qui furent déterminés par les circonstances économiques. Peut-être trouvera-t-on que nous établissons là une distinction spécieuse ou, en tout cas, inutile. Il y a pourtant tout un ordre de faits, — on en rencontrera quelques-uns au cours de notre étude —, qui, par leur caractère spécial, ne rentrent pas dans la définition stricte de l'histoire économique : l'étude de tout ce qui est relatif à la production, à la distribution et à la consommation des richesses. C'est dans cet ordre particulier de faits que nous rangerons par exemple la formation de classes nouvelles, les modifications de la propriété et la mainmise de l'Etat sur une partie de cette propriété, la disparition des petits industriels — propriétaires miniers — et leur entrée dans la classe des salariés. Beaucoup d'autres questions sont encore, dans notre étude, du domaine de l'histoire sociale.

Nous n'avons pas, pour aborder ce domaine, eu recours à des documents nouveaux ou spéciaux. Nous n'avons fait aucune découverte. Nous avons simplement demandé aux documents économiques rapprochés, comparés, interprétés, des données

qu'ils contiennent mais qu'on est souvent tenu, devant la complexité des questions, de négliger. Nulle autre étude, mieux que celle des mines, ne pouvait se prêter à satisfaire le désir qui nous possédait de saisir à la fois l'histoire sociale et l'histoire économique tantôt mêlées, tantôt en rapport de causes à effets.

L'industrie des mines est, à la fois, une des plus importantes et une des plus mal connues du XVIII^e siècle. Comme on ne la connaissait que peu, on ne lui attribuait qu'une très médiocre place et qu'un très modeste rôle ; on ne s'y est guère attardé. Les études historiques du XIX^e siècle l'ont laissée en dehors de leurs investigations et n'ont produit à son propos que quelques rares monographies régionales. Pourtant des entreprises qui constituaient la principale ressource d'importantes régions, au Nord, au Centre et au Sud-Est de la France, qui alimentaient en grande partie la vie domestique et l'industrie nationale, qui occupaient plusieurs milliers d'individus et plusieurs millions de capitaux, qui comptaient parmi elles Anzin, Aniche, Roche-la-Molière, Rive-de-Gier, Alais, pour ne citer que les principales, de telles entreprises méritaient d'être étudiées dans leur établissement, dans leur existence, dans leur développement, dans tous leurs rapports enfin avec le milieu social qui les a créées et dans lequel elles ont évolué.

A première vue, les mines, même dans la perspective de l'histoire, semblent être le domaine de spécialistes et de techniciens. Notre incompetence n'a point tenté de pénétrer les mystères réservés de la science de l'ingénieur. Mais cette science n'est qu'un élément de l'industrie souterraine. Celle-ci touche par tant de côtés à toutes les faces de la vie d'une nation, elle occupe une telle place dans le développement économique, social et politique d'un peuple, qu'elle offre à l'historien des perspectives innombrables qui sont sans conteste dans les limites de ses études. L'histoire économique retrouvera, à propos des mines, les graves problèmes des transports, du déboisement, de l'alimentation de l'industrie et des foyers domestiques, de l'organisation de la vente, des douanes et droits intérieurs, tout ce qui concerne enfin l'emploi et le commerce du charbon. L'histoire sociale y étudiera les relations de cette industrie et de l'État, les rapports du travail et

du capital, l'origine de l'organisation financière industrielle, la formation des classes de patrons et d'ouvriers de grande industrie, enfin et surtout la révolution profonde que les mines apportèrent dans le principe de la propriété. Ce n'est pas sans intérêt que l'histoire politique enregistrera les desseins du gouvernement vis-à-vis des haut-justiciers industriels et sa conception étatiste du régime minier, l'attitude des intendants, le but et la portée des instruments législatifs. L'histoire des mœurs enfin trouvera son compte dans la transformation de la vie par l'introduction du nouveau combustible, dans l'étude de l'existence des mineurs et dans les maints autres détails colorés et pittoresques que comporte une histoire de l'industrie minière.

Ces différents points de vue tirent une singulière importance de deux circonstances spéciales : ils ne se présentent pas à l'histoire dans le cadre médiocre d'une industrie à ses modestes débuts. L'industrie minière, par sa nature même, a exigé immédiatement une puissante organisation financière et industrielle, et, de ce fait, tous les problèmes qu'elle soulève se posent dès l'abord avec une envergure et un développement inusités. Au contraire des autres industries dont l'épanouissement n'a été que la perfection de leurs débuts, il n'y a rien eu de commun entre les entreprises minières plus ou moins considérables, mais toujours sérieuses, et les trous innombrables qui primitivement et longtemps écorchèrent la surface du sol.

Cet aspect immédiat de grande industrie n'est pas le seul attrait spécial d'une étude sur les mines. On trouve, en pénétrant leur histoire, un intérêt qui n'est pas exclusivement rétrospectif : en dépit de tous les perfectionnements mécaniques apportés dans l'exploitation, malgré l'introduction de l'électricité, les progrès des moyens de perforation et une connaissance infiniment supérieure des sciences nécessaires, la vie des mines ne s'est point tant transformée que les conditions générales de naguère et d'aujourd'hui ne soient sans grande parenté. Il y a une différence, entre la Compagnie d'Anzin de 1790 et la Compagnie d'Anzin de 1914, qui est plus d'intensité que de nature. Qu'un métallurgiste contemporain de l'Encyclopédie, un imprimeur ou un tisserand se trouve aux prises tout à coup avec un four Martin, une rotative ou un

métier mécanique, il y ressentira des étonnements prodigieux, des sensations hallucinantes, il y rencontrera des difficultés sans solution. Qu'un mineur de la même époque descende demain avec une équipe contemporaine, il trouvera sans doute que les ateliers de surface sont munis de machines d'une puissance considérable pour la remonte des hommes et des matières, que la pompe à vapeur qui jadis épuisait les eaux, a reçu d'infinis perfectionnements, que les galeries sont pourvues d'un éclairage nouveau, que sa propre lampe lui offre des sécurités jadis inconnues, mais enfin, reprenant le pic, il ne sera pas maladroit parmi ses camarades de chantier.

Le système financier de l'exploitation souterraine est, comme l'élément travail, plus voisin que dans les autres industries de son aîné du XVIII^e siècle. Sans doute l'instrument est plus souple de nos jours, plus compliqué, plus délicat et d'ailleurs adapté à des capitaux plus importants. Mais les mines du XVIII^e siècle avaient déjà suscité tous les genres de sociétés encore en activité aujourd'hui, et un homme de finance de l'avant-dernier siècle serait, en somme, vite à son aise dans un conseil d'administration moderne. Quelques mines — et non des moindres, Anzin par exemple — ont gardé leur forme financière primitive. Cette filiation directe des conditions financières et industrielles a pour conséquence immédiate le rapprochement à travers le temps d'un grand nombre de problèmes, et, sans nous laisser aveugler par une manière d'amour-propre de notre sujet, nous avons la conviction intime qu'une étude historique des mines apporte à la position actuelle de la question des lumières qui peuvent ne pas être négligeables.

On conçoit qu'il est malaisé d'enfermer dans des limites logiques et dans des proportions harmonieusement balancées, une telle étude et qui touche à tant de choses. Il est des questions que nous n'avons qu'indiquées et non approfondies ; le transport du charbon français, les droits auxquels il était soumis, la concurrence que lui faisait l'importation étrangère, les moyens par lesquels il arrivait au public, tous ces objets qui ne touchent qu'indirectement aux mines proprement dites, ne pouvaient pourtant pas être absolument négligés. Nous avons essayé d'en dire l'essentiel pour permettre de suivre le combustible à sa sortie du puits jusqu'à son arrivée à la consommation sans cependant surcharger un livre déjà bien considérable.

Il nous a fallu laisser irrémissiblement de côté des exploitations connexes, comme les tourbières. Nous n'y avons fait que quelques allusions. Les documents qui les concernent sont nombreux ; mais ces entreprises présentent des caractères spéciaux qui ne nous permettaient pas de les rattacher aux mines. Elles peuvent faire le sujet d'une étude particulière.

Ce n'est pas sans regret que nous avons délibérément omis de parler des différentes théories scientifiques qui ont tenté au XVIII^e siècle d'expliquer la présence de la houille dans le sous-sol. Il eût fallu leur consacrer un long chapitre. Nous pouvons, ici, réparer brièvement cette lacune. Buffon (1) n'insiste pas sur l'origine géologique des mines. Il dit simplement à ce sujet :

« Mais avant de parler de la préparation et des usages infiniment utiles de ce charbon, il faut d'abord en considérer la substance dans son état de nature ; il me paraît certain, comme je viens de le dire, que la matière qui en fait le fonds est entièrement végétale. J'ai cité les faits par lesquels il est prouvé qu'au dessus du toit et dans la couverture de la tête de toutes les veines de charbon, il se trouve des bois fossiles et d'autres végétaux dont l'organisation est encore reconnaissable, et que souvent même on y rencontre des couches de bois à demi carbonisées ; on reconnaît les vestiges des végétaux, non seulement dans la substance du charbon mais encore dans les terres et les schistes dont ils sont environnés ; il est donc évident que tous les charbons de terre tirent leur origine du détriment des végétaux ».

Cette origine végétale de la houille était admise par nombre de savants :

« Le sentiment qui paraît le plus général, est celui de ceux qui attribuent l'origine de la houille et du bitume à la destruction d'immenses forêts de bois résineux, à la décomposition de leurs parties et à leur changement plus ou moins parfait en terre » (2).

(1) Histoire naturelle des minéraux, par M. le comte de BUFFON, intendant du jardin et du cabinet du Roi, de l'Académie française, de celle des sciences, etc..., Paris, 1783-1788, 5 vol. (page 431).

(2) Observations sur la physique, etc., dédiées à Mgr. le comte d'Artois, par M. l'abbé ROZIER, chevalier de l'Eglise de Lyon, et par M. J.-A. MONGEZ, chanoine régulier de la Congrégation de France, des Académies royales des sciences de Rouen, de Dijon etc., Paris, 1779.

Cette théorie des forêts englouties était combattue, déjà à cette époque, dans un Essai de minéralogie publié en 1774 : « Lorsqu'on parcourt les

Les mêmes auteurs ajoutent :

« Un autre prétend que la houille a toujours existé dans l'état où nous la voyons, et que cette matière, ainsi que beaucoup d'autres, est de création primitive. Quoique ces deux opinions paraissent très accréditées, surtout la première, puisqu'il suffit de citer au nombre de ses partisans les noms illustres des Scheutzer, des Lechmann, etc... j'ose cependant entreprendre de prouver que ces deux sentiments ne s'accordent point avec le travail que fait continuellement la Nature, travail que l'on n'a pas peut-être assez suivi, ou sur lequel on n'a pas fait toutes les réflexions dont il est susceptible. En examinant donc la position des veines de houille dans les montagnes, les différentes couches de matières qui les accompagnent, le parallélisme qu'elles observent entre elles, la nature de ces matières, je crois entrevoir que l'origine la plus naturelle de ce minéral est due au bitume, dont quelques courants ont pénétré, en différents temps, différentes espèces de terres ou de pierres qui se sont trouvées à raison de leur dureté plus ou moins imprégnées des qualités bitumineuses, ce qui a dû former nécessairement ces différences que nous remarquons dans la houille, qui, comme on le voit, n'est pas, à proprement parler, une espèce particulière de bitume, comme le prétendent quelques minéralogistes, mais une terre pénétrée, minéralisée par le bitume, ce qui s'accorde très bien avec la définition qu'en donne Wallerius, qui l'appelle bitumen lapide fissili mineralisatum, et avec celle de Cartheuser, qui l'appelle fissilis bituminosus ».

Ces idées étaient très répandues dans l'opinion des savants et des spécialistes, à savoir que la houille était un composé de limon et de pétrole, de bitume et de terre. Nous les rencontrons dans les ouvrages de maints techniciens.

Gennété (1) expose une théorie extrêmement étrange : les mines de charbon formées par un « suc bitumeux qui distille du roc » auraient, selon lui, la propriété de se reproduire en un laps de temps de quarante années. Les minéraux et les

minières, on comprend difficilement comment des forêts se sont introduites entre deux couches horizontales de rochers et comment des arbres différents auraient donné la même matière inflammable. Il est naturel de croire que le charbon a été formé du naphte ou de l'huile de pétrole, qui, étant venu à rencontrer du limon ou de la marne, s'est durci par couches ou par bancs, et s'est changé en combustible fossile, après qu'une vapeur sulfureuse passagère est venue s'y joindre. »

(1) Connaissance des veines de houille ou charbon de terre et leur exploitation dans la mine qui les contient, etc., par M. GENNÉTÉ, premier physicien de feu Sa Majesté Impériale, 1774.

substances métalliques ne posséderaient pas cette propriété de reproduction :

« C'est le contraire, dit-il, dans les mines de houille. La reproduction y est presque complète dans l'espace de trente à quarante ans après l'exploitation. On voit que la houille est formée d'un suc bitumeux qui distille du roc, s'y arrange en veines d'une très grande régularité, et s'y durcit comme la pierre ; voilà, sans doute, pourquoi elle se reproduit ». Conclusion assez inattendue.

On ne s'en tint pas d'ailleurs, dans ce domaine, aux hypothèses hasardées, mais enfin intelligentes ; pour expliquer la présence des gîtes souterrains, on eut recours à des raisonnements pseudo-scientifiques qui rappellent la logique et les deductions des médecins de Molière :

LETTRE CIRCULAIRE EN FORME DE DISSERTATION SUR LES MINES

M.....

1^o Les éléments qui servent au développement et accroissement des végétaux et à la composition des mixtes sont dans une perpétuelle circulation ; de même que l'eau qui continuellement s'élève de dessus la surface de la terre dans son atmosphère, en retombe sans interruption, les autres éléments se répandent aussi dans l'air en grande quantité et retombent également. Par conséquent, les parties mercurielles minérales dont se forment tous les métaux, sont aussi dans cette circulation.

2^o Mais, parce que si toutes les parties élémentaires étaient à la fois dans le mouvement de circulation, les hommes n'en pourraient pas faire des usages volontaires, et en retirer les secours qu'elles procurent, la nature a voulu que les éléments eussent des liens propres, où une grande quantité de leurs parties fussent toujours fixées, quoique continuellement renouvelées.

3^o Ainsi comme une partie des eaux qui tombent de l'atmosphère, se fixe dans de grands réservoirs ou mers qui servent comme de rendez-vous à toutes les eaux qui coulent sur la surface de la terre, de même les parties élémentaires des métaux, soit qu'elles soient poussées par le feu central, soit qu'elles le soient par le feu céleste, se fixent en partie dans le sein de certaines montagnes qui leur sont propres.

4^o Pour la circulation des parties mercurielles minérales, on n'a qu'à reconnaître deux sortes de mouvements, dont les directions soient opposées, parce que de ces différents mouvements dépend le local et la différente forme des mines.

Voilà pourquoi votre fille est muette.

L'exploitation pratique des mines précéda de beaucoup, on

s'en rendra compte, dans la voie du progrès leur étude scientifique. Pourtant, au début du XVIII^e siècle, cette exploitation pratique qui va bientôt se perfectionner profondément, est encore très rudimentaire.

C'est seulement dans la première moitié de ce siècle, quelques années avant l'arrêt de 1744, que les mines de charbon prennent en France une grande importance et entrent dans la voie du développement. Cependant, dès le moyen âge, bien des siècles avant l'essor moderne de cette industrie, la royauté a rendu sur la matière de nombreux arrêts — émanés de conceptions et de principes nettement opposés. Les nombreux textes concernant les mines, sortis des Conseils du Roi, s'occupent le plus souvent des exploitations de minéraux : fer, or, cuivre, plomb, etc... ; les mines de charbon y ont pourtant une assez large part. Il est donc incontestable que l'usage du charbon était répandu en France avant le XVIII^e siècle. Le souci que l'on a eu de légiférer à son sujet le prouverait aussi bien que l'habitude, signalée par tous les concessionnaires de 1744, qu'avaient les paysans de gratter la terre, habitude qui, elle, pouvait être assez récente.

On verra cependant quel effort rude et soutenu durent donner les novateurs pour introduire définitivement la consommation du nouveau combustible tant dans les pratiques de la vie courante que dans le domaine industriel. Les résistances qu'ils rencontrèrent, les terreurs, les préjugés contre lesquels ils durent lutter, démontrent de façon évidente que, même bien après 1744, l'emploi du charbon n'était pas universellement répandu. Les inquiétudes des populations, des industriels et du gouvernement en face des menaces du déboisement général, avant et après l'arrêt de 1744, attestent que le bois était encore le principal aliment des foyers domestiques et industriels et qu'il était tenu pour le seul possible.

Comment s'expliquer alors que les ministres et les gouvernements qui se sont succédés aient, pendant de nombreux siècles, attaché assez d'importance aux gisements de charbon pour s'en occuper à maintes reprises ? Quelques rares documents, quelques légendes locales nous permettent de penser que les préoccupations des gouvernements royaux étaient, dans cet ordre d'idée, justifiées par les usages de deux régions. Dans ces deux régions, les habitants et quelques industriels se servaient du

charbon depuis la plus haute antiquité. Nous voulons parler du Forez et du Hainaut. On peut passer sous silence les habitants de quelques montagnes perdues, de quelques rares contrées qui utilisaient bien depuis longtemps « la terre noire », mais qui, en somme, vu leur petit nombre, demeureraient négligeables.

Le Forez, la ville de Saint-Étienne surtout, tirait sa prospérité industrielle du voisinage des mines de houille. L'on raconte, aujourd'hui encore, que les soldats de César, rencontrant dans ce pays des hommes noirs de charbon, s'enfuirent épouvantés. M. Gras confirme que « c'est l'usage de la houille qui attirait les forgerons aux confins sud du Lyonnais et du Forez. Au ^{xiii}^e siècle, on faisait déjà mention des houillères de la vallée du Gier. Au ^{xiv}^e siècle, l'emploi de la houille était considéré comme fort ancien dans cette contrée. On signalait en 1321 des travaux d'exploitation d'une certaine importance à Roche-la-Molière (1). »

Chambeyron, dans son Histoire de la ville de Rive-de-Gier, affirme, sans le prouver, que le charbon est dans la région d'un usage très ancien. Aléon-Dulac a retrouvé un terrier du ^{xiii}^e siècle dans lequel des mines, ou plutôt des carrières de charbon de terre, forment les limites d'une propriété, et l'annaliste Guillaume Peradin décrit en ces termes la région du Lyonnais en 1540 : « A Saint-Genis-Terre-Noire et à Saint-Chamond, sont des mines de bon charbon de terre... c'est merveille de voir les habitants de ce pays qui en sont tout noircis et parfumés par l'usage qu'ils en font pour leur chauffage au lieu de bois... (2) ». En 1614, en tout cas, le charbon de Rive de Gier est transporté dans la vallée du Rhône, à Lyon, à Vienne, et jusqu'aux ports de la Méditerranée (3).

(1) L.-J. GRAS, Histoire du commerce local et des industries qui s'y rattachent dans la région stéphanoise et forézienne. *Saint-Étienne*, 1910. Voir BROSSARD : Le Bassin houiller de la Loire, *Étude historique*, 1887. Nous sommes heureux de remercier ici M. Gras, l'érudit secrétaire de la Chambre de Commerce de Saint-Étienne, dont les ouvrages et les entretiens nous ont fourni d'utiles renseignements.

(2) *Originaux et d'après* LESEURE : Historique des mines de houille du département de la Loire.

(3) *D'après un acte notarié publié par* M. CHAMBEYRON et analysé par M. LESEURE, *ouv. cit.*

Quant au Hainaut, nous n'avons qu'une légende pour affirmer qu'il connut dès les vieux âges l'emploi du charbon. A une époque que la tradition ne détermine pas, un pauvre vieux forgeron travaillait un soir devant sa porte, raconte-t-on. Il se lamentait sur la cherté du bois et la modicité de ses profits quand vint à passer un mystérieux vieillard qui lui jeta un morceau de pierre noire en lui en recommandant l'usage pour son feu. Puis il disparut...

L'usage du charbon était donc incontestablement répandu dès avant le XVIII^e siècle. Mais si l'on songe que ce fossile provenait d'exploitations à ciel ouvert ou de petites galeries timides et dangereuses, on comprendra que, pour être connue, son utilisation n'en était pas moins fort restreinte — et limitée aux régions du Centre, du Sud-Est et du Nord de la France seulement.

Ces petites exploitations, peu importantes, sollicitèrent de bonne heure l'attention du gouvernement. La première ordonnance de l'histoire de la législation minière (1) est une ordonnance où Charlemagne accorde à ses fils Louis et Charles tous les droits régaliens dans l'énumération desquels les mines sont spécialement comprises (2). Cette ordonnance n'a d'autre intérêt que de montrer, posé dès cette époque, le grand principe qui va inspirer tous les édits royaux : la propriété du sous-sol n'est pas liée à la propriété de la surface, les mines sont propriétés royales. Quand le roi réclame aux exploitations son droit du dixième, ou quand il les en affranchit, il affirme toujours dans l'un et l'autre cas ce principe immuable. La Révolution, en transférant cette propriété à la Nation, n'a fait que continuer la tradition de ce principe en l'affaiblissant et en le diminuant d'ailleurs.

Le principe du droit régalien sur les mines fut, depuis Charlemagne, appliqué de trois façons différentes qui correspondent à trois périodes bien distinctes : on essaya successivement de la

(1) En 635, il est bien question de mines dans un édit de Dagobert, mais il s'agit de mines de plomb d'Alsace dont il permet à l'Abbaye de Saint-Denis de percevoir tous les deux ans huit milliers.

(2) Archives nationales, A D XIII 14. Résumé des diverses opinions sur la propriété des mines et sur le meilleur moyen d'en rendre l'exploitation utile à l'État.

liberté complète d'exploitation, de la concession générale des mines accordée à un seul concessionnaire et enfin de la création d'une grande maîtrise chargée d'accorder les concessions.

La première période, qui va de 1321 à 1548, fut une période de liberté indéfinie. Inaugurée par un édit de Philippe-le-Long, elle laisse tous les mineurs de France exploiter à leur guise leurs fonds propres ou les fonds qui leur sont étrangers, moyennant indemnité aux propriétaires. L'édit, qui se bornait à affirmer le droit souverain, fut confirmé en 1413 par Charles VI, en 1437 par Charles VII, en 1483 par Charles VIII, en 1498 par Louis XII, en 1515 par François I^{er}. Le roi percevait un droit du dixième sur les matières extraites ; il s'engage à défendre et à garder les ouvriers. Charles VII accorde en plus aux mineurs l'exemption de la taille.

Durant cette période, il n'est fait aucune mention des différentes mines ; les mines de charbon sont assimilées aux mines métalliques et autres. Leur exploitation était d'ailleurs restreinte. L'abondance des bois satisfaisait aux besoins généraux.

La liberté indéfinie conduisit les mines à la ruine. On gratta la terre, on creusa des fosses superficielles et peu solides, le sol fut abîmé et une grande partie des mines demeurèrent inexploitées.

Henri II, frappé de la triste situation où les édits de ses prédécesseurs avaient conduit cette industrie, résolut d'appliquer une méthode toute contraire, et, à la liberté indéfinie, il substitua le régime de la concession générale entre les mains d'un seul individu. Le 30 septembre 1548, Henri II accorda des lettres patentes au sieur Roberval qui lui permirent « d'ouvrir profondes et chercher toutes les mines dans les terres du royaume et de les appliquer à son profit à lui et aux siens ».

Le sieur Roberval était tenu d'indemniser les propriétaires de la valeur de leurs terres (et non de la valeur des mines contenues). Il devait en outre verser au roi le dixième du produit de l'exploitation. Pour la première fois, les mines de charbon de terre sont nommément désignées dans cet édit.

A Roberval succéda comme concessionnaire général son associé le sieur de Saint-Julien. François I^{er}, par son édit du 29 juillet 1560, qui le confirmait dans sa qualité, lui faisait remise en même temps du droit de dixième pour quatre années.

Vidal reçut le même privilège de Charles IX, confirmé en 1574 par Henri III.

Le régime de la concession personnelle ne réussit pas mieux que celui de la libre exploitation. Il aboutit aux mêmes abus, aux mêmes inconvénients, aggravés par les premiers symptômes de déboisement.

Henri IV reconnut la nécessité de prendre des mesures nouvelles. Il créa un organisme qui annonçait déjà en quelque manière l'arrêt de 1744. Le règlement que le Conseil publia en forme d'édit en 1601 est de beaucoup le plus important de la législation minière avant l'édit de Louis XV. Il instituait un grand maître des mines et minières de France qui, seul désormais, avait pouvoir de donner l'autorisation d'ouvrir une mine à un propriétaire ou à tout autre. Le roi, en même temps, affranchissait de son droit de souveraineté les mines de charbon et quelques autres « par grâce spéciale en faveur de sa noblesse et pour gratifier nos bons sujets propriétaires des lieux ». Cet affranchissement ne s'appliquait pas aux mines métalliques, et, en portant sur les mines de charbon, l'exception confirmait la règle : le droit royal en l'espèce. Il avait pour but de favoriser l'extraction du charbon. Ce combustible, en effet, en face des symptômes de plus en plus accentués et inquiétants d'une crise de déboisement, jouait un rôle chaque jour plus important dans la vie du royaume. Ce rôle se précise encore en 1648. En cette année Mazarin fait, dans toute la France, rechercher les mines de houille.

Les grands maîtres des mines et minières travaillèrent dans la paix et dans l'ombre jusqu'en 1670 non pas à la prospérité des mines, mais à leur enrichissement personnel. Leurs exactions et celles de leurs subalternes furent telles qu'à cette date, effrayé de la situation, on se jeta à nouveau et sans mesure dans le privilège général exclusif au profit de M. de Montozier qui en abusa si bien que, le 13 juin 1698, un arrêt du Conseil rendit aux propriétaires la liberté complète d'ouvrir et d'exploiter les mines de leur fonds sans qu'ils fussent obligés de demander de permission.

Le préambule de l'arrêt du Conseil de 1744 nous apprend quel fut le résultat de la liberté rétablie. « Ces dispositions sont presque demeurées sans effet, soit par la négligence des propriétaires... soit par leur peu de facultés et de connaissances...

La liberté indéfinie laissée aux propriétaires a fait naître en plusieurs occasions une concurrence entre eux également nuisible à leurs entreprises respectives... »

Au début du XVIII^e siècle la situation était devenue inquiétante. Il était urgent de substituer aux forêts dévastées par une exploitation de plusieurs siècles un combustible nouveau et plus abondant. Le roi fit faire par les intendants une enquête générale sur tous les gisements de France et se fit envoyer des échantillons de charbon. Puis, en désespoir de cause et sans chercher plus loin, il rétablit la grande maîtrise des mines et minières au profit du duc de Bourbon (30 août 1717). L'enquête préalable avait révélé que, malgré les ordonnances de Louis XI, de Henri II et de Henri IV, les prétentions des hauts justiciers et des propriétaires de terres étaient le grand obstacle au développement des mines : les entrepreneurs et les ouvriers, empêchés dans leurs recherches, émigraient hors de France. Le Conseil créa alors, à côté de la grande maîtrise, une compagnie générale pour l'exploitation des mines sous le nom de J. Galabin et C^{ie}, qui eut la concession, pour trente ans, de toutes les mines de fer. La compagnie était exemptée du droit de dixième, elle était même autorisée à toucher à son profit ce droit sur les concessions en exploitation, les seules que ne révoquait pas l'arrêt du Conseil.

Le grand maître des mines et minières conservait le droit d'accorder des concessions, mais éloignées de six lieues des mines ouvertes par la Compagnie — clause vague et dangereuse qui fut l'origine de bien des procès. Le duc de Bourbon se conduisit comme ses prédécesseurs, c'est-à-dire que, pour son profit personnel, il arrêta encore une fois l'essor des mines, si nécessaire au royaume. En 1731, il fit retirer à la compagnie son privilège de ne pas acquitter le droit de dixième et restreindre sa concession à quelques provinces du Midi. Cependant, il fut confirmé dans sa charge par un édit de 1739, lequel édit enjoignait aux concessionnaires de faire enregistrer leurs concessions dans un délai de trois mois, maintenait le droit du dixième — sauf pour les mines de charbon — et prescrivait au grand maître « à ce qu'il fût pourvu, aux frais des concessionnaires, aux secours spirituels et temporels des ouvriers et autres employés aux mines ».

Ce despote des mines, le duc de Bourbon, mourut en 1740.

Sa charge fut supprimée et remboursée à son fils, le prince de Condé. Les départements principaux de cet office passèrent aux bureaux des intendants des provinces, et l'administration centrale aux intendants du commerce, sous les ordres du contrôleur général des finances.

Cette dernière organisation dura jusqu'à ce que M. de Trudaine fît publier le règlement général de 1744 (1).

Cet instrument législatif fut inspiré au Conseil par la nécessité d'une action immédiate et par l'échec de tous les systèmes précédents. A cette date, le Conseil se trouve devant les résultats lamentables de tout ce qui a été essayé : la liberté indéfinie, la concession générale personnelle, la délégation des mines à un grand maître ont tour à tour fait faillite. Le gouvernement est donc amené par la force des choses, et dans l'espérance de trouver une meilleure méthode, à réclamer pour lui, au nom du Roi, la propriété des mines, leur administration, et le droit d'en déléguer l'exploitation à des tiers placés sous sa dépendance et sous son contrôle. C'est donc un bouleversement complet du régime des mines, une innovation de première importance, le principe même de la législation et de l'organisation encore en vigueur aujourd'hui qu'apporte l'arrêt de 1744.

Cet arrêt qui, par ses dispositions et ses tendances, inaugure la période moderne de l'histoire des mines, nous a paru assez considérable pour que nous en fassions le point de départ de notre étude. Il consacre une nouvelle législation et l'essor puissant de l'industrie minière.

D'autre part, la loi votée par la Constituante en 1791 marque à la fois le terme de la période ouverte en 1744, l'aboutissant de l'évolution de l'arrêt royal et l'introduction dans la législation monarchique de principes assez nouveaux pour qu'on puisse dire de cette loi qu'elle constitue une étape nouvelle de l'industrie minière, avant la loi impériale de 1810, loi qui

(1) Les documents de cet exposé de l'histoire de la législation et de l'administration minières ont été empruntés à LESEURE, *ouv. cit.*, à E. BROSSARD, *Étude historique sur la propriété, l'exploitation et l'établissement des concessions des mines de houille dans le département de la Loire*, à GRAR, *Histoire de la recherche de la découverte et de l'exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois*, 1716 à 1791, et aux dossiers suivants des Archives nationales: F¹⁴ bis 7733, F¹⁴ bis 7682, F¹⁴ bis 7691, A D XIII 14.

régit encore aujourd'hui le système des concessions. Nous avons donc toutes les raisons de détacher de l'histoire générale des mines les quarante-sept années qui vont du grand arrêt royal à la grande loi révolutionnaire. Elles forment un tout, elles ont une unité, un caractère spécial.

Dans cette période d'un demi-siècle, les mines prennent un développement considérable, elles s'établissent industriellement et financièrement, l'État crée ses moyens de contrôle et d'administration ; c'est la période de réalisation, c'est l'époque où, de l'embryon primitif, s'est dégagé un organisme fort et robuste qui grandit et prospère, et de sa vitalité, de ses conditions d'existence va dépendre l'avenir des mines de France. Durant ces années troubles, la législation, l'exploitation modernes s'élaborent dans le creuset où les essais, les espoirs, les enthousiasmes, les tâtonnements et les sacrifices s'amalgament et s'organisent dans un obscur bouillonnement. 1744-1791. Ces dates s'imposaient à qui avait l'ambition d'écrire une histoire des origines réelles de l'industrie souterraine : en 1744, le gouvernement, en réclamant le droit du roi sur les mines et en le codifiant, tente une première organisation de l'industrie minière. En 1791, l'Assemblée nationale, en transmettant à la nation le droit royal, volontairement mutilé d'ailleurs, en réglementant la concession et l'exploitation minières, recueille un principe qui laisse la voie ouverte à des conséquences si graves qu'elles peuvent aller jusqu'à la nationalisation. En 1744, le roi prend possession des mines, en 1791, l'Assemblée accepte l'héritage, avec quelque timidité, il est vrai. Quand nous aurons esquissé ce qu'étaient l'administration et l'exploitation des mines avant 1744, quand nous aurons indiqué les innovations apportées par l'arrêt royal et ses conséquences, on comprendra mieux ce qui nous a déterminé à en faire le début de notre étude ; et, d'autre part, on saisira mieux aussi comment nous avons pu lui assigner comme limite la loi de 1791, quand nous aurons démontré qu'elle est à proprement parler un point d'arrivée, le terme d'une période bien déterminée d'évolution et, d'ailleurs, une réglementation nouvelle d'importance capitale. La loi minière qui lui succéda et qu'elle a préparée, la loi de 1810, se suffirait à elle-même et deviendrait le sujet d'une grosse étude, au cas où quelqu'un voudrait en chercher les origines et déterminer ses rapports avec son aînée.

Tous les points de vue, sociaux, politiques, économiques, légitiment le cadre que nous avons assigné à notre travail. Après l'avoir lu, nous ne pensons pas qu'on puisse prétendre que ce cadre ne correspond pas au but que nous nous sommes assigné : montrer comment et sous quelles influences se sont établies et développées les mines de France, reconstituer les circonstances dans lesquelles se sont formées les classes de grande industrie, préciser l'esprit qui a présidé aux premières transformations du principe séculaire de la propriété, étudier les bases et les vicissitudes des rapports de l'État et des entreprises du sous-sol, retrouver les origines de l'organisation financière et industrielle de ces entreprises, et de toutes ces recherches, dégager enfin le sens de l'évolution d'un des efforts les plus considérables de l'histoire économique et sociale de la France.

BIBLIOGRAPHIE

I

Manuscrits

(Fonds parisiens)

Les papiers concernant les mines de charbon sont dispersés dans de très nombreuses séries comme on en jugera en parcourant cette bibliographie. De toutes et de beaucoup, la série F¹⁴ (Administration générale de la France) est la plus importante (depuis le versement du Ministère des travaux publics en 1909). Nous dirons plus loin comment elle a été formée.

La dispersion des éléments de l'histoire de l'industrie minière tient à plusieurs causes : les collections, comme la collection Rondonneau, ont d'abord réuni un nombre important d'imprimés qui l'intéressent. Les mines ensuite ont eu une destinée administrative très instable ; elles ont passé du contrôle général des finances aux intendants du commerce pour être transmises ensuite à l'intendant général des mines et minières, d'où division et morcellement de leurs archives. Dans le cadre même de chacune de ces administrations, elles subirent les conséquences de cette confusion des pouvoirs qui est un des traits essentiels de l'ancien régime. Tant de questions enfin sont liées à l'industrie minière proprement dite, — transports, douanes, impôts, propriété, etc. —, tant d'études différentes gravitent dans son orbite que les papiers qui s'y rattachent doivent nécessairement être dispersés dans des dossiers qui lui sont en apparence étrangers. Cette dispersion des documents qui correspond exactement à la dispersion du sujet n'a pas été une des moindres difficultés de nos recherches et de notre travail. Nous devons ajouter qu'il ne serait pas très difficile de corriger ce manque d'unité. Il est à souhaiter qu'un classement nouveau rende plus accessibles ces importants dossiers industriels.

A : Archives nationales

Série AF, *Secrétairerie d'État*. AF¹¹, *Conseil exécutif provisoire, Comité de salut public*; AFⁿ 79, intérieur: *Mines et métaux, forges, charbon, agriculture, haras*.

Cette série, entrée aux Archives nationales en 1849, nous a intéressé par ce qu'elle contient de pièces relatives au régime constitutionnel antérieur à 1792 et par les détails rétrospectifs contenus dans les papiers du Comité de Salut public et de quelques comités de la Convention.

La série AD est formée dans sa plus grande partie par la collection Rondonneau.

Rondonneau, garde des archives du sceau en 1790, chef de bureau des décrets en 1792, réunit une collection considérable d'imprimés concernant l'histoire de France. Cette collection fut achetée par le gouvernement le 30 germinal an XI et le 10 ventôse an XII. Réunie au Louvre, au fond de la Secrétairerie d'État, elle fut transportée aux Archives nationales en 1848. Dans cette série AD, il faut pourtant mettre à part la sous-série AD XVIII^c (*documents législatifs, impressions des assemblées, rapports, discours, opinions, imprimés*) dont les 523 premiers volumes furent réunis par Camus, premier garde des Archives et qui portent le nom de « Collection Camus » ou encore de « livres verts ».

AD+ (collection chronologique de lettres patentes, édits, ordonnances, arrêts, lois, décrets, etc...)

AD+ 966 (732-1125) Louis XV, Louis XVI.

AD IX (finances).

AD IX 499-508 (partie postérieure à 1789 — contributions en général, directes, indirectes, foncières, mobilières et personnelles, 1789-1815).

AD XIII (travaux publics).

AD XIII^{1b} (canaux, navigation intérieure, 1577-1786).

AD XIII^{2b} (constructions et bâtiments, forges, mines, 1635-1788).

Partie postérieure à 1789 :

AD XIII¹⁴ (mines et carrières, 1789-1815). Sous cette cote sont

réunis un certain nombre de documents de première importance, entre autres, le texte de la loi de 1791, les discours de Mirabeau, Heurtault Lamerville, le rapport de Regnauld d'Epercy, etc... à propos de cette loi sur les mines.

AD XVIII^A 51-52 (rapports, discours et opinions des députés). Pour ce qui concerne notre sujet, les pièces de cette cote font souvent double emploi avec celles de AD XIII¹⁴. AD XVIII^A 51-52 : de Macaire à Musset.

AD XVIII^C 77 (domaines, biens nationaux, forêts).

AD XVIII^C 109 (106-112) (commerce... ports de mer).

La série D. 2 divisions: les représentants en mission et les comités des assemblées.

Nous avons trouvé des pièces intéressant les mines dans les papiers des divers comités dont releva la préparation de la loi de 1791, surtout dans les papiers du comité de constitution (Constituante), du comité de finances et du comité de division du territoire.

D IV 1 à 72. 14-69 particulièrement, procès-verbaux de formation des corps administratifs, pétitions, réclamations, 1790-1791 (comité de constitution).

D IV^{bis} 1-2 division des provinces en départements (comité de division du territoire).

D VI¹ Lettres, mémoires et rapports de Clavière, ministre des contributions; 1790-1793 (comité de finances).

La série E: Conseil du Roi. Parmi les minutes des arrêts du Conseil, nous avons trouvé un grand nombre de pièces intéressant les concessions, les contestations qui, après avoir été portées devant la juridiction des intendants, étaient évoquées en appel au Conseil, les modifications financières des sociétés, les rebellions contre les concessionnaires, etc... Plusieurs de ces pièces font double emploi avec celles de la série AD et du fonds des intendances (série C des archives de province).

E 745³⁴² (E 1 — 1683²) minutes d'arrêts rangées dans l'ordre chronologique (collection formée par les secrétaires du Conseil).

E 2005, E 2450, E 2467, (E 1684-2660¹) minutes d'arrêts en commandement du 21 juin 1617 au 17 avril 1791 (collection formée par les secrétaires d'État).

E 2660², E 2660^{bis}, E 2661, (E 2660²-2783) arrêts concernant les mines, l'agriculture, les haras, les péages, 1764-1789 (mélanges).

La série F : Administration générale de la France. Cette série, extrêmement importante par son abondance (77.481 articles) et par les matières qu'elle comprend, a été formée par les archives du ministère de l'intérieur et par les archives des ministères de la police, de l'agriculture, du commerce, des travaux publics, des cultes, de l'instruction publique et des beaux-arts, détachés les uns après les autres du ministère de l'intérieur. Il y a eu quelques additions ne provenant pas de ces ministères. C'est surtout dans l'agriculture, le commerce et les ponts et chaussées et aussi dans les travaux publics que l'on trouve des pièces antérieures à 1789.

Le premier classement de cette série fut entrepris par M. de Wailly, chef de la section administrative entre 1832 et 1872.

Si l'on ajoute à l'ancienne série le fonds des nouveaux versements, on arrive, pour l'ensemble de la série F, à plus de 100.000 articles.

Les sous-séries F¹ (administration générale), F³ (administration communale), F⁴ (comptabilité générale), F¹² (commerce et industrie), F¹⁴ (ponts et chaussées, mines), F¹⁶ (prisons, mendicité), F¹⁷ (instruction publique), nous ont fourni, à des titres différents et en proportions très inégales, des documents de premier ordre pour notre sujet, surtout pour ce qui concerne les comptes officiels, les délibérations du Conseil et du Bureau du commerce, les manufactures, les transports, les routes, la comptabilité, les papiers des inspecteurs, les rivières navigables, le conseil des mines, les lois, décrets, demandes de concessions, les usines, les combustibles minéraux, les rapports d'inspecteurs, les demandes de places, les mémoires et projets aux comités de l'Assemblée constituante relatifs à l'instruction technique et scientifique, les brevets, etc., etc...

En 1909, la série F s'est enrichie d'un versement considérable et de première importance. Le ministère des travaux publics a versé aux Archives nationales 2.164 cartons concernant les rivières, les canaux, les ports, les inondations, les mines, etc. C'est ce versement qui nous a permis d'entreprendre notre travail. Les cartons compris entre les cotes F^{14bis} 7592 et F^{14bis} 8442 contiennent l'histoire complète des mines de France. Les archives minières forment la partie la plus importante de ce versement compris entre les cotes F^{14bis} 6501 et F^{14bis} 8665.

L'état du classement (l'inventaire n'est pas encore publié) ne nous permet d'indiquer que les grandes lignes de la série, d'après

les renseignements que nous devons à MM. Caron et Schmidt, archivistes aux Archives nationales. Nous leur exprimons ici toute la profonde reconnaissance que nous éprouvons pour les avis précieux qu'ils nous ont donnés au sujet de ce nouveau versement; M. Schmidt nous a, en outre, au cours du classement de la série dont il était chargé, fort aimablement aidé dans nos recherches, il nous a signalé nombre de cartons et de pièces intéressantes. Nous le remercions ici pour la manière dont il a facilité notre travail.

Les grandes divisions de F^{14bis} sont les suivantes:

F^{14bis} 6501-6820. Rivières (documents de 1741 à 1820) classement double: I départemental. II par ordre alphabétique (noms de rivières).

F^{14bis} 6821-7113. Canaux (1724-1873) I canaux exécutés. II projets présentés de canaux.

F^{14bis} 7114-7545. Ports maritimes (XIX^e siècle).

F^{14bis} 7546-7591. Inondations (XIX^e siècle).

F^{14bis} 7592-8442. Mines, rivières, carrières, eaux minérales.

F^{14bis} * 8443-8507. Plans des routes de France établis sous la direction de Trudaine et de Perronnet (1745-1776). Ces plans indiquent les cultures et les habitations le long des chemins parcourus, quelques-uns les zones de corvées.

F^{14bis} 8508-8665. Chemins de fer. Statistique.

Les papiers des mines sont contenus dans 850 cartons. Ils concernent les mines de: charbon, fer, antimoine, manganèse, terres pyriteuses, or, argent, cuivre, plomb, étain, bitume, les salines et les sources salées. On y trouve : des titres de concessions accordées (depuis la première moitié du XVII^e siècle jusqu'en 1820 et au-delà, sous le régime de l'ordonnance de 1744, des lois de 1791 et 1810), des rapports d'ingénieurs, d'inspecteurs, d'intendants, de subdélégués, des réclamations et protestations des propriétaires des différentes régions contre les concessions, des documents sur la formation des grandes compagnies et des grandes exploitations, sur le personnel technique chargé de la mise en valeur des concessions (ouvriers, directeurs, financiers, etc.), sur les salaires, la police des ouvriers, les mœurs, des comptes, de la correspondance des concessionnaires avec les pouvoirs régionaux ou le pouvoir central, des dossiers privés de concessions, des plans, des cartes, des croquis, des enquêtes, des pièces concernant les impôts, des renseignements sur l'exploitation industrielle, des documents financiers, etc., etc.

Ces archives ont des origines très diverses. Les papiers et la correspondance concernant les mines furent d'abord centralisés, à partir de 1740, au contrôle général des finances : l'intendant général chargé des recettes générales, alors Trudaine, avait l'administration de cette industrie dans son département (1). En 1764, une administration spéciale des mines fut créée pour Bertin qui dut recueillir les archives du contrôle général en cette matière. En 1781, nouvelle transformation : les mines furent attribuées aux quatre intendants du commerce et ce furent eux qui durent assurer la garde des papiers miniers. Mais, presque aussitôt, Joly de Fleury, qui avait succédé à Necker, appela Douet de La Boullaye à une intendance des mines organisée sur le modèle de l'intendance des ponts et chaussées. En 1787, à la chute de Calonne, Loménie de Brienne réunit les mines aux ponts et chaussées, sous la direction de Chaumont de La Millière. La Révolution, malgré le rapport de Lebrun, ne voulut pas consacrer cette réunion et les mines passèrent au ministère de l'intérieur, fondé en 1790, puis à l'agence spéciale des mines, créée par le gouvernement révolutionnaire. Elles revinrent ensuite à l'intérieur et furent enfin définitivement rattachées au ministère des travaux publics. Nous croyons savoir cependant que, postérieurement à cette affectation, le ministère de l'intérieur avait conservé une partie des archives des mines ; il ne l'a versée au fonds général qu'à une époque que nous n'avons pu déterminer, mais relativement récente.

Ce sont les papiers de ces différentes administrations qui constituent le versement effectué aux Archives nationales, en 1909, par le ministère des travaux publics. M. Bellin du Coteau, archiviste de ce ministère, fit tout ce qu'il pouvait pour mettre de l'ordre dans cet immense amoncellement de documents, il était impossible à un seul travailleur de mener complètement à bien une telle tâche. Il livra au grand dépôt parisien un fonds qu'il avait su défendre non seulement contre les calamités d'une inondation, mais encore contre les inconvénients d'une cave, séjour ordinaire de ces magnifiques documents. Les historiens lui doivent une grande reconnaissance. Il serait injuste de l'oublier. Quant aux dossiers qui constituent ce fonds, des traces visibles de remaniements successifs s'y découvrent. Au début, on devait classer par concession et grouper les concessions par régions. Rien de plus simple. Mais des circonstances diverses intervinrent qui détruisirent cette classification lo-

(1) Précédemment, les archives des mines devaient, du moins nous le supposons, faire partie des archives de la Maison de Condé qui détenait la charge de grand-maître des mines et minières de France.

gique et commode : la nécessité de créer une espèce de jurisprudence tant administrative que judiciaire fit emprunter à divers dossiers des pièces destinées à éclairer des litiges ou à diriger le contentieux ; première cause de rupture de l'unité des dossiers. Quelques questions se présentèrent ensuite sous une forme générale et exigèrent la distraction de documents de divers dossiers particuliers. On forma ainsi de nouveaux dossiers pour des problèmes qui intéressaient plusieurs régions de la France. Des administrations diverses furent appelées à connaître des affaires minières et contribuèrent à la dispersion de leurs papiers : par exemple, le contrôle général des finances eut à s'occuper des mines pour ce qui regardait les impositions, alors qu'elles lui avaient échappé en tant qu'industrie, pendant que le Conseil d'État avait besoin de documents pour décider des appels portés devant lui ; plus tard, l'administration de l'instruction publique eut, elle aussi, à faire des recherches à propos de l'École des Mines. Enfin, il faut tenir compte qu'à propos de procès privés, les avocats furent contraints de distraire des pièces antérieures et elles demeurèrent dans leurs dossiers.

Ainsi le classement naturel et primitif fut profondément modifié ; l'enchevêtrement des problèmes qui touchent aux mines, la complexité des questions empêchèrent toujours le rétablissement du classement primitif et normal. Ce qui a compliqué encore la tâche des archivistes chargés de ces papiers, c'est qu'on a dû, pour les besoins de l'administration, superposer à ce qui restait de l'ancien classement par concessions et par provinces, un nouveau et indispen- sable classement par départements.

Tel que nous l'avons trouvé, le fonds des mines de France nous a paru, malgré les efforts récents de classement, encore singulièrement touffu et enchevêtré. On y rencontre toujours certains groupements importants de pièces concernant des régions ou des concessions, mais on découvre également des documents sur ces mêmes régions et ces mêmes concessions dans des cartons qui ne les concernent pas particulièrement ; les papiers de nombre de concessions, d'autre part, sont dispersés, éparpillés sous diverses cotes. Nous avons éprouvé de ce chef de grandes difficultés dans nos recherches et dans l'utilisation de nos notes.

F¹ Administration générale

F^{1a} 1-21 Ministère de l'intérieur — cabinet du ministre — organisation — 1790-1877.

F^{1b} 1-20 Ministère de l'intérieur — bureaux — comités révolutionnaires — 1790-1866.

F^{1b}_I 21-40 Instruction publique — 1791-1837.

F^{1b}_I 41-50 Travaux publics — 1791-1827.

F³ Administration communale

F³_I 1-17 Administration communale.

F⁴ Comptabilité générale

F⁴ 1036 Mélanges — 1727-1824.

F⁴ 1312 Comptes et comptabilités 1788-1833 (pièces et états des paiements).

F¹² Commerce et industrie

F¹²* 41-50 Plumitifs des séances du Conseil et du bureau du commerce — 1715-1777.

F¹²* 91, 92, 95, 102¹, 103¹, 103², 104⁴, 105¹, 105², Registres — séances et délibérations du Conseil et bureau du commerce — 1700-1766.

F¹²* 106-108 Registres — bureau du commerce — 1783-1791.

F¹² 680 Bureau du commerce — 1691-an III.

F¹² 1300 Manufactures — 1655-an XI.

F¹² 1512¹-1513 Transports (terre et eau).

F¹² 2231 Epurement — emploi du charbon.

F¹⁴ Ponts et chaussées — Mines

F¹⁴ 101-103 Mélanges — mines.

F¹⁴ 220-1151 Comptabilité des mines — 1703-1840.

F¹⁴ 1152-1185 Papiers de divers inspecteurs divisionnaires — an VI-1832.

F¹⁴ 1204-1213 Projets pour des rivières.

F¹⁴ 1301, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316 Mines — conseils des mines — concessions — demandes — lois — décrets — divers — 1763-1830.

F¹⁴ 105.256 — 105.257 (Nouveaux versements 1883.) Comptes particuliers — établissement de Montcenis — correspondance — Creusot — état des habitants — troubles ouvriers.

F¹⁴ 111.617-111.632 Cette série, qui comprend surtout des dossiers de la période qui va de 1794 à 1838, contient cependant quelques pièces antérieures. Elle est constituée principalement par une enquête sur les mines diverses, les usines et les forges, destinée à permettre au gouvernement de favoriser l'augmentation de la production. Statistiques, rapports d'inspection, etc...

F^{14bis} Rivières, canaux, ports, inondations, mines.

L'état de l'inventaire de cette série nouvelle ne permet pas encore de donner une analyse sommaire de tous les cartons ou liasses. Ils ont d'ailleurs, en général, si peu d'unité, ils sont composés de tant de pièces de caractères divers, qu'il serait difficile d'exposer succinctement ce qu'ils contiennent. Nous indiquerons simplement les groupements *essentiels* de documents autour des principales mines et de quelques questions importantes. Encore faut-il remarquer que l'on peut trouver dans d'autres cartons que ceux indiqués par nous, des pièces qui intéressent ces mêmes entreprises ou ces mêmes questions. F^{14bis} 7744, par exemple, est important pour les mines du Lyonnais et du Forez, mais F^{14bis} 7722 complète le carton précédent. D'autre part, l'indication générale placée entre parenthèses après la cote ne signifie pas que l'on ne trouve que cette région ou cette matière dans le carton.

F^{14 bis} 7592 (Bugey — *Ain* — *Aisne*).

F^{14bis} 7593 (Bourbonnais — Mines de Fins et Noyant — MATHIEU — *Allier*).

F^{14bis} 7602, 7603 (BARON D'ALLARDE).

F^{14bis} 7612, 7618, 7622 (Mines et déboisement, mines des Pyrénées, *Ariège*).

F^{14bis} 7623, 7624, 7626 (Mines de Cransac, *Aveyron*).

F^{14bis} 7654, 7656 (Argental, Limousin, *Corrèze*).

F^{14bis} 7666 (Champagne, Franche-Comté, *Doubs*).

F^{14bis} 7667, 7670, 7676, 7682 (TUBEUF, Languedoc, mines de Rochebelle, la Grand'Combe, etc.)

F^{14bis} 7683, 7684, 7691, 7692 (Concessions GIRAL, Languedoc).

F^{14bis} 7696, 9699, 7700 (GIRAL-Boussagues).

F^{14bis} 7705 (Mines du Dauphiné, *Isère*).

F^{14bis} 7707, 7715, 7716, 7717, 7718, 7719, 7720, 7721, 7722 (Saint-Étienne, Rive-de-Gier). Voir encore F¹⁴ 1311.

F^{14bis} 7723 à 7724 (Mines du Lyonnais, du Forez, Roche-la-Molière, Rive-de-Gier, etc.).

F^{14 bis} 7749, 7756 (Saint-Étienne, la Réserve).

F^{14bis} 7760 (Bateliers de Flandre, corps de la navigation de Condé, compagnie d'épurement, charbon et industrie, Anzin et la municipalité d'Arras, protestations des Chambres de commerce, des municipalités et de particuliers de la Guyenne, de la Vendée, de la Normandie et de la Flandre contre les droits d'entrée payés par les charbons étrangers).

F^{14bis} 7764 à 7766, 1768 (*Haute-Loire*).

F^{14bis} 7770 (*Haute-Loire*).

F^{14bis} 7810 (Hainaut, Anzin, Saint-Saulve).

F^{14bis} 7811, 7816 (Hainaut, Saint-Saulve).

F^{14bis} 7817, 7818 (Anzin, Fresnes, Vieux-Condé).

F^{14bis} 7820 (Anzin).

F^{14bis} 7821 à 7825 (Hainaut).

F^{14bis} 7826, 7838 (*Pas-de-Calais*).

F^{14bis} 7866 (Montcenis, Creusot, DE LA CHAISE). Voir encore F¹⁴ 105.256-105.257.

F^{14bis} 7867 (Creusot, Montcenis).

F^{14bis} 7868 à 7870.

F^{14bis} 7892 (*Tarn*).

F^{14bis} 7893 (Carmaux, DE SOLAGES). Voir encore F¹² 82.

F¹⁶ Prisons. — Mendicité

F¹⁶ 1096 Mouvement de la population, demandes de places.

F¹⁷ Instruction publique

F¹⁷ 1096 École des mines, projet au comité de constitution, pièces envoyées au comité d'instruction publique et renvoyées à l'Assemblée, dépenses des établissements d'instruction publique.

La série G (administration financière et spéciale) a été pour nous de peu d'importance. Dans G² (Régie des aides, domaines et droits réunis) nous avons trouvé quelques renseignements concernant les droits sur les charbons, les découvertes de mines dans le Soissonnais, la production de Mons, les ordonnances et règlements du Hainaut, etc. La série G est divisée en neuf sous-séries. Nous n'avons utilisé que G².

G² 38-39 (G² 21-41) Administration provinciale 1774-1788.

G² 360-362-377 (G² 208-382) Régie des pays conquis.

La série H (administrations locales et comptabilités diverses) nous a fourni quelques extraits des délibérations des États provinciaux, quelques lettres et enquêtes d'intendants, des pièces concernant les droits, les chemins, quelques procès-verbaux de réunions d'habitants des provinces, etc... En grande partie cette série H a fait double emploi pour nous avec la série C des archives départementales qui conserve la minute de presque toutes ces pièces. La série H contient cinq divisions. Seule la série H¹ (généralités du royaume) nous a été utile.

H¹ 33-59 (H¹ 8-67) Artois — Cahiers des États, délibérations, chemins, travaux publics.

H¹ 69 (H¹ 68-76) Généralité d'Auch, octrois, chemins.

H¹ 619 (H¹ 218-645²) Bretagne — Assemblée des États, cahiers, arrêts du Conseil et déclarations du roi concernant la province, administration de la province.

H¹ 748²²⁵-925-926-927-931-1103 (H¹ 748¹⁰-1109) Languedoc — États de Languedoc, édits, arrêts concernant la province, affaires administratives et contentieuses, travaux publics, etc...

H¹ 1644 (H¹ 1589-1777⁴) Assemblées provinciales, affaires diverses.

La série O¹ (Maison du Roi et Maison de l'Empereur) contient, on ne sait trop pourquoi, une lettre sur l'utilisation du charbon de terre et un mémoire sur les différents procédés pour l'utiliser.

O^r 1293-1294 (O^r 1292-1302) Affaires générales, enregistrement, chronologie.

La série T (papiers du séquestre) peut toujours être consultée par les historiens à propos de n'importe quel sujet. La variété de ses papiers est infinie. Elle est formée par les papiers saisis pendant la Révolution (département de la Seine — particuliers et corporations laïques). Nous y avons trouvé l'histoire d'un aventurier de l'industrie minière, un essai sur les mines de Ganges, les frais de voyage d'un inspecteur, un mémoire de Tubeuf.

T 522-1, 2, 7, 23 (T 1-982) séquestre des particuliers, émigrés et condamnés.

T 521⁶ (T 1-982) Lettres adressées à M. de Belligeant, inspecteur des mines, par M. de Ganay et divers membres de la famille de Vergènes — 1784-1789.

T 522² (T 1-982) Mémoires sur les mines d'un certain nombre de généralités.

T 1146 et 1146¹⁻²⁻³ (T 1126-1415) Papiers provenant des successions en déshérence à Paris pendant la Révolution.

B : Bibliothèque nationale

Les manuscrits de la Bibliothèque nationale ne contiennent qu'une pièce importante pour l'histoire des mines: c'est la pièce 11.857 des manuscrits français, recueil manuscrit d'observations de notes de voyage d'Aléon-Dulac sur Saint-Étienne.

La collection Joly de Fleury, les manuscrits français, les nouvelles acquisitions françaises ne nous ont fourni que quelques arrêts et édits concernant le commerce du charbon à Paris, son personnel et un nombre assez considérable, dans Joly de Fleury surtout, de renseignements au sujet de l'approvisionnement de Paris en bois et de la rareté du combustible.

a) Joly de Fleury :

1734 29 novembre 1724-10 janvier 1725. État total des bois qui sont en chantier sur les ports flottables en train de la rivière d'Yonne et autres rivières y affluantes, et pareillement celui qui s'est trouvé sur les ports, rivières et ruisseaux flottables à bois

perdus, avec le total des forêts et bois qui produisent annuellement les bois flottés pour la provision de Paris.

1735 État des bois à brûler tant neufs que flottés qui sont actuellement sur les ports et dans les chantiers de Paris, pigés et mesurés les premier et troisième février 1725.

1736 Règlements pour assurer la provision de bois et de charbon de Paris.

1737 Mémoire pour le sieur de Cellier, entrepreneur général du flottage des bois pour la provision de Paris sur les rivières du Morvan...

1738 Bois et charbons. État des bois rassemblés sur les ports et ruisseaux et destinés à l'approvisionnement de Paris de 1788 à 1789.

b) Manuscrits français :

2831 Copies de « mémoires servants à l'histoire de France, sous les rois Charles VII, Louis XI, Charles VIII, Louis XII, François I^{er} et Henri II ».

Ce recueil contient entre autres :

13 lettres patentes du roi Louis XI, qui concernent les statuts des mines d'or, d'argent et autres métaux, et les privilèges de ceux qui travaillent aux dites mines, 1471. (Fol. 50).

11.857 Observations topographiques, physiques et critiques sur le climat, les maladies, la population, les arts et le commerce de la ville de Saint-Étienne en Forez, par un patriophile... ALÉON-DULAC, ancien avocat au Parlement (1786).

Les seconde et troisième parties du volume contiennent deux autres mémoires du même auteur : 1^o Nouveaux mémoires pour servir à l'histoire naturelle des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais. — 2^o Observations sur le charbon minéral; essai sur l'histoire naturelle des mines de charbon de Rive-de-Gier et de Saint-Étienne; topographie des mines de charbon du Lyonnais et du Forez, depuis le Rhône jusqu'à la Loire.

18.599-18.600 Recueil de pièces, manuscrites et imprimées, pour la plupart du milieu du xvii^e siècle, mémoires, actes royaux, arrêts, requêtes, factums, lettres, etc..., concernant la police générale du royaume, et en particulier la police de la ville de Paris; voirie,

assistance publique; commerce et industrie; duels; imprimerie et librairie; papiers du chancelier Séguier. — Minutes, originaux et copies (1539-1654).

18.599 Commerce et transport des bois et charbons (fol. 473); marchands fréquentant la Loire (fol. 502); « Raisons pour lesquelles toutes les marchandises sont augmentées de prix depuis deux ou trois ans » (fol. 506). « Préjudices que reçoit le commerce de l'établissement de la subvention » (fol. 510).

18.603 Mines et minières (fol. 17). Intendant des carrières et marbres (fol. 186).

21.670-27.671 Bois et charbon.

21.671 Marchands de bois 1496-1728 (fol. 1). Regrattiers (fol. 63). Bois : offices de visiteurs, vendeurs, jurés, mouleurs, cordeyers, chargeurs, contrôleurs, 1588-1716 (fol. 66). Charretiers, 1519-1735 (fol. 271). Chantiers, 1672-1736 (fol. 283). Lettre de Joly de Fleury (fol. 300). Charbons de bois, 1522-1737 (fol. 306). Taxes, offices, mesureurs, mesures, porteurs, braise. Charbon de terre : droit d'entrée, 1672-1737 (fol. 380). Charbon de terre de la Grande-Bretagne, 1715-1730 (fol. 390), du Hainaut, 1715-1716 (fol. 421); de l'Île royale (fol. 429), du Bourbonnais et de l'Auvergne (fol. 431). Tourbe (fol. 440).

21.789 Mines et minières, 1506-1728 (fol. 1). Mines de charbon et mines de fer, 1692-1727 (fol. 42). Or et argent, 1529-1729 (fol. 55). Affinage (fol. 121), etc...

c) Nouvelles acquisitions françaises :

9804 Mémoire pour le soulagement des peuples. Documents divers sur la police. Lanternes. Mines. Pèlerinage de Rome. Arts et métiers : épiciers, apothicaires, arquebusiers, chandeliers, chirurgiens, cordonniers, drapiers, gantiers, parfumeurs, libraires, lombards, merciers, potiers de terre, ramoneurs. Offices divers : receveurs des tailles, trésoriers des menus plaisirs, contrôleurs et courtiers de foin, inspecteurs des boissons, courtiers de vins. Tarif pour les offices municipaux créés en 1722. 192 feuillets.

1643 Comptes des dépenses diverses : police, gages des maîtres des postes, dépenses des haras, guet de Paris, maréchaussée de l'Île-de-France, mines et carrières, encouragements au commerce, etc. (fol. 102).

II

Manuscrits

(Fonds provinciaux)

A : Archives départementales

Nos recherches dans les archives des départements ont été peu fructueuses. Nous avions d'ailleurs prévu ce résultat. Les mines, au XVIII^e siècle, dépendent entièrement et dans toutes les manifestations de leur existence, du pouvoir central ; c'est lui qui accorde la concession, c'est lui qui l'inspecte, la dirige, la réglemente, c'est lui qui intervient dans l'organisation financière et ses modifications ; les procès, enfin, portés devant les pouvoirs provinciaux, sont toujours susceptibles d'appel au Conseil. La politique timide et hésitante des intendants favorise cette centralisation. Ils n'acceptent jamais en réalité les responsabilités qui leur sont départies. Ils transmettent tout au Conseil, procédure, mémoires, requêtes, rapports, etc... Les circonstances expliquent comment toutes les archives minières versées par les différentes administrations successivement compétentes en la matière, sont groupées à Paris, aux Archives nationales. La série C (intendance) des archives départementales ne nous a offert — à quelques exceptions près — que les minutes, dont nous avons déjà trouvé les expéditions à Paris, ou des pièces d'un médiocre intérêt.

Nous avons visité les archives du Rhône, de l'Hérault et du Gard.

Ces raisons, la déconvenue que nous avons rencontrée dans les fonds où nous avons travaillé, une étude de l'inventaire détaillé des archives départementales, nous ont détourné de pousser plus avant nos investigations dans les fonds du Calvados et du Nord (Calvados, C 3019-3028, Nord, C 515, 516, 533, 545 de l'intendance du Hainaut, et C 120 de l'intendance de la Flandre wallonne, et aussi M 39, correspondance de la Compagnie Havez et Scellier (1759-61-65). La série C des archives du Nord n'est encore qu'incomplètement inventoriée ou du moins l'inventaire n'en a pas été publié.)

Nous avons pensé un instant que le fonds de la Haute-Garonne pouvait présenter quelque intérêt pour l'histoire minière du Langue-

doc, particulièrement pour l'enregistrement des lettres patentes de concession par le Parlement et pour tous les procès évoqués devant cette juridiction. Mais c'est aux archives de l'Hérault que les mines du Languedoc ont laissé l'essentiel de leur histoire comme nous avons pu nous en convaincre en consultant l'ouvrage de Beaudoin sur les États du Languedoc et son inventaire de la série C des archives de la Haute-Garonne. Nous avons pour le reste utilisé l'ouvrage de M. Dutil (*L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime*), qui a consciencieusement dépouillé les fonds de la Haute-Garonne.

Nous n'avons pas non plus entrepris, après MM. Brossard et Leseure, une étude des archives départementales conservées à Saint-Étienne. Ce dépôt a, par deux fois, fourni aux ouvrages de ces auteurs tout ce qu'il pouvait donner ; il a, au surplus, été une troisième fois très utilement employé par M. Gras.

a) *Archives du Rhône :*

C 119 Ordonnance à propos de la cherté des charbons — rapport de subdélégué — lettres.

C 120 Requêtes d'industriels à l'intendant — mémoire sur la cherté du charbon — mémoire sur les droits des concessionnaires de Rive-de-Gier — troubles de Rive-de-Gier — état de l'extraction à Rive-de-Gier (1668-1771).

C 121 Nomination d'un inspecteur des mines — dépenses de l'exploitation d'un puits — rapport sur Rive-de-Gier — mémoire sur les propriétaires des mines de Rive-de-Gier — recommandations — état des mines renfermées dans la subdélégation de Rive-de-Gier — état des débiteurs du droit de six deniers par benne.

C 122 Mémoire sur les progrès de Rive-de-Gier (1774-1775) — mémoire des marchands de Lyon à propos du prix du charbon — réponse au mémoire des voituriers de Rive-de-Gier.

C 125 Ordonnance de contravention — lettre sur les accidents — lettre sur la nécessité du charbon pour les maréchaux et serruriers.

Tableau des fonds de différentes natures employés aux dépenses intérieures de la généralité de Lyon, depuis le 1^{er} septembre 1784 jusqu'au 1^{er} avril 1790, en conformité des ordres du Conseil et acquittés sur les ordonnances de M. Terray, intendant de la province. A Lyon, de l'imprimerie du Roi, rue Saint-Dominique, MDCCXC.

ART. XIV. Frais relatifs à l'approvisionnement de charbon de terre pendant l'hiver de 1788 à 1789.

État général des dépenses occasionnées par l'approvisionnement du charbon de terre nécessaire à la consommation de la ville de Lyon pendant l'hiver de 1788 à 1789, depuis le 2 janvier jusqu'au 30 du même mois, adressé à MM. les Prévôts et Échevins de la ville de Lyon, le 20 mars 1789.

Emploi de la somme de 506.408 livres, 3 sols, 9 deniers provenant de la taxe de 6 deniers perçue sur chaque benne de charbon.

Tableau du droit de 6 deniers par benne de charbon (1^{er} janvier 1785 au 15 février 1789) et pour le même droit réduit à moitié (15 février 1789-1^{er} avril 1790).

b) Archives du Gard :

C 194 Lettre à propos d'une requête de Tubeuf qui veut rendre une rivière navigable (1^{er} mars 1779).

Lettre de Montferrier, syndic général de la province, à propos des contestations des États avec Tubeuf (6 mai 1780).

Lettre de Tubeuf sur le charbon et l'industrie (23 février 1774).

C 374 Extraits des délibérations des États du Languedoc et rapports.

C 216 États du Languedoc et affaires locales.

c) Archives de l'Hérault :

C 2700 Arrêts du Conseil concernant les mines (1741 et 1746).

C 2701 Charbon et industrie — contestations à propos de mines (1727, 1728, 1729 — certificats d'affichage d'arrêt du Conseil (1741).

C 2704 Règlement de 1783 —déclarations d'exploitation — correspondance de l'intendance.

C 2716 Lettre de Montferrier, syndic général de la province, à propos de la capitation et du vingtième industriel (1784).

C 2717 Lettre d'Orsy à l'intendant du Languedoc (et à ses subdélégués), commentant l'expédition de l'arrêt de 1744 (13 février 1744) — demande de concession Tubeuf à Alais (1773) — contestations Tubeuf (1776).

C 2719 Vérification, inspection à Carmaux (1731) — déclaration des propriétaires de la même mine (1744).

C 2720 Requête du sieur de Mejanès à propos de l'arrêt de 1744.

C 2721 Déclaration — mémoire de de Solages (1754) — 2^e mémoire de de Solages (1754) — contestations de de Solages (1753) — rapport du subdélégué sur une rixe entre mineurs et habitants à Carmaux (1753) — arrêt de Saint-Priest, intendant, sur cette affaire.

C 2722 Lettres relatives aux contestations de de Solages (1768) — demande de concession.

C 2723 Lettre de Bertin à l'intendant du Languedoc à propos de de Solages (1768) — demande de concession.

C 2724 Lettres à l'intendant du Languedoc à propos d'un arrêt autorisant Giral à rechercher des mines de charbon (1767) — affaire d'impôt non payé par Giral (1782).

C 2725 Lettre concernant une demande de concession (1) (1783 et 1784).

C 2726 Demande de concession (1755).

C 2727 Demande de concession (1772) — opposition à un procès-verbal de visite (1772).

C 2728 Demandes de concession ou d'autorisation de fouilles (1784-1791).

C 2729 Demande de concession (1784).

C 2730 Lettre du cabinet du garde des sceaux pour encourager l'exploitation d'une mine (1751) — contestation d'embauchage entre un patron et des ouvriers mineurs (1753) — procès-verbal d'analyse d'un faux charbon (1755) — demande de concession nouvelle de Giral (1786).

C 2731 Demande de concession (1755 et 1787).

C 2732 Mines et transports — mines et industrie (1758) — demande de concession (1788).

(1) Ce que nous appelons « demande de concession » est en réalité une lettre par laquelle le directeur de l'Administration centrale avise l'intendant de la demande et requiert en enquête. Il y a quelques demandes directes à l'administration de la province.

C 2733 Demande de concessions (1771 et 1775) — contestations avec de Solages (1775).

C 2734 Demandes de concession Tubeuf (1771) à Barjac — demande de concession (1771) — à propos de la demande de concession de Monsieur, frère du Roi (1784) — requête de Tubeuf pour exemption de péages.

C 2735 Demande de concession (1755) — demande de concession au nom de la province (1773).

C 2736 Enquête (1783).

B: Fonds municipaux divers. — Archives municipales et manuscrits des bibliothèques

L'organisation même des mines au XVIII^e siècle empêchait *a priori* que les archives municipales pussent offrir des ressources importantes pour l'histoire de cette industrie. Les assemblées municipales, les autorités communales n'avaient guère la possibilité d'intervenir que pour protester contre les concessions ou pour assurer l'approvisionnement de la cité à des prix raisonnables. C'est en effet tout ce qu'on trouve dans ces fonds et encore ce genre de documents est-il rare. Les archives municipales les plus importantes, pour ce qui nous concerne, sont celles de Saint-Étienne et d'Alais, deux villes placées directement au centre des gisements. Elles ont été fort bien dépouillées par MM. Brossard et Bardou, et c'est d'après leur dépouillement que nous en avons utilisé les rares pièces utiles. C'est d'après M. Brossard également que nous avons utilisé les archives municipales de Saint-Chamond (Registre des délibérations de la ville — cahiers de doléances de la ville et marquisat de Saint-Chamond).

Nous avons trouvé aux bibliothèques de Lyon et de Nîmes deux groupes de manuscrits qui, sans être le moins du monde essentiels, ont fourni quelques éléments à notre étude.

Bibliothèque municipale de Lyon : Fonds Coste (manuscrits) nos 22, 23, 24, 25, 26. Mémoires adressés à l'Assemblée nationale et au Conseil du département de Rhône-et-Loire pour et contre les concessions.

Bibliothèque municipale de Nîmes : Mss. 496 (pièces concernant le département du Gard et la ville de Nîmes). On trouve, sous cette cote, une correspondance d'Allès, qui fut directeur d'une exploitation de Tubeuf, passa à la compagnie d'épurement et devint un ennemi de son ancien patron. (8 pièces.)

Bibliothèque municipale de Carcassonne : Mémoire de Baillainvilliers. Copie communiquée par M. Camille Bloch, inspecteur général des Bibliothèques et des Archives, qui nous a conseillé cette étude des mines. Nous l'en remercions très profondément ici.

III

Imprimés

Nous avons établi notre bibliographie suivant une formule qui nous a semblé claire et commode. Mettant à part les périodiques et les mémoires qui ne traitent naturellement que de sujets restreints et spéciaux, nous avons groupé les imprimés (volumes) suivant leur matière et les caractères généraux qui les rapprochent. C'est d'ailleurs en suivant cette méthode que nous les avons utilisés et c'est ainsi, réunis suivant leur esprit général, qu'ils pourront, pensons-nous, rendre aux travailleurs les meilleurs services et être le plus rapidement consultés.

A : Livres généraux d'histoire, d'histoire économique, de géographie, de philosophie sociale, mémoires, etc.

1. — AULARD. *Histoire politique de la Révolution française*. Paris, 1909, in-8°.
2. — BOISSONNADE. *Les études relatives à l'histoire économique de la Révolution française (1789-1804)*. Paris, 1906, in-8°.
3. — BOITEAU (Paul). *État de la France en 1789*. Paris, 1861, in-8°. Seconde édition 1889 avec une notice par M. Léon Roquet et des annotations de M. Grassoreille. (Bibl. nat., Lb³⁹, 6770 et 6770 A).
4. — BUISSON. *Histoire du travail et des travailleurs*. Paris, 1911, in-12.
5. — DUMOULIN. *Géographie et description générale du royaume de France (1762-1767) divisé en ses généralités*. Amsterdam, 6 vol. in-8°.
6. — ESPINAS. *La philosophie sociale du XVIII^e siècle et la Révolution*. Paris, 1898, in-8°.

7. — EXPILLY (abbé). *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules et de la France* (1762-1770). 6 vol. in-fol. (Bibl. nat., L^{re} 6, 5).
8. — FAUCHET (abbé). *La Bouche de Fer. Œuvres*.
9. — GIDE ET RIST. *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1909, in-8°.
10. — JAURÈS. *Histoire socialiste* (1789-1900). Paris, 1901, quatre premiers volumes, gr. in-8°.
11. — LOUTCHISKY. *La propriété paysanne en France à la veille de la Révolution, principalement en Limousin*. Paris, 1912, in-8°.
12. — MARTIN (Germain). *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV*. Paris, 1900, in-8°.
13. — *Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*.
14. — QUESNAY. *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*.
Edit. Daire, Collection des principaux économistes
Physiocrates. Paris, 1846, t. II, p. 80-104.
15. — RICARDO. *Principes d'économie politique*. Paris, 1835, 2 vol. in-8°.
16. — SAGNAC ET CARON. *Les Comités des droits féodaux et de législation et l'abolition du régime seigneurial* (1789-1793).
Paris, 1907, in-8°.
(Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française).
17. — SAINT-SIMON. *Mémoires*.
18. — SEIGNOBOS ET MÉTIN (A.). *Histoire moderne* (1715-1815). Paris, 1904, in-16.
19. — SMITH (Adam). *De la richesse des nations* (1776).

Cette série d'imprimés ne nous a fourni que des indications générales, des renseignements sur l'état politique ou les doctrines économiques. Elle nous a servi surtout à reconstituer l'atmosphère de notre étude.

B : Livres techniques généraux concernant les mines

20. — AGUILLON. *L'Ecole des Mines de Paris. Notice historique*. Paris, 1889, in-8°.

21. — BURAT. *Note sur le travail des enfants dans les mines*. Paris, 1868, in-8°. (Bibl. nat., R. p. 4122).
22. — DIETRICH (baron). *Description des gîtes de minerais et des bouches à feu de la France*. Paris, 1786-an VIII, 3 vol. in-4°.
- Sous-titres : I. *Description des gîtes de minerais, des forges et salines des Pyrénées*. (Bibl. nat., S, 9002).
 II. *Description des gîtes de minerais, des forges et salines*. 1786-1789, 2 vol., in-4°. (Bibl. nat., S, 5111).
 III. *Description des gîtes de minerais, forges, salines, verreries de la Lorraine méridionale*. (Bibl. nat., S, 5118).
23. — DELANDINE. *Des mines et carrières de charbon de terre*. 1791.
24. — GENNÉTÉ. *Connaissance des veines de houille ou charbon de terre et leur exploitation dans la mine qui les contient*. Paris, 1774, in-8°. (Bibl. nat., S, 5118).
25. — GUETTARD (A) et MONNET. *Atlas et description minéralogique de la France*. 1780, in-fol. *Carte minéralogique de la France et de l'Égypte*. 1746.
26. — *Livre du Centenaire (Ecole Polytechnique)*. T. III. *Notice sur le corps des mines*. Paris, 1897. (Bibl. nat., L²¹⁰ 33 f.)
27. — MACQUER. *Dictionnaire portatif des Arts et Métiers*. Paris, 1766, 2 vol. in-8°.
28. — MONNET. *Traité de l'exploitation des mines*. 1778, in-4°. (Bibliothèque de l'École des Mines).
29. — REYBAUD. *Le fer et la houille*. Paris, 1874, in-8°.

Le livre de M. Aguilhon, appuyé sur un dépouillement sérieux des documents conservés à la Bibliothèque de l'École des Mines, est définitif pour ce qui concerne l'histoire de cette institution. L'ouvrage de Dietrich est précieux à consulter surtout pour ce qui concerne les mines métalliques et l'industrie métallurgique. Quant à l'étude de Gennété, elle fournit des renseignements intéressants pour ce qui touche aux sociétés financières et à la science technique de cette époque.

C Livres régionaux :

30. — ALÉON-DULAC. *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais*. Lyon, 1765, 2 vol. in-8°. (Bibl. nat., S, 13.775-76).

Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des départements de Rhône et de Loire. Paris, 1795, 2 vol. in-8°. (Bibl. nat., S, 13.777-78).

31. — BARDON. *L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime.* Nîmes, 1898, in-8°.
32. — BLANCHET. *L'exploitation de la houille à Epinac.* 1867, gr. in-8°.
33. — BLIGNY-BONDURAND. *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les États généraux de 1789.* Nîmes, 1908-1909, 2 vol. in-8°.
(Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française).
34. — BRIDREY. *Cahiers de doléances du baillage de Cotentin pour les États généraux de 1789.* 1907, 2 vol. in-8°. (Même collection).
35. — BROSSARD (E.). *Le bassin houiller de la Loire. Étude historique sur la propriété, l'exploitation et l'établissement des concessions des mines de houille dans le département de la Loire.* Saint-Étienne, 1887, in-8°.
36. — CAVROIS (Alexandre). *Les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais.* (Thèse). Paris, 1896, in-8°.
37. — CHAMBEYRON (J.-B.). *Recherches historiques sur la ville de Rive-de-Gier.* Rive-de-Gier, 1844, in-8°. (Bibl. nat., Lk⁷ 8299).
38. — CREUZÉ DE LESSER (Hippolyte). *Statistique du département de l'Hérault.* Montpellier, 1824, in-8°, pl. et carte.
39. — DIEUDONNÉ. *Statistique du département du Nord.* Douai, 1804, 3 vol. in-8°. (Bibl. nat., L⁴ K 655).
40. — DUTIL. *L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime (1750-1789).* Paris, 1911, in-8°.
41. — GALLEY (J.-B.). *L'élection de Saint-Étienne à la fin de l'ancien régime (1750-1789).* Saint-Étienne, 1903, in-8°.
42. — GENSANNE. *Histoire naturelle de la province du Languedoc.* Montpellier, 1776-1779, 5 vol. in-8°. (Bibl. nat., S 19.984-19.988).
Géométrie souterraine ou traité de géométrie pratique appliquée à l'usage des travaux des mines. Montpellier, 1776, in-8°. (Bibl. nat., 18.882).
43. — GRAR. *Histoire de la recherche, de la découverte et de l'ex-*

- exploitation de la houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois* (1716-1791). Lille et Paris, 1847-1851, 3 vol. in-4°. (Bibl. nat., S, 7516-7518).
44. — GRAS. *Histoire du commerce local et des industries qui s'y rattachent dans la région stéphanoise et forézienne*. Saint-Étienne, 1910, in-8°.
45. — HEDDE (Isidore). *Aperçu sur l'histoire de la ville de Saint-Étienne*. Lyon, 1841, gr. in-8°.
46. — LA TOUR VARAN. *Notice statistique industrielle sur la ville de Saint-Étienne*. 1851. (Bibl. nat., Lk⁷ 8709).
47. — LESEURE. *Historique des mines de houille du département de la Loire*. 1901, in-8°.
48. — MEUNIER (E.). *Étude géologique et historique sur la houille du bassin franco-belge*. Lille, 1896, in-8°. (Bibl. nat., 8° S, 12.519).
49. — MICHEL (G.) (en collaboration avec A. RENOARD). *Histoire d'un centre ouvrier : Anzin*. Paris, 1891, in-18 Jésus (Bibl. nat., Le⁷ 133).
50. — MÔNI. *Histoire d'une mine : Commentry*. Paris, 1911, in-8°.
51. — MOURLOT. *Le cahier d'observations et doléances du Tiers-État de la ville de Caen en 1789*. Paris, 1913, in-8°.
(Publication de la Société d'Histoire de la Révolution française).
52. — MÜHLENBECK. *Histoire des mines de Sainte-Marie (côté d'Alsace)*. Sainte-Marie-aux-Mines, 1898, in-8°. (Bibl. nat., 8° S, 11.222).
53. — PORÉE (Ch.). *Cahiers de doléances du baillage de Sens pour les États généraux de 1789*. Auxerre, 1908, in-8°.
(Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française).
54. — ROLAND. *Lettres écrites de Suisse, Italie, de Sicile et de Malte en 1776, 1777, 1778*. Amsterdam, 1780, 6 vol. in-12. (Bibl. nat., G 10.992-10.997).
55. — ROUVIÈRE. *L'exploitation des mines nationales du Gard* (1792-1810). Nîmes, 1901, in-16. (Bibl. nat., 8° V, 28.833).
56. — ROUZAUD. *Histoire d'une mine aux mineurs (la mine de Rancié, Comté de Foix) depuis le moyen âge jusqu'à la Révolution*. Toulouse, 1909, in-8°.
57. — TEZENAS DU MONTCEL. *Étude sur les Assemblées provinciales*.

L'Assemblée du département de Saint-Étienne et sa commission intermédiaire (8 octobre 1787-21 juillet 1790), avec un appendice contenant des notes biographiques sur quelques membres de l'Assemblée et le tableau des élections municipales de Saint-Étienne. Paris, 1903, in-8°. (Bibl. nat., Lk¹⁵ 71).

58. — VUILLEMIN. *Le bassin houiller du Pas-de-Calais*. Paris, 1878-1879, 3 vol. in-8°. (Bibl. nat., 8° S, 1853).

Un certain nombre d'ouvrages de cette série ont été pour nous des éléments très importants, quoique fragmentaires et morcelés, de documentation. Aléon-Dulac, malgré son imprécision, nous a fourni des détails pittoresques sur l'exploitation des mines elle-même, sur l'aspect des pays houillers, sur les habitants, l'emploi du charbon, etc... Bardon, qui nous a été surtout utile pour notre étude sur Tubeuf, nous a offert cependant de notables ressources pour ce livre. Brossard a écrit un livre très complet sur le bassin houiller de la Loire. Sa haute situation politique mettait à sa disposition les sources les plus importantes. Il les a dépouillées de telle manière qu'il était inutile de recommencer le travail après lui. Cependant son étude, qui ne pénètre qu'une seule région, manque d'idées et de portée générales. Les livres de Gensanne et de Grar ont entre eux, pour des régions différentes, de grandes analogies. Ils sont pleins de documents techniques, financiers, industriels, scientifiques. On verra dans le cours de cette étude combien souvent nous les avons consultés et la contribution qu'ils ont apportée à nos recherches sur les sociétés, les méthodes d'exploitation, sur l'état des mines en général au XVIII^e siècle. Leseure, dont nous nous sommes également servi, répète un peu Brossard. Il fournit lui aussi un nombre considérable de documents, souvent non assimilés et qui ne sont pas présentés avec le développement d'idées générales qu'ils comportent.

D : Livres techniques

a) Sciences :

59. — BOSSUT (abbé). *Traité théorique et expérimental d'hydrodynamique*. Paris, 1786-1787, 2 vol. in-8°.
60. — BOURNON. *Lithologie des environs de Saint-Étienne*. 1785, in-8°. (Bibl. nat., S, 20607).

61. — BUFFON. *Histoire naturelle des minéraux (et traité de l'aimant)*. Paris, 1783-1788, 5 vol. in-4°. (Bibl. nat., S, 2466-2471).

62. — MORAND. *L'art d'exploiter les mines de charbon de terre*. Paris, 3 parties. (2^e partie en 5 sections : 1768, 1773, 1774, 1776, 1777). (Bibl. nat., V, 3939-3940, 3941).

Mémoire sur la nature, les effets, les propriétés et avantages du feu de charbon de terre apprêté pour être employé commodément, économiquement et sans inconvénient, au chauffage et à tous les usages domestiques. Paris, 1770, in-12, 39 pages.

(Ce mémoire est inséré dans le tome II de l'*Art d'exploiter les mines de charbon de terre*, Bibl. nat., V, 3940).

Le livre technique de Morand est de beaucoup le plus important de ce groupe. Il a d'abord le caractère, rare au XVIII^e siècle, d'être un livre de généralisation. Outre les renseignements techniques qu'il contient sur la position des veines, il faut signaler la description qu'il donne des outils du mineur, et les chapitres sur l'utilisation du charbon et son commerce.

b) Législation :

63. — DELANDINE. *De la propriété des mines*. 1798, in-8°. (Passim dans les nombreux ouvrages de Delandine).

64. — GAILLARD (P.). *Etude historique et critique sur la législation des mines*. (Thèse). Bordeaux, 1895, in-8°. (Bibl. nat., 8° F, 9091).

65. — ISAMBERT (en collaboration avec DECRUSY et JOURDAN). *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*. Paris, 1821-1833, 29 vol. in-8° (dont 1 de table).

66. — JAYEZ. *La législation des mines en France*. (Thèse). Bordeaux, 1910, in-8°. (Bibl. nat., 8° F, 21.849).

67. — LAMÉ-FLEURY. *De la législation minérale sous l'ancienne monarchie*. Paris, 1857-1880, in-4°. (Bibl. nat., F, 38.155).

68. — LESCOEUR. *Essai historique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'étranger*. Paris, 1874-1887, in-8°. (Bibl. nat., 8° F, 547).

69. — NIBAUT (E.). *Loi minière de 1810*. Paris, in-12.

70. — REGNARD. *Examen du droit des seigneurs hauts-justiciers du Hainaut sur les mines de charbon*. Valenciennes, 1844, in-8°.
71. — RICHARD (A.). *Législation française sur les mines*. Paris, 1838, 2 vol. in-8°.
72. — SCHMIDT (Ch.). *Le commerce — instructions — recueil de textes et notes*. Paris, 1912, in-4°.
- (Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution).

Lamé-Fleury est certainement l'auteur qui a étudié le plus complètement la législation minérale sous l'ancien régime.

c) *Finances* :

73. — SAVARY. *Le parfait négociant ou instruction générale pour ce qui regarde le commerce des marchandises de France et des pays étrangers*. Paris, 1777, 2 vol. in-4°. (Bibl. nat., V, 17.352-17.353).
- (Il y a eu de très nombreuses éditions, sept à notre connaissance).
74. — TROPLONG. *Du contrat de société*. Paris, 1843, in-8°.
75. — THUILLIEZ. *Essai historique sur le titre nominatif et sa transmission*. Paris, 1901, in-8°.

Ce groupe et le groupe suivant ne contiennent aucun livre vraiment essentiel. On ne peut y trouver que des indications et des détails.

d) *Transports* :

76. — BOMBAL. *La Haute-Dordogne et ses gabariers*. Tulle, 1903, in-8°.
77. — LA LANDE (de). *Des canaux de navigation et spécialement du canal de Languedoc*. Paris, 1778, in-fol. (Bibl. nat., V, 451).

E : Biographie

78. — CORNU (H.). *Notice historique sur le duc de Croy, maréchal de France*. Valenciennes, 1846, in-8°. (Bibl. nat., Ln²⁷ 23.315).

F : Catalogues de Bibliothèques :

Nous avons consulté les catalogues de diverses bibliothèques publiques ou privées :

Bibliothèque de l'École nationale supérieure des Mines, catalogue 1899-1900.

Catalogue des manuscrits et livres de la Bibliothèque de l'École nationale des Ponts et Chaussées, 1886-1905.

Catalogue des ouvrages composant la Bibliothèque de l'École centrale des Arts et Manufactures, par A. MAIRE, 1899.

Catalogue de la Bibliothèque de la Société des Ingénieurs civils.

Catalogue de la Bibliothèque des anciens élèves de l'École supérieure des Mines.

Catalogue de la Bibliothèque du Comité central des houillères de France.

Ces Bibliothèques riches et intéressantes, dont les conservateurs, quand nous les avons visitées, nous ont accueilli avec une amabilité dont nous exprimons ici notre reconnaissance (particulièrement à M. Cauville, secrétaire général du Comité central des houillères de France), ne nous ont offert que des livres concernant les mines modernes, des publications purement techniques ou des imprimés que nous avons déjà consultés dans d'autres fonds : Bibliothèque nationale, bibliothèques municipales de province, etc... Nous n'avons à indiquer comme livres utiles pour nous que :

MONNET. *Mémoire historique et politique sur les mines de France.* Paris, Didot, 1790.

MONNET. *Exposition des mines ou description de la nature et de la qualité des mines.* Paris, Didot, 1772.

Tous deux à la Bibliothèque de l'École nationale supérieure des mines.

G : Périodiques et Recueils

Nous avons établi une séparation entre les journaux, périodiques, recueils spéciaux et techniques et les imprimés de même ordre, mais généraux. Nous marquons d'un astérisque les articles les plus importants.

a) *Journaux périodiques, recueils techniques (Paris) :*

CAMUS (Le). *Journal de physique : Dissertation sur l'origine des mines de houille*. Mars 1779. (Bibl. nat., R, 4515).

* ROZIER (François). *Observations sur la physique, sur l'histoire naturelle et sur les arts ou journal de physique*. Paris, juillet 1771 à décembre 1772, 9 vol. in-12, et 1773 à 1787, 31 vol. in-4°. (A partir de 1779, ROZIER collabora avec son neveu MONGEZ qui poursuivit seul la publication de 1780 à 1785. A partir de cette époque le journal passe aux mains de La Métherie. Il cessa de paraître en 1819).

SALEILLES. *Histoire des sociétés en commandite*. (Annales du droit commercial, t. IX). (Bibl. nat., 8° F, 4868).

Journal économique. Juillet à septembre 1756. (Bibl. nat., S, 19.185-19.187).

Journal des mines. Mémoire sur les mines de France. 1814, t. XXXVI. (Bibl. nat., S, 20.011 (37)).

Id. *Article de M. de Bonnard*. 1809, t. XXVI. (Bibl. nat., S, 20.011 (26)).

Id. *Article sur Tubeuf*, t. XIII et t. XXVIII. (Bibl. nat., S, 20.011 (28). S, 20.011 (13) et S, 20.011 (28)).

Id. *Tableau des mines et usines de France. Département de l'Allier*, An V. T. V, n° 25. (Bibl. nat., S, 20.011 (6)).

Id. *Deux tables analytiques publiées en 1813 et 1821*. (Bibl. nat., S, 20.011 (29)).

Le *Journal des Mines* publié sous ce titre de 1795 à 1815 a pris après cette date le nom de : *Annales des Mines*.

b) *Journaux, périodiques, recueils généraux (Paris) :*

AUGÉ (L.). *Pages libres : Un charbonnage de Provence avant la Révolution*. 21 août 1909.

AULARD. *La Révolution française : Chronique et bibliographie sur Loutchisky : la propriété paysanne en France*. 14 octobre 1912.

* LETACONNOUX. *Revue d'histoire moderne et contemporaine : Les transports en France au XVIII^e siècle*. 1908-1909, t. XI.

MALON (B.). *L'agiotage de 1715 à 1870. Revue socialiste, 1^{er} fascicule*, Paris, 1885. (Bibl. nat., 8° R, 6709).

- RICY (R. de). Revue des Deux-Mondes : *La propriété des Mines*, 1^{er} et 15 décembre 1889.
- TROPLONG. Recueil de l'Académie des Sciences morales : *Le contrat d'association civile et commerciale*. 1843, t. III.
- VALLEYRE. Journal hebdomadaire : *Entretien d'un patriote et d'un député sur les bases du bonheur public*. Impr. de Valleyre aîné. (4 numéros, le 3^e manque). (xviii^e siècle).

c) Journaux, périodiques (province) :

Saint-Étienne

- BROSSARD. Annales de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire : *Notice historique sur l'exploitation de la houille dans les environs de Saint-Étienne sous l'ancien régime*. 1881 (Bibl. nat., 8°, S, 2298, pièce).
- MAUSSIER. Même publication, 1^{re} livraison, 1867. *L'industrie houillère à Saint-Étienne il y a cent ans*.
- * SAINT-PULGENT (A.). Bulletin de La Diana, société historique et archéologique du Forez : *Plainte à l'intendant de Lyon par les habitants de Rive-de-Gier contre la compagnie exploitant les mines de charbon*. 1899-1900, t. XI.

Lyon

- MALINOWSKI. Annales de la Société impériale d'agriculture, d'histoire naturelle et des arts utiles de Lyon : *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation du charbon de terre dans le bassin houiller du Gard*. 1868-1869, t. I^{er}, 4^e série.

Nivernais

- POUSSEREAU. Revue du Nivernais : *Les houillères de la Machine*. Septembre 1901. (Bibl. nat., Léc 99 ⁽⁶⁶⁾).

Creuse

- POYET. Mémoires de la société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse : *Les mines de Bosmoreau*. 1862, t. III.

Corrèze

- LAVEIX. Bulletin de la société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze : *Les mines de houille de Lapleau*. Brive, 1893.

Tarn

JOLIBOIS. Revue historique, scientifique et littéraire du département du Tarn : *Les houillères de Carmaux*. 1893.

Alais

Mémoire et compte-rendu de la société scientifique et littéraire d'Alais. *Allocution du président Cabissole*. 11 janvier 1900. (Bibl. nat., 8° Z, 478).

MONIN. Bulletin de la société languedocienne de géographie : *La province de Languedoc en 1789*. 1888, 2° trimestre. (Bibl. nat., 8°, G 801).

H : Mémoires et Brochures

a) Mémoires anonymes (1) :

Mémoire sur les mines de charbon du Hainaut français. 1790, in-4°.

(Mirabeau a certainement puisé des documents dans cette brochure).

Motifs déterminants entre les compagnies privilégiées de Sa Majesté pour l'exploitation des mines de charbon de terre et les particuliers propriétaires des fonds qui renferment la mine, opposants à l'exécution de ces privilèges. (Bibl. nat., Fz, 150).

Précis pour les compagnies concessionnaires des mines de France.

(Recueil intitulé : *Millière-Mines de France*, vol. 951 : dernière pièce du recueil. (Bibl. nat., 4° F³ 21.824).

Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par le corps des mines. Paris, 1790, in-8°. (Bibl. nat., Lf 1432).

Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de

(1) Quelques-uns de ces mémoires ne sont pas proprement anonymes, mais ils n'ont pas de signatures certaines, par exemple, le *Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de Blanzey* est signé : MARTIN, par procuration. Le *Précis pour les Compagnies concessionnaires* a un rédacteur et des Commissaires rédacteurs, etc. Nous avons groupé sous cette rubrique tous les mémoires dont la signature est équivoque (quelques-unes sont certainement des pseudonymes : Martin par procuration) et dont le texte ne correspond pas à une personnalité bien désignée.

Blanzv, département de Saône-et-Loire, contre les concessionnaires des mines de Montcenis.

(Recueil intitulé : *Mines de Blanzv-Mines de Grandchamp*, vol. 953. (Bibl. nat., 4° F³ 21.855).

Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre dans l'étendue des paroisses de Saint-Aubin, de Luigné, de Chalonnés et de Chaudefond de la province d'Anjou, opposants à l'arrêt du Conseil d'État tenu pour les finances, du 8 janvier 1754 et respectivement appelants des ordonnances du sieur intendant de Tours, des 11 de mai, 26 de juin, 13 d'août, 10 de septembre 1753 ; 21 d'avril, 12 de juin, 12 de septembre, 22 de novembre et 16 de décembre 1754, contre Thomas-René Bault, marchand de la ville d'Angers et les consorts se disant entrepreneurs des dites mines.

(Même volume que le précédent. (Bibl. nat., 4° F³, 21.860).

b) *Mémoires signés :*

BLAVIER. *Mémoire concernant les mines d'Anzin.* 5 décembre 1783.

COUSIN. *Mémoire sur le moyen de donner du travail aux ouvriers, aux artistes de la capitale, lu dans l'Assemblée générale des représentants de la Commune, le 10 août 1790.* Paris, 1790, in-8°. (Pages 1-16 d'un double mémoire). (Bibl. nat., L⁴⁰ b 1233).

LEMORT. *Mémoire fait par M. Lemort pour la compagnie de Montre-lais.* Partie signée du Précis pour les compagnies (anonyme) cité plus haut. (Bibl. nat., 4° Fm 21.824).

MONNET. *Mémoire historique et politique sur les mines de France présenté à l'Assemblée nationale par Monnet.* 1790, in-8°. (Bibl. nat., S, 31.650).

MORAND. *Mémoire sur la nature, les effets, propriétés et avantages du feu de charbon de terre apprêté pour être employé commodément, économiquement et sans inconvénient au chauffage et à tous les usages domestiques.* Paris, 1770, in-12, 39 pages.

SAGE. *Mémoire sur le feu de houille ou charbon de terre.* Paris, 1770, in-fol.

..... *Époque de la fondation de l'École royale des mines, obtenue par B.-G. Sage.* Paris, 1882, in-8°, pièce. (Bibl. nat., Ln²⁷ 18.190).

Notice biographique de B.-G. Sage. Paris, 1824, in-8°, pièce. (Bibl. nat., Ln²⁷, 18.193).

TURGOT. *Mémoire sur les mines et carrières. T. II des Œuvres de Turgot*, nouvelle édition, classée par ordre de matières avec les notes de Dupont de Nemours, augmentée de lettres inédites, des questions sur le commerce et d'observations et de notes nouvelles par MM. Eugène DAIRE et Hippolyte DUSSARD, et précédée d'une notice sur la vie et les ouvrages de Turgot, par Eugène DAIRE. Paris, 1844, in-8°.

(Collection des Principaux économistes).

Parmi les fonds d'imprimés recueillis dans les bibliothèques de province, nous n'avons à signaler spécialement que le fonds Coste à la Bibliothèque municipale de Lyon. Ce fonds contient, en plaquettes et brochures intéressantes, des adresses aux intendants et des délibérations de municipalités.

COSTE, 110.012, 110.026, 110.029, 110.032, 110.036, 110.037.

On trouvera aussi quelques mémoires adressés à l'Assemblée Constituante ou à ses Comités dans le fonds dit « Recueil Lyonnais » :

RECUEIL, 25.584^{bis} 96, 362.990, 365.908, 365.912.

Voir encore : *Catalogue de la Bibliothèque de la ville de Saint-Étienne*, par J.-B. GALLEY. Saint-Étienne, 1885, in-8°.

IV

Sources diverses

Nous avons pensé, en entreprenant l'étude que nous donnons aujourd'hui, que nous aurions sous cette rubrique à exposer une nombreuse et importante bibliographie. Les archives des compagnies minières devraient être, en effet, pour un tel sujet, d'un intérêt capital, puisque presque toutes ces compagnies, au moins les principales, ont plus d'un siècle d'existence : la continuité d'exploitation d'entreprises comme Rive-de-Gier, Roche-la-Molière, Anzin, Rochebelle, Montcenis, etc., aurait dû assurer la continuité de leurs papiers. Nous avons eu de ce côté une déception complète. Les directeurs des compagnies de la Loire qu'on a bien voulu solliciter pour nous, ont

répondu qu'ils ne possédaient pas d'archives. Cette fin de non-recevoir nous a paru d'abord suspecte de mauvaise volonté. Cependant M. Gras, secrétaire de la Chambre de commerce de Saint-Étienne, mieux placé que quiconque pour accéder aux archives des entreprises industrielles de la région, et qui a effectivement profité pour ses intéressants travaux des avantages de sa situation, nous a confirmé cette absence de documents dans les administrations des compagnies pour ce qui concerne le XVIII^e siècle. Dans le bassin du Gard, nous l'avons constaté par nous-même. M. Lombard, alors directeur de l'exploitation de Rochebelle, et M. Auplan, son secrétaire général, que nous sommes heureux de remercier une fois de plus, ont non seulement livré à notre curiosité toutes leurs archives, ils nous ont encore fourni de précieuses facilités matérielles pour y travailler. En dehors du fonds spécial et de haute importance constitué par les papiers de Tubeuf que nous avons utilisé pour notre étude sur cet industriel, les archives de cette très vieille compagnie sont inexistantes.

Cette absence de documents s'explique par plusieurs raisons. Il faut distinguer, dans la vie d'une exploitation minière, deux sortes de papiers : *les papiers privés* et *les papiers publics*.

a) *Les papiers privés* sont constitués par la correspondance commerciale et industrielle, la comptabilité, la correspondance des divers membres de l'entreprise entre eux ou avec l'administration, les feuille de paye, les procès-verbaux de réunions, etc.

b) *Les papiers publics* comprennent tout ce qui concerne les rapports de l'exploitation avec l'État, avec la province, avec la municipalité.

L'hypothèse la plus simple pour expliquer l'absence des premiers papiers, c'est qu'ils n'ont pas été réunis. Nombre des entreprises primitives ne devaient avoir ni les locaux nécessaires ni la notion de l'utilité de ces papiers. Il est probable qu'ils ont été égarés, détruits aussitôt qu'ils ne présentaient plus un intérêt immédiat ou tout au moins anéantis presque en totalité aux divers changements de concessionnaires. Peut-être aussi les concessionnaires dont la gestion était arrivée à expiration emportaient-ils avec eux leurs archives. Les émeutes et pillages qui ont souvent accompagné l'établissement des concessions ont dû contribuer aussi à la destruction, à la dispersion de ces documents, destruction et dispersion achevées par les troubles révolutionnaires et les bouleversements qui remuèrent nombre d'industries à cette époque.

Les papiers publics subissent les mêmes vicissitudes. Seulement leur disparition est infiniment moins importante parce que les fonds

d'archives des intendances nous ont transmis la correspondance émanée des concessions, les minutes des réponses, le double de pièces importantes les concernant.

Ainsi s'explique l'absence complète de documents provenant des fonds particuliers de compagnies minières et qui eussent été importants sans doute.

Le cas de la compagnie d'Anzin mérite une mention spéciale. Elle nous a refusé, à nous et à d'autres, l'entrée de ses archives. A leur propos d'ailleurs, les opinions divergent. Les uns assurent que pendant la Révolution, alors que par suite de l'émigration de ses administrateurs, la célèbre entreprise était dirigée par le Comité de Salut public, les papiers de la compagnie ont été transportés dans la salle publique du tribunal du district, à Valenciennes, et là, pillés et dispersés par la foule ; d'autres soutiennent que la compagnie d'Anzin, au contraire, a des archives riches et parfaitement en ordre. Nous avons de bonnes raisons de croire que ces derniers ont raison. En tous cas, dans la réponse qui a été adressée à notre demande d'introduction, il n'est nullement affirmé — au contraire — que les archives n'existent pas. La compagnie se borne à en refuser l'accès. Les études historiques l'intéressent peu. Moins libérale que la compagnie d'Aniche qui va livrer à la publicité tous ses intéressants papiers et mériter la reconnaissance des historiens, l'administration d'Anzin tient à conserver le mystère et le secret (1).

Il faut mentionner parmi les sources diverses, la Bibliothèque de l'École des Mines de Paris qui conserve vingt-quatre manuscrits de Monnet. M. Aiguillon, dans son ouvrage : *L'École des Mines de Paris*, en donne un classement sommaire auquel nous n'avons rien à ajouter.

I^{er} groupe. (6 à 7 volumes). « Passe-temps de la science ». Ce sont des notes minéralogiques, chimiques, métallurgiques.

II^e groupe. Journaux des divers voyages officiels ou privés de Monnet.

III^e groupe. Essai historique sur les mines. — État des mines : (recueil de documents divers, 1772-1780).

(1) Depuis que nous avons écrit ces lignes, Anzin a malheureusement connu les vicissitudes de la guerre. Il faut d'autant plus regretter que la compagnie ait obstinément fermé aux travailleurs ses archives. Les études qu'ils auraient pu y faire, auraient au moins sauvé l'essentiel des documents au cas où l'ennemi en ait usé avec ces précieux dépôts comme avec les dépôts de Louvain et autres villes.

Nous avons déjà trouvé, sous forme fragmentaire, beaucoup des éléments des deux derniers groupes aux Archives nationales, rapports, récits de voyages, inspections, statistiques. Les manuscrits de l'École des Mines ne nous ont rien appris de nouveau. C'est sans conteste le troisième groupe qui est le plus précis, le plus documenté, le plus important. Mais, en général, les écrits de Monnet ne peuvent être consultés qu'avec précaution et souvent avec ennui. C'est presque toujours un lourd fatras sans grand intérêt et dont la passion personnelle ou l'ambition étouffent la vérité et l'observation.

Signalons au même dépôt un manuscrit de Sage : Mémoire contenant un précis de ce qui concerne la jurisprudence des mines tant en Saxe que dans les États de l'impératrice, reine de Hongrie (1759).

On trouve quelques manuscrits à la Bibliothèque de la Chambre des députés :

BRUYARD. *Recueil des arrêts du Conseil et concessions pour l'exploitation des mines de charbon de terre et de houille avec les dispositions concernant les droits* par le sieur Bruyard, premier commis de M. Trudaine. 1756. 186 feuillets. Ms. n° 1092.

Grar signale quelques pièces déposées à la section administrative des Archives de la République. Nous n'avons pu retrouver leur trace, ni d'ailleurs découvrir ce qu'était exactement cette section administrative :

Mémoire de M. Taboureau sur l'extraction du charbon de terre en Hainaut.

Papiers de mines déposés à la section administrative.

Il y a encore un certain nombre de documents concernant Anzin conservés peut-être chez des particuliers, mais plus probablement dans les archives de cette compagnie. Nous avons écrit à ce sujet, sans recevoir de réponse, au bibliothécaire-archiviste de Valenciennes :

Histoire de l'établissement d'Anzin par Léonard Mathieu (directeur de la compagnie des mines d'Anzin avant 1793 ; cette pièce a appartenu à M. Charles Mathieu, directeur de la compagnie des mines de charbon de Douchy).

Mémorial pour différents travaux de mines à charbon de terre en France et autres lieux, par Michel Dumont, maître-portion à Anzin, gendre de Christophe Mathieu, directeur de la compagnie de Saint-Saulve (1778).

Recueil des notes et observations sur les fouilles que j'ai vu faire pour la recherche des mines (manuscrit du fils du directeur des travaux faits par la compagnie Desandrouin).

Nous n'avons pu retrouver le mémoire ainsi signalé :

Mémoire sur l'établissement de l'entreprise des fosses au charbon de terre dans le Hainaut français (affirmé véritable par devant notaire, par les échevins d'Anzin et de Fresnes, 1752). Manuscrit, ministère des travaux publics, bureau des mines, n° 791 des archives.

RENSEIGNEMENTS

UNITÉS. — POIDS. — MESURES. — EXPRESSIONS TECHNIQUES, ETC...

Les poids et les mesures sous l'ancien régime sont extrêmement compliqués ; cette question est peut-être même insoluble. Nous n'avons en aucune façon essayé de la résoudre. C'est un énorme et difficile travail à entreprendre. Partout où nous avons été obligé de le faire, nous avons adopté une mesure ou un poids moyen entre ceux fournis par les sources les plus sûres, et c'est d'après cette mesure ou ce poids moyens que nous avons converti en chiffres correspondant aux mesures et poids modernes.

Les mesures et les poids variaient non seulement de province à province, mais de ville à ville, de village à village ; dans le Nord et le Forez, on se servait d'unités différentes à quelques kilomètres de distance dans une même région. Malgré une enquête à laquelle nous nous sommes livré, il nous a été impossible de trouver des renseignements sur ces différentes unités. Nous n'avons réussi qu'à réunir quelques approximations.

Le petit tableau que nous donnons ici, et dont l'obscurité correspond à l'obscurité impénétrable des systèmes du XVIII^e siècle, est constitué par tous les éléments que nous avons pu recueillir. Il n'a pas d'autre prétention que de faire comprendre la difficulté, de permettre de se faire une idée de ce que représentent quelques-uns des termes que nous avons employés et surtout d'inciter les chercheurs à fournir quelques matériaux à cette utile étude.

Le tonneau, employé un peu partout sur les côtes de France, était en général d'un poids de 5.200 livres.

Il y avait deux sortes de livres :

la livre — poids de marc	o Kgr. 489 gr. 505
la livre — poids de table	o Kgr. 407 gr. 921

Le quintal au XVIII^e siècle est donc de :

poids de marc	48 Kgr. 950
poids de table	40 Kgr. 792

Lyonnais-Forez

Pendant le régime de la liberté, les petits propriétaires avaient adopté l'usage de vendre le charbon à la *charge*, mesure inexacte et variable, constituée par le poids que pouvait traîner un mineur et soumise aux différences des forces humaines. Une *charge* était évaluée entre 60 et 70 livres pesant.

Les concessionnaires introduisirent la *benne*, seau de bois de chêne, cerclé de fer. La *benne*, au début des concessions, varia avec les centres d'exploitation. Il y a la *benne* de Rive-de-Gier, la *benne* de Moulins, la *benne* de Givors, etc... Cette diversité se prolonge assez longtemps. Il faut encore distinguer entre la benne comble et la benne non comble. Aléon-Dulac dit que la *benne* contient *deux quintaux pesants de charbon* ; on lui attribue d'autre part une contenance de 300 livres, de 50 kilogrammes pour la *benne de Lyon*.

En 1741, on essaye une première fois d'unifier la mesure de la benne dans la région. On crée, pour servir de matrice, une mesure de laiton, ovale, marquée aux armes de la ville de Saint-Étienne et qui, dit Brossard, contient 5217 pouces cubes (1). Selon Morand (*L'art d'exploiter les mines de charbon de terre*), cette mesure « a de hauteur, mesurée en dedans, seize pouces ou un pied quatre pouces, vingt-deux pouces de longueur et dix-sept de large ». En 1768, le même auteur attribue à la benne une mesure de 200 livres. Roland (*Lettres écrites de Suisse, d'Italie, de Sicile et de Malte — 1776-1777-1778. Voyage au Puy par Saint-Chamont, Saint-Étienne*) parle de « deux bennes qui pèsent ensemble 600 à 700 livres ». Puis on revient à un étalon plus ancien pour la benne en bois. A ce moment, la benne de charbon de pierre radée pèse brut 301 marcs, 4 onces et la tare de 100 marcs 5 onces déduite, 200 marcs, 7 onces. (Le marc égalait environ 2 livres 56 et l'once environ 32 grammes.)

En 1784, l'intendant du Lyonnais fixe définitivement la mesure de la benne à 50 kilogrammes, mesure de Lyon. Il y a une mesure spéciale au Mouillon, la *benne de carrière*.

(1) C'était la benne officielle. La benne construite par les comtes de Lyon, seigneurs du Mouillon et de Gravenand avait une contenance de 5.980 pouces cubes.

La charge et la benne ne sont pas les seules mesures de la région. Il y a encore la *voie*, variable de ville à ville ; on lui attribue généralement la contenance de 5 *poinçons* (le poinçon est au propre un tonneau de la contenance de 200 litres). Il y a la *voie de Moulins*, la *voie de Paris*, la *voie de Franche-Comté* (dans cette province cette mesure de charbon a été empruntée au commerce du bois). La *voie de Roche-la-Molière* équivaut à 76 *pieds cubes* $\frac{1}{2}$, à peu près 50 *bennes lyonnaises*. Mais il faut distinguer encore entre la *voie de charge* et la *voie de charbon*.

Le *poinçon* est une mesure spéciale au Bourbonnais.

La *voie* est aussi employée dans le Forez où, d'après Leseure, elle pèse 1900 kilogrammes.

Languedoc

Tubeuf se sert comme unité de la *mesure*. Elle vaut 100 *livres*.

Les mesures de Carmaux sont extrêmement compliquées. La plus commune paraît être la *barrique*. Elle contient 11 *pieds cubes* et pèse 18 *quintaux*. La *barrique* fait 16 *mesures combles d'Albi* et 30 *ferrats de Gaillac* ; 45 *barriques* font un tonneau.

On trouve encore une mesure qui s'appelle la *pipe* et c'est probablement à ces régions qu'il faut rattacher l'*aulus*, charge de 4 *quintaux* (le quintal ancien, 100 livres). A Montpellier enfin on emploie une mesure surtout connue dans le Hainaut : le *muid* qui vaut en Languedoc 684 livres 45.

Hainaut-Artois

Dans le Nord, les mesures sont encore plus diverses : à Anzin, c'est la *rasière* « pesant environ 220, 230 *poids de marc* » (Morand, *Descriptions des Arts et Métiers faites ou approuvées par Messieurs de l'Académie royale des sciences. L'art d'exploiter les mines de charbon de terre*. 1768). Normalement la *rasière* correspond à un poids de 70 *livres*. D'autre part, Grar nous apprend que 1600 ou 1700 *rasières* de 200 *livres* égalent 1600 et 1700 *quintaux métriques*. Sur les côtes on emploie le *baril anglais* de 300 *livres* ou quelquefois de 250 *livres poids de marc* ; à Condé, la *vague* — 144 *livres* — et la *manne* — 1400 à 1500 *mannes de houille* font de 1600 à 1800 *quintaux métriques*. Un peu partout le *muid* est en usage, il pèse 1000 *livres*, 800 à 900 *livres* selon quelques-uns, 2 *barils*, soit 600 *livres*, selon d'autres.

Vendée, Rouergue et Nivernais

Dans le Rouergue, l'unité est la *comporte* ou *baille*, à Nantes la *pipe* et le *douillard*, dans le Nivernais la *bascholée*.

AUTRES MESURES

Le pied = 0 m. 324.

La toise = 1 m. 949.

La lieue commune = 4 km. 444.

MONNAIE

La livre tournois, en 1787, valait intrinsèquement 0 fr. 99.

EXPRESSIONS FINANCIÈRES

Un sol = un vingtième d'intérêt dans un capital. (20 sols dans une livre.)

Un denier = un douzième d'intérêt dans un sol. (12 deniers dans un sol.)

EXPRESSIONS TECHNIQUES

Nous avons, au cours de notre ouvrage, expliqué les expressions techniques que nous avons employées. Cependant, il nous reste encore à définir quelques termes spéciaux.

Aval d'une veine. — La partie la plus basse d'une veine.

Avaleresse. — Expression encore assez indéterminée au XVIII^e siècle et qui sert à désigner le plus souvent une galerie d'évacuation des matériaux et des eaux, mais quelquefois la galerie de taille elle-même.

Chien. — Grande caisse roulante qui sert à traîner le charbon hors de la mine.

Cuvelage. — Méthode pour traverser un niveau d'eau.

Pendage de roisse, pendage de plature. — Expressions qui désignent deux genres différents de marche et d'orientation des veines de houille.

Pérat (Charbon.). — Signifie, à Paris : combustible formé avec du poussier de charbon, et en Languedoc au contraire : charbon très dur, devenu pierre (péra-pierre).

Serres. — Piliers de soutien.

Voye. — Passage de communication d'une galerie à l'autre. Ouverture de circulation pour l'air ou l'eau.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES POLITIQUES DE L'ARRÊT DE 1744

Depuis 1722 l'administration de la richesse minérale de la France est livrée à une organisation provisoire. L'échec de tous les systèmes précédents, liberté indéfinie, concession générale personnelle, surintendance des mines et minières, a laissé cette industrie dans un profond désarroi. Cette anarchie coïncide avec le moment où le charbon devient d'une urgente nécessité par suite du déboisement qui a épuisé toutes les forêts de France et avec le développement très considérable de l'industrie. Les autorités — centrales et locales — sont inquiètes. Le combustible a déjà manqué. Une enquête auprès des intendants a révélé que la France est couverte d'exploitations de petits propriétaires sans connaissances et sans ressources, qui grattent le terrain, l'abîment, le dévastent, compromettent les entreprises futures, et que de nombreux procès sont pendants entre ces petits entrepreneurs ou entre ceux-ci et les grands exploitants.

Telles sont, résumées et condensées, les origines économiques et sociales de l'arrêt du 14 janvier 1744, rendu en Conseil sur le rapport d'Orry, conseiller d'État ordinaire, contrôleur général des Finances, inspiré par Trudaine.

Cependant, avant d'entreprendre une étude plus approfondie des raisons sérieuses qui déterminèrent le Conseil dans

son œuvre législative, il est nécessaire de dégager la psychologie politique de ce Conseil pour expliquer comment il adopta si aisément et si fermement des mesures qui, imposées par la nécessité, n'en constituaient pas moins des innovations si hardies qu'elles furent atténuées dans la suite par les grandes lois de la Révolution et de l'Empire. Les raisons politiques et financières qui pesèrent sur les décisions du Conseil en 1744, moins importantes que les raisons économiques et sociales, eurent cependant un rôle spécial qui mérite d'être mis en lumière.

Comment le gouvernement fut-il amené à prendre la mesure radicale que nous étudierons ? Pourquoi abandonna-t-il si complètement les anciennes tentatives sans essayer de les amender ? Comment vint au Conseil l'idée de réclamer énergiquement pour le roi un droit qui semblait périmé par une longue tolérance ? Sans doute parce que les essais précédents avaient été si néfastes à l'industrie qu'il s'agissait de ressusciter, parce qu'ils avaient si complètement échoué, qu'il fallait à tout prix innover en tous points. C'était là une raison suffisante. Il y en eut d'autres encore.

I. — Le développement considérable de l'industrie avait eu comme conséquence la création d'une politique économique du pouvoir central. L'État avait pris en main, une main très vigoureuse et très ferme, la direction et le contrôle du mouvement industriel : ses bureaux de marque et ses inspecteurs tenaient le royaume enfermé dans un réseau qui s'étendait sur toutes les industries ; ils vérifiaient les fers, comptaient les fils des toiles, s'immisçaient dans les prix de vente, intervenaient dans les sociétés financières ; le roi même s'intéressait personnellement dans les entreprises industrielles, quelquefois pour les encourager, le plus souvent pour les mieux tenir.

Il eût été peu logique que les mines seules échappassent à cette direction par l'État de l'industrie nationale. Et de fait, elles la subirent, jusque dans les moindres détails d'exploitation : L'État donna à ses Intendants le droit de juger les contestations minières par dessus et souvent contre les juridictions ordinaires, il se réserva de décider souverainement dans les questions de propriété, il réglementa la manière d'exploiter, d'ouvrir des puits, de travailler, la qualité de bois à employer pour l'habillage des galeries, il intervint dans la vie financière

des compagnies. Il pesa en un mot de tout son poids dans l'essor de l'industrie minière.

Cette politique de domination économique offrait au pouvoir central une occasion de réclamer un droit que la royauté avait toujours bénévolement abandonné dans la pratique, tout en maintenant le principe ; ce droit, elle était sans doute désireuse de le ressusciter en ce temps où la centralisation commencée par Louis XI se poursuivait et s'achevait : à savoir que le roi était seul propriétaire des tréfonds et par conséquent des mines. Cette propriété, le gouvernement royal l'affirmait vis-à-vis des propriétaires, mais aussi vis-à-vis des seigneurs hauts-justiciers, il achevait dans le domaine économique cette lutte centralisatrice que la royauté menait depuis tant de siècles contre les privilèges de la noblesse, politique de Richelieu et de Mazarin. Les seigneurs hauts-justiciers avaient encore en 1744, parmi quelques autres droits, celui d'exploiter les mines de leurs terres. Il ne dut pas déplaire au Conseil de les astreindre à la permission préalable, et souvent d'accorder à un concessionnaire, de par le droit royal, une exploitation contre le vieux droit haut-justicier.

Cette idée de conquête et de centralisation (1) économique était si bien dans les intentions du Conseil, qu'il la poursuivit à travers tous les obstacles, l'affirma, la défendit. Bertin, dépositaire de la pensée gouvernementale en matière minière, avoue le but de sa politique par le souci même qu'il manifeste d'y mettre des formes dans un curieux document daté du 19 décembre 1775. Ce sont les articles d'un projet d'édit sur les mines présenté par M. Monnet (2) et M. de Montigny. Il est fort probable que ce document fut demandé par Bertin lui-même et qu'il en indiqua à ses subordonnés les grandes lignes (3). Les articles et les notes en marge, si perfides en ce

(1) GRAR, *ouv. cit.* : « Vient la 4^e époque et le règlement de 1744. Lorsque paraît ce règlement, le droit d'exploiter les mines de houille dépend des usages locaux. A part quelques privilèges plus ou moins contestés, presque partout les propriétaires du sol disposent de la manière la plus absolue des mines qui se trouvent sous leurs propriétés ».

(2) Inspecteur des mines.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1312. — Articles pour un projet d'édit sur les mines présentés à M. Bertin, à Versailles, le 19 décembre 1775, par M. Monnet, dressés par ledit sieur et de Montigny.

qui concerne les propriétaires et les hauts-justiciers, doivent être en grande partie le reflet de ses projets; et d'ailleurs, quand le document va à l'encontre de ses intentions, Bertin lui-même, s'est chargé de rappeler les auteurs à l'ordre :

ARTICLE I. — Le Roi ayant reconnu l'insuffisance des réglemens sur le fait des mines, qui ont été faits jusqu'à ce jour, le peu d'utilité qui en est résulté pour le bien du Royaume, et pour ses sujets en particulier, a résolu d'évoquer à lui toutes les mines métalliques de quelques espèces qu'elles soient, excepté celles de fer, toutes les mines de charbon, de sel et d'alun, dans quelque terrain où elles se trouvent pour en disposer convenablement.

(En marge) ARTICLE I. — Article changé sur les représentations de M. de Montigny. Changements proposés par le sieur Monnet, sur son propre projet. Il ne faut pas que le Roi s'empare des objets pour rendre justice à ses sujets, il suffit de lui faire dire qu'il a résolu pour le bien de ses sujets de nommer de nouvelles lois ; pour le fait des mines point d'exception.

ARTICLE II. — Personne ne pourra entreprendre l'exploitation d'une mine qu'il n'en ait obtenu auparavant la concession de Sa Majesté.

(En marge) ARTICLE II. — Cet article doit être supprimé entièrement et on doit ajouter en place qu'il est permis au contraire à tous particuliers, selon le droit qu'il en a, d'exploiter des mines et de se pourvoir de concession s'il en a besoin, c'était pour nous conformer aux anciens projets de règlement que nous l'avions motivé ; ainsi la liberté doit être entière, mais comme le bien public doit passer avant tout, il faut savoir si son bien n'exige pas, dans le cas présenté, la préférence, c'est-à-dire s'il ne vaut pas mieux que la mine soit donnée par un privilège exclusif à des compagnies qui ont toujours plus le moyen de faire des avances qu'un simple particulier.

N'est-ce pas avec des formes affirmer que le bien général coïncide avec le droit royal à propos de la propriété des mines et réserver au gouvernement seul le droit de donner des concessions ? Sous la dénomination de « simples particuliers » qui termine la note de l'article 2, il est évident que le ministre veut comprendre les seigneurs hauts-justiciers : la concession Désandrouin, accordée malgré les droits du prince de Croy, l'atteste. Les auteurs du projet n'osèrent même pas aller jusqu'au bout des volontés du Ministre. Par exemple l'article 13, d'une grande importance, était, avec sa note, conçu ainsi :

(En marge.) ARTICLE XIII. — Il faut retrancher la citation des articles 2, 3, et y ajouter qu'ils seront tenus d'en obtenir la permission ou l'agré-

ment du Roi par une simple lettre du Ministre ayant le Département, et qu'ils seront tenus de se conformer aux dispositions des autres articles.

ARTICLE XIII. — Veut Sa Majesté que les propriétaires des terres, soit en fief ou en roture, jouissent du droit de faire exploiter les mines qu'ils auront découvertes, dans leur terrain, et par préférence à tout autre en se conformant aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8. Mais si un particulier, autre que le propriétaire de la terre, y a découvert une mine, il aura droit à partie égale dans la concession, en faisant preuve qu'il l'a découverte véritablement. Pareillement veut Sa Majesté qu'un particulier ne puisse exploiter une mine sur un terrain, soit en fief, soit en roture, sans en rendre participant le propriétaire de la terre, à la charge par celui-ci de contribuer pour sa part à tous les frais de l'entreprise, et de n'exiger aucun dédommagement. Il faut ajouter : et, en cas de refus de la part du propriétaire d'exploiter ou de contribuer aux frais de l'exploitation, permis à tout autre de s'emparer de la mine, selon le droit qu'il en recevra du Roi.

De sa main, dans les observations ajoutées à la fin de ce projet, Bertin a écrit ces lignes qui ne laissent aucun doute sur ses intentions :

ARTICLE XIII. — Voici un bon moyen de n'avoir aucune exploitation. Les seigneurs non seulement ne sont pas curieux d'exploiter à cause qu'ils n'ont pas besoin d'hasarder pour leur bien-être des dépenses dont la rentrée est plus que douteuse, mais encore ils ne veulent pas qu'on exploite parce que cela dérange la symétrie de leurs terres, la beauté de leurs parties de chasse ; alors que de moyens, que de facilités on leur présente par cet article de faire renoncer à toute exploitation sur leur terrain. D'ailleurs quelle atteinte formelle ne porterait-on pas par cet article au droit du Roi. Son droit sur les mines, incontestable, ainsi que son droit sur les rivières, c'est l'anéantir.

Il y a bien là la volonté arrêtée d'affirmer, vis-à-vis de tous, les droits du roi sur les mines, vis-à-vis surtout de ceux qui pensaient en être affranchis.

A la vérité, sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, la lutte entre la royauté et la noblesse durait depuis longtemps. L'édit d'Henri IV était destiné en grande partie à réprimer les empiètements des seigneurs hauts-justiciers, encouragés par l'indifférence ou la tolérance des rois (1), sur le droit régalien

(1) Arch. nat., F14 bis 7818. Mémoires, défenses, plaidoyers (passim). GRAR (*ouv. cit.*) indique qu'au début de l'histoire des mines, la lutte n'exista qu'entre le roi et les seigneurs pour la perception de l'impôt à prélever sur les produits.

des mines. Les seigneurs n'en tinrent aucun compte. En 1737, le prince de Croy traitait encore avec la compagnie Désandrouin en qualité de haut-justicier (1). « Le règlement du 14 janvier 1744 qui obligeait les seigneurs hauts-justiciers à se pourvoir, avant d'exploiter, d'une permission du contrôleur général des finances, n'avait point détruit, par cette mesure de police, un droit consacré par la coutume de la province (2)... » Il n'est pas une requête — nous ne pouvons les citer toutes — pas un mémoire, pas une pièce de procédure où un haut-justicier est intéressé, qui ne contienne une phrase dans le genre de celles-ci : « L'équité l'ordonne et la faveur du bien général le demande, que les droits des hauts-justiciers ne soient ici ni rétrécis, ni gênés... » (1766) (3). Ou encore : « En vain les mines de charbon appartiennent aux seigneurs hauts-justiciers dans le Haynaut, en vain l'exploitation de ces mines y est un droit seigneurial (4)... » (1766).

A voir avec quelle ardeur les hauts-justiciers défendaient leurs droits sur les mines, il est aisé de comprendre combien le gouvernement royal devait tenir à avoir en mains un texte permettant de les leur enlever. C'est la lutte séculaire qui continue, elle doit entrer en ligne dans cette esquisse de la psychologie du Conseil qui rendit l'arrêt de 1744 (5).

II. — Les préoccupations financières ne furent pas étrangères aux hommes d'État qui préparèrent cet important arrêt. L'équilibre que Fleury avait ramené dans les finances fut vite détruit. Avec la guerre, le déficit reparut menaçant. Il n'est pas interdit de supposer qu'un gouvernement réduit aux pires expédients n'ait eu en vue, en réclamant pour le roi son droit sur

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7818. Défense pour les trois sociétés réunies de Thivencelles, Fresnes-Midi et Condéenne contre la Compagnie d'Anzin. Voir sur le duc de Croy et son droit de haut-justicier : *Notice historique sur le duc de Croy*, par Henri Cornu, Valenciennes 1846. Sur les difficultés que souleva le régime féodal de la haute justice, on pourra consulter aussi : *Les Sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais* (thèse) par Alexandre Lacroix, Paris, in-8. (Voir introduction historique.)

(2) Mémoire pour la Compagnie propriétaire des mines d'Anzin, Fresnes, Vieux-Condé, etc. Arch. nat., F¹⁴ bis 7818. Mémoire pour la Compagnie propriétaire des mines d'Anzin... 10 sept. 1841.

(3) Arch. nat., E 2660^{bis}. Arrêt qui ordonne que la requête du S^r Desmaizières de Templemon sera communiquée au S^r prince de Croy, 8 fév. 1766.

(4) Arch. nat., *ibid.*

(5) Voir aussi GRAR, *ouv. cit.*

les mines, le rétablissement de l'impôt du dixième qui avait toujours théoriquement frappé leur exploitation. Le développement prévu de cette industrie pouvait apporter aux caisses publiques une recette appréciable. Turgot lui-même dont les déclarations ambiguës tendaient plutôt à la liberté d'exploitation en faveur du propriétaire, Turgot déclarait, parlant des mines, que le souverain avait besoin d'argent pour subvenir aux frais de l'État et qu'il était tentant pour lui de grossir son trésor d'une richesse qui ne semblait prise à personne (1). Ce calcul échoua pourtant en partie : le Conseil, dans son intérêt bien entendu et pour préparer une récolte d'avenir, fut obligé d'accorder de nombreuses exceptions d'impôts aux entreprises qu'il voulait favoriser. Mais, à côté de ces privilèges, sa vraie pensée et ses besoins se retrouvent dans les longues listes de propriétaires exploitants et de concessionnaires en retard avec le fisc et impitoyablement poursuivis.

Le projet d'édit, demandé par Bertin et annoté de la main du ministre, n'est pas exempt de ces considérations financières qui préoccupaient le gouvernement. Monnet et Montigny s'étaient ainsi généreusement exprimés (2) :

ARTICLE IX. — Le Roi, en donnant une concession de mine, abandonne ses droits à cette mine moyennant que le commissaire (concessionnaire) payera à Sa Majesté pour une mine d'alun et de vitriol six cents livres, pour une mine de charbon et de plomb pauvre en argent, deux mille livres, pour une mine d'argent ou de plomb tenant argent depuis deux onces jusqu'à quatre onces au quintal, cinq mille livres. Ce qui sera arrêté par le procès-verbal des conseillers-commissaires du Roi aux mines.

(En marge.) Article 9. — Changer cet article, il faut retrancher absolument les paiements et dire seulement que le Roi, en abandonnant ses

(1) TURGOT, *Mémoire sur les mines et carrières*. Turgot ayant eu à donner, comme intendant de la généralité de Limoges, son avis au Conseil d'État sur les demandes de la compagnie qui se présentait pour l'exploitation des mines de plomb reconnues dans la paroisse de Glanges, crut utile et convenable de motiver cet avis par un examen approfondi des principes qui doivent diriger le Gouvernement dans la législation relative aux mines et carrières. Nous examinerons plus loin et en détail les idées de Turgot sur les mines ; ajoutons que son étude semble au premier abord pleine de contradictions ou plutôt d'indécisions et qu'il conclut par exemple, sur ce point qui concerne l'État et les mines que « les personnes qui sont en France à la tête de l'administration sont assez convaincues que le Roi a plus d'intérêt à encourager l'extraction des mines qu'à la charger d'un impôt ».

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1312, déj. cit.

droits, exige que les entrepreneurs entretiennent un certain nombre de mineurs et d'élèves pour en fournir en cas de besoin, aux autres exploitations à la demande et réquisition du Ministre ayant le département des mines, nombre qui sera réglé d'après le rapport des inspecteurs généraux des mines, selon la grandeur de l'exploitation.

Bertin n'est pas du tout d'avis qu'il faut se contenter de l'entretien de mineurs et d'élèves. Il attend des mines des ressources plus positives et de sa main, il commente ainsi l'article 9 :

ARTICLE IX. — Cet article, 1^o ne dit pas si les sommes y portées sont payables annuellement ou une fois pour toutes. 2^o J'aimerais bien mieux mettre un modique droit par quintal ou mesure de matières vendues. On ne s'exposerait pas à exiger une somme considérable de gens qui n'ont encore trouvé ni vendu un pouce de minerai, comme il arrive à une infinité de ceux qui sont taxés depuis 1766, à quatre cents ou huit cents livres par an et qui vous représentent que n'ayant encore fait aucune vente, ils sont hors d'état de faire aucun paiement.

Bertin et ses successeurs ne réalisèrent qu'en partie les espoirs qu'ils avaient fondés sur l'impôt dont ils voulaient frapper la nouvelle industrie. Un projet d'ordonnance présenté par Tifaut de la Noué, sur demande officielle (10 avril 1781), enregistrait la pratique où l'on était souvent d'exempter les concessionnaires et entrepreneurs « de tailles personnelles, collecte de deniers, tutelle, curatelle, logement des gens de guerre, etc... » (1).

Les intentions politiques et financières du Conseil étaient résumées avec ménagement — et sans insistance — dans le préambule de l'arrêt de 1744 dont deux phrases surtout éclairaient par allusions la psychologie politique du gouvernement : « Sa Majesté aurait reconnu qu'avant l'édit de 1601, les mines de charbon de terre qui par l'article 2 de cet édit ont été affranchies du droit royal du dixième étaient, comme les mines des métaux et minéraux sujets aux mêmes droits, dépendant du domaine de sa couronne et souveraineté... » Et, plus loin, «... que d'ailleurs la liberté indéfinie laissée aux propriétaires

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Projet d'ordonnance sur les mines par...

par le dit arrêt du 13 mai 1698, a fait naître en plusieurs occasions une concurrence entre eux, également nuisible à leurs entreprises respectives, et voulant faire connaître sur cela ses intentions et prescrire en même temps les règles qui devront être suivies par ceux qui, après en avoir obtenu la permission, entreprendront à l'avenir l'exploitation des mines de charbon de terre... » (1). On ne pouvait pas déclarer plus doucement que le roi ressuscitait son droit sur les mines et entendait désormais en être seul maître.

(1) Anciennes lois françaises, tome XXII.

CHAPITRE II (1)

LES CAUSES ÉCONOMIQUES

I. — La situation économique et sociale favorisa à point les intentions politiques du Conseil. Le déboisement, longtemps menaçant, devenait une véritable calamité, tant pour la vie domestique que pour les besoins de l'industrie dont le développe-

(1) On sera peut-être surpris de ce que nombre de documents utilisés dans cette étude des origines et des causes de l'arrêt de 1744 soient postérieurs, souvent de plusieurs années, à l'arrêt lui-même. Nous avons maintes raisons pour justifier ce mode de documentation. D'abord, avant 1744, les documents sur ce sujet sont fort rares. Le pouvoir, momentanément lassé et impuissant, laisse aller. Ceci n'est peut-être pas une raison suffisante et l'on peut nous objecter qu'il n'est pas d'une méthode historique très rigoureuse de chercher à tout prix et dans n'importe quelle époque des pièces explicatives. Mais tel n'est pas le cas. Les documents postérieurs à l'arrêt de 1744 ont toute leur valeur pour commenter celui-ci, parce que l'état économique et social qui l'a motivé, s'il ne s'est créé subitement, ne s'est pas non plus modifié tout à coup après qu'il eût été rendu, d'autant qu'il fut, comme beaucoup d'arrêts de l'ancien régime, lentement et difficilement porté à la connaissance des intéressés ; il fut tenu par beaucoup comme négligeable et sans autorité. Bref, il fut loin, comme nous le verrons, de mettre fin aux difficultés qui avaient inspiré son élaboration. Plutôt que le début d'une ère nouvelle, il est le centre d'une période troublée, anarchique, difficile dans l'histoire des mines, il est une étape dans un état lamentable qui se continua, il est comme un résumé de l'angoisse, des inquiétudes et des efforts d'un groupement d'années qu'il faudrait compter bien avant et bien après sa promulgation. Ainsi il nous est permis de l'expliquer par tout ce qui l'entoure. Une autre raison encore nous autorisait à procéder comme nous l'avons fait et vient appuyer ce que nous avons avancé. Mot pour mot, presque, cet arrêt de 1744 et le règlement qui l'accompagne furent réédités en 1783, et puisque la nécessité se fit sentir d'en rappeler les dispositions, de les affirmer, de les imposer, il faut bien admettre que les causes qui l'avaient déterminé une première fois subsistaient toujours. GRAR écrit : « On n'aurait pas eu besoin de l'arrêt de 1783 si celui de 1744 eût été complètement exécuté. »

ment considérable avait dévoré ce qui demeurait des forêts de France. De partout montaient des cris d'alarme poussés par les particuliers ou par les pouvoirs publics. Le Conseil ordonna une enquête. Nous n'en possédons malheureusement que des fragments infimes ; il faut croire qu'elle fut concluante puisque l'on se décida à agir vigoureusement. Le pouvoir avait beau jeu pour écarter à tout prix les systèmes dont on avait fait dans le passé une si triste expérience.

L'industrie avait, dans la première moitié du ^{xviii}^e siècle et surtout dans les années qui précèdent 1744, pris un essor qui nécessitait des mesures de protection. Des tissages s'étaient édifiés dans toute la France et représentaient une production importante à cette époque. On file et on tisse partout, dans l'Anjou, le Dauphiné, le Languedoc, l'Auvergne, surtout en Flandre, en Picardie, en Bretagne, dans le Maine, en Normandie. Saint-Quentin produit par an 100.000 pièces de toile, Valenciennes 50.000 ; autour du Mans, il y a des fabriques très actives d'étamines, de serges, de toiles ; Troyes, Senlis, Beauvais ont les blanchisseries nécessaires pour compléter cette fabrication ; les « Nantaises », toiles pour chemises, draps de lit et linge de table, commencent à devenir célèbres ; la Normandie produit des draps, des serges, des cotonnades (1), la généralité de Rouen, à elle seule, vend en 1774 pour 14.927.729 livres de toileries, cotons, siamoises, mouchoirs de coton, coutils, toiles à fleurs, toiles fortes, passementeries, rouleaux blancards (2). Une province aussi pauvre que la Bretagne, d'après une moyenne établie sur vingt années (1757-1776) par les bureaux de marque, fait, année commune, 16.109.840 livres de toiles écruës, de toiles fortes, de toiles à voiles, de nantaises, de Vitrés, de coutils, d'indiennes de Saint-Georges, etc. De petites villes comme Maubeuge produisent annuellement 72.600 livres de serges. Valenciennes, Cambrai et Douai, outre la vente intérieure, exportent en Hollande, en Angleterre, en Allemagne, en Espagne, en Italie pour 3.757.000 livres de toiles, batistes et linons ; Condé fabrique des siamoises et des gazes, Saint-Amand des molletons, Lille des bas et

(1) Arch. nat., F¹² 658.

(2) Arch. nat., F¹² 560.

des étoffes ; il y a encore la dentelle à Valenciennes, en Auvergne, dans le Velay et en Normandie, la bonneterie dans le Maine et dans le Nord (1), dans l'Artois, les Ardennes, la Lorraine et la Champagne, et toutes ces industries emploient une quantité inouïe de combustible pour les chaudières indispensables à la préparation de la matière première et pour la teinture (2).

La draperie et les lainages avaient suivi la même progression et étaient, eux aussi, de grands consommateurs de forêts ; la manufacture de draps Van Robais employait 1.700 ouvriers et vendait annuellement 600.000 livres de drap fin. Suivant une statistique de l'an III, entre 1750 et 1789, la France possède à peu près 68.500 métiers, occupés par plus de 594.000 ouvriers ; les principaux centres de la draperie étaient la Picardie, le Nord, la Normandie, la Champagne et le Languedoc.

L'industrie de la soie contribuait également au déboisement avec ses préparations et ses teintures ; les archives de la Chambre de commerce de Lyon nous indiquent qu'en 1739, 48.500 personnes étaient occupées par cette industrie, et 60.000 en 1753, ce qui marque ses progrès croissants.

L'industrie des étoffes (et nous n'avons pas parlé des industries accessoires comme la passementerie qui consomme, elle aussi du bois, pour la préparation de la matière première, et qui se fabrique à Paris, à Sedan, à Lyon, à Saint-Chamond, à Abbeville, à Beauvais, à Metz) est, au XVIII^e siècle, une des plus importantes. Il y en a d'autres qui, pour être de moindre envergure, ne sont pas négligeables à notre point de vue par l'usage qu'elles font des chaudières et du combustible. Dans l'inspection du Mans, la tannerie et la mégisserie emploient environ 100.000 peaux de divers animaux, annuellement, et les assouplissent, les tendent, les travaillent à l'eau chaude. Le Hainaut et le Cambrésis livrent au commerce 64.930 peaux chaque année. Il y a d'autres centres de tannerie et de mégisserie fort importants.

Nombre d'autres industries encore vont souffrir de la disette

(1) Arch. nat., F¹² 658b.

(2) A Rennes par exemple, il y a quinze teinturiers et quarante blanchisseurs qui tendent et teignent environ 200.000 milliers de fils par an, opérations qui nécessitent du combustible.

de bois : les fabriques de bougies — le Mans seul produit 200 milliers de bougies par an, la Bretagne, Dijon, Marseille ont une production également appréciable —, la papeterie : certains fabricants du Mans font marcher jusqu'à vingt-cinq moulins et produisent de 45 à 50.000 rames de papiers, un autre à Saint-Pithon absorbe 50.000 livres de chiffons ramassés dans la province ; les Montgolfier sont établis à Annonay ; il y a des papeteries à Angoulême, en Auvergne, à Limoges, dans le Dauphiné, en Provence, en Lorraine, en Champagne, en Bretagne, en Normandie. Lyon et l'Alsace produisent surtout des papiers peints. Les verreries, dans le Maine et l'Anjou, dans les Vosges, dans le Languedoc, en Franche-Comté, ont un besoin si pressant de combustible qu'elles ne s'établissent qu'à proximité de forêts ; la porcelaine, les manufactures de glaces, les poteries, les faïenceries du Nord, du Centre, de l'Est ne vivent, elles aussi, que par le feu ; Limoges, Chaumont, Châtellerauld avaient des ateliers de coutellerie ; on travaillait et fondait l'or et l'argent des bijoux, on fabriquait des épingles et des clous, de la ferblanterie, de la quincaillerie et des aiguilles à Abbeville, à Saint-Étienne, à Limoges, à Nevers, à Charleville ; il y avait des industries chimiques dans le Nord et en Vendée ; des fabriques de parfums à Lille, à Rouen, à Marseille. Cette dernière ville vendait pour dix-huit millions de francs de savons en 1750. Les feutres employés par la chapellerie de Saint-Étienne se travaillaient dans des cuves d'eau chaude, les plâtriers étaient de terribles mangeurs de bois, enfin les forges et les fonderies, les fabriques d'armes et les arsenaux maritimes étaient, plus que les autres industries, considérées comme des fléaux par ceux que préoccupait la question du déboisement (1).

Tubeuf nous apprend — peut-être y a-t-il un peu de l'exagération d'un homme qui veut faire valoir la découverte qu'il a faite d'une mine — que la distillation des eaux-de-vie seule consomme dans la région de Lunel, jusqu'aux environs de Cette, cinq cent mille quintaux de bois annuellement (2). Une

(1) Voir Aléon DULAC, *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais*.

(2) Archives du Gard, C 194. Lettre de Tubeuf. Saint-Esprit, 23 février 1774.

pétition, déposée au greffe de la commission intermédiaire des Trois Evêchés et adressée à MM. les Présidents, Syndics et Députés de l'Assemblée du district de Sedan (1), nous fait comprendre jusqu'à quel point le déboisement et l'extrême nécessité de mettre en exploitation les mines de charbon étaient liés à ce développement prodigieux de l'industrie : « Messieurs, appelés par les fonctions de bienfaisance qui nous sont confiées à nous occuper de tous les objets d'utilité publique, vous n'avez pu voir, sans en être alarmés, l'énorme quantité de bois que dévorent journellement les diverses manufactures et usines établies, tant dans cette ville que dans les environs, consommation qui n'est plus en raison du produit des forêts, qui menace d'une disette très prochaine cette denrée de première nécessité. »

Si l'on veut encore une idée de la responsabilité de l'industrie dans la dévastation forestière, qu'on lise le rapport de M. le Chevalier de Grignon, en inspection à Avallon, écrit entre le 15 avril et le 13 novembre 1778 : « Il faut, pour alimenter les forges (de Bourgogne), 5.250 arpents de bois taillis de coupe annuelle », et il ajoute : « La négligence avec laquelle on exploite les bois de la Bourgogne et les déprédations des mainmortables forestières préparent la ruine totale des forêts de cette province ». Et le 20 janvier 1773, M. de Lacosé, en Franche-Comté, déclarait au contrôleur général : « La seconde cause n'est pas susceptible de la même variation que la précédente et rend les bois et charbons très rares et très chers : c'est la consommation qui s'en fait inutilement pour les salines de cette province ; celles de Salins ont 37.000 arpents de bois taillis et plus de 30.000 arpents de bois de sapin pour leur usage (2) ».

Près d'Alais les forges sont en pleine activité, mais leur énorme consommation de bois rend inutilisables les mines de fer très abondantes (3).

II. — Cette période de prospérité industrielle, due à l'élan donné aux nationaux par la concurrence étrangère, à l'intro-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7622. Pétition...

(2) Arch. nat., F¹² 1300. Lettre de M. de Lacosé, 20 janvier 1773.

(3) *Mémoire* de M. MOUCHAUD DE LA HOULIÈRE, *ibid.*

duction du machinisme anglais en France par les ingénieurs qui traversaient le détroit, appelés par des particuliers, par le Gouvernement, ou de leur propre mouvement, comportait donc un immense danger. Elle survenait au moment où, exploitées depuis de longs siècles, sans règle, sans restriction, sans protection, les forêts étaient épuisées ; cet effort magnifique menaçait de se détruire lui-même en compromettant gravement la vie domestique de la nation.

La peur de la disette conduisait les esprits à l'étrange souhait de voir l'essor industriel arrêté, à une haine sourde contre ces usines et manufactures qui couvraient soudainement la France à la fois pour attester sa richesse et comme une menace de misère. A Paris, où l'on ignorait presque tout du travail de la province, on accusait les industries de luxe, peu coupables cependant. En province, on ne s'y trompait pas :

« Monseigneur, le cri général du Parisien est que la France manque de bois, il s'en prend au luxe ; cependant, de tous nos travers, le luxe est celui qui nuit le moins au chauffage des provinces et des grandes villes ; que Votre Grandeur me permette de lui représenter que nous avons des bois suffisants, mais qui sont engloutis par des usines trop multipliées. Des particuliers, sur des informations de *commodo et incommodo* sourdes, illégales, affirmées par des amis, des protégés et gens peu instruits de l'intérêt des provinces et de celui des capitales, surprennent le Gouvernement par la construction de nouvelles forges. Si le mal vient d'arrêts surpris, il est de la dignité d'un magistrat supérieur de sonder une plaie qui mine sourdement la France ; du fond de ma province, je ne puis présenter à Votre Grandeur, qu'un fil pour pénétrer dans ce dédale ténébreux.

« La consommation de nos bois peut s'envisager sous trois points de vue : le premier comprend les manufactures qui consomment le bois ou le charbon ; le deuxième la multiplicité des vignes ; le troisième enfin le chauffage des provinces et des grandes villes.

« Les manufactures de fer, légalement établies dans le Vallage, faisaient le bonheur de la province et l'avantage de l'agriculture ; aujourd'hui la confusion est au comble, on y a inoculé forge sur forge, fourneau sur fourneau ; par l'exposé d'une partie, Votre Grandeur jugera de l'ensemble.

« A deux lieues du port de Saint-Dizier est la forge d'Orville ; par son premier établissement, elle a un fourneau et deux cheminées. Par arrêt nouvellement surpris, elle est augmentée d'un fourneau, trois cheminées et une fonderie ; au-dessus d'Orville est le fourneau de Bienville, auquel on a ajouté deux cheminées ; à un quart de lieue plus bas est le fourneau de Chamouillé, auquel on a joint une cheminée. Voilà, en un quart

de lieue carrée, une consommation nouvelle de 48.000 cordes de bois à 8.000 cordes par cheminée (1). »

N'est-ce pas une protestation en propres termes contre le développement de l'industrie et l'indice d'une curieuse psychologie qui ne s'explique que par la peur : arrêter l'essor de l'industrie pour éviter le déboisement plutôt que chercher à l'industrie une alimentation nouvelle.

L'on était pris dans cet étrange raisonnement : plus l'industrie deviendrait prospère, plus le danger grandirait. Le Languedoc, par exemple, connaissait une force de production qu'il n'avait jamais soupçonnée et pourtant l'intendant poussait ce cri d'alarme à propos d'une concession demandée par Giral : « ...Il serait nécessaire d'obliger le sieur Giral à se servir d'un mineur habile, attendu que, la plupart du temps, on emploie de mauvais ouvriers qui font écrouler les puits et font perdre au Languedoc, *dépourvu de bois, les seules ressources qui lui restent dans les mines de charbon* (2) ».

C'est que cette industrie, grande ou petite, consommait terriblement de combustible, et, sans calcul, pour ses besoins, attaquait et dévorait rapidement les plus belles forêts de France (3). Il faut citer presque en entier les documents pour qu'on saisisse l'inquiétude qu'ils révèlent. Certes, ce sont, ne l'oublions pas, des requêtes qui sollicitent l'octroi de concession. Leurs auteurs avaient intérêt à peindre sous de sombres couleurs ; pourtant nous y avons trouvé des accents de sincérité qui font penser que la réalité tragique de la situation dominait ici l'intérêt personnel. D'ailleurs, nous allons d'un

(1) Bibl. nat. Mss. J. de Fleury, 1737. Lettre de Joly de Fleury probablement au contrôleur général des finances (1737).

(2) Arch. nat., F14 bis 7691. Lettre de Saint-Priest à propos des contestations de la concession de Giral.

(3) En 1776, dans son *Histoire naturelle de la province du Languedoc*, pour prendre l'exemple de cette province, DE GENSANNE indiquait que la disette de bois dont elle souffrait, provenait de la grande quantité de combustible que son industrie dévorait depuis longtemps : « On ne peut disconvenir que cette province ne soit une de celles du Royaume qui manquent le plus de bois et cela précisément parce qu'elle en fait une consommation prodigieuse. Outre le bois de chauffage ordinaire, ses vers à soie, ses filatures, ses huiles, ses eaux-de-vie et son grand nombre de manufactures de toute espèce en consomment immensément ».

bout à l'autre de la France entendre le même cri d'alarme poussé par l'angoisse et la terreur qui saisirent les pouvoirs, les particuliers, tous, du ministre au misérable, devant les montagnes rasées et les forêts disparues. La comtesse de Virieu et François-Marie Cajou ne se connaissent pas. L'une demande une concession au Sud-Est, dans le Dauphiné, l'autre dirige des mines de charbon de terre à Argental, en Bas-Limousin. Ce sont les mêmes arguments cependant que contiennent leurs requêtes, arguments dont l'identité est significative. Le mémoire pour M. et M^{me} la comtesse de Virieu s'exprime ainsi (1) :

« La rareté et le prix des bois augmentent tous les jours, le commencement de langueur qu'éprouvent des fabriques indique une chute prochaine, si l'on ne trouve pas de moyens de multiplier les combustibles.

« On n'a parlé ici que des aciéries de Rives, mais il en existe d'autres à Voiron, bourg très commerçant situé à trois lieues de Papetières, ainsi que beaucoup de taillanderies dont même il y en a huit ou dix, dans les seuls environs de Rives, qui ajoutent encore à la consommation, mais dont on ne connaît pas assez les détails pour l'estimer d'une manière positive.

« Il est certain que cela compose un tout de près de quarante aciéries, taillanderies, qui avec les blancheries de toiles, objet non moins important pour cette partie du Dauphiné, consomment certainement la coupe de plus de deux mille cinq cents arpents de bois par an.

« Ce n'est pas tout encore. Le Roi vient d'acheter les forges d'Allevard, pour y couler des canons ; douze à quinze mille quintaux de gueuse ou fer de fonte qui sortaient annuellement de ces forges alimentaient en grande partie les aciéries dont on vient de parler. Or, si la fonte des canons est une fois établie, leur matière première est autant de retranché pour le commerce sans qu'il soit possible d'espérer de pouvoir compenser ce déficit par l'établissement de nouveaux fourneaux à cause de la disette des bois.

« Ce même défaut des bois rendra l'entreprise royale d'Allevard, elle-même, bornée ; si, en réunissant tous les moyens, le Roi peut y obtenir de vingt à vingt-quatre mille quintaux de fer de fonte, c'est tout ce qu'on peut espérer ; mais si les bois sont bornés dans cette partie de la province, les mines de fer y sont inépuisables, et le seul défaut de combustible peut prescrire des bornes à cette fonderie royale. »

Voici, de façon très nette et très évidente, la situation telle qu'elle se présentait non seulement en Dauphiné, mais dans toute la France. Des industries prospères, en pleine activité,

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7705.

avaient, devant le combustible qui menaçait de faire défaut, comme des frissons de ruine ; rien ne manquait pour que le Dauphiné fût doté d'une nouvelle et importante usine, le minerai de fer se présentait en abondance, les capitaux royaux s'offraient, et toutes ces belles promesses se brisaient contre la disette de l'aliment indispensable : le combustible. L'industrie se suicidait elle-même, sa mort venait de son intensité de vie, sa ruine était en germe dans sa prospérité. La petite industrie séculaire, celle que pratiquaient de père en fils les artisans de campagne, avait ébauché le désastre, aidée par la consommation domestique ; les grandes fabriques, les usines à gros capitaux le précipitaient. La requête de François-Marie Cajou précise ce concours destructeur du grand atelier et du petit industriel (1).

« Sur la requête présentée au Roi par François-Marie Cajou, directeur des mines de charbon de terre à Argental en Bas-Limousin, contenant que la disette de bois qui se fait ressentir dans la capitale du royaume et dans son voisinage, commence à affliger non seulement le Bas-Limousin mais encore le Quercy et le Périgord ; déjà le prix du bois est augmenté de moitié au moins depuis dix ans, dans ces trois provinces; c'est cette augmentation qui excite les plaintes de tous les habitants, les menace encore d'un malheur très prochain, de la disette absolue de cette denrée de première nécessité. Un moyen bien simple peut cependant arrêter tout à coup les progrès de ce mal, qu'on peut regarder comme une vraie calamité, il n'y a qu'à l'attaquer dans son principe. Ce principe très connu est la consommation excessive de bois que font les fours à chaux et la forge établie dans ces cantons.

« Les propriétaires de ces cent fours sont presque tous des paysans esclaves de l'ancienne routine qui ne font leur chaux qu'à force de bois, qui ignorent l'usage du charbon de terre et à qui il est impossible de persuader que la chaux cuite avec ce charbon ne serait pas noire et leur procurerait au moins un quart de bénéfice de plus. Indépendamment de la chaux, les propriétaires de ces fours y font cuire aussi des tuiles creuses et quelques briques, toujours avec du bois ; la forge appelée Bourgeale à une demi-lieue de Souillac, où on fabrique une quantité immense de chaudières, pots et marmites, consomme encore uniquement du bois, et sa consommation à cet égard est au moins aussi considérable pour elle seule que celle de toute la ville. Le même abus, ou plutôt la même ignorance, se fait remarquer à Noailles, éloignée d'une petite lieue de Brives, les six fours à chaux qui y sont établis ne s'alimentent encore que de bois ; on se propose aussi d'en faire usage dans la grande fonderie qui va s'établir sur les mines de plomb de Mercœur, à deux petites

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7656.

lieues de la mine d'Argental. Ce sont ces grandes consommations qui absorbent tous les bois dont ces provinces étaient autrefois couvertes et qui ne tarderont pas à les faire disparaître entièrement. »

Voici donc des pays boisés comme le Bas-Limousin, le Quercy et le Périgord qui se déclarent épuisés et qui recueillent pour l'enfler et le grossir le cri d'alarme qui leur est parvenu de la capitale.

Si l'effort industriel des grands producteurs et celui des simples artisans se heurtent aux mêmes difficultés et finalement sont brisés par le même échec, il faut bien avouer que l'intelligence des uns et des autres était encrassée dans la même routine. Nous nous expliquons à la rigueur que de pauvres paysans, portant en eux l'atavisme d'êtres bornés aux horizons de leurs collines, façonnés par le travail séculaire et machinal, aient résisté à l'usage du charbon, aient pu croire que leur chaux cuite avec cette pierre sombre deviendrait noire. Nous comprenons moins qu'une forge telle que celle de la Bourgeale dont l'importance suppose des ingénieurs, des administrateurs riches, qu'une fonderie qui va s'établir à deux lieues de mines de charbon et qui en tant que fonderie de plomb ne peut pas être une petite entreprise, aient persisté dans l'erreur funeste d'employer du bois pour leurs travaux.

Ce préjugé contre le charbon de terre, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir, persista longtemps encore. A la veille du vote de la loi de 1791, nous voyons que l'usage du charbon de terre n'est pas encore partout accepté et que le déboisement continue, du moins que l'on continue à détruire les derniers vestiges des magnifiques forêts nationales : « C'est surtout du côté de l'exploitation du charbon minéral que nous devrions diriger notre attention et nos efforts. Il devient plus précieux que jamais à mesure que nos bois s'épuisent sans se régénérer. Il faudrait songer à abandonner successivement nos mines de fer si nous étions réduits au seul usage du charbon de bois pour les exploiter. Nos arsenaux, nos ateliers et nos ouvrages de forge qui se perfectionnent et se multiplient très sensiblement, enfin toutes nos manufactures et tous nos établissements où le feu est un agent nécessaire ne peuvent se soutenir sans charbon de terre (1) ».

(1) Mémoire sur l'exploitation des mines, Arch. nat., AD XIII 14.

Ainsi, en 1790, il est encore nécessaire de plaider la cause du charbon de terre et de démontrer son utilité, son procès n'est pas encore gagné et l'industrie, dédaigneuse des ressources minérales, continue en trop de cas son œuvre de dévastation des bois et des forêts.

CHAPITRE III

LE DÉBOISEMENT

I. — Cette routine conduisit rapidement le pays à la crise du déboisement que les clairvoyants prédisaient depuis longtemps et qui, dès le début du XVIII^e siècle, fit peser l'angoisse de sa menace sur la France. La gravité de la situation devant laquelle se trouva le pouvoir royal, en 1744, apparaît nettement dès 1725, 1726, dix-neuf ans auparavant. Dès cette époque l'approvisionnement de Paris qui dévore de formidables quantités de bois, devient un problème difficile à résoudre et qui ne laisse pas d'inquiéter les autorités. Le gouvernement prescrit un inventaire des bois « qui sont en chantier sur les ports flottables en train de la rivière d'Yonne et autres rivières y affluantes et, pareillement, celui qui s'est trouvé sur les ports, rivières et ruisseaux flottables à bois perdus avec le total des forêts et bois qui produisent annuellement les bois flottés pour la provision de Paris (29 novembre 1724 au 10 janvier 1725) » :

Noms des Rivières :

Rivières d'Yonne. — Cure et Cousin. — Armançon.

Récapitulation

Bois sur les ports flottables en train....	184.614 cordes	419.499 voies
Bois sur les ports, rivières et ruisseaux à bois perdus	144.190 cordes	288.380 voies
	328.804 cordes	707.879 voies

La quantité de 707.879 voies divisée en trois années fournira pour chaque année : 235.959 voies.

A observer que lesdites provisions par année peuvent être augmentées par les bois qui seront menés directement en bois neuf sur les ports flottables en trains (1).

Paris a consommé jusqu'à 800.000 voies de bois par année, le charbon en a diminué la consommation à 650.000 voies. « Il ne faut pas réfléchir beaucoup sur les proportions pour sentir que les forêts voisines ne pouvaient pas suffire à combler le gouffre et que toutes les provinces bientôt sont devenues tributaires de la capitale pour le bois comme pour les autres denrées (2). » Dans le Morvan, on a tout abattu, on a coupé des forêts immenses, on a tout déboisé, montagnes et vallées, pour alimenter Paris, on a dévasté sans méthode, sans surveillance, sans rien observer qui permît aux forêts de se reconstituer. Joly de Fleury, procureur général au Parlement de Paris, esprit avisé, ordonné et prévoyant, comprit le danger et constitua un dossier destiné, sans aucun doute, à faire pression sur les pouvoirs en vue d'amener des mesures de salut, c'est-à-dire à démontrer l'urgence de répandre l'usage du charbon : depuis longtemps Paris avait dévoré les magnifiques forêts qui lui constituaient un cadre utile et splendide. Elles ne sont plus que des « places naines et vagues, parce que tous les seigneurs ont forcé les coupes de leurs bois et jusqu'à déshonorer leurs châteaux et en ôter la principale décoration par la vente de leurs futaies, que toutes les communautés et gens de main-morte ont coupé leurs quarts de réserve, et que toutes les coupes des forêts du Roi ont été forcées pour remplir les vides causés par les disettes de 1714 et de 1720, en sorte qu'on est informé qu'on n'y peut couper ces années-ci que du bois blanc et presque rien de bois durs ; que la consommation a doublé, que la provision n'est pas à beaucoup près assurée pour les années suivantes 1726, 1727, et qu'elle est désespérée pour ainsi dire pour 1728 » (3).

Le bois de Vincennes est réduit de 1700 à 160 arpents, la forêt de Chaillot est totalement défrichée, les forêts de Bondy

(1) Bibl. nat., mss. Joly de Fleury, 1734.

(2) *Mémoire* par le sieur de CELLIER, entrepreneur général du flottage des bois pour la province de Paris, sur les rivières du Morvan. Bibl. nat., mss. Joly de Fleury, 1737.

(3) Bibl. nat., mss. Joly de Fleury, 1735.

et de Sénart, complètement détruites, ne produisent plus que des fagots, la forêt de Barban, au bord du Loing, a disparu ; 3.000 arpents de la forêt de Saint-Germain sont épuisés, les bois et forêts le long de la Seine, vers Rouen, sont réduits en taillis inutilisables, Rouen a subi une telle disette de bois qu'un arrêt du Conseil a dû lui abandonner une partie des provisions de combustible destiné à la capitale et encore les forêts, qui avoisinent cette ville industrielle, sont dégradées au point d'être inutiles. On ne peut presque plus rien tirer de la forêt de Fontainebleau ; dans la forêt de Crécy, qu'il fallut attaquer lors des disettes de 1714 et de 1720, on ne trouve plus que des bois blancs ou très ordinaires dont il ne vaut pas la peine de parler.

La situation de Paris était donc fort critique. Le bois devenu rare avait atteint des prix très élevés, augmentés encore par les frais de transport puisqu'on était obligé maintenant de les faire venir de provinces éloignées. Le peuple surtout souffrait de la disette et des tarifs, et la rareté, la cherté du combustible menaçaient de devenir une véritable calamité. Les prévôts des marchands et échevins de la ville de Paris appuyaient la requête d'un sieur Perret qui voulait introduire la tourbe à Paris et qui déclarait «... que personne n'ignore que la rareté des bois en a fait monter le prix au point que les facultés des pauvres ne leur permettent point de s'en procurer, qu'il en résulte même que les travaux qui exigent du feu deviennent extrêmement chers et que les manufactures sont en souffrance... (1) ». Le 6 janvier 1642, Félix Aubery, conseiller du roi en ses Conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, prévôt des marchands et échevins de la ville de Paris, manifestait toute son inquiétude :

« Nous conviendrons avec le sieur Porro, que la consommation des bois dans la ville de Paris, surtout des espèces qui servent à la préparation des aliments comme dans la vue de garantir contre la rigueur de la saison de l'hiver, a augmenté depuis un siècle à ne laisser entrevoir qu'un avenir fort difficile à combattre. En effet cette consommation, depuis vingt ans, n'a plus de bornes ; les sujets du Roi sont les seuls qui n'en soient point épouvantés soit confiance de leur part dans nos soins, soit qu'ils croient pouvoir exiger de nous de leur procurer sur les ports de

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Projet d'arrêt pour le privilège de vendre de la tourbe à Paris pendant six ans exclusivement.

cette ville, une provision toujours suffisante, on ne les voit point se réduire sur une dépense que le temps et la délicatesse leur fait préférer à tout autre (1). »

Ses soucis se traduisaient même en mauvaise humeur contre l'inconscience d'une population cependant gravement éprouvée et ce qu'il lui reproche en somme, c'est de ne pas se mettre à la ration.

Certes, ceux qui demandaient des concessions avaient intérêt à noircir la situation, à la présenter comme sérieuse ; mais il ne semble pas qu'ils aient exagéré, puisque nous voyons les représentants de la ville de Paris donner une approbation officielle aux considérants de leurs requêtes, en aggraver presque la teneur.

D'ailleurs, des hommes comme le baron d'Allarde, propriétaire et extracteur de mines, qui ne demandait rien de personnel, qui réclamait seulement un chantier à Paris pour les importateurs de charbon, confirmait la détresse de la capitale :

« Le baron d'Allarde a l'honneur de proposer à M. le Contrôleur général quelques réflexions sur les précautions à prendre pour le chauffage de Paris, et il le supplie d'examiner qu'elles sont d'autant plus urgentes que tandis que la population et les consommateurs augmentent, tandis que le luxe des riches multiplie les foyers dans les antichambres et sur les paliers, c'est un fait notoire que, depuis plusieurs années, l'on a détruit un grand nombre de futaies et empiété successivement sur les coupes, de manière qu'il n'est pas possible d'espérer d'approvisionner la ville de Paris. Et qu'enfin, l'hiver dernier, on eût éprouvé la plus grande disette, si la bonté de Sa Majesté ne l'eût déterminée à ordonner les plus grands sacrifices pour procurer du bois à quelque prix que ce fût, ce qui n'a pu s'exécuter sans des dépenses immenses, qui ont été prises sur les finances (2). »

C'est l'accumulation des documents qui donnera l'impression du souci qu'éprouvaient les autorités en face de la disette qui menaçait Paris. On les sent inquiètes, presque affolées et c'est dans le style officiel, plus nerveux, moins froid que de coutume, qu'il faut essayer de découvrir l'état d'esprit de ceux

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Certificat délivré par nous chevalier greffier en chef de l'Hôtel de ville de Paris soussigné le 23 Juillet 1776, Taitbout.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603. Mémoire.

qui avaient la responsabilité de la vie de la capitale. Voici encore un document officiel, un extrait du rapport du bureau de ville (1773), où l'insouciance des exploiters de forêts, en même temps que la négligence du Gouvernement qui n'avait ni réglementé, ni dirigé les coupes, sont, en passant, mis à jour. La pièce se termine par un aveu qui nous laisse entrevoir les pauvres logis, les humbles demeures, que chaque hiver emplissait du supplice du froid. Si l'on voulait rêver, la dernière phrase évoquerait des visions de foyers glacés, de misère et de maladies, au centre même de la grande ville luxueuse et riche que l'univers admirait déjà :

Extrait du Rapport du Bureau de Ville, année 1773.

«... Parmi ces avantages il en est deux qui fixent singulièrement notre attention.

« D'une part ne pouvant nous dissimuler que l'approvisionnement de la capitale en bois à brûler et en charbon de bois est toujours aussi douteux qu'il est difficile, parce que la consommation en augmente chaque jour, et qu'au lieu de conserver dans leur nature les fonds destinés de tout temps à leurs productions on les emploie à d'autres objets sans s'occuper à en faire reproduire de nouveaux, nous considérons que le charbon de terre préparé étant une matière inépuisable dans le royaume, y deviendra d'un grand secours et suppléera dans tous les sens à l'immensité de ces deux objets d'approvisionnement pour la capitale et en même temps qu'il en ménagera les espèces et leur procurera cette assistance si désirable que trop souvent les circonstances, surtout celle de disette forcent de ne point attendre.

« L'autre avantage que nous trouvons résulter de ce charbon de terre préparé, c'est que réellement il offre une ressource certaine et peu coûteuse, en comparaison des autres matières actuellement en usage, à un nombre malheureusement trop grand de personnes que l'insuffisance de leur fortune réduit le plus souvent à ne pouvoir se garantir des rigueurs du froid (1). »

L'administration de Paris agissait. Elle adressait des mémoires aux Conseils du roi, apostillait des requêtes, encourageait toutes les doléances et, plus pratiquement, doutant encore de la valeur de la houille, la faisait expérimenter. Par ordre du prévôt des marchands, le bureau de la ville assista à des expériences, dressa un rapport dont deux phrases sem-

(1) Arch. nat., F¹² 2231.

blent indiquer un certain scepticisme quant aux résultats, presque un regret :

« De par les Prévôt des Marchands et Echevins de la Ville de Paris.

Expérience

faite, en présence du Bureau de la Ville,
sur l'emploi de la tourbe.

« La durée de la sécheresse de cette année, l'augmentation considérable de la consommation du bois de chauffage, en multipliant les difficultés de l'approvisionnement, fixent nécessairement l'attention sur l'utilité des autres combustibles, tels que le charbon de terre et la tourbe, qu'on peut substituer au bois, et dont on a jusqu'ici trop négligé l'usage.

« On a déjà rendu compte du succès avec lequel différentes manufactures ont employé la tourbe. C'est dans les fabriques, dont les travaux ont besoin du feu comme agent, qu'on dit chercher à établir cette substitution avantageuse. En conséquence, M. le Prévôt des Marchands ayant arrêté qu'il serait fait une expérience publique pour constater la possibilité de cuire la pierre à plâtre avec de la tourbe, M. le Procureur du Roi et de la Ville a donné à un des commissaires de police du Bureau, ses instructions, et a fait les dispositions nécessaires pour que cette expérience fût dirigée avec soin, et pour qu'elle fût suivie d'une fournée cuite en bois, et composée dans les mêmes proportions, afin d'asseoir avec certitude des résultats comparatifs (1) ».

On y mit toutefois beaucoup de sérieux — et pour cause — l'expérience réussit pleinement. Elle fut si concluante que peu de temps après, les officiers municipaux de la ville de Paris, craignant d'être privés de ce combustible sauveur pour l'usage de la ville, mettaient l'embargo sur les bateaux de charbon que la compagnie d'épurement de Ling expédiait en Normandie (2).

II. — La crise n'était pas localisée à Paris et de la province, également éprouvée, il ne fallait attendre aucun secours. Le même cri de détresse s'élevait de toute la France; de toutes parts les mêmes pétitions, les mêmes suppliques, pleines de l'angoisse du danger, affluaient à Paris dont on invoquait la propre disette pour émouvoir en sa faveur. On essayait de ci, de là, d'enrayer la crise par des moyens de fortune. On plantait à la hâte des tilleuls, des peupliers d'Italie qui sont d'une crois-

(1) Bibl. nat., mss. Joly de Fleury, 1737.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Mémoire.

sance rapide et d'une coupe abondante, mais c'était là leurs seuls mérites, et, de tous côtés, non seulement l'industrie, mais la vie même de chaque jour, se trouvaient désemparées. Morand le médecin (1), dans un mémoire en faveur de l'usage du charbon de terre, résumait la situation et quelques-unes de ses causes :

« Il y a déjà longtemps qu'on se plaint de la rareté des bois de toute espèce ; les ouvrages de charonnage, boiserie, sculpture et autres ornements en ont multiplié la consommation depuis une cinquantaine d'années. La cherté qui s'ensuit ne se fait pas seulement apercevoir dans la capitale ; les principales villes de nos provinces se décorant aussi d'édifices à l'envi les unes des autres, les usines établies en trop grand nombre dans quelques-unes, par les seigneurs de fiefs, qui ont cherché une augmentation de revenus dans le débit de leurs bois, font ressentir cette cherté dans leurs environs (2). »

Il nous apprend aussi, sans que nous ayons pu vérifier l'assertion, que le ministre, dans ces graves circonstances, prit une mesure qui nous paraît invraisemblable : empêcher la construction de nouvelles forges. Il serait intéressant de tirer d'une pareille décision des conclusions psychologiques sur la gravité de la crise et sur l'affolement du gouvernement. Nous ne pensons pas que pareille mesure qui consisterait, par une sorte de dictature économique, à arrêter net l'effort industriel d'un pays, ait été jamais prise nulle part. Nous n'avons trouvé trace de cet événement dans aucun document autre que le mémoire de Morand. Le gouvernement se fait minutieusement renseigner par ses intendants, ses subdélégués, sur les industries nouvelles qui s'établissent, il soulève des objections, refuse des autorisations pour manque de capitaux, de connaissances, par crainte de procès avec des industries similaires et voisines. Mais jamais nous ne l'avons vu prendre de mesure

(1) Assesseur honoraire du Collège des Médecins de Liège.

(2) Arch. nat., F¹² 2231. Mémoire sur la nature, les effets, propriétés et avantages du feu de charbon de terre apprêté pour être employé commodément, économiquement, et sans inconvénient au chauffage et à tous les usages domestiques. Avec figures de taille douce, par M. Morand, le Médecin, Assesseur honoraire du Collège des Médecins de Liège, etc... *Ignoti nulla Cupido*. A Paris M DCC LXX.

générale du genre de celle dont parle Morand pour enrayer le déboisement. Nous accordons plus de créance à l'auteur quand il ajoute :

« La difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de trouver actuellement du bois à la portée de la capitale ou de nos grandes villes, en suffisante quantité pour leurs besoins, accrus singulièrement par notre chauffage, indique le moment de suppléer à cet objet : il est surtout important pour une ville telle que Paris, où l'on peut compter plus d'un quart de ses habitants hors d'état de se procurer du bois et frustré en hiver d'une possession qui, dans cette saison, peut bien être appelée la moitié de la vie (1). »

La disette de bois revient comme une litanie dans toutes les pièces officielles ou privées qui traitent du charbon. A entendre, dans toute la France, les habitants, les autorités, les entrepreneurs montrer les mines comme le seul salut possible, il est élémentaire d'établir la relation de cause à effet entre le grand mouvement minier qui se dessine de 1722 à 1783 et le manque de combustible. Les postulants de concessions dans leurs requêtes, les subdélégués dans leurs enquêtes, les intendants dans leurs rapports signalent à l'envi la situation.

Dans le Mâconnais, le subdélégué Duplex déclare que des entreprises minières deviennent indispensables, car « les bois deviennent très rares » (2).

Monnet, inspecteur des mines, dans un voyage de visite des mines de Champagne et de Lorraine, constate que le bois est si rare que l'on emploie pour étayer les galeries de mines du simple sapin et encore « tout vert » (3).

La disette de bois était si grande à Toulouse que le Parlement dut intervenir. Il rendit un arrêt dont les considérants dénotent son inquiétude : « Que malgré ces arrêts et les précautions sages qui s'y trouvent prescrites, cette denrée n'en est

(1) Dans quelques provinces, le Gouvernement prit des mesures pour arrêter le déboisement. Ainsi en Vivarais, le 19 décembre 1743 et le 3 février 1744, il interdit le défrichement dans les montagnes. *Mémoire* de BALLAINVILLIERS, intendant du Languedoc. Archives de l'Aude.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Lettre du 31 déc. 1778.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Voyage du S^r Monnet pour la visite des mines de Champagne, Lorraine et Alsace, 1782.

ni moins chère ni moins rare ; que celui du 23 février dernier, n'ayant remédié qu'à une partie du mal, et pourvu faiblement au besoin du moment, le règlement définitif que la cour a annoncé par cet arrêt devient absolument nécessaire... » Il ordonnait aux marchands de bois à brûler et de charbon de faire une déclaration, renouvelable chaque année, des quantités de combustibles dont ils pouvaient alimenter Toulouse, et en même temps le Parlement autorisait les capitouls à envoyer des préposés assermentés pour reconnaître dans la province et même au delà les provisions de bois qui pouvaient être transportées dans la ville soit par eau, soit par terre (1).

Lyon passait des hivers terribles et l'approvisionnement de la ville était le sujet de constants soucis pour les autorités locales, pour l'intendance, pour les industriels et les particuliers. La Chambre de Commerce, dans une délibération du 29 janvier 1757, s'exprimait ainsi : « Le seul objet des charbons de terre est d'une conséquence infinie pour cette ville, la consommation en augmente chaque année par la rareté et la cherté du bois à brûler... (2). » L'intendant du Lyonnais recevait de Versailles avis que, « les entreprises pour la fouille et l'exploitation des mines de charbon de terre s'étant depuis plusieurs années multipliées dans le royaume et pouvant devenir extrêmement utiles par l'emploi que l'on peut faire à différents usages du charbon de terre au lieu de bois dont la rareté commence à se faire sentir dans plusieurs provinces... (3) », un projet de règlement pour l'exploitation des mines lui était adressé avec prière de le communiquer aux subdélégués et aux entrepreneurs de mines « afin qu'ils puissent y faire leurs observations ». Lui-même, d'ailleurs, avait signalé la terrible situation des familles pauvres et des industriels obligés de laisser chômer en hiver une foule d'ouvriers par suite

(1) Arch. dép. de l'Hérault, C 2700. Arrêt de la Cour du Parlement de Toulouse du vingt mai mil sept cent quatre vingt concernant l'approvisionnement et transport du bois à brûler et charbon dans la ville de Toulouse. Extrait des registres du Parlement. Voir aussi sur la disette de bois les archives du Gard, C 374. Procès-verbal de visite de Gensanne, 3 janv. 1778.

(2) E. BROSSARD, *Etude historique sur la propriété, l'exploitation et l'établissement des concessions de mines de houille dans le département de la Loire*.

(3) Archives du Rhône, C 125. Lettre de Croy à M. Pallu, intendant à Lyon, 10 sept. 1742.

du manque de charbon et de son prix. Il attribuait cette misère à deux causes : le bois, devenu très rare, se vendait trente sous le moule, alors que quelques années auparavant son prix était de douze à treize sous ; d'autre part, l'usage du charbon s'était rapidement répandu et les mines ne produisaient pas suffisamment (1).

La découverte d'une mine qui ne dut pas être de grande importance, à Grand-Denis, en Bourgogne, semble à l'intendant un fait heureux. Il appuie chaleureusement la requête des sieurs Châtelain et Richardin qui en demandent la concession. « C'est, dit-il, une ressource d'autant plus intéressante qu'elle suppléera dans les usines à la consommation du bois dont le prix et la rareté augmentent chaque jour... » (2).

Le pays du Vivarais n'est pas épargné par le fléau : M. Laforest, subdélégué de l'intendance du Languedoc, envoyé pour une expertise sur une concession demandée par le comte de Lagoire, ajoute qu'il est urgent d'accorder cette concession dont le charbon va remplacer les bois nécessaires pour la filature des soies, « attendu la dégradation et leur rareté que ces filatures en bon nombre y ont occasionné (3) ».

Les États du Languedoc prenaient des mesures énergiques. A la fin de la session de 1777, avec l'autorisation des États, les principaux négociants de la ville de Glanges avaient en hâte mandé Gensanne, un des grands spécialistes en matière de mines, et l'avaient prié de chercher au plus vite des gisements de houille dans la généralité, « afin de remédier à la disette du bois dont le prix excessif et la rareté auraient pu faire tomber les filatures établies dans ladite ville (4) ».

En Franche-Comté, l'état d'épuisement des forêts est tel que la voie de bois se vend jusqu'à quatre livres (5).

(1) BROSSARD, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7666. Lettre du 20 juin 1787.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7618. Expertise de Laforest, subdélégué de l'intendance du Languedoc sur une concession demandée par le comte de Lagoire.

(4) Arch. du Gard, C 374. Voir aussi dans *Annales de la Société impériale d'Agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon*, 4^e série, t. I^{er}, 1868-1869 : *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation dans le bassin houiller du Gard*, par M. MALINOWSKI, professeur d'histoire naturelle à Alais.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre de M. Advenno à Joly de Fleury, 3 avr. 1782.

L'évêque de Pamiers lui-même plaide en faveur des mines du Comté de Foix dont « les forges consomment du bois au delà de ce qu'elle (la province) en produit (1) ».

Des négociants de Sedan qui demandent une concession minière, ne trouvent pas de meilleur argument, eux non plus, que d'évoquer le spectre de la disette de bois : « ...Tous négociants de Sedan, y demeurant, disant que les manufactures et les brasseries de la ville de Sedan et les usines de toutes espèces établies dans les environs ont acquis depuis quelques années une telle activité que les bois nécessaires à leur aliment ont presque doublé de prix sans pouvoir y suffire (2). »

La rareté et le prix du bois (3) compromettaient l'exploitation des mines elles-mêmes, seules ressources pourtant contre la disette. La construction des machines, en effet, le boisement des galeries exigeaient une grande quantité de poutres et de planches d'excellente qualité. Certains estimaient même que l'établissement de plusieurs mines dans un pays pouvait achever de le déboiser (4). En tout cas, la crise forestière ajoutait de gros frais à ceux déjà élevés de l'exploitation. La compagnie de Saint-Saulve, en réclamant un monopole pour sa région, faisait valoir que « depuis que les fours au charbon se multiplient dans le Hainaut français, le bois de charpente qui y rentre en grande quantité est devenu d'un prix exorbitant, et non seulement des nouvelles fosses avec les anciennes achèveront d'épuiser les forêts assez rares de cette province, les arbres qui ci-devant n'étaient employés qu'à la construction des charpente des bâtiments et des moulins, mais elles nuisent encore au service du Roi... (5) ».

La mine de Montcenis, importante puisqu'elle alimentait la grande usine du Creusot, rencontrait d'énormes difficultés

(1) Arch. nat., F14 bis 7722.

(2) Arch. nat., F14 bis 7622. A. MM. les Présidents, syndics et députés de l'assemblée du district de Sedan.

(3) Voir encore des documents divers aux Archives nationales dans F14 bis 7623, F14 bis 7722, F14 bis 7744. Voir aussi dans H. 931 la menace que les habitants de Robiac, près d'Uzès, adressent au Conseil dont ils connaissent la terreur du déboisement : pour lutter contre la concession de Tubeuf, ils déclarent que, privés de leur patrimoine, ils vont couper leurs châtaigniers et faire le désert.

(4) Arch. nat., F14 bis 7810. Observations pour la C^{ie} de Saint-Saulve.

(5) Arch. nat., *ibid.*

pour se fournir en bois « qui deviennent de la plus grande rareté depuis que l'établissement a lieu, pour les obtenir au prix de leur valeur réelle relativement à celle du pays, ils sont doublés et même triplés (1) ».

Quelques concessionnaires, — Brunaud par exemple, aux environs de Saint-Étienne —, trouvaient avantageux de faire l'acquisition d'un bois pour se fournir de matériaux (2). Tous considéraient comme une très grande faveur, le don que le Roi faisait quelquefois — pas souvent — d'un certain nombre de pieds d'arbres pour favoriser une concession (3).

La situation des industriels est donc critique. Le combustible leur fait défaut ou ses tarifs augmentent singulièrement leurs prix de fabrication. De toutes façons, dans des mémoires, dans des requêtes, dans des demandes de concession ils exposent très nettement le problème au Gouvernement. La situation des particuliers est tout aussi mauvaise. Directement, ils ont moins de moyens de se faire entendre, mais nous trouvons l'écho de leurs misères dans les inquiétudes des autorités locales.

L'arrêt de 1744, l'introduction du combustible minéral dans la vie industrielle et domestique, n'arrêterent d'ailleurs pas le déboisement. Le fléau suivit une marche régulière et effrayante, et, à la veille du vote de la grande loi révolutionnaire, en 1791, la disette complète de bois est plus menaçante que jamais.

III. — La situation que nous venons d'étudier était extrêmement avantageuse pour les charbonnages étrangers, surtout

(1) Arch. nat., T 5221-2.

(2) *Annales de la Société impériale d'Agriculture, industries, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire* (Saint-Étienne), Tome XI-1867. art. : *L'industrie houillère à Saint-Étienne il y a cent ans*, par MOUSSIER.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Arrêt ordonnant la délivrance aux entrepreneurs des fosses à charbon de deux cents pieds de chêne dans les endroits les moins dommageables de la forêt de Monnal pour employer à étayer et entretenir lesdites fosses à charbon qu'ils ont ouvertes entre Condé et Valenciennes, 23 mai 1721. Il faut noter aussi que la construction de bateaux pour le transport du combustible était, vu le déboisement, un problème difficile à résoudre. Rousseau, concessionnaire des mines du Forez, offrait d'amener tous les ans à Paris un million de pieds cubes de charbon de terre et trois milliers de pieds cubes de bois si on l'autorisait à mettre en coupes réglées les forêts d'où l'on tire les bois pour la construction des bateaux. Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

pour ceux du Hainaut autrichien et d'Angleterre. Pendant la discussion de la loi de 1791, Regnauld d'Epercy estimait que l'importation des charbons étrangers montait encore à vingt-quatre ou vingt-cinq millions de francs (sur une importation de près de cent millions de matières minérales) (1). Or, à ce moment, l'exploitation des mines de France, leur rendement sous la direction des grandes compagnies, s'étaient développés dans des proportions probablement supérieures au développement de l'industrie : le chiffre apporté à l'Assemblée nationale permet donc de supposer ce que dut être l'importation des charbons étrangers pendant les dernières années de la monarchie, alors que les mines inexploitées sommeillaient dans les tréfonds (2).

Rien que dans la petite portion de pays frontière autour de Condé et Valenciennes, le Conseil d'État estimait que quatre à cinq millions d'espèces passaient à l'étranger pour l'achat de charbons (3). Le charbon du pays de Mons était considéré par les usines et fabriques du Nord comme si nécessaire à leur activité, qu'un décret de l'impératrice-reine interdisant l'exportation du charbon du Hainaut autrichien, amenait des industriels de Lille, chapeliers, calendriers, brasseurs, etc... à supplier les directeurs et syndics de la Chambre de Commerce d'intervenir « auprès de Monseigneur le Contrôleur général à effet de faire cesser les difficultés dont les marchands de charbon sont accablés de la part du domaine... (4) ». Ils

(1) *Rapport des Comités réunis de Constitution, d'agriculture et de commerce, des finances, des impositions et des domaines*, par M. REGNAULD D'EPERCY, Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Dans la série AF¹¹ 79 qui contient des comptes, des statistiques, des états de mines et de personnel de l'École des mines, à la fin de l'ancien régime et pendant la Révolution, nous trouvons encore confirmation que ce chiffre de vingt-cinq millions de francs peut être pris comme minimum d'importation pendant un long laps de temps : « Quant à ce qu'on tirait de l'étranger en métaux et charbon de terre, il n'y a que la balance du commerce qui ait des données certaines à cet égard. Il a toujours passé pour constant que la France tirait pour environ vingt-cinq millions de métaux et surtout de charbon de terre ». Il y a pourtant une différence de cinquante millions de francs avec les chiffres donnés par Regnauld d'Epercy pour l'importation totale.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Protestation des industriels de Lille contre un décret de l'impératrice interdisant l'exportation du charbon en représailles des droits d'entrée dont il était frappé à son entrée en France.

(4) Arch. nat., *ibid*.

ajoutaient : « L'État y est donc intéressé, le commerce sera détruit par ce seul coup puisqu'il n'est aucun doute de la nécessité extrême des charbons autrichiens, sans le secours desquels le commerce est sapé par sa racine comme par son fondement le plus solide ». Les amidonniers, les raffineurs, les savonniers, les apprêteurs, les raffineurs de sel viennent appuyer cette pétition ; avec tous les fabricants d'étoffes, ils exposent « très humblement qu'ils touchent au moment de voir leur commerce et leurs manufactures totalement anéantis par la concurrence et l'interruption des charbons autrichiens... (1) ».

Le Gouvernement avait bien pris des mesures pour favoriser les mines françaises et enrayer l'importation énorme des charbons étrangers. Il avait ordonné des enquêtes méthodiques, des recherches. Les inspecteurs des mines essayaient de seconder le pouvoir. M. du Hamel présentait un projet dans ce sens, où les intendants, par l'organe de leurs subdélégués, devaient établir dans toute la France une vaste enquête sur les mines existantes, les filons ou les veines en exploitation ou abandonnés, en même temps qu'ils prescriraient aux consuls, syndics et habitants des paroisses où l'on n'aurait aucune probabilité de l'existence du charbon de s'assurer s'il n'en existait vraiment aucune trace (2). Le Gouvernement avait aussi frappé d'énormes droits d'entrée les charbons étrangers, mais, ce faisant, il avait risqué de compromettre définitivement l'industrie nationale au profit de quelques entrepreneurs de mines qui, dépourvus de moyens et de connaissances, étaient loin d'extraire des quantités de houille suffisantes, houille de surface encore, presque toujours de mauvaise qualité. Les charbons de Mons par exemple payaient 375 livres par bateaux contenant de 1000 à 1200 mannes (3). Cependant les bateliers continuaient à les transporter à l'exclusion des charbons d'Anzin. De toute la France des protestations arrivaient au contrôleur général

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Observations sur un projet concernant les mines, présenté à l'administration par M. du Hamel, inspecteur des mines, 1780.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Mémoire pour écrire des réponses à la requête présentée au Conseil du roi par le S^r Lallaard d'Arras. Voir aussi, sur l'importation des charbons et les droits d'entrée, : GRAR, *ouv. cit.*

contre les droits d'entrée imposés aux charbons anglais. Nette-ment l'industrie française prenait position contre les mines du pays. Il est vrai que celles-ci, mal exploitées, étaient loin de suffire aux besoins et que les entrepreneurs mal outillés, ne grattant que la surface des veines, livraient aux usines un mauvais charbon mêlé de terre. D'ailleurs les droits intérieurs et les difficultés de communications entravaient aussi le commerce des quelques mines disséminées dans le royaume et leurs produits rendus à destination revenaient aussi chers que ceux importés directement par mer.

Les syndics de la Chambre de commerce de La Rochelle déclaraient que les raffineries et les verreries de leur région étaient menacées par les droits d'entrée que devaient payer les navires apportant du charbon, droits d'entrée qui étaient perçus à raison de la jauge du navire (1). De plus, ces navires qui apportaient du charbon achetaient comme cargaison de retour des denrées françaises. Les droits d'entrée prohibitifs, en éloignant les navires, compromettaient à la fois l'importation et l'exportation.

De même la Chambre de commerce de la Guyenne sollicitait, au nom des forges, des raffineries de sucre et des verreries de la province, l'abolition du droit de douze livres par tonne de mer qui frappait le charbon anglais devenu objet de première nécessité (2). « Ils avançaient qu'il est autant de l'intérêt de l'État de protéger leurs fabriques que l'exploitation ingrate des mines de charbon du royaume. Que celui de nos mines n'étant pas suffisant et ne pouvant convenir par sa mauvaise qualité à tous les travaux de nos manufactures, il convient de faciliter l'introduction du charbon de terre étranger. »

Les verreries, raffineries et autres industries de Bordeaux réclament sur le même ton la libre importation des charbons anglais.

Sedan se plaint que les droits et les frais de transport rendent

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Lettre de Rouillé d'Orfeuil à M. de Trudaine, 20 mars 1764.

(2) Arch. nat., *ibid.* Mémoires de la Chambre de commerce de Guyenne sur le charbon de terre venant de l'étranger.

les charbons étrangers, nécessaires à l'industrie, presque aussi chers que les bois (1).

La Normandie ne voit de salut que dans les charbons anglais (2).

Le Gouvernement fut rapidement amené à faire à son tarif douanier de nombreux amendements. Très vite la loi ne fut plus égale pour tous — mais la relativité des lois était de règle sous l'ancien régime. Il arrivait parfois qu'à force de dérogations, la loi n'était plus appliquée que par exception. D'ailleurs l'importation des charbons anglais était à ce point indispensable que la protection même n'en avait pas arrêté la marche et que le gouvernement avait manifesté dans les tarifs douaniers des hésitations caractéristiques. Le droit d'entrée de trente sols par barrique, réduit à douze, puis à huit sols, avait été reporté à douze sols, par exemple (3).

Cependant ces faveurs, ces incertitudes et ce conflit douanier augmentaient le gâchis et l'anarchie des mines et des finances à la fois. Le pouvoir royal se trouvait pris cette fois entre les industriels et les extracteurs, il fallait protéger les mines et atteindre l'industrie ou au contraire abandonner celles-ci à leur sort pour aider au développement de celle-là. Dans ce cas, c'était pour les finances du royaume, si gravement compromises, une perte énorme et un numéraire considérable qui, chaque année, passait à l'étranger.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7622, déj. cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Lettre de La Chapelle, 6 oct. 1784, Lettre à M. de la Boullaye du 24 oct. 1784. Voir aussi d'autres pièces dans F¹⁴ bis 7760 et F¹² 91, F¹² 95, sur l'importation des charbons étrangers, les droits d'entrée et l'industrie. Il est à noter que la France était tributaire de l'étranger non seulement pour le charbon industriel de bonne qualité, mais encore pour des charbons inférieurs, par exemple ceux dont la cendre était utilisée comme engrais. Voir Arch. nat., F¹² 2231 et F¹⁴ 1311, F¹⁴ bis 7820.

(3) BARDON, *L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, Nîmes, 1898. Saint-Priest, intendant du Languedoc — mieux informé et avisé à l'ordinaire — commet une étrange erreur quand, répondant à une dépêche ministérielle, il écrit : « Il n'est pas possible d'assurer la consommation des houilles françaises, les charbons anglais leur font concurrence ; pour remédier à cette situation, il conviendrait d'élever les droits d'entrée des charbons étrangers ».

CHAPITRE IV

LES MINES ET LA PETITE PROPRIÉTÉ

I. — La situation était d'autant plus anormale que la France était loin de manquer de ressources minières. Chaque fois au contraire que l'on avait sérieusement et méthodiquement recherché des filons, on en avait trouvé. Il était certain dès cette époque que le royaume pouvait prendre place parmi les pays gros producteurs de charbons, et même de charbons de bonne qualité, inférieurs certes à ceux de Cardiff, mais égaux aux charbons autrichiens. Bien avant 1744, la compagnie du prince de Croy qui, à coups de millions, avait dès le début du XVIII^e siècle entrepris des sondages, avait trouvé à Anzin du charbon en abondance. On savait que la région de Saint-Étienne constituait une vaste carrière de houille. Les explorations de Gensanne en Languedoc avaient révélé la houille partout. Le paradoxe, et le cercle vicieux en même temps, était donc que la France, riche en charbon, fût obligée de s'alimenter à l'étranger pour suppléer au déboisement, que le Gouvernement ne retirât que des ressources insignifiantes de cette importation et qu'il se trouvât devant cet inextricable problème de laisser périr l'industrie ou de laisser végéter les mines.

Les enquêtes — et le bon sens — révélèrent que cette situation était liée à l'exploitation déplorable des veines de charbon et aux difficultés opposées à ceux qui voulaient modifier des méthodes traditionnelles et néfastes. Nous touchons là aux causes sociales de l'arrêt de 1744.

La longue erreur des régimes précédents, si préjudiciables

aux mines de France, venait du fait que jamais on n'avait osé toucher à la propriété tréfoncière. La liberté indéfinie l'avait naturellement respectée. La grande maîtrise n'avait été qu'une façon de contrôle, la concession générale personnelle elle-même s'était présentée pour ainsi dire sous forme d'une ferme générale destinée à fournir à quelque privilégié un impôt sur les exploitations. Cette conception du sous-sol intangible, lié à la propriété du sol, avait fini par se confondre dans l'esprit des petits propriétaires avec le droit d'exploiter leurs fonds à leur convenance. La France s'était couverte d'exploitations infimes, de « travaux de jardinage » (1). Le Gouvernement ordonna plusieurs enquêtes (dont malheureusement nous ne possédons plus que des fragments sans importance) (2).

L'enquête qui précéda immédiatement l'arrêt de 1744 fut sollicitée par les intendants du commerce en 1741. Elle « enjoignait à tous les extracteurs de mines, de remettre aux mains de MM. les Intendants des états de leurs travaux, des produits et dépenses et leurs titres de concession. L'administration aura dans peu aussi, l'état de toutes les mines tant de métaux que de charbons et la note chaque année du minéral vendu afin de donner au Roi la connaissance de la masse totale de la production territoriale de ses États dans cette partie, et de donner à Sa Majesté successivement connaissance de l'accroissement que la nouvelle administration ne manquera pas d'y donner » (3). La formule même de cet édit marque le mécontentement et le soupçon du Gouvernement. Si l'état des mines, dans les régions où elles se développaient, avait été très prospère, le pouvoir ne se serait pas inquiété de leur demander tant de précisions. Les explications que le contrôleur général Orry fournissait aux intendants en leur expédiant l'arrêt de 1741 préjuge déjà des résultats de l'enquête (4) et montre que le Conseil, renseigné, savait à quoi s'en tenir :

(1) *Statistique du département de l'Hérault*, par M. Hippolyte CREUZÉ DE LESSER, Montpellier.

(2) Une enquête avait été déjà ordonnée par le Régent à tous ses intendants en 1715.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 1313.

(4) L'enquête se poursuivait jusqu'en 1744.

« La plupart des entreprises formées en France pour l'exploitation des mines ont échoué parce que les travaux n'ont été ni commencés ni suivis suivant les règles de l'art qui enseigne divers moyens de pénétrer jusqu'aux filons de la mine en se ménageant l'air et les moyens de vider les eaux. Il arrive ordinairement que les entrepreneurs, faute d'intelligence ou de facultés proportionnées à leurs entreprises, se contentent de faire des puits ou fosses qu'ils creusent sans les étayer et prendre les précautions nécessaires pour prévenir les accidents qui arrivent par la chute des terres. S'ils pénètrent jusqu'à la mine, ils la fouillent inconsidérément et forment par leurs excavations une espèce de cône renversé qui ne pouvant se soutenir tient sans cesse les travailleurs en danger de périr par l'affaissement des terres supérieures, l'irruption des eaux, l'interruption de l'air et autres accidents qui ne sont que trop fréquents... (1). »

Ainsi Orry résumait au vrai la situation lamentable : Paisiblement, dans leur égoïsme et leurs intérêts contents, les petits propriétaires, les paysans avaient pour ainsi dire égratigné le sol de la France minière et couvert le royaume de petites fosses, de trous, d'ébauches de galeries, de tranchées minuscules où les eaux, les incendies, les éboulements enfouissaient pêle-mêle les insouciantes travailleurs et la fortune minière du pays. Confiant dans l'état d'anarchie où nul ne songeait à leur contester la faculté de fouiller leurs fonds, les petits propriétaires compromettaient simplement l'avenir des mines de France. Non seulement leurs travaux superficiels en criblant le sol, en défonçant la surface, engloutissaient des vies humaines, mais ils préparaient aux grands concessionnaires de l'avenir, par l'accumulation des eaux, la gravité des éboulements, le rapprochement des ouvertures, des difficultés presque insurmontables. Ceux qui, durant de longues années, allaient protester contre la mise en valeur du sous-sol par les grandes exploitations, maintenaient dans une médiocrité onéreuse et redoutable l'industrie minière et gaspillaient l'avenir. La méthode, ou plutôt le manque de méthode qui caractérise les exploitations paysannes ou de petite bourgeoisie au XVIII^e siècle, était un danger public : des perruquiers de petites villes (Alais), des marchands de denrées, de petits fonction-

(1) BARDON, *ouv. cit.*, chap. II.

naires, de petits bourgeois, des paysans, possédaient des lopins de terre, et dans le même esprit où d'autres cultivaient quelques arpents de blé ou d'avoine, ils grattaient ou faisaient gratter la terre, en tiraient quelques sacs de charbons médiocres (la qualité du combustible devient meilleure à mesure que la veine est plus profonde) pour leur usage personnel, pour l'usage de leurs relations qui venaient le chercher sur le carreau de l'exploitation, et vendaient le surplus. Quant l'amorce de la veine, prenant son orientation définitive, quittait la surface dans une direction qui échappait à ces ouvriers ignorants, ils abandonnaient le trou ou la petite galerie qui, minée sur ses parois, s'écroulait ou, plus solide, recevait les eaux et devenait vite un réservoir boueux. Ils allaient plus loin, recommençaient leur travail, et ainsi s'accumulait sur la richesse profonde, un sol inutilisable, inexploitable, hérissé de difficultés et de dangers. Tout manquait à ce monde de petits extracteurs, jusqu'à la notion de la valeur de ce qu'ils avaient sous la main. L'eussent-ils eue, il eût fallu leur faire comprendre encore — et jamais ils n'y parvinrent — qu'une exploitation minière ne peut être conçue que sur la totalité du gîte minéral, qu'une industrie de cette espèce doit suivre au loin sous des terrains divers, sous des champs de propriétaires différents, les veines de charbon et que délimiter la propriété du sous-sol, d'après la propriété de la surface, c'était vouer à la perte, pour eux et pour la société, les richesses enfouies (1). On ne put jamais expliquer à ces petits exploitants que le lopin de terre de chacun avec ce qu'il comportait de charbon en tréfonds, n'avait aucune valeur en lui-même et ne tirait d'importance que d'autres lots de terrains, souvent situés à quelques lieues aux alentours. Encore, eussent-ils compris cette

(1) Turgot tout en affirmant que le droit naturel prescrit que chacun a licence d'ouvrir la terre dans son champ mais que personne ne peut ouvrir la terre dans le champ d'autrui sans son consentement, reconnaissait que ce droit naturel limitait d'une façon impraticable l'exploitation minière. Plus tard, nous verrons Mirabeau exprimer très nettement la même idée dans son discours sur les mines du 21 mars 1791 : « On ne peut nier que les mines doivent être exploitées dans leur ensemble, et par cela seul, on ne gagnerait rien à les déclarer des propriétés privées, car il faudrait presque toujours que tous les maîtres d'un sol très vaste voulussent y concourir, sans quoi cette propriété de chacun ne serait réellement celle de personne ». — Voir aussi le discours à l'Assemblée nationale au nom des Comités réunis de Regnauld d'Epercy (1791).

vérité essentielle, ce principe de l'industrie minière, qu'ils n'eussent possédé aucune connaissance ni aucune ressource pour entreprendre en grand — la seule manière possible d'entreprendre — une exploitation. Comment faire saisir à ces montagnards entêtés, à ces paysans ou petits bourgeois simplistes qu'il y avait des règles et des méthodes pour exploiter les mines, que par de longues études et une sérieuse expérience, des ingénieurs acquéraient l'art de découvrir et de suivre le filon, de creuser de solides galeries, de les aérer, de lutter contre les eaux, de prévenir ou d'étouffer les fléaux souterrains, de créer et d'entretenir des machines commodess qui allégeaient l'effort et aidaient le travail ? Il leur semblait si simple de creuser tout bonnement, d'arracher sans autres formes le charbon qui s'offrait et de s'en servir tel qu'il se présentait sans même songer à le dessouffrer, à le raffiner.

Supposons que, par hasard, un de ces petits propriétaires extracteurs soit parvenu à échapper à son égoïsme, à sa conception étroite de la propriété, à son ignorance, à sa routine ; il se serait encore heurté à la plus redoutable des difficultés : au manque de fonds. L'exploitation totale d'une mine exige d'immenses ressources, des capitaux considérables tant pour l'extraction et le machinisme, que pour le transport. Anzin, dont la concession remontait à 1715, avait englouti des millions avant de réaliser une livre de vente, avant même de trouver du charbon. Il est évident que de petits bourgeois, des paysans isolés ne pouvaient pas disposer des capitaux nécessaires à la mise en valeur d'une exploitation houillère et l'apport des capitaux était si indispensable au progrès des mines de France que nous verrons le ministre chargé de ce département s'inquiéter sans cesse des ressources des concessionnaires et ordonner aux subdélégués enquêtes sur enquêtes à propos de leur fortune.

Les finances des concessionnaires particuliers ou des compagnies minières, condition essentielle de leur existence, font sans cesse l'objet des préoccupations gouvernementales avant et après la promulgation de l'arrêt de 1744. Les enquêtes nombreuses ordonnées à ce sujet attestent que le pouvoir central considérait l'abondance des fonds qui faisaient totalement défaut aux petits exploitants, comme la condition même du développement de l'industrie minière.

Même des bourgeois de quelques ressources, mieux nantis certes de capitaux que les « gratteurs de terre », échouaient encore faute de capitaux suffisants : à Gris-Borne, par exemple, à une lieue de Sarrelouis, M. Bailly, concessionnaire du 25 septembre 1778 et qui occupait de quinze à vingt ouvriers, dépensait exactement chaque année sur sa mine le produit de sa veine. Il ne réussissait pas, malgré une machine à épuiser les eaux. Une mine au-dessus de Sainte-Croix (dix ouvriers) coûtait annuellement de six à sept mille livres et produisait de douze à quinze cents livres, et le charbon — de surface — était de mauvaise qualité. A Saint-Hippolyte (dix ouvriers) les dépenses montent de sept à dix mille livres et les recettes produisent de cent à quinze cents livres (1). On peut se rendre compte de ce que pouvaient faire de pauvres paysans.

Le Conseil voyait très clair dans la situation. L'état lamentable des petites exploitations qui, à l'abri de la liberté indéfinie et dans l'anarchie, avaient multiplié leurs néfastes travaux dans tout le royaume, pesait d'un grand poids dans ses octrois de concessions. A Carmaux, le chevalier de Solages en avait obtenu une en 1752, sur le rapport de l'intendant du Languedoc, le vicomte de Saint-Priest, qui constatait le « mauvais usage qui avait été fait jusqu'alors par les différents particuliers des permissions qui leur avaient été accordées à l'effet d'exploiter ces mêmes mines desquelles il n'en est résulté aucun bien, ni une seule extraction de charbon considérable et utile (2) ».

(1) Voyages de l'inspecteur Monnet, 1781. Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Nouveau Mémoire de M. le Ch^r de Solages à M. de Trudaine, 1757. Voir aussi Arch. nat., F¹⁴ bis 7893, Mémoire et état détaillé de l'exploitation des mines de charbon de terre de Carmaux... « jusqu'à sa révocation (de l'arrêt de 1698) en 1744, tous les particuliers du royaume eurent la liberté d'exploiter celles que leurs fonds recélaient. Cette permission indéfinie accordée à tous les propriétaires a opéré la dégradation et la ruine de la majeure partie des mines de ce fossile précieux. L'insuffisance des moyens de ces propriétaires pour former de grandes exploitations, leur ignorance absolue pour les diriger et les conduire jusqu'au succès, les réduisaient à des fouilles peu profondes, suffisantes pour extraire le charbon superficiel; le moindre obstacle, le plus petit amas d'eau qu'ils ne savaient ni retenir ni épuiser, les forçaient même à abandonner leurs travaux. Ce gaspillage a fait perdre à l'État les veines inférieures et profondes, seules abondantes et de bonne qualité, objet d'autant plus important que j'en ai découvert six nouvelles passant au-dessous des veines superficielles. Les six veines inférieures sont perdues pour toujours dans l'étendue fouillée par les anciens extracteurs, car il n'est pas possible ou du moins il serait très dangereux

II. — Un mémoire fort pittoresque du Chevalier de Grignon — il avait de qui tenir — nous donne une idée exacte, en même temps qu'il nous offre un tableau navrant, de ce que pouvaient être ces petites exploitations. Il contient des détails trop précis et trop pittoresques pour ne pas être exacts et vécus. Quelques unes de ces lignes sont comme un écho de la page fameuse de La Bruyère sur les paysans. A travers les siècles, la plume émue du chevalier nous a transmis une vision lamentable, une tragique évocation de misère, le plus dur spectacle de l'histoire industrielle. C'est la plus misérable des vies que nous contemplons tout à coup, debout au bord des fosses meurtrières, devant les terriers tortueux, étroits, si bas que les ouvriers rampent sur les genoux et sur les mains, chargés de sacs qu'ils tiennent aux dents, glissant, haletant sur les parois rapides, ou tâtonnant comme des hommes ivres dans l'obscurité. Leur effort est si grand que « des tons plaintifs et entrecoupés sortent de leur poitrine » et ce râle monotone monte hors de ces terriers, douloureuse chanson de détresse et de misère qui enveloppe le grand Saint-Étienne industriel. Il faut citer le document dans son entier. Rien ne peut mieux donner une idée de ces exploitations d'ignorance, de hasard et de routine contre lesquelles la France éclairée et riche entreprit la lutte :

de vouloir pénétrer aujourd'hui jusqu'à cette masse de richesses délaissées. Comment traverser les précipices qui ont été creusés, les éboulis, les amas d'eau qu'ils présentent de toutes parts sans plan, sans notion qui assure un seul point solide où l'on puisse avec quelque confiance hasarder d'asseoir une fosse.

« L'exemple de sept malheureux ouvriers qui, en 1753, furent les victimes d'un essai auquel un propriétaire eut l'imprudence de se livrer, effraye encore et commandera longtemps la circonspection la plus sévère. A peine eut-on commencé les premiers travaux que les eaux de toutes les fosses environnantes s'y précipitèrent à torrents et noyèrent ces infortunés ; ce souvenir rend impraticable une nouvelle tentative dont la dépense excéderait d'ailleurs la valeur des matières que l'on irait chercher.

« Vous pouvez vous convaincre, Messieurs, par le plan topographique des environs de Carmaux, de quelle quantité de fossés ce sol a été criblé ; vous jugerez par là combien l'extraction devait être circonscrite, autour de chacune d'elles. Ces déprédations qui étaient les mêmes dans toute la France déterminèrent, en 1744, le Gouvernement qui a toujours considéré les mines de charbon comme les plus utiles, et qui s'est toujours occupé de rendre le combustible abondant, à révoquer (d'après l'avis et à la sollicitation de MM. les intendants du commerce), la liberté indéfinie portée par l'arrêt de 1698, et à accorder des concessions à ceux dont les facultés et les connaissances leur permettraient d'entreprendre des exploitations régulières et en grand. » (1791).

« La mine de charbon des environs de Saint-Étienne est attaquée de toutes parts par une infinité d'ouvertures qui ne sont ni des puits ni des galeries, ce ne sont que des terriers tortueux, étroits et si surbaissés que les ouvriers qui remontent le charbon sont obligés de gravir tant sur leurs pieds que sur leurs mains les remparts précipités de ces fosses, chargés d'un sac de charbon sur leur dos.

« Il n'y a d'échelles que dans les endroits qui sont coupés presque perpendiculairement ; ils pratiquent dans les remparts les plus raides des marches, n'ont d'espace que pour poser le pied, il n'y en a point dans ceux qui ont soixante degrés de pente. L'on ne peut fréquenter ces fosses qu'avec beaucoup de difficultés et de danger ; il arrive fréquemment des accidents parce que l'on ne soutient pas les terres par des boisages réguliers, on se contente de placer quelques brins de bois pour soutenir la roche schisteuse et arborisée qui forme le toit de ces mines, dans les endroits qui semblent se détacher des plafonds. Ces fosses n'excèdent pas cent cinquante pieds de profondeur perpendiculaire. Ce n'est pas qu'il n'y ait du charbon au-dessous, mais c'est que l'extraction ne pourrait s'y faire avec les moyens que l'on y emploie.

« L'on dessèche ces fosses par les moyens de petites pompes dont les tuyaux sont inclinés le long des rempans et viennent aboutir au jour, où un homme met chacune de ces pompes en action par le moyen d'un levier qui foule et élève le piston.

« Des hommes, des femmes, des enfants des deux sexes sont occupés aux travaux de ces minières, les hommes détachent avec des pics, des coins et des masses, le charbon des veines, les garçons remontent les charbons pérat, les femmes et les filles, le menu dans des sacs longs et étroits qui contiennent de cent à cent cinquante livres.

« Ils ne nouent point la gorge du sac, ils le ferment seulement par un gros morceau de charbon et passent par dessus une petite corde qui est fixée d'un bout au bord du sac et saisissent aux dents l'autre bout ; le sac porte sur la tête, le col et le dos.

« Ces misérables ainsi chargés gravissent le rempant de ces souterrains obscurs sans lumière. Les efforts qu'ils sont obligés de faire pour vaincre la pesanteur du fardeau, les difficultés du chemin qu'ils parcourent et la gêne de leur position, les forcent de faire des mouvements violents d'inspiration et d'expiration de la poitrine d'où il sort des tons plaintifs et entrecoupés que l'on entend de loin dans ces souterrains et qui inspirent de la terreur et de la compassion. Il n'y a que le puits des fosses appartenant au sieur La Barre où le charbon se remonte par le moyen d'une moulette menée par un cheval, toutes les autres mines sont on ne peut plus mal exploitées, on ne tire que les lits supérieurs, encore on ne les épuise pas (1). »

Les rapports des inspecteurs des mines, dans leur style offi-

(1) Arch. nat., F⁴ 1312. Mémoires détachés pour servir à l'histoire des charbons de terre de la province de Bourgogne.

ciel et plus froid, ne sont pas moins inquiétants et tout aussi durs pour les petites exploitations particulières. Nous avons des raisons de penser que celui que nous allons citer est de la main de Jars, probablement le dernier que l'inspecteur ait envoyé au ministre avant sa mort soudaine. Jars fut de beaucoup l'inspecteur des mines le plus important du XVIII^e siècle. Esprit éclairé et cultivé, il possédait à peu près toutes les connaissances de l'époque en matière de mines. Exempt de parti-pris, consciencieux, ayant son franc-parler, muni d'une longue expérience, il mérite d'être écouté quand il condamne sans rémission les petites exploitations :

« Les mines de charbon de terre situées dans les paroisses de Brassac, Sainte-Florine et autres attenantes, appartiennent à plusieurs particuliers qui les font exploiter pour leur compte.

« Il y a aussi une compagnie ancienne qui exploite quelques mines à titre de concession et de propriété, il est certain que les unes et les autres, ne sont point exploitées avec méthode et suivant les règles; de là la cause du dépérissement de certaines mines et des accidents qui y arrivent ; de là les submersions qui les font abandonner, de là les embrasements qui font craindre des suites dangereuses ; de là la cherté des charbons qui rend les mines presque inutiles au public quoique étant très abondantes, et le charbon de bonne qualité. Les galeries qui sont pratiquées dans la terre, effrayent au lieu de rassurer par la manière dont elles sont dirigées. Il a péri trois ouvriers l'année dernière ; à peine y en a-t-il deux ou trois d'exploitées. Il serait à désirer que cette concession fut accordée à une compagnie qui la rendit utile dans une province dont les bois sont très rares et le deviennent toujours de plus en plus et où, d'ailleurs, le charbon peut faire une branche de commerce considérable avec Paris. »

Jars ajoutait en parlant du charbon abondant et à fleur de terre dans certaines régions de la Bourgogne : « Les paysans m'ont dit qu'on le piochait et on en chargeait avec une pelle les chevaux et voitures qui venaient le prendre ; les anciens n'ont pas été bien avant, les eaux les ont chassés ; il en est de même dans tous les ouvrages qu'ils ont entrepris. Ils ignoraient même jusqu'à l'art de soutenir un peu les terres, car ils ne travaillaient que tant que leurs creux se soutenaient d'eux-mêmes et que les eaux ne les incommodaient pas ; aussitôt que cela arrivait, ils abandonnaient, laissaient tout s'écrouler. Leurs fouilles n'ont été qu'à douze, quinze, vingt, trente pieds

de profondeur ». Et il concluait que les mauvaises exploitations avaient compromis les mines pour toujours (1).

Les concessionnaires tenaient le même langage que les inspecteurs. Rousseau, une fois sa concession obtenue, alors qu'il n'avait plus d'intérêt à noircir le tableau, faisait remarquer que, « dans le Forez, tout paysan propriétaire d'une petite parcelle de terre devenait extracteur, fouillait à son gré le sol lui appartenant, et comme il ne se proposait d'autre fruit de son travail que le salaire de sa journée, il se plaçait non pas sur l'endroit où l'on pouvait tirer le plus de charbon, mais sur celui où il devait en tirer le plus vite. Il abandonnait sa fosse aussitôt que les eaux l'incommodaient ou que le produit du charbon extrait ne suffisait plus à payer sa journée. Le lendemain il en ouvrait une autre auprès de la première, l'abandonnait de même et recommençait ainsi chaque jour jusqu'à ce que le sol se trouvât criblé et qu'il ne fût plus possible d'en approcher (2) ».

Turgot, si prudent quand il discute le droit des propriétaires, dut reconnaître pourtant que l'expérience ne plaidait pas en leur faveur et que la petite exploitation libre n'avait donné que des résultats navrants : « C'est l'intérêt qu'a l'État à ce que les mines soient mises en valeur et exploitées de la manière la plus avantageuse... or on prétend que la liberté laissée à tout propriétaire d'ouvrir son terrain à l'exclusion de tout autre est incompatible avec l'exploitation fructueuse des mines (3) ».

Turgot introduisait dans son raisonnement un doute — contre toute évidence. Tous ceux qui s'occupaient de la question des mines constataient que les paysans ignorants, sans méthode, sans ressources, sans souci de compromettre l'avenir et dédaigneux de l'intérêt général, ne cherchaient dans ces travaux de superficie, viciieux sous tous les rapports, que le combustible pour leur usage personnel sans se soucier de plus vastes débouchés.

(1) Arch. nat., F¹ 1300. Journal de voyage de Jars en Bourgogne, 1769.

(2) BROSSARD, *ouv. cit.*

(3) TURGOT, *ouv. cit.*

Les États du Languedoc, dans leur période de sincérité, alors qu'ils n'étaient pas encore aveuglés par la haine qu'ils avaient vouée au concessionnaire Tubeuf, chargeaient à fond contre les petits propriétaires et réclamaient le régime de la concession (1). Des observations sur un des cahiers des États sont très explicites : « L'expérience a démontré que partout où l'on use de cette liberté, on exploite très mal, on laisse perdre la majeure partie du minerai, on cribble le terrain sans l'approfondir jusqu'à épuisement des filons et l'on accélère la ruine des mines. Celles de Cransac et d'Albin en Rouergue, de Saint-Étienne en Forez, de Rive-de-Gier près de Lyon en sont des exemples... (2) ».

Ils allaient même plus loin et réglaient sans façon le sort des petits propriétaires qu'ils souhaitaient voir déposséder par une concession : « Ces petits extracteurs, s'ils sont propriétaires, se livreront à d'autres cultures ou à d'autres genres d'industries, si ce ne sont que des manœuvres, ils peuvent se procurer un salaire en extrayant pour le concessionnaire (3) ».

Les États du Languedoc à l'époque où ils annotaient leurs cahiers de façon aussi catégorique, chargeaient Gensanne,

(1) Plus tard, entraînés par la lutte qu'ils soutenaient contre Tubeuf, ils en vinrent à réclamer le retour à la liberté indéfinie et le retrait de la concession de leur ennemi.

(2) Voir aussi un mémoire dans la série C 2702 des Arch. dép. de l'Hérault où, à propos de l'arrêt du 15 janvier 1741, concernant l'administration des mines et minières, les petites exploitations sont violemment prises à partie, et aussi, mêmes archives, C 2716.

(3) Arch. nat., F14 bis 7682. Plus tard, quand ils auront pris position contre Tubeuf, ces mêmes États du Languedoc s'exprimeront ainsi dans des *Observations* (au Conseil) sur les nouveaux arrangements proposés dans l'affaire du sieur Tubeuf : «... La preuve que ces propriétaires trouvaient leur compte dans ce prix, c'est que le charbon ne manquait jamais, c'est que son abondance était attestée par le prix lui-même, qui n'eût pas été si modique si le charbon eût été rare. Ce charbon qui n'est propre qu'aux fours à chaux était vendu par le propriétaire deux sols le quintal pris à la mine, tandis que le concessionnaire le vend cinq sols pris au même lieu. Si malgré cette énorme différence, si malgré la médiocrité de ces moyens, si malgré la prétendue ignorance des extracteurs, le propriétaire trouvait encore dans le prix ancien un bénéfice prouvé par la continuité non interrompue de la fourniture, pourquoi faut-il d'autres prix au concessionnaire à qui l'étendue et l'intelligence supposée de son exploitation doivent fournir bien plus de ressources encore ? » Cet exemple de haine aveugle est la seule défense officielle des petits propriétaires que nous ayons trouvée avec une lettre de l'intendant Terray à M. de La Boulaye en 1786. Il y a naturellement beaucoup de mémoires et défenses particuliers au nom des propriétaires eux-mêmes.

comme nous l'avons déjà vu, d'inspecter les exploitations existantes et de rechercher de nouveaux filons. Ils furent édifîés. Le savant minéralogiste s'exprimait ainsi dans son rapport :

« Les travaux de Saint-Jean-de-Valeriscle sont très vastes, mais très mal conduits. L'avidité fait couper le charbon sans ménagement et ne permet pas de laisser assez de piliers pour soutenir les toits de la mine qui sont prêts à s'écrouler et qui, tôt ou tard, s'écrouleront et enterrent ces malheureux en perdant pour toujours cette mine importante, très riche en charbon de terre d'une excellente qualité. Le danger y est d'autant plus imminent, que les toits y sont fendus déjà en plusieurs endroits, et, malgré cela, les charrettes y vont et accéléreront probablement cet accident funeste (1). »

Les paysans extracteurs étaient à ce point inaptes à tous progrès qu'ils refusèrent d'employer des instruments que Gensanne voulait leur faire substituer aux outils primitifs dont ils se servaient et qui n'extraient que du charbon en poussière (2).

Dans cette région d'ailleurs, les grands propriétaires eux-mêmes témoignaient d'une négligence coupable pour les richesses minérales enfouies dans leurs domaines. Le maréchal marquis de Castries (3), concessionnaire de mines, laissait les paysans exploiter à la mode ordinaire et funeste. Son fermier des mines fut estropié, et, dans le même accident, plusieurs hommes périrent (4). Le Forez, lui aussi, était criblé de fosses

(1) *Annales de la Société impériale d'Agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon*, 4^e série, tome I^{er}, 1868, art. cit.

(2) Ils ne pouvaient bien entendu prendre connaissance ni des instructions utiles ni des travaux techniques qui auraient pu leur servir à améliorer leurs exploitations étant complètement illettrés. Un document publié dans le bulletin de la *Diana* de 1900, par M. DE SAINT-PULGENT, intitulé : « Plainte à l'Intendant de Lyon pour les habitants de Rive-de-Gier contre la compagnie exploitant les mines de charbon », se termine par cette note : « Je certifie que plus de quarante habitants sont adhérents à cette requête, mais ils ne savent pas signer. A Rive-de-Gier, le 11 juin 1785. Signé : Gelas, syndic. »

(3) Plus tard ministre de la marine. Il fut un des ennemis acharnés de Tubeuf.

(4) Voir aussi Arch. nat., F14 bis 7626 F14 bis 7722 passim et F14 bis 7867 passim, et Bibl. municip. de Lyon. *Recueil lyonnais*, n^{os} 110.032 et 25.584^{bis} 96. Mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre.

de cinquante pieds de profondeur, noyées ou incendiées, et le charbon, jusqu'à douze cents pieds au-dessous, était perdu. Des paysans s'abîmaient dans les décombres de leurs travaux.

En 1781, alors que le Conseil songeait déjà à rééditer l'arrêt de 1744, qui n'avait été que peu exécuté, ou pas exécuté du tout, le ministre, dans son projet, rappelait dans le préambule de cette seconde édition les motifs qui avaient déterminé et déterminaient encore le pouvoir à agir énergiquement : « ...Reconnaissant que ces sortes de travaux ne peuvent être abandonnés à eux-mêmes sans mettre en danger les exploitations et la vie des ouvriers ; que le désordre qui a régné dans cette partie l'a laissée dans un tel état qu'il importe d'y répandre la lumière... (1) ». On ne pouvait confirmer plus vigoureusement les témoignages divers rendus contre les petites exploitations.

III. — Leur souvenir demeura d'ailleurs fâcheusement présent à toutes les mémoires. On l'évoqua longtemps, chaque fois que la petite propriété fit un nouvel effort pour reprendre sur les concessions ce qu'elle croyait être ses droits. L'état lamentable où se trouvaient les gisements houillers de France quand on les arracha des mains des petits exploitants, fut le meilleur argument des avocats de la loi de 1791 contre les petits propriétaires. Ceux-ci avaient cru voir dans les projets des comités la résurrection de la liberté indéfinie, soutenus d'ailleurs par l'aveuglement d'une grande partie du Tiers-État, de la noblesse et du clergé qui, pour des motifs différents, mais toujours d'intérêt personnel, demandaient la révocation des concessions (2). Lors de la discussion de la loi, les discours à l'Assemblée et les mémoires aux comités donnèrent rétrospectivement des détails sur les petites exploitations paysannes et bourgeoises ; nous y chercherons la conclusion du tableau de l'exploitation minière que nous avons essayé de tracer pendant la période dont l'arrêt de 1744 est le centre. Les renseignements recueillis par le conseil du roi, quarante-sept ans aupa-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Projet d'ordonnance sur les mines.

(2) En étudiant la loi de 1791 et les cahiers de doléances, nous présentons cette question plus en détails.

ravant, y retrouvent toute leur force et toute leur valeur. Mira-beau, dans le grand discours qu'il prononça sur le projet des comités, et qui fut son dernier discours, résuma en quelques phrases, mais d'une façon très vigoureuse, l'histoire des mines sous le régime de l'exploitation particulière. Il confirma que cette exploitation fut une des préoccupations du Conseil lorsqu'il rendit l'arrêt de 1744 :

« Notre expérience prouve également que la liberté individuelle d'exploiter les mines ne sert qu'à les rendre inutiles ou à les détruire. Négligence dans leur recherche, erreurs funestes dans leur exploitation, dissension entre les propriétaires, dévastation, fruit de l'ignorance, abandon total par défaut de moyens : voilà les effets que la liberté a toujours produits, lorsque notre législation a voulu s'en rapprocher de trop près. Le rapporteur vous a rappelé les motifs du règlement de 1744, il fut rendu sur les plaintes de toutes les manufactures du royaume. »

Le rapporteur des comités, Regnauld d'Epercy, avec quelques détails en plus, invoquait lui aussi l'obligation où s'était trouvé le Conseil de mettre fin au danger de la liberté pour combattre les prétentions renaissantes des petits propriétaires. Il concluait :

« M. de Trudaine fit publier, en 1744, un règlement général pour l'exploitation des mines de charbon, par lequel fut détruite la liberté établie par grâce spéciale, en faveur du propriétaire du sol, et il faut convenir que ce ministre se fonda sur des motifs qui font honneur à ses lumières en administration. Il avait consulté la raison et l'expérience qui lui avaient démontré que le cercle toujours borné des facultés des particuliers, relativement à ces entreprises si importantes pour la société, et leur ignorance, même leur impéritie, avaient porté la plus cruelle atteinte à cette branche de commerce. Il avait également reconnu que, quoique riches de ce combustible, nos besoins nous avaient forcés de recourir à nos voisins, qui, très adroits à profiter de nos fautes, nous ont rendus leurs tributaires de sommes énormes (1). »

Pendant l'étude de la loi, pendant tout le travail préparatoire, les mémoires affluèrent aux comités et à l'Assem-

(1) *Rapport des Comités réunis...* par REGNAULD D'EPERCY, député du Jura, à Paris, de l'Imprimerie nationale, 30 janvier.

blée (1). Tous les partisans de la grande exploitation avaient beau jeu d'invoquer l'état des mines abîmées, compromises, dévastées lors de l'intervention du Conseil. Ils ne laissèrent pas échapper un tel argument. Nous ne retiendrons que deux de ces plaidoyers en faveur des concessions. Ils résument au mieux tout ce qui a été dit sur la matière et la précision des exemples qu'ils donnent, les comparaisons qu'ils établissent entre les petites exploitations et les concessions étendues et organisées qui vivent côte à côte, durent frapper l'esprit des membres des comités comme ils nous frappent encore aujourd'hui et nous éclairent complètement sur l'urgence extrême où se trouva le Gouvernement royal de sauver en 1744 les richesses minières du royaume. Le premier de ces mémoires pose la question dans son titre même : « Réponse des concessionnaires des mines de charbon du Forez au mémoire fait par le sieur Pérignon pour les propriétaires de Roche-la-Molière (2). Dans un style très précis et très clair, l'auteur rappelle aux propriétaires leur inconscience coupable :

« Lorsqu'un propriétaire croit avoir une mine dans son champ, il ouvre une espèce d'enchère, et les ouvriers qui lui offrent la plus forte redevance deviennent ses entrepreneurs (3). Ils seront pauvres, ils manqueront d'intelligence, n'importe, ils donnent un sol de plus, et la redevance dont les charbons répondent sera payée tous les jours : la mine leur est adjugée.

« Incapables de porter dans leur entreprise d'autres moyens que la force de leurs bras, ces entrepreneurs pauvres, sans autre préparatif, ouvrent sur la tête de la mine un trou de trois pieds de large, arrachent sans règle, comme sans prudence, tous les charbons qu'ils peuvent atteindre, et s'ils sont assez heureux pour prévenir la chute de la mine, ils l'abandonnent aussitôt qu'un obstacle se présente, ou que les eaux

(1) Voir par exemple dans le fonds COSTE à la bibliothèque de Lyon : *Mémoire à l'Assemblée nationale et au Roi pour les propriétaires des mines du Forez* (n° 110.029), *mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre* (n° 25584^{bis} 96). Voir aussi Arch. nat., F¹⁴ bis 7744 passim, F¹⁴ bis 7893, *Mémoire et état détaillé de l'exploitation des mines de charbon de terre de Carmaux*. Voir aussi : *Notes historiques sur l'exploitation de la houille dans les environs de Saint-Étienne sous l'ancien régime*, par E. BROSSARD, dans : *Annales de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire*, année 1880.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(3) Nous verrons plus loin le système d'exploitation pratiqué dans certaines régions de la France par des entrepreneurs pour le compte des propriétaires.

abondent, ou que les charbons trop éloignés ne rendraient plus de bénéfices, et huit jours après cette mine dans laquelle on aurait puisé longtemps, si elle eût été traitée selon les règles de l'art, n'est plus qu'un gouffre horrible prêt à engloutir le téméraire qui voudrait y entrer... tel est le résultat heureux de leur savante méthode que ces mines, fouillées dans toute leur étendue jusqu'à la profondeur où pouvaient atteindre des moyens si puissants et si ingénieux, n'offrent depuis longtemps aux yeux étonnés qu'un amas d'eaux et de rochers détachés, couverts d'une surface criblée d'abîmes et hérissée de décombres.

« Aussi les cite-t-on partout comme un monument effrayant de mauvaise exploitation, aussi les meilleures de ces mines étaient-elles abandonnées, tandis que les autres fournissaient à peine quelques médiocres charbons.

« Cependant ni les unes ni les autres n'étaient épuisées, et le fossile qu'elles renfermaient encore devenait tous les jours plus précieux. Fallait-il renoncer à ce fossile, ou fallait-il l'extraire ? Y renoncer c'eût été perdre à jamais l'espoir d'approvisionner Paris et les bords de la Loire. Et pour l'extraire, il fallait vaincre les plus grandes difficultés. »

On ne pouvait pas préciser plus nettement et plus vigoureusement les vices qui avaient forcé l'industrie française à se fournir à l'étranger du combustible indispensable ou à périr de sa disette.

Du second document — mémoire (anonyme) sur le privilège de l'exploitation des mines — un passage mérite d'être cité en entier, histoire des désastres qu'ont laissés derrière elles ces exploitations infimes et malfaisantes, cri des rancœurs, des haines qu'elles avaient amassées contre elles, de la crainte qu'elles soulevaient, et attestation aussi que l'espoir de l'industrie et du peuple de France s'était réfugié dans les grandes exploitations, encore rares, dressées en face de cette multitude de terriers qui criblaient le sol du royaume. Sans doute ce plaidoyer est, ne l'oublions pas, en faveur du privilège, intéressé par conséquent et entaché de suspicion en tant que document. Le mémoire cite des faits précis, faciles alors à contrôler; de plus, en le rapprochant de tous les documents que nous avons examinés, nous voyons qu'il les complète et que ceux-ci le corroborent, attestent sa bonne foi et nous permettent d'attribuer une certaine valeur à cette espèce d'enquête officieuse qui, à défaut d'enquête officielle, nous est parvenue. L'auteur du mémoire démontre une fois de plus que les mines ne peuvent être exploitées par petites portions et embrassent par conséquent l'étendue de nombreuses propriétés. Il continue ainsi :

« Le résultat de l'expérience s'accorde parfaitement avec celui de la nature. Dans tous les temps et dans tous les lieux où les mines ont été abandonnées à la libre disposition des propriétaires du sol, elles ont été nulles pour la société ; et même les exploitations particulières qui ont été entreprises ont été plus nuisibles qu'utiles au bien public.

« Le territoire de Saint-Étienne en Forez est très fertile en mines de charbon et le privilège de l'exploitation y est inconnu. Chacun exploite si librement sur sa propriété, que les terrains y sont hérissés de décombres et percés comme des cribles ; mais on ne sort pas d'une misérable exploitation superficielle qui suffit à peine pour alimenter les fabriques de Saint-Étienne ; au lieu qu'en exploitant en grand on puiserait dans une source intarissable de richesse et on donnerait l'être et la vie à une multitude d'autres établissements qui seraient eux-mêmes une source de prospérité.

« Une partie des mines d'Auvergne s'exploite en vertu d'une concession du Gouvernement ; et c'est la seule qui soit utile et productive. Tous les propriétaires qui ont conservé le droit d'exploiter n'en ont jamais usé que pour se ruiner et pour décourager l'industrie. Aucun de ceux qui ont entrepris d'exploiter eux-mêmes n'a réussi, et les autres ne permettent d'exploiter sur leurs domaines, qu'en exigeant une certaine quotité du charbon extrait sans contribuer à la dépense et sans partager les risques. Or, quiconque a quelques facultés et quelques ressources ne s'empresse pas de subir une loi si dure.

« Quelques-unes des mines de l'Anjou sont aussi exploitées en vertu d'un privilège. De ce nombre est celle de Saint-Georges-Chatelais, qui fait aujourd'hui un établissement très important sans lequel les arsenaux de la marine royale auraient manqué de charbon à Brest, à Rochefort et à Lorient, pendant la dernière guerre. Durant un siècle au moins les paysans de Saint-Georges avaient exploité comme ceux du Forez et ils ne soupçonnaient pas qu'il y eût d'excellent charbon dans une mine d'où ils ne tiraient que du charbon de la plus basse qualité.

« Dans un coin de l'Anjou, à Chalonne, entre la Loire et le canal d'Anjou, on trouve des milliers de bouches de mines qui sont encore exploitées à la manière du Forez, parce qu'aucune concession n'y gêne la liberté.

« Un peu plus bas, sur la même rive de la Loire, est une autre mine qu'on a exploitée avec tant d'impéritie qu'on l'a laissée envahir par cette rivière ; de sorte que ce don de la nature, si précieux en lui-même, n'a pas plus de valeur aujourd'hui qu'un diamant jeté dans un fleuve.

« Cependant le propriétaire qui faisait cette exploitation est un seigneur très riche dont on avait droit de se promettre plus de moyens et de succès que d'un petit propriétaire ordinaire...

« Voilà les fruits heureux des exploitations faites par les propriétaires de fonds.

« Il vaudrait bien mieux pour l'État qu'on ne les eût jamais entreprises, car elles ne sont pas simplement nulles, elles sont de plus dangereuses et funestes.

« On ne parle point ici des milliers de précipices qu'elles laissent sur

les chemins et les sentiers publics et des milliers d'hommes qui ont péri en les creusant, faute d'intelligence et d'aucun des moyens de prudence et de sûreté dont on ne manque jamais dans les grandes exploitations. Des inconvénients plus dignes d'attention encore se présentent à l'esprit.

« Le plus frappant et le plus sérieux est l'état dans lequel reste une mine dont on a ainsi extrait en superficie par une multitude de bouches. Chargée d'un volume énorme d'eaux qui se sont introduites par ces bouches, comme par un crible et qui se sont ensuite corrompues, elle exhale un air méphitique et infect qui repousse et souvent même suffoque les ouvriers lorsqu'on [veut] entreprendre une exploitation régulière. Ce n'est qu'après des procédés très longs et très dispendieux qu'on parvient à se débarrasser de ces eaux meurtrières, à y substituer un air supportable et à pénétrer au-dessous des anciens travaux. Il viendra un moment (et ce moment n'est peut-être pas éloigné) où les mines du Forez, épuisées jusqu'à la profondeur qui est à la portée des mauvais extracteurs auxquels elles sont abandonnées, ne pourront plus s'exploiter qu'en les reprenant en sous-œuvre, mais par des moyens si pénibles et si coûteux, qu'on hésitera infailliblement entre l'usage de ces moyens et l'abandon des importantes fabriques de Saint-Étienne qui ne sont alimentées que par le combustible dont on a si imprudemment négligé le dépôt... (1). »

Cette longue citation s'imposait comme conclusion à ce chapitre où nous avons essayé d'étudier les méfaits incroyables de la petite propriété dans le domaine des mines : il n'y a pas de doute pour nous que cette anarchie, si funeste à l'industrie minière et si décisive dans la pensée du Conseil, n'ait ses origines dans la psychologie des paysans, dans leur éducation, dans leurs ressources, dans le caractère même de la petite propriété et ne constitue ainsi une cause sociale beaucoup plus qu'économique de l'arrêt de 1744 et de celui de 1783.

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴ 1402. Pour compléter ce tableau de la petite exploitation et le contrôler, voir encore un mémoire déjà cité sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre (*Recueil lyonnais*, n° 25584^{bis} 96).

CHAPITRE V

LES CAUSES SOCIALES

Malgré cette anarchie de la liberté indéfinie qui paralysait les mines de France avant 1744, qui se prolongea après la promulgation de l'arrêt et même après sa seconde édition de 1783, des concessions avaient été accordées, ce qui compliquait singulièrement la situation : à l'anarchie de l'exploitation s'ajoutait l'anarchie de la loi ; tantôt violée, tantôt respectée, suivant les convenances personnelles, tolérante malgré elle, inactive par force, étrangement bafouée, elle mettait souvent ceux qui s'étaient soumis à sa lettre en posture désavantageuse vis-à-vis de ceux qui la transgressaient ouvertement. Un nombre infini de propriétaires continuaient à exploiter comme si aucun arrêt n'était intervenu, ou mieux encore, dans leur audace inconsciente, ils osaient protester jusqu'au Conseil contre les concessions accordées par le Conseil lui-même. L'impossibilité d'appliquer intégralement la loi ouvrait la porte à toutes les contestations, à tous les procès, à d'innombrables procédures. Des concessionnaires légalement investis n'osaient même pas montrer leurs titres de concessions, des propriétaires en révolte contre la légalité jouissaient paisiblement de leurs travaux et quand les premiers essayaient de faire triompher leurs droits, les procès pleuvaient aux intendances et aux conseils ou mieux encore la révolte grondait, la violence entraînait en jeu et toutes les autorités ni même tous les intendants ne faisaient pas toujours leur devoir contre les mutins. Force ne restait pas tou-

jours à la loi et souvent des concessionnaires abandonnaient la partie.

I. — Il est impossible de savoir d'une façon certaine le nombre de concessions régulières qui furent accordées durant la période qui nous occupe. Si une comptabilité officielle en fut tenue à l'intendance générale des mines, elle a disparu. Il est possible que les rapports et enquêtes des intendants et des inspecteurs aient été transmis au contrôleur général des finances pour lui permettre d'établir les droits à percevoir ; qu'ils aient passé ensuite aux archives du Ministère des finances et qu'ils aient été détruits en 1871. Peut-être aussi leur disparition vient-elle de leur dispersion (1). Une partie de ces papiers était versée, nous le savons, au Cabinet du Roi ; une autre aux finances, une autre à l'administration des mines, une autre enfin demeurerait dans les généralités.

Nous sommes donc réduits, en ce qui concerne les concessions accordées, à nous servir des quelques pièces qui sont parvenues jusqu'à nous. Le tableau que nous allons essayer de tracer est assurément fort incomplet (2).

(1) La série F¹⁴ 111... contient de nombreuses pièces d'enquêtes dont quelques-unes antérieures à 1790. Peut-être sont-ce là des fragments de la grande enquête menée entre 1744 et 1783 ou des déclarations remises aux intendances.

(2) Quelques entrepreneurs de mines — la minorité — se conforma soit en 1744, soit en 1783 à l'obligation de la déclaration stipulée dans les deux arrêts. Voici, à titre de document, la déclaration du maréchal de Castries ; toutes sont, à quelques détails près, semblables : « 16 décembre 1783. — Je soussigné Charles-Eugène-Gabriel de Lacroix, maréchal de Castries, comte d'Alais, premier baron né des États de Languedoc, chevalier des Ordres du Roi, gouverneur des ville et citadelle de Montpellier, ville et port de Cette, commandant général, inspecteur du corps de la gendarmerie et ministre et secrétaire d'État, ayant le département de la marine, demeurant en mon hôtel à Paris, rue de Varenne, faubourg Saint-Germain, parvis de Saint-Sulpice.

En exécution de l'article 3 de l'arrêt du Conseil du dix-neuf mars de la présente année 1783, portant règlement pour l'exploitation des mines de charbon de terre, déclare que je fais valoir et exploiter deux mines de charbon de terre, m'appartenant dans l'étendue du baillage du Masdieu, l'une des dépendances de mon dit comté d'Alais, qui ont été de tous les temps exploitées et qui ont été distraites en ma faveur par un précédent arrêt du Conseil du 19 mars 1782, de la concession accordée au sieur Tubeuf ; la première desdites veines appelée La Forest, étant de l'ancien patrimoine de mon dit comté, située dans la paroisse de Notre-Dame de Laval au diocèse d'Uzès, sur une montagne qui fait face du levant au midi ; il y a quatre veines de charbon l'une sur l'autre d'environ huit pieds de hauteur et deux

Il y a les grandes concessions importantes, connues, qui presque toutes ont subsisté avec des fortunes et des noms divers, et dont nous trouvons mention dans presque chaque dossier et aussi des concessions moins célèbres et qui ont rapidement disparu. Dans le Nord, les concessions Désandrouin et de Croy fusionnent et deviennent la Compagnie d'Anzin, il y a encore Saint-Saulve et la concession du marquis de Traisnel, sur les terres du Hainaut. Dans le Forez et le Lyonnais, il y a les mines du Gravenand et du Mouillon, la concession Charost à Rochella-Molière, de Foudras à Bully, de Sainte-Foy, de Saint-Chamond au marquis de Mondragon. Nous trouvons des concessions en Bourgogne : M. de la Chaise exploite celle de Montcenis, il y a celle d'Épinacle. En Languedoc, les concessions sont fort nombreuses : Tubeuf, Giral, Taffin, de Castries, de Solages à Carmaux, les mines de Cassan. La Franche-Comté est productrice de charbon avec la concession du prince de Bauffremont à Faucogney, la concession de Saulnor ; au centre de la France, le Bourbonnais est riche en exploitations concédées : Cransac, Boussagues, les mines de Noyant, de Trouset, d'Argental, en Limousin ; de Saint-Martial, de Roucoule (généralité de Montauban), la concession du duc d'Aumont. L'Anjou à cette époque est considéré comme pays minier : la

fosses ou ouvertures dont la plus basse a été faite pour faciliter l'écoulement des eaux des veines, laquelle même est horizontale. La seconde desdites veines appelée la grande Combe ou de Trouillas est située dans la paroisse de Saint-Andéol de Trouillas, au même diocèse, à un quart de lieue de distance de celle de La Forest au pied d'une autre montagne visant au couchant. Il y a deux fosses ou ouvertures, les veines aussi à peu près horizontales au nombre de sept, l'une sur l'autre, sont séparées d'un banc de schiste noir de quatre pieds d'épaisseur, on y trouve par intervalle des cristaux de vitriol alumineux, tout cela forme une masse de charbon de plus de soixante pieds d'épaisseur. Il est employé journellement à l'exploitation desdites mines [illisible] cinq [illisible] ouvriers qui depuis un an ont extrait environ soixante mille quintaux de charbon, dont la majeure partie a été portée à la ville d'Alais distante de deux lieues et demie desdites mines ou il y a un magasin établi. La principale consommation dudit charbon se fait à ladite ville d'Alais, à Anduze, Saint-Jean-de-Gardonnenque, Saint-Hippolite, Nîmes, Beaucaire, Lunel, Sommières, Massilliargues, Aumargues, Montpellier, Cette, Pézenas, Béziers et autres villes de la province. Il se vend au magasin à Alais savoir : celui en motte quinze sols le quintal, et le menu treize sols dix deniers aussi le quintal ; et aux mines le prix des mottes est de huit sols le quintal et celui du menu six sols six deniers. Laquelle présente déclaration je certifie véritable.

Fait à Paris, en mon hôtel, le 16 décembre 1783.

(Signé :) *Le Maréchal de Castries.*

seule concession Brault et C^o a, dans ce pays un capital de 400.000 livres (1). Il y a en outre dans la région trois autres concessions ; quatre dans la généralité de Metz, cinq en Picardie, treize en Champagne, quinze concessions demandées ou accordées dans la généralité de Soissons (2). Il y a une concession à Littry, en Normandie, une en Bretagne, une dans le Cotentin, une à Luzarches, près de Paris, une à Saint-Germain-en-Laye. Nous trouvons encore la concession de Saint-Georges et Concourson ; un sieur Bailly exploite les mines de Grisborn en Lorraine, l'abbé Salabert, les mines de Schambourg en Alsace ; M. le marquis d'Entraigues ouvre dans ses terres avec permission, M. de Corneu a la concession des mines de Neffies, le marquis de Bermund des mines de Lunas, un sieur Gormot des mines de Decize. Indépendamment de ces concessions, une trentaine de permissions provisoires ont été accordées à titre d'essai.

Quelques-unes de ces concessions étaient antérieures à 1744, les autres à 1783 (3).

II. — Comme renseignements généraux, c'est à peu près tout ce que nous avons pu réunir en étudiant et comparant des brouillons d'enquête et en analysant un « État général des sommes dues par les entrepreneurs des mines pour raison de la taxation de leurs concessions ». Nous serons réduit à noter au courant de cette étude les noms qui se présenteront de ci, de là, dans les diverses pièces. Ainsi nous dresserons une liste un peu plus complète quand nous en serons à examiner le personnel que les différentes classes de la société fournirent à la catégorie des industriels miniers. Nous ne voulons ici que citer les noms des concessionnaires importants groupés autour des

(1) *Motifs déterminants entre les compagnies privilégiées de Sa Majesté pour l'exploitation des mines de charbon de terre et les particuliers propriétaires des fonds qui renferment la mine, opposants à l'exécution de ces privilèges par M^e DELABALME, avocat. Imp. Knapen au bas du pont Saint-Michel.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Mines du Soissonnais, 22 Mars 1750 et AD XIII¹⁴ 1402. Mémoire sur le privilège de l'exploitation des mines.

(3) BUFFON, aux environs de 1770, écrivait dans son *Histoire naturelle des minéraux* (cinq volumes) qu'il y avait en France plus de quatre cents mines de charbon de terre en exploitation, sans que nous sachions où il avait puisé ce chiffre et sans qu'il indique combien, parmi ces quatre cents mines, étaient pourvues de concessions régulières.

arrêts dont nous avons entrepris l'étude et d'après les pièces générales qui sont la conséquence ou la cause de ces arrêts. Ces concessionnaires étaient gens hardis et tenaces. Sans hésiter, ils aventureaient de gros capitaux dans des entreprises hasardeuses, le plus souvent isolées au fond de lointaines provinces, arrêtés par le manque de communication, gênés par les droits intérieurs, combattus par les préjugés, ne disposant que de moyens imparfaits d'exploitation, harcelés par l'hostilité et souvent par les soulèvements des habitants. Non seulement ils aventureaient des capitaux, mais encore ils risquaient leur vie. Car si eux, les concessionnaires, étaient hardis, leurs adversaires, les petits exploitants, étaient bornés, têtus et farouches. Contrariés dans leur routine, lésés dans leurs intérêts, bouleversés dans leur conception de la propriété, ils se montraient toujours redoutables.

La loi, nous parlons à la fois de l'arrêt de 1722, qui avait remis aux intendants du commerce l'administration des mines et le droit de donner des concessions, de l'arrêt de 1744 et de sa réplique de 1783, la loi d'abord trop libérale, ensuite plus stricte, mais toujours simultanément respectée et violée, couvrant insuffisamment les uns, encourageant par sa faiblesse les autres à la révolte, engendra dans le pays un extraordinaire état d'esprit. On tenait pour nuls et non avenus les titres de concessions les mieux établis, dûment enregistrés ; la volonté du Conseil et des ministres était lettre morte, et les intendants, indécis, intimidés par les émeutes, désireux de se concilier la masse de leurs administrés, laissaient faire ou n'agissaient qu'avec mollesse. Les Conseils étaient inondés de mémoires, de requêtes, de suppliques, de lettres, d'enquêtes, de protestations (1). La marée irrésistible des procès montait, agitée d'innombrables et interminables procédures. Le Conseil, pour se donner de l'air, attribua aux intendants la connaissance des contestations minières ; mais timides, ceux-ci continuaient à en référer au Gouvernement à Paris, et le flot de papiers continuait à arriver aux Conseils et aux ministères accru des

(1) Il y avait aussi dans certaines régions, notamment dans le Nord, nombre de procès entre grands propriétaires, entre hauts-justiciers et concessionnaires. Voir : *Notice historique sur le duc de Croy*, par Henri Cornu, Valenciennes.

observations, rapports et avis des intendants (1). Monnet, l'inspecteur général des mines, souvent si mal renseigné et si partial, voit juste cependant, quand, étudiant le régime minier de la monarchie, il écrit, comparant les tribunaux spéciaux de Saxe à la procédure française : « ... tandis que l'on a vu souvent en France que des années se passaient sans pouvoir obtenir aucune justice sur un seul point de mines contesté, parce que le ministre attendait sur cette sorte d'affaire l'avis du commissaire départi et que celui-ci attendait à son tour celui de son subdélégué qui, ne connaissant rien dans ces matières-là, était obligé de consulter les parties intéressées, et il se trouvait souvent, à la fin, que la décision était conforme à leur avis ou qu'on n'avait pas jugé l'affaire, mais seulement confirmé l'opinion des intéressés, c'est-à-dire des plus puissants » (2).

Tout ne se passait pas en phrases d'ailleurs. La révolte menaçait partout. Les rébellions à main armée faisaient reculer souvent les droits les plus légitimes, les attaques violentes décourageaient nombre de concessionnaires. La maréchaussée ne réussissait pas toujours à rétablir l'ordre et à faire triompher la légalité. Il fallait quelquefois faire appel à l'armée et, comme à Rive-de-Gier, faire intervenir un détachement de la compagnie franche de M. de Rochebaron (3) ou les dragons (4); les huissiers, les invalides, l'appareil officiel et légal, n'intimidaient pas les habitants qui, presque toujours, recevaient les concessionnaires avec des fusils, des faux et des piques. Quelques-uns de ceux-ci, las, désabusés, ruinés, souhaitaient presque d'être forcés à l'abandon de leur concession. Le ton de cette lettre de M. de Lachaise, le concessionnaire de Montcenis, est singulièrement triste : « Enfin je ne puis pas vouloir lutter seul contre tous, il faut nécessairement aussi que le Roi évoque à lui toutes les contestations nées et à naître, tant au sujet de l'exécution du premier arrêt que de celui qu'on introduira et que le Roi en réserve la connaissance à lui et à son Conseil, autrement

(1) Voir aussi, sur les procès miniers de cette époque, GRAR, *ouv. cit.*

(2) MONNET, *Mémoire historique et politique sur les mines de France présenté à l'Assemblée nationale par Monnet, 1790*, in-8.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Mémoire (généralité de Lyon) et lettre de M. Thomé, 26 fév. 1763.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7626.

il faut renoncer à mon exploitation et quitter le pays » (1). Cette lettre est datée de juin 1770. A ce moment, semble-t-il, Conseil et intendants sont découragés et, submergés d'affaires, se renvoient l'un à l'autre les procès miniers. Ce découragement paraît avoir duré jusqu'en 1783, année où le Conseil rend à nouveau l'arrêt de 1744, avec quelques légères additions, et en recommande énergiquement l'application à ses représentants.

Il fallait bien se ressaisir et protéger l'industrie minière ; les procès paralysaient les Compagnies. Morand (2), en étudiant la constitution des sociétés minières, déclare que celles-ci devaient avoir en réserve « une masse pour subvenir aux frais de procédure ». Quelle procédure ! On peut juger de ses longueurs, de ses injustices, de ses fantaisies et de son incertitude par les vœux modestes qu'énonçait à son sujet ce même Morand en s'inspirant de la juridiction du pays de Liège : « 1° que les formalités et délais de justice soient plus prompts que faire se peut, sans étouffer le bon droit ; 2° qu'il y ait des règles certaines et uniformes pour le faire connaître sans dépendre du caprice des juges ; 3° que dans l'ordre de la procédure, les parties aient suffisamment le temps de se défendre et de se procurer les éclaircissements dont elles ont besoin ; 4° enfin qu'il n'y ait rien d'inutile ni d'abusif dans la procédure ». C'étaient les principes mêmes de la législation que Morand était contraint de proposer.

Quelques concessionnaires, dégoûtés de la lutte, effrayés par les menaces de violence, par les attroupements armés, par les attaques, cédaient leur privilège à des hommes plus hardis, ou pleins d'illusions encore, comme Douin, à Cransac, qui vendit sa concession à M. de La Barberie. Celui-ci ne fut pas plus heureux. Après une longue lutte, devant l'hostilité des habitants, il se retira. En 1783, les mines de Cransac étaient abandonnées.

Les injures pleuvaient sur les concessionnaires entrepreneurs, décidés à mettre en valeur la richesse cachée de la France : « Hommes de sang, spéculateurs avides, gens à pri-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Lettre datée de Montcenis, 27 Juin 1770.

(2) *L'art d'exploiter les mines de charbon de terre* par M. MORAND, en deux parties, 1768-1777.

vilèges qui nous avez frustrés ! Les cris de nos enfants manquant du nécessaire invoquent la nature et demandent contre vous justice à la raison. Ce fut, nos seigneurs, en vertu d'un arrêt du Conseil du 4 novembre 1769, surpris à la religion du Roi par un de ces hommes intrigants et ambitieux qui ne composent leur fortune que de la substance des malheureux... » (1).

Les petits exploitants refusaient presque toujours de se soumettre, de fermer leurs exploitations comprises dans les privilèges, souvent même ils mettaient le feu aux bâtiments des concessions, détruisaient les travaux, ameutaient la population et dispersaient les ouvriers. A Rive-de-Gier, un révolté attaqua les travaux de la galerie d'écoulement sans se laisser intimider par la présence de l'inspecteur (2). A Cransac, les travaux furent abandonnés après l'incendie des bâtiments et la dispersion à main armée des employés et des ouvriers par les habitants (3).

III. — Nous aurons à étudier plus loin comment l'arrêt de 1744 fut accueilli ; il ne changea presque rien à l'état existant ni aux difficultés que rencontraient les concessionnaires. Seules les compagnies assez puissantes pour résister à ces assauts et étouffer ce néfaste état d'esprit qui enfiévrerait, d'un bout à l'autre de la France, les bénéficiaires de petites propriétés, parvinrent à créer des industries, dès cette époque très importantes. Nous ne pouvons pas insister ici sur le soulèvement général qui enveloppe de son fracas l'arrêt de 1744 et qui rendit urgent encore l'arrêt similaire de 1783 ; nous aurons l'occasion d'en tracer ailleurs le tableau. Force nous a été pourtant de donner, dès la première partie de cette étude, l'indication de ces rébellions ouvertes contre la loi et de protestations plus légales. Les rapports sur les révoltes et les émeutes innombrables qui

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7700. Adresse et pétition des habitants des lieux de Graissessac, Camplong, Boussagues, les Nières, Lassalles et autres lieux de la baronnie de Boussagues contre l'exploitation exclusive de leurs mines de charbon à l'Assemblée nationale.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Rapport de ce qui s'est fait et passé dans ma dernière visite de ces mines depuis le 22 jusqu'au 28 Nov. 1761 aux mines de charbon de Rive de Gier.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7626. Conclusions, 1766.

éclatèrent dans toutes les régions minières, les recours et procès qui assaillirent les autorités et le gouvernement central, (propriétaires contre concessionnaires, hauts-justiciers contre concessionnaires, concessionnaires entre eux), dut frapper l'esprit du Conseil et contribuer à éclairer sa religion. L'état d'esprit de ceux qui gouvernèrent la France et dirigèrent sa politique économique durant la période qui commence en 1744, se façonna et se nuança en grande partie sans aucun doute sous l'empire de nécessités économiques, mais aussi sous l'influence de cette anarchie sociale où la loi était bafouée et violée, où la brutalité se déchaîna dans toute la force de l'égoïsme, où une partie de la vie industrielle du pays fut paralysée par une pratique courante de l'émeute et un abus extraordinaire des procès.

Nous nous trouvons là en face d'un phénomène social très simple à expliquer. Tout à coup, le déboisement devient un fléau et le charbon apparaît comme un objet de première nécessité et par conséquent, comme une source immense de richesses, à la fois aux petits propriétaires qui possèdent des terres minières et aux capitalistes ou industriels entrepreneurs. Ceux-ci forment alors des sociétés, se réunissent en compagnie, ou, isolés, emploient leurs capitaux à la mise en valeur des trésors que le besoin vient de révéler. Mais tandis que les autres industries sont indépendantes de la terre, s'élèvent et prospèrent en dehors de toute propriété, peuvent en un mot se constituer de toutes pièces en pleine liberté, l'industrie minière est liée indissolublement à la terre, c'est la terre qui constitue la matière où elle travaille, c'est la terre qui est sa condition essentielle, sa raison d'être et cette terre, déjà divisée en France, est entre les mains de paysans, de petits bourgeois qui l'exploitent directement. Il faut donc que les industriels dépossèdent les propriétaires pour établir leur industrie en grand. Tout le conflit est là, tel qu'il dut apparaître à ces hommes bornés, enfoncés dans leurs idées primitives, tranquilles d'avoir pour eux le double droit de la propriété héritée ou acquise et de la propriété du travail. Ils ne pouvaient comprendre que ces arguments simples. Tout le reste leur semblait des subtilités vagues, sans valeur, inventées peut-être pour les besoins de la cause. Il leur paraissait monstrueux — nous le voyons au ton de leurs suppliques et à la violence de leurs

révoltes — qu'on osât contester aux propriétaires de la surface la possession du tréfonds, qu'on osât discuter cette maxime pour eux évidente : un propriétaire a le droit absolu de faire ce qu'il veut de son champ. Que le tréfonds appartînt au roi, ils l'admettaient encore en théorie, puisqu'en théorie tout en France appartenait au Souverain ; mais la longue tolérance de celui-ci les avait habitués et presque autorisés à penser que jamais ce principe ne passerait dans la pratique. Dans leur simplicité paysanne, les concessionnaires qui arrivaient avec des papiers réguliers, mais auxquels ils ne comprenaient rien, n'avaient rien à faire avec le roi. Ils ne pouvaient pas plus admettre que le roi leur eût délégué une partie de sa propriété, qu'ils n'étaient capables d'entrevoir l'intérêt général, les nécessités de l'industrie, la force des choses qui veut l'exploitation des mines en grand, le besoin, pour ces entreprises, de disposer de gros capitaux, l'utilité d'avoir des connaissances spéciales ; bornés à l'horizon de leur village ou de leur bourg, enfouis dans leurs trous dangereux ou leurs galeries primitives, ils ignoraient les arrêts rendus, les Conseils du roi et la politique économique. « Ce champ est à moi, j'y gratte du charbon » tel est leur unique raisonnement. Il n'y avait pas de conciliation possible, le conflit devait se développer avec toute l'ampleur d'intérêts vitaux engagés sans qu'un compromis pût intervenir.

Signalons en passant aux études sociologiques un phénomène que l'on observe dès cette époque et peut-être pour la première fois : quelques-uns parmi les petits propriétaires dépossédés se soumirent, abandonnèrent leurs exploitations, entrèrent, en qualité de salariés, au service des grands concessionnaires et des grandes compagnies. C'est, croyons-nous, un des premiers exemples de l'absorption du petit patron par la grande industrie.

CHAPITRE VI

L'ARRÊT DE 1744

I. — La situation des mines était donc extraordinairement complexe : l'industrie et les exploitations nationales, les exploitations nationales et les douanes, les petits propriétaires et l'intérêt général, les petits exploitants et les grands concessionnaires, tous ces éléments divers se heurtaient, se combattaient, s'immobilisaient l'un l'autre. Il résultait de tous ces intérêts contradictoires un chaos indescriptible, accentué encore par l'urgence de remédier au déboisement, par les tentatives contrariées d'essor industriel, par les besoins politiques et financiers du Gouvernement. La situation confuse et grosse de menaces que nous venons d'exposer créait dans le royaume une angoisse matérielle à laquelle il fallait remédier au plus tôt et un état psychologique qu'il est nécessaire d'expliquer en quelques mots si l'on veut essayer de replacer dans leur atmosphère et dans leur milieu la vie des mines à cette époque, et les arrêts de 1744 et de 1783.

Les difficultés économiques où la France s'était trouvée engagée jusqu'alors n'avaient pas eu le caractère vital que prenait la question des charbons. Le Gouvernement, les particuliers, les industriels, les concessionnaires étaient dans l'extrême besoin de pourvoir à l'existence quotidienne en face du déboisement grandissant et chacun de ces groupements sociaux, ayant des intérêts opposés sur quelques points, présentait au problème une solution différente. Le Gouvernement, entraîné par des considérations politiques et financières, res-

ponsable de l'ordre, prévoyant de graves difficultés extérieures, dominé par des conceptions étatistes qui comportaient une administration très rigoureuse de l'industrie, alarmé par les rapports des intendants et le mouvement général, instruit par l'échec des essais précédents de législation minière, ne pouvait ni se départir du point de vue autoritaire, ni abdiquer ses droits sur les mines, ni continuer à fermer les yeux. Les grands concessionnaires, d'accord avec le Gouvernement pour ce qui concernait le régime minier, lui étaient violemment hostiles quand il accordait des tolérances douanières ou faisait mine de révoquer ses tarifs d'importation, leurs exploitations ayant grand peine à lutter contre les charbons étrangers. Les grands industriels avaient des intérêts totalement opposés à ceux des concessionnaires puisqu'ils avaient besoin des grosses quantités de charbon, de bonne qualité et à bon compte, que leur offrait l'importation. Les petits propriétaires enfin étaient les ennemis de tout le monde, du Gouvernement, des concessionnaires qui les dépossédaient, des particuliers et des industriels dont les besoins justifiaient cette dépossession. Certains phénomènes sociaux venaient enfin compliquer cette confusion : de grandes compagnies, dont les compagnies coloniales avaient longtemps été le seul type, se constituaient, puissantes en moyens, attirées par cette source nouvelle de richesses que présentaient les mines en ce temps de besoin urgent de combustible, et les petits exploitants, pressés par ce même besoin et entrevoyant les mêmes richesses, avaient les mêmes raisons de leur résister. Or ils se sentaient peu à peu absorbés et, obscurément, comprenaient ce qui devait être : d'artisans libres et propriétaires ils *devaient* devenir salariés. Ce phénomène social, si pénible pour ceux qui en sont les victimes, les petits exploitants de 1744 se sentaient inconsciemment pris dans son mécanisme et par instant, sans en découvrir complètement la réalité, tentaient d'en enrayer la marche. Certains pourtant percevaient très nettement ce point douloureux de l'évolution. Dans un curieux mémoire (1), plus clairvoyant et plus expli-

(1) *Mémoire pour les propriétaires de mines de charbon de terre de Rochella-Molière en Forez contre le marquis d'Osmond concessionnaire des mêmes mines.* (Recueil lyonnais 365.908, n° 19.038).

cite que les mémoires semblables parus à cette époque, l'angoisse des propriétaires, absorbés par les grands instruments industriels et réduits au salariat, se manifeste sans ambiguïtés : « Il faudra toujours, dira-t-on, des ouvriers pour exploiter les mines. Mais est-il égal aux propriétaires de devenir un simple ouvrier ? Ses bras qui travaillaient la mine patrimoniale ne seront plus que des bras mercenaires ; c'est pour un maître, un usurpateur, qu'il portera le poids de la douleur et des fatigues, qu'il arrosera de ses sueurs ce sol nourricier qui ne doit plus rien produire pour lui ». Langage singulièrement troublant et prophétique et qui exprime on ne peut mieux l'état d'esprit de la petite industrie campagnarde devant la gueule béante du monstre de la grande industrie qui allait la dévorer.

Enfin le principe de la propriété était en jeu, c'est-à-dire une des bases mêmes de la société. La crise des mines amenait pour la première fois ces idées nouvelles : d'abord que la propriété foncière était relative et ne comportait pas la jouissance de ce qu'elle recouvrait. Le tréfonds devenait une manière de propriété collective de la nation incarnée dans le roi. Bien mieux, on émettait pour la première fois le principe que la propriété particulière perdait nombre de ses droits, et les plus importants, devant l'intérêt général. Ces idées, ces principes étaient tellement nouveaux qu'ils devaient nécessairement demeurer incompris de ceux qu'ils lésaient ; ils étaient d'ailleurs maniés avec une prudence extrême et comme avec crainte même par ceux qui les formulaient.

Cette situation, grosse de menaces, inspirait à la France l'indiscipline et la révolte. Les procès engagés — et ils étaient innombrables — constituaient, quand on y réfléchit, une anomalie sans nom, étant donné qu'ils étaient réellement la mise en discussion de la volonté du roi et de ses conseils. La population du royaume ne se soumettait plus et en appelait au pouvoir lui-même de ses propres décisions. Mieux encore, les actes émanés du roi ou de ses ministres sous forme de concessions étaient à la discrétion de révoltés et de mutins. Il se formait ainsi une mentalité de rébellion qui inquiétait les gouvernants, un apprentissage de révolution.

II. — C'est sous l'influence de ces multiples préoccupations

que le Conseil se vit dans la nécessité immédiate d'agir et d'apporter au mal un remède énergique et nouveau qui écartât les anciens errements d'où venait tout le mal. Le 14 janvier 1744 (1) sur le rapport d'Orry, conseiller d'État ordinaire, contrôleur général des finances (2), le roi rendit l'arrêt le plus important de l'histoire des mines. Il contenait en effet en germe toute la législation future. Cet arrêt est le centre de la période critique de l'existence des mines de France. Nous disons « le centre » car il ne fut appliqué que très imparfaitement, comme nous l'avons dit, et dut être rendu à nouveau en 1783.

Le préambule résumait admirablement la situation sous l'habileté des mots. Il rappelait d'abord les différents édits rendus par la royauté en matière minière. Insistant sur les plus importants, les édits de 1601 et de 1698, il déclarait que le premier avait été promulgué déjà avec le souci d'enrayer le déboisement et que l'exemption du droit royal qui pesait sur les mines de charbon avait eu pour but de « faciliter l'extraction et d'encourager lesdits propriétaires à l'entreprendre, à l'effet de procurer dans le royaume l'abondance des charbons de terre qui étaient propres à différents usages auxquels le bois s'emploie, en diminueraient d'autant la consommation ». Le préambule ajoutait que l'édit de 1698 « aurait permis à tous propriétaires de terrains où il se trouverait des mines de charbon de terre ouvertes et non ouvertes, en quelques endroits et lieux du royaume qu'elles fussent situées, de les ouvrir et exploiter à leur profit sans qu'ils fussent obligés d'en demander la permission, sous quelque prétexte que ce pût être, pas même sous prétexte des privilèges qui pouvaient avoir été accordés pour l'exploitation desdites mines... et Sa Majesté étant informée que ces dispositions sont presque demeurées sans effet, soit par la négligence des propriétaires à faire la recherche et exploitation desdites mines, soit par le peu de facultés et connaissances de la part de ceux qui ont tenté de faire sur cela quelque entreprise ; que d'ailleurs la liberté indéfinie laissée aux propriétaires par ledit arrêt du 13 mai 1698

(1) Voir le texte complet de l'arrêt à la fin du volume.

(2) L'arrêt était contresigné par Phelippeaux.

a fait naître en plusieurs occasions une concurrence entre eux, également nuisible à leurs entreprises respectives... »

En ces quelques phrases fort habiles qui énonçaient les faits sans insister, qui ne discutaient même pas le principe de la propriété royale du tréfonds et la faculté d'en disposer, le considérant comme chose acquise, tout était dit cependant : que la remise de l'impôt du dixième n'était qu'une faveur qui allait cesser, que le régime de la petite exploitation des propriétaires avait fait faillite, que les droits des hauts-justiciers n'étaient plus intangibles en matière de mines puisqu'ils avaient été suspendus déjà au profit des petits exploitants par la volonté royale. C'est le sens qu'il faut donner à cette phrase : « ...pas même sous prétexte des privilèges qui pouvaient avoir été accordés pour l'exploitation desdites mines... » La crise du déboisement était affirmée catégoriquement et la nécessité urgente du charbon. Le Conseil allait même plus loin ; en indiquant que la négligence des propriétaires, leur manque de ressources et de connaissances étaient la cause directe de l'état déplorable des mines, il exprimait implicitement qu'abandonnant les anciennes erreurs, il était décidé à n'accorder des concessions qu'à des capitalistes sérieux ou à des grandes compagnies et qu'il exigerait des garanties aussi bien financières que professionnelles. Il avait d'ailleurs devant les yeux pour inspirer sa conduite le brillant exemple de la compagnie d'Anzin. Ces phrases du préambule étaient un encouragement direct à la constitution de sociétés puissantes, aux capitalistes désireux de s'intéresser à l'industrie, c'était une invite à aller à l'étranger puiser les connaissances nécessaires et chercher les ouvriers expérimentés, c'était aussi l'affirmation de la nécessité d'une école des mines et de toute une administration spéciale. Toutes ces dispositions étaient autant de coups mortels portés à la petite exploitation (1).

(1) L'arrêt de 1744 fut précédé d'un arrêt du Conseil d'État du Roi du 15 janvier 1741 qui ordonne que tous ceux qui exploitent actuellement ou prétendent avoir droit d'exploiter des mines et minières remettront aux mains des sieurs intendants, copie des titres qui leur ont été accordés. La copie de cet arrêt que nous avons trouvée, appartient à la série C 2700 des archives départementales de l'Hérault. Nous croyons que cet arrêt resta à peu près lettre-morte. Les intéressés en voyaient trop le but pour y obéir.

Nous possédons un commentaire de l'arrêt plus important encore que le préambule. C'est une lettre privée d'Orry lui-même (1). Le rapporteur de la loi ne semble pas se faire grande illusion sur l'efficacité de son œuvre, le ton en est assez désabusé et assez sceptique. Peut-être encore, le Conseil après avoir rendu son arrêt, fut-il effrayé des conséquences sociales de l'article premier.

Orry constate d'abord que l'enquête menée pour la préparation du texte législatif n'a donné que peu de résultats. « Vous verrez au surplus que ce règlement que j'ai fait rédiger *sur ce que j'ai pu rassembler* des éclaircissements et des observations faites par quelques-uns de MM. les Intendants, dans les départements desquels ces mines sont le plus en valeur et à qui j'en avais communiqué le projet... »

Le contrôleur général des finances insiste ensuite et d'une manière qui semble calculée sur le caractère de ce « règlement ». Il n'est « à proprement parler qu'un *essai* pour parvenir à acquérir plus de connaissance sur une matière qui est importante... » Son but essentiel est d'aider à établir des règles d'exploitation, à combattre la liberté indéfinie qui a permis des entreprises dangereuses, sans précautions, funestes à l'avenir de la richesse minérale de la France. De l'article premier, de la main-mise par l'État sur la propriété du tréfonds, de la situation des petits propriétaires, pas un mot. Le terme « d'arrêt » est même soigneusement évité, le mot « règlement » est partout répété comme si l'on cherchait à enlever toute importance à cette loi si grave et à ne lui donner qu'une valeur technique d'exploitation.

Cette lettre est étrange et explique la mollesse avec laquelle le pouvoir central soutint les concessionnaires. Il avait vu ce qu'il importait de faire pour la prospérité industrielle de la France, il l'avait fait, mais il n'osait pas l'appliquer. Au contraire, le ministre rapporteur de la loi au Conseil, sem-

(1) Arch. de l'Hérault, C 2717. — Cette lettre est datée du 13 février 1744 ; elle est adressée à Ch. Massol qui en a accusé réception le 21 du même mois. Nous n'avons pas pu parvenir à identifier ce Ch. Massol. Le ton de la lettre qui essaye de mettre le correspondant dans l'esprit de l'arrêt, la mention en marge : Envoyé deux exemplaires aux subdélégués le 1^{er} mars suivant, font penser qu'il s'agit d'un haut fonctionnaire de l'intendance.

blait retenir par ses commentaires les agents chargés de veiller à l'exécution de ses décisions. La politique économique du Gouvernement n'échappait pas aux hésitations et à la faiblesse de la politique générale, décousue et sans énergie.

L'arrêt est divisé en deux parties bien distinctes. La première, politique, économique, sociale, comprend les articles I, II, X et XI. Les articles III, IV, V, VI, VII, VIII et IX constituent plutôt un règlement d'exploitation.

III. — L'article I est d'une importance capitale. Il est énoncé ainsi : « A l'avenir et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, personne ne pourra ouvrir et mettre en exploitation des mines de houille ou charbon de terre sans en avoir préalablement obtenu une permission du sieur contrôleur général des finances, soit que ceux qui voudraient faire ouvrir et exploiter lesdites mines, soient seigneurs hauts-justiciers ou qu'ils aient la propriété des terrains où elles se trouveront ; dérogeant Sa Majesté pour cet effet à l'arrêt du Conseil du 13 mai 1698 et à tous autres règlements à ce contraires et confirment néanmoins en tant que besoin, l'exemption du droit royal du dixième porté par l'article 2 du mois de Juin 1601 à l'égard desdites mines de houille ou de charbon de terre. »

Par cet article la royauté déclare nettement qu'elle reprend en main la propriété des mines si longtemps rangée dans la catégorie des droits théoriques et qu'elle seule entend donner les autorisations de travailler dans ce qui lui appartient ; pour qu'il n'y ait pas de malentendu, elle stipule que ce retour à la couronne de la propriété tréfoncière concerne aussi bien les fiefs de haute-justice que la petite propriété. En vérité, jamais le roi n'avait perdu l'occasion d'affirmer le principe de la possession, mais en pratique il ne l'avait jamais réclamée. Les petits propriétaires exploitaient paisiblement leurs mines ; les grands maîtres des mines et minières, les bénéficiaires de la concession générale personnelle ne les avaient jamais beaucoup gênés ; ils n'apparaissaient pour eux que comme de lointains personnages résidant à Paris, dont quelques-uns percevaient de vagues impôts et c'était tout. Mais jamais il n'avait été question de leur contester, à eux, propriétaires, le droit de

fouiller ce qui leur appartenait, de diviser en deux leurs propriétés pour leur en « voler » une partie. Avec l'article I de l'arrêt de 1744, il en allait tout autrement. Il était très net, très catégorique. Leur terre n'était plus à eux puisque pour l'ouvrir, il fallait demander une permission.

Quant aux hauts-justiciers, ils étaient également visés (1), nommément désignés dans l'article. Leurs anciens droits étaient purement et simplement abrogés; la royauté, après leur avoir enlevé un à un leurs droits politiques et sociaux, supprimait maintenant leurs droits de propriétaires terriens, et leur émoi, quand ils connurent l'arrêt, dut être considérable. C'était le couronnement de la politique royale depuis plusieurs siècles, la conquête économique après la conquête politique. Dans leur camp d'ailleurs, la révolte fut générale. Partout ils protestèrent contre cet article I, alléguant la coutume des provinces dans le Nord comme en Dauphiné, dans la Loire comme à Alais.

Propriétaires et seigneurs étaient donc également dépouillés au profit du roi d'un droit qui n'était qu'une longue tolérance et, unis par la même infortune, ils se liguèrent souvent pour lutter. Dans le diocèse d'Alais, par exemple, le marquis de Castries marcha, la main dans la main, avec les paysans et les petits bourgeois possesseurs de mines, contre Tubeuf.

En même temps qu'il se manifestait aussi énergiquement possesseur de tout le sous-sol de son royaume, le roi affirmait son droit de l'imposer en le concédant. C'était une manière d'insister sur son droit de propriétaire. Dans l'édit précédent, d'un trait de plume le roi avait fait remise du dixième pour encourager la mise en valeur de la richesse souterraine. Comme le dixième n'avait presque jamais été perçu, la faveur ne fût point remarquée. Dans l'article I de l'arrêt de 1744, le roi maintient cette exemption — et ce privilège venant après la prise de possession lui donne plus de force — mais il ajoute une restriction : *en tant que besoin*, ce qui veut dire très clairement que l'exemption d'impôt ne sera accordée qu'à titre

(1) Les lettres patentes de Charles VI du 30 mai 1413 avaient déjà réclamé les droits du roi sur les mines contre le droit des seigneurs. Voir A. JAYEZ, *La législation des mines en France*.

d'encouragement. Dans la pratique, le contrôleur général et après lui l'intendant des mines seront assez avares de cette bienveillance. Dans une enquête (1), intitulée : « Notice des mines de charbon de tout le royaume », soixante-huit concessions sont mentionnées. Vingt-quatre payent des redevances qui sont de quatre cents à huit cents livres. Mais les détails sont très incomplets, ce document semble plutôt constitué par des notes ; quelques concessions ne sont indiquées que par le nom de la terre et le nom du concessionnaire et il est probable que d'autres exploitations que celles indiquées payaient l'impôt (2).

Donc le roi par cet article I reprenait son droit sur les mines avec toutes ses conséquences. Il se réservait d'accorder des concessions à des entrepreneurs étrangers qui n'étaient ni seigneurs hauts-justiciers, ni propriétaires ; de limiter l'étendue du terrain de chaque exploitation, d'empêcher les empiètements, d'interdire les exploitations trop rapprochées, de couper court à tout procès puisqu'un procès ne serait jamais qu'une contestation sur sa propriété personnelle. Le roi enfin avait dès lors la possibilité de n'accorder des concessions qu'à ceux qui présenteraient des garanties suffisantes de capitaux et de connaissances pour exploiter en grand.

L'article II était une confirmation et une aggravation de l'article I. Il affirmait la volonté du Conseil que le premier paragraphe ne demeurât pas lettre morte, et sa décision d'exercer même rétroactivement une action administrative. Il indiquait enfin les sanctions. Tous ceux qui exploitaient ou faisaient valoir des mines de houille étaient tenus d'en faire la déclaration dans les six mois aux intendants et commissaires départis dans les provinces et généralités. Leur déclaration devait mentionner la position de la mine, le nombre de fosses en extraction, le nombre d'ouvriers employés, les quantités de charbon extraites chaque mois, les lieux de principale con-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 2603. L'enquête ne porte pas de date, mais est certainement postérieure à 1780.

(2) Ou du moins furent taxées, car nous verrons qu'en fait des concessions restèrent souvent dix ans sans s'acquitter de ce qu'elles devaient.

sommaton, les prix de ces charbons (1). Ceux qui n'auraient pas satisfait dans le délai légal aux dispositions de cet article, se verraient confisquer les matières extraites, les machines et les ustensiles et révoquer leur privilège ou concession. De même l'article X enlevait aux exploitants la faculté de cesser à leur gré l'entreprise en cours ; ils devaient faire la déclaration de cessation d'exploitation aux subdélégués des intendants et prendre des mesures exactement stipulées pour s'assurer qu'aucun filon n'existait sous la mine abandonnée. Les propriétaires n'étaient donc plus maîtres chez eux ; ils n'avaient plus la liberté ni d'exploiter ni de cesser d'exploiter sans l'autorisation de l'administration. Leurs affaires industrielles n'étaient plus leurs affaires personnelles ; les intendants pouvaient examiner leurs livres, connaître leurs bénéfices, s'occuper de leurs ouvriers, de leur exploitation, comme représentant du vrai propriétaire de la mine, le roi. De plus, cette enquête, ces listes dressées, annonçaient évidemment une revision sérieuse des entreprises minières et probablement bien des bouleversements. L'ordre, que le Gouvernement manifestait l'intention d'introduire dans l'industrie, n'était de bon augure ni pour les hauts-justiciers ni pour les propriétaires et en tout cas indiquait la volonté d'un maître. Désormais le roi entend traiter les concessions comme partie intégrante de son domaine qu'il a déléguée mais sur laquelle il conserve un droit d'administration, de contrôle, de finances, et nous verrons par la suite son Gouvernement intervenir sans la moindre réserve dans les plus petits détails de l'existence des concessions, même dans leur organisation financière.

L'article XI règle les rapports des propriétaires et des concessionnaires. Il reconnaît aux premiers la propriété de la surface, il leur accorde une indemnité. Là encore intervient l'au-

(1) Voir le texte complet à l'appendice. La déclaration d'exploitation de mine avait déjà été exigée dans l'ordonnance de Louis XI, dite ordonnance de Montil-les-Tours, de septembre 1471. Voir JAYEZ, *ouv. cit.* Voir aussi : *Etude historique et critique sur la législation des mines* par Paul GAILLARD. L'auteur fait très justement remarquer d'après M. MIGUERON (*Annales des mines*, 3^e série II) « que si l'on compare les dispositions de la loi de 1810 concernant la recherche et la découverte des mines avec l'édit de Louis XI modifié par le parlement, on sera frappé de la conformité des vues, d'après lesquelles certaines questions ont été décidées à deux époques séparées l'une de l'autre par un intervalle de trois siècles et demi. »

torité du roi en la personne de ses intendants. Ce sont ceux-ci qui doivent nommer les experts si les parties ne s'entendent pas sur l'indemnité ou ne se mettent pas d'accord sur la nomination des arbitres. Sans doute la loi eût pu être plus complète et fixer les indemnités ; le Conseil ne voulut pas aller jusque-là, craignant peut-être de décourager les concessionnaires s'il établissait ces indemnités à un taux trop élevé ou de soulever les propriétaires s'il adoptait un chiffre trop bas. Peut-être aussi faut-il voir dans le vague et l'imprécision de cet article l'intention de laisser les représentants officiels du roi exercer un contrôle sur ces discussions d'indemnités. C'était d'ailleurs à eux, à l'exclusion de toute autre juridiction, que l'arrêt départissait la connaissance, sauf appel au Conseil, de toutes les contestations à naître entre les concessionnaires et leurs employés, commis ou ouvriers, tant pour raison de leurs exploitations que pour l'exécution du présent arrêt. C'était placer les mines en dehors des justices ordinaires et bien indiquer leur nature spéciale de propriétés royales, que de remettre les procès ou discussions élevés à leur propos entre les mains des représentants directs du roi. L'arrêt faisait « défense aux parties de se pourvoir ailleurs et à tous juges d'en connaître à peine de nullité et de cassation de procédures ». Les mines étaient décidément mises hors du régime normal des contestations civiles et adjugées à un tribunal d'exception.

Les articles III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, constituaient plutôt un règlement d'exploitation que des articles de loi. Ils rentraient bien dans l'ensemble de la politique économique du Gouvernement décidé à réglementer l'industrie jusque dans ses moindres détails. C'était l'équivalent des règlements draconiens qui régissaient par exemple les tissages, imposant un nombre légal de fils pour chaque étoffe. Mais en même temps qu'il était la manifestation d'une politique économique, ce règlement constituait un minimum de connaissances indispensables à faire connaître aux entrepreneurs d'une industrie encore en enfance. Le Gouvernement s'était entouré de spécialistes et d'hommes compétents pour élaborer ce règlement inspiré par l'expérience déjà acquise et par les exploitations étrangères. Il avait deux buts bien précis : introduire d'abord l'économie et l'ordre dans l'exploitation de la richesse minérale du pays. Jusque-là, cette richesse avait été fort compromise parce

que gaspillée. On attaquait les mines par des puits ou des galeries bientôt abandonnés et les travaux s'écroulaient ou s'emplissaient d'eau fermant à jamais l'accès du filon perdu. L'article VI du règlement de 1744 complétait les dispositions de l'article X pour éviter qu'une mine ne soit abandonnée avant son complet épuisement : « soit que les mines soient exploitées par des puits ou par des entrées de plain-pied, il ne sera pas permis d'y former des galeries pour en extraire la houille ou charbon de terre qu'après que la veine, soit qu'elle soit droite, plate ou oblique, aura été percée ou suivie jusqu'au fond du sol et qu'il aura été creusé au-dessous un puisard de vingt-quatre pieds de profondeur pour rechercher s'il n'y aurait point d'autre veine au-dessous, laquelle en ce cas sera encore percée ou suivie comme la supérieure et ne pourra être mise en extraction que la dernière veine au-dessous de laquelle le puisard de vingt-quatre pieds ayant été fait, il n'en sera pas trouvé d'autre. » Ainsi la méthode était introduite dans l'exploitation et le gaspillage de minerai devenait impossible, d'autant que ces dispositions étaient appuyées par l'obligation de demander une autorisation avant de cesser une exploitation.

Le deuxième but du règlement était également très précis, et dépassait de beaucoup la vie des mines, par l'évolution qu'il indiquait dans les esprits. A ce titre il intéresse l'histoire sociale et ceux qui étudient l'influence des doctrines philosophiques sur les faits et les hommes du XVIII^e siècle. Sauf l'article VI, tout le règlement était conçu en vue d'assurer la sécurité des ouvriers qui travaillaient aux mines. Il me semble que ceci est tout à fait nouveau dans les préoccupations gouvernementales. Je ne crois pas que jusqu'à cet arrêt de 1744, on trouve dans beaucoup de documents officiels ce souci humanitaire à l'égard des ouvriers : nous ne parlons pas ici des ouvriers de corporations, mais des ouvriers de la grande industrie, foule misérable, livrée à la merci des patrons et dont le pouvoir ne s'occupait que pour rendre leur esclavage plus dur et plus effectif (organisation des livrets ouvriers par exemple). La consommation d'hommes faite en détail par les mines avait été considérable sous le régime des petites exploitations. Le Gouvernement s'était décidé à prendre en main la vie des travailleurs et à les défendre contre l'impéritie ou l'avidité des

exploitants, en concédant à ceux-ci des concessions. Tout fut minutieusement réglé, le diamètre des puits — d'après leur forme — la largeur des galeries, leur étayage, leur revêtement, l'espace qui devait les séparer. Les bois destinés à habiller les puits, à revêtir ou à soutenir les galeries seront de chêne ou de madriers ou de planches ayant au moins deux pouces d'épaisseur. Ces précautions n'ont rien à voir avec l'exploitation elle-même ; cette disposition n'est prise dans les travaux que pour « que l'exploitation puisse se faire sans aucun danger pour les ouvriers qui seront obligés de les fréquenter... pour la sûreté des ouvriers et autres qui les fréquenteront ».

Cette préoccupation sociale, cette protection des ouvriers si nettement affirmée dans l'arrêt de 1744 est chose nouvelle ; elle n'est pas énoncée à la légère, en passant, elle se manifeste dans deux articles du texte.

Nous ne voulons pas chercher ici sous quelles influences morales le Conseil fut amené à prendre ces mesures de conservation en faveur des ouvriers mineurs. Au point de vue strict qui nous occupe, cette réglementation était fort habile. Elle permettait au mineur de garder le contact avec les concessions par l'intermédiaire des inspecteurs chargés de vérifier son application ; elle rappelait aux concessionnaires, trop prompts à se griser de l'orgueil de leur victoire, qu'ils n'étaient que délégués à une exploitation temporaire, elle les empêchait d'oublier qu'ils n'étaient pas libres d'agir à leur gré, qu'ils devaient se soumettre aux règlements et aux prescriptions de l'administration, qu'ils n'avaient pas le droit d'exposer la vie de leurs ouvriers pour augmenter leurs bénéfices. Quelqu'un les surveillait.

De plus, par ce règlement, le Conseil affirmait aux petits propriétaires dépossédés du droit d'exploiter, qu'il n'avait pas cherché de vains prétextes en orientant les mines dans une voie nouvelle et que ce qu'il leur reprochait, il ne le tolérerait pas chez d'autres.

Cet arrêt rendu dans des conditions si diverses et si spéciales était donc complet en ce sens que soit dans son préambule, soit dans son texte même, il résumait nettement les causes qui l'avaient déterminé, le principe nouveau qu'il entendait imposer à cette jeune industrie et la volonté de la surveiller et de la diriger. Cependant il laissait de côté nombre de ques-

tions d'importance : la limitation de l'étendue des concessions, leur durée, les bases de l'indemnité due aux propriétaires, le rôle du Gouvernement comme inspecteur ; il ne faisait qu'une rapide mention de l'impôt dont elles seraient frappées. Le règlement lui-même était incomplet et le cahier des charges bien mince. Il ne songeait pas à imposer aux concessionnaires l'introduction dans l'exploitation du machinisme utilisé déjà dans les pays voisins, ni même un minimum de connaissances.

D'ailleurs c'était volontairement, pensons-nous, que le Gouvernement n'avait pas mieux précisé. Tout était à créer dans ce domaine et la besogne n'était pas facile. Si les exploitants étaient des novices dans cette industrie, le Gouvernement était un novice dans cette législation et plutôt que de trop préciser, mieux valait se réserver l'avenir et parfaire l'instrument par des arrêts postérieurs. En face du besoin urgent, il s'agissait avant tout d'établir un régime propre à mettre en valeur le mieux possible la plus grande partie possible des richesses souterraines du royaume, sans introduire des complications dans un texte d'arrêt que le Conseil prévoyait difficile à appliquer, même dans sa simplicité.

Il convient de parler immédiatement de l'arrêt du 19 mars 1783 puisqu'il fut la réédition un peu retouchée et complétée de l'arrêt que nous venons d'analyser. Le Conseil d'alors ne dissimula nullement qu'il ne faisait pas œuvre nouvelle ; le préambule débute ainsi : « Le Roi s'étant fait représenter l'arrêt de son Conseil du 14 janvier 1744 portant règlement pour l'exploitation des mines de houille ou charbon de terre, Sa Majesté aurait reconnu qu'il était nécessaire d'en renouveler les principales dispositions et d'y joindre une instruction sur la manière la plus avantageuse et la plus sûre de procéder à l'exploitation (1) ».

L'arrêt est divisé en six articles. Une seule idée nouvelle y fut introduite. Elle témoigne que les concessionnaires qui avaient profité de l'arrêt de 1744 s'étaient jetés à l'aventure, sans méthode, dans l'exploitation, y avaient éprouvé des mécomptes, prenant des lignites, des terres d'anthracite pour du

(1) Anciennes lois françaises. Tome XXVII, p. 264, n° 1767.

charbon, avaient attaqué des veines de mauvaise qualité ou simplement s'étaient engagés dans des mines impossibles à exploiter soit à cause de difficultés techniques, soit à cause du manque de communication. Cette idée nouvelle est formulée dans l'article II : « Lesdites permissions ne seront accordées qu'en connaissance de causes et après avoir pris toutes les précautions convenables pour s'assurer de la nature et qualité des charbons et de la facilité ou difficulté de l'exploitation ».

On peut dire en somme qu'aucune autre nouveauté importante n'était introduite dans la réédition de l'arrêt ; nous ne pouvons pas compter comme innovation le rôle de tiers-arbitre départi aux inspecteurs et sous-inspecteurs généraux des mines en cas de non accord sur la question indemnité.

L'article V porte que « l'intention du Roi étant que ceux qui exploitent des mines de charbon soient instruits de toutes les précautions qu'ils doivent prendre pour prévenir les accidents qui mettent souvent en danger la vie des ouvriers... » et annonce qu'un règlement d'exploitation est annexé à l'arrêt.

IV. — Le début du règlement insiste encore sur la nécessité d'assurer la sécurité des ouvriers. Le corps du règlement est identique à celui que nous avons analysé dans l'arrêt de 1744 ; il n'y a aucune modification dans le fonds, les mêmes précautions sont prescrites à peu près dans les mêmes termes, on impose les mêmes règles pour empêcher que les veines ne soient abandonnées avant d'être épuisées. Seul l'article VII introduit l'obligation aux entrepreneurs d'établir à leurs frais des galeries d'écoulement pour les eaux quand les inspecteurs ou sous-inspecteurs généraux en auront reconnu la nécessité.

On voit par cette analyse que l'arrêt du Conseil de 1744 et sa réplique de 1783 présentent un intérêt exceptionnel et inaugurent une ère nouvelle en matière minière. Ils établissent les principes de la souveraineté de la collectivité — représentée par le roi — sur le tréfonds, de l'indemnité aux propriétaires, ils apportent une réglementation pour assurer la sécurité des ouvriers ; la Révolution et la législation moderne des mines recueilleront ces principes posés par la monarchie. Le Conseil de 1744 avait donc fait œuvre neuve et trouvé la voie que les législateurs devaient suivre longtemps encore en ajoutant

des nuances, en apportant des modifications à l'instrument législatif élaboré sous l'influence de Trudaine. Certes la loi de 1791 ménage davantage les propriétaires, celle de 1810 accorde plus aux concessionnaires. Certes bien des lacunes ont été comblées par la suite, mais les principes demeureront ; l'arrêt de 1744 reste l'origine de toute la législation jusqu'à nos jours.

Son application suscita bien des difficultés, rencontra bien des obstacles et ne fut d'ailleurs qu'incomplète. Il marque le commencement d'une époque trouble, confuse, lui qui était destiné à apporter de l'ordre et de la clarté ; mais on peut bien dire que cette confusion fut le signe certain des innovations qu'il s'agissait de mettre en œuvre. En une matière aussi délicate que celle de la propriété, un régime nouveau et qui restreignait cette propriété devait inévitablement susciter une période intermédiaire, de longues années de transition. Nous allons les étudier plus loin.

En tout cas, si l'on se reporte à l'étude que nous venons de tenter de cette période qui va du début du XVIII^e siècle jusqu'en 1783 et dont l'arrêt de 1744 est le centre, on se rendra compte que jamais instrument législatif, dans le domaine économique, n'a rencontré de difficultés aussi complexes à résoudre. Sous peine des plus graves conséquences pour la France, l'arrêt, tel qu'il est intervenu, ne pouvait pas ne pas être rendu ; sous sa forme incomplète, il a atteint le but qu'il poursuivait : donner à la France les moyens de mettre en valeur sa richesse minière, créer des instruments industriels puissants et méthodiques, adaptés aux nécessités de la situation. En ceci l'arrêt réussit parfaitement, ou plutôt réussit parfaitement à montrer aux législateurs la voie qu'il fallait suivre.

Quand nous examinons le rapport qui lie les circonstances à la loi, quand nous voyons la nécessité des choses engendrer l'arrêt, quand nous découvrons de quelle façon s'imposa à l'esprit du Conseil l'urgence d'exprimer en un texte précis les conditions d'existence et de développement nécessaires aux mines de France, nous sommes forcés de conclure une fois de plus à la réalité du déterminisme dans l'histoire économique et sociale, déterminisme que nous allons voir dominer la marche de l'industrie minière et qui va la conduire, dans l'avenir, vers des destinées nécessaires. On peut dire, en tout cas,

qu'en 1744, l'exploitation des richesses accumulées dans le sous-sol du royaume et les besoins urgents du pays étaient arrivés à ce point d'évolution où il fallait que leur fonction créât, pour le présent et pour l'avenir, un organe. Cet organe, ce fut l'arrêt de 1744.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'APPLICATION DE L'ARRÊT

Sous l'ancien régime, la loi n'est pas souveraine et absolue dans le sens où elle l'est aujourd'hui. Elle comprend d'abord nombre de dérogations soit en faveur de particuliers que leurs titres et leur naissance mettent au-dessus d'elle, soit en faveur de provinces qui ont leurs coutumes particulières. Elle n'a pas encore ce caractère solennel qui la rend indiscutable.

Si elle ne comportait pas d'exceptions, les conditions matérielles entraveraient encore son action. Les routes sont longues et mauvaises, il faut beaucoup de temps pour que les intendances et les subdélégations soient en possession des textes (1). Quand les représentants du pouvoir ont reçu les arrêts et les édits, ils ont à les répandre dans l'étendue de leurs juridictions, dans des pays parfois inaccessibles — surtout en ce qui concerne les mines qui sont souvent situées dans des régions montagneuses — dans des contrées éloignées, difficiles à atteindre et souvent on néglige ces textes officiels. La loi est

(1) M. Aulard, au commencement de son cours, malheureusement non publié, sur l'œuvre de la Convention, a parlé des difficultés qu'avait le Gouvernement sous l'ancien régime et sous la Révolution à faire connaître sa volonté à toute la France.

portée à la connaissance des sujets par voies d'affiches, mais peu de gens savent lire, et d'ailleurs ces documents ne parviennent pas toujours à leur destination. Nous avons trouvé des lettres d'intendants, de subdélégués réclamant les affiches promises, des instructions, l'arrêt lui-même. Même dans le cas de réception, ces affiches devaient être souvent oubliées dans quelques coins des bureaux de l'Intendance, puisque le Gouvernement fut obligé de prendre des mesures spéciales et exigea des certificats d'affichage et de publication (1).

Il paraissait aussi des recueils de textes d'arrêts et d'édits, mais si incomplets qu'en 1780, au cours du procès entre Tu-beuf et les États du Languedoc, de Montferrier, un des secrétaires des États écrit : « Nous étudierons plus particulièrement l'arrêt du Conseil du 14 janvier 1744 que je n'ai pas trouvé dans le recueil (2) ». Parfois encore les arrêts royaux sont lus dans les villages par les tambours communaux ou les trompettes, mais ils sont fort probablement déformés dans la lecture. Et d'ailleurs comment retenir ainsi, au vol pour ainsi dire, des textes compliqués ? (3).

La loi ne se répand donc que d'une manière pénible et très

(1) La série C. 2702 des arch. dép. de l'Hérault contient quelques-uns de ces certificats. En voici deux à titre de spécimens :

« Nous, Maire et Consuls de la Ville de Saint-Chinian, certifions avoir fait publier et afficher l'arrêt du Conseil du 14^e janvier dernier portant règlement pour l'exploitation des mines de houille ou charbon.

A Saint-Chinian, le 14^e mars 1744. »

« A Tournon, le 8^e avril 1744.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous envoyer les certificats de publication de l'arrêt du Conseil que vous m'avez fait celui de m'adresser, en forme de Règlement, concernant la recherche et exploitation des mines de charbon de terre. Cet arrêt, Monseigneur, n'a pas lieu dans ce département où l'on n'a jamais exploité ni découvert de mines de charbon de terre et où l'on est obligé de faire venir de Coindrier et de Saint-Étienne-en-Foréz tout celui qu'on emploie dans ce pays.

J'ai l'honneur d'être avec un très profond respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Robert Dumolard ».

GENSANNE (*ouv. cit.*) : Ils [les propriétaires du Languedoc] ont ignoré l'arrêt du Conseil de 1744 qui jusqu'ici n'a eu aucune publicité... »

(2) Arch. du Gard, C. 194.

(3) Arch. de l'Hérault, C. 2715. Procès-verbal de Thomas Maurel, huissier à Alais, 14 août 1777.

incomplète. L'arrêt de 1744 n'échappa pas à cette règle. En 1782, au plus fort des contestations Tubeuf, dans un mémoire au roi contenant des « réponses et avis de M. l'Intendant », on trouve cette phrase extraordinaire : « Tout dépend, *dit-on*, d'un arrêt du Conseil du 14 janvier 1744 »; l'auteur du mémoire ajoutait que l'arrêt était complètement ignoré en Languedoc et s'étonnait fort de voir Tubeuf s'appuyer sur ce texte pour défendre ses concessions (1). Étant données les régions qu'il intéressait et qui étaient à l'ordinaire éloignées et d'un difficile accès, l'arrêt de 1744 a rencontré le maximum des difficultés de ce genre. Nous les constatons continuellement dans la correspondance — tant officielle que privée — par des allusions, des sous-entendus, de menues indications ou au contraire des récriminations plus nettes.

Demeurer inconnu de nombre de ceux qu'il intéressait, ne fut pas le seul obstacle qui s'opposa à la diffusion de cet arrêt. Il se heurta encore à la mauvaise foi, à l'aveuglement voulu de ceux qui avaient intérêt à l'ignorer. Sous l'ancienne monarchie, il n'y avait point d'organisme d'État chargé d'interpréter les lois par des règlements, de les commenter, de préciser leur mode d'application. Les particuliers ne se faisaient pas faute de faire eux-mêmes l'exégèse de la loi... au mieux de leurs intérêts. Rien de surprenant puisqu'on leur en laissait la faculté. Peu à peu, à force de commenter le texte à leur façon, de lui faire dire ce qu'il ne disait pas, de le torturer pour qu'il s'adaptât à leurs désirs et à leur cause, ils finissaient par le voir sous un aspect tout à fait faux et lui prêter un sens de fantaisie. Il est moins compréhensible que des officiels, des représentants du Gouvernement ou même des corps constitués se soient laissés entraîner par les mêmes erreurs, qu'ils aient fini par dénaturer des textes qu'ils étaient chargés d'appliquer ou qu'ils les aient accueillis avec un dédain, un mépris à peine masqués.

C'est cependant ce qui se produisit pour l'arrêt de 1744. On vit un subdélégué à Alais, Bertrand de la Bruguière, propriétaire d'une exploitation, invité par son chef à se soumettre aux

(1) Arch. nat., H¹ 925-927.

nouveaux règlements, reculer de semaine en semaine cette formalité (1). Il était chargé d'appliquer la loi aux autres! Il déclarait irrecevables des demandes de concessions, il demandait que les exploitants se missent en règle, lui qui, en tout et pour tout, avait accédé à l'obligation de la déclaration.

Cela ne manque pas d'inconscience ou d'ironie.

On vit même les États du Languedoc interpréter avec une singulière désinvolture les précautions que le Gouvernement prescrivait pour assurer la sécurité des mines. De Gensanne (2) nous a transmis son « règlement instructif pour l'exploitation des mines de charbon des Cévennes et autres endroits du Languedoc dressé par ordre des seigneurs des États de ladite province » où on lit, à l'article VIII, des commentaires qui ne laissent à la volonté royale qu'une valeur relative : « L'arrêt du Conseil défend d'employer à cet usage (pour étançonner et soutenir les galeries) d'autres bois que celui de chêne. Il est certain que lorsqu'on peut s'en procurer, ce bois est préférable à tout autre tant à cause de sa solidité que de sa longue durée dans les endroits humides : mais il est des provinces dans le royaume où cela n'est pas praticable parce que ce bois manque absolument... *En pareil cas il faut se servir de toute espèce de bois qu'on aurait à sa portée*, sauf à placer les carrés plus près les uns des autres et les faire un peu plus forts et à les renouveler toutes les fois qu'on s'aperçoit qu'ils sont altérés ». On ne pouvait pas mieux conseiller officiellement de ne pas se soucier outre mesure de l'arrêt du Conseil.

Saint-Priest, intendant du Languedoc, homme de valeur pourtant, ignore tout de la politique minière du Gouvernement, de l'état des mines, de la consommation et de l'extraction des charbons français. Il indique à Paris, comme remède, l'élévation de la taxe douanière sur les charbons anglais, alors que le Gouvernement, sous la pression de la nécessité, fait de nombreuses exceptions de douane en faveur des industriels et se dispose même à diminuer considérablement les droits d'entrée sur les charbons étrangers. Trudaine lui-même — car l'exemple du mépris de la loi part de haut lieu — semble, en

(1) BARDON, *ouv. cit.*

(2) GENSANNE, *ouv. cit.*

1757, prendre très philosophiquement son parti du demi-échec de l'arrêt de 1744: « On a trouvé jusqu'à présent si peu d'avantage à faire ces sortes de concessions, écrit-il à son intendant, que le bureau du commerce a pensé qu'il conviendrait peut-être mieux de laisser aux propriétaires des terrains où les mines sont situées, la liberté d'en faire eux-mêmes l'exploitation ». Ce devait être l'avis général du Gouvernement, car Saint-Priest arriva à Montpellier, intendance d'une généralité riche en mines, sans instructions spéciales concernant l'application de l'arrêt. Dans la pratique d'ailleurs, le pouvoir, comme las de l'effort qu'il avait fait pour mettre son texte sur pied, ne soutenait que très mollement les concessionnaires et accordait maintes faveurs, surtout aux gens en place comme Conti et de Castries, enlevant ainsi à la loi son caractère d'égalité pour tous et de rigidité, conditions essentielles de son existence (1). On tolérait très bien que l'exploitation de Conti fût en 1767 ce qu'elle était en 1744, avant la loi, qui paraissait être non avenue pour ce grand seigneur industriel. Cet état d'indifférence du pouvoir vis-à-vis de son œuvre propre dura jusqu'à l'arrivée de Bertin au ministère (1770).

Cependant, encore en 1777, trente-trois ans après l'arrêt du Conseil, un homme instruit, intelligent, haut placé, conscient de la valeur et de la portée des lois, Le Tonnelier de Breteuil, évêque de Montauban, considérait l'arrêt de 1744 « comme une loi de police qui n'altérerait en rien le droit des propriétaires », il ajoutait que « le droit écrit attribuait aux propriétaires de la superficie du sol la propriété de toutes les matières souterraines » (2).

Cinq ans plus tard, Lafage, syndic du Languedoc, contestait en termes identiques que l'édit de 1744 eût dérogé à aucun édit antérieur : « Nous avons été débouté jeudi dernier au bureau du commerce de nos requêtes contre Tubeuf... on y a

(1) Ainsi Tubeuf affirme que le maréchal de Castries, condamné contradictoirement par arrêt du 9 mars 1784, a eu le crédit d'obtenir le 18 mai un sursis... et que depuis ce temps, il exploite des mines qui ont été jugées lui appartenir. (Mémoire à consulter et consultation pour le sieur Tubeuf, concessionnaire du Roi, contre M. le Maréchal de Castries, ministre d'État. Arch. nat., F¹⁴ bis 7682).

(2) Procès-verbal de la session des États du Languedoc ouverte le 27 novembre 1777.

maintenu dans le droit d'exploiter leurs mines les grands propriétaires, notamment le marquis de Castries ; et l'arrêt du Conseil de 1744, simple règlement de police où il n'est dérogé à aucune loi antérieure, a été regardé comme la plus solennelle pour nous faire perdre momentanément notre procès... » (1).

C'était interpréter bien cavalièrement la loi, avec un parti pris évident de nier les idées nouvelles qu'elle contenait et qui gênaient les entreprises ou lésaient les intérêts des auteurs de ces commentaires.

Pour rendre les services qu'on attendait de lui, pour produire son plein effet, l'arrêt de 1744 avait donc à surmonter des difficultés matérielles considérables et à vaincre un état d'esprit obstiné. On affectait de l'ignorer ou tout au moins de méconnaître son véritable caractère, son sens réel et ceux qui l'avaient conçu ou étaient chargés de l'appliquer ne semblaient avoir en lui qu'une médiocre confiance. Peut-être les premières conséquences de leur œuvre les effrayaient-ils ? Peut-être s'apercevaient-ils qu'ils avaient porté un coup très grave à l'un des fondements de l'ordre social.

(1) Lettre à Montferrier, son collègue, et à Rome, secrétaire greffier des États.

CHAPITRE II

LES MINES ET LA PROPRIÉTÉ

L'arrêt de 1744 avait nettement posé la question de la propriété. C'était en effet attaquer la propriété que d'apporter une restriction à un droit qui, sous sa forme féodale ou sous une forme plus moderne de propriété paysanne ou bourgeoise, n'avait jamais été contesté. De fait, les discussions qui s'élèvent à partir de cette époque autour de cette question, l'analyse que l'on tente de ses origines, les plaidoyers pour et contre sa limitation, attestent que la propriété n'est plus un principe absolu, souverain. Sans doute, c'est à propos de la loi de 1791 que la discussion sur la propriété prendra toute son ampleur parce qu'il faudra du temps et un certain recul pour qu'on tire les dernières conséquences de l'arrêt de 1744, pour que ceux mêmes qui l'avaient rendu les aperçoivent. Mais, dès le lendemain de sa promulgation, la question est posée. Dès cette époque, on voit se grouper tous les éléments, se préciser les arguments que partisans et adversaires apporteront lors de la discussion de la loi minière de la Révolution, « dans cette discussion importante qui est le creuset de la propriété », suivant le mot de Heurtaut-Lamerville (1).

La situation sociale de la France était telle qu'elle transforma cette discussion si passionnée en une discussion para-

(1) Député de la noblesse du bailliage de Bourges.

doxale, si nous la jugeons d'après les conditions contemporaines de la propriété. Il est donc nécessaire de marquer la position des adversaires en présence, telle qu'elle se présentait au XVIII^e siècle. Trois classes sociales engagent la lutte autour de la propriété foncière et tréfoncière : la noblesse, la bourgeoisie capitaliste, les paysans et petits bourgeois. Les paysans, les petits bourgeois et la noblesse sont les seuls à posséder la terre. Ce sont les seuls détenteurs des propriétés immobilières, ce sont les seuls qui ont intérêt à maintenir intangible, absolu, sans restriction, le droit de propriété (1). De fait, ils s'unissent pour combattre, partout où les nobles ne sont pas directement concessionnaires. Ainsi, dans le domaine économique, se reforme la bannière féodale tenue par le haut seigneur, défendue par les paysans levés par lui. La disparition du régime du moyen âge a laissé le sol à ceux qui

(1) Nous disons « petits bourgeois » car si nous avons trouvé des bourgeois capitalistes parmi les concessionnaires de mines, à quelques exceptions près, tous les propriétaires bourgeois que nous avons rencontrés sont de petits commerçants.

On s'étonnera peut-être de nous voir compter les paysans parmi les propriétaires terriens alors qu'on s' imagine assez volontiers que la France de l'ancien régime était un pays de grande propriété peu morcelée. Nous ne pouvons aborder ici la question de la répartition de la propriété au XVIII^e siècle, en France, qui est fort importante et mérite d'être considérée à part. M. LOUTCHISKY a étudié cette question en s'en tenant à quelques régions, dans un livre fortement documenté paru en 1912 chez Champion : *La propriété paysanne en France, à la veille de la Révolution, principalement en Limousin*. Pour ne pas nous laisser entraîner trop loin, nous citerons les conclusions de ce livre telles que les a dégagées M. AULARD, dans l'étude très poussée qu'il en a faite (*Revue de la Révolution française*, 14 octobre 1912) : « M. Loutchisky a déterminé, en Limousin, dit M. Aulard, quelle était l'étendue de la propriété des diverses classes : paysans, clergé, noblesse, bourgeoisie :

« 1^o Sur 247.000 arpents de terre qui représentaient l'étendue du territoire appartenant à 85 paroisses de l'élection de Tulle et sur 63.000 arpents qui formaient la propriété de 43 paroisses de l'élection de Brive, 137.000 arpents appartenaient aux paysans dans l'élection de Tulle et 34.000 arpents dans l'élection de Brive. » La classe paysanne possédait donc là un peu plus de la moitié des terres. Dans la même région, « la noblesse possédait environ 46.000 arpents, le clergé 9.685 arpents seulement et la bourgeoisie 81.000 arpents ». Mais la proportion n'était pas la même partout. Ces terres étaient, dans la classe paysanne, très morcelées et assez également réparties, puisque dans le Limousin, 17 % seulement de paysans n'étaient pas propriétaires. Comme conclusion générale, M. Loutchisky assure « que les paysans français du XVIII^e siècle détiennent, à titre de propriété, une portion réelle du sol, variable cependant de région à région et même de paroisse à paroisse ». M. Loutchisky s'est servi pour établir son étude des rôles des vingtièmes, des rôles de tailles tarifées, des cadastres, d'un grand nombre de documents seigneuriaux, livres censiers, terriers, etc...

l'ont possédé par droit de conquête et à ceux qui l'ont d'abord cultivé. En ce sens, l'union de de Castries, de Conti et de leurs paysans est très caractéristique. Bien entendu, partout où le noble est extracteur lui-même et gêné par la petite propriété, il en devient un adversaire (1). En face des propriétaires et des seigneurs se dresse la classe dont l'intérêt évident est d'attaquer et de limiter la propriété, parce qu'elle ne possède pas de terres : la grande bourgeoisie commerçante et industrielle. Elle s'est enrichie, elle a de gros capitaux à sa disposition ; elle devine dans les mines un emploi de premier ordre pour ses richesses, mais elle ne possède rien du sol. C'est elle, ce sont les Tubeuf, les Giral, les Taffin, les Mathieu, les Rousseau qui profiteront surtout de l'arrêt de 1744, qui arriveront dans les provinces, leurs arrêts de concession à la main, et qui, pour en jouir, porteront à la notion de la propriété les premiers et plus rudes coups. Ne possédant pas eux-mêmes, désireux d'établir leur industrie dans une partie de la propriété des autres, ils ne pouvaient que refuser à cette propriété le sens le plus étendu qu'on ne lui avait jamais contesté.

Cette bourgeoisie industrielle et conquérante fut suivie par des nobles besogneux privés à peu près ou complètement de terres, ou par ceux bien avisés qui devinèrent que l'avenir était aux revenus industriels. Bien avant les théories socialistes, le capitalisme mobilier commençait donc à discuter la propriété et à lui imposer des limites. La nécessité où se trouva le capital accumulé de s'emparer des mines pour y chercher une activité rémunératrice a été perçue par Smith d'une façon très nette. Dès cette époque, il découvrit cette loi sociale de la transformation de la propriété terrienne en propriété industrielle sous l'empire des fortunes mobilières disponibles : « C'est aussi des mines que l'on tire ce qui est nécessaire pour entretenir et pour augmenter cette partie du capital circulant qui consiste dans ce qu'on nomme l'argent ». Et plus loin : « Dans tous les pays où

(1) Par exemple le chevalier de Solages à Carmaux qui écrit à la Constituante que « si les principes de la propriété étaient aussi rigoureux que M. Turgot le dit, il n'aurait pu percer le Limousin des beaux chemins qu'il y a fait pratiquer. (*Mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou de charbon de terre présenté à l'Assemblée nationale par le concessionnaire des mines de charbon de terre de Carmaux près d'Albi.*)

les personnes et les propriétés sont un peu protégées, tout homme ayant ce qu'on appelle le sens commun cherchera à employer le fonds accumulé qui est à sa disposition, quel qu'il soit, de manière à en tirer ou une jouissance pour le moment ou un profit pour l'avenir » (1).

Au cours de la discussion qui va s'ouvrir, cette propriété dans laquelle les capitalistes veulent faire brèche, est considérée dans son acception la plus large. Ceux qui recherchent son origine, ne la trouvent pas seulement dans l'acquisition ou dans l'héritage ; ils admettent aussi le droit de propriété que confère le travail sur la chose travaillée. S'il nous est permis d'anticiper sur la discussion que souleva la loi de 1791, nous trouvons que la propriété issue du travail fut admise en ce qui concerne les mines ; il faut bien le dire puisque le corps des mines, dans un mémoire adressé à l'Assemblée nationale (1790), prend la peine de réfuter cette origine de la propriété du sous-sol. « En considérant la propriété des terrains comme résultante (sic) d'un travail constamment appliqué sans opposition, ce travail a-t-il pu être appliqué aux mines par l'homme isolé ? » (2). On peut trouver là un embryon de bien des idées modernes de la propriété et l'origine lointaine de l'économie politique la plus avancée (3).

En ce siècle compliqué où la fermentation des idées engendra tant d'essais conscients ou inconscients, tant de tentatives sociales ou économiques, reprises plus tard en pratique ou en théorie, une forme intéressante de propriété s'esquisse. A la vérité nous n'en trouvons que des traces infimes mais pourtant perceptibles. Cette forme de propriété ne tient pas encore de l'idée, mais de l'instinct de conservation, ce n'est encore qu'une tendance extrêmement vague, un geste à peine ébauché, mais qu'il convient d'indiquer pour ajouter aux nuances du complexe tableau que nous tentons de brosser : nous vou-

(1) ADAM SMITH. *De la richesse des nations*. (Traduction Courcelle-Seneuil).

(2) Arch. nat., AD XVIII^e. Le corps des mines est une institution assez vague et semble constitué par un groupe de concessionnaires désireux de se donner de l'autorité au moyen d'un titre collectif. Peut-être aussi est-ce une réunion de quelques ingénieurs.

(3) Nous verrons Regnaud d'Epercy exprimer la même idée.

lons parler de la propriété collective. Nous n'avons pas trouvé un document détaillé nous renseignant exactement sur les mines de charbon possédées et exploitées en collectivité par des syndicats de propriétaires ou par des communes (1). Nous n'avons recueilli que des allusions. Souvent ces associations se formaient pour résister aux concessionnaires, ou encore plusieurs petits extracteurs unissaient leurs moyens pour entreprendre les travaux que la loi rendait obligatoires — attestant ainsi la justesse d'argument de ceux qui prétendaient que les petits propriétaires isolés étaient incapables d'une exploitation méthodique.

Ainsi en Dauphiné, à Blanchy, un sieur Venot à la tête d'une douzaine de paysans et en société se met à exploiter une mine dans les communaux de cette paroisse (2). Bertin reçoit en 1773 une demande de concession du syndic général du pays de Vivarais « au nom du pays » (3). Delandine, député du département du Rhône et Loire, déclare, en 1791, que depuis longtemps les propriétaires de sa région ont l'habitude de s'unir pour exploiter.

Ce fut donc l'instinct de la conservation qui créa ces syndicats auxquels nombre de documents font allusion sans nous

(1) Signalons aussi l'exploitation de certaines mines par des communautés religieuses qui peut à peine rentrer dans cette catégorie d'exploitations collectives.

Quoi qu'il ne s'agisse pas d'une mine de houille, mais d'une mine de fer, nous ne pouvons passer sous silence ici la mine de Rancié, dans la vallée de Vicedessos, comté de Foix. Cette mine prouve de façon irrécusable que la propriété collective n'était point une forme ignorée du XVIII^e siècle, mais au contraire était pratiquée dans cette exploitation, au sens le plus complet du socialisme moderne. La mine était la propriété de la vallée tout entière et administrée par les pouvoirs publics de cette vallée; les mineurs qui l'exploitaient touchaient le produit intégral de leur travail. Voir Henri ROUZAUD, *Histoire d'une mine au mineur, la mine de Rancié*, Toulouse, 1908. Nous n'avons rien trouvé de semblable dans l'exploitation des mines de charbon. Mais cette mine de Rancié qui était connue, qui était mentionnée dans les œuvres du baron Dietrich et dans celles de Picot de Lapeyrouse, qui a toujours été protégée et défendue par le Gouvernement, a pu inspirer les tentatives, les essais dont nous parlons, de certaines municipalités, de certains groupements de propriétaires. Ajoutons que cette mine de Rancié avait quelque importance puisque les chiffres les plus sûrs lui attribuent dans la seconde moitié du XVIII^e siècle de deux cent cinquante à trois cents ouvriers.

(2) Arch. nat., F14 bis 7866. Lettres de Lachaise du 15 mars 1774.

(3) Arch. Hérault, C 2735.

apporter rien de précis (1). Pourtant, ils devaient être, jusqu'à un certain point, entrés dans la coutume, puisque lors de la discussion de la loi de 1791, les orateurs et les mémoires les citent assez souvent en les proposant comme un moyen terme entre la petite propriété et la grande concession (2). En réalité, ils n'étaient qu'un système de défense de la petite propriété.

C'est contre cette propriété que le Gouvernement et ses représentants voulurent mettre en action l'arrêt de 1744. Personne ne s'y méprit. On vit de suite la portée de l'innovation, et, sans aucune rouerie, sans calcul, sans politique, les adversaires des concessionnaires élevèrent la question jusqu'au principe même de la propriété. Les paysans se sentaient si touchés dans leur idée de patrimoine que l'indemnité accordée par la loi leur parut chose à peu près négligeable, et qu'ils en discutaient à peine; parmi tant de procédures accumulées concernant les mines, nous n'avons pas trouvé *une seule* contestation au sujet du taux d'une indemnité. Ils ne pouvaient en effet discuter cette indemnité sans admettre en même temps le principe qui les dépossédait et sans paraître accepter les termes de l'arrêt qui disposait de leur bien propre. Cette indemnité par laquelle on espérait adoucir l'esprit avare de ces paysans, ils n'en veulent à aucun prix. Ce n'est que comme argument destiné à montrer la mauvaise foi du concessionnaire, qu'ils font remarquer de temps à autre que celui-ci ne l'a pas encore payée. On tentait de les amener à composition en faisant briller devant leurs yeux de l'argent liquide à toucher. Mais on avait compté sans l'instinct profond du propriétaire, attaché à sa terre, lié à elle: « On indemniserà le propriétaire! Mais cet argent qu'on lui donnera pour l'indemniser (et encore que de difficultés lui fera-t-on essuyer pour toucher un modique dé-

(1) Surtout les documents concernant le Languedoc et la région de Saint-Étienne; un à propos des mines de Carmaux.

(2) Voici toute la série d'AD XIII¹⁴ concernant les mines. Nous n'avons pas trouvé d'indications précises et sérieuses sur les conditions de formation de ces syndicats de propriétaires exploitants, sur leur fonctionnement, leurs statuts. Encore une fois les documents que nous avons vus ne donnent que des indications. Il serait fort intéressant de pousser les recherches sur cette question.

dommagement?) cet argent, où le portera-t-il puisque son territoire entier ne lui laisse pas la ressource de le placer en d'autres fonds tous accaparés par un concessionnaire exclusif?» (1).

Les innombrables protestations qui s'élèvent autour de l'arrêt royal, laissant de côté tout l'accessoire, abordent directement le fond réel de la question : la défense de la propriété. Le mémoire que nous venons de citer débute par des phrases des plus précises :

« On ne s'était jamais avisé de troubler la source féconde de cette richesse territoriale, dont l'industrie avait multiplié les canaux à l'infini, et pendant des siècles entiers, l'extracteur tranquille avait toujours reposé à l'ombre du droit sacré de sa propriété.

« Il était réservé à notre siècle de voir mettre en question si cette production naturelle appartenait irrévocablement au propriétaire du champ qui la renferme, ou si on pouvait l'en dépouiller malgré lui.

« Ce système, enfanté par les spéculations extravagantes de gens à projets, a trouvé des partisans assez hardis pour solliciter du Souverain la concession ou privilège exclusif de l'exploitation des mines de charbon de terre ; l'imagination exaltée de ces spéculateurs a cru entrevoir les mines du Pérou. »

Si toutes les protestations n'ont pas cet accent amer, toutes sont semblables au fond, la plupart sur le ton pitoyable d'être qui sont menacés dans leur plus précieuse raison de vivre, dans la chair de leur chair, car à cette époque le paysan est encore lié à son sol par une passion sauvage et instinctive. Une réunion populaire tenue sur la place publique de Meirannes, le 19 janvier 1783, élève contre la concession Tubeuf de navrantes lamentations. Ces mines, dit-elle, sont le seul patrimoine des habitants, « c'est les dépouiller de leurs biens, les réduire à la mendicité, les obliger à s'expatrier, à manquer à des engagements sacrés *sur la foi de cette propriété...* » (2).

Quand Giral demandera le renouvellement de sa concession, toute la longue servitude des habitants arrachés à leurs terres, à leurs patrimoines occupés par l'usurpateur, en une plainte

(1) *Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de Roche-la-Molière en Forez contre le marquis d'Osmond, concessionnaire des mêmes mines.* (Recueil lyonnais 365.908. N° 19.038, tome I^{er}.)

(2) Arch. nat., H¹ 931. Procès-verbal-mémoire de la réunion.

lassée, montera aux lèvres des malheureux dépossédés comme une bouffée de misère : « Ce n'est donc pas assez que nous ayons pendant trente ans souffert les injustices et les vexations de tout genre dont le prétendu concessionnaire Giral nous a tous accablés, ce n'est donc pas assez qu'il ait *dévasté nos possessions, ruiné nos tristes héritages* et réduit nos familles à la mendicité » (1).

A Montrelais, même touchante supplique d'Angélique Fleuriot que la concession dépouille du vieux patrimoine familial : « La suppliante est propriétaire d'une métairie dans la paroisse de Montrelais, cette métairie est dans la famille depuis plus d'un siècle, et, pendant ce long intervalle, ses ancêtres et elle après eux n'ont cessé d'exploiter une mine de charbon de terre que la nature y a placée » (2). (Octobre 1776). Sursaut de la propriété héritée et de la propriété du travail !

Dans le Forez, les propriétaires protestent que la mine appartient au champ comme la récolte elle-même et qu'elle est partie intégrante de la propriété. Le droit du Roi, ajoutent-ils, se borne à la perception du dixième : « Le souverain a des droits assez éminents, sans lui en prêter d'imaginaires. C'est trahir ses droits que de les oublier » (3). Langage menaçant et plein de révolte déjà, langage qu'un futur ministre de la Révolution appuyait dès 1776. Roland de La Platière écrivait à cette date : « Les concessions forcées, qui sont un attentat à la propriété et qu'on dut à l'abbé Terray (4), font beaucoup crier dans le pays où l'on ne voit pas volontiers que des gens pour quelque argent aient acquis le droit de s'impatroniser chez autrui, d'autant plus qu'ils travaillent ces mines en financiers, c'est-à-dire en visant toujours à la plus grande jouissance présente au préjudice même des futures » (5).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

(2) Arch. nat., E. 2660 bis. Requête.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. *Mémoire des propriétaires des mines de charbon de terre du Forez à Monseigneur le Contrôleur général des Finances.*

(4) Cette imputation est injuste. Terray, comme intendant du Lyonnais, a toujours donné des avis défavorables aux concessionnaires.

(5) *Lettres écrites de Suisse, d'Italie, de Sicile et de Malte* (1776, 1777, 1778), voyage au Puy, par Saint-Chamond, Saint-Étienne, etc..., par ROLAND de LA PLATIÈRE.

Un navrant plaidoyer pour la petite propriété nous est parvenu d'Auvergne, de la concession de Graissessac, accordée à Giral. Un pauvre petit propriétaire, Pierre Caumel, en faisant près d'une source de son fonds des travaux pour arrêter les inondations, découvrir une mine « *dans sa propre terre* ». Il y travaille avec quelques ouvriers, assure sa solidité, paye l'impôt au Roi, fait le nécessaire pour tirer en paix du charbon « *de son propre fonds afin de pouvoir donner du pain à son épouse et à ses pauvres enfants* » ; survient Giral qui, « non content de lui avoir ôté le pain des mains, de s'être emparé des fruits de *sa terre qu'ils n'ont rien plus dans ce monde* », entame contre lui une procédure. « Ce pauvre misérable se voyant détruit de tout côté, il ne faisait que courir nuit et jour les montagnes craignant d'être arrêté dans toute la rigueur de l'hiver... Espérant cette charité de votre grandeur qu'elle voudra bien avoir compassion de ce pauvre misérable et de ses pauvres enfants... » (1).

Ce lamentable cri de désespoir nous ouvre une perspective sur l'âme de ces petits propriétaires industriels dépossédés. Si quelques-uns des autres, parmi les violents, peuvent paraître manquer de sincérité et n'être que des instruments entre les mains de spéculateurs plus puissants, la requête de Pierre Caumel a quelque chose de poignant et de vrai, elle sonne comme un écho des angoisses qui durent étreindre, à cette heure de l'histoire économique, bien des cœurs simples et de pauvres vies précaires.

Nous avons déjà cité (2) la violente pétition à l'Assemblée nationale des habitants de Graissessac. Camplong, Boussagues contre « les hommes de sang, spéculateurs avides... » Revenant sur le passé et sur les conséquences de l'arrêt de 1744, ils concluaient, eux aussi : « Voilà donc, Nos seigneurs, ce concessionnaire avide aussi légalement qu'injustement investi de *notre propriété* ».

Les propriétaires de Rive-de-Gier, Saint-Genis, Terrenoire, Saint-Martin, la Plaine, Saint-Paul dans le Lyonnais, protestant contre la concession Lacombe, Berthelot, Chambeyron, Chris-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Lettre à Amelot, 10 juillet 1783.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7700, déj. cit.

tol « et consorts », montrent aussi à nu leur âme ulcérée de propriétaires dépossédés (1). Ils vont loin, très loin, dans leur révolte, ils vont jusqu'à déclarer qu'ils préféreraient l'invasion étrangère : « De quels sentiments croit-on que ces pères de famille aient été pénétrés au moment surtout où, *fuyant leurs héritages, leurs travaux*, ils virent à main armée une troupe d'intrus en prendre possession sous leurs yeux. *La douleur est moins vive, lorsque cédant au droit rigoureux de la guerre, le citoyen jette dans sa fuite un dernier regard sur ces demeures que la flamme va réduire en cendres* ». Et dans une autre adresse : « C'est ainsi que, par un coup d'autorité les propriétaires furent dépouillés de la portion la plus précieuse de leurs propriétés ».

Elle était aussi composée de propriétaires du sol menacés dans la possession de leur bien, cette foule qui escortait l'archevêque de Narbonne arrivé le 14 mai à Alais. Allès, directeur des mines de Tubeuf, mande à Richard, administrateur de la Compagnie d'épurement (21 mai 1780) (2) : « Il (l'archevêque) avait la cour de tout ce qu'il y a de mieux et des principaux prétendus propriétaires des mines de charbon qui ne le quittaient point ». Ils suivent le prélat, plaident pour leur patrimoine, montrant leurs actes de possession. « M. Deleuze-Trouilhas, assisté de ses deux pères chevaliers de Saint-Louis, de tous leurs parents et amis sans nombre, apportait avec lui un faix terrible, une liasse énorme de titres, de parchemins qui ne finissaient pas... » Moins douloureux, plus énergiques, presque humoristiques avec leur immense appareil de titres de propriété, ils plaident encore la cause de ce droit sacré et intangible ceux qui s'attachent aux pas de M. l'archevêque.

Dans les diocèses d'Uzès et d'Alais quarante-neuf propriétaires se prononcent contre l'arrêt de concession Tubeuf; presque tous avaient en outre défendu leur bien, les armes à la main et étaient considérés comme rebelles. Mais leur

(1) Bibliothèque municipale de Lyon. Fonds Coste, 110.012. Mémoire et consultation pour les propriétaires et les directeurs des carrières de charbon de terre, situées dans les paroisses de Rive-de-Gier, Saint-Genis-Terrenoire, Saint-Martin, La Plaine, Saint-Paul, en Lyonnais, contre les mêmes concessionnaires desdites carrières.

(2) Bibliothèque municipale de Nîmes, Mss. 496.

rébellion était de nature si particulière, elle était si bien, en réalité, la protestation du droit de propriété, que le Gouvernement, craignant que les juridictions ordinaires et très suffisantes, en l'espèce le Parlement de Toulouse, le Présidial de Nîmes, la Cour d'appels d'Alais, se refusassent à juger ces causes, donna à Saint-Priest, à qui ces mesures d'exception répugnaient un peu, des pouvoirs spéciaux pour constituer un tribunal particulier.

Il y eut aussi quelques protestations officielles en faveur de la propriété. L'intendant du Languedoc, dans un document qui porte en tête : Au Roi. — Réponses et avis de M. l'intendant (1). — (1782), prend fait et cause pour la petite propriété, soit qu'il fût désireux de ménager la masse de ses administrés, soit qu'il fût persuadé de la justice de leurs revendications. De l'arrêt de concession rendu en faveur de Tubeuf, il dira : « Ces maximes de justice et d'ordre public ont été renversées par un arrêt du 19 mars 1782 rendu en faveur du sieur Tubeuf... ». Ces paroles, singulièrement arrogantes à l'égard du Conseil sous la plume d'un intendant qui écrit à son souverain, semblent bien admettre que la concession, qui attaque la base de la propriété une et intangible, est un danger pour l'ordre social, « concession à l'abri de laquelle il (Tubeuf) a dépouillé de leurs propriétés foncières et de leurs exploitations actuelles une multitude de particuliers de tout état... ».

Au nom du même principe de propriété, l'élection de Saint-Étienne protesta — le 14 janvier 1785 — contre la concession de Roche-la-Molière « parce qu'on ne peut se faire, disait-elle, à l'idée de voir un co-propriétaire dans un héritage qu'on tient de ses pères ou qu'on a acheté et dont l'intérêt particulier serait en opposition avec les fabriques de la ville » (2).

Plus tard, en 1790, à la veille du vote de la loi sur les mines que Mirabeau défendra, des collectivités rappelleront encore pour en détourner l'Assemblée, l'atteinte portée dans le passé

(1) Arch. nat., H 925-927.

(2) BROSSARD, *ouv. cit.* C'est la seule phrase où nous ayons trouvé cette curieuse expression de « co-propriétaire » pour désigner un concessionnaire travaillant dans un sol dont la surface ne lui appartient pas. Ce mot indique bien que la question de la propriété était liée à celle de la concession dans l'esprit des contemporains de l'arrêt de 1744.

au droit de propriété par le régime des concessions. Le registre des délibérations du département de Rhône-et-Loire contient, à la date du 30 novembre, le procès-verbal dont nous extrayons ces phrases : « L'ordre du jour appelait la discussion sur les mines de houille ou de charbon de terre. M. le procureur général syndic en a parcouru toutes les parties avec ce zèle éclairé qui caractérise le véritable administrateur. Après avoir démontré *combien les concessions étaient contraires au droit de propriété*, combien elles avaient été nuisibles à l'intérêt public... » (1).

Cette crise de la propriété suscita des lamentations, des supplices, des révoltes, des rébellions sans nombre (2). Nous avons dû choisir quelques-unes de ces protestations. Elles furent générales et ne laissent pas douter que la transformation de l'industrie minière ne se soit présentée immédiatement sous la forme d'une atteinte à la propriété.

Cette opinion était fortifiée — peut-être même engendrée — par la tolérance royale. Durant de longs siècles, le roi s'était désintéressé des mines de son royaume et n'en avait réclamé la propriété platonique que par des arrêts ignorés — surtout des petits propriétaires. L'usage s'était ainsi solidement établi de considérer le tréfonds comme dépendant du fonds. Aléon Dulac, dans son intéressant voyage à travers le Lyonnais (3), note formellement que souvent les propriétaires dans leurs contrats ne vendent que le tréfonds, se réservant le fonds ou au contraire vendent le fonds et se réservent le tréfonds. Cette coutume est confirmée dans un document daté de 1791 :

(1) Pièces principales remises au Comité d'Agriculture et de Commerce, relatives aux concessions et à la propriété des mines de charbon de terre du département de Rhône-et-Loire. Bibl. mun. de Lyon, fonds Coste 110.037.

(2) Nous sommes incapables d'indiquer les autres dossiers où l'on rencontre les documents que nous n'avons pu citer, concernant cette lutte de la petite propriété contre l'industrie. Ils sont trop. La série des travaux publics aux Archives nationales (F¹⁴ bis) en regorge. On en trouve dans H, dans AD XIII, dans F¹⁴, il y en a partout. Il y en a aussi dans les Archives départementales de Lyon, Nîmes, Montpellier et aux bibliothèques communales de ces villes. C'est un des fonds principaux des archives minières. Nous avons choisi pour les citer les plus pittoresques et les plus caractéristiques.

(3) *Observations topographiques, physiques et critiques sur le climat, les maladies, la population, les arts et le commerce de la ville de Saint-Étienne en Forez* par un patriophile (1786), par feu M^e ALÉON DULAC, ancien avocat au parlement, inscrit au nécrologe des hommes illustres de la ville de Lyon. Bibl. nat., m^a. fr. 11.857.

« Elles (les mines) formaient tellement partie du domaine de chaque propriétaire que les contrats de vente annoncent tous la tradition du fonds et du tréfonds ou la tradition du fonds sous la réserve au vendeur du tréfonds » (1).

La coutume et le droit du travail venaient donc renforcer cette habitude de la propriété formée par les siècles et par l'amour qui lie peu à peu et obscurément le pauvre au coin de terre qu'il a acheté, qu'il a fouillé, dont il a hérité. C'est tout cela, tout un état d'esprit touchant et profond que venait heurter l'arrêt de 1744 en se basant sur un droit mal établi et mal accepté : Le roi est possesseur de toutes les mines de son royaume! Cette formule, vaguement connue, était tombée en désuétude, n'ayant jamais passé dans la pratique. Elle était si incertaine qu'un fonctionnaire, dans un projet de réponse à son ministre, demandait qu'on formulât nettement le principe, au milieu des contestations suscitées par la loi de 1744 : « Il y a, sur les demandes de cette nature, un principe à établir, c'est que toutes les mines sont de droit public et appartiennent à ce titre à votre couronne pour en régler l'usage et la dispensation de la manière la plus utile à la chose publique » (2).

En principe la royauté, à chacun de ses édits ou arrêts, n'avait jamais cessé de proclamer son droit sur les mines. Mais en fait, elle avait fait tant de remises, elle avait donné tant de privilèges qu'elle l'avait à peu près complètement abandonné. Seigneurs et paysans s'arrangeaient ensemble, soit que les hauts-justiciers fissent exploiter directement pour leur compte, soit qu'ils touchassent un droit sur l'exploitation de leurs fermiers, soit que les propriétaires entreprissent des exploitations personnelles; mais tous considéraient comme étant bien à eux cette propriété tréfoncière, ils se pensaient maîtres d'exploiter et de faire exploiter à leur gré.

Sans doute, les uns et les autres avaient connu le régime de la concession générale de toutes les mines du royaume accordée à un seul favori. Mais à quoi se réduisait cette concession? à des droits à payer... quelquefois. Cette faveur était trop vaste pour

(1) Supplément à l'adresse présentée à l'Assemblée nationale par la commune de Lyon contre le rétablissement des concessions des mines de charbon, Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Arch. nat., H 931.

qu'elle fût pratiquement et partout applicable ; on payait et c'était tout.

Et puis on ne connaissait pas le bénéficiaire de cette immense concession. C'était une personne lointaine, résidant à Paris ; on se sentait, malgré l'impôt à payer, en jouissance des privilèges de haute-justice ou pleinement propriétaire de son fonds.

Il en allait tout autrement avec le nouvel arrêt : la concession devenait effective ; des étrangers arrivaient et prenaient possession du pauvre champ travaillé, fouillé, creusé de père en fils, du champ inculte mais riche quand même. Qu'importait à ces paysans qui portaient en eux l'instinct et l'orgueil de la propriété, l'indemnité offerte par le concessionnaire puisqu'il les chassait en même temps et que, le plus souvent, d'hommes libres il faisait des salariés quand il daignait les employer. Comment de pauvres têtes paysannes pouvaient-elles comprendre que la surface seule du champ était leur propriété, que le tréfonds appartenait au roi qui en déléguait la jouissance à un tiers et qu'au nom de ce principe il ne leur restait rien du tout ?

Et à considérer les choses sous le seul aspect de la propriété individuelle, avaient-ils vraiment tort, ces paysans ? Le champ n'appartient-il pas à celui qui l'a acquis ou hérité avec tout ce qu'il peut produire ? Assurément ou sinon c'est condamner la propriété à demeurer stérile. Or, le charbon enfoui sous la terre ne peut-il pas être considéré comme une de ses productions ? Lorsque la société s'organisa et comprit la propriété, sa jouissance et sa transmission dans le pacte qu'elle imposait à ses membres, elle ne mit à cette propriété aucune restriction, elle ne formula aucune réserve et si l'on avait demandé aux théoriciens de la séparation du fonds et du tréfonds de fixer la limite de ces deux propriétés, on ne sait pas bien comment ils l'auraient pu déterminer. Turgot, dans son ouvrage sur les mines et minières (1), assimile le droit de fouiller la terre au droit de la cultiver : « Il est difficile de contester au propriétaire d'un champ le droit d'y fouiller ». La défense qu'il entreprend des propriétaires terriens et du droit qu'ils ont de possé-

(1) TURGOT, *ouv. cit.*

der la mine enfermée sous leur fonds est établie — et très fortement, il faut le reconnaître — sur l'origine de la propriété. Cette origine, il l'attribue au travail, le travail pour lui a créé la propriété, donc personne d'autre que celui qui en a pris possession par le travail n'a le droit de cultiver ou de fouiller un champ, et la propriété d'un champ entraîne la propriété des matières mises en exploitation dans le champ. La raison de la loi est de garantir la propriété du travail, se substituant ainsi à la force, qui est, elle, la garantie des individus non agglomérés en société.

Cette théorie était singulièrement hardie et ne tendait à rien moins, poussée à l'extrême, qu'à remettre en question toute la propriété, tant paysanne que seigneuriale. Nous n'avons pas à la discuter ici. Elle ne nous intéresse qu'en tant qu'elle touche à la question minière. Une fois la propriété de la mine acquise à la propriété foncière, Turgot avait à se prononcer sur cette question: Un propriétaire qui a commencé des travaux dans son champ a-t-il le droit de les poursuivre sous le champ des autres ? Oui, répond hardiment l'économiste, « on est libre de fouiller sous le terrain d'autrui pourvu qu'on n'ouvre que sur son propre terrain ». Turgot rétorquait ainsi fort habilement une objection très importante et très gênante des concessionnaires: une mine ne peut pas être morcelée sans que son exploitation en soit compromise ; or les mines s'étendent sous de nombreux fonds. D'accord, répond Turgot, mais mieux vaut que ce soit le propriétaire au travail qui ait le droit de fouiller *profondément* sous le fonds d'autrui que le roi qui est obligé de passer par la surface, appartenant à un autre, pour atteindre sa prétendue propriété du tréfonds. Où la théorie de Turgot devient inquiétante, c'est lorsqu'il s'agit de la rencontre de deux propriéttaires dans le tréfonds, étant donné que chacun d'eux a le droit de fouiller dans le tréfonds d'autrui. Chacun d'eux, dit l'écrivain, reste en possession de la galerie que son travail a creusée. Pour continuer, il faut qu'ils s'associent en s'entendant ou le juge décidera selon l'équité naturelle.

C'était ouvrir la voie à tous les procès, à tous les conflits violents ou juridiques qui avaient signalé le régime de la liberté indéfinie dont la théorie de Turgot n'était qu'une tentative de réglementation. C'était donc retomber dans le chaos

dont il fallait à tout prix tirer les mines. De même les cheminées d'aération ou d'extraction, indispensables, et qu'on doit avoir de place en place, nécessitaient une entente préalable avec le propriétaire de la surface et devenaient des sources de difficultés. En somme, Turgot, qui s'était efforcé d'établir un régime minier fondé sur le droit naturel, réduisait le code des mines à quatre propositions :

1^o Chacun a le droit d'ouvrir la terre dans son champ.

2^o Personne n'a le droit d'ouvrir la terre dans le champ d'autrui sans son consentement.

3^o Il est permis à toute personne de pousser des galeries sous le terrain d'autrui pourvu qu'elle prenne toutes les précautions nécessaires pour garantir le propriétaire de tout dommage.

4^o Celui qui, en usant de cette liberté, a creusé sous son terrain ou sous celui d'autrui est devenu, à titre de premier occupant, propriétaire des ouvrages qu'il a faits sous terre et des matières qu'il en a extraites, mais il n'a rien acquis de plus.

Turgot va plus loin encore dans sa défense de la propriété minière vis-à-vis de l'État. Si l'État n'exploite pas directement les mines — et à son sens il ne peut le faire car il ne peut pas suivre d'une façon utile et pratique une entreprise industrielle de cette envergure (1) —, si l'État n'exploite pas directement les mines, le souverain, en se déclarant propriétaire du tréfonds, emploie un subterfuge pour s'assurer le droit du dixième. Il était plus simple d'assimiler les mines à toutes les autres propriétés et de toucher un impôt sur elles comme sur les autres biens. Si l'État au contraire estime qu'il lui est plus utile d'encourager le développement des mines que d'en tirer un revenu, il n'a qu'à faire remise du droit domanial qu'il percevait à une compagnie établie pour exploiter les mines du royaume.

Turgot ramasse ensuite en quelques pages les arguments essentiels des partisans des concessions : la nécessité de gros capitaux pour mettre une mine en exploitation ; les gros capitaux

(1) Il existait pourtant à cette époque des exploitations de mines par l'État. Mais Turgot fait remarquer que les États industriels sont de petites principautés allemandes dont l'administration très simple n'est pas surchargée.

ne peuvent se trouver qu'en garantissant aux financiers et aux entrepreneurs la propriété du tréfonds pour une période déterminée, d'où obligation pour l'État de posséder le tréfonds afin de pouvoir en donner la concession.

Ces arguments, dit Turgot, sont ceux journellement employés par les privilèges exclusifs. « Si l'on écoute ces sortes de gens (et on ne les a que trop souvent écoutés) c'est toujours par mauvaise volonté que les marchands ou les ouvriers ne se contentent pas du prix qu'ils offrent... ». Ce sont eux qui font imposer des salaires ou des marchés abusifs, ce sont eux, les grands manufacturiers, les gros commerçants qui calomnient la petite industrie et dénigrent le petit commerce. « Ce langage du monopole est le même dans toutes les branches du commerce. Il ne doit pas être moins suspect dans la matière des mines que dans une autre et j'espère montrer qu'il n'est pas mieux fondé ».

On voit combien est hardie la pensée de Turgot non seulement dans le domaine économique mais encore dans le domaine social et quel ardent champion de la liberté il fut contre les monopoles.

Il faut avouer que sa réfutation des arguments des concessionnaires est beaucoup moins claire et beaucoup plus embarrassée (1). On a même de la peine à suivre sa pensée. Elle peut se résumer ainsi: il est vrai qu'il faut de gros capitaux pour entreprendre l'exploitation d'une mine. Mais cette nécessité est la garantie que les propriétaires sans ressources ne pourront pas s'y livrer et qu'une fois une exploitation commencée, par l'avance qu'elle a, elle défie toute concurrence. « Le système de la liberté générale, dit-il, dans lequel les premiers entrepreneurs ont acquis, à titre d'occupation, la propriété incontestable de tous leurs ouvrages, leur assure donc un gage bien plus solide que le système domanial où toute leur sûreté consiste dans une concession accordée pour un temps limité, à l'expiration duquel la propriété revient au Prince

(1) Plus tard, dans un *Mémoire historique et politique sur les mines de France*, présenté à l'Assemblée nationale, MONNET, inspecteur général des mines, fait ressortir les contradictions et les erreurs de Turgot avec ses bonnes intentions.

et tous les anciens travaux sont perdus pour ceux qui les ont faits ». La propriété créée par le travail et garantie par le fait qu'elle est soutenue par des capitaux, tels sont les deux points essentiels de l'argumentation que nous venons d'analyser. Sans doute, il reste encore à régler les travaux accessoires, les puits d'aérage à faire dans d'autres champs, mais entrepreneurs et propriétaires s'entendront directement et les propriétaires pouvant exiger des prix proportionnels au besoin qu'on aura de leur champ, y trouveront leur intérêt. « Le cas où l'entrepreneur voudrait abuser de la loi pour rançonner les propriétaires, en les menaçant d'ouvrir sur leur terrain, n'est pas impossible non plus et il pourra être moins rare parce qu'il est plus commun d'être injuste et méchant par intérêt, que de l'être contre son intérêt ».

Turgot s'élève en passant contre ceux qui prétendent que les petites exploitations mal conduites compromettent les mines de l'avenir. Il nous semble être emporté par la passion quand il va jusqu'à soutenir que l'on peut utiliser ces essais informes de galeries ou de puits. Il a contre lui toutes les autorités en matière de mines, non pas seulement les concessionnaires intéressés, mais surtout les inspecteurs, les ingénieurs, les subdélégués, les intendants, les maître-mineurs. Il est plus juste quand il ajoute qu'en tout cas ces petites exploitations étaient un mal nécessaire et que ce sont elles qui ont découvert les traces de mines. A l'appui de sa thèse, il ajoute que les mines de Saint-Étienne prospèrent dans la liberté et que les premières mines du monde, celles de Newcastle de Grande-Bretagne, ont réussi sous le même régime.

« Tout ce que les lois positives ont à faire sur la matière de l'exploitation des mines pour assurer le plus grand avantage possible de l'État se réduit à ne rien retrancher et à ne rien ajouter à ce qu'établit la seule équité naturelle ». Ainsi, Turgot résume son réquisitoire passionné en faveur de la petite propriété.

Cet important mémoire fut composé pour répondre au Conseil qui avait prié Turgot, alors intendant de la généralité de Limoges, de lui donner son avis sur une concession demandée à Glanges.

Turgot, comme on le voit, répondit en prenant violemment

à partie — avec un courage auquel il faut rendre hommage — l'œuvre minière du Gouvernement (1).

Son étude méritait d'être analysée. On voit par où il se rattache aux physiocrates, par son effort pour subordonner l'ordre social aux lois naturelles, par sa conviction aussi que « la sûreté de la propriété est le fondement essentiel de l'ordre économique de la société » (2). On voit par où il s'en sépare, en réduisant la légitimité de cette propriété au droit d'occupation par le travail. Ce mémoire de Turgot est en tout cas — et c'est en cela qu'il valait qu'on s'y arrêtât — la seule œuvre sérieuse, suivie et désintéressée, écrite à cette époque sur la question des mines. Pour rencontrer par la suite une telle hauteur de vue, il faudra aller jusqu'aux grands discours de 1791. L'œuvre de Turgot est aussi la seule défense officielle, ouvertement entreprise, sans restriction, de la propriété foncière en matière de mines. Tous les arguments en faveur de la libre exploitation des mines dans la propriété libre, sont condensés dans les pages de l'intendant avec une lucidité et une netteté merveilleuses, et tous les arguments contraires sont exposés avec un mélange de passion et de bonne foi qui donne à l'œuvre une allure de vie et de sincérité. Elle exercera sur les hommes de la Constituante une visible influence et inspirera les articles de la loi favorables aux petits propriétaires.

En conscience, à considérer d'une façon spéculative les rapports des mines et de la petite propriété, quand on s'en tient à la loi naturelle, les arguments donnés par les partisans des concessions nous apparaissent comme des sophismes et des justifications un peu forcées de la nécessité. Le raisonnement est toujours le même (3) et toujours aussi compliqué, établi sur un postulat ou plutôt sur plusieurs postulats très discutables; lorsqu'on fit le partage des terres dans la société primitive, on ne put attribuer les mines puisqu'on les ignorait. Elles res-

(1) Turgot fut nommé à l'intendance de Limoges en 1761. Il aurait désiré être nommé dans un pays d'État, à Grenoble par exemple, Choiseul l'avait trouvé trop jeune. Il avait à cette époque trente-quatre ans.

(2) QUESNAY, *Maxime IV*.

(3) Voir entre autres Arch. nat., AD XIII¹⁴, Résumé des diverses opinions sur la propriété des mines et sur le meilleur moyen d'en rendre l'exploitation utile à l'État, et, même série, Mémoire sur l'exploitation des mines, et AD XVII^c, Mémoire du corps des mines, ouv. cit.

taient donc sans possesseur. Or ce qui n'appartient à personne appartient à tous, à la collectivité et plus tard à son représentant: le Souverain. Mais d'abord le partage des terres est-il bien à l'origine de la propriété? C'est être bien hardi que de l'affirmer. Ensuite, en admettant ce partage, il n'y eut à cette époque aucune restriction quant à la possession de ce que pouvait contenir la chose partagée. On distribua les terres pour qu'elles fussent mises en valeur, tout simplement, et de même qu'on ne stipula point, ce qui eût été absurde, que les terres devaient être employées à des cultures déterminées, il ne fut pas question d'empêcher de les fouiller ni de séparer par conséquent la propriété du tréfonds de celle du fonds. On peut bien dire, il nous semble, que les mines contenues dans le sol furent partagées avec celui-ci et que c'est un sophisme que d'avoir voulu par la suite en remettre la totalité inexploitée entre les mains du souverain (1).

L'auteur anonyme du *Résumé des diverses opinions sur la propriété des mines* prétendait que Turgot n'avait pas attribué la possession des mines à la propriété du sol parce qu'il avait autorisé l'exploitant à poursuivre sous le champ d'autrui ; que la mine appartenait, selon lui, à celui qui le premier la travaille, qu'ainsi elle n'appartenait pas à un particulier et que n'appartenant pas à un particulier, elle appartenait à la collectivité. C'était singulièrement travestir la pensée du grand ministre et oublier que l'origine de la veine qui se poursuivait sous le champ d'autrui était l'affleurement dans le champ du propriétaire exploitateur et que la théorie de Turgot, poussée à l'extrême, pouvait aboutir au morcellement d'une mine, non à son indivision entre les mains de la collectivité. Il nous semble donc que, même dans l'hypothèse d'une propriété issue du partage, on ne peut pas dire que les mines restèrent sans pos-

(1) En 1791, les Amis de la Constitution de la ville de Saint-Étienne adressèrent à l'Assemblée nationale un contre-projet de loi. Dans ce document, ils citèrent une lettre de Bertin à l'intendant du Dauphiné, du 22 janvier 1769, lettre qui semble l'aveu que la nécessité sociale seule, et non un droit de propriété quelconque, avait conduit le souverain à mettre la main sur les mines : « En effet, le Roi n'a aucun droit de s'en emparer (des mines) ni par conséquent de les faire exploiter pour son compte... c'est donc par voie d'administration, de police et non comme propriétaire des mines de charbon de terre que le Roi donne permission de les exploiter ». Arch. nat., AD XIII¹⁴.

sesseurs. Et même, fussent-elles restées sans propriétaire, le vrai propriétaire n'est-il pas celui qui, comme le voulait Turgot, les a d'abord travaillées ? Dans ce cas, il n'est pas vrai non plus que les mines ignorées appartiennent au souverain. Elles appartiennent à celui qui les travaillera.

Quelques-uns cherchèrent la légitimation des concessions dans le fait que les mines nécessitaient des travaux d'ensemble, des ouvertures de puits d'extraction ou d'aérage sur l'étendue de plusieurs propriétés — que par conséquent il était nécessaire de constituer une unité de toutes ces propriétés morcellées, et qu'on ne pouvait établir le principe de cette unité que sur la remise totale des mines au souverain chargé ensuite de les distribuer suivant les besoins et les nécessités d'une exploitation rationnelle.

Il est inutile de remarquer que cet argument n'a que des rapports très lointains avec la question de la propriété. Les propriétaires qui ont des droits légitimes sur le fonds et sur le tréfonds qui y est lié, semble-t-il, ne peuvent admettre d'être dépouillés d'une partie de leur propriété au nom de la commodité de l'exploitation des mines. Les droits de la propriété ne peuvent entrer dans cette considération.

Tous ces arguments, à notre sens, sont impuissants à détruire les réclamations légitimes de la petite propriété. Ce sont des raisons de fortune, la seule raison à invoquer — la meilleure — c'est la raison d'État.

A cette heure trouble de l'histoire économique où des nécessités supérieures font naître entre les particuliers et l'État des rapports nouveaux et contraignent ce dernier à modifier une des bases séculaires qu'il avait lui-même donnée à la société, se pose peut-être pour la première fois un problème que les contemporains ne firent qu'entrevoir, qu'ils dégagèrent mal des circonstances, qu'ils ne purent ou ne voulurent pas considérer dans toute sa rigueur et dans toute son ampleur, mais qui, obscur pour eux, n'en apparaît pas moins très net aux yeux des historiens : pour la première fois peut-être dans l'histoire économique, d'une façon urgente et très précise, le droit social se lève en face du droit individuel.

Imprudemment, dans l'ardeur de sa défense de la propriété, Turgot avait lancé une formule à deux fins, une définition de la propriété propre à légitimer toutes les revendications contre

elle : la propriété, dit-il, est « le droit par lequel un objet propre aux jouissances de tous les hommes n'appartient qu'à un seul ». Tout le droit social opposé au droit individuel est en puissance dans cette formule. Il est évident, quelle que soit l'origine que l'on veuille attribuer à la formation sociale, que cette formation a eu pour but l'avantage de la collectivité et non le profit exclusif de quelques-uns. Le jour où cet avantage et ce profit se trouvent en conflit, le pacte social joue, c'est-à-dire tranche le conflit dans l'intérêt du plus grand nombre, puisque c'est sa raison même d'exister. La propriété n'emprunte sa valeur qu'au pacte social lui-même, c'est lui qui la garantit, qui assure sa transmissibilité, et les particuliers ne possèdent rien que par la loi. Quand la propriété d'un objet par un seul devient un obstacle à la satisfaction des besoins, à l'existence de tous les autres membres de la société, il est évident que le but du pacte social se trouve faussé et qu'une réaction devient nécessaire.

Ce raisonnement fut vaguement entrevu par quelques auteurs de mémoires. Nous le trouvons épars, sans netteté, sans formules, parce qu'il est extrêmement nouveau et qu'on ne distingue pas encore bien le phénomène. Les mines en tout cas rentraient exactement dans son cadre et comme l'État émane de l'ordre social, est, pour ainsi dire, le pouvoir exécutif de la convention sociale, c'est dans ce sens que nous avons dit tout à l'heure : en présence des circonstances, la raison d'État devenait la meilleure.

Les besoins de combustible de la France, les obstacles qu'elle trouvait à s'en procurer étaient tels, qu'ils imposaient à l'État des mesures propres à assurer l'avantage du plus grand nombre. Le libre exercice du droit de propriété comportant l'exploitation du tréfonds avait donné les plus pitoyables résultats. La sauvegarde du droit individuel était, sans doute possible, en opposition complète avec le droit social. Ce droit social exigeait l'exploitation la plus complète possible des mines, leur unification par groupe de gisements, leur mise en valeur par de gros capitaux, l'application de méthodes scientifiques et expérimentales. La société aurait renié sa raison d'être si elle n'avait pas assuré par des mesures indispensables l'utilité du plus grand nombre. C'était le but même de sa constitution ; la garantie de la propriété n'était qu'une conséquence,

valable tant qu'elle demeurait en accord avec l'intérêt général, mais désuète au moment où le droit social se trouvait dans la nécessité de s'exercer contre le droit individuel.

En réalité la question se posait ainsi : le régime des grandes concessions riches, puissantes, bien outillées, accordées à des hommes compétents était imposé à l'État par la crise du déboisement coïncidant avec un développement important de l'industrie, et la faillite irrémédiable des petites exploitations insuffisantes, dangereuses et destructrices.

Les grandes concessions seules étaient capables de mettre en valeur la richesse souterraine de la France au moment où le besoin urgent se faisait sentir d'y avoir recours. Ces grandes entreprises ne pouvaient se concéder qu'aux dépens de la petite propriété et ce que l'État — représentant du pacte social — avait donné autrefois pour le plus grand bien de la collectivité, il pouvait le reprendre, à l'heure où les besoins de cette collectivité modifiaient l'application de ce pacte social. Rien n'était plus légitime à notre sens, mais rien n'était plus gros de conséquences pour l'avenir. Cette mise en pratique du pouvoir de l'État de modifier le droit individuel pour les besoins du droit collectif et pour rester dans l'esprit du contrat social, offrait la faculté d'opérer dans l'avenir des modifications encore plus radicales dans le même sens et sous l'empire des mêmes besoins. La loi de 1791, en mettant les mines à la disposition de la nation, poursuivait l'œuvre du Conseil de 1744 quoiqu'en l'atténuant dans certaines dispositions, œuvre dont la logique même conduisit le Comité du Salut public à nationaliser quelques mines lorsque l'émigration eut vidé leur haute administration, et que la vie même de la France dépendit du combustible nécessaire aux manufactures d'armes (1). Cette exploitation directe des mines par la nation était légitime dans la théorie du droit collectif supérieur au droit individuel, et nous voulons voir une preuve du déterminisme historique, tout au

(1) Arch. nat., F14 bis 7820. Extrait du registre aux arrêtés du directoire du district de Valenciennes séant provisoirement à Bouchain. Séance du 23 thermidor, l'an II de la République une et indivisible : « Le directoire considérant que la majeure partie des intérêts dans ces fosses appartient à la République par l'émigration du plus grand nombre des ci-devant propriétaires... »

moins en ce qui concerne le domaine économique, dans le fait que cette mesure si grave s'imposa à la Révolution en dépit des garanties données par la Déclaration des droits de l'homme et de ses répugnances à porter la moindre atteinte à la propriété.

Les questions soulevées par l'arrêt de 1744 dans l'ordre économique et social étaient, on le voit, d'une extrême importance. Elles dépassaient de beaucoup les difficultés et les problèmes que pouvaient susciter et soulever les autres industries, elles intéressaient les fondements même de la société, en mettant en pleine lumière et en pleine contradiction deux de ses aspects essentiels.

CHAPITRE III

LES PETITS INDUSTRIELS PAYSANS

Le problème des mines marque donc une phase de l'évolution du contrat social, évolution qui élimina brutalement et complètement une classe entière d'individus qui ne se trouvaient plus adaptés au nouvel ordre de choses : la classe des petits industriels de campagne, classe étrange, bien spéciale par sa mentalité, bien délimitée par ses caractères originaux. Malheureusement personne à cette époque ne s'avisa de les regarder ni de les décrire ; à peine s'occupait-on des paysans répandus dans les campagnes du royaume. Ces êtres noirs, hirsutes, terrés dans des puits ou des galeries, perdus dans les provinces les plus montagneuses et les plus retirées, devaient bien moins encore attirer l'attention. Nous avons en vain cherché dans la littérature de l'époque des renseignements sur ces paysans industriels. Quelques voyageurs ont parlé des mines, aucun des mineurs ; les archives sont également dépourvues de documents sur leur compte. Mais si, pour rendre à la vie cette classe disparue et si intéressante, nous ne possédons ni un livre ni une pièce d'importance, leur agonie, leurs sursauts de révolte, leurs efforts suprêmes avant de disparaître, ont laissé assez de traces pour nous permettre de tenter une reconstitution. Les dossiers sont pleins de leurs violences, de leurs supplications, de leurs procédures, de leurs ruses ; nous assistons au crépuscule de leur existence, nous les voyons dépenser, à la défense de leur propriété et de leur vie, le reste de leur énergie : par là même ils ont survécu. L'âpreté de leur dernière lutte,

éparse dans les pièces que nous avons consultées, les a sauvés de l'oubli définitif, nous savons ce qu'ils furent au moment de disparaître et comme ces êtres frustrés furent aussi des êtres stagnants, immobilisés, inaptes à tout progrès, c'est toute leur histoire en somme qu'ils ont écrite dans leur lutte contre l'arrêt qui les condamnait.

Ces petits industriels, que nous rencontrons dans toutes les régions de la France minière, tiennent à la fois du paysan, de l'ouvrier et du petit bourgeois. Ils sont paysans par leur vie et leurs mœurs naturellement campagnardes, façonnées par la montagne ou la vallée qu'ils habitent, par le village où ils résident, par leur contact permanent avec la nature. Comme le paysan, ils ont l'amour, la passion de la terre qui a créé en eux l'instinct profond de la propriété. Ils sont attachés à cette propriété par des liens brutaux qui ne les laissent jouir d'aucune des beautés ou des délicatesses des choses qui parfois les entourent. Ils possèdent, et c'est tout.

Pas une seule fois dans leurs requêtes lamentables et déchirantes, alors qu'ils se dépeignent bouleversés dans leur existence, arrachés à leur patrimoine, obligés de s'expatrier, ils ne regrettent la vallée où ils ont vécu, le paysage coutumier qui fut le décor de leur vie. Ils n'ont pas un sentiment, pas un regret, pas un cri du cœur, pas une ligne d'amour, ils défendent une chose qui est à eux, chose inerte et morte qui n'est qu'une *propriété* et dont ils n'ont jamais compris le charme. On pourra dire que les petits industriels du Nord ou de Saint-Étienne n'avaient guère à subir l'attrait de pays rudes, noirs, pelés et tristes. Peut-être auraient-ils pu aimer cette tristesse même ; d'autres en tous cas habitaient les charmantes collines du Languedoc, les vallonements d'Alais rafraîchis par le Gardon et piqués de doux oliviers ; d'autres encore vivaient sous le ciel d'Anjou (1) ou de Normandie ; quelques-uns connaissaient les horizons si purs de la Bourgogne. Par là, par ce sens unique de la terre en tant que propriété, ils sont bien paysans, et ils le sont encore par la simplicité de leur esprit qui les rend faciles à duper. Nous avons trouvé plusieurs

(1) Voir le *mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre dans l'étendue des paroisses de Saint-Aubin de Luigni, de Chalonnès et de Chaudesfond de la province d'Anjou*, etc...

exemples de cette naïveté dont abusèrent maints aventuriers. En Forez, pour n'en citer qu'un, les propriétaires se groupent contre les concessionnaires et confient à l'un d'entre eux la défense de leurs intérêts. Voici l'usage qu'il fit de cette délégation à la barbe de ses trop naïfs et trop simples commettants : « On ignore si celui des opposants qui fut chargé des intérêts de tous les négligea » (ce mot de *négligea* indique à lui seul une bonne foi par trop aveugle) « mais un fait certain, c'est que ce mandataire eut bientôt un intérêt dans la concession et reçut de la compagnie des lettres d'inspecteur avec un appointement de 1800 livres » (1). Même simplicité dans la défense ; ils ne savent que la lamentation ou la révolte, ils sont pitoyables ou brutaux, ils pleurent ou assomment ; quand ils discutent, ou se lancent dans la procédure, c'est qu'ils sont poussés par leur seigneur ou par un beau parleur de bourgade ou par un petit bourgeois de la ville voisine ; d'eux-mêmes, ils vont aux moyens simples. Ils auraient même une certaine tendance à la passivité, à cette sorte de fatalisme que le paysan emprunte à la nature, si des meneurs, quelquefois en place dans des situations officielles, ne les excitaient pas. A Rive-de-Gier, par exemple, il est certain que Marguény, lieutenant du juge, est responsable de la longue fermentation, bien plus que la mentalité des propriétaires.

Leurs arguments comme leurs armes sont de paysans. Leurs plaintes et leurs protestations, éternellement les mêmes d'un bout de la France à l'autre, sont d'une simplicité et d'une monotonie très spéciales : on nous dépouille de notre patrimoine, du bien de famille, du fruit de notre travail. Ils répètent cette phrase sur tous les tons, violents ou attendrissants, sans rien comprendre au grand mouvement qui les emporte, sans voir qu'avec de l'habileté, ils peuvent profiter de la prospérité que l'argent et les connaissances des concessionnaires vont introduire dans le pays en favorisant son négoce et ses échanges.

Bornés et têtus, ils s'obstinent contre l'évidence. Sans preuves, sans l'ombre d'une vraisemblance, ils tentent de démontrer que

(1) Bibl. mun. de Lyon, fonds COSTE, 110.026. Adresse respectueuse des municipalités de Rive-de-Gier, Saint-Martin-la-Plaine, Saint-Genis-Terrenoire et Saint-Paul à M. Darrest, à l'Assemblée Nationale pour obtenir la révocation du privilège des mines.

les petites exploitations besogneuses, dépourvues de capitaux, sont meilleures et plus utiles que les grandes entreprises dirigées suivant des principes et des connaissances certaines et abondamment pourvues de fonds. Et par une contradiction, par une faute de raisonnement assez ordinaire aux esprits simples, tout en défendant leur mode d'exploitation, ils offrent de le transformer en unissant leur absence de connaissance et leur manque de capitaux.

S'ils sont paysans par de nombreux côtés de leur caractère — et des plus profonds —, ces petits industriels se rapprochent aussi des ouvriers. Ils n'ont pas des paysans cette force calme, cette placidité, ce contentement sain qui vient du tête-à-tête avec les larges horizons, de l'air libre et pur respiré à pleins poumons, du travail lent pareil à celui de la terre, cette patience du travailleur qui attend sans nerfs que le grain ait germé. Comme l'ouvrier ils réalisent immédiatement, en quelques heures, l'effort du travail, ce qui fait leur vie plus active que contemplative. Comme l'ouvrier, leur horizon est borné, borné par les parois boisées ou noires du puits ou de la galerie mieux encore que par les murs d'un atelier ; comme l'ouvrier ils sont menacés sans cesse par les dangers de l'industrie, dangers qu'ils aiment peut-être comme l'ouvrier aime la machine qui le peut broyer, par la possibilité d'accidents, par des risques de mort que le paysan ne connaît pas et qui leur font une âme moins sereine, ou plutôt plus dédaigneuse du péril ; la légèreté avec laquelle ils laissent s'embraser le souterrain dans des montagnes entières, l'insouciance avec laquelle ils bravent les éboulements, les inondations, est bien de mentalité ouvrière.

Ils sont plus sociables que le paysan ; ils ont l'habitude de travailler côte à côte, de se grouper en villages, de vivre moins isolés que le cultivateur qui, le travail solitaire du champ terminé, regagne sa ferme, souvent éloignée d'autres habitations. Ces petits propriétaires miniers ont une tendance à la communauté, ils essayaient parfois de s'unir en société ; ils ont — conséquence de la vie en commun — leurs fêtes, leurs réjouissances. Dans la région de Saint-Étienne, au mardi-gras, ils allument partout des feux de joie : les « caramountrans stéphanois » (1). A Monistrol, le feu de joie était allumé devant la

(1) *L'élection de Saint-Étienne à la fin de l'ancien régime*, par J.-B. GALLEY.

demeure des derniers mariés et par la jeune mariée elle-même. A cette époque du mardi gras, tout le bassin houiller de Saint-Étienne et du Forez était illuminé ; c'était, dit Galley, une véritable fête du charbon.

Les participants à cette fête sont tous les petits propriétaires industriels de la région. Ce sont là des mœurs d'ouvriers et qui les distinguent nettement des paysans, leurs voisins, peu habitués à d'autres réunions que les foires.

D'ailleurs la vie matérielle de ces petits industriels, même hors des jours de fête, se confond souvent avec celle des ouvriers. Les forgerons, les teinturiers, les verriers, tous les petits artisans qui emploient le combustible pour leurs opérations modestes, sont venus s'installer à portée des petites exploitations ; extracteurs et ouvriers vivent pêle-mêle. Les maisons des uns, surtout dans la région de Saint-Étienne, égayées de capucines ou tapissées de treilles, ne se distinguent des autres que par l'absence de la grande baie de l'atelier, fermée par un châssis tendu de papier huilé. A Saint-Priest, à Villars, à Roche-la-Molière, à Rochetaillé, à Valbenoiste, à Saint-Jean-de-Bonnes-Fonts, tous ces ouvriers de la mine et de l'atelier habitent des maisons identiques sur les plateaux des molles collines rocheuses tachées de bois ; tous y ont leur vivier dans la rivière, leur pigeonnier, leur poulailler. En Languedoc, parmi les oliviers, au bord des chemins rocailleux, la maison en torchis ou le mur de plâtre du mineur ne se distingue en rien de celui de l'artisan ; dans le Nord, la triste brique les abrite tous deux, en Normandie, leurs vergers voisinent. Pour les uns et pour les autres, même existence coutumière ; partout, c'est le pain dur, cuit une fois toutes les trois semaines ; autour de Valenciennes, on l'accompagne de soupe à la bière dont on est friand à la sortie de l'atelier comme à la sortie de la mine ; dans le Midi, on y ajoute le bol de lait épais, des châtaignes bouillies ; dans le Centre, on taille dans les saucissons de lard et de porc les jours de fête, à l'ordinaire, on se nourrit de « serra » (1), de « matefaim » (2), de salades à

(1) Sorte de fromage.

(2) Crêpes très épaisses.

l'huile de noix ou de colza et de fruits assez abondants. Le riz au lait est le plat des jours de réjouissance. Cette identité de vie avait naturellement créé une identité de mentalité et lorsque le régime des concessions vint atteindre parmi ces populations celles qui travaillaient à la mine, elles durent éprouver cette souffrance spéciale de voir continuer autour d'elles la vie familière qui avait été si longtemps la leur et dont elles étaient désormais exclues.

Cette classe, paysanne et ouvrière à la fois, tenait par plus d'un côté à la petite bourgeoisie. Elle en avait d'abord l'indépendance. Fière de ne relever pratiquement de personne, elle était d'autant plus jalouse de sa liberté qu'elle se souvenait de la dure dépendance féodale dont sa possession terrienne était issue. Cet esprit de liberté qu'elle avait en commun avec la petite bourgeoisie commerçante, qui fut un des principaux éléments de la Révolution, se manifesta dans sa résistance à la volonté gouvernementale et royale exprimée dans l'arrêt de 1744. Il lui fallait un esprit exempt de timidité pour s'opposer ainsi par la violence, par une hardie critique de la loi, par une âpre discussion des décisions du Conseil, à la politique économique des ministres du Roi. En comparant les données que nous possédons, sur ce que pouvait produire une de ces petites exploitations, tous frais d'outils, de boisage, d'accidents à réparer, de transport du charbon, déduits des bénéfices et le salaire journalier moyen, d'un ouvrier mineur, qui peut être fixé autour de vingt à vingt-cinq sols, il semble que le produit net du travail ait été sensiblement identique pour le petit propriétaire et pour le salarié. On ne peut donc pas dire que ce fut une question de gain matériel qui souleva la France entière contre le régime des concessions. Ce fut une question de perte morale. Confusément presque toujours, mais parfois avec beaucoup de lucidité, ces petits industriels comprirent le phénomène social dont ils étaient victimes et que nous avons déjà signalé : la transformation du travail libre en travail salarié. Cette transformation se faisait automatiquement. Si nous n'en trouvons que rarement l'idée exprimée nettement, le fait même est parfois enregistré. Ainsi, le 23 décembre 1782, Tubeuf écrit que dans ses mines d'Alais, tous les petits propriétaires révoltés « sont maintenant dans ses travaux, ainsi que tous les autres ouvriers, sans exception d'un seul, dont j'ai fait fermer

les mines... (1) ». Nous avons trouvé dans un seul document, déjà cité plus haut, la constatation objective du phénomène : « Mais est-il égal au propriétaire de devenir un simple ouvrier ? Ses bras qui travaillait la mine patrimoniale ne seront plus que des bras mercenaires... etc. » (2). L'auteur ignoré de ces lignes a exprimé la conscience obscure de cette classe de petite industrie violemment éliminée de sa place dans la société. Sa plume a formulé l'angoisse que subissaient, sans pouvoir la dire, ces artisans jetés hors de leurs trous à charbon par les arrêts de concession ; le frisson d'esclavage qui passa sur toutes les régions minières de France sans que celles-ci en démêlassent la vraie cause, crie dans ces lignes de révolte.

Quand le Languedoc, le Centre, s'insurgent contre les Tu-beuf, les Giral, les Rousseau et tant d'autres, c'est qu'ils défendent leur liberté de petits propriétaires industriels, broyée par les lourdes machines à feu des compagnies puissantes, engloutie dans les profondes galeries qu'ils n'avaient jamais osé creuser.

Hier encore, possesseurs du sol et de leurs travaux, indépendants, libres de leur industrie et du commerce de leurs charbons, soutenus par tous les espoirs que leur offrait ce trafic, ces petits bourgeois, juste à l'heure où les besoins du royaume leur offraient de larges débouchés et de larges bénéfices, voyaient arriver des étrangers qui, leurs arrêts de concession, leurs lettres patentes dûment enregistrées à la main, leur intimaient l'ordre de sortir de chez eux et de leur livrer ce qui faisait leur vie, leurs espérances et leur fierté (3). Ces concessionnaires sont vraiment peu psychologues, bien naïfs ou habiles à jouer la comédie, quand ils s'étonnent que les indemnités qu'ils apportent aux propriétaires ne leur semblent pas un

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

(2) Bibl. mun. de Lyon. *Recueil lyonnais*, 365.908. Déjà cit.

(3) Il serait fort intéressant de rechercher si ces expulsions exécutées au nom du roi ne laissèrent pas de profondes rancunes dans le pays, et d'essayer de retrouver dans les archives de province si les petits propriétaires dépossédés n'entrèrent pas dans les clubs et comités révolutionnaires. Ce qui permet de le supposer, c'est l'immense espoir qui les pénétra à l'annonce que l'Assemblée allait voter une loi minière. Ils pensèrent rentrer en possession de leurs biens, et les mémoires qu'ils adressèrent en foule aux Comités chargés de préparer la loi sont pleins de récriminations contre la politique minière de l'ancien régime.

remède à tous leurs maux et quand ils font remarquer avec aigreur que les dépossédés n'acceptent pas avec joie d'entrer, à titre de salariés, dans leurs exploitations. Certes, les concessionnaires représentaient l'avenir, la nécessité sociale ; mais ils auraient dû comprendre, s'ils s'étaient mieux rendu compte des circonstances dont ils bénéficiaient, qu'une classe sociale ne consent pas de gaité de cœur à disparaître, sans se révolter.

Dans certaines régions, autour de Saint-Étienne surtout, les propriétaires de mines se rattachaient encore à la petite bourgeoisie par la façon dont ils faisaient valoir leur capital, par la modalité de leurs revenus. « Ils affermaient leur gisement à des mineurs » (1) qui leur payaient une redevance par jour et par « pic », c'est-à-dire par ouvrier. Dans ce cas, le gisement était d'un bon rapport, puisque dans une bonne mine, proche de la ville, le propriétaire touchait jusqu'à cinquante sols par jour (2). Parfois aussi propriétaires et entrepreneurs s'associaient, c'est-à-dire que les entrepreneurs prenaient tous les frais à leur charge, se rembouraient totalement quand l'exploitation commençait à rendre et alors seulement partageaient par moitié les bénéfices avec les propriétaires (3). « En 1775, Kœnig, inspecteur général des mines, constatait que les propriétaires des environs de Rive-de-Gier percevaient des extracteurs le quart franc de la production des mines sans courir aucun risque. » Souvent aussi le propriétaire de cette région fait travailler directement sa mine par des ouvriers. Dans ce cas, il est le plus souvent un exploiteur sans scrupule. Nous avons vu plus haut quel était le sort de ces malheureux ouvriers des petites exploitations. Le chevalier de Grignon nous l'a décrit avec une vérité que l'on sent sincère, et pour tant de souffrances, pour une vie si pénible, si douloureuse, les malheureux ne touchaient même pas de salaire fixe. Le propriétaire leur abandonnait le reste de l'extraction après avoir prélevé la forte part (4).

(1) Lettre de Trudaine, intendant du Lyonnais, à Desmarets, contrôleur général des finances, 16 juillet 1709. Arch. nat., G7.

(2) Ce rendement était exceptionnel.

(3) BROSSARD, *ouv. cit.*

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

Comme les petits bourgeois auxquels ils tenaient de si près, ces petits industriels étaient aveuglés par un égoïsme farouche issu de l'instinct du propriétaire et de l'orgueil de l'homme qui, arrivé à une médiocre situation, s'en exagère l'importance. Certes, on ne pouvait leur demander de sacrifier à l'intérêt général leurs intérêts personnels, mais on est en droit de s'étonner de leur facilité à croire que la fortune de la France était près de sombrer avec la leur propre, et de leur tendance à admettre que l'intérêt économique du royaume s'accommodait de leurs erreurs et de leur ignorance. A lire leurs protestations véhémentes ou éplorées, on y découvre tout l'égoïsme aveugle, tout l'obscurantisme invincible d'âmes bornées et rétrécies par l'atmosphère de petites choses, petits intérêts, petites exploitations, petits moyens, petite vie; tandis que les concessionnaires, sincèrement, pour se concilier le Gouvernement, mettaient sans cesse en avant l'intérêt général, faisaient construire des machines, appelaient des ouvriers étrangers expérimentés, voyageaient dans les pays voisins pour observer et étudier, réclamaient du Gouvernement des inspecteurs, des ingénieurs, en un mot, mus par une activité industrielle intense, conciliaient leurs espoirs personnels avec le besoin social de combustible, les petits propriétaires, enlisés dans leur champ infime, bornés à leur horizon mesquin, sans se préoccuper un instant des nécessités urgentes de l'heure, de la disette générale, se lamentaient sur leur vie bouleversée, sur leur bien perdu, sur leur exploitation confisquée — ce qui est assez naturel —, sans tenter un effort — à quelques exceptions près — pour essayer de s'adapter aux besoins urgents de la France, sans promettre une amélioration d'exploitation, sans parler de s'instruire, d'assurer une meilleure mise en valeur des mines du royaume. Peut-être ne le pouvaient-ils pas, peut-être avaient-ils conscience qu'ils n'avaient ni les moyens financiers ni les connaissances techniques ? Ils auraient pu du moins, dans une illusion généreuse, en exprimer la pensée ; leur défense en eût paru moins égoïste et moins plate (1). Il y a quelque chose de personnel et

(1) « L'idée d'abandonner les mines aux propriétaires de la surface est une erreur fomentée par l'ignorante cupidité de quelques particuliers qui espèrent établir leur fortune sur les débris des établissements utiles... » *Recueil lyonnais*, 25.584 bis, Mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre (1790).

de borné qui les incorpore à la petite bourgeoisie, dans leur lamentation sans cesse répétée et qui se résume ainsi : qu'importe la situation de la France, qu'importe l'industrie, qu'importe le besoin des particuliers, pourvu qu'on nous laisse continuer notre paisible existence coutumière et gratter le sol, ce qui suffit à notre ambition.

Pour ces esprits bornés et aveuglés de passion égoïste, en vain la preuve est-elle faite que les petites exploitations sont néfastes à l'importante richesse minière du royaume et conduisent la France à la ruine et à la misère ; en vain la réussite des grandes compagnies en France même et dans les pays voisins démontre-t-elle que le régime des concessions est le salut. L'intérêt public leur semble une chose méprisable et sans importance. Écoutez cette phrase extraordinaire pour quiconque connaît les besoins de la France à cette époque et le résultat de la liberté qu'on leur a laissée trop longtemps : « Il fallait un prétexte pour priver aussi arbitrairement les propriétaires du droit sacré d'user de leur bien : les agents du despotisme le trouvèrent facilement ; le mot d'utilité publique prostitué dans mille et mille circonstances où l'on s'était également joué du droit des gens, fut donné pour motif à cette concession... » (1). On ne pouvait plus cyniquement nier l'évidence. Certes, nous sommes touchés par les innombrables cris de révolte et de supplication des misérables victimes inconscientes de phénomènes sociaux ! Combien parmi ces petits bourgeois disaient vrai quand ils se représentaient réduits au dur salariat ou à la misère avec leur famille ! « Les cris de nos enfants manquant du nécessaire invoquent la nature... » (2), ou encore « si on les frustrait, ce serait les réduire à la dernière misère... » (3). Ce sont les litanies navrantes de cette époque avec les imprécations contre « les hommes de sang, spéculateurs avides, etc »... Imprécations injustes, car ces « hommes de sang » offraient à

(1) Arch. nat. AD XVIII^e 109. Observations sur les mines de charbon de terre de Rive-de-Gier et des communautés adjacentes.

(2) Arch. nat., F14 bis 7700, déj. cit.

(3) Arch. de l'Hérault C 2720. Mémoire contenant l'avis de M. Lenain sur les contestations survenues entre M. le Marquis de Solages et les propriétaires des mines de charbon de terre ouvertes sur les terres de Carmaux, Saint-Benoist et Blaye au diocèse d'Albi.

temps leurs capitaux et leurs connaissances pour enrayer une terrible crise de chômage qui menaçait l'immense population ouvrière de l'industrie privée de combustible ou plus simplement pour que dans les villes et les campagnes d'autres familles et d'autres enfants ne mourussent pas de froid (1). Eux, les petits bourgeois industriels, les petits propriétaires miniers ne pensent pas un instant à cette misère générale, occupés qu'ils sont à pleurer sur eux-mêmes. Mais le Gouvernement n'avait pas à hésiter : le régime des grandes concessions était pour la France une question de vie ou de mort ; pour les propriétaires une question d'assimilation à un ordre social nouveau, douloureux certes, mais non pas très différent pour eux, ni comme labeur ni comme bénéfices, de ce qu'ils avaient vécu jusqu'alors. D'ailleurs avec une longanimité qui avait conduit la France bien près d'une crise fort grave, le pouvoir avait laissé aux propriétaires une longue période de liberté et ceux-ci avaient été impuissants à en profiter.

Le progrès des mines était dans la fatalité de l'évolution sociale. Il fallait qu'il s'accomplît par eux ou contre eux. A voir les difficultés que rencontrèrent les concessionnaires, la mollesse avec laquelle le Gouvernement les soutint, on peut dire que jamais peut-être le régime des grandes compagnies ne se serait établi en France, pays de propriété divisée, si les propriétaires de terrains houillers eussent eu une mentalité plus éclairée ou témoigné plus de dispositions aux progrès.

Les plus fins ou les plus sincères des auteurs des mémoires, examinant la question, lors de la loi de 1791, surent discerner quelques vérités rétrospectives sur la psychologie des petits propriétaires : des petits bourgeois, ils avaient encore l'esprit mesquin de concurrence qui se tourne vite en haines particulières, et leurs jalousies, leurs querelles rendaient leur impuissance plus dangereuse encore. Ainsi en leur accordant le droit d'exploiter sur leurs fonds, en leur donnant les moyens de développer leur industrie, on n'eût fait qu'attiser leurs contes-

(1) BROSSARD, *ouv. cit.* « Le besoin de charbon se fit sentir d'une manière alarmante à Lyon. Les familles pauvres qui l'employaient à leur chauffage en manquaient, les manufactures étaient dans la même situation et elles étaient sur le point de chômer et de laisser une foule d'ouvriers sans ouvrage exposés à la rigueur de la saison... »

tations et leurs rancœurs : ceux d'entre eux qui auraient réussi se seraient vus en butte à toute la violence qu'ils déploierent eux-mêmes contre les concessionnaires, car leur mentalité était telle qu'ils devaient combattre sans merci tout succès ; on eût ainsi, sans aucun avantage, créé un véritable privilège, « privilège d'autant plus impolitique qu'il serait funeste à la société entière sans profiter à ses propriétaires, vu que le faible avantage qu'en tireraient les plus intelligents et les plus industrieux serait comme nul en comparaison du préjudice immense qui en résulterait pour l'État » (1).

Nous avons essayé de dégager les caractères principaux, l'aspect et la vie de cette classe qui commença à disparaître au milieu du XVIII^e siècle, qui se fondit dans la masse des salariés industriels et forma, au début de la grande exploitation minière de la France, le noyau des premiers ouvriers nationaux. La tâche n'était pas aisée, car ce groupement social n'a laissé de lui-même que des traces infimes, éparses, dispersées. Il représente tout le passé de l'industrie des mines de France et tout l'obstacle puissant que la loi de 1744 eut à surmonter. Autour d'une loi économique, il y a autre chose que des circonstances abstraites, des statistiques, des tarifs douaniers et des considérations techniques. Il y a de la vie, des passions, des êtres pour qui ou contre qui, en fin de compte, cette loi est faite, qui l'ont rendue nécessaire, qui l'ont déterminée et qu'on ignore le plus souvent. A propos de l'arrêt de 1744 nous avons essayé de retrouver quelques-uns de ces êtres, les victimes, nous tenterons plus loin de présenter les bénéficiaires, les grands concessionnaires. Mais il nous reste auparavant à étudier l'opposition que les victimes tentèrent pour défendre leur existence.

(1) Arch. nat., AD XIII⁴. Mémoire sur le privilège de l'exploitation des mines.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DES PETITS PROPRIÉTAIRES CONTRE LES CONCESSIONS

La résistance des petits propriétaires à l'arrêt de 1744 se manifesta de trois manières : par l'inertie, par les procès, par la violence. Cette rébellion contre la loi eut sous ses trois aspects les conséquences les plus funestes. Elle créa dans les régions minières une fermentation des esprits, une agitation très préjudiciable au développement nécessaire des mines et, par répercussion, dans tout le pays un malaise et souvent une misère inquiétants. En paralysant le développement des forêts reconstituées qu'une application normale de l'arrêt eût favorisé, elle accentua le déboisement, elle entrava l'essor industriel de la France et détermina l'importation de combustible étranger, c'est-à-dire une énorme sortie de fonds hors des frontières d'un pays qui avait un besoin vital d'économie.

La résistance par l'inertie ne put tenir la loi en échec qu'avec la complicité, c'est-à-dire la mollesse du Gouvernement. Elle fut bien simple ; elle consista à ne faire aucune déclaration et à continuer l'exploitation ou encore, en dépit de la double défense d'exploiter sans autorisation et d'ouvrir des puits sur les terrains concédés, à commencer de nouvelles entreprises sur les concessions octroyées, à travailler à des fosses nouvelles, comme si la loi n'existait pas. Ainsi à Rive-de-Gier, l'arrêt de concession du 10 avril 1759 fait ouvrir, comme par enchantement et de tous côtés, de nouvelles mines. Dans le bassin de Saint-Étienne, en 1783, l'année de la réédition de l'arrêt, seize exploitations sur quarante-neuf, représentant une extraction

annuelle d'environ 251.000 tonnes, fonctionnent sans autorisation. Dans le diocèse d'Uzès la situation est encore plus extraordinaire : les paroisses de Saint-Andréol de Trouillas, Portes, Castillon de Coubry, Robiac, Saint-Jean de Valerisch ont été concédées à Tubeuf par un arrêt du Conseil du 17 avril 1773. Or un état dressé en 1780-1781 lors de la constitution d'un Syndicat (le 2 et 3 mai 1780), chez un notaire d'Alais, par les habitants de ces paroisses pour lutter contre la concession royale, avoue soixante-et-une exploitations fonctionnant sans permission du Ministre. Telle était la situation dans ces deux régions minières. Dans le Nord, pays de grande propriété, cette situation était différente.

En 1789, on estimait à quarante le nombre des grands établissements régularisés par des actes de concession et à cent soixante-douze environ le nombre des mines exploitées sans concession (1), sans compter les innombrables trous et amorces de galeries dont on tirait du charbon mais qui ne méritaient pas le nom de « mines ».

Le Gouvernement avait en main l'instrument nécessaire pour vaincre cette résistance, pour châtier ce mépris insultant de la loi. L'article II de l'arrêt, qui ordonnait la déclaration, portait contre ceux qui n'auraient pas satisfait à ses prescriptions la peine de « confiscation tant des matières extraites que des machines et ustensiles servant à l'extraction... » Cette pénalité s'appliquait parfaitement au cas des petits propriétaires et rien n'eût été plus simple que de les forcer à se soumettre. Le Conseil et ses intendants hésitaient, tergiversaient, fermaient les yeux ; même pressés par les concessionnaires d'exécuter les engagements compris dans les arrêts, ils n'agissaient qu'à contre-cœur et mollement, aussi tièdes à assurer l'application de la loi qu'à tenir les engagements envers les hommes entrepreneurs qu'ils lançaient dans une aventure sans avoir la volonté de les soutenir. La politique économique participait de la faiblesse de la politique générale. Le Conseil qui avait vu clair lorsqu'il orientait nettement les mines dans la voie des grandes exploitations, n'osait pousser son système jusqu'au bout et, retenu par la superstition de la propriété intangible, se laissait

(1) *Journal des Mines*, tome 36, 1814.

intimider par la menace ou les rapports sur la résistance des petits industriels. Peut-être aussi était-il troublé par les révoltes à main armée qui éclataient un peu partout et par les avis inquiétants des intendants comme Terray qui, de Lyon, écrivait à M. de La Boullaye, intendant des mines : «... On sent aisément, Monsieur, quel effet doit produire dans un tel pays l'arrivée des concessionnaires étrangers, et il est facile de prévoir que si le Conseil ne prend pas de mesures pour adoucir le sort du propriétaire, loin de parvenir à multiplier les exploitations, il doit craindre la destruction des ouvrages qui pourraient être tentés et les actes d'autorité qu'il sera forcé de développer » (1).

Le Gouvernement avait adopté un lamentable système en face de ce mépris affiché de la loi, système qui devait la discréditer dans des esprits plutôt simples et leur faire croire que l'arrêt de 1744 était une manifestation platonique. Il laissait faire et, complice des petites exploitations illégales, il les comprenait cependant dans ses arrêts de concession ; il paraissait dire aux propriétaires et au concessionnaire : débrouillez-vous ensemble. Il n'intervenait que pressé par ce dernier. De là naquit une série interminable de procès, procès prévus, semble-t-il, par le Conseil, puisqu'il prit soin d'en décharger les juridictions ordinaires qu'il craignait de voir submerger et qu'il attribua toutes les contestations minières aux intendants, sauf appel au Conseil. Les prévisions du Gouvernement durent être cependant largement dépassées. Un flot incroyable de procédures, de paperasses envahit les intendances et les ministères. Il est impossible de dénombrer les mémoires, placets, consultations, suppliques, expertises, lettres, protestations, procès-verbaux, manifestes et pièces de toutes sortes qui accompagnèrent la marche ordinaire des actions judiciaires et qui, aujourd'hui encore, s'entassent aux Archives nationales et dans les dépôts de province. Rien que pour ce qui concerne Tubeuf on peut évaluer très raisonnablement à quinze cents ou deux mille pièces au bas mot les papiers qui nous sont parvenus.

Il s'agit là d'un seul concessionnaire. Il y en eut d'autres

(1) Lettre du 26 mai 1786 à propos de la concession Rousseau. Arch. nat., Fr4 bis 7744.

en Languedoc, qui tous eurent à subir l'assaut des petits propriétaires, Giral par exemple qui ne semble même plus savoir le nombre de ses ennemis : «... Que quoique Sa Majesté lui ait accordé l'exclusion, le suppliant n'a pu encore en jouir, ayant été troublé et tracassé par un nombre considérable de particuliers, soit des propriétaires des fonds, ou soit des ouvriers charbonniers mineurs, qui, malgré le suppliant et à son préjudice, ont exploité et exploitent, comme d'autres aussi qui se sont prétendus un droit d'exploiter dans certains terrains quoique concédés au suppliant, ce qui a donné lieu à quantité de procès devant votre Grandeur et sur les plaintes, puisque de votre autorité les informations ayant été faites devant votre subdélégué de Béziers, il n'a pu être encore statué en l'état, à cause des formalités qu'exige la voie de la procédure criminelle pour la suivre devant vous, d'une manière qui soit régulière » (1). Le nombre de procès n'accélérait pas les lenteurs de la justice, ils s'accumulaient sans solution.

Cette lutte fut aussi âpre et aussi passionnée dans le Nord. Des hommes de la trempe des deux Desandrouin, de Pierre Taffin, des Mathieu, après avoir découvert la houille à Fresnes et à Anzin, faillirent succomber sous le poids des paperasseries et des actions judiciaires.

Dans le Forez, le duc de Charost, le marquis d'Osmond connurent des contestations juridiques qui durèrent plus de quinze années, et Rousseau, leur successeur, hérita de leurs procès. A cette époque, tout le Lyonnais est en proie à la fièvre judiciaire et les procès des propriétaires contre les concessionnaires se compliquent des contestations entre les propriétaires et leurs entrepreneurs. Le procès de Chambeyron avec M^{me} de Chatellus est le type de ce genre de conflit. Chambeyron exploite les mines de M^{me} de Chatellus et, d'après leur contrat, il lui doit le quart franc de tout le charbon extrait. Il n'a rien trouvé de mieux que de faire sortir une partie de son charbon par une galerie qui communique avec une de ses autres mines éloignées et évite ainsi l'exécution d'une partie de son contrat. Condamné une première fois par le Parlement, le 4 mai 1767, à payer 50.000 livres à la dame de Chatellus, et 10.000 livres de

(1) Arch. de l'Hérault C. 2724. Lettre de Giral à Saint-Priest. Avril 1782.

dommages et intérêts, il s'est pourvu en cassation au Conseil, et la marée de paperasses commence à assiéger les bureaux.

Cette résistance judiciaire qui intervenait au moment où la force d'inertie devenait impossible, n'était pas simplifiée par des mélanges d'attributions mal définies. En principe l'intendant jugeait souverainement, sauf appel au Conseil. Mais en pratique, les intendants surchargés, loin de réclamer leurs attributions, faisaient intervenir diverses juridictions locales et ne rentraient dans l'esprit de la loi que quand ils y étaient invités expressément par Paris. La position des concessionnaires s'aggravait de toutes ces complications. Les choses se passaient à l'ordinaire ainsi ou du moins voici quelle était leur marche générale, telle que nous avons pu la dégager du fatras incroyable et énorme qui constitue les archives minières : Le concessionnaire obtenait son arrêt après un essai d'un an. Il arrivait sur les territoires indiqués dans sa concession, trouvait les petites exploitations en pleine activité et leurs propriétaires nullement disposés à le laisser jouir de ses droits. Il fallait alors qu'il fit enregistrer ses lettres patentes par le Parlement de la région qui souvent refusait.

La volonté du Conseil ne suffisait pas à ces paysans retors, décidés à épuiser toutes les formes légales de résistance. En Forez, par exemple, l'abbé Martel arrive au nom du marquis d'Osmond avec un arrêt de concession du Conseil. Mais pour les propriétaires, à l'affût de la chicane, cet arrêt ne signifie rien : ils remarquèrent immédiatement « qu'il n'est revêtu d'aucune forme légale » (1). Ils engagent le procès. « Quel que soit le titre du marquis d'Osmond, s'il n'est revêtu de lettres patentes sanctionnées, il ne peut avoir d'exécution ». On ne pouvait plus brutalement signifier au Conseil que sa volonté seule ne suffisait pas. Le Conseil essayait bien de résister et de protester. Ainsi M. de Calonne, alors contrôleur général, déclara : « Que les arrêts du Conseil devaient être exécutés sans avoir besoin d'être vérifiés et que, mal à propos, le duc de Charost en avait poursuivi l'enregistrement. En conséquence, on s'est retiré par devant l'intendant qui, sur une simple requête, l'a mis en

(1) Mémoire des propriétaires de mines de charbon de terre du Forez à Monseigneur le Contrôleur général des finances. Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

possession et dépouillé les propriétaires sans être tenu d'aucune indemnité ni rétribution ». L'exemple que nous avons choisi — entre mille — montrera bien à quel point les petits propriétaires étaient inlassables dans leur défense. Cette procédure contre d'Osmond n'était qu'une reprise d'hostilités qui avaient commencé du temps du duc de Charost, premier concessionnaire, qui, dégoûté, abandonnait la lutte. Voici comment celui-ci avait débuté dans sa concession, d'après ses ennemis eux-mêmes :

« En 1767, M. le duc de Charost avait obtenu un privilège exclusif pour l'extraction des mines du Forez. Il était alors principal propriétaire comme seigneur de la terre de Roche-la-Molière, chef-lieu de la concession. Instruit de la nécessité où il était de prendre des lettres patentes et de les faire enregistrer, il se soumit à la règle, mais, lorsqu'il fut question de la vérification au parlement dont vous étiez membre alors, un arrêt interlocutoire ordonna une information *de commodo et incommodo*, à laquelle il fut procédé et concluante contre l'enregistrement. »

Ce ne sont encore que les escarmouches, les combats d'avant-garde, précurseurs des grandes batailles judiciaires.

Voici donc un premier conflit entre les juridictions provinciales et le Conseil. Quand il y avait appel, le Parlement pouvait ordonner l'exécution provisoire de son jugement. Le Conseil aussi d'ailleurs. Tout ceci n'était qu'un engagement sur le titre même de concession et non encore sur son application. Souvent, les États provinciaux intervenaient déjà, ordonnaient des enquêtes, se constituaient avocat d'une des parties — ce fut le cas pour les procès Tubeuf — et brouillaient singulièrement les choses.

Les lettres patentes enregistrées, le concessionnaire avait à faire appliquer leur teneur. L'intendant rendait une ordonnance qui était en somme un règlement de police concernant l'application d'une loi et qui était transmise aux subdélégués. Ceux-ci la signifiaient aux intéressés. Les propriétaires alors, syndiqués ou isolément, faisaient opposition auprès de l'intendant, ou du Parlement, ou du Conseil, quelquefois auprès de toutes ces juridictions à la fois. Les États, dans certaines provinces, intervenaient encore une fois et souvent, comme les États du Languedoc, entamaient pour leur compte une

action parallèle et collective (1). Quelquefois, rarement cependant, malgré l'attribution totale des causes de mines aux intendants (2), les magistrats locaux des présidiaux, des bailliages, des sénéchaussées, se mêlaient à la cause (3). L'intendant de Lyon, dans une lettre à Bertin, du 18 janvier 1772 (28 ans après l'arrêt de 1744), résumait bien la situation : « C'est, Monsieur, à l'animosité universelle qui s'est répandue plus ou moins ouvertement qu'il faut attribuer toutes ces dissensions publiques, secrètes, générales ou personnelles, qui ont produit cette foule de procès que l'on a eus à la fois au Conseil, au Parlement, à l'Intendance, à une commission particulière, à la sénéchaussée de Lyon et dans plusieurs justices seigneuriales ».

Généralement le Conseil — sauf dans les cas où de très hauts personnages étaient intéressés — renvoyait toutes les procédures à l'intendant et se réservait l'appel qui ne tardait pas à intervenir, appel dont la sentence cherchait à tout accommoder et qui, ne satisfaisant ni l'une ni l'autre des parties, inaugurerait un nouvel acte de procès. Toutes ces opérations étaient accompagnées d'enquêtes, de mémoires, de rapports, de démarches, de sollicitations, de protections qui en retardaient la marche, la modifiaient, créaient autant de solutions que de cas et empêchaient l'établissement d'une jurisprudence (4).

Les intendants eux-mêmes compliquaient les choses en jugeant parfois suivant leur avis et leurs bureaux, en constituant

(1) En Languedoc, contre Tubeuf, une troisième action vint s'ajouter aux deux autres, la procédure des grands propriétaires fonciers, Castries et Conti.

(2) Toutes les causes concernant les mines furent attribuées en principe et par plusieurs arrêts, aux intendants. Mais le Conseil se contredit lui-même par quelques autres arrêts. Ainsi le 20 octobre 1770, l'intendant du Lyonnais écrit à Bertin qu'il ne peut pas prendre de mesures parce que les arrêts de 1765 et 1767 confirment le droit d'en connaître en tout ce qui concerne les mines aux juges royaux. « Je suis fondé à craindre qu'en voulant pourvoir à ce qui serait défectueux, les ordres que je pourrais donner ne fussent contrariés par les juges royaux. »

(3) Ainsi dans une enquête des propriétaires du Lyonnais (15 avril 1789) ceux-ci reconnaissent que les arrêts du Conseil avaient cassé deux arrêts de diverses juridictions de la région qui leur étaient favorables. (Arch nat., F14 bis 7722.)

(4) Les pièces de procédure *signifiées* les plus ordinaires sont : requête d'opposition, acte d'opposition, grosse d'arrêts du Conseil, copies d'arrêts du Parlement, requêtes sur requêtes, copies de dispositifs, d'arrêts, expédition de quittances, etc...

d'autres fois des juridictions spéciales. Ainsi, M. de la Michodière, intendant du Lyonnais, informe le 6 mai 1762 M. de Trudaine qu'il a constitué pour juger les questions minières une cour spéciale composée d'officiers de la cour des monnaies de Lyon.

Habilement dirigés par des hommes adroits ou inspirés par leur naturelle rouerie paysanne, nous voyons les petits propriétaires mener, en somme, la marche de ces innombrables procès contre les concessionnaires un peu désemparés, et profiter des rivalités d'attributions, de la confusion des pouvoirs, pour donner à cette résistance judiciaire une allure interminable et embrouillée au point qu'une solution définitive devenait à peu près impossible. Les grandes exploitations s'établirent à tout hasard, en plein gâchis procédurier. Ainsi les entrepreneurs des mines de Rive-de-Gier font savoir au Conseil, en 1782, en demandant la prorogation de leur concession, que la première période concédée peut être considérée comme nulle, puisqu'ils ont eu à soutenir un procès de quinze années sur trente années de concession qu'ils avaient obtenues.

Prenons comme procès-type la suite des affaires Charost-Osmond contre les propriétaires du Forez. Voici le contrôleur général Calonne — et avec lui le Conseil — qui déclare que le concessionnaire n'avait pas à faire vérifier l'arrêt du Conseil et qui le met pour ainsi dire une seconde fois en possession. Aussitôt les propriétaires forment opposition « à l'exécution de ce titre illégal » et se pourvoient au Parlement où le 31 mars 1787 — la concession a été donnée en 1767, vingt ans auparavant — intervient un arrêt qui maintient les propriétaires dans leurs possessions avec défense au marquis d'Osmond — le successeur du duc de Charost — de les troubler, arrêt qui se dresse nettement en face des décisions du Conseil, pourtant souverain en matière de concessions minières d'après l'édit de 1744. Calonne ne se tint pas pour battu et obtint un arrêt du Conseil cassant l'arrêt du Parlement et évoquant l'affaire devant lui. Écoutons les réflexions des propriétaires, imprégnées de mauvaise foi, empoisonnées du plus bas égoïsme, invraisemblables à force d'être partiales, et par-dessus tout d'une rouerie et d'une subtilité qui exaspèrent :

« Cette évocation caractérise l'intrigue et l'injustice la plus criante :

à la vérité elle est l'effet d'une résistance la plus condamnable, parce que on a exposé qu'il s'agissait seulement de l'exécution d'un arrêt du Conseil, et non d'un enregistrement.

« Par cette évocation nous sommes donc soumis respectivement à la décision du Conseil, tant sur la validité du titre que sur la question de savoir si les carrières de charbon de pierre sont de droits privés ou publics ? Sans une commission expresse tous autres juges sont incompétents.

« Dans cette hypothèse, toutes les opérations des prétendus concessionnaires doivent être suspendues jusqu'au jugement définitif, et les propriétaires sont autorisés de droit à jouir d'une propriété qui les fait subsister et leur donne les moyens d'acquitter les charges royales.

« Mais contre tous les principes de forme et de droit admis par la jurisprudence, il a plu à M. l'Intendant, pour favoriser sans doute la concession, de séparer l'accessoire du principal et de rendre au commencement de ce mois une ordonnance sur requête. »

Ils vont plus loin encore. Selon eux, l'arrêt que doit rendre le Conseil sera valable purement et simplement s'il est en leur faveur, mais aura besoin de vérification s'il est en faveur de la concession. Enfin, ils déniaient à l'intendant, dûment autorisé pourtant par le texte de 1744, le droit de connaître de leurs affaires et demandent au contrôleur général « de donner des ordres à l'intendant de ne plus à l'avenir rendre des ordonnances qui autorisent les concessionnaires à troubler les propriétaires dans leurs travaux et de faire suspendre au contraire ceux du marquis d'Osmond jusqu'au jugement définitif... ». On n'est pas plus cynique étant donné que la concession Charost, légalement transmise au marquis d'Osmond, suffisait à celui-ci pour faire fermer toutes les petites exploitations dont un grand nombre d'ailleurs n'avaient pas fait la déclaration prescrite par la loi. Cette audace peut faire mesurer la faiblesse du Gouvernement.

A essayer de dégager quelques vues d'ensemble de ces innombrables dossiers, on retire l'impression — que nous croyons juste — que les groupes de petits industriels miniers, à certains moments, instrumentaient et argumentaient sans y plus rien comprendre et sans savoir où ils allaient, uniquement pour faire pièce à leur ennemi et pour retarder autant que possible le moment fatal de l'entrée en jouissance des concessionnaires. Il serait impossible — et d'ailleurs fastidieux — d'analyser ces procès, tant ils sont compliqués, enchevêtrés et tant ils nous sont parvenus en désordre et dispersés. Mais au tableau

que nous essayons de tracer de cette résistance judiciaire des petits propriétaires contre les concessionnaires manquerait une touche essentielle si, de l'amoncellement de documents que nous avons dépouillés, nous n'avions pas cherché à extraire quelques aperçus de la mentalité, de la psychologie des magistrats qui furent mêlés à ces discussions compliquées. Ils sont un des facteurs importants du problème et leur état d'esprit importe à connaître. Le rôle des intendants est capital dans l'histoire des mines et nous consacrerons une partie de notre étude des rapports de l'État et des mines à ces représentants du pouvoir central et à leur politique.

Quant aux autres magistrats, tant ceux de Paris que ceux de province, leurs interventions furent nombreuses et effectives, encore que toutes les causes minières eussent été théoriquement attribuées aux intendants; ils sont visiblement désemparés par la nouveauté des questions qui leur sont posées. La loi est vague et incomplète, la jurisprudence inexistante, et le texte imprécis sur lequel ils s'appuient prétend décider en une matière extrêmement délicate et inconnue jusqu'ici de ceux qui ont à la manier. La justice ne peut donc être qu'hésitante et confuse d'autant qu'au lieu de s'en tenir au moins à l'orientation générale de l'arrêt et de la volonté du Conseil, ces organes mi-judiciaires, mi-politiques, États provinciaux, Parlements, subissent des influences étrangères à la question économique, partagent les passions qui soulèvent certaines régions, ne sont pas insensibles à leurs intérêts ou aux intérêts de leurs membres influents. Ces magistrats d'ailleurs sont imbus des idées de la propriété intangible et il y a une certaine ironie à leur demander de consacrer une atteinte à un principe qu'ils sont décidés à défendre. Ne sachant pas discerner l'opposition naissante du droit social et du droit individuel, accessibles aux seules misères qu'ils ont sous les yeux, intéressés à ne pas laisser le roi s'attribuer de trop grandes prérogatives, ils sont évidemment dans de pitoyables conditions pour appliquer l'arrêt du Conseil. Ce sont eux qui presque partout le tiennent en échec; la petite propriété n'a pas de plus précieux auxiliaire de résistance. En Languedoc, par exemple, ce sont eux que Tubeuf trouve sans cesse, inlassables et implacables, barrant la route à ses larges conceptions.

Dans leur lutte contre les concessionnaires, ils iront jusqu'à

défendre l'émeute et excuser l'insurrection; ils ne se doutent pas qu'ils préparent ainsi une habitude de révolution qui devait les emporter avec le régime dont ils étaient issus.

*
* *

La résistance passive et la résistance judiciaire furent accompagnées le plus souvent de mouvements violents auxquels devaient naturellement se livrer des hommes simples, rudes, portés aux extrémités, atteints dans leurs intérêts les plus essentiels. Ces mouvements furent innombrables; presque partout ils se déroulèrent d'une façon identique. Ils constituent la forme la plus spontanée de la défense de la propriété; ils sont parmi les plus importants des mouvements économiques violents qui précédèrent la Révolution et la préparèrent en accoutumant les populations à la révolte contre l'autorité royale. Ils agitèrent la France pendant un demi-siècle environ, prirent parfois une tournure fort grave, tinrent quelquefois en échec les volontés du Conseil et toutes les autorités. Ils représentent en somme l'essentiel de la lutte de la petite propriété contre le régime des grandes concessions.

Ces mouvements furent assez violents, assez opiniâtres et assez peu réprimés par le Gouvernement pour paralyser à peu près complètement certains concessionnaires. L'intendant du Lyonnais par exemple, écrivait à Bertin le 11 juin 1774, à propos des concessionnaires de Rive-de-Gier : « Quant à ce qu'ils demandent, que les trente années qui leur ont été accordées pour la durée de leur concession ne commencent à courir que de la date de l'arrêt qui interviendra, il est certain, Monsieur, que celles qui se sont écoulées depuis cette concession ont été bien orageuses, qu'elles se sont passées dans le trouble et dans l'agitation et que le produit des exploitations est fort au-dessous de toutes les dépenses que les concessionnaires ont été obligés de faire soit pour mettre des mines en valeur, soit pour soutenir les procès qu'on n'a cessé de leur susciter dans tous les tribunaux » (1).

Ces paroles ne faisaient que résumer une situation depuis longtemps désastreuse. Dès avril 1760, M. de Ville, ingénieur

(1) Arch. nat., F14 bis 7722.

des mines de Rive-de-Gier, au service des concessionnaires Berthelot et La Combe, signalait à Trudaine des troubles très graves sur cette concession (1).

« Des gens armés se sont présentés sur les mines exploitées par le sieur La Combe, les faisant menacer, les uns de les mettre en pièces à coups de sabre, les autres de les tuer à coups de fusil. On a forcé tous les ouvriers du sieur La Combe à prendre la fuite ; les outils et équipages restant à l'abandon, ont été jetés hors des mines, et, de suite, la même troupe s'est portée dans les écuries et dans les magasins. Les chevaux, denrées en approvisionnements, fer et autres matières ouvrées ou non ouvrées, ont été tirés et mis au pillage, après quoi, on s'est emparé des mines... »

L'enquête du subdélégué confirma, et au-delà, les faits exposés dans la plainte :

« Il établit que les chevaux du sieur La Combe ont été dispersés dans la campagne, que les harnais, jetés çà et là, se trouvent en partie (mot illisible) pour avoir essuyé la pluie de la nuit, que le foin en très grande quantité, l'avoine et le son, ont été entraînés dans le pré joignant la maison, et ayant été pareillement mouillés par la pluie, ne peuvent plus servir à la nourriture des chevaux, que le fer en bandes et en verges a été sorti de l'endroit où il était, que l'enclume, le grand soufflet de la forge ont eu le même sort ; à l'égard du dommage causé par cette invasion dans l'intérieur des mines, les deux experts nommés pour y descendre ont attesté qu'en suivant la galerie où se portent toutes les eaux, si ceux qui s'étaient emparés des mines avaient pris imprudemment deux pieds d'épaisseur de charbon, eussent poussé plus loin leur extraction, toutes les mines se seraient trouvées submergées, sans pouvoir être mises en valeur qu'après la confection de la galerie d'écoulement, les dévastations sont d'autant plus à craindre que la fourniture du charbon de la Ville de Lyon en dépend ».

En 1762, les esprits sont loin d'être calmés. La Combe avise Trudaine qu'il a besoin de secours et que la maréchaussée a refusé de lui prêter main-forte sans des ordres spéciaux.

Le 5 octobre 1767, la situation n'a pas changé : sur des ordres réitérés, la maréchaussée est intervenue sans beaucoup intimider les mutins. L'enquêteur officiel apprend que, le 18 septembre, M. de Noyons s'est transporté sur les mines de Rive-de-Gier accompagné de M. Lallié, ingénieur en chef des ponts et chaus-

(1) Arch. nat., F14 bis 7722.

sées. Les meneurs, conduits par un nommé Brochier et par la femme Brossi, les ont accueillis par des menaces et des ironies, une pierre est même partie de leurs rangs et a blessé un valet à la joue. Il y avait pourtant sur les lieux quatre brigades de maréchaussée commandées par le prévôt général. Il est vrai que, d'après le fonctionnaire chargé de l'enquête, le prévôt général est fortement soupçonné d'être intéressé aux affaires de Brochier.

Ce Brochier et son associée, Marguerite Bret, femme Brossi, méritent qu'on s'arrête un instant à leur personnalité. Parmi les meneurs de village, ils ont une physionomie particulière. Ceux-ci, en réalité, n'ont, en se révoltant, que leur intérêt propre en vue. Ils ne sont pas, comme d'autres, les porte-parole de populations misérables et affolées. S'ils réussissent à déterminer un mouvement, c'est qu'ils agissent sur des esprits bien préparés, exaspérés et prêts à tout. L'intérêt commun disposait à l'émeute les petits propriétaires dépouillés, mais l'intérêt commun est le moindre des soucis de ces deux chefs de révoltés. Ils ne sont pas suivis par tous les exploitants du pays dont quelques-uns trouvent intérêt aux travaux de la concession et profitent par exemple des galeries d'écoulement. Mais leur esprit est tellement tortueux et rusé qu'ils en entraînent un bon nombre dans leurs projets. Ce sont gens de caractère extrêmement violent, hardi: en public, sans se dissimuler, ils péroront à Rive-de-Gier et déclarent que tant qu'ils seront en état d'agir, les concessionnaires n'entreront pas en possession; leur activité sert leurs desseins. Quand ils abandonnent à Rive-de-Gier l'action révolutionnaire, ils courent à Paris et par des intrigues et des démarches cherchent à s'opposer à l'enregistrement des lettres patentes de la concession.

Il s'agit de placer les autorités devant le fait accompli. Brochier possède la mine de la Chieze; il la met immédiatement en exploitation et pour sortir les déblais sans qu'on soupçonne cette exploitation d'avoir été mise en route pour les besoins de la cause, il s'assure d'un meunier qui, avec deux ou trois hommes, entreprend à peu de distance de prétendus sondages pour trouver de l'eau — alors qu'il n'en manque pas — et procure ainsi à Brochier un puits d'évacuation.

Peu importe à celui-ci que dans la nuit du 13 au 14 août six ouvriers — sur sept — aient péri, noyés dans ses travaux

hâtifs et fous, pourvu que son exploitation soit prête à temps pour faire pièce à la concession. Pour cette belle besogne, Antoine Brossi a donné procuration à sa femme et ne paraît point. Le pauvre homme ! Ce mari débonnaire — et plus que sexagénaire — fut arrêté en octobre 1764 et il faut reconnaître que, très courageusement, sa femme le déchargea de toute participation à l'émeute. L'appui, le conseil de ces énergumènes est un nommé Bonnaud, clerc de procureur à Lyon, fils d'un propriétaire de mines, mais désavoué par son père.

On voit ici en action la mentalité de ces petits propriétaires industriels qui devait produire, dans le choc avec l'obstination courageuse des concessionnaires, les haines les plus tenaces et inspirer les procédés les plus tortueux.

Si le Gouvernement agissait le plus souvent avec mollesse, il frappait quelquefois des coups trop brutaux. L'histoire de Marqueny, dans la même région, est assez obscure. Marqueny appartient à une classe supérieure à celle de Brochier. Il est lieutenant de juge, beau-père « d'un homme de qualité ». Il se donne dans un acte contre Berthelot par devant les conseillers du roi, notaires à Lyon, comme l'un des quatre barons de la Sainte-Ampoule, ancien avocat au Parlement, juge des terres et baronnies de Sénevan, Saint-Romain, Chageron, Valfleury et dépendances (1). Malgré ces titres et cette situation sociale, il est représenté dans un rapport-mémoire de la police, du 13 février 1765, comme un homme dangereux... « qu'il a été reconnu pour tel partout où il a été et qu'il cherche par toutes sortes de moyens à entretenir la fermentation dans les esprits qu'il a su fomenter depuis six ans et à la faveur de laquelle il s'est fait un état » (2). Évidemment ce sont là les termes ordinaires, un peu vagues, des rapports policiers. Mais de fait, Berthelot et La Combe — quoi qu'ils aient dit plus tard par crainte ou par intérêt — se plaignaient depuis longtemps de l'anarchie qu'il entretenait contre eux dans la région (3). Marqueny — vu ses titres — fut arrêté par lettre de cachet. Les conces-

(1) Jean-Baptiste Clignet du Marqueny.

(2) Arch. nat., F14 bis 7722.

(3) Lettre de M. Morentin au contrôleur général, 7 août 1765. Arch. nat., F14 bis 7722.

sionnaires qui n'avaient peut-être pas été jusqu'à solliciter une mesure aussi radicale, s'arrangèrent pour être absents au moment de l'arrestation. Cette arrestation donne un pittoresque aperçu des mœurs de la police d'alors. Marqueny fut conduit au château d'If. On présenta aux plaignants la note des frais de transport, chevaux, fourrage, etc. : 500 livres. Or Marqueny avait fait le trajet à pied, ce dont il se plaignit très fort, attestant qu'un homme de sa qualité avait été exposé à la foule, encadré par la police. La maréchaussée — dont nous avons vu tout à l'heure le prévôt général associé secrètement avec un chef de révoltés — essayait de se procurer là quelques petits profits. Les concessionnaires refusèrent de payer. D'ailleurs ils réprouvaient eux-mêmes l'inutile affront infligé à leur ennemi et se défendaient d'avoir sollicité la lettre de cachet. Cédant aux conseils qui leur venaient de toutes parts, ils proposèrent un arrangement. Marqueny qui « se faisait un état » de l'agitation, demandait un certificat d'honnêteté et trois ou quatre mille livres d'indemnité. Berthelot ne voulut pas donner plus de vingt-cinq louis, car il avait déjà dû solder les frais de détention.

Ce coup sévère ne servit d'ailleurs pas d'exemple. Suivant le mot de M. Molin (1) à un concessionnaire, malgré les ordres de l'intendant et les brigades de maréchaussée les « habitants chassés de leurs carrières le matin y rentraient le soir ».

On prévoyait que le Gouvernement serait obligé d'intervenir d'une manière plus énergique. Il semble, d'après une lettre très sensée et très mesurée adressée par un nommé Thomé à un concessionnaire de ses parents, découragé par la résistance qu'il rencontrait, qu'un plan de répression ait été conçu : « Lorsque cette affaire sera en règle, qu'ils jouiront et vous aussi, et seront convaincus des torts qu'ils ont aujourd'hui de suivre les mauvais conseils de tous ces praticiens de village qui sont les premiers coupables et ceux auxquels il faudrait que l'on s'attachât pour en faire des exemples sérieux et sévères. Il y a dans le pays un régiment de dragons. M. de Rochebaron, commandant de la province, a reçu dans le temps, à ce que

(1) Molin est, croyons-nous, un élève de l'École des mines, employé sur une exploitation.

m'a dit M. de La Combe, des ordres du ministre de la guerre pour donner les siens dans un cas de révolte. M. de Saint-Florentin avait aussi mandé à M. de la Michodière qu'il lui enverrait des lettres de cachet » (1).

Brochier, la femme Brossi, Marqueny ne sont pas les seuls à soulever des émeutes contre la concession de Rive-de-Gier qui, avec celle de Tubeuf en Languedoc, fut une des plus attaquées. Un nommé Desvignes, entrepreneur des mines du sieur Donzel, s'était vu forcé d'abandonner son exploitation inondée. Les concessionnaires entreprirent, d'accord avec le propriétaire, de dessécher ces mines et de les exploiter. Desvignes — et ses associés — se retournent alors contre Donzel, l'assignent en 18.000 livres d'indemnité et tandis que l'intendant rend une ordonnance portant défense de se pourvoir ailleurs que devant lui, Desvignes s'empare des puits desséchés. L'intendant ordonne alors la mise en possession du concessionnaire. Desvignes et son neveu Point reçoivent l'huissier et les témoins armés de haches et s'opposent à sa mission. L'intendant requiert alors un détachement des dragons de M. de Rochebaron pour assurer l'exécution de la loi. L'huissier et son escorte accueillis par un attroupement de seize personnes, tous habitants de Saint-Genis, précédés de drapeaux, de tambours et de fifres, armés de fusils et de hallebardes, sont contraints encore une fois de se retirer (2). L'intendant, en rendant une ordonnance de renvoi des mutins devant la juridiction qu'il avait composée de juges de la sénéchaussée de Lyon, déclarait qu'il fallait désarmer tous les habitants de Saint-Genis et des environs tant on craignait leur état d'esprit (3). Les accusés furent seulement décrétés d'ajournement personnel. Bien qu'il n'y eût aucun doute sur leurs intentions, bien que les débats

(1) Arch. nat., F14 bis 1311, déj. cit.

(2) Arch. nat., F14 1311 mémoire, procès-verbal de rébellion, 3 déc. 1761.

(3) Les femmes, à Rive-de-Gier, furent plus violentes encore que les hommes. Extrait des registres des écrous et élargissements du greffe de la Geôle des prisons de Rive-de-Gier, cité par Alphonse de SAINT-PULGENT dans une communication faite en 1900 au Bulletin de la Diana d'après une pièce retrouvée aux Archives de la société et qui a pour titre : *Plainte à l'intendant de Lyon pour les habitants de Rive-de-Gier contre la compagnie exploitant les mines de charbon*. Nous avons utilisé cette pièce pour cette étude des troubles qui eurent lieu à Rive-de-Gier et aussi pour de nombreuses mentions de relations entre propriétaires et concessionnaires.

de l'affaire indiquassent nettement la rébellion, les juges se laissèrent prendre aux dépositions de témoins choisis parmi les habitants des communes intéressées et considérèrent que le dernier cortège n'était qu'une manifestation en l'honneur de la Sainte-Barbe.

La destinée de cette concession de Rive-de-Gier ne cessa pas, jusqu'à la Révolution, d'être fort orageuse. Sans interruption, les concessionnaires, malgré leurs efforts, leurs travaux, leurs dépenses, furent « accablés d'imputations calomnieuses, et ils eurent toujours à combattre les préventions du public, la passion des particuliers, et les intrigues plus dangereuses encore par lesquelles on parvint quelquefois à donner du corps aux plaintes les moins vraisemblables » (1). En 1780, les concessionnaires de Rive-de-Gier sont toujours en butte à une violente hostilité. En 1781, la compagnie, surchargée de travaux, de dépenses, de procès, de difficultés matérielles et morales, élève le prix du charbon : le menu fut porté à six sols au lieu de cinq, le pérat à douze sols au lieu de huit sols trois deniers. Les consommateurs acceptèrent très calmement cette modification de tarifs. Mais les propriétaires saisirent l'occasion d'attiser une fermentation toujours latente. Ils poussèrent les voituriers à protester. Au nombre de quinze cents, « ils se portèrent à un tel excès de fureur, qu'ils attroupèrent les gens du pays, leur donnèrent des armes, firent marcher un drapeau devant eux et vinrent sur le terrain de la concession dont ils renversèrent les travaux sans que la maréchaussée assemblée pour les contenir ait jamais pu leur en imposer » (2). En 1789 enfin, éclata la plus grave des insurrections de cette région — le mot insurrection est prononcé dans un rapport officiel. Elle était d'autant plus inquiétante qu'elle était dirigée par les autorités de Saint-Étienne ou que du moins la résolution de marcher sur la concession avait été prise en présence des officiers municipaux sans que ceux-ci fissent rien pour détourner les mutins. La révolte prenait ainsi une allure officielle. Le 23 juillet, cent hommes armés venant de Saint-Étienne, conduits par de notables bourgeois de la ville, attaquèrent l'éta-

(1) Bibl. mun. de Lyon. Manuscrits Coste, n° 24. Mémoire.

(2) BROSSARD, *ouv. cit.* Voir encore Arch. nat., F¹⁴ 131.

blissement d'Osmond, menaçant de mettre tout à feu et à sang. Ils incendièrent tout sur la concession, brisèrent toutes les vitres, mirent le feu aux provisions de charbon, et durant toute la nuit, tirèrent des coups de fusil.

Dans la même région, Roche-la-Molière, concession associée à celle d'Osmond, connut les mêmes épreuves. Le meneur était encore un bourgeois notable de Saint-Étienne, le sieur Micolon, échevin. Une première fois il parvint à soulever la contrée et à arracher à un certain nombre de ses camarades le serment de chasser les concessionnaires. La bande vint donc leur intimer l'ordre de quitter le pays, accompagnant cette injonction de terribles menaces, attaquant les bâtiments de la concession, emmenant les chevaux de force, rouant de coups les conducteurs. Avant de s'éloigner ils allumèrent de grands feux et tirèrent, là aussi, des coups de fusil.

Effrayés, les concessionnaires abandonnèrent momentanément leurs travaux. Ils y rentrèrent plus tard. Mais, le 24 juillet 1789, — le lendemain du jour où fut attaquée la concession d'Osmond, ce qui semble indiquer un plan d'ensemble dans le bassin —, Micolon, suivi d'une troupe à pied et à cheval, vint signifier de nouveau aux concessionnaires, de la part de la ville de Saint-Étienne, d'avoir à se retirer. C'était à l'assemblée de la ville du même jour (24 juillet) que les esprits s'étaient échauffés⁽¹⁾.

Bien entendu, ces concessionnaires que les rapports officiels — dont nous n'avons aucune raison de douter — nous montrent timides, hésitants, craintifs, qui se faisaient petits pour s'introduire sur leurs concessions, les abandonnaient sous le coup de menaces ou de voies de faits, mal protégés par des détachements de maréchaussée impuissants ou indifférents, les révoltés, avec une entière mauvaise foi, nous les présentent accompagnés « d'une multitude effrayante de cavaliers de maréchaussée ». Devant eux, suivant la même source, « tout fuit, se disperse, les machines sont renversées, les travaux détruits, les provisions destinées à la subsistance des ouvriers, leurs ustensiles, livrés au pillage. On arrête ceux de ces ouvriers qu'une fuite assez prompte n'a pu dérober ; menaces, pro-

(1) J.-B. GALLEY, *ouv. cit.*

messes, il n'est rien qu'on n'emploie pour les contraindre à se parjurer, à déposer, contre les propriétaires ou les entrepreneurs, d'une rébellion chimérique » (1). Quel est l'auteur de cette façon très... particulière d'interpréter les faits ? Brochier. Et l'on présente comme une preuve de son innocence et des persécutions qu'il a subies, qu'il ait déposé une plainte contre les concessionnaires « en la Tournelle criminelle de la cour » et que le Parlement ait ordonné une enquête, comme si la cause était déjà jugée !

Un autre mémoire adressé au contrôleur général des finances prétend que d'Osmond est arrivé sur les travaux des propriétaires accompagné de troupes de police, d'huissiers, de records, quarante personnes en tout qui ont foulé la récolte (2), etc...

Le fait seul que les concessions aient été si longues à prosérer, se soient établies au prix d'immenses sacrifices, que maints concessionnaires découragés aient cédé leur privilège, que les premières grandes exploitations aient donné des résultats si pénibles et aient mené une existence si précaire, inflige aux avocats trop habiles des propriétaires un démenti formel.

L'agitation contre les concessionnaires avait gagné toute la France : les mines d'Anjou traversaient également une période critique. Thomas Bault et C^{ie}, entrepreneurs privilégiés des mines des paroisses de Saint-Aubin de Luiné, Chaudfond et Chalonnes, tiennent leur concession d'un arrêt du 8 janvier 1754. En 1760, après une longue procédure où sont intervenus à maintes reprises et le Conseil et l'intendant, nous les voyons occupés encore à se débattre au conseil du commerce (3). Dès le mois de mai, un sieur Hodée dépose une plainte contre inconnus — mais visant les concessionnaires — pour assassinats prémédités. La plainte n'eut pas de suite, mais elle atteste la surexcitation des passions et les violences qui avaient dû se commettre. Bault, un peu plus tard, est aussi

(1) Bibl. mun. de Lyon. COSTE, 110.012. Mémoire et consultation pour les propriétaires et extracteurs des carrières de charbon de terre situées dans les paroisses de Rive-de-Gier, etc..., déj. cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Mémoire des propriétaires de mines de charbon de terre du Forez. Au contrôleur général des finances.

(3) 7, 21, 28 février et 6 mars 1760. Arch. nat., F¹² 1032.

accusé de s'être emparé « à force ouverte et à main armée de plusieurs mines ouvertes ». Pourtant les procès qu'il soutient, l'intervention constante des autorités, démontrent assez qu'il ne s'est emparé de rien du tout ou que du moins on lui a repris ses conquêtes par les mêmes moyens.

En Auvergne, à Cransac, pour assurer le privilège de la concession, l'intendant avait rendu une ordonnance interdisant aux voituriers de transporter le charbon des propriétaires exploitant contre la loi. Le 30 octobre 1766, les nommés Dubuisson et Combiès, extracteurs, sont pris en contravention avec les voituriers à leur service. Coste, huissier royal, qui opère la saisie, est entouré par soixante paysans et contraint de rendre les voitures. Le 15 novembre, Bertin, saisi de l'affaire, envoie à l'intendant une nouvelle commission de justice avec deux ordres du roi pour faire arrêter les auteurs de la révolte (1). Le 17 novembre, un second attroupement se forme « sur ce que le bruit s'était répandu que les concessionnaires devaient faire fermer quatre-vingts ou cent puits qui avaient été jusqu'alors abandonnés aux propriétaires. Et second procès-verbal ».

L'année 1768 se passe dans un calme relatif, mais un mouvement d'une gravité exceptionnelle couvait sous cet apaisement. Le 24 mars 1769, plus de cinq cents paysans armés de fusils, de pistolets, de faux, de bâtons ferrés, se réunissent, envahissent toutes les mines, mettent le feu aux baraquements, aux maisons des directeurs, comblent les puits, pillent tout ce qui leur tombe sous la main, se partagent entre eux les outils, les planches, les charbons, les meubles, les effets, volent les chevaux et les bestiaux. Puis, abandonnant la concession, ils « courent dans tous les villages voisins en sommant les habitants de leur déclarer où sont les directeurs, qu'ils veulent disent-ils, avoir vifs ou morts. En vain le 29, le prévôt général de la maréchaussée remplit tout le pays de sa cavalerie et fait prisonniers trois d'entre eux. Cette résistance ne fait qu'augmenter le trouble en augmentant l'attroupement. Plus de 2.000 paysans des paroisses voisines accourent se joindre à eux. Ils attaquent la maréchaussée, lui enlèvent ses trois pri-

(1) Arch. nat., F14 bis 7626.

sonniers, blessent plusieurs cavaliers, et les mettent tous en fuite. Des lettres circulaires, écrites le 9 avril par le prévôt général à tous les seigneurs et curés des communautés voisines, qui paraissaient participer à l'attroupement, pour les engager à rappeler leurs habitants, parviennent cependant à disperser cette multitude. De ces débris se forment plusieurs partis de brigands qui vont mettre tout le canton à contribution sous prétexte de l'avoir délivré du directeur de l'entreprise, dont ils portent partout avec eux l'effigie » (1).

Cette émeute sérieuse qui, par sa violence et sa durée, prit presque la forme d'une insurrection, atteste l'état d'anarchie qui pesait sur les provinces françaises et de quel courage devaient être doués les concessionnaires. Partout ces mouvements de forme nettement sociale sont victorieux, puisque partout ou à peu près, les concessionnaires sont momentanément obligés de céder ou de se cacher et la maréchaussée, débordée, ne parvient pas — bien que le style officiel ne l'avoue point — à assurer l'exécution de la loi.

Le concessionnaire des mines de Montcenis (Creusot) connaissait lui aussi toute l'aigreur violente des propriétaires déposés. Garchery, le meneur de l'endroit, avait reçu mandat de s'opposer à la concession, *en une assemblée tenue dans la salle des audiences du bailliage*. Le procès s'engagea, tortueux, compliqué, mené en sous-main par des anciens amis du concessionnaire attaqué, de Lachaise, personnes en place. « Elles sont connues et leurs démarches ne sont pas toutes secrètes. Mais le sieur de La Chaise se gardera bien de les nommer, il les respecte trop et quelque mal qu'elles veuillent lui faire, il ne perdra jamais le souvenir de l'amitié et de la confiance qu'elles et leurs auteurs lui ont constamment accordées jusqu'à l'époque de son privilège et dont il ne s'est jamais rendu indigne » (2). La procédure commencée en 1768 traîne en longueur, énerve les partis, monte les esprits. Dans la nuit du samedi au dimanche

(1) Arch. nat., F14 bis 7626. D'après une lettre du marquis de Bournagel, seigneur du lieu, le procès-verbal du prévôt général de la maréchaussée, deux lettres des sieurs Fleury et Tubeuf préposés des concessionnaires et les lettres de l'intendant, M. de Saint-Florentin. Nous avons retrouvé dans les papiers de Tubeuf des comptes qu'il remettait régulièrement et des lettres concernant ses appointements, qui indiquent qu'il n'était que co-directeur de ces mines, mais non concessionnaire.

(2) Arch. nat., F14 bis 7866.

27 mai 1770, une bande de révoltés brisent les tours élevées sur l'exploitation de la Chatelaine, détruisent les outils, précipitent les débris dans un puits de quatre-vingts pieds de profondeur. Mais ce n'est pas tout et le concessionnaire a été averti que c'est à sa personne que l'on en veut. De La Chaise demande la permission d'établir six gardes « à bandouillères aux armes de Sa Majesté ».

Aux mines de Carmaux, la situation n'est guère plus brillante et la sûreté du concessionnaire, et surtout de ses ouvriers, est aussi précaire. Les attaques contre le personnel du marquis de Solages sont incessantes. Lui-même est souvent absent, à Paris, à l'armée. On s'en prend à ses employés. Le 21 août 1753, trois de ses ouvriers flamands sont attablés chez un nommé Guises, leur logeur. Cinq ou six habitants qui sont là, à boire, leur cherchent querelle, éteignent les chandelles, les rouent de coups. Un maître maçon a deux côtes cassées. Guises parvient à expulser les assaillants. Ils reviennent à la charge plus nombreux, criblent les fenêtres et les portes de pierres, provoquent les assiégés. Le maître maçon et ses camarades se réfugient dans une profonde galerie; ils y sont encore assaillis et le malheureux blessé reçoit encore un coup fort grave à la tête. Le 5 septembre, un mineur qui se rend à dix heures du soir chez un de ses camarades est attaqué par trois propriétaires. Le 12 du même mois les mineurs qui sont retournés chez Guises et chez le chirurgien du village, sont assiégés, criblés de pierres. On sonne le tocsin. On tire à balle sur les fenêtres d'une maison où sont logés la femme d'un ouvrier et quelques camarades. Quelques jours plus tard, un de ces Flamands se vengea en assommant un de ses assaillants.

Solages absent revint en toute hâte; il calme la sédition et, désireux de ne pas indisposer les habitants de sa région, demande l'interruption de la procédure commencée. Il n'y a pas de doute sur l'origine de cette révolte. Le subdélégué dans le rapport qu'il adressa à l'intendant s'exprime ainsi : « La jalousie et l'idée où sont les habitants qu'il devait être permis à chaque propriétaire d'ouvrir les mines qui sont dans leur fonds a entretenu l'animosité » (1). Le 13 novembre 1753, Saint-Priest,

(1) Arch. de l'Hérault, série C 2721. Rapport du subdélégué Valat.

intendant du Languedoc, publia une ordonnance par laquelle il rendait — sur les avis de son subdélégué — les consuls de la paroisse de Carmaux responsables des troubles qui pourraient survenir.

Saint-Priest (1), que nous verrons à l'œuvre en étudiant le rôle des intendants dans la politique minière du Gouvernement, et que nous retrouverons mêlé intimement aux luttes du concessionnaire Tubeuf, eut parmi tous les intendants du royaume la position la plus délicate : ce fut le Languedoc en effet qui fournit sans aucun doute la résistance la plus passionnée.

Giral était mort sans avoir connu l'exploitation paisible de sa concession de la baronnie de Boussagues, comprenant tout le territoire de Graissessac et de Camplong concédé en 1769 (2). Il avait subi toutes les tribulations que suscitait aux industriels hardis la haine des concessionnaires ; c'est lui « l'Homme de sang, le spéculateur avide » que le mémoire des habitants de Graissessac, Camplong, Boussagues, que le placet au roi de Pierre Caumel mettaient si violemment en cause. Giral pourtant, dans une région déboisée où le charbon était devenu si indispensable que les autorités de Montpellier suppliaient les capitalistes de la région d'entreprendre des recherches et des exploitations de houille, Giral avait créé une mine prospère. Il avait un directeur et quatre commis, vingt ouvriers, il payait régulièrement un impôt annuel de huit cent livres (3).

Il était mort sans avoir profité des temps d'apaisement et de calme. Son fils, Giral aîné d'Hérépian, lui avait succédé. Les haines, loin de s'éteindre, semblaient croître en violence. « Quelle injustice et quelle cruauté ! s'écriaient ses ennemis en un mouvement oratoire qui n'est pas sans grandeur. Quoi,

(1) Jean-Emmanuel de Guignard, chevalier, vicomte de Saint-Priest, conseiller du Roi en ses Conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la province de Languedoc, né à Grenoble en 1735, mort aux environs de Lyon en 1821. Saint-Priest a laissé des mémoires manuscrits et un « *Examen des assemblées provinciales* », in-8, Paris, 1787.

(2) Le Gouvernement concéda ensuite en 1778 les mines comprises depuis Alzac jusqu'à l'Orb ; enfin les mines des environs de Saint-Gervais, depuis Graissessac jusque vers Castanet, furent concédées en 1789.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Mémoire pour servir de justification au sieur Étienne Giral... sur les plaintes portées à Nos Seigneurs des États.

pour que le sieur Giral soit toujours opulent et riche, il faudra que nous soyons toujours pauvres et malheureux ? Pour que le sieur Giral puisse satisfaire à son goût de luxe, à ses folles dépenses, pour qu'il puisse toujours avoir des équipages magnifiques, une table somptueuse, de riches ameublements, il faudra que nous soyons réduits à nous couvrir de vieux hail-lons, à ne manger que des châtaignes, à n'en avoir pas même suffisamment pour en donner à nos enfants ? Et ce serait toujours en dévastant nos possessions, avec le produit de nos mines, avec les fondements de cette terre ingrate qu'arrosent en vain nos sueurs ? Quoi ! nous payerions toujours les charges de l'État pour des landes arides et les trésors qu'elles renferment seraient pris par un étranger ? Nous les verrions enlever à nos yeux, dans nos possessions mêmes et nous ne pourrions jamais y toucher ? Quelle barbarie et quelle cruauté ! » (1). Les protestataires ne s'en étaient pas tenus aux paroles. Giral fils vit ses propriétés ravagées, ses mines ruinées, écrasées, ses ouvriers attaqués, ses bâtiments incendiés, ses outils volés par des bandes révoltées conduites par les Anibat, les Donnadiou, les Azéma, les Filerand et autres (2).

Le voisin d'exploitation de Giral, M. de Cornin, concessionnaire depuis 1775 (3) des mines de Caylus, connut les mêmes déboires, les mêmes attaques. En 1792, il fut chassé de sa concession par les habitants du pays qui s'emparèrent de ses travaux.

Mais, de tous les concessionnaires, ce fut Tubeuf qui eut à soutenir les luttes les plus ardentes, nous pourrions dire les plus tragiques, puisqu'elles déterminèrent sa ruine, son exil et sa mort. On trouvera dans une autre étude (4) le récit détaillé de ces batailles juridiques et de ces révoltes à main armée. Mais il est nécessaire d'en tracer ici une rapide esquisse pour accuser certains traits du tableau de la France minière à cette

(1) Arch. nat., F14 bis 7692, déj. cit. Adresse et pétition des habitants des lieux de Graissessac...

(2) *Mémoire* de GIRAL D'HÉRÉPIAN du 22 messidor an II, où il déclare que « depuis plus de dix ans, il a vu ses propriétés ravagées... ». Arch. nat., F14 bis 7691.

(3) CREUZÉ DE LESSER, *Statistique du département de l'Hérault*, déj. cit.

(4) Tubeuf, *un grand industriel au XVIII^e siècle, d'après ses papiers inédits*, par Marcel ROUFF.

époque. Tubeuf débuta dans le Comtat Venaissin en 1770. Les premières hostilités contre lui datent de la même année. Quand il meurt en Virginie, en 1795, ses représentants sont accablés sous le poids de procès vieux de vingt-cinq ans et qui ne se terminèrent définitivement qu'au XIX^e siècle. En cette âpre et longue bataille, la mentalité normande du concessionnaire et de ses descendants, obstinée, rusée, prudente, se heurta à l'emportement, à la solidarité, au sentimentalisme, à la violence du particularisme méridional, et de ce conflit sortit une des luttes économiques les plus aigües que l'histoire ait eu à enregistrer. Gensanne, chargé officieusement de dériver vers d'autres régions l'activité du concessionnaire, l'avait prévenu de l'état d'esprit très spécial qu'il avait devant lui et lui en avait fait un bien joli tableau : « Vous ignorez sans doute, lui dis-je, qu'en Languedoc, désobliger le moindre particulier c'est désobliger toute la province, parce que la moindre plainte que l'on porte aux syndics des diocèses est sur le champ renvoyée à MM. les syndics généraux qui ne manquent point d'en faire leurs rapports aux États, et cette illustre assemblée est aussi sensible au mécontentement qu'on cause au plus petit de ses concitoyens qu'elle est reconnaissante des services qu'on leur rend. Vous êtes dans le pays de la sensibilité. Vous y serez adoré si vous y apportez un cœur bienfaisant et un esprit social, mais où il est dangereux d'avoir des ennemis, surtout parmi le peuple » (1).

Tubeuf arrive sur sa concession, d'abord modeste, quinze cents toises, autour d'un puits, à Carsn. Le subdélégué de Gors, chargé de faire une enquête sur la valeur de la mine, avait donné un avis favorable, expédié à Paris des échantillons du puits et de terrains voisins, et déclaré que les habitants étaient incapables de se livrer à une exploitation sérieuse. Peu à peu la concession s'était agrandie, Tubeuf y avait ajouté les exploitations de Pont-Saint-Esprit. Cette première tentative dans le Comtat Venaissin avait déjà soulevé des difficultés et surtout avait donné l'éveil aux propriétaires des environs, malgré les manières avenantes du concessionnaire qui offrait un banquet à la Sainte-Barbe et qui déclarait que, ne voulant pas priver les

(1) GENSANNE, *ouv. cit.*

propriétaires de leurs exploitations, il se contenterait de leur acheter le charbon qui lui serait nécessaire. Successivement, en quelques années, Tubeuf obtenait trois mille toises autour de Barjac, dans le Languedoc proprement dit, puis les mines qu'il avait découvertes ou pourrait découvrir aux environs d'Alais et de Saint-Ambroix et dans toute l'étendue des terrains situés entre Pont-Saint-Esprit, Laudun, Uzès, Anduze, Villefort, Aubenas et Viviers. Habilement et sans trop de scrupules, il avait intéressé à ses affaires M. de La Barberie, commis important des bureaux du ministre Bertin. Jusqu'alors Tubeuf, obligé de se ménager des appuis, a agi avec douceur ; il a à peu près laissé en paix les petits exploitants, il n'a ni sorti son arrêt de concession, ni dévoilé ses projets, tenu qu'il était à des ménagements pour former la vaste concession qu'il rêvait. Les États du Languedoc lui semblaient favorables, l'archevêque de Narbonne le protège. Mais une fois nanti de la concession qu'il poursuit — et qui est formidable — Tubeuf dévoile son jeu. Dans ses lettres à La Barberie (1), le ton change ; il ne parle plus des petites exploitations sur le mode paternel dont il usait jadis :

« Il ne nous reste plus qu'une chose à demander, c'est la suppression des mauvaises petites exploitations dont le voisinage peut, par accident, par inexpérience ou par malice, troubler les miennes ; il y a aux environs de mon exploitation d'Alais, quatorze méchantes petites mines ouvertes qui conduisent chacune à une masse de charbon considérable... sans faire valoir ma concession, j'ai pour en demander la suppression des raisons plausibles : outre la mauvaise exploitation qui s'en fait et les dangers qui en résultent, les difficultés qu'elles préparent pour l'avenir, c'est qu'il est connu des trois quarts de la ville qu'il y périt souvent des hommes ; c'est que je fournirai par ma seule exploitation beaucoup plus de charbon qu'elles toutes ensemble et d'une qualité infiniment supérieure et qu'enfin je me propose de dédommager les propriétaires de celles qui sont maintenant en exploitation suivant leur estimation présente ou celle que m'imposeront les États eux-mêmes. Ce sacrifice leur plaira certainement et nous mettra à l'abri des tracasse-

(1) Lettres des 18, 25, 27 octobre et 7 novembre 1774. Ces renseignements proviennent des papiers de Tubeuf trouvés par nous à Alais, aux mines de Rochebelle et qui ont été mis à notre disposition par le directeur des mines, M. Lombard, et le secrétaire général, M. Auphand, avec un empressement et une amabilité dont nous ne pouvons pas leur témoigner toute notre gratitude. Voir aussi BARDON, *ouv. cit.*

ries et dangers de la concurrence. Il sera peu considérable, puisque l'estimation générale de ces quatorze mines ne va pas à cent pistoles par an quand elles sont toutes exploitées et qu'il y en a dans ce moment sept d'abandonnées ».

C'était la guerre. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des innombrables et interminables contestations que soulevèrent les nouvelles dispositions de Tubeuf. Nous le contons dans l'étude que nous avons consacrée au concessionnaire. Exaspéré par cette main-mise brutale sur les propriétés et par les procès en cours, l'esprit de la population s'aigrissait, les passions commençaient à gronder sans retenue. Le 16 août 1776, Tubeuf signale à l'intendant les menaçants propos tenus par un de ses adversaires, Rouzier: « Dussé-je mourir pendu ou rompu, il faut que Tubeuf ou moi périissions! »

Un nommé Brassac disait tout haut: « Si j'étais à la place de Rouzier, j'aurais fait sortir Tubeuf de la ville d'Alais ». Tubeuf exagère un peu quand il ajoute: « Cette insulte atroce donne la plus violente atteinte et porte la plus infâme flétrissure à la réputation du suppliant. Les ouvriers effrayés ne veulent plus travailler ». Pourtant la haine qui entoure le concessionnaire s'étend évidemment à ses ouvriers; l'un d'eux est accusé par un boucher du nom de Papel, d'avoir volé des raisins dans les vignes du bijoutier Bernard. Tubeuf, dit le dénonciateur, doit être tenu pour responsable du larcin de son employé.

Il est évident que Tubeuf, dès cette époque, peut redouter les plus grandes violences. En vain cherche-t-il à se ménager les plus puissants appuis; les uns se déclarent nettement contre lui, comme l'archevêque d'Alais, les autres se dérobent. Le baron de Tornac, auquel il faisait valoir que ses travaux répandaient annuellement douze mille livres parmi ses vassaux, lui répondit: « Je m'aime beaucoup plus que mes vassaux ». Toute la sourde opposition de l'intendant lui-même se résume en une phrase du subdélégué d'Alais qui devient le signal de la révolte: « Tubeuf a des torts, les mines ne sont pas à lui ». « Une poignée de canailles », écrit le concessionnaire, les Drulhon, Fayol, Griard, Justet, etc... n'attendent que ce signal et commencent à ouvrir des galeries sur sa concession. Le directeur de Tubeuf, Allès, fait publier le 13 août par Thomas, le trompette municipal, l'arrêt de concession de 1773 et apposer trente

affiches. Les propriétaires de mines ripostent immédiatement en se syndiquant et en élisant pour syndic Gilles-François Verdun, maître perruquier. L'émotion est grande à Alais, deux mille personnes y ressentent le frisson de la misère qui arrive; le conseil municipal se range violemment du côté des propriétaires, et Gensanne, inspecteur général des mines, désapprouve Tubeuf qui a commencé la guerre en faisant fermer des mines et, mesure maladroite, en augmentant le prix du charbon. Troublée, incertaine, la situation s'aggrave sans cesse durant de longs mois, les forces de révolte se coalisent, s'organisent, la colère s'accumule.

Le 13 mars 1780, Allès, qui commence à trahir son maître, écrit à Richard, directeur de la compagnie d'épurement qui s'est établie dans la région et a traité avec Tubeuf pour la fourniture des charbons :

« Si Tubeuf est assez heureux d'obtenir un second arrêt qui le maintienne dans le privilège de sa concession et que cela soit à la satisfaction de la compagnie, il serait bon de le faire avertir, sans me compromettre, de prendre ses précautions, car la garnison d'Alais n'est actuellement que d'une compagnie d'infanterie (1), il s'en faudrait de beaucoup qu'elle pût suffire pour tenir en respect tout le complot médité. Ne communiquez point, s'il vous plaît, ma lettre à M. Tubeuf ; je connais l'homme ; il pourrait en faire un mauvais usage, me mettre à dos les Alaisiens dans leur fureur. Je ne me suis que trop attiré leur haine, en leur faisant fermer des mines ».

Ces craintes n'étaient que trop justifiées et tout le monde savait bien que les propos qui étaient ouvertement tenus, les menaces compromettantes et qui par la suite, en cas d'attentat, pouvaient entraîner des poursuites capitales, n'étaient que le fruit d'une extrême misère. Nous ne serions pas éloignés de tenir pour exacts les mémoires anonymes qui nous représentent Tubeuf mettant la main sur les mines, les faisant fermer à chaux et à sable, sans rembourser « les possesseurs à la place desquels il s'est substitué » et réduisant « une foule de familles au dernier excès de la misère » (2), portant « le découragement dans le cœur de tous les citoyens qui croyaient à la propriété ».

(1) Quarante hommes.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

C'était la rançon obligée du progrès indispensable à la vie de la France. Ces petits propriétaires s'étaient condamnés eux-mêmes par leur indolence, leur égoïsme et leur ignorance; malgré les ruines qu'il a semées, Tubeuf reste un bienfaiteur de la province à laquelle il a montré la voie de l'opulence et un des hommes qui ont été nécessaires à l'industrie française à ce point critique de son histoire.

Il n'en est pas moins vrai que la population de régions entières — par exemple la contrée de Roche Sadoule, paroisse de Robiac —, sauvages, stériles, impropres à toute culture et qui ne subsistait que du produit des mines, demeura par l'effet de la concession, désolée et misérable. Tubeuf n'osait point s'y montrer. « Il craint de s'engager dans des lieux inabordables, où cent hommes pourraient détruire une armée ». Il envoyait des commis en reconnaissance, mais ceux-ci ne tentaient même pas d'arrêter les muletiers qui continuaient à transporter, malgré les ordonnances, le produit des petites exploitations, « ne marchant qu'en troupes, résolus de défendre au péril de leur vie, le seul moyen qu'ils aient pour la soutenir » (1).

Les troubles éclatèrent enfin. Ces hommes farouches se révoltèrent, les armes à la main ; « l'exécution du sieur Tubeuf n'avait pas moins concouru que les vexations des gens d'affaires à cette double cause. Si ce privilège subsiste, si, comme on doit s'y attendre, le concessionnaire, réservé dans les commencements, aggrave progressivement les droits odieux qu'il a usurpés, on ne voit ni les bornes ni le terme des malheurs et des désordres qui peuvent en résulter ». C'était la menace officielle de répondre par la continuation de plus en plus violente de la rébellion à l'application du privilège royal.

Les propriétaires de mines, comme les conducteurs de charbon, ayant fait traîner longtemps tous les moyens légaux de résistance, se décidèrent à en employer de moins réguliers. Le 6 mai 1782, l'exempt de la maréchaussée, deux de ses cavaliers et les préposés de Tubeuf se rendant sur des mines à Alais pour les faire fermer, furent menacés de mort. Le lendemain, la maréchaussée revint en force avec un détachement

(1) Arch. nat., F14 bis 7682.

de la garnison d'Alais, fusils chargés. De Cambis, maréchal de camp, blâma l'intervention de la troupe.

Tubeuf, dans un but d'apaisement et de surveillance à la fois, accueillait comme ouvriers dans ses travaux tous les propriétaires et charbonniers dépossédés, « jusques aux vieillards hors d'état de travailler par eux-mêmes, ne fût-ce que pour tenir l'œil aux ouvrages... ». Quelques-uns cependant résistaient à ses avances, trois entre autres, Surtet père, son fils cadet et Gratuze, les plus enragés; ils s'arment de fusils et de pistolets, ameutent quelques personnes, le 1^{er} mai (1782), et tentent de tirer sur l'ingénieur des mines, Cautionnard, en inspection pour le compte de Tubeuf. Les armes avaient heureusement été cachées dans les galeries et les amorces humides ratent. Cautionnard prend la fuite par la grande route; ses agresseurs acharnés lui coupent la retraite par des chemins de traverse. L'ingénieur se réfugie dans les baraquements de la mine royale. Il y est assiégé et doit attendre la nuit pour regagner, escorté d'ouvriers mineurs, la maison d'habitation de l'exploitation, à Rochebelle. Il y demeure prisonnier, n'osant en sortir, car les révoltés viennent de faire des provisions nouvelles de poudre et de balles (1).

Le 24 mai, Joly de Fleury envoyait à l'intendant des ordres pour réprimer toutes les voies de faits, tout en faisant des restrictions sur la conduite de Tubeuf. Malgré cette intervention, les habitants dépossédés faisaient la chasse à ses ouvriers et les couchaient en joue. La révolte était ouverte. M^{me} de Tubeuf elle-même, écrivant à leur protectrice, M^{me} de Fontpertuis, l'avouait: « Merci, Madame, mon incomparable protectrice, cette révolte n'aura pas de suite; il suffit que M. Joly de Fleury en soit prévenu par vous. » C'était faire montre d'un optimisme démenti par les faits. Le ministre envoya aussitôt sur les lieux un inspecteur, Duhamel, qui dans son rapport déclarait nettement que « les paysans menacent à coups de fusil quiconque veut les empêcher de travailler comme bon leur semblerait ».

La détermination des paysans est si farouche qu'elle intimide l'intendant lui-même. Saint-Priest refuse d'employer l'énergie

(1) Rapport de Laporte de Saint-Cels, procureur fondé du suppliant (Tubeuf) à l'intendant. Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

pour réprimer l'émeute. Le ministre est obligé de lui rappeler (le 11 octobre) qu'il n'a qu'à exécuter les ordres de Paris. Il nomme alors une commission de gens très modérés qui doivent l'aider dans la répression. Cette commission traîna les choses en longueur et rendit une ordonnance très douce défendant à toute personne d'extraire du charbon sur la concession Tubeuf à peine de... trois cents livres d'amende.

M. de Cambis, prétextant les privilèges de la province (?), déclare qu'il ne pourra pas prêter main-forte au concessionnaire.

La complicité des autorités locales, la faim, la misère de la dépossession (jointes à d'autres causes qui ne sont plus de notre sujet), contribuèrent à cette époque à la formation de troupes redoutables d'hommes armés, de brigands qui infestèrent la contrée. Ces bandes entretenirent l'agitation dans les régions en exploitation.

Tubeuf est sans cesse menacé. Toutes les précautions ne parviennent pas à empêcher la contrebande des exploitations clandestines. En septembre 1784, Tubeuf est attaqué, une nuit, dans sa maison de Rochebelle ; toutes les vitres sont brisées. On lui enlève ses ouvriers ; on désorganise son personnel ; on joint l'ironie à la violence : un propriétaire de ses ennemis vient lui proposer la place de directeur de ses travaux quand sa concession sera révoquée.

Toute cette fermentation préparait l'attentat qui, étant donné l'état des esprits, ne pouvait pas ne pas arriver.

Le 3 mai, Tubeuf accompagné de trois huissiers et, par prudence, d'un détachement d'invalides, se rend à Trouillas où il a des contestations avec un des entrepreneurs du maréchal de Castries, un nommé Faure. « Le maréchal de Castries, écrit-il, était représenté par des agents plus jaloux de se parer à ses yeux, d'un zèle coupable que de montrer leur soumission aux décisions émanées du trône. » Sur la demande de ces petits entrepreneurs en fraude avec la loi et par respect pour de Castries, Tubeuf leur accorde un délai de quinze jours. Le 20 mai, il expédie ses ingénieurs, ses commis et ses ouvriers pour prendre possession de la mine de la Grand'Combe. Lui-même les suit, le 21, avec ses huissiers et ses invalides — bien âgés pour être d'un secours efficace. Il rejoint Renaux, son ingénieur-directeur, qui le met rapidement au courant de la

situation. Jean-Antoine Silvain, associé de Faure, entrepreneurs tous deux des mines de la Grand'Combe, l'ont prévenu qu'on n'entrera pas dans les mines, qu'il y aura une révolte. Intrépide, fort de son droit, Tubeuf entraîne sa troupe, poursuit sa marche. Rien ne l'arrête, ni les menaces, ni la grêle de pierres qu'il essuie vers les entrepôts à charbon de Faure et C^{ie}. Suivi de son escorte, que son courage soutient, il arrive à l'entrée de la mine. D'un air mielleux, Faure que son fils accompagne, lui demande ce qu'il vient faire. Tubeuf montre ses titres de concession, rappelle qu'il n'a accordé qu'un délai de quinze jours. Faure lui répond textuellement : « Monsieur Tubeuf, vous avez cru être enfin arrivé à la terre promise, vous n'y entrerez pas » (1). Les pierres qui commencent à pleuvoir et qui blessent un invalide, révèlent que d'autres mutins sont cachés dans la galerie, prêts à soutenir le propriétaire, enflammés à la fois de haine contre le concessionnaire et par deux louis d'or qu'on aurait, dit-on, distribués à ceux qui prêtaient leur concours à la révolte. Faure déclare de nouveau à Tubeuf — mais avec le ton de la colère — que jamais il n'entrera dans la mine. Tubeuf y pénètre pourtant sans trop de peine, mais il se heurte à la violence et à la fureur quand il veut introduire ses ouvriers dans la galerie. Les révoltés crient aux invalides postés à l'entrée : « Prenez garde, enfants », et à ce moment les pierres et les débris de charbon recommencent à faire rage. Faure déclare que si Tubeuf s'obstine, il va y avoir un meurtre (2). Perrière, l'un des invalides, reçoit une contusion à la jambe, un ouvrier, Louis Vierre, est également blessé. Un invalide de l'escorte à ce moment épaula et fait feu, mais l'amorce du bassinet rate ; c'est à ce moment que Tubeuf est atteint d'une pierre qui lui fait « une plaie... à la partie supérieure de la joue gauche... laquelle plaie a environ deux pouces de longueur en travers et du côté de l'extrémité antérieure, elle pénètre jusqu'à l'os de la pommette avec effusion de sang et

(1) Arch. de l'Hérault. BARDON, *ouv. cit.* C'est surtout des papiers personnels de Tubeuf et en particulier du rapport du chirurgien Chapon, à Notre-Dame-de-Laval, du rapport de Louis Suret, garde en la connétablie et la maréchaussée de France, de l'enquête d'Antoine Rivière, avocat au Parlement, commissaire député par ordonnance de monseigneur l'intendant du Languedoc, que le récit de cette révolte est extrait.

(2) Déposition d'Antoine Chapon.

ecchymose... » (1). Tubeuf fut transporté à la ferme d'un nommé Ode, plus ou moins mêlé à la mutinerie, mais qui essaya de dégager sa responsabilité.

L'enquête établit que treize personnes étaient embusquées dans la galerie d'où partirent les pierres (2). Une longue préméditation fut également reconnue. La veille de l'attentat, un nommé Soleiret (ou Soleijet) avait déclaré devant témoins : « Si Tubeuf arrive, je lui foudrai des coups, vous serez témoins, j'espère même qu'au besoin vous me donnerez un coup de main pour le chasser, sinon gare à vous-mêmes. » Les menaces étant les compagnes ordinaires de la corruption, il est bien probable qu'on paya les auteurs de l'agression.

La rage de Faure n'était pas calmée ; le soir même de la bagarre, surpris par un orage, il se réfugia chez le cousin de son associé Silvain. Là, en guise de conclusion, il déclara : « Il est fâcheux qu'on n'ait fait que blesser Tubeuf, si on l'avait tué, la perte eût été peu de chose... Ce foutu gueux de Tubeuf nous a fait bien courir, mais il nous le paiera. » C'est le langage du père Duchêne avant la lettre.

L'ingénieur Renaux avisa le maréchal de Castries de l'attentat (3). L'enquête dura du 12 juin au 10 juillet et n'eut d'ailleurs aucune sanction. Tubeuf, blessé mais non découragé, indomptablement énergique et tenace, entrevoyait le moment où il ne pourrait plus opérer que sous la protection de la force armée, sceptique maintenant quant à la vertu des formes judiciaires :

« Votre seconde opération n'a pas eu malheureusement grand effet, puisque le lendemain les préposés à l'exploitation illicite des mines de la Grand'Combe y sont rentrés à face ouverte... Brigade d'Alais, je m'en

(1) Tubeuf prétend, sans que nous ayons pu vérifier le fait, qu'il perdit l'œil à la suite de cette blessure.

(2) Jean Soleijet, de la Salle, maître mineur, Simon, dit Laudiot, de Lairolle, Delezon, dit Mathivé, de Cardesec, Colinne fils, Canonge, Guiony, etc...

(3) Lettre du 21 mai :

« M. de Tubeuf vient d'être assassiné sur les mines de Trouillas... par les ouvriers et sous les yeux de vos préposés ; je pourrais dire plus, mais le verbal qui en a été dressé vous exposera la part qu'ils y ont. L'on ne s'attend pas à des délits de cette nature de la part des gens qui se disent honorés de votre confiance ; j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous instruire de cet attentat, M. de Tubeuf étant hors d'état de le faire lui-même. »

méfie ; procurez-vous les brigades de Nîmes et d'Uzès, ainsi qu'une main-forte de la garnison d'Alais, avec permission de laisser deux cavaliers pour protéger les ouvriers pendant quelques jours ; je ne compte pas du tout sur les cavaliers d'ici » (1).

Nous avons insisté pour deux raisons sur les luttes qu'eut à soutenir Tubeuf et dont il ne sortit jamais complètement. En premier lieu, ces violences furent, à l'époque, parmi les plus ardentes et les plus tenaces. Par là, elles sont représentatives, si l'on ose employer ce mot un peu philosophique mais qui exprime bien notre pensée, des obstacles que rencontrèrent les débuts de la grande industrie minière. Ensuite les documents que nous avons retrouvés, seuls parmi tous, présentent une ampleur et un développement qui nous permettent d'étudier une de ces résistances à main armée qui agitèrent alors la France, accueillirent partout les bénéficiaires de l'arrêt de 1744 et marquèrent une étape pénible de la transformation de la propriété.

Nous avons montré les trois formes de résistance que rencontra la conception législative de 1744 : la résistance passive, la résistance judiciaire, la résistance à main armée. Ces résistances particulières furent secondées et encouragées par la complicité des autorités locales, avons-nous souvent ajouté. Nous allons examiner le rôle de ces autorités.

(1) Lettre du 31 mai à Suret.

CHAPITRE V

LES AUTORITÉS LOCALES ET LES CONCESSIONS

Les autorités locales (1), à quelques exceptions près, mirent leur influence au service des propriétaires. Personne — à peu près — parmi leurs représentants ne comprit le rôle immense que les richesses souterraines de leur région étaient appelées à jouer, et, méconnaissant l'activité industrielle que les grandes concessions créeraient dans le pays, elles les combattirent énergiquement.

Cette opposition aveugle fut inspirée quelquefois par l'intérêt personnel, quelquefois par le souci malentendu de la consommation industrielle et particulière de la contrée ; il y eut aussi des complaisances envers des grands seigneurs propriétaires de terres comprises dans les concessions (ce fut le cas en Languedoc pour Conti et Castries), il y eut encore la haine aveugle et bête contre les capitalistes hardis, mais étrangers au clocher ; il y eut des sentiments de solidarité, il y eut l'aveuglement, la non compréhension de l'utilité immédiate et la méconnaissance de l'avenir, il y eut un souci de popularité locale, il y eut enfin de la bonne foi, un effort pour défendre la propriété violée, sans souci de l'intérêt général, supérieur à l'utilité par-

(1) Nous désignons sous le terme volontairement vague d' « autorités locales » tous les membres officiels des groupements judiciaires, commerciaux, administratifs, politiques, industriels, religieux ou militaires des généralités, bailliages ou sénéchaussées, diocèses, communes, etc... à l'exclusion des représentants du pouvoir central dont nous étudierons le rôle plus loin.

ticulière. Quelques hommes cependant, parmi ceux qui se trouvaient à la tête des villes ou des grands corps sociaux, virent très clair dans la situation et, comprenant le caractère néfaste de la petite exploitation minière, adhèrent sans arrière-pensée aux vues du Gouvernement. Il y avait quelque courage à adopter cette conduite, dans des régions soulevées par des passions, des intérêts et où les plus puissants tentaient de défendre envers et contre tous le régime des trous et des fondrières qui avait jusqu'ici constitué les mines de France. Il est juste de citer parmi ces rares exceptions M. de La Verpillière, prévôt des marchands et commandant de la ville de Lyon, qui, à l'heure où Terray, intendant du Lyonnais, faisait à Paris une pression énergique en faveur des petits propriétaires, osait écrire à M. de Coste, intendant du commerce :

« J'ai lu avec attention le mémoire que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer concernant la concession des mines de Rive-de-Gier ; cet objet est très important pour la ville de Lyon, les ouvriers et fabricants ne se servant presque que du charbon de terre ou de bois ; le prix de l'un ou de l'autre, surtout celui de terre, a plus que doublé depuis quelques années ; le canal qui se forme de Rive-de-Gier à Givors, en facilitant le transport de cet objet de consommation le rendra plus abondant. Les propriétaires des mines n'ont pas le moyen de vaincre les obstacles qui s'opposent à l'exploitation. Je pense qu'il n'y a qu'une compagnie qui puisse former une pareille entreprise et soit en état de donner à cette exploitation l'activité qu'exigent les besoins de la ville de Lyon. L'augmentation du prix du charbon de terre n'a été occasionnée que par l'impossibilité des propriétaires de fournir aux frais de dessèchement des mines. Les intérêts d'une compagnie consistant dans une exploitation continuelle et suivie mettront la ville de Lyon à l'abri de ces inconvénients et produiront un bien général » (1).

Regnauld d'Epercy, dans son rapport fortement documenté (2), déclare également, sans préciser, que les plaintes des industriels contre les petites exploitations qui ne leur fournissaient pas le combustible nécessaire « furent secondées par différentes villes du royaume ».

(1) Extrait de la lettre de M. de la Verpillière, prévôt des marchands et commandant de la ville de Lyon, sur l'utilité d'une compagnie pour l'exploitation des mines de Rive-de-Gier, à M. de Coste, intendant du commerce, daté à Paris, du 19 juillet 1764. Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Rapport de Regnauld d'Epercy.

M. de La Verpillière est une exception. En général, les autorités régionales, inconscientes de l'évolution industrielle et sociale à laquelle elles étaient appelées à prendre part, combattirent les concessions en couvrant de leur inertie — ou même de leur refus d'intervenir — les révoltes à main armée des propriétaires. Nous avons vu en Languedoc M. de Cambis s'opposer à ce que les forces sous ses ordres coopèrent à la répression des attaques contre Tubeuf. De même, La Combe, concessionnaire de Rive-de-Gier, mandait à M. de Trudaine, en 1762, que la maréchaussée refusait de lui prêter main-forte, sous le prétexte « qu'il fallait des ordres *ad hoc* pour agir » (1). Il sollicitait l'envoi de ces ordres. Les forces militaires ou de police se dérobaient donc dans deux des principales régions minières, au devoir d'assurer l'exécution des décisions gouvernementales.

L'opposition des autorités civiles était parfois plus sournoise et se manifestait par des procédés détournés et tortueux : à Cransac, les paysans révoltés étaient défendus dans les lettres des échevins de la ville de Cahors à l'intendant, où ceux-ci essayaient de discréditer la concession en affirmant qu'elle ne livrait que du charbon de mauvaise qualité et encore fort irrégulièrement (2), manière hypocrite de conclure à son inutilité. L'administration provinciale de la Haute-Guyenne s'associait aux échevins de Cahors avec des procédés encore plus fourbes, Elle proposait bien en haut lieu d'accepter les concours indispensables de capitaux, mais sans leur accorder aucun privilège. D'Ormesson, intendant des finances, perçait à jour cette ruse grossière. Il écrivait à l'intendant de Montauban (3) :

« J'ai conféré avec M. de La Boullaye, Monsieur, de la délibération de l'administration provinciale de la Haute-Guyenne concernant les mines de Cransac et d'Albin, et des observations que vous m'avez adressées à ce sujet. Je pense, comme vous, que les moyens qu'elle propose pour rendre l'exploitation de ces mines utiles à l'État et au canton où elles sont situées ne produiraient pas l'effet qu'elle s'en promet. De riches capitalistes ne se détermineraient pas sans privilège à mettre leurs fonds dans une entreprise où l'on aurait à combattre contre les difficultés dont toutes celles de ce genre sont susceptibles, et encore contre l'opinion et les mœurs des habitants ».

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre à M. de Trudaine.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7626. Mines de Cransac. Conclusions.

(3) Lettre du 4 juillet 1783. Arch. nat., F¹⁴ bis 7626.

En voulant trop prouver, l'administration provinciale avait dépassé son but et d'Ormesson relevait vertement sa mauvaise foi. Elle avait prétendu que les mines de Cransac étaient en fait abandonnées, alors que La Barberie affirmait qu'elles étaient en pleine et abondante exploitation (1). Le ministre s'étonnait avec raison que l'assemblée ignorât ce qui se passait à peu de distance du lieu de ses réunions et lui donnait pour ainsi dire à choisir entre l'incompétence et le mensonge.

Les administrations provinciales, les maires, se réjouissaient lorsque parfois, un aigrefin égaré parmi les concessionnaires, mystifiait un paysan, ami du progrès, qui avait collaboré avec lui, soit en le logeant, soit en lui confiant des fonds. La Bourgogne, dans la région de Beaune, vit arriver en l'année 1782 un aventurier du nom de Moniotte, que nous retrouverons plus loin. Il était concessionnaire des mines et à ce titre engagea des ouvriers qu'il ne paya jamais, emprunta de l'argent qu'il fut impossible de lui faire rendre, établit son domicile et prit pension chez un paysan du nom de Margent et y vécut grassement. Lorsque celui-ci, las de réclamer à son client les longues notes en retard, « fatigué de la vie scandaleuse et des disputes que le sieur Moniotte avait avec sa servante, le pria honnêtement de déloger de chez lui » (2), ce dernier refusa catégoriquement d'abandonner un si bon gîte. Margent s'adressa alors au maire de la ville de Beaune. Celui-ci répondit avec ironie qu'il ne pouvait rien faire « parce que le sieur Moniotte était un homme du roi », c'est-à-dire un concessionnaire et il apparaît dans sa réponse une visible satisfaction de refuser d'intervenir en faveur d'un homme qui avait pactisé avec les ennemis venus de Paris pour déposséder les propriétaires.

Quelquefois l'opposition sourde de la province se devine dans les recommandations que le ministre fait adresser aux États en faveur d'une concession ; ainsi le 17 avril 1769, Bertin est avisé qu'en même temps que l'arrêt de concession, une lettre de recommandation a été expédiée le 31 mars aux États de Bourgogne pour essayer de déterminer une opinion favorable à la

(1) Les propriétaires ne s'étant certes pas révoltés contre une concession abandonnée, les dates des émeutes prouvent que La Barberie avait raison.

(2) Arch. nat., T 532. Procès-verbal Moniotte.

mine de Montcenis et à la construction d'un chemin indispensable au transport de Montcenis à la Saône (1). On craint donc leur opposition puisqu'on est obligé d'insister auprès d'eux.

Une forme d'opposition assez commune des municipalités, c'est de prendre fait et cause pour les voituriers, de terre ou d'eau, dont les concessionnaires osaient secouer le joug corporatif pour confier le transport du charbon à des entreprises de leur choix. Ce sont surtout les municipalités des régions du centre de la France qui adoptèrent ce moyen de combattre les concessionnaires. Ainsi le maire, les échevins et officiers municipaux de la ville de Moulins apportent leur attestation officielle, revêtue du cachet de la ville, aux propriétaires qui, entre autres méfaits, accusent les concessionnaires des mines de Fins, les Mathieu, « d'avoir supprimé la vente (des charbons) que l'on faisait avant eux aux mariniers de cette ville, lorsqu'ils voulaient en conduire en leurs noms, qu'ils ont donné par entreprise toutes les voitures des charbons de la mine à un particulier de l'Auvergne qui n'emploie que des ouvriers du même pays pour la conduite des bateaux et que par cet arrangement les voituriers par eau de cette ville de Moulins sont privés d'une occupation qui faisait la principale ressource de leur subsistance » (2). L'intention hostile, et volontairement présentée sous une forme solennelle, de cette protestation se retrouve dans les documents que les autres autorités de la localité fournirent contre les concessionnaires. Les « présidents trésoriers de France, généraux des finances, grands voyers de la généralité de Moulins », les « officiers et magistrats de la sénéchaussée du Bourbonnais et au siège présidial de Moulins, réunis avec les officiers des différentes juridictions établies en cette ville et aux notables », l'archiprêtre, curé de Saint-Pierre de Moulins, docteur en théologie, et son vicaire (3), apportent aux voituriers l'appui de leur autorité avec l'administration municipale, appui qui est nettement aigre et malveillant à l'égard des concessionnaires.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Lettre non signée à Bertin.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Certificat des maires-échevins, officiers municipaux de la ville de Moulins.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603. Recueil de certificats.

Dans le Nord, les États d'Artois refusent une subvention de 30.000 livres aux concessionnaires Havez et Cellier, établis à Bienvillers-au-Bois, sur la rive droite de la Scarpe, bien que le roi en personne ait appuyé cette demande de subvention (1). Ce n'est évidemment pas une preuve de bienveillance, mais enfin les États étaient, en ce cas, dans leur droit strict. La politique minière des États d'Artois n'eut d'ailleurs rien d'absolu, il faut le reconnaître. Si cette assemblée eut parfois des velléités d'opposition aux concessionnaires, elle manifesta d'autre part et sous l'empire de la nécessité et de l'émulation d'Anzin, des dispositions excellentes à leur égard. Ainsi, en 1779, elle promit une prime de 200.000 livres à ceux qui les premiers ouvriraient dans la province « une mine de charbon et qui la rendraient en dedans cinq ans en pleine exploitation » (2).

Le corps municipal d'Arras témoignait plus manifestement son hostilité aux concessionnaires d'Anzin (3). Ceux-ci, puissants seigneurs et de plus propriétaires en grande partie des terrains qu'ils exploitaient, semblaient devoir supporter, sans crainte de défaite, une lutte ouverte ; ils la provoquèrent même et ne visèrent à rien moins qu'au monopole absolu d'exploitation des mines et de vente du charbon dans le Hainaut français et dans les régions voisines du royaume. Souvent les autorités locales furent à la tête de ceux — très nombreux — qui, parmi les populations de ces provinces, tentèrent de tenir tête à la puissante compagnie.

A la fin de 1783, le maire et les échevins d'Arras, par exemple, s'adressèrent au Conseil pour se plaindre : 1^o de l'insuffisance dans la fourniture « de charbon pour la ville d'Arras ; 2^o de la concentration du commerce entre les mains d'un sieur Mathieu, parent du directeur d'Anzin ». Pour remédier à l'insuffisance des envois d'Anzin, le corps municipal d'Arras demandait une revision des tarifs douaniers qui frappaient l'importation des charbons de Mons. Cette protestation ne

(1) Arch. nat., H¹ 33. Lettre de Caumartin au contrôleur général, 10 décembre 1768.

(2) Voir VUILLEMIN, *Le bassin houiller du Pas-de-Calais. Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la houille dans ce nouveau bassin.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Protestation du corps municipal d'Arras et passim.

fut pas isolée. La compagnie accusa le corps municipal d'Arras de mauvaise foi et d'opposition aveugle aux concessions : les officiers municipaux d'Arras, disait-elle, avaient fixé eux-mêmes la consommation annuelle de la ville à 130.000 mesures de charbon et la compagnie d'Anzin avait fourni en 1783 133.000 mesures. Quant au reproche de monopoliser le commerce dans le dépôt que la compagnie fait tenir en ville pour son compte par Mathieu, il est tout aussi injuste, puisque ce dépôt n'a reçu que 9.000 mesures sur les 133.000 réparties entre quinze ou seize marchands, et encore ces 9.000 mesures étaient-elles spécialement destinées aux pauvres de la ville, ce que les échevins avaient parfaitement reconnu en écrivant le 17 septembre 1783 à la compagnie : « Nous sommes très reconnaissants de l'attention de MM. les entrepreneurs (d'Anzin) au besoin des pauvres de notre ville ». Avec une insigne mauvaise foi, ajoutait la compagnie, le corps municipal se déjugeait à trois mois de distance.

Il n'en était pas moins vrai qu'Arras n'était pas seule à protester et que dans toute la province les autorités locales se faisaient l'écho des plaintes des industriels et des habitants contre le monopole d'Anzin qui ne tendait à rien moins qu'à supprimer toute concurrence d'exploitation et de commerce. En ce cas, la lutte des autorités locales contre la concession fut effective, ouverte et fondée. Elles étaient enchantées de saisir le prétexte que leur offrait imprudemment l'absolutisme d'Anzin.

Dans la région de Saint-Étienne l'opposition des autorités locales fut très violente et souvent complice des pires excès. Ce fut pour faire opposition aux concessionnaires que la ville de Saint-Étienne, agissant en quelque sorte comme personnalité civile, obtint pour elle-même « le privilège exclusif de toutes les mines de charbon qui se trouvaient dans ses environs, dans une circonférence de deux mille toises de rayon; nul étranger, même nulle personne du lieu ne peut extraire du charbon dans l'étendue de cette concession spéciale autorisée par arrêt du Conseil... » (1). C'est ce qu'on a appelé *la ré-*

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1312.

serve de Saint-Étienne (1). Cette idée de la réserve destinée à assurer l'alimentation de l'industrie de la ville, avait été inspirée aux autorités municipales par la crainte de voir le charbon de la région accaparé par Paris et par Lyon. Ce privilège exceptionnel, unique en France, croyons-nous, ne rendit pas en fait les services qu'on en attendait, car la ville fut obligée, poussée par ses préjugés, de faire mettre la *réserve* en valeur par de petits industriels dont nous avons vu les déplorables procédés d'exploitation.

De plus, on exportait continuellement en contrebande le charbon de la *réserve* vers d'autres régions. En 1766, les maires et échevins de Saint-Étienne protestèrent contre le haut prix du charbon, conséquence des contraventions aux arrêts. Plus tard, le concessionnaire de Roche-La-Molière, d'Osmond, intéressé à supprimer une concurrence, d'accord avec Saint-Étienne — pour une fois — se plaignit lui aussi des contrebandes de la *réserve*.

Cette faveur accordée à la ville de Saint-Étienne et qui aurait pu lui inspirer la pudeur de se désintéresser de tout ce qui se passait hors de son privilège, ne désarma point ses autorités. Nous voyons en janvier 1785 les officiers et le receveur particulier de l'élection de Saint-Étienne s'émouvoir de ce que « ...depuis plusieurs années, des hommes avides ont jeté les yeux sur nos mines... ». « Dans ce moment, déclarent-ils, un sieur Rousseau, en surprenant un arrêt, a répandu une alarme générale... » (2). Et avec une singulière audace, tentant d'étendre, sans que cela les regardât en rien, les limites de la *réserve*, ces officiers suppliaient « très humblement Sa Majesté et les seigneurs de son Conseil d'ordonner définitivement qu'on ne changera rien aux propriétés et à l'extraction des mines de charbon situées dans les paroisses de la ville de Saint-Étienne,

(1) Le souvenir « de la réserve » est encore vivace aujourd'hui dans la ville de Saint-Étienne. Les arrêts concernant « la réserve » sont de 1724, 1738 et le plus précis et le plus important de 1763. En principe l'arrêt qui créait ce privilège réservait à la ville les charbons extraits, non l'exploitation. Mais en fait, il semble que l'administration de la ville n'ait laissé aucun concessionnaire s'établir sur le territoire réservé. Sur la *réserve de Saint-Étienne*, voir BROSSARD, *La réserve de Saint-Étienne*, 1885, et *Notice historique sur l'exploitation de la houille dans les environs de Saint-Étienne sous l'ancien régime*. (Annales de la Société d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire, 1881.)

(2) Arch. nat., Fr4 bis 7744.

de Rochetaillé, de Saint-Jean de Bonnefonds, de Sorbier, de Saint-Héan, de La Fouilleuze, de la Tour-en-Forez, de Saint-Priest, de Villards, de Saint-Genêt Lespt qui comprennent Roche-la-Molière, le Chambon et Firminy...». En d'autres termes, l'habileté consistait à assimiler presque tout le territoire minier utile qui bordait la *réserve* à la *réserve* elle-même et par un tour de passe-passe à étendre sans arrêt le privilège accordé à la ville contre les concessions. Ce privilège obtenu par la municipalité de Saint-Étienne se retourna d'ailleurs souvent contre elle, car en bonne justice — et les concessionnaires se gardèrent de négliger cet argument — la faveur dont elle jouissait lui interdisait d'intervenir dans les contestations soulevées en dehors de son territoire réservé. Le duc de Charost, qui ressentait amèrement les effets de la haine des représentants de Saint-Étienne, rappelait nettement l'inconvenance de leur conduite : « Le Gouvernement devait penser que la ville de Saint-Étienne, rassurée sur le sort de ses manufactures, ne se mêlerait en rien des arrangements pris pour tirer un meilleur parti des mines du Forez... Cependant l'exposé des faits suivants démontrera que les habitants de Saint-Étienne, qui ne font point observer le règlement qui leur est favorable (1), viennent de se conduire dans une affaire qui leur est absolument étrangère, avec une injustice et une violence qui mériteraient la plus sévère punition, si l'anarchie ne semblait pas tout excuser » (2). On comprend à la rigueur que les officiers municipaux de Saint-Rambert qui administraient les territoires sur lesquels la concession s'établissait, inconscients des avantages qu'elle pouvait offrir au pays, aient pris une délibération pour s'opposer à l'enregistrement au Parlement du privilège accordé au duc de Charost (3), mais ceux de Saint-Étienne n'avaient rien à voir dans la question. Ce sont eux pourtant qui organisèrent — ou en tout cas, laissèrent organiser — l'émeute qui assaillit les successeurs du duc. Les associés du marquis d'Osmond peuvent être accusés de partialité et de parti pris quand ils écrivent,

(1) Nous ne comprenons pas le sens de cette phrase. Peut-être signifie-t-elle que la ville de Saint-Étienne fermait les yeux sur la contrebande de charbon qui se faisait de sa *réserve* vers Lyon et Paris et contre laquelle elle ne protestait que faiblement, par principe.

(2) Arch. nat., Fr4 bis 7744. Mémoire anonyme, sans date. N° 12.

(3) BROSSARD, *ouv. cit.*

le 4 août 1789, aux officiers municipaux de la ville de Saint-Étienne : « Vous connaissez tous les dommages qui nous ont été faits par le résultat d'une démarche hostile et violente dont la résolution à ce que l'on nous assure *a été prise sous vos yeux...* ». Mais les faits sont là pour attester que, malgré leurs rancunes particulières, les concessionnaires disaient vrai. Les émeutiers, nous l'avons vu, étaient conduits par un bourgeois notable de Saint-Étienne et l'ingénieur du roi, Lavenière, en résidence dans cette ville, déclare que c'est de l'assemblée populaire de cette ville, où certainement les autorités étaient représentées, que partit le mouvement.

Le nombre et la longueur des procès que la concession Tubeuf eut à supporter, en Languedoc, la violence des assauts à main armée qu'elle dut subir, furent accompagnés de la résistance la plus opiniâtre et la plus irréductible de la part des autorités locales. Cette résistance était inspirée par plusieurs motifs. Castries d'abord était le seigneur tout puissant de la région et le besoin de lui faire la cour échauffait le zèle d'opposition de tout ce qui détenait une parcelle de pouvoir. Les plus pénétrants escomptaient son succès dans sa lutte contre Tubeuf.

De plus, les territoires concédés étaient formés de terres vraiment pauvres et inaptes à produire autre chose que quelques châtaigniers, des oliviers et des vignes. Les autorités locales pouvaient redouter les pires excès de cette population paysanne dépossédée de la seule richesse qu'elle pût exploiter en ce pays désolé. Et de fait, l'établissement des concessions en Languedoc fut une des origines des bandes armées qui parcoururent pendant nombre d'années les montagnes du pays, ravageant et terrorisant les villages et les bourgs.

Il faut bien dire aussi que presque tous ceux qui représentaient les autorités locales dans cette région étaient personnellement intéressés à la lutte contre les concessions soit par leurs exploitations propres, soit par celles de leurs fermiers.

L'esprit de cette province enfin, extrêmement particulariste, admettait mal la moindre atteinte à ses privilèges et à sa liberté surtout quand cette atteinte était portée par un étranger, par un Normand qui prétendait mettre la main sur les ressources des misérables avec lesquels tous, seigneurs, États, archevêques se sentaient tout à coup une grande solidarité.

Il n'y a rien d'étonnant dans ces conditions, à ce que les syndics des diocèses d'Alais et d'Uzès aient pris énergiquement parti contre Tubeuf, pour les propriétaires (1), à ce que les États du Languedoc aient réclamé au concessionnaire, dans le but de le gêner, l'impôt dit du vingtième industriel, alors que M. de La Boullaye lui-même confirmait que les mines et carrières étaient exemptées de ce vingtième, qu'ils aient même prétendu lui faire payer dans la paroisse la capitation que Tubeuf payait déjà à Paris.

Le bureau de police de l'hôtel de ville d'Alais intervint avec joie contre le concessionnaire à propos d'une augmentation du prix du charbon qui était tout à fait dans les limites de son droit (2). Les chauxfourniers d'Alais refusent, dans les premiers jours d'août 1777, de fournir de la chaux aux maçons et aux habitants. Le procureur du roi ouvre une enquête, il entend les représentants des chauxfourniers, et Allès, directeur des mines de Tubeuf. Celui-ci lui déclare qu'il a en magasin quinze mille quintaux de charbon qu'il est prêt à délivrer au prix de quatre sols le quintal, que ce prix n'est pas excessif et qu'il ne sait pourquoi les intéressés s'abstiennent de venir se fournir chez lui (3). Les chauxfourniers répondent que ce charbon est d'une qualité inférieure et de deux sols plus cher que le charbon des mines particulières. *Sans enquête*, le procureur du roi déclare que le privilège de Tubeuf est cause de la situation, et

« Comme cette concession et l'ordre qui ordonne de fermer lesdites mines sont nuisibles au public, requiert qu'il soit arrêté de faire des représentations à monseigneur l'intendant, et de le supplier de permettre aux propriétaires des mines interdites de continuer de les exploiter.

Le bureau a arrêté qu'incessamment il sera adressé à monseigneur l'intendant une expédition en forme de la présente ordonnance contenant le dire des chauxfourniers et du sieur Allès, et que Sa Grandeur sera suppliée de remédier aux abus et aux désordres que la concession du sieur Tubeuf occasionne. — Collationné. Rauquil, greffier » (4).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682 passim et H 1103. Extrait des délibérations des États, 1784.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. Extrait des registres du bureau de police de l'hôtel de ville d'Alais, 11 août 1777. Ordonnance du bureau de police de l'hôtel de ville d'Alais sur l'augmentation du prix de charbon de terre occasionnée par l'exécution du privilège exclusif obtenu par le sieur Tubeuf.

(3) Il s'agissait en réalité d'une manière de « boycottage » régional.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682, déj. cit.

A cette époque, Joubert, syndic général de la province et son collègue, Rome, essayaient de calmer les esprits. Mais leur bon vouloir s'évanouit vite. Ils n'osèrent résister longtemps à l'acharnement des États qui, dédaignant les arrêts du Conseil et les ordonnances de l'intendant, songeaient à « prendre les mesures qui seraient jugées les plus propres à arrêter le cours d'entreprises aussi préjudiciables au public que contraires au droit commun de la province... » (1). L'unanimité des autorités locales était si grande contre le concessionnaire, que des corps entiers faisaient opposition à ses arrêts de concession. Les États du Languedoc et le diocèse d'Alais empêchaient en 1778 l'application de son privilège aux mines de Robiac (2). L'opposition officielle contre Tubeuf était générale. Le corps municipal d'Alais, le subdélégué, le syndic du diocèse, Cabane de Caumont, le combattaient avec acharnement ; les États luttèrent sans trêve contre sa concession, l'assiette lui était hostile ; l'archevêque de Narbonne qui songeait précisément alors à ouvrir des houillères à Bize, dans son propre diocèse, était peu disposé à soutenir Tubeuf (3).

Tel était l'esprit dans une région où les autorités locales, inquiètes du manque de combustible, avaient appelé à grands cris une grande exploitation et avaient même chargé officiellement l'inspecteur Gensanne de rechercher des gisements. La haine du concessionnaire était plus forte que le besoin.

L'opposition des pouvoirs officiels des pays miniers à l'arrêt de 1744, leur complicité dans la résistance passive ou violente des petits propriétaires, attestent combien, sous l'ancien régime, la volonté du roi était peu respectée et combien l'application de la loi rencontrait de difficultés. Il faut se rappeler — pour constater l'étrange contradiction — que cet arrêt de 1744 qui se heurtait à une conspiration universelle de résistance, avait été précédé de nombreuses enquêtes où, sans exception, les autorités avaient signalé le déboisement général du

(1) Arch. du Gard, C 1839. Extrait des registres des États du Languedoc.

(2) Léon DUTIL. *L'état économique du Languedoc à la fin de l'ancien régime* (1750-1789).

(3) DUTIL, *ouv. cit.* Voir aussi : BARDON, *ouv. cit.*, et les papiers personnels de Tubeuf ; Marcel ROUFF, *Tubeuf, un grand industriel au XVIII^e siècle, d'après ses papiers inédits.*

pays, la menace du manque de combustible, la nécessité de prendre des mesures pour répandre l'usage du charbon et augmenter le rendement des mines.

On peut supposer, pour expliquer l'attitude des autorités provinciales vis-à-vis d'un arrêt dont elles-mêmes avaient déterminé l'élaboration, qu'elles ne comprirent que trop tard les modifications sociales apportées par une loi inspirée par elles-mêmes et qu'elles n'entrevinrent les richesses immenses qu'elles avaient contribué à enlever à leurs administrés qu'en voyant les concessionnaires se ruer vers elles.

L'arrêt de 1744, qui inaugure la législation moderne des mines et qui est la résultante directe des besoins réels de la France, rencontra donc une résistance acharnée non seulement de la part de ceux qu'il atteignait, mais encore chez les fonctionnaires désignés pour être les auxiliaires de son application.

En dépit de ce mauvais accueil, il proposait à l'activité des capitaux accumulés dans la bourgeoisie et dans une certaine noblesse, des emplois fructueux; il offrait à l'énergie des hommes d'action un avenir si ample, il ouvrait aux sociétés financières qui commençaient à se constituer et aux aspirations industrielles des horizons si vastes, que, malgré les difficultés, il se dessina en France, à cette époque, un large mouvement de concessions, entraînant la formation de classes nouvelles, la naissance d'un mécanisme jusqu'alors ignoré, une organisation et une administration neuves, toute une vie industrielle inconnue auparavant et que nous allons essayer d'étudier.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA NOBLESSE ET LES MINES

Nous avons étudié les circonstances qui inspirèrent au Conseil l'arrêt de 1744, nous avons analysé cet arrêt, nous avons essayé de dégager ce qu'il apportait de nouveau et ses conséquences sociales, nous l'avons placé enfin dans son milieu, parmi les difficultés et les obstacles que rencontra son application.

En dépit de ces obstacles et de ces difficultés, il attira l'attention d'un nombre important d'esprits hardis, d'énergies inactives et tandis qu'avant sa promulgation les entreprises minières étaient isolées, incertaines, réduites à des travaux fragmentaires, superficiels et négligeables ou à quelques grandes entreprises indépendantes et hasardeuses, il créa, dès qu'il parut, un mouvement considérable autour de l'industrie des mines. Il attira vers l'exploitation de la richesse minérale une grande partie des hommes désireux de tirer des ressources de leurs fonds immobiliers ou de faire valoir des capitaux accumulés et peu productifs. En même temps, cette nouvelle industrie dut créer pour ses besoins un nouvel organe, et toute une catégorie d'ouvriers de grande industrie s'aggloméra autour des grandes concessions. Enfin, la collaboration des capitaux, des connaissances et du travail ayant donné un grand essor à ces exploitations minières, l'État fut amené à intervenir plus

étroitement et à créer une organisation complète adaptée à l'industrie nouvelle et à sa propre politique économique.

L'arrêt de 1744 créa une classe nouvelle, si l'on veut bien définir « une classe », d'une façon très large, un groupe d'hommes employant dans le même but leurs capitaux ou leur travail, ayant les mêmes sources de salaires ou de revenus, vivant dans les mêmes conditions matérielles ou morales, et présentant un grand nombre de traits de mœurs et de caractères généraux communs.

Deux groupes sociaux surtout constituèrent la partie dirigeante et capitaliste de la classe nouvelle : la noblesse et la bourgeoisie.

La noblesse se jeta avec ardeur dans les entreprises minières. Elle fournit une grosse partie des actionnaires, des directeurs ou présidents de société, des propriétaires concessionnaires. Les plus illustres de ses membres, un prince du sang, frère du roi, un prince de Conti, un maréchal marquis de Castries, les plus distingués, comme le prince de Croy partagèrent cette nouvelle qualité d'« industriels » avec des nobles de moindre importance et avec des nobles sans importance aucune. L'exploitation minière n'entraînait pas déchéance de noblesse. Cet ancien privilège, s'il favorisa le mouvement parmi l'aristocratie, ne suffit pas pourtant à le déterminer ou du moins à expliquer les proportions qu'il prit dans la classe privilégiée. D'autres raisons puissantes expliquent mieux l'attraction que les mines exercèrent sur la noblesse. Il en est de matérielles, il en est de psychologiques.

La noblesse à cette époque, était, dans sa majeure partie, besogneuse et pauvre. La cour de Louis XIV avait coûté cher aux patrimoines et d'autre part les grandes fortunes terriennes, immobiles, inactives, mortes pour ainsi dire, dont les rentes étaient représentées par des impôts féodaux qui souvent redevaient mal, par des redevances paysannes à la merci du rendement des récoltes, étaient des fortunes très peu productives.

Sans aucun doute, même un grand seigneur comme le marquis de Castries, jouissant en apparence d'une fortune considérable, cherchait des ressources dans les mines de son domaine : « Il était cependant habitué à vivre somptueusement à Paris et souvent il était forcé d'acheter les bonnes grâces de quelques favoris de la cour, ce qui ébréçait un peu sa fortune. Il fallait

donc trouver moyen d'augmenter ses revenus et la chose la plus simple était d'exploiter les richesses du sol de sa propriété dont on connaissait déjà bien la valeur grâce aux efforts intelligents de M. de Tubeuf et aux savants rapports de M. de Gensanne (1). »

Le besoin d'argent explique le mouvement de réfection des terriers sous Louis XVI ; il explique aussi l'accroissement énorme de la propriété paysanne dont nous avons parlé, les bénéficiaires de grands domaines étant obligés de vendre peu à peu leurs terres ; il explique enfin que les nobles aient vu dans les mines un moyen d'accroître leurs ressources, au moment où les richesses souterraines devenaient, de toute évidence, une consommation de première nécessité. Ce besoin d'argent amena même des contestations et des procès entre nobles, le plus pauvre défendant l'exploitation dans laquelle il croyait voir le salut contre le plus riche qui essayait l'accaparement minier de toute une province. Dans ce genre, le différend qui s'éleva entre Méjannes de Pellou, garde du corps du roi, et le marquis de Carmaux — autrement dit le marquis de Solages —, est fort instructif et montre avec évidence que nombre de petits nobles, dans la navrante situation où plusieurs siècles de guerre ou de cour avaient réduit leur famille, crurent que les débris d'une fortune et une petite terre suffisaient pour réédifier leur patrimoine par une entreprise minière. Les termes de la requête de Méjannes sont vraiment touchants et serviraient ainsi utilement à l'étude de l'état social de la noblesse au XVIII^e siècle qu'à ces recherches sur les rapports de la noblesse et des mines (2).

« Monseigneur, agréez, je vous prie, que j'aie l'honneur de vous représenter la triste situation d'une famille isolée et en même temps de recourir à votre protection dans une affaire dont notre fortune dépend

(1) *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation dans le bassin houiller du Gard*, par M. MALINOWSKI, *Annales de la Société impériale d'agriculture, histoire naturelle et arts utiles de Lyon*, 4^e série, tome I^{er}, 1868.

(2) Arch. de l'Hérault, C 2720. Lettres à monseigneur Le Nain..., intendant de la province du Languedoc (22 septembre 1750), à Saint-Priest, intendant du Languedoc, et « Mémoire contenant l'avis de M. Le Nain sur les contestations survenues entre M. le marquis de Solages et les propriétaires des mines de charbon de terre ouvertes dans ses terres de Carmaux, Saint-Benoist et Blaye, au diocèse d'Alby ».

et le seul bien qui reste à la famille pour se soutenir et continuer des services dont nous nous sommes acquittés avec honneur dans les troupes de Sa Majesté depuis plusieurs siècles. Espérant que vous ne désapprouverez pas mes démarches et que vous voudrez m'honorer de votre protection, j'ai pris la liberté de m'adresser à Sa Majesté en lui demandant à rentrer dans le bien de mon patrimoine, c'est-à-dire dans la possession des mines de charbon dont M. le Marquis de Carmaux nous a frustrés par une permission exclusive qu'il a obtenue en représentant une contravention de notre part à l'arrêt du Conseil du 14 janvier 1744, qui entend que les propriétaires des mines déclarent celles qu'ils ont attaquées et qu'ils rendent compte des progrès qu'ils y auront faits dans le cours des six mois ; les vues de l'article 2 dans l'arrêt du Conseil nous ont paru telles et j'offre de prouver, Monseigneur, comme nous nous sommes conformés aux intentions du roi en déclarant les mines que nous avions en valeur dans ce temps-là. S'il est vrai que nous ayons contrevenu, en ne déclarant point celles qui n'étaient point en extraction, j'ose vous assurer que c'est un effet d'ignorance que je vous prie d'avoir la bonté d'excuser... Et ainsi mal à propos, son ambition (à Solages) le porte à frustrer une famille qui n'a jamais été distinguée que par de bonnes actions, d'un bien de patrimoine qui lui est si nécessaire et dont il ne se met pas en devoir de profiter lui-même... »

Et dans une autre requête : « ... que l'exploitation de ces mines a toujours fait la principale ressource de la famille et que si on les en frustrait, ce serait les réduire à la dernière misère » (1).

Ceci, c'est l'exemple extrême, mais il est bien certain que toute une partie de l'aristocratie fut poussée vers l'industrie par une nécessité matérielle plus ou moins grande.

Toutes les requêtes des concessionnaires nobles, inspirées évidemment par le besoin d'argent, ne sont pas aussi révélatrices de vraie misère. Voici, par exemple, le chevalier Bedos de Celles qui demande la concession du filon qu'il exploite aux mines de Cabrières parce qu'il « cherche un moyen honnête pour le soutenir dans son état... ». Il supplie le ministre

(1) Pour qu'on se fasse une idée de ces petites exploitations de famille nobiliaires, voici la liste des intéressés aux mines de La Molinière, des Mûriers et autres situées dans les communautés de Carmaux et Saint-Benoit :

« ...Moyens des sieurs Mejannès de Puilhor, Mejannès de Fontanilles, Jean-Louis Campmact, Joseph de Pains, Barnabé Flottes, faisant tant pour eux que pour noble Joseph de Mejannes, demoiselles Marie, Marie-Thérèse, Rose et Gertrude de Mejannes, et Pierre Trébosc comparant pour noble Bourrelis de Terrailac et Marie de Mejannes son épouse, et encore les sieurs Pierre Gairal de Bourbonnac et Barnabé, Gaujarengue, tous propriétaires des mines de La Molinière, des Mûriers.

d' « avoir égard à la situation d'un gentilhomme qui a dépensé une grande partie de sa modique légitime à la recherche des mines » (1).

Nous trouvons encore un exemple touchant de ce que les mines furent pour quelques nobles — une suprême ressource où ils engagèrent tout ce qui leur restait de patrimoine — dans l'aventure du baron d'Allarde. Il avait fait ouvrir des mines dans sa terre, encouragé par le gouvernement, et son charbon s'écoulait à Paris. Au mois de juin 1785, il acheta par l'intermédiaire d'un courtier, des lettres de change d'un nommé Quatremer Dijouval, pour la somme de quatre-vingt mille francs, seul argent liquide qu'il eût conservé hors de son exploitation et qui lui servait à l'alimenter. Il pensait, en agissant ainsi, ne pas perdre les intérêts de cette somme. Or ce Quatremer passa en Espagne en emportant deux millions au public, et le baron d'Allarde se trouva ruiné, car il appartenait à cette noblesse qui ne possédait que son fonds minier et ses capitaux de roulement. Il écrivait à une protectrice le 7 novembre 1785 :

« Vous m'avez dans tous les temps témoigné des bontés, Madame, qui me font espérer que vous voudrez bien me rendre le service le plus important. Je viens d'éprouver un malheur inouï qui compromet ma fortune tout entière et mon état, et me jette dans le plus grand désespoir, et je vais être réduit à ne savoir plus quoi devenir moi, ma femme et mes enfants, si je n'obtiens pas la grâce que je demande et à laquelle vous pouvez contribuer. » (2).

Le baron d'Allarde était associé dans son exploitation (située aux Béraudo et Gabeliers, à cinq lieues de Moulins, en Bourbonnais), avec le comte de Brassac, et les deux industriels, à court d'argent, avaient proposé au gouvernement, inquiet pour l'alimentation de Paris en combustible, de faire transporter dans la capitale quarante à soixante mille poinçons de charbon par année, si l'État leur prêtait une somme de deux

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Lettre à l'intendant général du 27 juillet 1780. Bedos de Celles n'avait d'ailleurs pas beaucoup de persévérance, car le 30 avril 1781, M. de La Boullaye faisait remarquer à l'intendant du Languedoc qu'il a déjà demandé plusieurs concessions sans donner suite.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603.

cent mille livres sans intérêt pendant dix ans (1). Ces demandes de prêts ne sont pas rares. L'aristocratie, en dirigeant son activité vers l'industrie minière, entendait bien être soutenue par un État banquier qui ne réclamerait même pas d'intérêts.

Pourquoi la noblesse fut-elle attirée par les mines alors que le mouvement industriel général offrait à ses ambitions et à ses besoins d'argent des espoirs aussi certains et que de nombreux bourgeois, rapidement enrichis, étaient des exemples tentants de ce que pouvaient attendre des forges, des tissages, des distilleries, des cristalleries, etc... des hommes avides de refaire leur fortune ? (2).

Il y avait plusieurs raisons pour que la noblesse fût séduite par l'exploitation minière. C'était d'abord une façon de mettre en valeur une portion de son domaine, d'exploiter des terres, des propriétés presque toujours incultes. Ce fut parfois le cas, pour les seigneurs du Nord surtout, pas toujours cependant, car on vit des nobles concessionnaires sur des terres étrangères au même titre que de simples particuliers ou acquéreurs de domaines spécialement en vue d'exploiter les mines qu'ils contenaient.

Beaucoup semblent avoir eu l'illusion qu'il était plus simple d'entreprendre une extraction minière que de monter une usine. Parce qu'une mine ne nécessitait point de bâtiments — ou seulement des bâtiments très simples — parce qu'on n'y voyait point de machinisme compliqué, de préparations,

(1) Le prêt fut d'ailleurs effectué, tout au moins en partie, puisque le 20 juillet 1786, M^{me} d'Allarde demandait à un protecteur qu'elle ne nomme pas, d'appuyer auprès de Calonne sa demande de renouvellement du premier billet de vingt mille livres qu'elle n'était pas en état d'acquitter, elle ni son mari.

(2) Si le mouvement de la noblesse vers les mines fut immense il faut bien lui chercher des raisons spéciales. L'aristocratie fut loin de s'intéresser aux autres industries dans les mêmes proportions, bien que l'exemple lui vint de haut : le Roi s'était fortement intéressé aux fonderies du Creusot et la Reine à la cristallerie de son nom, pour ne citer que ces deux cas. (Voir REIBAUD : *Le fer et la houille*, 1874.) Il y eut bien entendu quelques nobles qui se firent industriels dans d'autres branches que les mines, le comte de Sabran par exemple, qui possédait quatre forges dans la vicomté et vallée de Massat-en-Couserans. (Voir Arch. nat., F¹⁴ bis 7622.) Il y en eut bien d'autres encore, mais en moindre proportion que dans l'industrie minière et nous ne parlons de Sabran que parce que les besoins de ses forges l'amènent à rechercher une mine de charbon.

de transformations de matières, parce qu'on y trouvait directement le minerai et qu'il ne s'agissait plus que de le transporter et de le vendre, beaucoup de nobles crurent que cette industrie demandait moins de connaissances, moins de frais généraux, qu'il suffisait d'embaucher quelques habiles ouvriers, d'enlever le charbon par des puits ou des galeries, et que les bénéfices devaient être plus rapides, plus faciles, plus importants. Cette illusion explique que nombre de ces industriels improvisés, se soient vite découragés, aient passé la main, comme le prince de Conti, comme le duc de Charost, un des plus importants concessionnaires du Forez (1). Cet état d'esprit, plus réel encore pour les mines de charbon que pour les mines métalliques, persista longtemps. En 1791, un homme de la carrière à l'intelligence, il est vrai, assez bornée, le partageait encore. Il écrivait à l'Assemblée nationale qui avait mis à l'étude une nouvelle loi sur les mines : « Elles (les mines de charbon) n'exigent ni autant d'art, ni autant d'avances d'argent pour être exploitées ; le seul talent de l'ingénieur suffit pour cela et l'on sait que dès qu'on a découvert quelque couche de charbon, on peut espérer d'en tirer profit » (2).

Un instinct terrien attirait peut-être aussi les nobles vers les mines plus que vers une autre industrie. Leur esprit gardait — par atavisme — la superstition féodale de la terre, source de puissance, de vie, dispensatrice de richesses, mobile d'actions et, tandis que les machines, les hautes cheminées, les ateliers étaient une forme d'activité indépendante de la terre, créée en dehors de la tradition, la mine était encore partie intégrante du fief, du sol, du champ. C'était une production terrienne, une production de noblesse. L'exploitation de la mine était par là une façon d'affirmer, en face de la politique centralisatrice du gouvernement, ce qu'il restait des privilégiés féodaux, d'autant que — comme nous l'avons constaté —

(1) Les innombrables procès intentés aux concessions, les violences dont elles furent l'objet, vinrent s'ajouter à cette raison de découragement des nobles concessionnaires ; nous voyons pourtant les autres concessionnaires bourgeois, mieux instruits ou plus avertis, persister dans leurs travaux en dépit des procédures et des habitants.

(2) MONNET, *Mémoire historique et politique sur les mines de France*, présenté à l'Assemblée nationale par M. Monnet, inspecteur général des mines.

les mines et minières avaient toujours fait l'objet dans la législation passée de faveurs spéciales que les hauts-justiciers ne se firent pas faute de représenter.

Besoin d'argent, facilité d'exploitation dans leur propre domaine, illusion d'une entreprise simple et sans grande mise de fonds, instinct de la terre à exploiter, atavisme féodal, on trouve un mélange de tous ces éléments dans le mouvement qui poussa au XVIII^e siècle la noblesse vers l'industrie des mines.

Il y eut évidemment des seigneurs simplement spéculateurs, les plus pressés d'argent, et qui furent moins irrités par une ardeur industrielle que par l'espoir d'une réalisation immédiate. Ainsi les mines de la Franche-Comté furent, paraît-il, toutes concédées à un « seigneur puissant à la cour » (on ne le nomme pas) qui essaya de revendre cette concession en détail (1).

D'autres, ladres ou trop ancrés dans l'idée que les mines de charbon demandaient peu d'effort et peu de capitaux, laissèrent vite périlcliter les exploitations ouvertes sur leur propre fonds. Tel était le cas d'un propriétaire seigneurial de l'Anjou, sur les bords de la Loire (2). Quelques-uns, se sentant peut-être incapables d'effort industriel, ne profitèrent de leurs mines qu'en cédant les droits à des tiers ; le marquis de Thézan, par exemple, seigneur de la baronnie de Boussagues qui, pour la somme dérisoire de sept cent cinquante livres par an, vendit à Giral le droit d'exploiter sur sa terre (3).

Il faut reconnaître que ces spéculateurs, ces découragés et ces timides furent l'exception. La plupart des membres de l'aristocratie prirent très au sérieux leur rôle d'industriels et ne ménagèrent ni leurs fonds ni leurs peines. D'ailleurs le gouvernement prenait ses mesures et n'accordait des concessions qu'après enquête et qu'après s'être fait adresser un échantillon de charbon à fin d'expérience. L'enquête portait sur les moyens du postulant quand il y avait doute à cet égard.

(1) MONNET, *Mémoire historique et politique*, déj. cit.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. *Mémoire sur le principe de l'exploitation des mines*.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7700. Adresse et pétitions des habitants des lieux de Graissessac, Camplong, Boussagues, etc...

En 1755, le marquis Pierre de Bernis demande une concession pour exploiter une mine de charbon de terre qu'il a découverte dans sa terre de Saint-Marcel, à une lieue de la ville de Saint-Esprit (1). Trudaine mande, le 30 juillet, à Saint-Priest, que le marquis doit commencer par envoyer à Paris des échantillons tirés en présence du subdélégué. Après examen, le contrôleur général autorisera un essai d'exploitation de un an ou dix-huit mois ; l'arrêt de concession n'interviendra qu'ensuite si l'entreprise est solide et conduite suivant les règles. Même réponse de Bertin à l'intendant du Languedoc (31 décembre 1772), à propos de la demande de concession du marquis de Chanaleilles (2). Mailhard de la Salle et M. de Montferrier ne reçoivent d'abord leur concession qu'à titre d'essai, pour un an seulement, l'un près de Saint-Nazaire de Ladarès, l'autre dans le territoire de Cocules, en Languedoc (3). Pierre-François-Frédéric de Ferronil, chevalier, sous-lieutenant des gardes du corps de Monsieur, frère du roi, n'obtient une concession définitive et l'autorisation de former une société qu'après une permission provisoire et après avoir commencé dans le roc dur une galerie dont le début lui coûta sept mille livres (4).

Les nobles étaient donc soumis en tant que concessionnaires à la loi commune ou plutôt à l'usage qui s'établit dans les bureaux du gouvernement de ne jamais accorder de concession avant un essai préalable des capacités du demandeur et de la qualité des charbons qu'il prétendait avoir trouvés.

Ces sages précautions, qui, à quelques indices très légers, mais dont il faut pourtant indiquer la nuance, semblent avoir parfois agacé certains nobles, n'arrêtèrent pourtant pas leur ardeur. Nombreux sont les nobles actionnaires de sociétés minières, ou concessionnaires personnels.

Ainsi dans la société de Montcenis qui, en même temps qu'une fonderie, exploitait une mine, nous notons Antoine-François Megret de Serigny, chevalier, baron d'Etheil, sei-

(1) Arch. de l'Hérault, C 2735. Lettre du 30 juillet 1755.

(2) Ibid.

(3) Arch. nat., F14 bis 7691. Ordonnance de Saint-Priest du 14 décembre 1775.

(4) Arch. nat., F14 bis 7691. Rapport de l'intendant sur une demande de concession en 1784.

gneur de Passy, Etigny, Servilly et autres lieux, le chevalier Claude Platteau de Vimerange, François-Ignace Wendel d'Huyrange, capitaine au corps royal, chevalier de Saint-Louis (1). Dans divers états (2) des mines du royaume, dressés à la veille de la Révolution et qui nous fournissent une idée — incomplète à la vérité — des concessions données dans les vingt dernières années de l'ancien régime, signalons les noms suivants : le marquis de Pons, concessionnaire des mines de la Frugère (Auvergne — arrêt de concession 12 septembre 1786), le comte de Rangouse (aux environs d'Aurillac, Auvergne, 1782), le duc de Chaulnes (Montrelais, Bretagne, 1754), le marquis de Rastignac (Saint-Lazaire en Périgord, 1788), le prince de Bauffremont (Faucogney, Franche-Comté, 1766), le marquis de Traissnel (Villers-au-Testu, Hainaut, 1774) (3), le duc de Guines (Artois, la partie non occupée par le prince de Croy, 1782), le marquis d'Ornemans (Le finage de Valdagot, Lorraine, 1784), le marquis de Mondragon (Saint-Chamond, Lyonnais, 1774), le marquis de Foudras (Bully, Lyonnais, 1769), le marquis de Bermond (Le Bousquet, Languedoc, 1778), le baron de Ferroul (Laurens et Fougillon, Languedoc, 1780), le baron de Comère (Neffiès, Languedoc, 1775), le marquis d'Entraigues (Entraigues, Languedoc, 1774), la princesse de Saint-Pons (Agillanet, Languedoc, 1789), le comte de Vezins (Roucoulet, Montauban, 1780), le marquis de Basleroy (Littry, Normandie, 1744), le comte de Praslin (Cheffreville, Normandie, 1789), le duc d'Aumont (Boulonnais, Picardie, 1771), le comte de Chatenay (Lagny-Paris, 1785), le baron de Montejean (Montejean, Anjou, 1774). Le comte de Lévi (Foulon, Roussillon) a une permission provisoire et aussi le comte de La Gorce (Salaves, Languedoc), et encore le baron de Raynac (Herdvielles, Alsace), le marquis de Peinier (Provence), la marquise de Rosen (Rougemont, Alsace), le comte de Flavigny (Soissonnais).

Il y a encore d'autres industriels nobles que les états des

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Acte de société du 17 septembre 1784.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Mines de France, administration, et F¹⁴ 1316. Etat des mines du royaume concédées par arrêtés du Conseil.

(3) Nous faisons une place à part aux autres concessionnaires du Hainaut et de l'Artois qui ont une importance exceptionnelle ; de même pour les concessionnaires nobles du Forez et du Languedoc.

mines incomplets ne citent pas. Ainsi dans la généralité de Caen, le marquis de la Cour de Balleroy a obtenu une concession et demande à lui adjoindre deux verreries (conseil du commerce, 8 octobre 1744) (1). Bienvenu de Peissonnel sollicite du même conseil du commerce la permission d'exploiter sur son fief de Fuveau en Provence (2).

En 1760, le vicomte de Renausard s'associe au comte de Flavigny pour exploiter les mines de Ham, en Soissonnais. En 1761, le vicomte de Suzy, M. de Fauconcourt et M. de Cessières sont concessionnaires de mines sur leurs terres ; le comte de Miremont a une permission pour les territoires de Maureguy, Montaigu et autres, toujours en Soissonnais. Dans la même généralité, M. Fisceaux de Clermont veut mettre en valeur sa terre de Vaudreuil (1769). Dans la généralité de Metz, c'est le comte de Créhange qui représente surtout la noblesse industrielle avec l'exploitation de la terre Créhange et Puttelaup à deux lieues de Sarrelouis. En Picardie, il y a encore le comte de Béthune à Vimille-Bénethun et Souverain-Moulin. C'est en Champagne que le chevalier de Prémoré et la comtesse du Rouault découvrent des mines près d'Avise et d'Epernay (3). Le prince de Bauffremont, en Franche-Comté, a comme rivaux MM. de Reinack et d'Andlau, barons de Ronchamps (4). Dans le Gard, tout près de Tubeuf, en bordure des mines de Trouillas, le marquis de Faventrin se lance dans l'exploitation du marquisat de Roquefeuille et le capitaine au régiment d'Eu, chevalier de Saint-Louis, Deleuze de Vilaret sollicite une concession pour son père (5). Le chevalier du Rivoire demande à Jars des conseils pour sa concession (6). M. de Montauban est en lutte à Lancey, près Grenoble, avec un habitant, Pierre Baron, pour l'exploitation de houillères. Le duc de Tonnerre met cent mille livres dans la société des mines du Bourbon-

(1) Arch. nat., F¹² 91.

(2) Arch. nat., F¹² 1032.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(4) Arch. nat., E 2660^{bis}. Arrêt communiqué au sieur de Bauffremont de la requête des sieurs de Reinack et d'Andlau, barons de Ronchamps et le chapitre de Lure (21 février 1767).

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7670. Demande de concession 1749.

(6) Arch. nat., F¹⁴ bis 7705. Lettre de Jars du 10 avril 1784.

nais (1). Le comte d'Hérouville de Claye s'associe, à Montrelais, avec le duc de Chaulnes. Dans le bassin de Carmaux, le président de Giron est le prédécesseur de de Solages (2). Dans le Cantal, lors de ses premières tentatives, Tubeuf qui devait se heurter peu après à la plus haute aristocratie, est déjà en conflit avec le marquis de Crochant qui exploite les mines de Piolenc (3). Nous trouvons en 1782, dans le contrat de société de la compagnie d'Aniche à côté du duc de Guines, le marquis de Fouquet, le marquis de Jumelles, le marquis d'Aoust, le marquis de Beaufort, le marquis Lallart (4), et en Forez, dans la société d'Osmond, cent mille livres au nom de M. de Soyecourt et soixante mille livres au nom de M. du Baril, plus tard archevêque de Tours (5).

Nous sommes très loin d'avoir cité tous les concessionnaires de l'aristocratie. Il y eut une foule encore de petits nobles dont ni les noms ni les exploitations ne furent assez importants pour mériter une mention (6). Nous ne nous sommes pas arrêtés non plus aux fils de famille écervelés et hurluberlus comme ce comte de Rangouse de la Bastide, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, que l'intendant, à propos de sa demande de concession dans les environs d'Aurillac, représente « comme

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593. Acte de société pour l'exploitation des mines de charbon de terre du Bourbonnais (18 mai 1786).

(2) *Bulletin de la Société languedocienne de Géographie. La province du Languedoc en 1789*. 1888, 2^e trimestre.

(3) BARDON, *ouv. cit.*

(4) E. VUILLEMIN, *Le bassin houiller du Pas-de-Calais*.

(5) BROSSARD, *ouv. cit.* A titre de curiosité, citons parmi les concessionnaires du XVIII^e siècle (d'après BORRELL, *Les mines de la Savoie*, Recueil des mémoires et documents de l'académie de Val d'Isère 1883), M^{me} de Warrens, la protectrice de Jean-Jacques Rousseau, qui exploitait la mine d'Arache à la limite de la France et du royaume de Victor-Amédée II.

(6) Un certain nombre de nobles n'entreprirent pas directement des exploitations minières, mais s'adonnèrent à des entreprises qui touchent de très près au charbon. Ainsi le comte de Stuart, le chevalier Vincent Milleville de Bergère et le baron de Kesling avaient trouvé un procédé pour épurer le charbon de terre et le rendre propre à tous usages. Le duc de La Vrillière commença un établissement pour le chauffage par le charbon de terre ; les comtes de Flavigny, père et fils, proposaient de fournir un engrais à base de cendres de charbon. Le baron de Vaux se fit entrepreneur de transports et obtint le privilège de transporter seul jusqu'à Paris les charbons des environs de Saint-Etienne. (Arch. nat., F¹² 2231, arrêt des députés du commerce du 24 juin 1760, F¹⁴ 1311, F¹⁴ bis 7756.. Demande d'autorisation du baron de Vaux de placer une affiche annonçant son privilège).

un prodigue qui avait consommé presque toute sa fortune en folle dépense et toute sa vie en projets qu'il avait aussitôt abandonnés qu'entrepris » (1), ou comme ce M. de La Saule, dont M. de La Chaise, le concessionnaire de Montcenis, à qui il proposait une association, affirmait qu'il était « un peu charlatan », qu'il avait « plus d'esprit que de jugement » et qu'il avait « mangé et au-delà sa petite pacotille... (2) ». Ces viveurs sans suite, sans méthode et sans conduite font certes partie du tableau que nous essayons de tracer du mouvement de la noblesse vers l'industrie minière, c'est une petite touche qu'il faut y ajouter, sans trop insister, le déchet inévitable que laisse toujours après lui tout grand mouvement de classe.

Nous avons mis à part, pour les étudier avec plus de détails, quelques grands concessionnaires nobles que l'ampleur de leurs entreprises, placent hors de pair. De Charost, D'Osmond, De Castries, De Solages émergent hors de la foule des concessionnaires par leur ténacité, leur manière de payer de leur personne, leur intelligence, la valeur de leurs exploitations, la hardiesse de leurs entreprises et par la conception réellement industrielle de la propriété. Il y a enfin et surtout le vicomte Desandrouin, dont l'énergie, l'esprit de suite, on peut presque dire le génie, découvrit le bassin du Nord, et le duc de Croy, créateur de la compagnie d'Anzin, qui mit en exploitation ce même bassin.

Armand-Joseph de Béthune, duc de Charost, pair de France (3), obtint par un arrêt du Conseil du 11 juin 1767, la permission d'exploiter sur sa seigneurie de Roche-la-Molière un rayon de quinze cents toises autour de son château. En prévision de cette concession, il avait, l'année précédente, probablement pendant la concession provisoire, formé une compa-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7654. Rapport II.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Lettre de de La Chaise (21 avril 1769).

(3) Le duc de Charost, né à Versailles en 1718, mort en 1800. Il entra dans l'armée à seize ans, se distingua à la prise de Münster. La paix signée en 1763 entravant son activité, il songea à une exploitation minière et se consacra aussi à des œuvres de bienfaisance. Il construisit à ses frais des routes dans le Berri, fonda des établissements d'assistance par le travail en Bretagne et encouragea l'industrie dans diverses parties du royaume. Louis XV, désignant un jour le duc qui n'avait pas un fort grand air, dit à ses courtisanes : « Regardez cet homme, il n'a pas beaucoup d'apparence, mais il vivifie trois de mes provinces ».

gnie au capital de cent dix mille livres, où l'on trouve les noms de la comtesse Charles Martel de Fontaine, de Blaise-Augustin de Vaugarnier, lieutenant secrétaire de l'intendant de Flandres, etc... Le duc de Charost entreprit des travaux importants ; il envoya de Paris des ouvriers expérimentés et se mit en devoir de créer une grande exploitation. Ses dépenses dépassèrent de beaucoup le capital de sa société et lorsqu'il passa sa concession à d'Osmond, il y avait engagé, dit-on, de cinq cent à six cent mille livres. Mais il se heurta à des obstacles qui le rebu-
tèrent : hostilité systématique des autorités locales, hostilité têtue des petits propriétaires, hostilité acharnée d'un concessionnaire de la région, Rousseau, seigneur des terres du Châtelet et autres lieux, qui, entre autres belles promesses, s'engageait, dans le but de succéder au duc, à dédommager les propriétaires et à constituer une société au capital de douze à quinze cent mille livres.

Le grand seigneur philanthrope qu'était le duc de Charost ne sut et ne voulut pas se plier à la lutte contre tant d'obstacles. Avec une nuance de mépris pour tous ces adversaires obscurs et obstinés, avec une amertume avouée de voir ses intentions méconnues, il résolut de supporter la perte de si gros capitaux et de porter ailleurs son activité. Il vendit sa terre à un sieur Véron et sa concession, augmentée de six mille toises au nord par un arrêt du 21 février 1786, et ses travaux — pour quatre-vingt mille livres, dit-on — au marquis d'Osmond. Le transfert de la concession fut reconnu par un arrêt du Conseil du 13 juin 1786. D'Osmond à son tour forma une société et se mit à l'œuvre. Il avait déjà dépensé plus de cent mille écus lorsqu'une émeute détruisit ses travaux, renversa ses machines et le força à abandonner momentanément son exploitation (1).

Le prince de Conti et le maréchal de Castries furent, dans le Languedoc et surtout à la Grand'Combe, des adversaires de Tubeuf plus tenaces et plus heureux (2). Il est vrai qu'ils eurent

(1) BROSSARD, *ouv. cit.*; Arch. nat.; F¹⁴ bis. 7744. Mémoire pour le Marquis d'Osmond (1789).

(2) BARDON, *ouv. cit.* Nous renvoyons à notre ouvrage sur Tubeuf pour ce qui concerne ces deux concessionnaires de haute noblesse. Ils furent si intimement liés à la vie et aux luttes de celui-ci qu'il est inutile de les étudier ici séparément.

à leur service des influences et des alliés plus puissants que les concessionnaires du Forez à peu près abandonnés à eux-mêmes. Fort habilement, ils surent — de Castries surtout, ministre habitué à la politique, à ses combinaisons et à ses finesses — lier leur cause, à eux, concessionnaires, avec celle des petits propriétaires, et faire alliance avec eux contre Tubeuf, concessionnaire lui aussi. Les États du Languedoc, toutes les autorités civiles et religieuses de la région se déclarèrent pour les nobles industriels. La lutte dans ces conditions devenait facile. Conti, prince du sang, daigna à peine combattre, sûr qu'il était de vaincre. Castries, qui lui succéda dans une grande partie de la concession, mena les choses plus ardemment. Mais étant donné sa haute situation, il faut reconnaître que le fait même qu'il eut à soutenir de longs procès, indique une certaine impartialité de la part du Gouvernement. De Castries, d'ailleurs, voyait infiniment moins grand que Tubeuf. Ses exploitations se réduisaient en somme à quelques grandes galeries qu'il faisait creuser par ses fermiers et ses entrepreneurs. La valeur industrielle de de Castries est certainement au-dessous de celle de Charost ou d'Osmond. Il y a plus d'entêtement dans sa lutte contre Tubeuf que de réel souci de réaliser un utile projet. Il faut cependant laisser à de Castries le mérite d'avoir mis en valeur le très riche filon de la Grand'Combe qui constitue encore actuellement une des plus importantes exploitations du midi de la France.

Le chevalier de Solages est une personnalité plus puissante et d'une activité réellement plus industrielle que de Castries (1). Son privilège obtenu d'abord pour vingt ans et prorogé en 1767 de cinquante années, est daté de septembre 1752 (2). Dès la première année, il fonde une exploitation solide, aménagée avec prudence et science, comportant les services d'une qua-

(1) M. de Solages était brigadier des armées du Roi, lieutenant-colonel des carabiniers, chevalier de Saint-Louis, commandant en Albigeois. C'est au cours de ses campagnes, dans le pays de Liège, qu'il prit le goût des exploitations minières et acquit de l'expérience.

(2) Le chevalier de Solages avait formé une société composée de Robert Darcy, écuyer, Laurent Woulfe, écuyer, Ambroise Piot, secrétaire de S. A. S. monseigneur le prince de Condé. Mais ceux-ci sont des comparses, choisis à dessein pour jouer ce rôle. Il n'en est jamais question. De Solages écrit, traite, réclame, agit toujours en son nom personnel.

rantaine de personnes ; il fait venir un directeur expérimenté, il établit une machine hydraulique ; cette année-là les frais montent à environ trente-cinq mille livres, il extrait à peu près cinquante barriques par jour. En 1789, il avait une centaine d'ouvriers. On se rend compte que cette exploitation n'était pas de la première importance et de Solages s'était engagé à faire plus grand, « à faire exploiter ses mines avec les machines et de la même manière qu'elles le sont en Angleterre », c'est lui-même qui le rappelle dans un mémoire à M. de Trudaine en 1757. Il ne semble pas qu'en réalité il ait tenu ces promesses considérables. Le rêve de de Solages était de faire concurrence aux charbons anglais sur les marchés de Bordeaux et de l'Aunis qui importaient alors annuellement pour plus de deux millions de livres de charbons étrangers.

Ce vaste et utile projet était contrarié par la difficulté des transports, les routes inutilisables, la canalisation impraticable du Tarn. Tandis que les frais d'exploitation de la première année ne s'élevaient, nous l'avons vu, qu'à trente-cinq mille livres, les frais de transport pour cinq cent soixante-seize tonnes, de Carmaux à Bordeaux, montaient à cent-trois mille quatre cent soixante-douze livres. La lutte contre les charbons étrangers était impossible dans ces conditions et l'on comprend que de Solages ait accablé le Conseil de mémoires où, en résumé, il déclarait avec vérité que la réfection des routes, la création de canaux étaient pour les mines en général, pour son exploitation en particulier, une question de vie ou de mort. Son obstination à plaider cette cause atteste sa ténacité et la justesse de ses vues en matière industrielle comme aussi son ardeur à utiliser sur ses entreprises tous les progrès techniques et toutes les innovations. Empêché et arrêté dans le transport de ses charbons si onéreux que, malgré une bonne extraction, il n'arrivait pas à rentrer dans ses frais, de Solages, avec sa décision habituelle, résolut de créer une verrerie pour utiliser une partie de son charbon sur place à la fabrication d'objets qui pouvaient être d'écoulement facile dans le pays même.

Malheureusement l'intelligence et l'initiative de de Solages exaspéraient son insupportable orgueil, sa morgue et sa froide violence. Les procédés qu'il employa vis-à-vis de son frère contre lequel il plaidait, dévoilent ce qu'il y avait de rageur et d'autoritaire dans ce caractère. Les lettres très dignes de

celui-ci font avec les requêtes et les missives du chevalier un contraste qui n'est pas à l'avantage de ce dernier. Les injures, les imputations calomnieuses dont se plaint l'adversaire de l'industriel et que nous n'avons pas retrouvées, semblent bien être dans la manière de cet homme hautain et dur qui ne demandait rien moins que l'arrestation immédiate d'un malheureux et de ses ouvriers qui avaient osé ouvrir une petite galerie aux environs de sa concession, et que sa belle-mère, effrayée sans doute des haines qu'il soulevait contre lui, était obligée de calmer (1).

Son orgueil était insupportable. Le ton de la plupart de ses lettres ou mémoires est d'une vanité prodigieuse qui ne recule pas même devant l'exagération et la hablerie. Sérieusement, il se pose en homme extraordinaire qui réussit ce que personne n'osa tenter et dont le génie s'accommode de poursuivre de front la gloire militaire et l'activité industrielle. Nous ne pouvons relever tous les traits de sa vanité ; lisons seulement à titre de spécimen le commencement de cette lettre du 25 août 1764 : « Je fis venir les mineurs, les machinistes et les ouvriers les plus habiles des pays étrangers que je m'étais attaché dans mes voyages. Je dépensai cent mille écus en moins de deux ans, j'ouvris la terre jusqu'à cent toises de profondeur. Les obstacles qui avaient paru invincibles jusqu'alors furent aplanis. Cette guerre m'a retenu pendant sept ans à l'armée, mes travaux n'en ont point été ralentis. Mes exploitations, mes verreries, briqueteries, fours à chaux, etc., ont été conduits avec la même activité. » Ces lignes évoquent immédiatement des mines immenses, prodigieusement organisées au milieu d'une cité industrielle énorme, alors qu'il ne s'agit en réalité que d'une entreprise fort intelligente, mais moyenne et de modestes industries auxiliaires.

Dans les luttes qu'il soutint contre ses adversaires — les

(1) Le frère du chevalier de Solages, le marquis de Solages, écrivait : « La dure position où m'a mis ma trop grande confiance pour lui, me fait attendre votre jugement avec la plus grande impatience... et je me vois avec la plus vive douleur, privé de donner à mes enfants l'éducation dont ils ont besoin et de satisfaire mes créanciers. C'est un reproche que M. le chevalier va me faire après avoir emporté à son départ pour l'armée plus de vingt et cinq mille livres provenues des ventes d'un charbon qui m'appartient plus qu'à lui... » (Arch. de l'Hérault, C 2722.)

luttons ordinaires contre les petits propriétaires dont il occupait les terrains — il ne daignait même pas, affirme Jean-Louis Bousquet, bourgeois habitant Carmaux, montrer à personne ses privilèges ni ses titres de possession, mépris qui est bien dans la logique de ce tempérament de grand seigneur presque féodal encore. Son orgueil industriel d'ailleurs ne le cédait en rien à son orgueil privé. Il répétait à qui voulait l'entendre que son exploitation, malgré son nombre restreint d'ouvriers, était d'importance égale — même supérieure — à celle de Valenciennes qui occupait un nombreux personnel et qui avait établi deux machines à feu qui avaient coûté plus de cent mille livres. Il disait à satiété que la province émerveillée lui avait décerné à titre de remerciement une médaille d'or « du poids de six mille livres ».

Les plus frappantes contradictions se heurtent dans l'esprit de de Solages. Par certains côtés, il est demeuré profondément féodal : il est un des rares nobles qui, dans son langage industriel, emploie encore couramment ces mots « mes vassaux », en parlant des petits propriétaires en procès avec lui. Il défend son bien ou plutôt la mise en valeur de son bien, contre tous et même contre son frère, avec toute l'âpreté d'un seigneur de la terre, d'un baron du moyen âge. Et pourtant, il trouve de puissants accents pour célébrer la création industrielle et, poursuivant son rêve de domination économique, il porte à la propriété — d'autrui bien entendu — de rudes coups. Quoique, au premier abord, rien ne semble le prédisposer à jouer ce rôle, il est de ces capitalistes, de ces industriels qui attaquent le plus violemment ce fondement de la société (la propriété) et veulent lui dénier le droit d'être intégrale et intangible parce qu'elle gêne le développement de leurs opérations et de leurs ambitions : « Si les principes de la propriété étaient aussi rigoureux que M. Turgot le dit, il n'aurait pu percer le Limousin des beaux chemins qu'il y a fait pratiquer, nuls canaux pour le commerce intérieur, nuls travaux publics ne seraient possibles. » Et il ajoute cette phrase dont il n'avait peut-être pas calculé toute la portée et qui subordonnait nettement la propriété à la collectivité : « Paradoxe ridicule, toutes les fois que l'intérêt public l'exige. » Et pourtant, on ne peut pas dire qu'il n'ait pas évalué la valeur de ses mots, puisqu'il précise sa pensée en ces termes, parlant des mines : « On doit les regarder comme

des magasins nationaux qu'il importe à la société de ménager. »

Tel est cet homme, étrange, à la fois féodal et moderne, guidé par une pensée tour à tour brutale, rétrograde et audacieuse, presque révolutionnaire (1). Intelligence supérieure en somme et bas caractère.

Ce fut dans le Nord, dans le Boulonnais, l'Artois et le Hainaut français surtout, que parurent les deux entrepreneurs nobles dont la prodigieuse réussite fut le prix de vertus solides et de qualités de premier ordre. Ce n'est pas à dire qu'ils ne furent pas servis par les circonstances. L'énorme bassin houillier en exploitation de l'autre côté de la frontière, était un indice à peu près certain de l'existence de veines dans les provinces françaises. De plus, cette région, pays de hautes-justices et de grandes propriétés, ne connut qu'à peine les luttes épuisantes pour les concessionnaires contre la petite exploitation. Ils eurent bien quelques attaques à soutenir de ce côté, mais, comparées à celles qui soulevaient d'autres régions, ces luttes semblent insignifiantes. Ce furent surtout des procès entre concessionnaires et hauts justiciers ou de hauts-justiciers entre eux (2). Ils furent infiniment moins violents, ne sortirent pas de l'ordre judiciaire et pour les plus importants, aboutirent à la fusion des compagnies rivales comme il arriva aux compagnies Desandrouin et de Croy.

Avant le vicomte Desandrouin, qui découvrit la houille à Anzin, et le prince de Croy qui constitua la Société, bien d'autres nobles avaient été tentés par la proximité assurée des filons étrangers. Le marquis de Traisnel avait assez bien réussi à Aniche (3), mais la marquise de Clermont avait abandonné

(1) Ce portrait du chevalier de Solages est tracé d'après : JAURÈS, *Histoire socialiste, la Convention* (II) (citations d'un « Mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre, présenté à l'Assemblée nationale par le concessionnaire des mines de charbon de terre de Carmaux près d'Albi. 1790). SAGNAC ET CARON. *Les comités des droits féodaux et de législation*. JOLIBOIS, *Les houillères de Carmaux — Revue historique, scientifique et littéraire du département du Tarn*. MONIN, *ouv. cit.*, et Arch. nat., F¹² 1051 — 1052 — F¹⁴ 1311 — F¹⁴ bis 7893. Arch. de l'Hérault, C 2719 — 2720 — 2722 — 2723 — 2733. Passim.

(2) Voir par exemple le procès de la Compagnie d'Anzin avec de Mailzères. Arch. nat., E 2660 bis et F¹² 50 plunditif ou les procès Desandrouin contre le marquis de Cernay F¹⁴ bis 7820, etc...

(3) Arch. nat., E 2660 bis. Arrêt du 6 août 1779.

son exploitation, le comte de Montmorency avait à peine profité de la permission provisoire qu'il avait obtenue en 1766 (1). Les concessions du vicomte de Langles, pas plus que celles du marquis de Chabillant n'ont marqué dans l'histoire de l'industrie minière (2). Il y eut des tentatives nombreuses ; mais soit maladresse, soit que les veines changeassent de direction brusquement sur le territoire du royaume, il suffit de dire que « personne n'a réussi et que de riches particuliers, s'étant associés successivement, se sont tous ruinés (3) ».

Nicolas Désaubois avait été un des premiers à penser que le charbon devait exister sur la rive gauche comme sur la rive droite de l'Escaut. Il forma une société dès 1716 et commença les fouilles. Après quatre ans d'efforts, il découvrit de la houille au village de Fresnes, mais c'était de la houille maigre, et ce précurseur ruiné et découragé abandonna l'entreprise (4).

Pierre Desandrouin, associé avec Pierre Taffin et son frère le vicomte Jacques Desandrouin, racheta le matériel et la concession. Jacques Desandrouin resta bientôt seul avec Taffin, son frère s'étant retiré (5). Alors commence une véritable lutte de ces deux hommes contre la terre qui ne veut pas livrer son secret, sa richesse. L'opiniâtreté de Desandrouin est incroyable. Sa ténacité excuse son esprit d'accaparement. On admet qu'une

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816. Mines de Saint-Saulve (18 oct. 1783).

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810. Lettres sans date et du 24 avril 1780.

(3) Georges MICHEL et Alfred RENOARD, *Histoire d'un centre ouvrier, les concessions d'Anzin*. La phrase citée dans cette étude est empruntée à un mémoire de CHRISTOPHE MATHIEU, un des membres de cette famille d'ingénieurs qui fit la prospérité de la grande compagnie.

(4) Alexandre CAVROIS, *Les sociétés houillères du Nord et du Pas-de-Calais*, 1896.

(5) Jacques Desandrouin, vicomte, bailli héréditaire de Charleroi, seigneur d'Heppignies, de Lodeluisart, de Castillois, de Langlois et de Villers-sur-Lesse, membre de l'état noble de Namur, né le 25 mai 1682, mort le 16 novembre 1761. Il fut capitaine de dragons dans le régiment de Flavacours. Il habitait le château de Fresnes, ce qui le détermina à entreprendre des fouilles minières dans la région. Il découvrit le charbon à Fresnes en 1720, à Anzin en 1734 et après de nombreux procès avec le prince de Croy et le marquis de Cernay, il s'unit à ses deux adversaires pour former la compagnie d'Anzin en 1759. Il mourut deux ans après. Il avait épousé le 12 août 1736 Jourdain-Magdelaine-Julie Lettiran, fille du marquis de Villers. De ce mariage sont nés sept enfants dont quatre fils. L'aîné, Stanislas, succéda à son père comme actionnaire de la compagnie d'Anzin. Voir GRAR, *Histoire de la recherche, de la découverte et de l'exploitation de la Houille dans le Hainaut français, dans la Flandre française et dans l'Artois*, 1716 à 1791.

volonté de cette trempe ait voulu dominer et se soit mise au service d'une grande ambition. Rien ne peut la rebuter, ni les difficultés, ni les échecs, ni les dangers, ni même ce qui, en France, brise parfois les desseins qui se sont obstinés contre de terribles obstacles, la raillerie.

Quand en août 1733, Desandrouin fit commencer les travaux à Anzin, près de la porte de Valenciennes, sur la rive gauche du pavé de Condé, il passait dans toute la région pour un maniaque, pour un illuminé en proie à l'idée fixe, et un journal, faisant allusion à la pierre blanche qu'on avait jusqu'alors extraite de ce terrain, résumait la pensée générale en se demandant « comment on pouvait être assez fou pour aller chercher le noir dans le blanc ». Les entrepreneurs voisins — et étrangers — se réjouissaient des échecs successifs de l'obstiné prospecteur et les habitants du pays, ne comprenant pas la richesse et la prospérité qu'il voulait pour eux, le blâmaient et le raillaient. Avec la simplicité du véritable homme d'action qu'il était, Desandrouin résumait plus tard l'atmosphère hostile dans laquelle il poursuivit ses opiniâtres travaux : « Et comme si ce n'eût été pas assez de toucher à la dernière période de la ruine complète, ils (les entrepreneurs) avaient encore l'amertume de voir l'étranger se réjouir de leur désastre, tandis que les habitants du Hainaut, quoique intéressés à la découverte, blâmaient ouvertement les dépenses faites jusque là pour le succès d'un projet qui, suivant eux, était attesté chimérique par les tentatives infructueuses de plusieurs siècles » (1).

La date exacte à laquelle Desandrouin forma sa première compagnie est difficile à déterminer. Les uns la fixent à 1716 (2), ce qui est certainement faux, puisqu'en 1716, c'est Désaubeis, le prédécesseur de Desandrouin, qui commence ses fouilles; d'autres veulent voir le début des entreprises minières de Desandrouin en 1722, qui est précisément l'année où il découvrit à Fresnes la première veine. Nous pensons que c'est en 1720 que se constitua la première compagnie qui, dès 1721, découvrit une veine de belles fouilles dont les fosses furent

(1) Cité par MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.*

(2) Travail général sur les mines d'Anzin (*Historique de l'origine des mines d'Anzin*. An III). Arch. nat., F¹⁴ bis 7821.

immédiatement détruites par un torrent. La compagnie, qui avait engagé comme directeur-ingénieur Mathieu, dissoute après cette déception, se reconstitua sous la vigoureuse impulsion de Desandrouin avec des éléments nouveaux qui se joignirent aux anciens. Le gouvernement lui accorda, à titre d'encouragement, un don de deux cents chênes des forêts royales. Les dépenses furent encore trop élevées et les résultats trop maigres. La seconde compagnie décida d'abandonner l'entreprise. On mit le matériel en vente, on combla les fosses. Desandrouin résolut aussitôt de former une troisième société. Cette nouvelle société fit six tentatives de 1725 à 1732, entraînée par la foi agissante de Desandrouin et de Mathieu. En 1725, deux fosses furent ouvertes à Aubry, à deux lieues au sud-ouest des premières fosses de Fresnes (1); les travailleurs ne purent vaincre l'abondance des eaux. On ouvrit en 1726 et 1727 à Etreux, en 1728 à Bruay, en 1729 à Quaroule, en 1730 à Crespin, en 1731, 1732 à l'entrée même de Valenciennes. Ces derniers travaux seuls avaient coûté, dit-on, à Desandrouin — et le chiffre ne paraît pas exagéré — 204.250 livres et n'avaient produit aucun résultat. Qui est-ce qui dirigea les recherches des indomptables entrepreneurs vers le village d'Anzin? Est-ce l'expérience de Mathieu aidée par certains calculs sur l'orientation des veines dans le bassin voisin? C'est peu probable, car dans ce cas, il eût pu épargner bien des fouilles inutiles. Est-ce le hasard? Est-ce plutôt une intuition vague et inconsciente (2)? On ne sait trop. Le 26 août 1733, les travaux recommencèrent vers Anzin, près de la porte que traverse la route de Tournai à Valenciennes, sur une fosse légèrement commencée précédemment et abandonnée. On creusa, on déblaya pendant près d'une année. Il semble à certains indices, que c'est à ce moment que Desandrouin dut faire donner surtout sa volonté et raidir son énergie. Il jouait son va-tout : la patience de tous, autorités, habitants, commanditaires, était à bout. Ce ne pouvait être que la dernière tentative pour rétablir une fortune considé-

(1) *Journal économique*, juillet à septembre 1756.

(2) Une coïncidence bizarre et qu'il faut remarquer, c'est que l'intendant de Séchelles, dont on ne signale la présence sur aucun autre chantier, ne cessa d'encourager en personne les travailleurs, les entrepreneurs et les ingénieurs de cette fosse d'Anzin, la première qui devait atteindre le filon.

nable qu'il avait engagée tout entière dans ses travaux entêtés ; s'il échouait là, il demeurerait vaincu, ruiné et ridicule. Enfin, dans la nuit du 24 au 25 juillet 1734, les pics des mineurs rencontrèrent un charbon qui fut de suite jugé excellent (1). La veine reçut le nom de Maugretout », trouvée malgré tout (2). En 1735 fut vendue la première gaillette de charbon d'Anzin. Elle revenait aux différentes sociétés Desandrouin à quatre millions de francs (3).

Desandrouin avait vaincu la nature, ses luttes n'étaient pas finies ; il se trouva en face des seigneurs hauts-justiciers. L'édit de 1744, à la vérité, les avait purement et simplement dépouillés du privilège d'extraire de leurs terres sans une autorisation du Conseil du roi, ce qui implicitement comportait la faculté pour le Conseil de refuser cette autorisation et de l'accorder à d'autres. Mais, excipant des chartes et privilèges du Hainaut,

(1) En 1830, la compagnie d'Anzin fit placer dans un de ses bureaux, situé dans un chantier, à l'endroit même où eut lieu la découverte, une plaque avec ces mots : *Ici était la fosse du pavé dans laquelle le charbon a été, après de longues recherches, découvert à Anzin le 24 juillet 1734 par MM. Desandrouin et Pierre Taffin.* Il y avait injustice à oublier Mathieu.

(2) CAVROIS, *ouv. cit.* Le succès, si chèrement acheté, de Desandrouin amena dans le pays de nombreux entrepreneurs dont aucun ne réussit. Dans les années qui suivirent la découverte d'Anzin, on vit se former dans la région dix compagnies.

(3) Ce chiffre est donné dans un rapport de la Compagnie d'Anzin de 1850. MICHEL et RENOARD l'estiment un peu exagéré.

A titre d'exemple des difficultés qu'eurent à surmonter les ouvriers, voici l'énumération des couches de terrains qu'il fallut percer à Anzin pour atteindre le charbon :

- 1 terre labourable.
- 4 tuf jaune.
- 5 tuf bleu.
- 3 marne blanche pour la chaux.
- 1 pierre blanche à bâtir.
- 7 silex mêlé de marne.
- 1 couche de terre bleue.
- 1 de pierre grise.
- 1 de bleu.
- 1 de pierre grise.
- 1 de bleu.
- 1 de pierre grise.
- 10 banc de pierres vertes.
- 1 tourteau de terre verte mêlée de marne.

les hauts-justiciers n'avaient jamais accepté cet article de l'arrêt; le pouvoir avait toujours hésité devant leurs prétentions et soutenu assez mollement ses concessionnaires.

Taffin (1) et Desandrouin, en récompense de leurs efforts, de leurs travaux et de leur réussite, avaient vu le 29 mars 1735 leur concession prorogée jusqu'au 1^{er} juillet 1760. Le territoire de Fresnes était compris dans cette concession.

C'est alors que le duc de Croy, seigneur haut-justicier de ces terres, intervint et fit valoir son droit sur les mines de charbon en vertu des articles 1 et 2 du chapitre 130 des chartes générales du Hainaut. Une transaction intervint le 25 janvier 1737 entre la compagnie Desandrouin et le duc de Croy: Desandrouin s'engageait à verser deux mille livres par an de redevance au duc pour le charbon extrait à Fresnes (2). C'était reconnaître à la fois les droits du duc et ceux des concessionnaires. Cette solution très diplomatique était probablement voulue et calculée par de Croy, qui peut-être, dès cette époque, méditait une vaste combinaison.

Mais c'est contre la compagnie du marquis de Cernay que le vicomte Desandrouin soutenait la lutte la plus acharnée. Le Conseil était directement responsable des interminables procès de ces deux adversaires, ayant concédé le même territoire à deux sociétés. Deux arrêts du Conseil, un du 3 décembre 1754 et un du 18 mars 1755, avaient donné l'autorisation à de Cernay d'exploiter les mines de charbon de sa seigneurie de Raismes et de sa terre de Saint-Waast-la-Haut. Or la concession de Desandrouin englobait également ces deux territoires.

(1) Pierre Taffin né en 1664, mort en 1745. Il se lia avec Desandrouin pendant ses séjours à son château de Vieux-Condé. Il consacra sa fortune à la recherche de la houille et fut, comme Desandrouin, presque ruiné. Sa femme mourut de chagrin en 1729. Lui-même disparut avant d'avoir vu l'œuvre de sa vie triompher dans la Compagnie d'Anzin.

(2) Mémoire de la compagnie d'Anzin de Vendémiaire an XII. Arch. nat., F14 bis 7818. Ce mémoire de Davesne, avocat des trois sociétés réunies met en doute l'existence même de cette transaction affirmée par la Compagnie d'Anzin contre laquelle il plaidait et prétend que la Compagnie d'Anzin n'a jamais pu présenter le document, qu'en tout cas, dans l'hypothèse de son existence, elle avait le plus grand intérêt à le dissimuler. Cependant tous les auteurs et presque tous les documents qui se sont occupés des mines du Hainaut signalent cette convention, entre autres Henri CORNU dans sa *Notice historique sur le duc de Croy, maréchal de France*, parue à Valenciennes, 1846, et qui semble avoir été faite d'après les papiers de la famille du duc lui-même et les archives d'Anzin.

Ce fut au milieu de ces difficultés et de ces procès embrouillés que le duc de Croy résolut d'intervenir ; il conçut le projet de réconcilier les adversaires et de réaliser un grand dessein qu'il mûrissait depuis longtemps. Emmanuel de Croy (1) avait,

(1) Prince du Saint-Esprit et de Sobre-le-Château, grand veneur héréditaire du pays et comté de Hainaut, baron et gouverneur de Condé, grand d'Espagne de première classe, chevalier et commandeur des ordres du Roi, maréchal de France. Né à Condé-sur-Escaut, le 25 juin 1718, mort à Paris le 30 mars 1784. Nommé Mestre de camp du régiment Royal-Roussillon, cavalerie, le 16 avril 1738. Il se fit remarquer dans son commandement par son énergie, par sa bonté et par l'exemple qu'il donnait lui-même des vertus qu'il exigeait des autres. Ses hommes étaient cités en modèle et l'adoraient. Le 18 février 1741, après une année de voyage à l'étranger, il épousa à Paris, Angélique-Adélaïde de Harcourt, fille du duc de Harcourt, pair de France, lieutenant général des armées du Roi, et de Marie-Madeleine Le Tellier de Barbezieux Louvois, sa seconde femme. En 1742, le prince de Croy assista sur le banc de l'Empire à l'élection et au couronnement de Charles-Albert (Charles VII). Pendant la guerre qui suivit la mort de celui-ci (1745), il se couvrit de gloire à la bataille de Fontenoy. Il prit part à la campagne de 1747. Après la signature de la paix, en 1748, le prince-duc, livré tout à coup à l'inaction, souffrit bientôt de ne plus employer son activité. Il a trente ans et « ne sachant que devenir » il se met à étudier l'art de l'ingénieur et fait le projet d'une « sage folie », c'est-à-dire d'embellir son château de Condé. Les travaux commencèrent en 1749 et furent achevés en 1772. On voit encore cette magnifique demeure dans la forêt de Condé. C'est à cette époque que l'industrie minière attire le prince. Il choisit pour y établir son exploitation ses terres de haute-justice de l'arrondissement de Valenciennes, entre en conflit avec Desandrouin et finit par s'arranger avec lui. Enfin, il crée la Compagnie d'Anzin. Tout en mettant une inépuisable énergie au service de cette compagnie qui était son œuvre, il reprit du service actif en 1761 dans les armées des maréchaux de Broglie et Soubise. Après la campagne, le régiment que commandait le prince de Croy — le Royal-Normandie — étant cantonné à Valenciennes, le prince put visiter souvent sa superbe demeure qui devint un rendez-vous fréquenté de la grande société. Immobilisé à Condé durant l'hiver de 1774-1775 par une violente attaque de goutte, il termina l'histoire de Condé qu'il avait entreprise dès 1757 et publia trois volumes de documents sur l'Ermitage — son château. En 1775, il eut une entrevue avec Condorcet à propos du canal de Saint-Quentin. En cette même année il fut atteint par une cruelle disgrâce qui s'explique par son caractère peu courtisan. On lui retira son commandement. On le lui rendit d'ailleurs peu de temps après. Le prince de Croy prit complètement à sa charge des travaux de première utilité pour la province. Il aida de sa fortune l'exécution d'autres entreprises. Le Hainaut lui doit un canal, des chaussées, des routes et l'Hôtel de Ville de Condé. Il faut signaler encore le rôle que joua de Croy dans l'organisation de la défense du littoral de la France. Sa prompte et vaste intelligence lui avait permis de s'assimiler rapidement l'art de l'ingénieur maritime.

Le 14 juin 1783, le prince de Croy fut élevé à la dignité de maréchal de France. Mais ses campagnes, ses nombreux travaux, son activité sans repos, avaient atteint profondément sa constitution assez faible. Il mourut l'année suivante après avoir réuni les siens autour de son lit et leur avoir adressé ces suprêmes paroles : « Je vous ai tous rassemblés pour vous dire le dernier adieu et pour vous rendre la justice que jamais aucun de vous ne m'a causé le moindre chagrin ». Voir CORNU, *ouv. cit.*

pour créer la plus grande compagnie minière française, toutes les qualités nécessaires et même les défauts indispensables, à savoir un autoritarisme irrésistible — mais intelligent —, une manière hautaine et sèche de commander, prise au camp et dans les traditions de sa haute naissance et qui exigeait la soumission. A ceux dont il veut faire ses associés, il parle, au milieu des controverses, des démarches, des hésitations, des difficultés, comme à ses aides de camp dans le fracas des batailles. Ainsi il parvient à imposer son autorité et cette autorité devient le centre attractif du mouvement qu'il veut former, une manière de terrain d'arbitrage souverain où tous les intérêts et toutes les rancœurs se réconcilient. A un homme de la trempe de Desandrouin lui-même, il s'adresse d'un ton si impératif et si plein de tact à la fois qu'on sent la réplique impossible: « J'ai soutenu vos intérêts comme si vous y aviez été vous-même. Je vous prie donc instamment, Monsieur, et même j'ose dire que j'exige de votre amitié pour moi que vous signiez la minute d'acte que M. Cordier vous présentera et que vous lui donniez un plein pouvoir pour ratifier le tout sur le même pied... Mais sans entrer, Monsieur, dans un plus long détail, permettez-moi de répéter que j'exige tout ceci de votre amitié pour moi et que j'y compte absolument et sans délai, car il est de la dernière importance que tout l'essentiel soit déterminé d'ici à six jours, temps de mon départ, après lequel il n'y aurait plus à renouer. » Desandrouin avait négligé de se rendre à l'assemblée du 15 novembre 1757 dans laquelle on avait arrêté les bases de répartition des intérêts des diverses compagnies qui s'étaient réunies pour former la Compagnie d'Anzin. Ces compagnies étaient la compagnie de Cròy, la compagnie de Cernay, la compagnie de Desandrouin. La diplomatie, le sens des nuances, la connaissance des hommes que de Croy avait acquis dans sa vie politique et militaire et dans ses voyages en Europe, l'habitude d'apprécier exactement les choses, qui lui venait de ses études historiques et scientifiques, ses connaissances d'ingénieur que lui avait fourni un travail intelligent et volontaire, son ardeur à voir grand et à réaliser des choses considérables, lui avaient fait discerner qu'en dépit des procès violents qui divisaient alors les futurs associés, l'heure était venue de grouper les facultés, la science, les efforts de chacun d'eux en une force unique. Sûr de son crédit, conscient de l'estime qu'il

inspirait, il avait résolu de tenter ce groupement en dégageant de la cause de chacun ce qu'elle contenait de juste et en laissant dans l'ombre ce qu'elle pouvait comporter de passion. Il sonda d'abord fort habilement Desandrouin et le marquis de Cernay, il les fit parler, puis il chargea M. Cordier, bailli de Condé, et M. Moreau, avocat au Parlement de Flandre, de mener les négociations. Mais les intérêts rivaux se heurtaient invinciblement. De Croy vint en personne à Condé, il fut pressant, « il parla très ferme » et le 14 novembre, les premières bases de la future société étaient posées. Le 15, on répartit les intérêts ; le 19 du même mois, l'acte de constitution était signé (1). Le caractère du prince avait tout fait. Il avait mené l'accord, il avait concilié les intérêts, prêchant d'exemple en immolant une partie des siens, apportant dans cette négociation un sens industriel et commercial que l'on trouve rarement allié aux qualités et aux défauts de noblesse qui étaient siens. A cette autorité morale, à cette volonté — trop absolue peut-être — le duc joignait un esprit de bonté et de justice qui faisait accepter sa sévérité. Ce chef, un des plus sévères de l'armée, était adoré pourtant de ses hommes, ce président de société si despotique fut aimé, respecté, écouté de ses associés et de ses employés. Il avait d'ailleurs l'habitude, qui augmentait la confiance que l'on avait en lui et qui le mettait en contact permanent avec ses subordonnés, de payer partout de sa personne, à l'armée comme dans l'industrie. De même qu'on le vit à chaque campagne, au plus fort du feu avec ses troupes, de même les mineurs et les ingénieurs le sentaient vivre parmi eux, au fond des puits, dans les galeries, inspectant les travaux, donnant les conseils de sa science, se préoccupant de la sécurité des humbles travailleurs. C'est parce qu'il aimait se mêler directement à l'action qu'il goûtait peu le séjour de la cour où on le vit rarement. Il déplorait aussi que son château fût devenu, malgré lui, par la faute de sa renommée, un petit Versailles où l'on voyait souvent une nombreuse assistance de hauts personnages avec leur suite et où l'on donnait la comédie. Son goût des choses sérieuses, son besoin d'agir, ses instincts de simplicité s'accommodaient mal de cette attirance

(1) L'acte porte la signature de 17 associés.

qu'il exerçait sur ses contemporains. « Cette demeure, écrivait-il, avait toujours eu pour fin d'être une retraite solitaire de chasseur, devenait bien « palais de fées » brillant du ton du siècle ; comme j'étais plus du premier ton que du second, je restais seul de ma partie » (1). Paroles d'un homme profondément séparé de son temps et de sa classe, presque romantiques, et qui indiquent que dans quelques âmes non factices, la sensibilité de Jean-Jacques avait trouvé un écho sincère.

Tel est l'homme qui eut la conception de la puissante Compagnie d'Anzin ; une étude des rapports de la noblesse et de l'industrie minière devait lui attribuer une place de premier plan. Ce grand seigneur autoritaire fut effectivement l'âme de la compagnie. Sans assister régulièrement à ses assemblées, il inspirait les délibérations, dirigeait de haut les travaux, en somme jouait le principal rôle dans l'existence de la société.

C'est à l'impulsion qu'il lui donna — d'après son caractère naturellement — que l'on peut rattacher les inimitiés profondes qu'il souleva dans le pays et les inquiétudes qu'il causa au gouvernement et à ses représentants. L'empreinte qu'il avait reçue de sa caste, ses instincts de domination, tout ce qu'il y avait de « grand seigneur » en lui et qui comportait les défauts de cette manière d'être, s'accorda trop bien avec son sens industriel et commercial. L'habitude du privilège et la crainte de la concurrence inspirèrent également le prince de Croy et s'entendirent pour pousser le noble directeur dans la voie de l'accaparement. C'est avec juste raison que les adversaires de la compagnie accusaient celle-ci d'agrandir sans cesse et sans motif sa concession. Elle ne pouvait l'exploiter en entier, mais elle avait toujours des ouvriers prêts à ouvrir de nouvelles fosses et à prendre ainsi possession de terrains que la compagnie n'utilisait pas mais qui touchaient ses limites, et que d'autres convoitaient. Elle entravait aussi sourdement et même attaquait les compagnies rivales — même malheureuses — qui cherchaient à vivre à côté d'elle, comme la compagnie de Saint-Saulve qui avait déjà dépensé en 1776 sept cent

(1) Cité par Cornu d'après la correspondance de de Croy.

mille livres en pure perte (1). C'était l'accaparement dans tout ce qu'il a d'odieux, la défense à quiconque d'exister à côté de soi, l'abus de puissance, la volonté d'interdire à toute compagnie de travailler dans le Hainaut en dehors de la compagnie d'Anzin, la domination illégale et pesante de la force. Le prince de Croy ne fut probablement pas le seul à orienter la puissante société dans cette voie néfaste, mais étant donnés son caractère, son autorité, l'influence qu'il exerçait sur ses associés, la manière active dont il s'occupait de l'entreprise, on ne peut nier que la plus grande part de responsabilité dans cette tyrannie pèse sur sa personne. D'ailleurs il mit son nom au service de cette politique. Partout dans le Hainaut où des efforts recommandables ont voulu s'appliquer, partout où des hommes d'énergie, de science ont tenté de faire eux aussi leur fortune, ils ont trouvé contre eux la compagnie d'Anzin — et à sa tête le prince de Croy — qui sans pouvoir tout exploiter elle-même, ne pouvait pourtant permettre que d'autres exploitassent.

L'absence de concurrence que cette entreprise sut un instant entretenir lui permit un autre accaparement tout aussi détestable, plus lourd encore au peuple et à la province : elle accapara ses propres charbons. Dans toute la région, elle établit des dépôts à elle, et aux fosses elle refusa de livrer ses charbons à d'autres marchands qu'aux tenanciers de ses propres dépôts. Comme, dans le même temps, elle sut faire interdire à la région qui l'intéressait l'importation des charbons étrangers en obtenant l'établissement de droits de douane considérables et en rendant impossible l'exercice de leur profession aux bateliers qui ne vivaient que de cette importation par d'interminables et onéreux procès, elle se trouva maîtresse du marché et d'imposer ses volontés, ses prix, ses mesures. Arras, Lille et bien d'autres villes protestèrent (2), poussées par tous « les marchands, manufacturiers, fabricants, teinturiers, salineurs, savonniers,

(1) La compagnie de Saint-Saulve avait éprouvé de grands déboires, soit dans ses recherches, soit du fait d'inondations dans ses travaux. Les capitaux qu'elle dut engager allaient, dit-on, jusqu'à deux millions. La correspondance des intendants du Hainaut est pleine de protestations contre les accaparements de la Compagnie d'Anzin. Voir Arch. nat., F¹⁴ bis 7810 — 7816 — 7825.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 1312.

raffineurs de sucre, chapeliers, calendeurs et apprêteurs de callemande, camelots et autres étoffes du pays, filletiers et brasseurs, amidonniers et apprêteurs, etc... » (1), et par tous les habitants.

Le prince de Croy qui imprima si profondément les qualités et les défauts de son caractère à la compagnie qu'il avait fondée, fut donc à la fois son bon génie et son mauvais conseiller. Il engagea son œuvre magnifique, qui aurait pu être à la fois une œuvre industrielle de premier ordre et une œuvre de prospérité et de paix sociale, dans les voies de l'égoïsme, de l'intérêt étroit et du privilège absolu (2).

Dans la réalisation de leurs ambitions industrielles, les nobles — ou du moins la plus grande partie d'entre eux — apportèrent leurs habitudes de cour, leur coutume de solliciter des faveurs. Les plus haut placés, les de Castries, les de Conti, les de Croy, les de Charost, n'avaient nul besoin d'être appuyés. Leur nom suffisait à attirer sur eux la bienveillance des conseils et du roi. Beaucoup même abusèrent de leur influence, de Castries par exemple, dont l'abbé Bréard — qui avait racheté la concession Tubeuf — pouvait dire avec vérité: « ...mais on croit pouvoir tout oser sous le nom d'un ministre et que la chose jugée doit céder à un crédit qu'on croit au-dessus des

(1) Arch. nat., F14 bis 1311.

« ...qu'ils touchent au moment de voir leur commerce et leur manufacture totalement anéantis par la concurrence et l'interruption des charbons autrichiens qui sont propres à leurs manufactures parce que ces charbons renferment

Que Messieurs sont instruits, plus qu'on ne saurait le leur rendre, que le commerce ne se soutient que par la concurrence du prix, qui en fait le taux et que cette concurrence ne peut s'établir que par l'abondance des matières premières et la modicité des prix.....

Messieurs n'opposeront pas sans doute que les charbons des fosses d'Anzin, Fresnes et Vieux-Condé suppléeront au défaut des charbons de Mons. Ils sont autant instruits que les suppliants que ce charbon d'Anzin, Fresnes et Vieux-Condé n'est propre qu'aux chauffeurs et briquetiers, et nullement aux manufactures pour lesquelles il a été mis à l'épreuve, mais sans succès, et avec des inconvénients qui leur ont causé des dommages considérables ».

(2) Le mouvement de la haute noblesse des de Croy et autres, vers les exploitations minières, gagna jusqu'à la famille royale. Monsieur, frère du Roi, demanda la permission d'exploiter pendant trente années les mines de son marquisat de Portes, en Languedoc. Arch. du Gard, C 126 et Arch. de l'Hérault C. 2734. Il n'y a rien à dire de cette concession car l'action de Monsieur dans cette entreprise ne fut nullement personnelle.

lois... » (1). D'autres, ceux qui étaient moins connus ou moins bien en cour, ne se firent pas faute de faire jouer toutes leurs influences et toutes leurs relations. On vit M^{mo} Victoire solliciter auprès de M. de La Millière, ministre des Finances, qui fut d'abord embarrassé, la concession de Rive-de-Gier pour un de ses protégés (2). Regnauld de Saint-Jean d'Angély remarquait en 181^e que, sous le régime de Louis XVI, « le crédit, la faveur, l'intrigue faisaient révoquer et obtenir les mêmes concessions et les mines étaient devenues la proie des courtisans, foulant également aux pieds les droits du propriétaire de la surface et ceux des inventeurs (3) ». Les lettres de recommandation ne dissimulent pas à l'ordinaire qu'elles sollicitent de pures faveurs et s'abstiennent avec un cynisme étonnant de donner les moindres raisons de les obtenir. « Je demande parce que cela me ferait plaisir », telle est la formule la plus commune. Voici une de ces missives qui représente assez bien le ton général de cette correspondance spéciale :

A l'Abbaye-au-Bois, ce 29 novembre 1785.

Permettez-moi, Monsieur, de réclamer les droits de notre ancienne connaissance, ainsi que les témoignages d'amitié que j'ai reçus dans tous les temps de votre part, et de celle de tout ce qui vous appartient, pour vous prier de la manière la plus pressante de vouloir bien faire tout ce qui dépendra de vous pour l'affaire de M. le baron d'Allarde. Je m'y intéresse particulièrement, par rapport au comte de Brassac, mon neveu, à qui il importe beaucoup que cette affaire réussisse. J'aurais fort voulu, Monsieur, qu'il m'eût été possible d'aller moi-même vous demander cette grâce et vous renouveler les assurances du parfait et sincère attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

MORIN DE BRASSAC

Voulez-vous bien, Monsieur, faire agréer à Mesdames de La Boullaye et de Fleury mille tendres compliments de ma part (3).

M. le duc de Clermont-Tonnerre était moins modeste. Il demandait pour les mines de Fins et Noyant en Bourbonnais,

(1) Lettre de l'abbé Bréard à M. de La Boullaye (décembre 1783). Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

(2) Lettre de M. de la Millière à M. de Willedenis (28 octobre 1788). Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

(3) René de Récy, *La propriété souterraine. Revue des Deux Mondes*, 1^{er} et 15 décembre 1889.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603.

dirigées par MM. Mathieu, un secours de deux cent mille livres, simplement parce qu'il y était associé. A titre de concession, il déclarait, avant de se mettre en route pour le Dauphiné, qu'il consentait à remplacer cette demande de don par un prêt de quatre cent mille livres, sans intérêt, pendant dix ans (1).

On trafiquait d'ailleurs des influences, on les achetait à des gens que l'on ne connaissait même pas et qui ne tenaient pas toujours leurs engagements. Ainsi Rousseau fils, réduit à solliciter pour ses mines du Forez, reconnaît — un peu tard — que « puisque ces sortes de concessions se donnent gratuitement de la part du Gouvernement... », il « a payé bien cher la sienne à des gens qui l'ont obsédé et qui l'ont conduit de piège en piège ». La comtesse du Hautoy, qui lui a été désignée comme une protectrice puissante, lui a déclaré par un écrit du 4 septembre 1784 que sa concession lui avait été accordée parce qu'elle avait demandé cette faveur pour lui, en paiement d'une indemnité à elle due par Sa Majesté et qu'elle avait bien voulu réduire à cet objet. En suite de quoi elle a surpris à sa bonne foi une promesse de cent mille livres payables en trois ans avec intérêt à cinq pour cent (2).

Les protections sont chose officielle, on les considère comme une propriété, on proteste auprès du ministre contre ceux qui cherchent à les détourner: « M. de Montauban, écrit le sieur Baron, non seulement lui a enlevé ses espérances en blessant le droit des gens, mais il lui a encore ravi ses protections en exigeant d'eux la neutralité... » (3).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7595. Lettre du 13 mai 1785.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Mémoire de Rousseau.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7705. Lettre de M^{lle} Etienne à l'intendant général du 3 avril 1788. Nous voyons assez souvent le clergé se mêler de recommandations. L'abbé de Fénelon entreprit une véritable campagne en faveur d'un de ses protégés (Arch. nat., F¹⁴ bis 7866). Autre exemple : le directeur général de la congrégation des prêtres de Saint-Joseph écrit à M. de La Millière une longue lettre de recommandation qui débute par ces mots : « Vous serez surpris de la liberté que je prends ; mon vrai caractère est de me renfermer dans les affaires de ma congrégation... » (Arch. nat., F¹⁴ bis 7705, 2 mai 1788). L'évêque de Pamiers intercède auprès du ministre pour qu'il accorde aux États de Foix et à leur défaut à son neveu, le marquis de Lévis-Gaudiès, l'exploitation d'une mine qu'on vient de découvrir dans la paroisse de Baulon. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7662. Mémoire). Il y a nombre d'autres recommandations émanant du clergé. Il y eut aussi des exemples contraires : l'évêque d'Alais, l'évêque d'Uzès prirent résolument parti contre Tubeuf.

L'autre classe privilégiée, le clergé, qui eut au xviii^e siècle des vellétés industrielles, suivit le grand mouvement de la noblesse vers les mines. Ses entreprises cependant ne furent ni assez nombreuses ni assez importantes pour mériter autre chose qu'une mention brève.

Deux abbés sont mêlés à deux des concessions qui eurent à soutenir les luttes les plus violentes : l'abbé Bréard (ou de Bréard), auquel Tubeuf vendit puis reprit sa concession et avec lequel il eut des démêlés violents, l'abbé refusant d'exécuter presque toutes les clauses du contrat; l'abbé Martel, « occupé de toutes autres fonctions que celles de son état », associé avec Ling, directeur d'une société d'épurement, arriva par des manœuvres compliquées à soutirer à Rousseau, concessionnaire du Forez, plus de la moitié des intérêts de l'exploitation sans avoir aucune mise de fonds dans l'entreprise (1).

C'est encore contre Tubeuf que lutta l'archevêque de Narbonne, pour l'excellente raison qu'il s'occupait lui-même de houillères à Bize, à proximité du canal du Midi. Ce ne sont pas là des exceptions. Soit qu'ils exploitent personnellement, soit qu'ils prennent des parts de société, soit qu'ils s'associent à des laïcs, les membres du clergé ou les communautés religieuses participent au mouvement minier, mais dans des proportions bien moindres que la noblesse ou que la bourgeoisie. Le prieur de Notre-Dame de Cassan a dépensé des sommes importantes dans la mine que renferme le terrain du monastère (2). Les abbés des églises de Mürbach et de Lure sont associés au baron de Ronchamps et protestent avec lui contre la concession du prince de Bauffremont (3) (Franche-Comté). Le chanoine de Cambrai, M. Le Page, a un intérêt de deux sols six deniers dans la compagnie du duc de Guines, en Artois (4). Le futur archevêque de Tours, M. du Baril, place soixante mille livres dans l'entreprise du marquis d'Osmond (5). A Roche-La-Molière, Rousseau, que nous avons déjà vu en lutte avec l'abbé Martel, dut résister aussi aux attaques des religieuses ursulines

(1) Arch. nat., F14 bis 7744. Mémoire du sieur Rousseau, déj. cit.

(2) Arch. de l'Hérault, C 2727. Lettre du 31 août 1772.

(3) Arch. nat., E 2660^{bis}, déj. cit.

(4) VUILLEMIN, *ouv. cit.*

(5) BROSSARD, *ouv. cit.*

de Saint-Étienne qui exploitaient en cet endroit une mine de charbon sur leur métairie. L'abbé de la ville de Miremont demande en 1767 la concession d'une mine aux environs d'Itancourt (Soissonnais), dépendant de son prieuré (1). Dans la généralité de Metz, la concession des dames abbesses et chanoinesses du chapitre de Loutre date de 1752 (2). En 1771, le chapitre de Langres présente une requête au Conseil à l'effet d'obtenir la permission d'exploiter une mine de charbon sur ses terres de Chassigny (3). Dans un état des mines du royaume concédées par arrêtés du Conseil (4), qui date probablement de 1790, nous trouvons également quelques concessions ou demandes de concessions ecclésiastiques: l'abbaye de Lucelles (Alsace) exploite les mines de ses terres (arrêt de 1785). En Lorraine, l'abbé Jalabert est associé à M. Hambourg depuis 1773. Nous faisons certes des omissions, mais nous ne pensons pas qu'elles soient nombreuses et la pauvreté de cette liste empruntée aux histoires locales et aux enquêtes officielles montre assez que, comme il est tout naturel, le mouvement du clergé vers l'industrie des mines ne fut pas très important et que s'il convient de signaler quelques cas, il n'est pas nécessaire de s'y appesantir.

Des deux classes privilégiées, l'une, retenue par son caractère spécial, ne prit qu'une faible part au grand mouvement industriel du XVIII^e siècle, mais l'autre fournit un grand contingent de concessionnaires à l'exploitation minière. On peut penser, croyons-nous, que ce fut surtout vers ces entreprises spéciales que se porta la noblesse de France. Elle y marqua certainement son empreinte profonde. Elle est, à l'origine de pres-toutes les grandes entreprises de l'époque, de celles qui devaient avoir de grandes fortunes dans l'avenir. Sa puissance terrienne et financière contribua à donner au mouvement une importance que, sans elle, il n'aurait pris sans doute que peu à peu. Elle le servit encore, ce mouvement, en transportant dans cette activité, qui prit de suite les allures d'une bataille économique, toutes les qualités d'énergie, de diplomatie, de persévé-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 1313 f 2605, 1, 2, 3, 4. Mines du Soissonnais, généralité de Soissons (mars 1750).

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313 f 26 5, 1, 2, 3, 4. déjà cit.

(3) Ibid.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1316.

rance et d'autorité qu'elle avait acquises dans le cours des siècles, aux armées et dans les ambassades. Mais elle vicia aussi ce magnifique éveil de l'industrie en lui appliquant son esprit de privilèges, d'intrigues, d'accaparement et d'autoritarisme. On ne peut nier ses efforts intelligents pour s'adapter à sa nouvelle condition industrielle; mais elle apportait dans la lutte l'état d'esprit d'une classe formée par une longue hérédité d'habitudes et de préjugés et l'on peut dire que la législation minière, qui a toujours été flottante et hésitante sur les principes, s'est toujours ressentie, et se ressent encore aujourd'hui, de ce que la noblesse, en se lançant dans ce mouvement, lui a imprimé la gêne où elle se trouvait elle-même d'être une classe privilégiée astreinte aux nécessités et aux conditions communes de l'industrie.

Le mouvement est indéniable et marque une évidente transformation de l'état social et de l'état moral de la France. La noblesse avait de fortes raisons de vouloir mettre en valeur ses terres et ses capitaux, mais elle perdit de son prestige en réalisant ses ambitions financières. D'abord l'existence industrielle la força à vivre plus près du peuple qui apprit à la connaître, c'est-à-dire à la moins respecter, qui vit en elle une classe souvent besogneuse, âpre au gain, en tout cas intéressée; il vécut avec elle; les efforts, même d'ordres différents, entrepris dans la même industrie, créèrent comme une communauté de manière d'être. De plus, en adoptant une partie de la vie de la bourgeoisie et des artisans enrichis, la noblesse dut accepter la loi commune, se plier à la réglementation générale, abdiquer en partie ses privilèges, renoncer à des droits de haute justice, se placer sur le même rang que tous les autres industriels, se soumettre à la juridiction ordinaire et admettre les critiques et les attaques que les procès comportaient; elle abandonnait en un mot une partie importante de ce qui faisait d'elle une classe à part et au-dessus de la nation. Dès lors, les nobles cessaient d'être pour le peuple ces êtres distants, lointains, inépuisablement riches et formidablement puissants qui échappaient à la loi, aux besoins ordinaires, aux préoccupations de l'existence. Ils descendirent dans la vie, ils se rapprochèrent du commun des hommes.

C'est ainsi que le grand mouvement qui poussa au XVIII^e siècle la noblesse vers l'industrie, et surtout vers l'industrie

minière, rentre dans l'histoire générale. Il répond dans l'ordre matériel aux théories morales et sociales des philosophes et contribua à créer un état d'esprit qui prépara la Révolution.

Par une étrange conséquence, la classe de consommation que l'aristocratie avait été, en devenant une classe de production, c'est-à-dire en substituant la valeur de la propriété industrielle à la valeur de la propriété féodale, fut amenée à poser elle-même les principes qui devaient la ruiner et la détruire et à opposer le droit social au droit personnel, l'utilité générale au régime des privilèges.

Les nouveaux intérêts économiques que se créait cette aristocratie étaient en contradiction évidente avec ses intérêts politiques et avec ses origines mêmes. Issue de l'idée de propriété foncière, maintenue par l'esprit de caste et l'intérêt de classe, elle était amenée, pour assurer son développement dans une voie nouvelle, à nier l'intégrité de cette même propriété foncière, à la dépouiller d'une partie de ses droits, à porter une atteinte grave à son existence au nom d'un intérêt général qui entraînait pour la première fois dans ses préoccupations et qui était en opposition absolue avec ses intérêts de privilégiée. Ainsi l'évolution économique accomplissait une profonde révolution morale et transformait à la fois les bases de la société et la mentalité des classes sociales.

CHAPITRE II

LA BOURGEOISIE ET LES MINES

Pour d'autres motifs, la bourgeoisie se lança elle aussi avec ardeur dans les entreprises minières. Ces marchands enrichis, ces gens de robe qui avaient gagné, dans les charges qui leur étaient accessibles, de lentes fortunes et qui souvent avaient satisfait leurs aspirations nobiliaires en achetant de petites terres dont ils s'intitulaient « seigneurs (1) », trouvaient dans les mines un placement de leurs capitaux plus sûr, plus proche, plus accessible à la surveillance que les actions des grandes compagnies coloniales. Leur éducation, leur atavisme, leur instinct marchand les poussaient à collaborer pour une grande part au mouvement industriel qui grandissait et parmi les diverses industries les mines devaient les attirer plus particulièrement. Pour tous les esprits avisés et surtout pour des esprits pratiques comme étaient ceux de la bourgeoisie, les mines représentaient la grande industrie d'avenir, le moyen indispensable de production, l'aliment nécessaire de toutes les usines et fabriques qui existaient ou qui se créaient; les énormes importations de charbon qui se faisaient de la région de Mons et d'Angleterre semblaient attester que la mise en valeur des mines de France devait trouver un débouché facile en remplaçant les charbons étrangers. De plus, industrie neuve, elle

(1) Tel fut le cas par exemple de Rousseau, seigneur de Rimoigne, un des plus importants concessionnaires bourgeois.

était moins encombrée que les filatures, les tissages, les verres, etc..., le champ d'activité était plus libre et plus vaste, tout y était à faire et la consommation était assez grande pour faire croire que la concurrence serait moins forte. Nécessité de placer des capitaux accumulés, instinct du commerce, attrait d'une industrie d'avenir et d'une industrie nouvelle, ces raisons étaient déjà suffisantes pour déterminer la bourgeoisie à employer son argent et ses efforts dans l'industrie des mines. Des causes morales — et très sérieuses — intervinrent encore dans son orientation industrielle : les bourgeois, orgueilleux de leur fortune, conscients qu'ils détenaient une partie de la richesse française et qu'ils étaient la meilleure force du royaume, souffraient de ne pouvoir participer ni au pouvoir ni aux faveurs et de subir les humiliations des classes privilégiées.

Certes la bourgeoisie avait eu accès à la propriété foncière. L'abbé Fauchet, au XVIII^e siècle, et M. Jaurès de nos jours (1), ont montré par quel irrésistible mouvement la bourgeoisie enrichie avait envahi le sol de la France et s'en était emparé. Mais cette conquête avait subi un temps d'arrêt au moment où, ayant occupé toutes les terres que lui avaient livrées la corruption et la dissipation des grandes familles, elle s'était heurtée à des domaines d'aristocrates puissants et riches et surtout aux terres paysannes, acquises peu à peu sans interruption et conservées opiniâtement. Les restes de la puissance féodale et l'amour du paysan pour son lopin de terre étaient deux barrières qui avaient arrêté la conquête bourgeoise. Or, cette idée de propriété foncière, dont l'accroissement rencontrait ainsi des obstacles infranchissables, était une obsession pour le cerveau de la bourgeoisie. On le vit bien lors de la discussion de la première Constitution. Dès le 31 août 1789, le rapport que Lally-Tolendal fit au nom du Comité de constitution déclarait que « les membres de la Chambre des représentants » devaient être *propriétaires*. Du Pont (de Nemours) réclamait la qualité de *propriétaire* pour être électeur (2).

Les concessions minières satisfaisaient ce goût de la bourgeoisie pour la terre ; c'était pour elle une manière de prendre

(1) JAURÈS, *ouv. cit.*

(2) AULARD, *Histoire politique de la Révolution française.*

possession de cette propriété aristocratique ou paysanne qui lui échappait et par laquelle elle satisfaisait à la fois ses instincts et ses ambitions politiques. Elle poursuivait ainsi sa conquête économique du sol. Mieux encore, pour la première fois elle était appelée à participer à un privilège — car la concession pouvait être considérée comme un véritable privilège — et il lui semblait qu'en profitant de cette faveur, elle se rapprochait des classes vraiment privilégiées qu'elle jalousait depuis si longtemps. Il lui plaisait d'être admise au même titre que les nobles à solliciter et à obtenir des arrêts du conseil qui lui constituaient de véritables privilèges, qui la subrogeaient dans la possession effective ou du moins dans l'exploitation du sol aux propriétaires réels. Et dans cette allégresse de pouvoir atteindre des faveurs convoitées, elle essayait, par la bouche de Regnauld d'Epercy, d'établir une distinction entre ses privilèges à elle et les privilèges des nobles : « En vain dira-t-on que les concessionnaires doivent être considérés comme des porteurs de privilèges exclusifs, en vain voudrait-on confondre ces concessions avec les privilèges supprimés par nos décrets... »

Amour de la propriété et amour du privilège, telles sont les deux causes morales qui déterminèrent — avec les causes matérielles énoncées plus haut — la bourgeoisie à placer dans les mines ses capitaux accumulés.

Les concessions bourgeoises furent très nombreuses, nous ne pouvons les citer toutes. Il est même impossible d'en retrouver la liste complète pour les mêmes raisons qui interdisent l'espoir de dresser un tableau général et exact des concessions nobles. Cependant, grâce aux états des mines et aux enquêtes partielles dont nous nous sommes servis plus haut, nous pouvons en grouper un certain nombre qui forment un ensemble déjà important: M. Foulon, concessionnaire des mines de Doué (Anjou, 1769), de La Chaise, concessionnaire des mines de Montcenis (Bourgogne, 1769), MM. Jarry, concessionnaire des mines de Nort (Bretagne), 1746; Dubuisson obtient, en 1765 un privilège pour les mines de Dubuisson-les-Vauletay-en-champ. M. Douin reçoit en 1763 la permission exclusive pour les mines de Cranssac (généralité de Montauban), il la cède à la compagnie de M. de La Barberie. Giral est concessionnaire des importantes mines de la baronnie de Boussagues (Languedoc, 1769). Champinois a obtenu les mines de Fins (Auvergne,

1770), la même année, Mathieu celles de Noyant; à la même date encore, Leibiger devient concessionnaire en Franche-Comté du territoire de Saulnot, et Martho commence à chercher à grands frais le filon sur sa concession de Saint-Saulve (Hainaut). Un sieur David est, en 1771, concessionnaire des mines de Saint-Georges et Concourson. Tubeuf a, dans le Languedoc, l'immense concession que nous avons étudiée d'autre part. Bailly est établi en Lorraine aux mines de Grisborn (1773). L'année 1775 voit naître l'établissement des sieurs Morel et Puissant à Saint-Georges, en Anjou, de Lachevardière à Destion en Champagne. Nous trouvons encore les arrêts de deux concessions bourgeoises en 1776: Rebisen à Cassan en Languedoc et Martinat à Troujet, en Bourbonnais. Brial fouille sa concession des mines d'Argental en Limousin (1778), Pierrad exploite ses mines entre la Selle et l'Escaut (1778); Tubeuf est encore concessionnaire des mines de Saint-Germain-en-Laye, de Luzarche et de Villeneuve (1779); Barret et Coursaget s'établissent à Saint-Martial-le-Mouton (Bourbonnais) 1779), Gonnot à Decize (1780).

Les concessions provisoires attribuées à la bourgeoisie et qui attendent la réussite pour devenir définitives, sont fort nombreuses aussi:

A M. Gerbier pour les mines de Luzarches (à côté de celles de Tubeuf), à M. Morneau pour les mines de Saint-Brain, en Bourgogne, aux sieurs Legendre et La Perrière pour les mines de la paroisse de Mézy, en Soissonnais, au sieur Meilheurat pour les mines de Moncambreux, en Bourbonnais, au sieur Tabarier pour les mines de charbon de Bédarieux, en Languedoc, au sieur Bosredon pour les mines de Cubla, en Limousin, aux sieurs Fayet et Richard pour les mines de Montotié, en Franche-Comté, au sieur Berger pour des mines près Dax, en Guyenne, au sieur Bouald pour les mines de Milhau, généralité de Montauban, aux sieurs Ferreir et C^{ie} pour les mines de Sennaon, en Languedoc, aux sieurs Armand et Guilmi pour les mines de Nions, en Dauphiné, au sieur de Nauteral pour les mines de la Malte, en Dauphiné, au sieur de Bouy pour les mines d'Archevelles, en Alsace, au sieur Patis pour les mines en Franche-Comté, au sieur Puissant, pour les mines d'Avesnes, en Hainaut, au sieur Meurig, pour les mines de Bize, en Languedoc, au sieur Rodin, pour les mines de Saint-Claude, en Franche-

Comté, au sieur de Gamps pour les mines de Danendorff, en Alsace, au sieur Humbert pour les mines d'Essertune, en Bourgogne, au sieur Robichon pour les mines de Monrond, en Lyonnais (1).

Nous notons encore dans un autre état des mines de France (2) un grand nombre de bourgeois concessionnaires. Voici quelques-unes de ces concessions:

Dans le Soissonnais: Dupont et Mauroy succèdent en 1753 aux Guillot dans la concession du village de Beaurain. Le sieur Mavez demande en 1768 la permission d'exploiter la houille de son terrain dans la paroisse de Jugy près Laon. Delaval et C^{ie} font en 1770 la même demande pour le territoire de Fauconcourt. En 1774, M. de Bussi obtient la concession des mines de Beaurieux. MM. Legendre, de La Perrière et Legros introduisent une requête pour les mines du territoire de Pavroy (1779).

Dans la généralité de Metz: concession du ban de Créange Pattelage au sieur Richard (1755). En Champagne: le sieur de Courcelle obtient un privilège pour les mines de Brussanrel (1758) et le sieur Marais pour les mines de Gruges (1757). Citons encore dans la même région MM. Lenoir, Patenôtre, Soulez, Mercier, Baliquet. Un troisième état (3) nous permettra d'augmenter la liste des exploitations bourgeoises au XVIII^e siècle. En Alsace, voici les noms de la dame Bouy (1785, à Orschwiller), en Auvergne du sieur Feuillant (1781-1785), à Brassac, Lamotte (1786) au même endroit, Jadouray (1786, paroisse d'Auzat). En Bourbonnais: Barbier (1786, village de Journones). En Bourgogne: Carouge et Girault et Lemaître à Neuvy en Morillon (1769 et 1784), le sieur de Morveau à Saint-Brain (1782). En Dauphiné le bailli de Saigne au village de Pommiers (1785), le sieur Palfuit dans la forêt de Sain (1786). En Franche-Comté: Chatelain et Richardin (Le Grand-Denis, 1788). En Flandre-Artois: Godomesche (La Chatellenie, 1783). Havès et Le Scellier (Rive gauche de la Scarpe, 1775). Dans le Hainaut: le sieur Colin à Quieverchain (1787), le sieur Honney (le Quesnoy, 1784), le sieur Beauvoir (Mortagne, 1786) et encore MM.

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313 f 2603. Mines de France. Administration.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313 f 2605, déjà cit.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1316, déjà cit.

Bleuzé, Martorey, Damade, Deulin. En Lorraine: les sieurs Bailly et Mailfain. En Limousin : Béral, Faure, Mathieu. Dans le Lyonnais: Berthelot, Metrat, Chалаud, Jorni, Tournieux, Rongil. En Languedoc: Courtial, Nicolas, Courbet, Paulhès, Maupetit, Campagne et Julia, Delzeuge. En Normandie: Porel, Saint-Laurent, Froment, Pierre. En Picardie: le sieur Pierrard. Près de Paris: Nigo, Peyron et Touvenel, Lenain et Avenard. En Provence: le président de Peynier, le sieur de Beaumont. En Touraine et Anjou: Foullon, Sonet, Delalande. Il faut ajouter à cette longue liste deux des plus importants parmi les bourgeois qui consacrèrent de gros capitaux à l'industrie minière: Taffin, l'associé de Desandrouin, et Rousseau à Roche-La-Molière. Parmi les concessions que nous avons nommées, les plus connues, soit par leur importance, soit par les contestations qu'elles soulevèrent, soit par leur développement ultérieur, sont celles de Mathieu, de Giral, de La Chaise, de Martho, de Marthorey (1).

(1) La société que Louis Martel fonda au nom du marquis d'Osmond, après le décret de 1744, pour l'exploitation des mines de Roche-la-Molière, donne bien une idée de la puissance industrielle bourgeoise à cette époque. En parcourant les noms des actionnaires, on verra que cette société était composée dans sa majeure partie de négociants de Lyon, de notaires, d'agents de change et de rentiers:

Sieur Philippe-Marie Grumel Montgaland, demeurant ordinairement en la ville de Saint-Symphorien de Lay, agissant tant personnellement qu'au nom, comme ayant pouvoir et charge, et se faisant fort de Dame Marie Duja, son épouse, de M. Paul-Alexandre Dogier, son gendre, et de dame Magdelaine-Gabrielle Grumel Montgaland, son épouse, fille dudit sieur Montgaland, M. Gilbert-Philibert Clefée demeurant à Lyon, quai d'Alincourt, paroisse Saint-Louis;

Les sieurs Pierre-Marie et Claude-Armand Tison frères, négociants à Lyon, y demeurant place et paroisse Saint-Nizier, représentés par ledit sieur Claude-Armand Tison;

M. Abraham-Jean-Blaise Duja, procédant de l'autorité de sieur Pierre Duja, son père, à cet effet ici présent et l'autorisant;

M. Aimé-Charles Jussieu Saint-Jullien, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant en cette ville, rue de Jarente, paroisse d'Ainai;

M. Charles-Emmanuel Cremeaux, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, maréchal des camps et armées du Roy, demeurant audit Lyon, rue de l'Arsenal, paroisse d'Ainai, M. Jacques-Marie Ponetis Boën, demeurant à Lyon rue Saint-Dominique, paroisse Saint-Pothin, M. Augustin Allut, demeurant à Lyon, quai de Retz, paroisse Saint-Pierre, représenté par ledit sieur Pontis Boën, en vertu de sa procuration passée sous signature privée, le 28 novembre dernier;

Sieur Christophe Jacquet, demeurant à Fleury, en Maconnais;

Sieur Abraham Chaland, agent de change à Lyon, y demeurant, place Neuve des Carmes, paroisse Saint-Louis;

Cette longue, fastidieuse et incomplète énumération de noms donne bien — du moins tel a été notre dessein — l'impression de l'important mouvement minier auquel la bourgeoisie française prit part au XVIII^e siècle, aux côtés de la noblesse (1). Elle y mêla pour son propre compte, elle s'y glissa aussi dans les exploitations de l'aristocratie. Même dans le Bourbonnais, la société du duc de Clermont-Tonnerre — qui comptait déjà Mathieu parmi ses actionnaires — dut avoir

Sieur Jean-François Caillat, aussi agent de change à Lyon, y demeurant même place et paroisse.

Les sieurs Martinon frères, et Lambert, négociants à Lyon, y demeurant rue des Quatre-Chapeaux, paroisse Saint-Nizier;

Les sieurs veuve Rocoport et fils, négociants audit Lyon, y demeurant susdite rue et paroisse;

Le sieur Chapard, père, fils, et Chaland, aussi négociants à Lyon, y demeurant, rue Grenette, paroisse Saint-Nizier;

Les sieurs Fulchiron frères, négociants de la même ville, y demeurant rue Mulet, paroisse Saint-Pierre;

M. Théophile le Bugle Chatelet, demeurant aux Brotteaux, paroisse de la Guillotière;

M. Gaspard Cuzel Bourgeois, demeurant à Lyon, quai Saint-Antoine, paroisse Saint-Pothin;

M. François-Bertrand Desgranges, notaire à Lyon, y demeurant place des Carmes, paroisses Saint-Louis;

M. Jean-Claude Perrochia, négociant à Lyon, y demeurant rue Lafont, paroisse Saint-Pierre;

M. Jean-Baptiste Merlat, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant en cette ville, rue Puits-Gaillet, paroisse Saint-Polycarpe, agissant collectivement en son nom et en celui de dame Anne Audras, veuve de M. Jean-Pierre Merlat, sa belle-sœur, de laquelle il se fait fort;

M. Orjel Deschamps, fils aîné, négociant à Lyon, y demeurant place du Concert, paroisse Saint-Nizier;

Les sieurs André et Jacques Orjel, négociants à Lyon, y demeurant susdite place et paroisse;

M. Gaspard Mongin, négociant à Lyon, y demeurant rue Romarin, paroisse Saint-Pierre;

M. Meaudre, demeurant à Roanne, représenté par ledit sieur Grumel Montgaland, qui se fait fort pour lui;

Les sieurs veuve Desvernay fils et C^o, négociants, demeurant audit Saint-Symphorien-de-Lay;

M. Jean-Guillaume Berthon Fromental, l'aîné, notaire à Lyon, y demeurant rue du Palais-Grillet, paroisse Saint-Nizier, tous d'autre part. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(1) Comme les nobles, les bourgeois entreprirent aussi des industries connexes à l'exploitation du charbon, transport, épurement, fabrique de briquettes, etc... Par exemple dans la compagnie d'épurement du comte de Stuart, nous relevons les noms de Roettier de la Tour, échevin de Paris, de Jacques Marin, de Fourelle, maître de forges. (Arch. nat., F¹² 2231). Brunaud, concessionnaire des environs de Saint-Etienne, inventa les agglomérés de tourbe.

recours à de grands et riches bourgeois, les Ferber, frères et C^{ie}, pour rembourser les capitaux laissés dans l'exploitation par les précédents concessionnaires et leur abandonna en échange quarante-quatre sols dans la livre figurative d'intérêts fixée à quatre-vingt-douze sols (1).

Il n'y a guère de sociétés de nobles où on ne rencontre quelques noms bourgeois. Le duc de Charost, avant d'Osmond, fait appel à leur concours pour les mines de Roche-La-Molière ; parmi les intéressés dans l'exploitation, on trouve même le nom de Danton sans que nous ayons pu déterminer s'il s'agit là du futur conventionnel (2). On rencontre encore des noms bourgeois parmi les dix-sept premiers associés d'Anzin, entre autres Christophe et Mathieu, Dumont ; Richond, receveur des domaines à Condé, Desauboy, receveur du prince de Croy, sont associés à Desandrouin et à Taffin dans les recherches et la découverte de la houille dans le Hainaut. La société du duc de Guines, très fermée, très aristocratique, admet pourtant MM. Pierard, Libotton et Estoret (3). Il y a des bourgeois à Aniche. Dans le Nord, pays de seigneuries et de hautes-justices, ceux-ci étaient presque contraints de s'associer avec la noblesse, mais à défaut de pouvoir agir pour leur propre compte, c'était une satisfaction d'orgueil. Les bourgeois étaient d'ailleurs rendus prudents par les succès coûteux de ceux d'entre eux qui, convoitant mieux qu'une part d'intérêt dans des sociétés de noblesse, avaient voulu se contenter des terrains non compris dans les concessions seigneuriales. Ils voyaient la compagnie Martho s'épuiser sur le terrain concédé de Saint-Saulve, près Valenciennes, où, selon le bruit que recueillait dans la région l'inspecteur Duhamel, elle avait déjà dépensé plus de seize cent mille livres et où elle s'obstinait à lutter contre la puissance

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593, *déj. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Rapport à l'Assemblée nationale ; voici le passage relatif à Danton : « M. le duc de Charost s'étant adressé au Conseil du roi, obtint un arrêt qui (sans avoir égard aux réclamations du sieur Véron) prorogeait de trente années le terme de sa jouissance et lui accordait une étendue de terrain plus considérable à la charge de payer quatre-vingt mille francs à différents actionnaires de la compagnie Rousseau et de conserver à Danton son intérêt dans l'exploitation. » Il n'est nulle part ailleurs question d'un Danton dans les concessions du Forez.

(3) VUILLEMIN, *ouv. cit.*

d'Anzin, Martorey (1), ses associés Beauvoir et Locart, Honnet, Puissant, Langlet, tous bourgeois concessionnaires du Hainaut, étaient découragés et ne travaillaient que mollement (2).

Ces marchands enrichis et ces robins capitalistes, conservant leurs habitudes de prudence, acquises dans le négoce ou dans les procès, et d'ailleurs vaniteux, aimaient certes mieux renoncer à la satisfaction d'être concessionnaires personnels et se contenter de placer fructueusement leurs capitaux dans des sociétés aristocratiques, bien établies, bien vues en cour et d'un revenu plus certain. On remarque, en effet, que souvent la prudence exagérée d'où découle le manque de persévérance, sépare absolument les actionnaires ou concessionnaires bourgeois de leurs collègues nobles. Quand le succès ne répond pas de suite aux premiers travaux, ils prennent aisément peur : ils ne sont pas habitués à ces entreprises de longue haleine qui demandent des efforts prolongés de volonté et de capitaux. Il existe plusieurs délibérations de sociétés, suivies d'intervention du gouvernement pour obliger des actionnaires bourgeois récalcitrants à faire de nouveaux apports de fonds. Voici par exemple une société minière exclusivement bourgeoise, la société des mines de Chateaudun, en Bretagne, qui est occupée à lutter contre la dame veuve Danieau et ses enfants mineurs, (3 actions) contre Robert Granville (5 actions, saisies et arrêtées aux consignations de Saint-Brieuc) Champeau Palame (1 action), Dufresne (1 action), les directeurs des créanciers Le Roux (1 action). Malgré toutes les négociations amiables, un pourvoi au Conseil suivi d'un arrêt du 10 novembre 1771, signifié avec sommation, ils se refusent à fournir un premier appel de quatre mille livres et un second de deux mille livres indispensables pour la continuation des travaux (3). Le cas est fréquent et témoigne de la répugnance qu'éprouvaient nombre de petits bourgeois à persister dans les entreprises qui pourtant les attiraient, quand

(1) Ce Martorey n'inspirait pas confiance à l'intendant du Hainaut. Il avait employé des « hommes de paille » pour obtenir la concession qu'on lui avait refusée en 1776 et une seconde fois l'année suivante. Il avait fait adresser sa demande par le comte de Carondelet en 1779, par un nommé Bailly en 1780 et par un sieur Desruelles. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7810).

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816. Mines de Saint-Saulve, 18 oct. 1783.

(3) Arch. nat., E 2660^{bis}. Arrêt du Conseil du 18 Mai 1773.

elles ne répondaient pas immédiatement à leur attente et à risquer leurs fortunes laborieusement acquises. Cette tendance très nette coexiste avec les plus grandes hardiesses et les plus belles persévérances, et ces deux manières contradictoires de comprendre la grande industrie des mines représentent bien deux faces de l'âme bourgeoise qui se sont perpétuées (1).

C'est peut-être aussi à la crainte de risquer des capitaux et d'autre part au désir de retirer un profit des exploitations minières qu'il faut attribuer l'habitude qui se répandit dans le Forez : les petits bourgeois acquéraient des mines, en demandaient la concession, puis en affermaient l'exploitation à des paysans. Nous avons déjà vu Trudaine, intendant du Lyonnais, entretenir Desmaret de cette coutume. Jars en parle aussi dans son « *Journal de voyage en Bourgogne* » (2) ; le chevalier de Grignon a décrit la vie de ces paysans d'industrie à qui les bourgeois sous-louaient leurs mines, nous n'y reviendrons

(1) Il y a dans l'histoire des débuts de l'exploitation bourgeoise des mines bien des détails qu'on ne peut grouper, mais qu'il faut signaler. Ainsi, il y eut dans toute la France un mouvement important de petites tractations entre paysans et petits bourgeois atteints par la fièvre minière et qui, dans un coin de champ, sur une petite métairie, dans un jardin, voulaient ouvrir un puits, une galerie et faire fructifier ainsi les petits capitaux économisés. (Voir, par exemple, Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.) Ces minuscules exploitations bourgeoises étaient certes un peu moins dangereuses que les exploitations paysannes ; leurs auteurs y apportaient un esprit un peu plus méthodique et plus de ressources. Mais elles ne répondaient pourtant en aucune façon aux besoins de grands capitaux et de vastes connaissances que nécessitait la mise en valeur des richesses souterraines de la France. D'ailleurs ces petites exploitations n'ont laissé aucune trace dans l'histoire industrielle, elles ne purent tenir contre les grandes concessions et furent assez rapidement englobées. En tous cas, ce fut probablement ce mouvement de la petite bourgeoisie, incapable de constituer une force sérieuse de production, qui décida assez vite le Conseil à établir des enquêtes sur la valeur de la mine elle-même et sur les capacités financières et industrielles du postulant, avant d'accorder la concession.

La grande vogue des mines suggéra aussi des manœuvres louches à quelques petits bourgeois par trop adroits. Citons-en un exemple : En 1781, un nommé Resque, habitant Aurillac, prétendit avoir découvert aux environs de cette ville une mine de charbon. Il était probablement avisé que le comte de Rangouze « une espèce de matamore qui en inspirait par sa jactance » avait envie d'une exploitation. Celui-ci ne tarda pas à prétendre en effet que cette mine lui appartenait. « Il resta des doutes sur le fait, ajoute l'auteur du rapport que nous citons, on aurait pu même en avoir de bien fondés sur l'existence de la mine. » Resque, après avoir feint la résistance accepta d'échanger les prétentions qu'il manifestait sur ce rocher stérile contre « un terrain productif ». Arch. nat., F¹⁴ bis 7654.

(2) Arch. nat., F¹² 1300.

pas (1). Véron, qui acheta le terrain du duc de Charost, se contenta en grande partie d'affermier ses mines à quelques paysans « comme les autres propriétaires », ajoute un rapport (2); pourtant ce Véron était riche et aurait pu établir une belle entreprise. La compagnie Lacombe et Chambeyron, sur laquelle on avait fondé de grandes espérances, après avoir établi une galerie d'écoulement, n'agit pas autrement sur sa concession du Morillon. Le gouvernement ne trouvait pas son compte dans ces sortes d'exploitations au perfectionnement desquelles ne se consacraient ni capitaux, ni activité; l'usage ne s'en généralisa pas, mais le fait n'en contribua pas moins à faire éliminer peu à peu les petits bourgeois du privilège des concessions, car ils n'en tiraient que des profits, laissant entre les mains de leurs fermiers les mines elles-mêmes dans leur état primitif et dangereux.

Nous venons de décrire un des aspects égoïstes et basement avides de l'exploitation bourgeoise des mines. Il y eut le grand et beau côté aussi, sous forme d'un élan réel, non pas désintéressé certes, mais intelligent en ce sens qu'il comprit que l'intérêt particulier était ici lié avec l'utilité générale. Nombre de bourgeois, en entrant dans la nouvelle classe appelée à créer cette grande industrie minière, étaient décidés à lui consacrer leurs capitaux, leur génie commercial et leur tenace volonté. De grandes entreprises bourgeoises commencèrent à exploiter le sol de France à côté des sociétés aristocratiques. Un homme comme Jean-Baptiste Brunand, habitant et bourgeois de Saint-Étienne, qui durant plusieurs années creuse avec ses seules ressources une belle et puissante mine, bien installée pour le rendement et pour la sécurité des ouvriers, une galerie de seize cents mètres de longueur sur deux mètres de hauteur et deux mètres soixante de largeur et qui avec trente ouvriers arrive à un rendement de trente-cinq à quarante tonnes par jour (3); des hommes comme ceux qui constituent la raison sociale Perrier,

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1312, *déj. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. *Mémoire d'Osmond* (sans date).

(3) LESEURE, *ouv. cit.* et BROSSARD: *Notice historique sur l'exploitation de la houille dans les environs de Saint-Étienne sous l'ancien régime. (Annales de la Société d'agriculture, industries, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire, 1867, tome XI).*

Bellinger et C^{ie}, qui ont racheté à La Chaise la mine du Creusot et qui finissent par y joindre la fonderie et la cristallerie de la Reine (1), ces hommes doivent compter parmi les grands industriels novateurs des entreprises minières, bien que leurs noms n'aient pas acquis de notoriété. Leur foi, leur activité, leur audace, leur esprit d'organisation leur décernent ce titre.

Ignace Roux, le grand marchand marseillais, propriétaire de comptoirs dans le Levant, (mort en 1752) qui met en valeur le charbonnage de Valdonne (canton de Roquevaire, Bouches-du-Rhône) dont la superficie avait été acquise par ses ancêtres, qui introduit ou généralise l'usage de la houille dans l'industrie marseillaise, est un des types encore de cette bourgeoisie commerçante qui sut détourner un peu de ses qualités au profit de l'industrie (2).

Dans le territoire de Commentry, la famille Berthet, sans atteindre encore aux grandes exploitations que Nicolas Rambourg y édifiera plus tard, pousse avec opiniâtreté et intelligence la mine du Plaveret sans se laisser décourager par ses six fosses successivement ouvertes et successivement inondées (3).

La concession des frères Labarre, entrepreneurs de transports du port de Saint-Rambert, fournisseurs de charbon de Sèvres, était fort importante à Roche-la-Molière. Munie de travaux de sûreté et de belles galeries, elle représentait un rendement journalier de quarante tonnes.

Dans l'énorme fatras de procédures, de lettres, de mémoires du concessionnaire du diocèse de Béziers, Giral (4), il est difficile de démêler ce que fut au juste la concession et l'homme. Il semble cependant qu'il eût un esprit large et ouvert. Il sut rendre justice à son ennemi, le marquis de Bermond, homme

(1) REYBAUD, *ouv. cit.*

(2) Ces renseignements sont tirés d'un article de M. Louis Augé, paru dans les *Pages libres* du 21 août 1909 sous le titre : *Un charbonnage de Provence avant la Révolution*, et qui fut écrit pour répondre aux directions de la section d'économie sociale du Congrès international d'histoire comparée qui tint ses assises à Paris en juillet 1900. L'article est fort intéressant, mais nous n'avons pas osé y faire plus d'emprunt, M. Augé ne citant pas ses sources et parlant seulement de documents tombés par hasard entre ses mains.

(3) D^r A. MÔNY, *Histoire d'une mine : Commentry*.

(4) Giral était architecte de la ville de Montpellier.

d'intelligence et d'incontestable valeur industrielle et que, d'une façon assez étrange — peut-être par lassitude et dégoût de ses propres difficultés —, il jugeait « très au-dessus par état et par sentiments de la qualité *peu flatteuse d'entrepreneur de mines...* ». Giral, entravé par une bataille sans merci contre les concessionnaires voisins et contre les petits propriétaires de la contrée qui l'accusaient de toutes les cruautés, de toutes les violences et de tout l'accaparement, avait la hardiesse et la largeur de vue qui convenaient à un industriel. Il fit venir des ouvriers de l'étranger, il construisit des locaux pour les loger à ses frais, il essaya de faire distribuer aux habitants de la contrée des mulets et des ânes qu'il avait achetés pour les inciter à transporter ses charbons, d'une qualité égale à ceux d'Angleterre, dit une expertise officielle. Le procès-verbal dressé par le greffier et le consul de la terre et baronnie de Boussagues, en 1784, atteste une belle et fructueuse exploitation, une entente parfaite entre les ouvriers et le concessionnaire, des travaux considérables et une mise de fonds importante. Il faut donc attribuer à l'opposition acharnée qu'il rencontra le demi-échec de ses efforts (1).

Entre les concessionnaires bourgeois, la famille des Mathieu mérite une place à part. Nous les retrouverons plus loin, parmi les plus grands ingénieurs des mines du XVIII^e siècle. Mais ces hommes, qui avaient dans le sang, de père en fils, la passion des mines, ne se contentèrent pas d'être les grands pionniers, les grands directeurs, les grands ingénieurs d'Anzin ; ils voulurent exploiter pour leur propre compte et employer les intérêts qu'ils tiraient du Hainaut dans d'autres sociétés houillères. Ce fut Jacques Mathieu qui fonda la réputation et la fortune de la famille (2). Il eut trois fils qu'il éleva dans l'amour de la mine ; il leur fit faire un apprentissage complet, les embauchant parmi

(1) Giral en était arrivé à ne pouvoir pas même payer l'imposition annuelle de huit cents livres qu'il devait au Gouvernement pour l'entretien de l'École des Mines. Arch. nat., F¹⁴ bis 7691, 7692. Arch. de l'Hérault, C 2724. CREUZÉ DE LESSER, *ouv. cit.*

(2) Jacques Mathieu, né le 26 septembre 1684 à Lodeluisart, près Charleroi (Belgique). Il dirigea d'abord les établissements étrangers de Desandrouin, vint en France en 1716, et, le 28 juillet, marqua la première fosse de Fresnes. Il avait le titre de premier commis de M. Desandrouin. En 1734, il vint s'établir à la nouvelle exploitation d'Anzin. Mort en 1747 directeur des mines de Fresnes.

les ouvriers, les forçant à parcourir tous les degrés et tous les chantiers jusqu'à la place de commis du fond, poste qui plaçait sous leurs ordres une cinquantaine d'ouvriers. Les deux aînés surtout héritèrent des goûts industriels de la famille. Ce fut Pierre qui en 1734 découvrit la houille à Anzin (1). Christophe Mathieu fut un grand ingénieur et concessionnaire pour son compte après avoir abandonné les mines du Hainaut (2). C'est lui qui représente, parmi tous les Mathieu qui s'illustrèrent dans l'industrie minière, le bourgeois, industriel pour son propre compte. Il pouvait dire avec quelque orgueil que « personne n'a mieux mérité du Gouvernement que leur famille relativement aux exploitations de charbon de terre ». L'orgueil, d'ailleurs, est dans le caractère des Mathieu. Lorsqu'en 1786, il fut question d'établir dans chaque province minière un inspecteur à demeure, le prince d'Arenberg écrivit au contrôleur général une lettre curieuse où le caractère de Pierre, le directeur d'Anzin, est finement analysé. Elle se termine par cette phrase : « Nous craindrions beaucoup qu'il (Pierre Mathieu) éprouvât un dégoût et il regarderait comme tel la nécessité de rendre compte de ses opérations à un homme qui ne les connaîtrait pas plus que lui. » Tout d'ailleurs excitait en lui cette faiblesse de caractère : pourvu d'une situation officielle importante, lui dont l'aïeul n'était que premier commis, il voyait ses avis écoutés du gouvernement et les particuliers venaient le consulter de partout (3). Il sollicita le cordon de Saint-Michel, quoique

(1) Pierre Mathieu, né à Lodeluisart le 27 novembre 1704, directeur des mines d'Anzin qu'il avait découvertes et où il fut intéressé pour six deniers. Mort à Anzin en 1778. Le troisième fils de Pierre Mathieu, Jean-Léonard-Joseph, né à Valenciennes en 1746, fut directeur des mines d'Anzin après son père, puis directeur général des exploitations. Il fut plus tard nommé inspecteur des mines de France et anobli en 1789. Emigré en 1793, rentré en France, ingénieur de la République, on le trouve souvent en mission dans l'Hérault où il a à s'occuper des mines de Giral. Il réorganise aussi les mines d'Anzin. Mort à Valenciennes le 27 mars 1815.

(2) Christophe Mathieu était à Anzin quand il fut envoyé par le gouvernement pour épuiser les eaux du port de Gravelines, puis ensuite dans toute la France pour vérifier les découvertes de mines ou donner des conseils aux concessionnaires. Malgré la guerre avec l'Angleterre, il n'hésita pas à passer dans ce pays, releva furtivement les plans de la machine à vapeur et fut le premier à l'introduire en France.

(3) « Carcassonne, 13 octobre 1758.

... J'ai su que c'était au sieur Mathieu que le royaume a obligation de l'établissement de la plupart des meilleures mines de charbon de terre qui

ne jouissant pas de la noblesse transmissible, ce qui était une condition indispensable.

Par cet orgueil, par ce désir d'honneurs, les Mathieu sont profondément des bourgeois enrichis, avides de tout ce qui peut les distinguer, indiquer publiquement leur fortune, les rapprocher de cette noblesse qu'ils envient ; en même temps, ils sont hostiles à tout ce qui peut limiter leur indépendance. Christophe Mathieu exploita, seul ou en société, les mines de Littry en Normandie, de Montrelais en Anjou, d'Epinacle et de Sévigné en Bourgogne et surtout de Fins et de Noyant en Bourbonnais. Il établit un projet (1758) pour créer une seconde exploitation dans le Hainaut français. Partout il manifesta un esprit clair, industrieux, ingénieux à créer des organismes nouveaux ; partout sa décision et sa volonté apportèrent la prospérité : son esprit lucide et organisateur (ses mémoires et ses requêtes sont certainement parmi les mieux composés et les plus lumineux) contribua à la réussite de toutes les entreprises dont il se mêla. Ce fut surtout à Fins et à Noyant, qui étaient ses propriétés personnelles, qu'il put donner toute sa mesure. Joignant à un génie industriel un sens tout bourgeois et très profond des affaires, il sut pour la première de ces mines montrer des talents financiers exceptionnels. Il fonda et défit plusieurs sociétés d'études pour mettre la mine en état — apparemment pour qu'il n'en coûtât pas trop à sa famille — et, quand il en vit l'exploitation possible, il fit constituer par son gendre, de Brossard, une société définitive qui versa d'abord quatre cent mille livres. La mine fut mise en valeur méthodiquement ; elle alimenta les provinces voisines et ses produits allèrent jusqu'à Rouen faire concurrence aux charbons anglais. « Le suppliant ose même vous assurer, Monseigneur, écrit Mathieu au contrôleur général des Finances, que si toutes

s'exploitent actuellement avec succès et principalement de la fameuse mine d'Anzin, près de Valenciennes, de celle de Littry en Normandie, de celle de Montrelais dans le bas Anjou et de celles d'Epinacle et de Sévigné en Bourgogne, et j'ai su en même temps que le sieur Mathieu était à Paris, j'ai fait connaissance avec lui ; il m'a prouvé par les principes de son art et des raisonnements qui m'ont paru justes, que c'est faute d'expérience dans l'exploitation que le charbon de terre que j'ai fait tirer dans la mine d'Azihanet rend une odeur désagréable en brûlant... Signé : Picot. » Arch. de l'Hérault, C 2732.

les mines du royaume étaient dirigées comme les siennes, les charbons de France passeraient à juste titre pour être d'aussi bonne qualité que les charbons anglais. » La phrase est toujours orgueilleuse, mais divers témoignages la confirment.

La mine de Noyant avait été créée par Mathieu pour servir « d'école d'application » à ses fils. Il rencontra dans cette exploitation de nombreuses difficultés qui sont particulièrement intéressantes parce qu'elles ne proviennent plus de contestations entre concessionnaires et seigneurs, mais qu'elles sont l'effet de la concurrence de bourgeois entre eux. Un nommé Pluyette avait fondé, dès 1738, une société pour l'exploitation des mines de la région qui avait, affirme son directeur, dépensé déjà plus de sept cent mille livres. Malgré les contestations, avec une assurance extraordinaire de la victoire, Mathieu, qui a d'abord assuré Pluyette qu'il n'y a pas de charbon dans la terre convoitée pour arrondir sa concession primitive, commence des fouilles dans tous les territoires à sa convenance et y engage de gros capitaux. Il y appelle un grand nombre d'ouvriers. Pour ses trois entreprises voisines de Noyant, Chatillon et Fins, il a fondé une société de deux cent quarante actions au capital de 1,050,000 livres dont 550,000 livres sont déjà versées. A Paris seulement, il expédie par mois quinze cents voyes de charbon (mesure de Moulins). Le bénéfice net par année est, pour le commerce de Paris seul, de 42.075 livres, déduction faite des frais d'administration et de l'intérêt de 1.050.000 livres à six pour cent.

Avec son audace coutumière et son habitude de voir les affaires en grand, Mathieu rêve de perfectionner ses moyens de transport... aux frais de l'État, tout au moins en partie. Il écrit à La Millière que si l'État veut lui prêter deux cent mille livres, sans intérêt pendant six ans, il se chargera de faire construire un canal de Noyant à l'Allier.

En attendant de posséder son canal à lui, Christophe Mathieu agit au centre de la France comme son frère dans le Hainaut ; tous deux obéissent au même esprit d'accaparement et de domination qui avait poussé Pierre à ne fournir de charbon que les seuls dépôts de la compagnie et à monopoliser ainsi le commerce de houille. Christophe, comme son frère, se met au plus mal avec la corporation des bateliers. Il crée son service de transports personnel :

« Nous, maire, échevins et officiers municipaux de la ville de Moulins, certifions à tous qu'il appartiendra, qu'il est à notre connaissance que les sieurs Mathieu, propriétaires des mines de charbon de terre de Fins, font conduire en la ville de Paris pour leur compte particulier tous lesdits charbons...

Ce certificat officiel, nous le retrouvons, identique, loin de Moulins, à Condé, où l'autre Mathieu lutte comme son père contre un des corps les plus forts et les mieux organisés. L'un et l'autre ont leurs hommes et leurs bateaux à eux et refusent de livrer leur charbon aux bateliers de la corporation (1).

Cette exploitation bourgeoise si ample, si complète, si puissante, porte la marque certaine de la classe qui l'a édifiée. C'est déjà toute la conception industrielle et commerciale avec les caractères d'absolutisme, d'égoïsme et de grandeur aussi qui seront les caractères essentiels de la bourgeoisie comme classe sociale, de même que les vertus guerrières, diplomatiques et politiques avaient caractérisé la classe privilégiée. La grande industrie bourgeoise est, dès le xviii^e siècle, un facteur de domination. Elle s'exerce d'une façon absolue dans la contrée où elle s'installe. En somme son chef s'octroie une manière de seigneurie avec tout l'orgueil, tout l'exclusivisme et toute la puissance qu'elle comporte. Il faut prêter grande attention à cette lutte entreprise par les Mathieu contre les mariniers, voituriers et autres. Il y a là plus qu'un procédé commercial. Il n'est même pas certain qu'ils aient trouvé un bénéfice à organiser eux-mêmes leurs transports. Mais certainement ils ont été inspirés par le besoin d'assurer leur indépendance matérielle et morale, d'échapper à l'étau d'un privilège ou plutôt de substituer à un privilège, leur monopole.

Les bateliers, les mariniers, les voituriers par eau constituaient une des plus fortes corporations du royaume. Leur privilège était un des mieux appuyés par le pouvoir, un des plus solidement établis, leur réglementation une des plus sévères. Il devait répugner à des hommes comme les Mathieu, con-

(1) Pour cette étude des Mathieu, nous avons utilisé les documents suivants : Arch. de l'Hérault, C 2732. Arch. nat., F¹⁴ bis 7593 — 7603 — 7691 — 7760 — 7820 — 7821. GRAR, *ouv. cit.* CAVROIS, *ouv. cit.*

vaincus de leur force, conscients de leur valeur, fiers des industries qu'ils dirigeaient, aspirant à des honneurs réservés à la noblesse, à des hommes qui refusaient de rendre compte de leurs efforts même à des inspecteurs d'État, il devait répugner profondément à ces hommes de se soumettre aux volontés que pouvaient leur dicter les bateliers et d'accepter ainsi les privilèges roturiers après avoir conquis la participation à certains privilèges seigneuriaux. Il y avait déjà dans l'esprit de ces grands bourgeois industriels l'embryon du mouvement contre les corporations et les jurandes qui fit que Dallarde, rapporteur du comité des contributions publiques à l'Assemblée constituante, ne rencontra pas un contradicteur lorsqu'il soutint à la tribune la loi des 7 et 17 mars 1791 qui les supprimait.

Cet orgueil, ce besoin d'indépendance, ce désir de briser tous les privilèges qu'ils rencontraient en travers de leurs ambitions firent que la bourgeoisie introduisit dans l'industrie un esprit de conquête, de bataille, de violence, qui devait vite pousser la concurrence à devenir « une forme moderne du cannibalisme », selon le mot d'un philosophe, homme politique (1). Les nobles, plus sûrs d'eux-mêmes, plus affinés de manières, ayant moins à conquérir, moins énergiques aussi, apportèrent moins de brutalité dans la lutte industrielle.

Même différence entre la bourgeoisie et la noblesse dans l'art de la recommandation, dans la science d'arranger les contestations. La bourgeoisie considère la recommandation comme une chose due, comme un élément officiel de ses requêtes, comme un droit. C'est un bourgeois, Baron, qui fait inonder le Conseil de lettres que la noblesse et le clergé du Dauphiné écrivent en sa faveur et qui se plaint aux autorités qu'on lui ait « ravi ses protections ». Des bourgeois aussi bien que des nobles, le rapporteur de la loi de 1810 dira qu'ils obtenaient tout de la faveur et de l'intrigue. Mais ce sont les bourgeois surtout qui introduisirent dans les mœurs industrielles le pot de vin et la corruption. Tubeuf a acheté un commis principal, La Barberie, dans les bureaux de Bertin, l'intendant général des mines de France. Le 9 novembre 1775 il lui écrit : « Votre intérêt du quart (dans l'exploitation) est et sera un

(1) Burdeau.

mystère pour tout le monde ». Pour se concilier la protection de M. de Rochepalière, lieutenant du Roi au Saint-Esprit, il fait venir de Lyon pour madame de Rochepalière une pelisse de martre doublée de satin. Ces procédés ne sont pas exceptionnels dans sa carrière. Ses adversaires les connaissent : « Il serait bien important, Monsieur, que, quelque pressé que l'on soit dans les bureaux de M. Bertin où le sieur Tubeuf a des protecteurs décidés et peut-être des associés, on pût parvenir à prolonger la discussion de cette affaire... » (1).

La corruption ne se pratiquait pas que dans le monde officiel ; on achetait à prix d'or la trahison. A Rive-de-Gier, une société obtient une concession et trouve en face d'elle un syndicat de propriétaires qui s'oppose à l'exécution de l'arrêt du Conseil et qui charge de la défense de ses intérêts l'un d'eux, Brochier. La compagnie concessionnaire fit de ce mandataire infidèle un de ses associés et son inspecteur aux appointements de dix-huit cents livres par an. Plus tard, en 1786, Brochier, pour qui l'infidélité était devenue une carrière, se fit également corrompre par la société Madiguier, Teillard et Coste, constituée pour s'emparer de tout le commerce de charbon de terre de la région (2).

Un important concessionnaire du Nord, Desmaizières, ne mit pas plus de formes à sa trahison et même se fit payer moins cher. Il avait formé une compagnie de quelque importance qui gênait fort Anzin. Anzin entra en pourparlers avec sa rivale représentée par Desmaizières, lui fit des offres de rachat. Desmaizières résista, traîna en longueur et finalement consentit à abandonner les travaux et à dissoudre sa société pour un prix dérisoire, bien inférieur à ce qu'il avait demandé primitivement — quarante mille livres pour les droits, ouvrages, chevaux, bois, ustensiles et machines. Mais pour ce sacrifice des intérêts de ses associés, il recevait personnellement une rente annuelle de deux cents livres portée à deux mille livres quand

(1) Lettre du syndic de la province, le baron de Caumont, à Joubert, 15 mai 1780.

(2) Arch. nat., AD XVIII^e. Observations sur les mines de charbon de terre de Rive-de-Gier et des communautés adjacentes.

Anzin commencerait à travailler sur sa terre du Trith affectée primitivement à sa société (1).

Ainsi la classe bourgeoise apportait au mouvement industriel des mines toutes les qualités essentielles de son caractère, empoisonné pourtant du ferment d'immoralité de l'argent qui avait été longtemps son seul but d'activité, l'élément nécessaire de sa conquête du pouvoir et de sa puissance.

Quand il s'agit de débrouiller les éléments psychologiques d'une classe sociale et ses réactions sur un mouvement économique, on manie là une matière complexe où tout est nuances qu'il est parfois difficile de mettre en lumière. Au mouvement minier, la bourgeoisie allait encore imprimer deux empreintes contradictoires : l'étatisme et l'individualisme. Il est certain que l'État apparaît aux concessionnaires comme une providence, comme une ressource, comme une divinité. Nous le verrons en étudiant les rapports de l'État et des mines. De cet état d'esprit naît une sorte de collaboration entre l'État et les concessionnaires dans l'administration centrale, dans la création et l'entretien de l'École des Mines. Les directeurs d'exploitation appellent, demandent la visite des inspecteurs, le concours de leur expérience, l'encouragement de privilèges et surtout le secours des capitaux de l'État. Mais c'est surtout dans sa conception de la propriété des mines que la bourgeoisie

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. Lettre de Taboureau à M. Bertin, 25 juillet 1769. Signalons une spéculation louche dont nous n'avons trouvé qu'un seul exemple, c'est celle de Marthorey, de Saint-James et Damade-Beller. Ceux-ci avaient demandé une prolongation de cinquante années de la concession obtenue par eux le 27 juillet 1782. L'intendant s'opposa à cette prétention, ajoutant : «... parce que ce particulier n'avait ni ressources ni crédit pour entreprendre une exploitation, qu'il paraissait n'avoir d'autre but que de donner l'alarme à la compagnie d'Anzin et de Saint-Saulve, dans l'espoir qu'une de ces deux compagnies lui proposerait de l'associer dans son entreprise, à condition qu'il ne ferait aucun usage de la concession, que s'il ne lui avait été fait aucune proposition, il aurait pu à l'ombre d'une exploitation simulée introduire en fraude des charbons étrangers, ce qui aurait nui aux droits du roi sur ce combustible... Ce magistrat ajoute qu'il ne verrait pas d'inconvénients, attendu l'existence d'une compagnie, à accorder la concession qu'on sollicite pourvu qu'il ne fût pas fait mention dans l'arrêt des mines déjà découvertes, parce qu'en effet le sieur Marthorey ne peut pas dire qu'il en ait encore découvert aucune, qu'il est d'autant plus essentiel de ne pas employer cette expression, qu'elle servirait de moyen de tromper les habitants du Hainaut qui, séduits par le succès des mines d'Anzin, ont beaucoup de penchant à prendre intérêt dans ces sortes d'entreprises. » Arch. nat., F¹⁴ bis 7810.

fut étatiste. Elle n'hésita pas un seul instant à attribuer la possession totale du tréfonds au roi, sûre probablement que c'est à elle que reviendrait la plus grande partie de cette propriété que le roi serait forcé d'aliéner. Il n'en est pas moins vrai qu'à cette période de l'histoire sociale, tandis que la classe paysanne soutenait avec acharnement l'indivisibilité de la propriété, que la noblesse maintenait la valabilité de sa propriété féodale, ce fut la bourgeoisie surtout qui nia l'intégrité de la possession foncière et qui adopta la théorie par laquelle l'État s'attribuait la propriété du tréfonds. Ainsi la bourgeoisie porta le premier coup à la propriété de la terre en la divisant. On voit assez, qu'en possession de la fortune mobilière, elle était certaine que cette division lui profiterait : son étatisme n'était pas désintéressé. Mais l'évolution ne s'occupe pas des mobiles particuliers, elle constate les résultats, et les tendances bourgeoises de cette époque, en ce qui concerne l'industrie des mines, furent socialement de grande importance. Cependant, par une contradiction qui s'explique facilement par le rapport de son caractère avec sa situation et ses ambitions, la bourgeoisie montrait dans ses entreprises minières l'individualisme brutal d'une classe qui a été longtemps opprimée et qui doit sa force à une longue patience. Les traditions d'ordre, de travail, d'administration, d'économie, qui avaient fait sa puissance, elle les appliqua à ses nouvelles entreprises en leur adjoignant une énergie dont elle avait déjà donné des preuves mais qui, devant les difficultés et stimulée par la concurrence, prit des allures de férocité. Il y a de la férocité dans les luttes qu'elle mena contre les propriétaires fonciers, dans la lutte qui mit aux prises les concessionnaires bourgeois entre eux. A lire leur histoire, leurs papiers, les diverses traces que ces luttes ont laissées, les exploitations proprement bourgeoises laissent l'impression d'avoir été des organismes isolés, des personnalités propres qui n'auraient eu entre elles aucun point de contact, aucun lien, et dont l'individualisme s'affirma parfois avec brutalité.

Ainsi l'industrie bourgeoise, dans son fonctionnement normal, conciliait ces deux tendances d'avoir à la fois une existence et une conception industrielle très individualiste tout en admettant, en appelant constamment l'intervention de l'État, soit comme propriétaire, soit comme collaborateur. Ce carac-

tère double se précisa encore dans la bourgeoisie de la Révolution et nous en trouvons l'empreinte très profonde sur la loi de 1791.

*
* *

Ce large mouvement d'où sortait un personnel social nouveau pour une nouvelle industrie et qui remuait à la fois les individus et les principes, traîna après lui, comme il était fatal, son déchet d'aventuriers, de spéculateurs *louches*, des hommes capables « des ruses de l'intérêt personnel, des illusions, des faiseurs de projets, et des hommes à spéculation » (1). Cette moisissure sociale, germée sur le tronc magnifique de la jeune industrie, mérite qu'on s'y arrête un instant. Elle est le résidu de tout le passé naïf, superstitieux, ignorant, ce qui reste des croyances, des légendes, des aveuglements qui si longtemps tinrent lieu de connaissances et de sciences et dont les esprits sans scrupules exploitent la survivance. Elle est encore comme la mousse qui vient à la surface de la sève trop forte, cette lie d'énergies sans emploi et sans conscience qui exploitent l'ardeur et la foi d'un élan vigoureux.

Ces escroqueries durent être fort sérieuses et très importantes, puisque leur souvenir revient sous forme d'allusions dans tous les discours prononcés à l'Assemblée nationale et qu'on estimait que le tort qu'elles firent aux mines de France était considérable. Le corps des mines réclamait pour les concessionnaires des mesures « capables surtout de les mettre à l'abri des tentatives et des propositions insidieuses des charlatans qui ont nui d'une manière effrayante et incalculable à l'exploitation des mines de France » (2).

Nous avons vu déjà la comtesse du Hautoy escroquant à Rousseau, par une série de manœuvres compliquées, un intérêt

(1) Rapport de Regnauld d'Epercy. Arch. nat., AD XIII¹⁴. L'intrusion des aventuriers dans les affaires minières était ancienne. Déjà en 1640, le cardinal de Richelieu lui-même fut la dupe d'un aventurier allemand, le marquis de Beausoleil, qui obtint la concession générale des mines de France, puis disparut.

(2) Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par le corps des mines (1790). Arch. nat., AD XVIII^c.

auquel elle n'avait aucun droit. Nous avons vu Marthorey demandant une concession sous plusieurs noms, uniquement pour se faire acheter par la compagnie d'Anzin. Nous avons trouvé de curieux agissements : des aventuriers creusent un puits, y sèment du charbon emprunté à une autre mine. Au moyen de cette supercherie, ils obtiennent une concession, forment une société et attirent les capitaux (1). Nous avons aussi parlé de Resque échangeant au comte de Rangouse une fausse mine contre un terrain très fertile.

Les gens perdus de dettes, les jeunes nobles viveurs et déca-vés, les bourgeois en faillite virent dans l'industrie minière un port de salut, un expédient pour remettre leurs affaires. De La Chaise, M. de Saule (2), Villeret de Crotte, conseiller au parlement de Besançon, avec les nommés Tournier et Müller (3), par exemple, connurent les tentatives qu'inspirèrent à des hommes perdus de situation l'appât des gros gains industriels.

D'autres qui n'eurent jamais ni position ni fortune trouvèrent dans les entreprises minières l'occasion d'acquérir l'une et l'autre. Marqueny, de son vrai nom Jean-Baptiste Clignet, est un beau type de ces aventuriers qui surent abuser de la confiance des concessionnaires. Il était né à Reims en 1701. Il débuta à Paris comme avocat, puis suivit M. le duc de Conflans nommé commandant de Saint-Domingue. De quoi se rendit-il coupable dans son séjour à la colonie? On ne le sait.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. « Que dis-je, l'on voit tous les jours des gens de mauvaise foi qui, pour amorcer des associés dans leurs nouvelles entreprises, ont la ruse de déposer dans des endroits où ils ont cru reconnaître quelques indices de ce fossile ou par le moyen de la baguette divinatoire ou par quelque autre sortilège non moins ridicule, du charbon d'Anzin comme venant du pays même. Cet expédient est pour eux une méthode certaine d'amener beaucoup de fonds et de former en peu de temps une compagnie nombreuse de dupes. »

Et encore GENSANNE, *ouv. cit.* : « ... J'ajouterai ici une friponnerie qui fut faite par surcroît à ces pauvres particuliers. Les ouvriers qu'ils emploient, s'apercevant qu'ils s'ennuyaient de faire travailler si infructueusement, et d'y dépenser le plus liquide de leur bien, s'avisèrent d'aller prendre du charbon à la mine de Carmaux, dont nous parlerons dans la suite, et le mirent au fond de leur puits, qui avait plus de cent soixante pieds de profondeur. Ensuite tirant ce charbon avec de la terre, ils assuraient qu'ils approchaient du charbon à mesure qu'ils descendaient... »

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. *déj. cit.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7666. *passim.*

M. de Conflans dut l'expulser de l'île. Le navire sur lequel il revenait en France fut pris par les Anglais. Relâché après emprisonnement, Clignet rentra dans sa patrie et vint se fixer à Trévoux où il changea de nom. Blumenstein exploitait alors des mines dans le Forez. Marqueny se fit recommander par le comte de Solois et entra dans l'entreprise. Il avait assuré à son nouveau patron qu'il le tirerait des embarras où il se débattait alors. Mais Marqueny s'arrangea si bien que, d'accord avec les ennemis de son bienfaiteur, il demanda pour lui-même la concession des mines qu'il avait été chargé de découvrir pour le compte de l'entreprise où il était employé. Il fonda une société et en fit signifier les actes à son ancien patron. « On sait encore que dans des délibérations passées devant notaire, le sieur de Blumenstein a reproché à Marqueny d'avoir abusé de sa place de directeur à Saint-Jullien (une des concessions de Blumenstein) pour séduire des ouvriers, de s'être servi de leur procuration quoiqu'elle fût surannée, pour se conserver un emploi dans lequel il avait malversé, ainsi que le prouvent des dépositions qui furent faites postérieurement par différents ouvriers ou marchands » (1). Blumenstein étant parvenu à chasser l'aventurier, celui-ci devint l'homme à tout faire de M. de Senevas et son lieutenant de juge. Alors il essaya de se tailler une concession dans la concession déjà accordée à Lacombe, Berthelot, Chambeyron et C^{ie} ; il intrigua, suscita des procès, souleva les propriétaires contre les concessionnaires qu'il voulait déposséder. Des émeutes éclatèrent sous ses yeux et, fait inouï, comme lieutenant de juge, il rendit lui-même des sentences dans des affaires qui l'intéressaient au plus haut point. Marqueny fut arrêté à la suite de différentes aventures et finit par obtenir des excuses et une indemnité de ceux qu'il avait dupés.

Ce fut en Anjou qu'opéra François Pouperon, « ancien marqueur de paulme à Paris » (2), contraint de quitter la capitale. Bien que n'ayant jamais entendu parler d'exploitation mi-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Mémoire.

(2) Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de l'étendue des paroisses de Saint-Aubin-de-Luigné, de Chalonnès et de Chaudefond de la province d'Anjou...

nière, il se donne comme entrepreneur. Mais après des essais malheureux, il passe en Bretagne, aux mines de Montrelais, échoue encore et revient en Anjou. Il s'établit à Saint-Aubin-de-Luigné, puis disparaît.

Un des plus extraordinaires parmi tous ces aventuriers fut le nommé Moniotte (1). Il obtint une concession en Franche-Comté le 21 janvier 1782 et forma une société. Il devait recevoir une somme annuelle de six mille livres et payer un dédit de deux mille livres s'il ne découvrait pas le charbon dans les trois mois. Ces conditions étaient peu brillantes, mais il avait son plan. En annonçant la découverte prochaine tous les huit jours, pendant une année, il soutira quinze mille livres à ses associés. Puis, devant leur refus d'aller plus loin, il abandonna ses travaux. Il tâta alors d'une mine de cuivre, et, bien qu'il eût fait construire un fourneau, des soufflets et un balancier, aidé et subventionné par une nouvelle dupe, le chevalier de Bouverot, on « pouvait facilement emporter dans son chapeau tous les minerais que cinq ouvriers avaient extraits pendant la journée ». Il revint aux houillères et engagea à Baume des ouvriers dont plusieurs ne furent jamais payés pas plus que M. Dechamp, chez qui il les avait mis en pension, et auquel il assurait chaque jour qu'il avait déjà découvert trente-trois filons qui se réunissaient en un seul et qu'il ne demandait que trente-trois jours pour arriver au bon charbon. Il disparaît puis revient, assurant qu'il avait formé une nouvelle compagnie. Il trouvait probablement les habitants de la région commodes à exploiter. Il était porteur d'une lettre du comte de Grivel qui le recommandait à Dechamp auquel il offrit un billet pour acquitter ses dettes : « Gardez votre billet, répondit Dechamp, et pour vous prouver le cas que je fais de pareilles sûretés, j'ose vous assurer que je ne voudrais pas pour vingt-quatre livres d'un billet de deux cents écus qui viendrait de vous ». Moniotte commença une galerie sous une vigne. Il habitait Lons-le-Saunier et déployait une activité considérable, mais remettait toujours de huitaine en huitaine la découverte du principal filon. Il en était d'ailleurs réduit aux expédients, payant neuf livres à un ouvrier à qui il en devait quatre-vingt-

(1) Arch. nat. Procès-verbal Moniotte T 522.

une, soixante-dix-huit livres à un autre qui en réclamait à juste titre deux mille sept cent trente-six, donnant ainsi des acomptes à droite et à gauche, ne soldant jamais la nourriture de ses ouvriers qu'il avait prise à sa charge, mais distribuant largement des promesses. Il logeait chez un nommé Margeret, huissier royal, rue Neuve. Il ne lui paya naturellement jamais une obole pour sa pension ni pour son logement, et de plus il menait avec sa servante une vie bruyante et scandaleuse. En réalité, la seule exploitation à laquelle il se livra, fut celle des habitants de la région.

Il conseillait à de petits bourgeois propriétaires de vendre leurs biens pour en placer le produit dans ses entreprises, c'est-à-dire dans sa poche, et, dans le style épistolaire le plus fleuri (1), il empruntait des sommes insignifiantes aux actionnaires qu'il avait déjà trompés. Enfin, pour compléter le tableau, l'enquêteur officiel note qu'il est bien probable que

(1) Voici un curieux spécimen de son talent d'écrivain. C'est une lettre qu'il adressait à une de ses précédentes dupes à laquelle il voulait soutirer une nouvelle petite somme :

« Si le Destin a jugé à propos de nous faire éprouver jusqu'ici toute sa bizarrerie, c'est moins pour nous apprivoiser à ses rigueurs que pour nous faire goûter incessamment les douceurs qu'il nous prépare. Les affaires aussi précieuses que celles dont il s'agit ne présentent à leur abord que des épines sur lesquelles on doit marcher constamment pour arriver au Port de la Fortune, y recevoir le parfum de ses fleurs qu'elle cache soigneusement et qu'elle ne laissera pas que de nous offrir de bonne grâce, surtout après avoir affranchi (*sic*) les Ecueils dangereux qu'elle a semés sur la route escarpée qui dirige les voyageurs à son temple. Cette Déesse a tant d'empire sur le genre humain que ce n'est qu'à ce prix qu'elle devient accessible. C'est pourquoi j'ai mis tout en œuvre pour me rendre digne de ses faveurs que je crois avoir justement méritées. Vous y participerez comme de raison, pour avoir été la plus constante de la société : je vous avouerai, Madame, que malgré la prévention avantageuse que j'avais de vous, j'ai été surpris de ce que vous ayez montré autant de fermeté dans cette affaire qui, à la vérité, ne manquera pas de vous rendre un sort doux et agréable. Je ne vous dissimulerai pas que quoiqu'à la veille du jour de jouir du fruit de mes labeurs, je me trouve dans la circonstance fâcheuse d'avoir un pressant besoin de la somme de dix-huit livres, et cela pour avoir été trop indulgent à me faire payer mes appointements (clause essentielle du traité de société), mais je me suis volontairement privé de tout pour contribuer à l'avancement des travaux dont nous allons d'un côté ressentir les effets⁶ ; de l'autre, il nous arrive des fonds dans le courant de février prochain. C'est pourquoi je vous prie de m'envoyer aussitôt cette somme que je vous renverrai par le même courrier à la fin du mois suivant : elle m'est tout à fait indispensable. Vous pouvez regarder ce service comme de la dernière importance, et que je me vengerai dans la suite par de plus considérables. Vous priant alors de disposer de moi, comme de celui qui se dit avec un profond respect

Madame,

Signé : Moniotte, l'ainé.

Moniotte vendit au chevalier de Bouverot, à M. de Coucy, à M. Jacquemard, à M. Monier, etc... beaucoup plus de parts de sa société qu'il n'en possédait. Il disparut sans laisser de traces, mais en laissant toutes ses dettes. Celui-là, c'est l'aventurier dans toute son envergure, sans la moindre connaissance minière, sans la moindre envie même de réussir, se servant du seul mot de « mine » pour bien vivre et escroquer, bien décidé à ne rien payer et à tout ramasser.

Ces spécimens tirés du flot bourbeux que remue toujours une grande vague sociale, représentent une forme moderne de l'escroquerie industrielle. Le xvm^e siècle — et son mouvement minier — connut une autre forme de duperie, établie sur la tradition superstitieuse et sur l'ignorance. Nous nous permettons de l'appeler « la duperie à la baguette divinatoire ». Elle fut sérieuse. Les hommes d'État, les techniciens, les sociologues, le rapporteur de la loi de 1810, affirment qu'elle coûta à la France des sommes considérables. Le corps des mines s'exprime ainsi à son sujet :

« Dans ce siècle si éclairé, nous avons, aux environs mêmes de la capitale, des preuves de l'influence de la charlatanerie sur des imaginations exaltées et faciles à égarer. N'y avons-nous pas vu dépenser des sommes considérables à des recherches fondées sur des propriétés personnelles très occultes, malgré l'improbation d'une académie célèbre dans l'Univers par la somme de ses connaissances, malgré les réclamations répétées du corps des mines (1). »

Sage, directeur de l'École des Mines, préconisant la fondation en France de conseils des mines analogues à ceux établis en Allemagne, prétendait que si de semblables organismes eussent existé, ils eussent empêché le gaspillage de six cents à sept cent mille livres dont une grande partie furent dévorées par les charlatans à la baguette divinatoire.

Gennété (2) atteste, lui aussi, que les charlatans sont nombreux qui usent de la baguette divinatoire pour escroquer aux bonnes gens des fonds importants. Le moyen était si ten-

(1) Arch. nat., AD xvm^e. Mémoire du corps des mines.

(2) GENNÉTÉ, *Connaissance des veines de houille ou charbon de terre et leur exploitation dans la mine qui les contient*. 1774.

tant et si certain de réussir qu'il séduisait les aventuriers de toutes les classes de la société. On vit des soldats, des ecclésiastiques jouer de cette supercherie : «... Ces bonnes gens y travaillaient avec d'autant plus de confiance que c'était sur l'assertion d'un ecclésiastique qui disait s'être assuré de l'existence de ce charbon au moyen de l'infailible baguette divinatoire qui malheureusement s'est trouvée ici en défaut comme cela lui arrive partout ailleurs » (1). L'escroquerie devenait d'autant plus facile que des gens fort sérieux s'occupaient de cette baguette. Gensanne nous apprend qu'un auteur — dont il ne donne pas le nom — avait composé sur la baguette divinatoire un traité complet en deux volumes in-12 (2). Personnellement il lui refusait toute vertu, tout en lui faisant l'honneur de motiver sérieusement son opinion. « Et je ne conseillerai jamais à personne de s'exposer à des dépenses sur la seule indication de cette baguette divinatoire », concluait-il (3).

Aléon-Dulac (4), esprit observateur et sincère, admet que l'usage de la baguette peut être parfois utile : « Après tous ces signes et ces indices, il ne reste plus que la baguette ; son usage est quelquefois heureux, mais rarement, et il est dangereux de lui donner une confiance trop aveugle et trop étendue. L'avantage le plus solide qu'on puisse retirer de son usage est de s'assurer de la suite d'un filon dont on a fait la découverte... » (5).

D'après Aléon-Dulac, Blumenstein, un concessionnaire sérieux pourtant, employait la baguette divinatoire avec succès. Celui-ci donnait une singulière explication du phénomène. L'expérience de la baguette divinatoire consistait en ceci :

« On tient d'une main l'extrémité d'une branche sans la serrer beaucoup, en sorte que le dedans de la main regarde le ciel, on tient de

(1) GENSANNE, *ouv. cit.*

(2) Nous n'avons pas pu retrouver l'ouvrage.

(3) Gensanne signale aussi l'emploi identique par les crédules ou les charlatans d'une boule faite de limailles de différents métaux.

(4) ALÉON-DULAC, *Mémoires pour servir à l'histoire naturelle des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais*. 1765.

(5) Aléon-Dulac parle aussi de baguettes artificielles composées de différents métaux. Il y en a seize espèces différentes dont la description se trouve dans un livre intitulé : « *Restitution de Pluton* », dédié à M. le cardinal de Richelieu. Peut-être est-ce là le livre dont parle Gensanne.

l'autre main l'autre extrémité de la branche, la tige comme étant parallèle à l'horizon ou un peu plus élevée. L'on avance ainsi doucement vers l'endroit où l'on soupçonne qu'il y a de l'eau. Dès qu'on y est arrivé la baguette tourne et s'incline vers la terre, comme une aiguille qu'on vient d'aimenter » (1).

Blumenstein expliquait ainsi le phénomène .

« D'après ces réflexions, je pense que les vapeurs que la terre exhale des lieux où les métaux et les minéraux sont renfermés peuvent pénétrer à travers les pores de celui qui tient la baguette, et l'agiter, ou que le sang de celui qui a la baguette, étant d'une nature à être agité facilement, chauffe la sève de la baguette, et comme elle est dans une espèce d'équilibre, elle acquiert le mouvement qui indique ce qui peut l'avoir produit. Les différentes qualités du sang des hommes empêchent de n'être pas étonné de ce que cette baguette ne tourne pas entre les mains de tout le monde. Il y a des personnes entre les mains desquelles le mouvement de la baguette est plus ou moins vif; il y en a entre les mains de qui un jonc étendu sur la main est agité. »

Ainsi certaines personnes, selon la croyance générale, étaient plus aptes à faire tourner la baguette que d'autres, et ce don spécial ouvrait la carrière à tous les aventuriers qui s'en prétendaient investis. Le plus sérieusement du monde, ils invoquaient cette aptitude spéciale pour solliciter des faveurs des plus hauts personnages. Necker lui-même recevait des lettres dans ce goût :

« A Monseigneur de Necker, Directeur général des Finances et Conseiller d'État.

Je soussigné, conjointement avec le sieur Dumesnil, depuis nombre d'années n'ont cessé de faire les recherches les plus exactes pour la découverte des minéraux de toute espèce dont tout le pays est susceptible en plusieurs genres. Découvertes qui ne peuvent se faire dans le pays que par la baguette divinatoire, attendu que tout étant roc, les sondes ne peuvent y pénétrer.

Le soussigné possédant la faculté de tourner supérieurement, ce qui lui a mérité la confiance d'une société de plusieurs personnes des terres de S. M. l'Empereur et de Français qui lui ont confié la direction des travaux avec appointement et part dans les exploitations sans faire

(1) Encyclopédie, tome II, volume 24.

aucun fond, dans les minéraux compris dans le privilège accordé par Sa Majesté le 31 janvier de la présente année... Il a fait plus, il a découvert de l'or.

Le soussigné, par la baguette, a sondé la profondeur du minéral dont il a la faculté, il voit avec plaisir que la profondeur ne peut occasionner de fortes dépenses pour y atteindre n'étant qu'à quatre-vingt-dix à cent pieds de profondeur... (1).

La lettre est signée : Choquin Dumesnil.

Une compagnie fort importante du Hainaut, la compagnie Willaume Turner, Harvès et Le Scellier, hésita entre la superstition et la raison. Elle abandonna cependant des travaux stériles « malgré les présages favorables obtenus par la baguette divinatoire » (2). Mais ce fut un tardif triomphe de la raison car elle avait fait faire l'expérience par un de ses associés en vertu d'une délibération, et un procès-verbal avait été dressé, transcrit sur le registre des délibérations de la compagnie.

Ainsi les flibustiers, encouragés par quelques-uns des plus sérieux concessionnaires, exploitaient cette fièvre minière ; la facilité avec laquelle on accueillit leur charlatanisme en quelques cas est une attestation de l'élan aveugle qui emportait nombre d'individus de toutes classes vers les nouvelles sources de fortune.

Autour de ces sombres galeries et de ces puits profonds, toute une vie se constituait avec ses grandeurs et ses bassesses, ses beautés et ses tares, ses lumières et ses ombres. Les plus belles énergies et les plus louches aventures, les efforts d'intelligences lucides et les ruses d'appétits aux abois, la hardiesse de hauts caractères et les honteuses exploitations de superstitions surannées, s'agitaient autour de ces filons enfouis qui devenaient aussi indispensables à la France que ses blés et ses troupeaux. En réalité une nouvelle classe était en formation, la classe des industriels. L'ardeur du mouvement fondait ensemble nobles et bourgeois, amalgamait toutes les personnalités de quelque point de l'horizon social qu'elles vinssent. Le grand industriel

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7622. Lettre du 21 juin 1789.

(2) GRAR, *ouv. cit.*

moderne se constituait. Les mines, mieux qu'une autre industrie, étaient aptes à cette création. L'élan qui entraînait les hommes vers elles venait d'abord de ce qu'elles périssaient de leur état de petites entreprises et qu'elles s'imposaient comme grande industrie. Ceux qui devaient réussir à les mettre en valeur devaient donc apporter les qualités d'enthousiasme, de persévérance, d'intelligence, de courage adaptées à leurs besoins. De plus, elles exigeaient des capitaux considérables et des connaissances précises. Aucune autre industrie ne comportait autant de moyens, de facultés et de caractère. Tel qui faisait un excellent directeur de tissage, de teinturerie ou de verrerie aurait fait un médiocre, sinon un déplorable directeur de mines. Il y avait en France à cette époque et il se constituait sans cesse de grandes fonderies, de grandes fabriques d'étoffes, des cristalleries importantes, des distilleries considérables, etc..., mais le Creusot, les Van Robais, la cristallerie de la Reine, par exemple, coexistaient avec une infinité de petites industries du même genre. L'exploitation minière ne pouvait s'accommoder, elle, que de l'état de grande industrie.

Les hommes qui l'entreprirent devaient donc posséder les mêmes qualités indispensables et les mêmes connaissances essentielles, et cela seul suffisait déjà à les grouper et à faire d'eux un assemblage spécial comportant assez de caractères communs pour exister en tant que classe.

Ils avaient d'autres points de contact encore : arrêtés par les mêmes difficultés, attaqués par les mêmes ennemis, sollicités par les mêmes luttes, ils connaissaient les mêmes amertumes dans la défaite, les mêmes ivresses dans la victoire, et ainsi des ambitions semblables établissaient entre eux la même orientation d'intelligence et les mêmes nuances de sensibilité ; d'une façon plus générale, la même activité créait le même caractère. Chacun apportait bien les défauts et les qualités de son origine noble ou bourgeoise, mais l'idéal identique qui inspirait chaque concessionnaire pliait tous les caractères aux mêmes nécessités et, en fin de compte, imposait à tous une même discipline.

Les conditions matérielles coopéraient avec les circonstances morales pour élaborer les types de cette classe nouvelle de grande industrie. Une même législation et une même administration spéciales créaient entre tous ces industriels des mi-

nes, séparés à leurs origines, une égalité absolue et les refondaient pour ainsi dire en tant que justiciables et qu'administrés en un groupe unique où toutes les castes disparaissaient. Officiellement même, ils n'étaient plus princes ou bourgeois, ils étaient « concessionnaires », et le fait même de demander une concession était un consentement tacite d'égalité, une renonciation presque à certains caractères distinctifs des situations sociales.

La vie elle-même se chargeait de grouper en une classe nouvelle ces éléments de classes différentes. Elle réclamait d'eux la même activité qui les mettait sans cesse en poste sur les routes du royaume pour aller solliciter ou plaider au siège de l'intendance ou à Paris. Elle les forçait aux mêmes travaux de mémoires, de correspondance, de placets et de plaidoyers ; elle leur inspirait les mêmes démarches avouées ou secrètes, les mêmes procédés, les mêmes efforts. Les uns comme les autres, nobles ou bourgeois, connurent les difficultés ouvrières, le souci des grèves et des émeutes, les recherches de main d'œuvre, le recrutement du personnel, et aussi la tristesse des accidents et la menace constante du danger.

Les uns et les autres enfin durent se faire financiers. Jusqu'alors les nobles avec leurs terres et leurs revenus, les bourgeois avec leur commerce, avaient réduit leurs finances au plus simple, à quelques exceptions près. Ils administraient leur domaine ou leur boutique seuls, sans avoir de compte à rendre ; chacun formait un tout, un capitaliste isolé. Avec la création de la grande industrie minière, ces conditions changent. La constitution de sociétés devient indispensable et rapproche dans un même intérêt les capitaux aristocrates et les capitaux roturiers. Les classes se trouvent réunies dans les mêmes conseils d'administration et confondues dans le même titre d' « actionnaire » ; les fortunes collaborent, les mêmes intérêts deviennent communs à ces capitalistes ; qu'ils soient nobles ou bourgeois, ils sont solidaires et responsables vis-à-vis les uns des autres, ils élaborent et acceptent les mêmes statuts et les mêmes risques, ils possèdent et font exploiter en commun et l'on peut bien dire que ces premières sociétés industrielles ont été une première socialisation capitaliste.

L'existence de tous les jours achève de cimenter les assises de ce groupe social nouveau. Les nobles, s'ils exploitent des

concessions en dehors de leurs domaines, en dépit de leur goût du luxe, sont astreints à s'accommoder des logis, des ressources de la contrée. Ils s'arrangent du mieux qu'ils peuvent, mais la nécessité leur impose l'habitude d'une vie plus simple, moins raffinée et surtout moins oisive. S'ils travaillent sur leurs terres et habitent leurs châteaux, ils sont tenus pourtant de visiter leurs travaux, de venir sur leurs chantiers, de se mêler à leur personnel, à leurs ouvriers, et leurs distractions de désœuvrés s'effacent devant leurs devoirs d'industriels.

Les bourgeois d'autre part, auxquels les mêmes conditions s'imposent, désirent profiter de leur fortune mise en valeur, des revenus que l'industrie leur fournit ; les combinaisons financières des grandes sociétés, les gros capitaux qu'ils manient leur donnent le vertige de la vie ; admis aux privilèges, ils veulent connaître cette existence des privilégiés qu'ils ont tant enviée, et, sur leurs exploitations ils tentent de s'édifier des demeures agréables, une vie facile et luxueuse, et souvent les propriétaires dépossédés reprochent aux concessionnaires leur train, leurs domestiques et leur existence de plaisir. Là encore les distances se rapprochent, nobles et bourgeois se trouvent réunis dans une même manière de vivre.

Ainsi se constituait vraiment une classe nouvelle avec tous les caractères et toutes les conditions qui engendrent cette espèce de personnalité anonyme : le même but et les mêmes moyens, les mêmes revenus et les mêmes dépenses, la même formation morale et intellectuelle par les mêmes circonstances, les mêmes dépendances administratives et législatives, le même genre de vie, la même manière d'être, toutes ces influences coordonnées façonnaient assez rapidement l'instrument social nécessaire aux nouvelles conditions industrielles que diverses circonstances — entre autres le machinisme naissant — introduisaient dans la vie économique de la France du XVIII^e siècle.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION FINANCIÈRE

A son tour cette nouvelle classe créa ou plutôt adapta l'instrument financier indispensable à ses desseins. Cet instrument financier, dont le texte même de l'arrêt de 1744 provoquait et encourageait l'apparition, est la société.

Le mise en valeur méthodique des mines, leur rendement sérieux et régulier assurant la plus grande partie de la consommation de la France, exigeait des capitaux énormes que peu de fortunes particulières étaient en état de fournir seules, et dont peu d'entrepreneurs étaient disposés à risquer la perte. Une phrase d'un mémoire adressé en 1790 à l'Assemblée nationale résumait admirablement les raisons qui favorisèrent la constitution des sociétés : « Ces sortes d'entreprises (les mines) ne peuvent donc se faire que par des sociétés ou des compagnies (à cause de la nécessité d'y consacrer des sommes considérables), dont chaque membre peut courir quelques risques sans compromettre sa fortune, et dont les membres ensemble réunissent une somme de moyens et de facultés qui peuvent surmonter les obstacles et dompter en quelque sorte la nature » (1). Le rappor-

(1) Arch. nat., AD xiii¹⁴. Le « résumé des diverses opinions sur la propriété des mines et sur le meilleur moyen d'en rendre l'exploitation utile à l'État », qui semble être une publication quasi-officielle composée au moment de la discussion de la loi de 1791, exprime la même opinion (même série). Le corps des mines, dans un mémoire adressé à l'Assemblée nationale (Arch. nat., AD xviii^c), propose même d'encourager la constitution de sociétés et de protéger les actionnaires.

teur des Comités de constitution, d'agriculture et de commerce, des finances, des impositions et des domaines, réunis pour élaborer une nouvelle loi minière, Regnauld d'Epercy, se rangeait à cette opinion. La nécessité de gros capitaux pour exploiter les mines, telle est l'origine très simple de l'introduction de cet organisme financier dans l'industrie minière. L'argument était trop irréfutable pour être négligé et nous le trouvons en effet en bonne place dans tous les mémoires de concessionnaires, tant au Conseil du roi qu'à l'Assemblée nationale (1).

Cependant cette nécessité n'était pas suffisante à elle seule. Il fallait qu'elle se manifestât dans des circonstances favorables à sa satisfaction, c'est-à-dire qu'elle se produisît au moment où ce qu'Adam Smith (2) appelle le « capital circulant » présentait une accumulation supérieure aux besoins du « capital fixe » (3). Or, ajoute Smith, « aucun capital fixe ne peut donner de revenu que par le moyen d'un capital circulant et a besoin d'être continuellement entretenu aux dépens d'un capital circulant. Toutes les machines utiles et instruments d'industrie sont, dans le principe, tirés d'un capital circulant qui fournit les matières dont ils sont fabriqués et la subsistance des ouvriers qui les font. Pour les tenir constamment en bon état, il faut encore recourir à un capital du même genre ».

Ainsi un capital circulant se trouvait disponible au moment où un capital fixe — les mines — avait besoin de son concours, et comme ce concours devait s'exercer dans de grandes proportions, plusieurs fractions de ce capital circulant se réunirent et des sociétés se formèrent (4).

(1) Le nombre de ces mémoires est très grand. Quelques concessionnaires isolés et riches emploient le même argument que les compagnies, par exemple de Solages, dans un mémoire à l'Assemblée nationale. (Bibl. de Lyon. *Recueil de Lyon*, 25.584^{bis} 96). Encore, avons-nous su que de Solages avait quelques associés avec lui. Mais en somme, c'était surtout sa fortune particulière qui était engagée. *Mémoire sur les mines en général et particulièrement sur celles de houille ou charbon de terre.*

(2) ADAM SMITH, *ouv. cit.*

(3) En d'autres termes, la fortune mobilière de la France dépassait de beaucoup les besoins de l'industrie, avant le développement de la grande industrie, ce qui explique que des mouvements comme ceux de Law aient pu se produire.

(4) Ces sociétés ou compagnies n'ont rien de commun avec les grandes compagnies successives auxquelles, avant l'arrêt de 1744, le gouvernement avait concédé toutes les mines de France, par exemple en 1722. D'abord

L'apparition de ces sociétés dans le domaine industriel constitue un phénomène social de grande importance. La dissociation de la surface et du tréfonds — le tréfonds étant réputé propriété du roi qui pouvait en disposer à son gré — avait restreint déjà l'idée de propriété. Cette idée subissait encore une atteinte très sensible par le fait que ce tréfonds concédé cessait d'être une propriété personnelle pour devenir une propriété collective. Qu'on le voulût ou non, cette nouvelle forme de possession modifiait profondément une des bases sociales et ouvrait, par les extrêmes conséquences qu'on en pouvait logiquement tirer, une vue toute nouvelle sur la propriété industrielle. La mine cessait d'appartenir à une personnalité pour passer à un groupe, elle devenait la chose d'une association de capitaux et, par contre-coup, la propriété ou du moins une certaine propriété, cessant d'être un des éléments de la liberté individuelle, devenait un fonds social délégué, pour le plus grand profit de la société, au groupement capable de le mettre en valeur par l'association de ses capitaux — ou de son travail dira Babeuf et, après lui, l'école socialiste. Ainsi du même coup, une partie importante de la propriété foncière était enlevée au propriétaire personnel pour être déléguée à des groupements d'individus rapprochés par la réunion de leurs capitaux (1).

ces grandes compagnies n'exploitaient pas directement et concédaient des parts de leur concession. Les unes furent des instruments industriels, les autres n'étaient que des privilèges. Il y a eu aussi des sociétés de propriétaires en Languedoc qui ne ressemblaient en rien aux sociétés industrielles dont nous parlons. M. Germain Martin affirme qu'elles n'étaient que des syndicats constitués pour fixer le prix du charbon. Voir Germain MARTIN, *La grande industrie sous le règne de Louis XV*.

(1) Cette réunion de capitaux, cette formation de sociétés apparurent justement au gouvernement comme nécessaires à la mise en valeur des mines. Nous trouvons nombre d'instructions aux intendants et aux subdélégués qui marquent ces préoccupations. L'absence de compagnie paraît même avoir été parfois un obstacle à l'octroi de concession, puisque ceux qui les demandaient allaient au devant de l'objection. Voici par exemple des passages d'un mémoire d'un nommé de Préval qui demandait une concession dans le Hainaut : « Si l'on opposait au sieur de Préval un défaut de compagnie, il répondrait qu'en se chargeant d'une entreprise de cette nature, il en a connu tout le poids et qu'il a su se procurer des ressources capables de le lui faire supporter... »

Et plus loin : « C'est ainsi que se sont élevées les compagnies d'Anzin, Saint-Saulve et Traisnel dans le Hainaut ; des permissions provisoires ont été accordées à un seul particulier sur des procès-verbaux de sonde, et les compagnies se sont ensuite formées. » (Cette assertion est fausse, Anzin et Saint-Saulve se sont constituées immédiatement en compagnies.)

La réunion des capitaux, aussitôt qu'on comprit l'importance des mines et leur valeur industrielle, apparut comme indispensable non seulement au gouvernement et à ses représentants (1), mais à ceux mêmes qui faisaient le projet de se consacrer à leur exploitation (2). Si d'une part nous voyons

« Mais si l'on exige que le sieur de Préval forme une compagnie, il n'aura pas de peine à s'associer des personnes dont la fortune répondra à l'entreprise. »

Un autre exemple montrera la pression que le gouvernement exerça sur les prospecteurs qui découvraient les mines pour les amener à former des compagnies et combien l'association de capitaux faisait partie de sa politique minière. Un nommé Tranchand découvre une mine et en demande la concession. Non seulement le Conseil le force pour ainsi dire à constituer une société, mais il lui impose presque ses associés et actionnaires, et Tranchand en est réduit, dans une lettre du 19 avril 1779, à exposer les garanties qu'il demande à la société qu'on le contraint de former pour sauvegarder ses intérêts :

« Monsieur, la facilité et la sûreté de la réussite de ma découverte sont bien faites pour exciter les messieurs, que vous me faites l'honneur de me nommer, à y participer, il serait juste que je jouisse tout seul du fruit de ma réussite, de mon industrie, mais je ne me refuserai pas à ce que le Gouvernement voudra me prescrire sur cette partie. Je ne considérerai pas comme un grand avantage la fourniture des fonds, je prévois qu'il ne faut pas une grosse somme pour arriver au commencement de la traite d'un produit et cet objet est bien éloigné de balancer ce qui est dû à ma découverte, et encore moins ce qui le sera à mon industrie pour la direction, quand même on joindrait à leurs fonds l'indemnité des propriétaires des terrains, qui est en lui-même peu de chose.

Il s'agirait donc de savoir quelles sont les propositions sous lesquelles ils entendent m'être associés ; les miennes, sans entendre faire de loi à qui que ce soit, seraient :

1^o Que j'aurai au moins le tiers du produit de la chose, il leur est libre de se mettre en tel nombre qu'ils voudront, mais cela ne doit pas affaiblir mes droits, qui semblent mériter une moitié au lieu d'un tiers.

2^o Ils fourniront les deniers nécessaires aux frais de l'entreprise sans aucun escompte d'intérêt sur ma portion, et il s'agira de régler quand et comment ils retireront leurs fonds, pour que je ne sois pas exposé à ne rien retirer pendant le temps nécessaire à les rembourser... etc... » (Arch. nat., F¹⁴ bis 7866.)

(1) Voici par exemple l'avis de l'intendant de Soissons sur une demande de concession de M. de Flavigny :

« Paris, 12 mars 1760,

Monsieur, Peut-être MM. de Suzy, Pleine, Silve, et autres dans différents cantons du même pays, se trouveront-ils obligés d'avoir recours à des compagnies semblables à celles de Beauraine et de M. de Renausart, ni ayant que des compagnies de cette espèce qui puissent faire les fonds nécessaires pour la dépense de ces véritables extractions de mines qui ne peuvent être faites que par des gens de l'art. » Arch. nat., F²² 2231.)

(2) LESEURE, dans son livre *Historique des mines de houille du département de la Loire*, écrit : « L'association des capitaux n'était pas encore en mesure de faire œuvre d'avenir durable dans les entreprises minières. Le savoir technique et l'expérience faisaient défaut et aussi, doit-on ajouter, un milieu favorable. » Nous ne pouvons pas du tout souscrire à cette assertion. Au

Lacombe former une société préalablement à toute demande de concession — et comme le plus sûr moyen de l'obtenir — nous trouvons d'autre part, pour l'appuyer, des hommes comme La Michodière, intendant de Lyon, comme Trudaine, intendant général des finances, comme M. Hellot de l'académie des sciences ; et Koenig, inspecteur général des mines, résumait leur avis à tous en insistant sur ce point que la compagnie « présentait les garanties financières fautes desquelles on ne pouvait ni compter sur la bonne et complète exécution de la galerie d'écoulement, ni obtenir une organisation durable des entreprises minières... » (1). Les inspecteurs des mines — Duhamel entre autres — quand ils font des rapports sur la possibilité de trouver et d'exploiter la houille dans les régions qu'ils visitent, considèrent comme acquis que ce seront des « compagnies » qui auront la concession de l'entreprise : «... Les moyens de faire fructifier nos mines en France sont... : empêcher les *compagnies* de se ruiner en travaux et bâtiments inutiles... », obliger « les entrepreneurs d'y mettre le nombre suffisant d'ouvriers et sans interruption, à faute de quoi et passé un temps qui serait limité, la mine pourrait être accordée à une autre *compagnie*... » (2). Duhamel n'envisage pas un instant la possibilité de faire exploiter par d'autres entrepreneurs que des compagnies. Cette convention tacite que les compagnies seules étaient capables de donner leur pleine valeur aux gisements houillers était acceptée par tous ceux qui demandaient des concessions : la formation de compagnies était contenue implicitement dans leurs demandes (3).

Chacun, aussi bien dans l'administration que dans le personnel actif de l'exploitation, avait compris que de gros capi-

contraire, pensons-nous, l'association des capitaux fit œuvre utile et d'avenir puisqu'elle créa des exploitations fort importantes et dont un grand nombre ont survécu et se sont développées au XIX^e siècle. Si « l'association des capitaux » de la compagnie Lacombe ne la sauva pas d'un échec que vingt ans de lutttes judiciaires ou à main armée rendaient inévitable, la faute en est à l'esprit imbécile et borné des petits extracteurs.

(1) LESEURE, *ouv. cit.*

(2) DUHAMEL, *Mémoire sur les avantages résultant de l'exploitation des mines, notamment de celles de charbon de terre*, remis le 18 avril 1789. (Arch. nat., F¹² 2231.)

(3) Voir, entre autres exemples (Arch. nat., F¹⁴ bis 7810), la demande du vicomte de Langles pour les travaux de Noyelle et de Saint-Amand. (Hainaut.)

taux, dépassant presque toujours de beaucoup les facultés d'un seul homme, étaient indispensables pour arracher les mines à la routine et à la médiocrité dans lesquelles elles s'abîmaient. L'effort financier que fournit cette classe naissante de grands industriels fut considérable. Il faut reconnaître que dès le début, elle vit et fit grand.

De toutes les compagnies, Anzin fut la plus largement constituée. La compagnie elle-même, nous l'avons déjà vu, estimait — peut-être avec quelque exagération — que la première gaillette de charbon extraite à Anzin, en 1735, avait coûté aux compagnies précédentes (Desandrouin et Taffin) quatre millions de francs (1). S'il y a exagération, elle n'est pas énorme, car pendant vingt années, on fit annuellement de nombreuses tentatives pour trouver la houille, et un mémoire qui paraît documenté et officiel (2) estimait en moyenne à trente mille livres le travail de chaque fosse abandonnée où six à sept cents ouvriers avaient été journellement occupés. Aussitôt la houille découverte, les frais d'exploitation augmentèrent sensiblement encore. En 1756, les avaleresses ou galeries d'évacuation des fouilles engloutissaient des sommes énormes. Deux avaleresses à Fresnes étaient revenues à cent cinquante mille livres, une autre à Anzin à cent mille livres. Les bois pour cuveler les fosses coûtaient 80.000 livres par an ; rien que les chandelles pour les ouvriers, 35.000 livres. La compagnie avait payé, en impôts du dixième et du vingtième, 80.000 livres depuis 1734 (3). Dieudonné (4) estime qu'en 1779, les bénéfices de la compagnie d'Anzin s'élevaient à 700.000 livres ; 100 livres de capital dans l'entreprise rapportaient 13 livres, 13 sols, 6 deniers. En 1788, les bénéfices montèrent à 1.400.000 livres. En

(1) Rapport de 1850. MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F14 bis 7820. *Mémoire sur l'établissement de l'entreprise des fosses au charbon de terre dans le Hainaut français.*

(3) GRAR, *ouv. cit.* En 1790, la compagnie disait payer annuellement à l'État, pour industrie et sol pour livre, 20.000 livres, et 26.000 livres pour impositions annuelles. Grar ajoute : « Il nous a été impossible de vérifier ces chiffres, cependant ils nous paraissent exacts car nous allons trouver près de 19.000 livres de droits de vingtième et de domaine, et une note de l'époque intermédiaire fait ce rapprochement que la Compagnie d'Anzin paie à l'État 22.000 livres quand tout le commerce de Valenciennes ne paie que 6.000 livres. »

(4) DIEUDONNÉ — préfet — *Statistique du département du Nord.*

1789, le bilan était le suivant : Recettes 3.395.000 livres, dépenses 2.263.300 livres, bénéfices 1.131.700 livres. La mise de fonds à la constitution de la société, en 1757, fut de 2.000 florins par sol, 48.000 florins en tout, soit 60.000 livres. En 1759 (1), la compagnie, dit-on, remboursa ses actionnaires avec bénéfices (nous n'en connaissons pas le chiffre) ; en 1771, le sol rapportait 12.000 florins ou 360.000 livres. De 1764 à 1784, la moyenne des bénéfices a été de 481.000 livres annuellement. D'une époque à l'autre, ils augmentèrent dans la proportion de trois à six et demi.

En 1781, le denier se vendait 33.250 livres, soit pour le sol 399.000 livres, et pour les 24 sols un capital de 9.276.000 livres (2).

En 1791, dans son discours du 21 mars, Mirabeau affirmait que chaque puits boisé des mines d'Anzin, de Fresnes et de Vieux-Condé (de 460 toises à plomb), coûtait 400.000 livres, et qu'il y en avait 37 sur les deux exploitations. On voit quel capital représentaient ces travaux ; il est vrai que les chiffres étaient probablement exagérés et fournis à l'orateur par la

(1) MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.*

(2) Journal de L. Mathieu. C'est M. Walhiers, parent de M. Desandrouin, qui acheta un denier à ce prix. Les deniers et sols d'Anzin furent au début répartis de la façon suivante :

		Prince de Croy	3 sols.
		MM. Cordier et Moreau (six deniers chacun)	4 sols.
Compagnie de Cernay.	{	MM. de Cernay, Raulcourt Laurent, Benoist Mauroy, Renault Raveneau, Le Long Lacourssinaux, Darlot	8 sols.
Compagnie Desandrouin.		MM. Desandrouin Les Taffin (héritiers) Benazet Mathieu Bosquet Reboul	9 sols.
			24 sols.

En 1777, Monnet écrivait dans un Mémoire sur les mines de charbon de terre d'Anzin auprès de Valenciennes (Etat des mines ou recueil des observations, rapports et mémoires faits sur les mines par M. Monnet, inspecteur général des mines. 1783) : « Le produit de ces mines en argent est pour les intéressés à plus de quarante pour cent de l'intérêt ordinaire de l'argent. Et on prétend qu'ils ont été déjà remboursés des fonds qu'ils ont avancés. »

compagnie elle-même. L'orateur ajoutait qu'on occupait dans cette exploitation 4.000 ouvriers et 600 chevaux, que les indemnités accordées, les impositions et les pensions aux ouvriers malades, aux veuves ou aux enfants d'ouvriers montaient à 100.000 livres par an. La compagnie ne s'endormait pas sur ses succès et, malgré les frais énormes, elle entreprenait des travaux d'amélioration... surtout en 1782, quand il s'agit de demander le renouvellement de la concession (1).

Cette application de gros capitaux, soit au service des travaux, soit au service des intérêts, cette prospérité, ces bilans, cette plus-value des actions, tout ce mouvement d'argent atteste que l'association des capitaux était fructueuse et indispensable, et aussi que certaines sociétés s'établirent avec des sommes considérables.

D'autres compagnies se fondèrent sur des bases aussi vastes ; les fortunes qu'elles consacrèrent, parfois simplement à des travaux d'étude, à des recherches, sans rien mettre encore en œuvre, modifieront sans doute l'idée que l'on se fait à l'ordinaire de la médiocrité des entreprises minières avant le xix^e siècle. On verra que les opérations des sociétés industrielles qui se livrèrent à ces travaux portaient sur des capitaux importants, proportionnellement plus importants que les capitaux occupés actuellement par la même industrie si l'on tient compte de la différence de la valeur de l'argent.

A la veille de la Révolution, la Compagnie d'Aniche ne donnait encore que des résultats navrants : en 1789, les recettes de cette entreprise étaient de 47.401 fr. 27, les dépenses de 40.467 fr. 15, les bénéfices étaient donc de 6.934 fr. 12 (2). Dieudonné ajoute : « Les résultats de cette exploitation sont plus avantageux que je ne l'avais cru d'abord ». Mais Grar fait remarquer que ces 6.934 fr. 12 sont un résultat fictif et qu'on ne tient pas compte dans cette somme de l'amortissement du capital. En 1791, M. Hécart écrivait en parlant de la compagnie d'Aniche qu'elle « n'a pas lieu dans le présent de se louer de sa spéculation ». Les déboires mêmes de l'entre-

(1) Voir la lettre de Joly de Fleury à l'intendant du Hainaut, 24 mai 1782. Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(2) DIEUDONNÉ, *ouv. cit.*

prise plaident en faveur de l'association de capitaux. Un particulier, si riche fût-il, n'aurait pas pu ou pas voulu supporter la perte des sommes que la compagnie sacrifia — on sait pour quel magnifique résultat final. En effet chaque sol de capital avait dû fournir 11.000 livres de mise de fonds, ce qui, à 22 sols $\frac{1}{2}$ (2 sols $\frac{1}{2}$ qui ne comportaient aucun versement avaient été attribués au marquis de Traisnel pour avoir apporté la concession à la société et à deux autres personnes pour services rendus), ce qui, à 22 sols $\frac{1}{2}$, portait le capital total à 247.500 livres. Dans la nuit du 11 au 12 septembre 1778, on découvrit la houille dans la fosse Sainte-Catherine à soixante-huit ou soixante-dix toises de profondeur. Aussitôt les deniers qui ne sont pas encore placés — il en reste deux — sont vendus 10.000 livres à M. de Monchevreuil, receveur général des finances de la Normandie, ce qui porte le sol à 60.000 livres et le capital total à 1.500.000 livres. Six mois plus tard, la compagnie vendait à M. de Saint-Aldegonde 6 deniers pour 50.000 livres, ce qui portait le sol à 100.000 livres et le capital social à 2.500.000 livres. Mais ce n'était là que spéculation basée sur la découverte du charbon, découverte qui fut longue à donner d'appréciables résultats. Cependant, cette plus-value permit à la compagnie de continuer la lutte et de poursuivre ses recherches en profitant des perfectionnements apportés dans l'industrie. Notamment elle put, dès 1781, acquérir malgré ses pertes réelles une machine à vapeur du prix de 45.000 livres (1). En 1783, un employé du nom de Quincampoix assurait que l'entreprise avait déjà coûté plus d'un million, « ce qui est probable à cause des grandes difficultés que l'on a eues pour parvenir à l'épuisement des eaux lorsqu'on était à faire les fosses », ajoute l'inspecteur Duhamel (2).

La compagnie Willaume Turner, Havez et Lecellier, formée à Valenciennes, vers 1746 et composée de 24, puis de 26 parts, dépensa en pure perte 253.704 livres sur les territoires de

(1) GRAR, *ouv. cit.* Dès 1784, le prix de ces instruments nouveaux avait baissé : une machine à vapeur coûtait à cette date, suivant Pajot-Descharmes, avec un cylindre de quarante pouces, montée 30.000 livres à peu près.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816 *passim* et surtout Rapport sur les mines de Saint-Saulve et les mines du Marquis de Traisnel (18 oct. 1783). — H 33 *passim*.

Boussu, Quiévrain, Warquignies, Riez-du-Cœur, Wasmes, etc. La compagnie ne se tint pas pour battue et demanda qu'une nouvelle concession lui fût accordée, non plus de vingt mais de quarante années (1).

Le 14 mai 1755, M. Havez, un des intéressés, racontait dans une lettre à Trudaine les déboires de la nouvelle concession. Les difficultés avaient été si considérables, les accidents si fréquents, que, pour parvenir à trente-deux toises de profondeur, la compagnie avait dépensé plus de 60.000 livres. Il restait encore quarante-huit à cinquante toises à ouvrir. Pis encore, pensant que le roi conserverait ses conquêtes, elle avait engagé 20.000 écus dans un début d'entreprise près de Mons. Elle était obligée de l'abandonner. Bref elle demandait un encouragement et une subvention de 20.000 livres (alors qu'on en avait accordé 35.000 et 200 chênes à Fresnes et à Anzin). En cas de perte, le roi, disait la compagnie, n'aurait contribué que pour un cinquième. Nous ne savons si elle obtint satisfaction, mais quatre ans plus tard, en 1759, Hauer écrivait que les capitaux engagés montaient alors à plus de 300.000 livres (2). Quel particulier aurait eu les moyens et la constance de soutenir un tel effort?

La compagnie de Saint-Saulve fut une des plus malheureuses et des plus persévérantes. Ses débuts furent pénibles ; ses premières recherches, ses études lui coûtèrent plus de 60.000 livres (3). Elles datent probablement de 1770. En 1774, d'après les enquêtes officielles, ayant vaincu au prix d'énormes difficultés l'abondance des eaux, « il passe pour constant que ce n'est qu'après avoir dépensé plus de 700.000 livres qu'elle est enfin parvenue à trouver des veines abondantes » (4). Sur le point de recueillir le fruit de ses avances, elle vit ses établissements totalement incendiés par l'imprudence d'un ouvrier. La perte qu'elle éprouva par suite de cet accident fut estimée par le subdélégué à 160.801 livres, 2 sols, 6 deniers. En 1780

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. Lettre de Caumartin à Trudaine du 6 juin 1759.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. Lettre de Hauer, 15 mai 1759.

(3) Arch. nat., E 2660^{bis}. Arrêt qui ordonne que la requête du sieur Martho au sujet des mines d'Anzin sera communiquée au sieur Laurent.

(4) Copie de la lettre écrite par M. de Meilhan à M. Bertin, le 17 septembre 1776. Arch. nat., F¹⁴ bis 7810.

la compagnie paraît être réduite aux expédients, elle a de la peine à payer ses impôts ; suivant l'administration des finances, elle doit à l'État neuf années à 400 livres chacune. Un des intéressés, M. d'Epinaï, proteste. Mais en dépit de cette protestation il n'en demeure pas moins vrai que l'entreprise est assez basse pour payer par fraction des sommes infimes (1).

A cette époque, la compagnie poussait ses recherches depuis dix ans et avait déjà engagé un capital de 1.200.000 livres. Elle n'était pas découragée. En 1783 un rapport de Duhamel estime à 1.600.000 livres les dépenses effectuées (2). Une assemblée générale du 11 mars 1785 (3), en décidant de continuer les forages « sur l'allure des veines à commencer du territoire autrichien, sur Quiverchain, Onnaing, Saint-Saulve, etc... » constatait que pour ouvrir les deux dernières fosses, abandonnées après insuccès, la compagnie s'était endettée de 400.000 livres. Le directeur énergique de cette compagnie malheureuse s'appelait Martho.

Il y a de petites compagnies, comme celle de Honnet, qui, dans des travaux d'étude, n'hésitant pas à aventurer 80.000 livres (4). La Chevardière et sa compagnie ont consacré plus de 40.000 livres à des fouilles de recherche (5). Desaubois reçut un encouragement matériel du gouvernement parce que pendant cinq ans sa compagnie et lui-même se sont ruinés à soutenir leur entreprise et qu'un seul accident leur a coûté 20.000 livres (6).

Les mines du Centre n'avaient pas le même développement industriel, et pourtant les compagnies qui en entreprirent l'exploitation ne purent se constituer qu'avec de gros capitaux, elles aussi. La galerie d'écoulement dont le Conseil avait im-

(1) Arch. nat., F14 bis 7816. Lettre de Sénac de Meilhan, 17 nov. 1780. Une autre requête demande la remise d'un droit d'entre-cens de 1.000 livres et parle de 1.600.000 livres de dépenses engagées pour 30.000 livres de vente.

(2) Nous trouvons ailleurs le chiffre de deux millions qui nous paraît exagéré.

(3) Extrait du registre aux délibérations de la Compagnie des mines de Saint-Saulve-lez-Valenciennes.

(4) Lettre à M. de La Boullaye. Arch. nat., F14 bis 7810.

(5) Arch. nat., F14 bis 7622.

(6) Arch. nat., F14 1311. Arrêt ordonnant la délivrance de deux cents pieds de chêne aux entrepreneurs de fosses à charbon.

posé la construction aux concessionnaires de Rive-de-Gier leur revenait en 1782 à 400.000 livres, chiffre fourni par eux-mêmes et peut-être un peu exagéré, pas beaucoup cependant, on le constate quand on le vérifie par les prix officiels des travaux que nous connaissons (1). C'est avec toutes les apparences de la vérité que la compagnie de Rive-de-Gier écrivait au Contrôleur des finances (1782) qu'une compagnie seule pouvait entreprendre de tels travaux, qu'elle avait été obligée d'augmenter son capital primitif pour l'intérêt du public et qu'elle demandait une prorogation de concession de trente ans pour lui permettre de recouvrer « les sommes immenses qu'elle a avancées » (2). Cette compagnie était aussi opiniâtre et courageuse que celle du Nord, puisqu'en 1778 déjà elle affirmait, dans un mémoire à Necker, que depuis dix ans elle ne retirait pas le plus petit intérêt de ses 300.000 livres d'avance.

Sa voisine, la Compagnie de Roche-La-Molière, formée par d'Osmond, avait remboursé, par un arrangement spécial, à la Compagnie Rousseau toutes les dépenses que celle-ci avait faites soit 76.245 livres (3). M. de Soyecourt plaça 100.000 francs dans l'entreprise, M. de Barail (le futur archevêque de Tours) 60.000. D'autres sommes moins considérables y furent encore versées (4). Les intéressés firent, en plus de leur part, 100.000 écus d'avance pour perfectionner l'établissement.

En Anjou, la compagnie de Châtelaion recueille la succession d'une première société qui a dépensé environ 300.000 livres en bateaux pour le transport et établissements. Elle-même a construit à ses frais un canal — depuis cédé au roi — qui lui a coûté 1.600.000 livres (5).

Tubeuf, à Alais seulement et pour les cinq premières années de travaux, a mis ou fait mettre 300.000 livres dans son entreprise (6). Dans l'ensemble de ses mines du Languedoc, Tubeuf

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Mémoire des concessionnaires de Rive-de-Gier.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Etat remis par M. d'Osmond concessionnaire... à Messieurs les administrateurs occupant la direction du département de Rhône-et-Loire. 1792.

(4) Arch. nat., *ibid.*

(5) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Mines de charbon de Châtelaion en Anjou.

(6) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. *passim*.

et ses commanditaires, dépensent, en 1784 : 534.406 livres, 14 sols; en 1785: 570.035 livres, 6 deniers; en 1789: 639.845 livres, 8 sols. Ces chiffres, quoique tirés de ses comptes et de son journal, sont peut-être volontairement exagérés (1). Cependant, il était bien loin de couvrir ses frais et les papiers officiels qui donnent le chiffre de ses dettes attestent que ses comptes ne sont pas très loin de la vérité. En tout cas, en 1783, Tubeuf trouva preneur de ses concessions au prix d'un million (2).

En Bourgogne, la mine du Creusot ou de Montcenis engloutit, elle aussi, des sommes considérables : de La Chaise l'a vendue à M. Roetier de la Tour pour une somme de 6.000 livres et une pension annuelle de 15.600 livres. Roetier y dépense, du 5 août 1776 au 1^{er} novembre 1777, 42.300 livres et la compagnie devenant indispensable, il revend son exploitation à une société pour 63.700 livres. Avec les 19.000 livres d'intérêt que celle-ci eut à payer et les travaux qu'elle y fit, la mine de Montcenis représentait en 1781 un capital de 242.000 livres (3). La mine revint ensuite à de La Chaise qui fit en 1783 une magnifique opération, le Creusot ayant commencé à prendre un grand développement. Il la revendit aux intéressés des fonderies du Creusot et de l'Indret (Bretagne), moyennant 130.000 livres payées comptant et une rente de 18.000 livres qui devait être portée à 24.000 livres quand le canal du Charolais serait navigable. En 1791, la nouvelle compagnie avait déjà payé 144.000 livres pour les arrérages de la rente, 130.000 livres comptant, et avait dépensé 500 ou 600.000 livres dans les travaux (4).

Christophe Mathieu, habitué, par ses propres expériences et celles de sa famille sur les mines du Nord, à exploiter en grand,

(1) Papiers particuliers de Tubeuf. Nous discutons ces sommes dans notre étude sur Tubeuf. Mais, en tout cas, les versements furent considérables.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. Il reprit ensuite ses exploitations en main, l'abbé Bréard, l'acquéreur, ne lui ayant rien versé et n'ayant même pas remboursé, comme il s'y était engagé, 244.000 livres aux commanditaires de Tubeuf, le marquis et la marquise de Chaulieu.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 105.256. Observations des entrepreneurs du Montcenis sur la concession qu'ils ont acquise de M. de La Chaise. — Mémoire pour le sieur Renard, propriétaire....

(4) Arch. nat., *ibid*.

avait formé une compagnie pour l'exploitation des mines de Fins et de Noyant, en Bourbonnais, La compagnie fut constituée d'abord au capital de 400.000 livres (1) pour l'acquisition des mines, et versa 500.000 livres pour les travaux. En 1788, la compagnie des mines de charbon de Fins et de Noyant se voyait forcée de tripler son capital en portant à 1800 le nombre de ses actions représentant un fonds effectif de 1.650.000 livres. L'émission d'ailleurs réussit assez mal ; les administrateurs demandèrent au roi de prendre à son compte les actions non vendues et de les payer en effets royaux au cours (2). La compagnie Mathieu entra en lutte avec une société aussi puissante qu'elle, qui avait été formée sur ses limites par un nommé Pluyette. Cette société avait engagé dans ses entreprises 700.000 livres environ, tant pour les travaux que pour construire un chemin praticable et transporter ses charbons jusqu'à Paris (3).

L'intendant du Languedoc, Saint-Priest, écrivait le 31 juillet 1782 (4) que « la compagnie du marquis de Bermond a fait des dépenses prodigieuses et jeté un argent immense pour parvenir à une exploitation en grand ». Le marquis de Bermond fut, de l'avis de tous, même de ses adversaires, un des plus intelligents parmi les concessionnaires.

A l'enquête du Conseil sur la demande de concession de de Chavannes, Bonnaud, Chambeyron, Grange et C^{ie} pour les territoires de Gravenand et du Mouillon en Lyonnais, Bertin, alors intendant de Lyon, répondait par un mémoire du 13 mars 1756. Il y préconisait la remise de l'exploitation — qui était aux mains des petits propriétaires — aux demandeurs, parce qu'ils formaient une compagnie riche et intelligente. Il estimait la dépense à effectuer à 80.000 livres, la vente à 100.000 li-

(1) Arch. nat., F14 bis 7593. Mémoire à l'Assemblée nationale pour les concessions des mines de charbon de terre de Fins et Noyant. Lettre des administrateurs de Fins et Noyant à M. de La Millière (1788). Acte de société pour l'exploitation des mines de charbon de terre du Bourbonnais. — Prospectus pour l'exploitation des mines de charbon de terre de Noyant, Chatillon et Fins en Bourbonnais.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., *ibid.* Les sieurs Mathieu et Pluyette — Mémoire.

(4) Arch. nat., F14 bis 7692.

vres et l'intérêt des actions à 16 %. Koenig avait fait un devis qui prévoyait 150.000 livres de frais (1).

La Barberie, aux mines de Cransac, a dépensé, dit-il, plus de 200.000 livres (2).

Dans le Forez, Berthelot et sa compagnie n'ont encore, en 1763, exécuté qu'une partie de leurs projets et ont déjà fourni 80.000 livres (3).

Nous avons déjà parlé des démêlés de la compagnie Rousseau avec la comtesse du Hautoy. La société dut verser à cette grande dame aventurière, tant en billets de banque qu'en lettres de change, la somme de 171.000 livres, ce qui suppose un capital important (4).

Le chevalier de Solages laisse volontiers entendre qu'il était personnellement entrepreneur des mines de Carmaux. Il parle de « ses » dépenses, de « sa » concession. Il n'était pourtant que le gros intéressé (16 sols sur 24) d'une société fondée en 1752 sous le nom de société des mines de Carmaux et qui avait pour autres actionnaires MM. Darcy, Woulse et Piot. En 1754, la société, fondée au capital de 30.000 livres, avait engagé déjà 52.000 livres et les frais de l'année montaient à 35.000 livres. En 1757, de Solages adressait à Trudaine un mémoire où il prétendait que la société avait dépensé 250.000 livres (5).

N'ayant pas retrouvé ou n'ayant pu consulter de comptes

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Mémoire de Bertin et Mémoire des entrepreneurs des mines de charbon de terre de Gravenand et du Mouillon. 30 mars 1756.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7626. Mines de Cransac. — Conclusions 1766.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Mémoire des concessionnaires (1763).

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. *déj. cit.*

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7893 — F¹⁴ 1311. Arch. de l'Hérault, C 2721. JOLIBOIS, *Les houillères de Carmaux*, *Revue historique du département du Tarn*, 1893. Toutes les sociétés minières ne furent pas aussi importantes que celles que nous avons citées, ni aussi opiniâtres, ni aussi heureuses. Il y eut un très grand nombre de petites sociétés qui se ruinèrent. Ainsi dans le Hainaut, à Sassignies, à Aulnoy, quelques particuliers réunis en société entre 1737 et 1749 perdirent beaucoup d'argent. Il est vrai qu'ils avaient entrepris cette dernière exploitation sur la foi d'un soldat, adepte de la baguette divinatoire. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7810.) La société d'Argental ne fut pas plus heureuse, son insuccès vint de sa mauvaise exploitation et de sa mauvaise administration. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7656.) Un nommé Tournier et les nommés Chatelain, prétendant avoir découvert une mine dans le bailliage d'Ornans, cherchaient à former une compagnie. Le subdélégué chargé de l'enquête ne trouva, lui, qu'un dépôt de bois enfoui et imprégné de substances bitumeuses et ajouta qu'il était fondé à croire « que les auteurs de cette prétendue découverte n'ont d'autre but que de rétablir leurs affaires délabrées par l'entremise

en règle ni de bilans de compagnies — sauf les papiers personnels de Tubeuf dont nous parlons d'autre part et quelques fragments de comptabilité des mines du Nord —, nous avons dû accumuler à la suite les uns des autres tous les chiffres que nous avons recueillis et qui concernent les frais d'exploitation ou les capitaux versés par les sociétés. Cette manière un peu fastidieuse de procéder nous était imposée par la pénurie de documents complets, c'était en somme la seule qui pût donner une idée de la puissance des sociétés minières du XVIII^e siècle. La somme des capitaux engagés dans les entreprises de mines au moment de la Révolution représente un effort financier considérable et explique le sérieux, la profondeur des débats de l'Assemblée nationale lors de la loi de 1791, et l'étude attentive à laquelle se livrèrent les autorités impériales et l'Empereur lui-même avant de promulguer la loi de 1810.

Si l'on tient compte de la différence de la valeur de l'argent, de la différence des besoins de charbon de l'industrie, de la différence des moyens d'exploitation, on est autorisé à dire que proportionnellement, l'importance financière des sociétés minières du XVIII^e siècle est comparable à la puissance des grandes compagnies modernes, sans doute moins nombreuses aujourd'hui qu'au temps de Louis XV et de Louis XVI.

Une différence essentielle pourtant distingue les finances engagées autrefois et les capitaux apportés aujourd'hui dans l'industrie minière et donne aux sociétés du passé un caractère de début et de création, un aspect d'effort et de lutte. Presque toujours, sauf à Anzin et dans quelques rares mines, ces capitaux, loin d'être productifs d'intérêts, loin d'être amortis ou remboursés, grossissent d'année en année ; à quatre ans d'intervalle on trouve des différences considérables dans le capital social de nombre de sociétés. Le même phénomène se produit de nos jours. Mais ces augmentations de capital sont actuelle-

du crédit de la compagnie qu'ils cherchaient à former. » (Arch. nat., F¹⁴ bis 7666.) Un ingénieur des mines, Le Roy, au service de la compagnie d'Argental, dans le Limousin, arriva dans une entreprise si précaire qu'il ne reçut même pas les sommes nécessaires aux salaires des ouvriers, qu'il demeura lui-même sans argent et sans ordre. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7656.)

Il faut noter qu'à côté des mines, mais à propos du charbon, se fondèrent des compagnies d'épurement. Celle de Stuart, par exemple, celle de Ling, qui employèrent de gros capitaux. (Arch. nat. F¹⁴ 1313 — F¹⁴ bis 7760.)

ment des bénéfiques car elles sont constituées par des appels à des concours étrangers, nouveaux, et sont destinées à des extensions d'exploitation. Au XVIII^e siècle, il en va tout autrement. Les capitaux primitifs sont absorbés dans les recherches, dans la création même de l'industrie, leur augmentation indique simplement que la société n'a pas encore réussi à assurer une exploitation régulière. Ainsi s'explique peut-être une habitude singulière de nombre de sociétés ; quand elles ont besoin d'appeler de nouveaux fonds, elles n'ont pas recours à une émission nouvelle de sols ou d'actions. Sans doute, nous avons trouvé des exemples de ce procédé. Le 6 septembre 1788 (1), la compagnie des mines de charbon de terre des Bérauds et des Gabeliers demandait officiellement « la permission de faire imprimer et distribuer » un prospectus. Le correspondant ajoutait, s'adressant sans doute à un fonctionnaire : « Je vous prie de vouloir bien l'examiner et me marquer, en me le renvoyant, si vous ne trouvez point d'inconvénient à en permettre l'impression et la distribution. La compagnie se propose de créer 900 actions de 1.000 livres chacune. Vous jugerez sans doute convenable, Monsieur et cher Confrère, de prendre la décision de M. le directeur général relativement à ces actions qui vraisemblablement seront mises dans le commerce. » Il y a d'autres exemples de cette forme d'augmentation de capital au moyen d'une nouvelle émission d'actions, surtout dans les sociétés en commandite. Mais elle est l'exception assurément.

Les sociétés qui procèdent autrement sont infiniment plus nombreuses. L'émission nouvelle est si peu dans les habitudes que Tubeuf, se trouvant dans l'impossibilité de faire verser par les intéressés des mines de Paris les 10.000 livres d'appel nouveau par actions auquel ils s'étaient engagés, ne songe pas à émettre de nouvelles actions en maintenant sa compagnie. Il demande l'autorisation de reconstituer une nouvelle société avec cette clause que les actions primitives seront remboursées non au cours du jour ou à leur valeur réelle, mais au prix d'émission, soit à 3.000 livres (2). Il ajoutait :

(1) Arch. nat., F14 bis 7603.

(2) Arch. nat., F14 bis 7682. Tubeuf proposait aussi à l'administration de reprendre ses actions à défaut d'une nouvelle société.

Je vous supplie aussi très instamment, Monsieur, de venir au secours de mon entreprise du Cotentin, en me procurant une nouvelle compagnie, qui remplace celle qui en a soutenu jusqu'à ce moment les travaux, et qui ne peut plus les suivre. Il s'agirait de rembourser cette compagnie de 63.000 livres de fonds qu'elle y a mis, et il y a encore pour environ 150.000 livres de dépenses à y faire; les succès n'en sont pas douteux, et sa position en rendra les avantages immenses, pour les intéressés et pour l'État; j'y laisserai 27.000 livres de mes fonds propres que j'y ai employées, pour y conserver mon intérêt, et je me chargerai de la conduire. »

A l'ordinaire, les sociétés obligent les porteurs primitifs de parts à verser une nouvelle somme au prorata de leur intérêt dans la société. Il eût été en effet difficile de placer des parts nouvelles sur un résultat d'exploitation négatif, tandis que les premiers actionnaires avaient au contraire intérêt à soutenir la continuation des travaux dans l'espoir de ne pas perdre entièrement le capital déjà versé et même de le voir enfin fructifier. Cependant les compagnies paraissent avoir peu compté sur cette largeur de vue d'avenir de leurs actionnaires. Elles semblent plutôt craindre le sort de la compagnie Rousseau qui fut culbutée parce qu'un actionnaire se montra récalcitrant (1) ; pour parer à cette éventualité, elles font constamment intervenir l'État entre la personnalité de la compagnie et ses actionnaires. La forme ordinaire est à peu près invariablement celle-ci que nous trouvons dans une requête de la société des mines d'Auvergne dont les affaires sont mauvaises :

« Les suppliants espèrent que le Conseil ne leur refusera pas un arrêt... par lequel il sera ordonné à tous les associés d'opter dans un délai fixe de continuer ou d'abandonner l'entreprise, et enjoint à ceux qui opteront de continuer l'entreprise de faire de nouveaux fonds nécessaires, chacun au prorata de la société, et donnant l'exclusion à ceux qui refuseront de faire les fonds estimés nécessaires, en leur faisant seulement raison de ce qui leur reviendra au prorata de leur intérêt dans ce qui restera net des biens et effets appartenant à la société suivant ladite estimation, toutes dettes et charges déduites, même les avances qu'aucun des suppliants pourraient avoir faites... » (2).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. déjà cit.

(2) Arch. nat., E 2660bis. Arrêt qui homologue la délibération des intéressés de Paris aux mines de Chatelaudren concernant un appel de fonds. 18 mai 1773.

Même requête de la société des mines de charbon de Saint-Georges, Chantelaise et Concourson, en Anjou (1). Même requête dans nombre de cas de sociétés ayant épuisé leur primitif capital social.

Presque toujours le Conseil intervenait dans l'esprit des sollicitations des compagnies. Mais ces arrêts restaient presque toujours aussi sans effet. En 1771, la compagnie des mines de Chatelaudren, en Bretagne, se trouve à bout de ressources. Elle réunit une assemblée générale qui décide, sur l'initiative d'un groupe d'actionnaires de Saint-Brieuc, de faire un appel de 4.000 livres par action. Les actionnaires de Paris effectuent le versement au siège de la société, à Paris. Les inspireurs provinciaux du nouvel appel de fonds refusent de s'exécuter. Pourvoi au Conseil pour faire condamner les actionnaires récalcitrants à verser les fonds ou à perdre leur intérêt, c'est-à-dire à accepter le remboursement forcé de leurs actions au prix de 10.000 livres chacune. Il en fut ainsi ordonné et l'arrêt fut communiqué aux intéressés. Cependant il vint aux promoteurs de l'action judiciaire des scrupules de dépouiller leurs co-actionnaires. Ils réunirent une nouvelle assemblée générale, le 29 juillet 1772, dans laquelle il fut décidé qu'il serait créé quarante-six nouvelles actions pour former avec les quarante-six anciennes le nombre de quatre-vingt-douze actions. Mais telle était la répugnance des sociétés industrielles à procéder de cette façon à l'augmentation de leur capital « que les supplants, avant de mettre à l'exécution cette délibération, qui par un sage tempérament, ménage tous les droits des intéressés, ont cru devoir encore faire de nouvelles tentatives pour déterminer ceux en retard à payer leur contribution, afin d'éviter par là le seul désagrément du doublement du nombre d'associés qui résulte de la création des quarante-six nouvelles actions...» Ces tentatives échouèrent d'ailleurs complètement. Cependant les actionnaires prêts à fournir de nouveaux fonds ne purent se résoudre encore à exécuter les décisions de l'assemblée. Ils étaient au nombre de vingt-cinq, et eux seuls, de leurs propres deniers, supportaient le poids de l'entreprise pendant toutes ces négociations. Non seulement ils avaient fourni les 4.000 livres

(1) Arch. nat., E. 2660^{bis}

supplémentaires, mais la société leur devait en plus 116.219 livres, 19 sols, 3 deniers, et celle-ci avait, en échéances très proches, pour 114.982 livres, 8 sols, 5 deniers d'engagements. Les vingt-cinq actionnaires décidèrent alors que tous ceux qui n'avaient pas fourni leurs fonds d'appel ne seraient plus « dorénavant, à compter de la date de l'arrêt à intervenir, intéressés que pour un quatre-vingt-douzième dans l'entreprise au lieu d'un quarante-sixième qu'ils avaient avant, et qu'à cet effet la délibération prise par les suppliants sera exécutée selon sa forme et teneur » (1).

Ainsi l'émission de nouvelles actions n'était adoptée que comme une mesure désespérée. La forme ordinaire d'augmentation de capital était un appel de fonds sur les actions déjà placées, ordonné par un arrêt du Conseil qui donnait en même temps pouvoir à la société d'opérer le rachat forcé et au cours d'émission des actions qui n'accepteraient pas de verser à nouveau.

Nous avons essayé de déterminer l'importance des capitaux engagés dans les sociétés minières, la vie, l'emploi, les modifications de ces capitaux et dans quelle mesure l'État intervenait dans la conservation ou l'augmentation du fonds social.

Sous quelle forme les sociétés qui administraient et employaient une partie de la fortune mobilière de la France se présentaient-elles au public? Quelle était leur constitution?

La forme de société n'a pas été introduite dans l'industrie et le commerce par les entrepreneurs miniers. Nous la trouvons, étudiée sous ses aspects divers, dans un livre dont la première édition date de 1713, et qui ne faisait qu'enregistrer les usages commerciaux établis (2). Savary nous apprend qu'à cette époque déjà, on usait des sociétés en nom collectif, des sociétés en commandite, des sociétés anonymes; il nous donne les règles « qu'il faut observer pour qu'elles soient bonnes et valables ». D'après Savary et un commentaire de son ouvrage (3), ce fut surtout la société en commandite qui prit dans la vie commer-

(1) Arch. nat., E 2660bis.

(2) Jacques SAVARY, *Le parfait négociant ou instruction générale pour ce qui regarde le commerce des marchandises de France et des pays étrangers*, 2 vol. Paris, 1713 — 1715 — 1721 — 1724 — 1749 — 1777 — 1800.

(3) SALEILLES, *Histoire des Sociétés en commandite. Annales du droit commercial*, tome IX.

ciale de l'ancien régime un grand développement. En effet cette forme de société permettait aux nobles et aux gens de robe de faire fructifier leurs capitaux dans le commerce et l'industrie sans faire acte de commerçant ou d'industriel et sans être engagés au-delà de ce qu'ils voulaient bien confier à la société. En fait, la banque Law était une société en commandite et cette association était si bien entrée dans les mœurs que ni le désastre du fameux financier, ni les attaques passionnées de l'austère Daguesseau contre la Compagnie des Indes ne parvinrent à en dégoûter le public capitaliste (1), pas plus que la « *Dénonciation sur l'agiotage* » de Mirabeau n'arrêta les marchés à terme d'actions qui, florissants en Hollande et en Angleterre, s'étaient introduits en France et « trouvaient un aliment nouveau dans les fondations de compagnies pour l'exploitation de mines et d'usines... » (2). Ces sociétés n'étaient régies par aucune législation spéciale. Cependant un ensemble d'arrêts constants, de décisions du Conseil toujours semblables, avaient créé une coutume générale (3) dont certaines habitudes passèrent dans le Code civil.

En tout cas, la formation de sociétés était fortement établie dans les mœurs du XVIII^e siècle, et quand on reconnut que les associations de capitaux devenaient indispensables à la prospérité de l'industrie minière, on eut tout naturellement l'idée d'appliquer à ces entreprises des formes de coopération déjà en vigueur (4). Jusque-là pourtant, les sociétés avaient été pres-

(1) Voir LESCOEUR, *Essai historique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'étranger*, 1874-1887, et TROPLONG, *Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code depuis, y compris, le titre de la vente du contrat de société civile et commerciale* — 1843.

(2) Benoît MALON, *L'agiotage de 1715 à 1870*. Paris, 1885.

(3) Par exemple, dès septembre 1660, la Compagnie de Chine portait dans ses statuts des dispositions pour l'augmentation du capital semblables aux décisions des assemblées générales et du Conseil que nous avons vu prendre pour les compagnies minières. Voir THUILLIEZ, *Essai historique sur le titre nominatif et sa transmission*. Paris, 1901.

(4) Dans son traité de la « *Connaissance des mines de houille ou charbon de terre...* », GENNÉTÉ paraît attribuer à une sorte de hasard la formation des premières sociétés minières : « Cinq ou six bourgeois, plus ou moins selon leurs forces, s'associent pour faire en commun les frais d'une entreprise. On en tient registre et celui qui est chargé de la dépense en rend compte chaque quinzaine à la compagnie des associés. » En réalité les sociétés minières, guidées par l'exemple, se constituèrent immédiatement d'une façon beaucoup moins naïve et simple.

que exclusivement commerciales et la nouveauté consistait à appliquer leur forme à l'industrie.

On trouve parmi les compagnies minières les trois catégories de sociétés : 1° la société en nom collectif où tous les associés en nom collectif sont personnellement et solidairement responsables des engagements contractés par la société. Nous en avons rencontré de nombreux exemples, c'est une forme commune au XVIII^e siècle : la société Rousseau et C^{ie}, la société Duvaugarnier et C^{ie}, formée par le duc de Charost à Roche-La-Molière, etc. La société Ferber et C^{ie} aux mines du Bourbonnais, d'abord société en nom collectif, fut transformée en société en commandite.

2° La société en commandite, formée entre un ou plusieurs individus personnellement et solidairement responsables et un ou plusieurs individus qui n'apparaissent pas dans la société, sont de simples bailleurs de fonds et ne sont responsables que jusqu'à concurrence de la somme versée ou promise. C'est dans cette catégorie qu'il faut classer les exploitations de Mathieu, La Chaise (avant sa transformation en Société anonyme du Creusot).

3° La société anonyme, dans laquelle ne figure le nom d'aucun membre de la société et qui est exclusivement une association de capitaux. Chaque associé, chaque actionnaire n'est engagé que jusqu'à concurrence de son apport : les mines d'Aniche, les mines d'Anzin, le Creusot (qui comprenait la mine de Montcenis — c'est cette forme de société qui permit au roi et à la reine de s'intéresser personnellement dans l'entreprise).

Examinons le contrat de société passé le 12 avril 1766 (1) par devant notaires et par lequel le duc de Charost apportait à une société la concession de Roche-La-Molière. Nous y trouverons les dispositions essentielles qui caractérisent la société en nom collectif au XVIII^e siècle. La société se constitue pour une durée de quatre-vingt-dix ans avec un capital de 110.000 livres (dont 85.000 seulement sont appelées immédiatement) représentant 26 sols (ou actions) ; sur ces 26 sols, 22 seulement souscrivent à l'appel de fonds, 2 sont attribués sans fonds à verser à l'entretien de l'École des Mines, clause imposée par le Gouver-

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7744. Voir aussi BROSSARD, *ouv. cit.*

nement, 2 sont distribués dans les mêmes conditions au sieur Carrey qui a proposé et étudié l'exploitation des mines du Forez ; une annexe à l'acte d'association réduit à 20 les sols qui auront à fournir des capitaux en en attribuant deux encore, sans versement, à M. Torchet de Saint-Victor, ingénieur des mines, chargé de la direction générale des travaux. Carrey est nommé directeur technique aux appointements de 3.000 livres (plus ses frais de voyage) avec une partie d'attributions commerciales, puisqu'il est chargé de répandre l'usage du charbon en faisant construire des fours spéciaux pour son emploi, adaptés aux besoins des différentes industries. Le titre 2 de l'article 5 du contrat (d'autres aussi par la suite) indique très nettement la responsabilité collective de ce genre d'association :

« Que quand il sera question de pousser les ouvrages à une plus grande profondeur, et d'entreprendre de nouveaux travaux, il en avertira la compagnie en lui envoyant ses plans et projets avec le devis estimatif des dépenses nécessaires pour l'exécution desdits projets, et il ne pourra passer outre sans l'approbation et le consentement des associés. »

Duvaugarnier l'aîné est l'administrateur de la société avec des attributions de comptabilité. Il n'est pas responsable de la solvabilité des débiteurs, il est seulement tenu de renseigner la société à se sujet, de tenir un journal de caisse à la disposition des actionnaires, de les représenter sous le nom de Duvaugarnier et C^{ie} dans les affaires contentieuses, après en avoir référé à la compagnie (1). Duvaugarnier a la signature sociale, mais il ne peut prendre d'engagement au-dessus de trois mille livres sans une délibération de la compagnie et sans lui avoir présenté un état de ses engagements non encore acquittés. Duvaugarnier doit fournir une caution de 30.000 livres. Il prend à sa charge les frais de commis, feu, papiers, lumière, registres, bureaux, et reçoit comme indemnité une somme de cinq mille livres représentées par cinq pour cent sur la vente des charbons ou, si cette vente ne fournit pas une somme suffisante, par un versement direct de la société.

Les commis et ouvriers sont engagés ou révoqués par les asso-

(1) Qui « préférera toujours la voie d'arbitrage ou de l'accommodement », ajoute le contrat.

ciés en corps et, suivant les circonstances, reçoivent des ordres directs de chacun des associés.

Duvaugarnier, qui résidera au siège social de la société à Paris, aura des payeurs sur les mines elles-mêmes.

« Les assemblées de la société se tiendront au moins tous les quinze jours chez le sieur Duvaugarnier l'aîné, excepté les jours où mondit seigneur le duc de Charost jugera à propos de les indiquer chez lui. »

La comtesse de Martel, actionnaire, ne pouvant siéger en tant que femme, nommera un fondé de pouvoirs qui aura voix délibérative.

En ce qui concerne la transmission des actions et leur commerce, le contrat s'exprime ainsi :

ARTICLE 11. — Aucun associé ne pourra vendre ou transporter son intérêt dans la présente société à qui que ce soit pour tenir son lieu et place en personne dans la société, si la personne à qui l'intérêt sera cédé n'est agréée par la société qui aura toujours la préférence dudit intérêt au même prix et pour prévenir la multiplication des voix délibératives de la société, s'il arrivait que quelqu'un des associés fit la vente d'une partie de son intérêt, seulement, il est convenu et arrêté que nul n'aura voix délibérative dans ladite société s'il n'a deux sols d'intérêts et s'il se trouve qu'aucun desdits associés ait été ou soit obligé de recourir à l'emprunt pour le paiement de son intérêt. Il pourra l'affecter par privilège au prêteur en faisant une déclaration par devant notaires, que les deniers empruntés ont été employés au paiement dudit intérêt, et sera en ce cas le prêteur d'argent regardé comme bailleur de fonds ayant le même privilège sur l'intérêt de l'emprunteur. »

Les droits de chaque associé peuvent en cas de décès être partagés entre co-héritiers, mais ceux-ci devront être représentés dans la société par une seule personne.

Chaque année un inventaire est dressé qui sert à établir les bénéfices. Ces bénéfices sont destinés : 1° à amortir le capital social ; 2° à servir les intérêts de ce capital. Les associés n'ont pas prévu la création d'un fonds de réserve.

Le contrat interdisait à tout associé d'entreprendre — sans le consentement de la compagnie — une exploitation minière (de charbon) « le long et auprès des rivières d'Allier, de Loire, de Seine, de Marne et d'Yonne ».

L'acte enfin se terminait par cet article :

« ARTICLE XVI, dernier. — Pour attirer la bénédiction du Seigneur sur la présente société, il sera distribué quatre cents livres par an aux pauvres ouvriers mineurs, mariniers, voituriers, employés à l'entreprise, suivant le choix qui en sera fait par la délibération de la compagnie. »

Tel est le type le plus complet de la société minière en nom collectif du XVIII^e siècle. Ce type, s'il néglige quelques-unes des recommandations que prescrit Morand (1), la création d'un fonds de réserve et la nomination d'un avocat-conseil pour les longs procès par exemple, respecte par contre admirablement quelques-unes de ses sages prescriptions : définir sans équivoque les droits et devoirs de chaque intéressé, éviter la multiplicité des régisseurs, leur conférer un pouvoir effectif. Surtout, et c'est là son caractère principal et le caractère de la société en nom collectif elle-même, il engage nettement la responsabilité de tous les associés. La majorité des articles du contrat vise à sauvegarder et à affirmer cette responsabilité effective. Toutes les décisions importantes sont prises en assemblées générales ; c'est l'ensemble des associés qui dirige réellement l'exploitation. Nous retrouvons ce caractère principal dans toutes les sociétés en nom collectif. La loi ne l'avait pas encore défini ni fixé, mais il s'imposait de lui-même à ces compagnies formées d'un nombre restreint d'associés, décidés à surveiller personnellement les capitaux engagés. Quelques sociétés même tiraient les dernières conséquences de ce caractère. Ainsi dans la société formée par le duc de Guines en Artois, tous les associés sont régisseurs ordinaires ou extraordinaires (2), et c'est l'assemblée de tous les régisseurs qui seule peut décider des questions importantes. Les mises de fonds sont limitées à mille livres au sol. Chaque intéressé peut quitter la société en abandonnant ses mises.

(1) MORAND, *ouv. cit.*

(2) VUILLEMIN, *ouv. cit.* Vuillemin affirme que ce contrat était calqué sur celui d'Aniche. En réalité il y avait entre eux toute la différence d'une société en nom collectif à une société anonyme. Il y a bien aussi à Aniche, comme à Anzin d'ailleurs, des régisseurs, mais il y a aussi dans ces deux sociétés d'autres actionnaires qui n'ont qu'un droit d'inspection et qui, dans la société du duc de Guines, avaient un rôle actif.

La société en commandite fut très répandue au XVIII^e siècle. La forme en était commode. Elle permettait à un très grand nombre de personnes de placer des capitaux dans l'industrie sans supporter les soucis de l'administration ou de la gestion et sans être engagées au-delà de la somme versée ou promise. La responsabilité réelle était solidairement supportée par les administrateurs de la société. Ces compagnies étaient des plus faciles à former, car elles émettaient généralement un grand nombre d'actions de prix très moyens, plus commerciales, plus facilement négociables. Mais là était aussi le danger de leur constitution. Le nombre d'actionnaires étant très grand, il était impossible de les surveiller, de prendre dans les contrats des garanties valables contre les transmissions, les ventes, les héritages d'intérêts dans la compagnie. De plus, les actions étaient au porteur. On arriva très vite, et dans presque toutes les compagnies, à la spéculation. Nous avons vu que le marché à terme était depuis longtemps connu.

C'est à propos des sociétés en commandite que Monnet, inspecteur général des mines, a pu surtout s'élever contre l'agiotage et démontrer ses dangers (1) : «... Souvent sans l'agiotage et la charlatanerie qui faisaient valoir les actions des mines beaucoup plus qu'elles ne valaient réellement, ils (les entrepreneurs de mines) n'auraient presque pas pu les soutenir par leurs produits réels ». Et Monnet cite cet exemple emprunté, à la vérité, à des mines espagnoles, mais exploitées par une compagnie française, et qui rappelle certaines aventures modernes :

« Si l'on veut avoir un exemple frappant de cet agiotage, nous n'avons qu'à rappeler ce qui vient de se passer relativement à l'entreprise des mines de Guadanalcanal en Espagne, par une compagnie française. Il y a eu, au sujet de ces mines, plus de trois millions de dépenses, et on n'a eu pour fondement de cette grande dépense à peu près que des ouï-dire, ou quelques échantillons de minerais promenés de mains en mains à Paris et quelquefois essayés par des ignorants ou des charlatans, qui outraient leurs produits, et qui assuraient que ces échantillons avaient fait partie de grandes masses. Dix à douze personnes en ont été enrichies; c'est-à-dire celles qui ont su faire valoir leurs actions, en acheter

(1) MONNET, *Mémoire historique et politique sur les mines de France* — présenté à l'Assemblée nationale.

à propos, et en revendre de même, et beaucoup plus d'autres, qui n'avaient pas ce talent, en ont été ruinées ou fort appauvries. »

Ces agiotages, ces spéculations donnaient aux sociétés en commandite d'alors une souplesse qui les rapproche des sociétés industrielles modernes, et les destinaient à satisfaire ce besoin de placements industriels qui se manifeste alors dans la bourgeoisie (1), dans la noblesse et même sur le trône (2).

L'acte de société des mines de charbon de terre du Bourbonnais (3) — mises en exploitation par Christophe Mathieu — diffère essentiellement du contrat de société en nom collectif que nous venons d'analyser : sur cette concession, plusieurs sociétés avaient été formées, dissoutes et avaient engagé un capital de 400.000 livres qui se répartissait ainsi :

Pour les fonds laissés dans l'entreprise par les anciens intéressés	175.000 livres
Pour ceux mis par Mgr. le duc de Tonnerre.....	100.000 —
Pour ceux mis par le sieur Mathieu esdits noms.....	100.000 —
Pour ceux mis par le sieur du Souchay.....	25.000 —
	400.000 livres

La compagnie trouva des banquiers : les Ferber et C^{ie} prirent avec elle des engagements pour le remboursement des ca-

(1) Par le fait même que les actions étaient entre les mains d'un grand nombre d'intéressés, les sociétés en commandite avaient un contentieux très compliqué. Voir les contestations au sujet d'actions de Montcenis-Indret dans une succession. Arch. nat., F¹⁴ 105, 256.

(2) Le Roi avait pris 333 actions — sur 4000 — de 2.500 livres chacune de la société de la fonderie d'Indret à Montcenis, en Bourgogne, qui comprenait une mine de charbon importante dans son privilège. C'était alors la compagnie de Wendel (1786). Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Cette entreprise formée d'abord — pour la mine — par de La Chaise, fut transformée en société en nom collectif, sous la raison sociale de Perrier, Bettinger et C^{ie}, puis en 1786, avec à sa tête la même administration, en société en commandite, les anciens actionnaires recevant des nouvelles actions au prorata de leur ancien intérêt, les autres actions étant mises sur le marché. Ces actions circulèrent beaucoup et tombèrent pendant la Révolution à un vil prix, sous le règne du papier-monnaie. La compagnie était alors sous le nom Caylus et Gévaudan.

Signalons en passant que, parfois, la société était formée avant que la concession fût obtenue. Ainsi on trouve neuf engagements de prendre un intérêt dans la concession de Marthorey « après qu'il l'aura obtenue ». Arch. nat., F¹⁴ bis 7810.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593.

pitaux laissés dans l'entreprise par les anciens intéressés et acceptèrent en échange 44 sols dans la livre fixée à 92 sols. Le sol était de 6.250 livres. Un nouvel appel de fonds s'imposa, les capitaux fournis conjointement par les Ferber et la société n'étant pas suffisants pour payer les travaux, les intérêts et les engagements pris. Cette nouvelle mise de fonds était destinée surtout à améliorer les moyens de transport du charbon. On décida, sur la proposition des Ferber, de transformer cette société en nom collectif en société en commandite, quelques personnes leur ayant fait la proposition « de prendre un intérêt dans cette entreprise si elle était en actions au porteur et sous la forme d'une société en commandite, de manière à pouvoir d'un côté toucher les intérêts sur de simples coupons et les bénéfices sur les dividendes qui seraient délivrés aux porteurs d'actions, et d'un autre côté à n'être point assujettis à des appels de fonds au-delà de ceux fixés par les actions mêmes ». C'est bien là le caractère essentiel de la commandite. Dans la nouvelle société, si les anciens intéressés veulent accepter de devenir actionnaires, leur capital, soit 175.000 livres, rentrera dans le nouveau fonds social de 1.050.000 livres et sera garanti par 35 actions mises en réserve. L'émission, selon la décision de l'assemblée générale, sera de 210 actions de 5.000 livres chacune à 6 % d'intérêt. Les Ferber seront chargés de l'émission et de toutes les opérations de la compagnie. Leur courtage est fixé à un demi pour cent sur les opérations (payements et encaissements). Ce sont les banquiers qui délivreront les actions — contre libération totale — portant cinq coupons d'intérêt payables le 1^{er} mars de chaque année et renouvelables après épuisement. Les coupons de dividendes seront remis aux actionnaires sur la présentation de leurs actions. Les actions seront numérotées de 1 à 240 (non comprises dans ce chiffre les actions de jouissance qui n'ont pas fourni de fonds et qui ne touchent que des dividendes, mais pas d'intérêts), et les coupons d'intérêts et de dividendes porteront la même numérotation. Les actions seront signées par trois administrateurs dont les Ferber et C^{ie} (1), les coupons d'intérêt, par un administrateur et

(1) Voir page suivante un fac-simile d'actions.

Au 1^{er} 17 Premier Coupon de l'intérêt de L'action N°

Le caissier général des Mines de Charbon de terre en Bourbonnais paiera au porteur la somme de....

Pour solde des intérêts à 6 p. % de la somme de 5,000 livres échues au 1^{er} de l'année 17 à Paris ce

Au 1^{er} 17 Deuxième Coupon d'intérêt de L'action N°

Le Caissier, etc...

Au 1^{er} 17 Troisième Coupon d'intérêt de L'action N°

Le Caissier, etc...

Au 1^{er} 17 Quatrième Coupon d'intérêt de L'action N°

Le Caissier, etc...

Au 1^{er} 17 Cinquième Coupon d'intérêt de L'action N°

Le Caissier, etc...

MINES DE CHARBON

DE TERRE O DU BOURBONNAIS

EXPLOITÉES EN VERTU D'ARRÊTS DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROY. DES 4 MARS 1770
ET DU 9 DU MÊME MOIS 1784, ET AUTRES CONCESSIONS PARTICULIÈRES

DEUX CENT QUARANTE D'INTÉRÊT**ACTION N°**

} P. L. 5000 # » »
ou sans mise de fonds

Le Porteur est intéressé pour un deux cent quarantième dans la liste figurative d'intérêt de l'exploitation des Mines de Charbon de terre du Bourbonnais, en Vertu

du paiement de la somme de Cinq Mille livres préféremment fait à la caisse de ladite Entreprise, de la Concession présentement faite par les intéressés pour services rendus dans cette Entreprise

dont quittance } pour participer aux bénéfices en Conformité

des arrangemens fixés par l'acte de société du dix-huit Mai Mil sept cent quatre-vingt-six, passé devant M. Chaudot qui en a minute et son Confrère Notaire à Paris, et autres pièces y jointes dont le Porteur a pris connaissance, à Paris ce

par le directeur général de Paris, les coupons de dividendes par un administrateur seulement. Les actionnaires, réunis en assemblée générale, désigneront à la majorité des suffrages — et non à l'unanimité — les quatre administrateurs qui, avec les Ferber, dirigeront l'entreprise et décideront les répartitions de bénéfices, lesquelles répartitions ne pourront être faites que de la manière suivante :

« Il sera prélevé sur la masse des bénéfices :

1^o Les frais de régie et d'administration.

2^o Le montant des intérêts à 6 % des capitaux fournis par les anciens intéressés et actionnaires.

3^o Sur le restant des bénéfices nets, il sera mis un quart en réserve pour subvenir aux dépenses extraordinaires que pourraient occasionner des travaux utiles à l'entreprise.

4^o Il sera mis également un autre quart en réserve pour être employé au remboursement du capital d'un million cinquante mille livres qui se trouvera dû aux porteurs d'actions ou anciens intéressés.

5^o Et enfin la moitié des bénéfices nets sera divisée en deux cent quarante portions et délivrée sur des coupons de dividendes aux actionnaires faisant fonds et non faisant fonds (1). »

La société des mines du Bourbonnais ainsi transformée — si différente de la compagnie Charost dont nous avons analysé le contrat — comporte bien le caractère essentiel de la commandite : l'irresponsabilité des bailleurs de fonds. Ici les actions sont au porteur, négociables. Il n'est plus question de leur transmission, de l'acquiescement des co-associés à l'entrée d'acheteurs nouveaux ou d'héritiers d'actions dans la compagnie.

La société en commandite de d'Osmond qui, à Roche-La-Mo-lière, succéda à la société en nom collectif du duc de Charost, est établie sur les mêmes dispositions, le même caractère plus nettement exprimé encore (2). Ainsi, en cas de perte des

(1) Un inventaire détaillé de l'état et de la valeur des travaux suit ces statuts.

(2) Arch. nat., F14 bis 7744. L'acte de société de cette compagnie contient un détail intéressant : le prix d'enregistrement d'un acte officiel. Nous lisons en effet en marge « Enregistré à Lyon le 23 décembre 1791. Reçu 4.500 livres ». Signé : Morin. (Pour un capital de 9000.000 livres.) Dans le même dossier on trouve un contrat d'association, c'est-à-dire une souscription d'une

fonds engagés avant l'enregistrement des premiers bénéfices, on fera appel à une nouvelle commandite sous forme de nouvelles actions émises (art. 4). Les dividendes seront fixés par les actionnaires réunis en assemblée générale (art. 7). Les actions sont négociables comme de simples effets de commerce (art. 8). « La propriété pourra en être transmise par l'effet de l'ordre sans qu'il soit besoin d'un autre acte quelconque », cependant le nouveau propriétaire doit se faire inscrire sur les registres de la compagnie (même article). Le séquestre ou trésorier général est chargé de tous les managements de fonds (art. 10). Au moins une fois par an, une assemblée générale aura lieu où tout porteur d'une action aura voix délibérative. L'assemblée nommera quinze commissaires ou administrateurs qui devront dans leurs réunions être au moins dix pour délibérer. Pour qu'une décision devienne définitive, elle devra réunir les deux tiers des suffrages.

« Les commissaires ou administrateurs ne pourront en aucun cas emprunter, acquérir des propriétés foncières ni engager les actionnaires que limitativement, jusqu'à concurrence des fonds appartenant à la société et non, en aucun cas, les biens personnels de chacun des membres conformément à l'article 14 ci-après (art. 11)... Trois des administrateurs choisis par l'ensemble des administrateurs dirigeront l'entreprise avec le directeur et administrateur général de l'entreprise (art. 12) » (1). Les statuts insistent encore plus expressément sur le caractère de commandite des actions :

« Les délibérations des assemblées soit générales, soit particulières, de la compagnie, ainsi que les actes qui seront passés en exécution de ses délibérations, ne seront obligatoires que sur les fonds à provenir

semi-action. A noter que, dès cette époque, dans les sociétés industrielles, au moins dans celle-ci, on se préoccupait du cours des assignats pour les transactions financières. L'article 3 du contrat s'exprime ainsi : « Le prix de chaque action (il y en eut 150) demeure dès à présent fixé à 6.000 livres et sera effectué de ce jour en paiement des saints courants. Cette époque passée, si les assignats perdaient sur la place de Lyon plus de vingt pour cent en échangeant contre de l'argent monnayé, l'excédent de la perte sera supporté par l'actionnaire qui sera en retard. »

(1) C'est en somme le conseil d'administration et les administrateurs délégués.

des actions et jusqu'à concurrence desdits fonds, sans qu'il puisse en résulter contre eux, ni sur leurs autres biens, aucun engagement personnel et direct, et sans qu'à ce sujet ils puissent être réputés solidaires. » (Art. 14.)

Ces caractères généraux des sociétés en commandite, on les retrouve dans toutes les sociétés similaires, indiqués à peu près dans les mêmes termes. Cette forme d'association fut la plus répandue à l'époque ; tandis que les sociétés en nom collectif engageaient la responsabilité des co-associés et exigeaient d'eux une participation directe à l'entreprise, tandis que les sociétés anonymes se présentaient comme une collaboration de gros capitaux, les sociétés en commandite, plus souples, offraient à tous les capitaux l'occasion de se placer dans l'industrie, d'en courir les chances et d'en limiter les risques. A la vérité, on ne connaissait pas encore les actions de prix moyens ou bas. Mais, malgré tout, cette forme d'association était une forme populaire — si l'on veut bien donner à ce mot un sens restreint — et qui appelait la bourgeoisie enrichie et la noblesse besogneuse au partage des bénéfices escomptés des mines.

Aux entrepreneurs de concessions, la société en commandite offrait un moyen aisé de se procurer des capitaux importants par le fait même qu'elle s'adressait à tous. Elle leur laissait en même temps une grande liberté d'action et leur permettait d'échapper à un contrôle permanent. Pourvu qu'ils servissent les intérêts, ils étaient en somme libres d'agir à leur guise. Avec cette forme de société ils évitaient également les difficultés d'un nouvel appel de fonds aux mêmes actionnaires, en se réservant la facilité, en cas de besoin, d'une nouvelle émission.

La société anonyme est assez rare au XVIII^e siècle. Elle ne pouvait convenir qu'à de gros capitalistes, décidés aux vastes et coûteuses entreprises et peu soucieux de limiter leurs pertes. Très fermée, empreinte d'aristocratie, elle comportait une certaine rigidité de statuts et délibérément écartait de ses opérations et de ses bénéfices, le gros public.

Le type le plus parfait de ce genre de société est assurément à cette époque la Société des mines d'Anzin. Elle avait été constituée, on se le rappelle, par la fusion des compagnies de Croy, de Cernay et Desandrouin. Le contrat qui établit la compagnie

des mines d'Anzin fut signé, sous seing privé, au château du prince de Croy, près de Condé, le 19 novembre 1757. Il ne contenait que dix-neuf articles. Il stipulait que toutes les concessions et exploitations possédées par chacune des sociétés (Fresnes, Vieux-Condé, Anzin, Raismes, Saint-Vast, etc.) « étaient mises en commun sans aucune exception », la société demeurerait indivisible « tant et si longtemps que les concessions subsisteraient et que l'on trouverait du charbon ». Aucun des associés ne pouvait s'intéresser à aucune autre exploitation similaire en France. Les hauts-justiciers y réservaient leurs droits (1).

La société était formée de 24 sols (2), et, par effet rétroactif, constituée depuis le 1^{er} octobre. Les dettes et les recettes à encaisser avant cette date n'entraient point dans la communauté. Six régisseurs étaient nommés (sans compter le prince de Croy, le marquis de Cernay et après eux, leurs enfants) qui avaient la direction générale de l'entreprise. En cas de décès et de partage de parts, un seul mandataire devait représenter les

(1) Contrat de société des mines d'Anzin du 19 novembre 1757. Enregistré à Paris (sous le n^o 170) le 11 pluviôse an XIII et déposé chez le notaire Montaut à Paris le 18 pluviôse suivant. Voir GRAR, *ouv. cit.*

(2) Voici la répartition première de ces vingt-quatre sols d'Anzin :

« Article 1^{er}. — Que la société sera composée de 24 sols de France qui seront répartis ci-après :

	sols	deniers
à M. le prince de Croy, 4 sols, dont 3 pour lui..	3	
pour M. Cordier		6
pour M. Moreau		6
A M. le marquis de Cernay et sa compagnie composée de MM. de Raulcourt, Benoist, Mau- roy, Renault et Raveneau, 8 sols à partager entre eux comme ils aviseront bon être, sui- vant leur société, ci.....	8	
A M. le vicomte Desandrouin 5 sols, 9 deniers..	5	9
Aux héritiers de M. Taffin, conseiller au Parle- ment, Taffin de Goeulzin, Taffin de Troisville, M. de Benazet pour son épouse, leur beau-frère, 3 sols, 9 deniers.....	3	9
A M. Bosquet		6
A la dame Reboul.....		6
Aux enfants de M. Cordier.....	1	
A M. Mathieu		6
Total.....	24	sols

co-héritiers. Si un des associés désirait vendre sa part, il devait en avertir la compagnie qui se réservait une option à égalité de prix. Chacun des associés avait le droit de contrôler la comptabilité et de vérifier l'intérêt qui lui revenait.

Il n'y avait pas plus (1). Le contrat était en somme fort simple et ne différait guère du contrat en nom collectif si ce n'est par la raison sociale, par les apports sociaux des compagnies intéressées qui consistaient non plus seulement en argent, mais encore en matériel et en exploitations en activité. Cependant, on remarquera que dans le contrat de société anonyme, il n'est pris aucune disposition pour sauvegarder la responsabilité des intéressés, ni pour l'attester ; il n'est pas question d'assemblées générales. Même, en cas de décès d'un des six régisseurs, ce sont les cinq autres qui nomment son successeur sur l'intervention du prince de Croy. Les régisseurs ont donc un pouvoir à peu près absolu, et c'est là le caractère de la société anonyme du XVIII^e siècle, car nous le retrouvons, et plus nettement affirmé encore, dans l'acte d'association de l'autre grande société du Nord : les mines d'Aniche. Le contrat de cette société, après avoir énoncé des dispositions semblables à celles que nous venons d'examiner, s'exprime ainsi dans son article 10 :

« ARTICLE 10. — Ils (les directeurs au nombre de 8) auront la liberté de délibérer des fonds nécessaires à l'entreprise, de nommer un caissier, et autres employés et ouvriers, ordonner les achats, les ouvrages, et généralement toutes les choses nécessaires au bien de l'entreprise, ils seront aussi chargés de l'audition des comptes, et de gratifications utiles au bien de la compagnie; et les comptes par eux signés et arrêtés tant en recettes qu'en dépenses ne pourront être contestés par qui que ce soit. »

L'article suivant stipule que l'appel de fonds ne peut dépasser 1.000 livres de France au sol, mais il ne détermine pas le nombre d'appels qui peut être fait et autorise les direc-

(1) Les autres clauses se bornaient à prescrire un inventaire des apports matériels et financiers de chaque société, à régler des questions d'administration intérieure, à établir un contrôle des intéressés sur les comptes et à réserver les droits des hauts-justiciers.

teurs à poursuivre les intéressés qui n'auraient pas versé dans les trois semaines ou à « prendre à intérêts aux dépens du défaillant ». La nouveauté de cette association consistait dans la responsabilité et l'autorité complètes des seuls directeurs, agissant en dehors de tous les intéressés, dans tous les domaines d'activité de la compagnie. Ainsi les associés n'avaient pas les droits des commanditaires, ni les responsabilités des associés en nom collectif et les directeurs n'étaient pourtant que les administrateurs appointés, mais tout puissants, de ces actionnaires sans pouvoir. La société était vraiment anonyme. Cette forme ne pouvait convenir qu'à la fusion de grosses compagnies comme ce fut le cas à Anzin ou à l'association de gros capitaux comme à Aniche. Elle présentait les avantages sérieux d'établir solidement une propriété industrielle collective plus restreinte, plus fermée, aussi d'échapper mieux à l'intrusion de l'État dans ses affaires, enfin de donner plus de souplesse aux opérations, tant financières qu'industrielles, nécessaires. Elle ne limitait pas le chiffre de pertes des intéressés, elle ne leur offrait aucun moyen de contrôle, elle interdisait à l'entreprise l'appel de fonds étrangers.

Ainsi, d'instinct et sans que la loi fût intervenue, les compagnies, suivant les conditions où elles se constituaient et leurs besoins, trouvaient d'elles-mêmes les formes financières qui leur convenaient et adaptaient leurs statuts aux circonstances. Elles créaient les instruments et les règles adaptés à leur existence ; inconsciemment, elles s'enfermaient dans les trois formes d'association qui ont été adoptées dans la suite par l'industrie ; la législation ne faisait qu'enregistrer peu à peu, par des arrêts, des édits constants, des dispositions que les circonstances seules enfantaient. Le fonctionnement normal et régulier de ces trois formes de société élaborait l'instrument financier de la grande industrie future et établissait peu à peu la législation. Mais il est remarquable qu'à cette époque où l'autorité de l'État pesait lourdement sur l'industrie — continuant la tradition de Colbert — où le pouvoir central se réservait le droit d'accorder les concessions minières, de réglementer et d'inspecter les exploitations, d'intervenir de toutes les manières par une administration spéciale — comme nous le verrons plus loin — il est remarquable de constater que ce furent les sociétés elles-mêmes — du moins les sociétés en nom collectif

et en commandite — qui sollicitèrent l'immixtion de l'État dans leurs affaires financières. C'est en effet à la requête des intéressés eux-mêmes que le Conseil rendit ses nombreux arrêts qui obligèrent des actionnaires récalcitrants à verser de nouveaux appels de fonds ; intervention fort importante, car elle marque l'origine du contrôle et de l'obligation qui dominèrent dans l'esprit du législateur quand il établit légalement la constitution des sociétés civiles, alors qu'il eût pu les ignorer et les laisser se former et se développer en toute liberté en tant que sociétés privées. Mais son intervention, si vivement sollicitée par les premières compagnies, lui parut une nécessité et il fut ainsi amené à la codifier.

S'il est d'une mauvaise méthode historique de vouloir assimiler le passé au présent, il est utile toutefois d'indiquer les rapports d'évolution d'une époque à une autre époque. A ce point de vue, l'étude des sociétés financières industrielles qui se développèrent et prirent toute leur importance, surtout dans le domaine des mines, est profondément instructive. Il est généralement admis en effet que l'instrument financier actuel est une création essentiellement moderne, presque contemporaine. Que cet instrument ait été assoupli, perfectionné dans les cinquante dernières années, cela est hors de doute. Mais il n'en n'est pas moins vrai que dès le XVIII^e siècle, surtout dans sa seconde moitié, l'instrument existe, qu'il a ses formes, ses cadres, ses caractères essentiels et que lui-même secrète, pour ainsi dire, les modes, les règles, les habitudes qui seront les circonstances et les conditions de son développement.

CHAPITRE IV

LES OUVRIERS

Au milieu des difficultés que comportait la transformation de la propriété foncière en propriété industrielle, nous voyons s'organiser l'outillage financier qui cherche à s'adapter aux nouvelles conditions minières. Mais, dès les premiers pas, les concessionnaires rencontrèrent dans leur élan un obstacle d'un autre ordre : le recrutement de leur personnel ouvrier. Si l'on en croit Monnet (1), les ouvriers mineurs étaient assez nomades et lorsqu'on leur enleva les privilèges dont ils avaient toujours joui — exemption de corvées, de logements de gens de guerre, de la dîme — privilèges qu'au XVIII^e siècle encore Ory et de Machault, désireux d'encourager les mines, leur avaient confirmés — lorsqu'on leur enleva ces privilèges et qu'on voulut les confondre avec les ouvriers journaliers ordinaires, ils émigrèrent en assez grand nombre, surtout dans les provinces frontières. Ils étaient assurés de trouver du travail — mieux payé et mieux considéré — dans les mines étrangères. Les mineurs de Lorraine, entre autres, passaient en Allemagne depuis que les nouvelles ordonnances militaires les astreignaient à tirer à la milice et que Terray les avait frappés de tous les im-

(1) Voyage de M. Monnet (1781). *Mémoire sur le besoin de protéger les mineurs et de rétablir les privilèges qui leur ont été accordés jadis, au sujet des mineurs de la Croix en Lorraine et de ceux de Sainte-Marie-aux-Mines*. Arch. nat., F¹⁴ 1313.

pôts ordinaires et avait exigé d'eux les corvées (1). A examiner les choses de près, il semble que Monnet n'ait vu qu'un petit côté de la question et se soit trop pressé d'assimiler la situation ouvrière de son époque, alors que les mines avaient pris déjà un développement considérable, avec les conditions minières du début du XVIII^e siècle, quand les exploitations étaient encore peu importantes et le nombre des ouvriers restreint. Il se peut que quelques ouvriers des frontières aient passé à l'étranger — fort probablement poussés par des questions de salaires. Mais ce sont quelques cas isolés assurément. Un mouvement général et inquiétant aurait laissé des traces, soit dans la correspondance des intendants, soit dans la correspondance des concessionnaires. Nous n'avons rien trouvé de semblable. Même quand ces derniers intriguent pour obtenir en faveur de leur exploitation un rétablissement partiel ou total des privilèges, ce qui arrive assez souvent, ils ne font pas allusion le moins du monde au danger de l'émigration.

En vérité, les difficultés que les entrepreneurs de mines rencontrèrent quand ils voulurent se procurer de la main-d'œuvre procèdent de raisons très étrangères à la suppression des privilèges, accordés quand les ouvriers des mines, par leur petit nombre, formaient pour ainsi dire une aristocratie.

Tout d'abord le nombre des ouvriers mineurs nécessaires dans le royaume augmenta, en l'espace de quelques années, dans une proportion telle qu'on ne peut même pas la calculer. Le développement extraordinaire des mines exigea presque subitement une main-d'œuvre considérable. Les mines du Nord, dès leur début, occupèrent un nombre relativement grand d'ouvriers — Desandrouin pour ses exploitations personnelles, employait, sans parler des ouvriers indigènes, deux cents familles étrangères qu'il avait fait venir de Charleroi ; ces exploitations, réunies aux entreprises voisines après la constitution de la compagnie d'Anzin, virent leur personnel augmenter chaque année, atteindre d'abord le chiffre de 1800 ou-

(1) Monnet proposait, comme un remède d'efficacité absolue, de distinguer les mineurs du peuple en leur donnant un uniforme. Il affirmait — ce dont nous doutons fortement — que cette distinction les flatterait et leur suffirait.

vriers, puis de 4.000 environ en 1791 (1). Outre ces mines (2), les exploitations de toutes les régions de la France, en se constituant en grand, posèrent le difficile problème de la main-d'œuvre. Point n'est besoin d'insister sur cette conséquence très simple de la formation de la grande industrie. Quelques chiffres indiqueront l'énorme consommation d'ouvriers que firent les compagnies minières. Martorey de Préval, en Artois, occupait près de 1500 hommes qu'il avait fait venir de l'étranger et qui s'étaient établis dans le pays (3).

En 1791, de Solages emploie trois cents personnes (4), outre les charretiers et les laboureurs de la contrée, ouvriers intermittents qui viennent travailler quand les travaux des champs chôment. Dans le Lyonnais, les mines de Rive-de-Gier seules occupent, suivant un rapport de M. de Grignon, plus de huit cents ouvriers (5) dans vingt-deux puits. Or, en 1776, Roland nous apprend (6) que la totalité des ouvriers libres dans les terrains non concédés ou abandonnés autour de Saint-Étienne atteint au chiffre de six cents à peu près. Ce sont tous des ouvriers indigènes au service de petits propriétaires ou d'entrepreneurs. Donc dans la même région, une grande exploitation occupe seule huit cents ouvriers ; l'ensemble des petites, six cents seulement. En 1783, Leseure (7) estime à cent soixante-dix-sept les ouvriers libres de la réserve de Saint-Étienne et à cent cinquante-quatre ceux qui travaillent en dehors de la réserve.

Nous ne possédons pas le nombre exact des ouvriers mineurs embauchés à Roche-La-Molière. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que pendant la Révolution, à un moment où les mines étaient fort négligées et réduites à une exploitation très peu im-

(1) Voir le discours de Mirabeau. Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Germain MARTIN dans son livre sur *La grande industrie sous le règne de Louis XV*, dit : « Les mines comptent habituellement trente mineurs par puits et exceptionnellement cinquante ou soixante. » Nous n'avons pas rencontré, quant à nous, de document qui nous permette d'affirmer aussi catégoriquement cette proportion.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810. Observations.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7893. Mémoire et état détaillé de l'exploitation des mines de charbon de terre de Carmaux.

(5) BUFFON, *Histoire naturelle des minéraux* (5 vol.).

(6) ROLAND, *Lettres écrites de Suisse, d'Italie, de Sicile et de Malte* (1776-1777-1778). (*Voyage au Puy...*)

(7) LESEURE, *ouv. cit.*

portante, alors que le plus grand nombre des ouvriers étaient aux armées, les concessionnaires accusaient encore « deux cents manœuvres occupés aux travaux intérieurs », « sans compter les ouvriers de corderie, de forge, de charpente, de menuiserie, de charronnage » (1).

Giral a plusieurs équipes qui travaillent nuit et jour, composées de vingt-cinq hommes chacune. Ce sont presque tous des mineurs étrangers (2).

Tubeuf, dans ses différentes entreprises du Languedoc, de Normandie, des environs de Paris, a sous ses ordres 2.500 ouvriers environ.

Il est difficile de trouver plus de précisions que celles que nous donnons ici. Les concessionnaires se sont peu souciés d'indiquer le nombre de leurs ouvriers; ils n'y ont même pas songé. Le seul chiffre d'ensemble que nous ayons rencontré est fourni dans un rapport de l'ingénieur Joseph Renaux (3) : « Il y a, dit-il, environ 40.000 hommes occupés aux mines de charbon de terre, de fer, d'or, d'argent, cuivre, plomb et autres... Il y a soixante concessions de mines en exploitation, presque toutes les exploitations sont utiles à l'État, aux habitants des lieux et employés, quelques-unes aux actionnaires ou bailleurs de fonds ». Il est impossible de contrôler ces chiffres dont on ne nous donne pas l'origine. Malheureusement — comme nous l'avons déjà dit plus haut — les enquêtes prescrites et qui portaient entre autres sur le nombre d'ouvriers employés ou n'ont pas été complètement exécutées ou ne nous sont pas parvenues. Dans cet ordre d'idées, nous avons pu consulter une pièce qui peut nous renseigner sur l'importance du nombre de mineurs employés dans une exploitation moyenne. Cette pièce (1) est un *dénombrement des habitants du Creusot en janvier 1787*. Ce dénombrement contient une rubrique spéciale intitulée : mineurs et manœuvres —

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. État remis par M. d'Osmond... déj. cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

(3) Renaux dit qu'il a travaillé vingt-cinq ans dans les mines. *Avis sur d'importants services à rendre au royaume concernant l'exploitation des mines métalliques et autres* par Alexandre-Joseph RENAUX, ingénieur. Arch. nat., AD xiii¹⁴.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 105, 256.

hommes, femmes et enfants, rubrique sous laquelle sont mentionnés également le lieu d'origine et la religion. Il s'agit donc du personnel de la mine de Montcenis exploitée par et pour la fonderie du Creusot et la cristallerie de la Reine. La mine de Montcenis (aujourd'hui mine de Blanzey) occupe 289 ouvriers. C'est une mine moyenne et qui n'est pas comparable aux exploitations de Mathieu, de Tubeuf, etc. En 1780, elle n'avait que 120 ouvriers. Sur les 289 personnes employées à la mine, il y a 63 femmes et filles et 25 enfants mâles. Tous sont catholiques, sauf deux calvinistes et huit luthériens, venus probablement d'Allemagne. Nous trouvons un Américain, un mineur de la Chaux-de-Fonds, quelques ouvriers du Nord, d'Anzin et de Valenciennes, un originaire de Berg-op-Zoom, plusieurs Francs-Comtois et Bourguignons ; vingt sont nés sur les lieux mêmes, un grand nombre sans doute dans les localités environnantes. Les autres viennent de toutes les parties de la France ; peu d'étrangers en somme, surtout des Allemands, peut-être des Belges. Il y a quelques familles complètes, quelques groupes de cinq ou six ouvriers venus du même village, chassés peut-être par la même misère.

C'est la seule pièce complète, nette, explicite, la seule statistique que nous ayons trouvée. D'autres éléments nous permettent cependant d'affirmer qu'il y eut dans le milieu du XVIII^e siècle un très fort accroissement des ouvriers mineurs en France. Le bon sens d'abord. Il va de soi que le développement très considérable des mines, par la formation de puissantes sociétés capables d'exploiter en grand, exigea une main-d'œuvre, un personnel beaucoup plus importants que par le passé. En outre la production de charbon de la France passe en quelques années d'un chiffre insignifiant à un chiffre très élevé. Cette augmentation de production — qu'on ne peut attribuer ici au machinisme puisque dans le travail des mines le machinisme n'intervint que dans un domaine limité, cette augmentation de production suppose une augmentation proportionnelle d'ouvriers.

Les grandes entreprises nouvellement créées se trouvèrent donc en face du problème de la main-d'œuvre (1) et de la diffi-

(1) Voir Arch. nat., F¹⁴ bis 7744 — F¹⁴ bis 7670 — F¹⁴ bis 7866.

culté de se procurer une main-d'œuvre intelligente, apte à se livrer à ce travail souterrain qui exigeait des connaissances précises, une main-d'œuvre expérimentée et sûre. Les entrepreneurs se rendaient parfaitement compte que le travail des mines voulait qu'on n'employât pas les premiers venus d'entre les ouvriers : « Différentes classes d'ouvriers, différents travaux à exécuter, différentes manœuvres à remplir et chacune de ces classes exige dans les ouvriers qui la composent une expérience dans les travaux souterrains plus ou moins longue... » (1).

Les ouvriers expérimentés étaient si rares que les patrons n'hésitaient pas à pratiquer entre eux les manœuvres déloyales du « débauchage » pour attirer sur leur exploitation les bons éléments employés sur une exploitation voisine et parfois même lointaine (2). D'ailleurs ces hommes si recherchés savaient la valeur de leurs services et profitaient de leur rareté et de la concurrence des compagnies :

« Qu'arrive-t-il dans la circonstance d'un nouvel établissement de ce genre, dans le voisinage d'autres plus anciens ? Les ouvriers demeurés font la loi à leurs maîtres ; menacent de les quitter et les abandonnent en effet, si on ne leur donne l'augmentation de gages qu'ils prétendent, et les compagnies, trop voisines des unes et des autres, s'entredétruisent de cette manière... La cherté excessive des bois, l'épuisement des forêts dans cette partie de la province, le préjudice qu'en souffrirait le service du roi en temps de guerre, la rareté des ouvriers et leur désertion d'une compagnie en d'autres si multipliées et si voisines les unes des autres, sont des raisons assez puissantes pour faire rejeter le projet de M. le Baron de Noyelles (3). »

Tubeuf qui dirigeait plusieurs exploitations était contraint de faire voyager ses bons mineurs de l'une à l'autre : « J'ai fait partir hier, écrit-il des mines d'Alais en avril 1783, six de mes meilleurs mineurs pour Paris où je vais les suivre pour reprendre nos travaux de Luzarche... » (4).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810. Saint-Saulve — Observations pour la compagnie

(2) Voir Arch. nat., E 2660^{bis}.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810. Saint-Saulve — Observations pour la compagnie de Saint-Saulve sur les demandes faites au roi en son Conseil par M. le baron de Noyelles et C^{ie}.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. passim.

On chercha de différentes façons à remédier à cette pénurie de main-d'œuvre qui arrêta l'essor minier ; on présenta divers projets, on proposa d'envoyer à l'École des Mines non seulement les enfants de directeurs, mais encore les fils des principaux ouvriers (1). Dans un projet d'édit sur les mines — que nous avons déjà étudié à d'autres points de vue — présenté à Bertin, en décembre 1775, par MM. Monnet et Montigny (2), nous trouvons ce paragraphe peu clair :

« La chose que je voudrais substituer à cet article serait que les entrepreneurs fourniraient des mineurs et autres ouvriers pour le service des exploitations qui en auraient besoin, à la réquisition du ministre d'en entretenir un certain nombre, pour être employés de même au besoin. »

Ces phrases obscures signifient que le gouvernement entreprendrait dans les mines un certain nombre de sujets, qu'à sa réquisition les entrepreneurs fourniraient aux exploitations qui auraient besoin de main-d'œuvre.

Un mémoire à l'Assemblée nationale (3) préconisait la suppression des mineurs militaires, ce qui, dans la pensée de l'auteur, aurait probablement fourni de la main-d'œuvre aux mines, et l'organisation des mineurs civils en corps militaire vêtu d'un uniforme, inscrit sur les registres de l'armée et mobilisable en temps de guerre.

Le projet le plus bizarre fut fourni par un nommé Hébert (4) : il consistait à affecter au service des mines « la quantité immense de criminels condamnés à mort » dont le supplice, affirme l'auteur, ne sert même plus d'exemple, mais qui, enfermés dans les exploitations souterraines, seraient au moins utiles. Ces condamnés auraient été employés dans les endroits les plus dangereux. On aurait occupé au reste de l'exploitation « les vagabonds et gens sans aveu... cependant n'ayant d'autre crime que la paresse, celui d'être à la charge de la nation et quelquefois de se faire craindre... »

Ces projets n'ont d'autre intérêt que de nous indiquer com-

(1) Arch. nat., T 522.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1312. *déj. cit.*

(3) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Mémoire par le sieur Hébert pour l'exploitation des mines de France.

bien la question de la main-d'œuvre faisait partie des préoccupations des industriels et quelle difficulté elle constituait pour eux.

Cette difficulté, ils la résolurent de quatre façons, c'est-à-dire que le personnel ouvrier des mines fut formé de quatre éléments :

- 1° les anciens petits propriétaires dépossédés ;
- 2° les ouvriers indigènes empruntés à la classe paysanne ;
- 3° les ouvriers d'industrie (tissages, brasseries, fonderies, menuiseries, forges, verreries, etc.) qui s'adaptèrent aux travaux des mines.
- 4° les ouvriers étrangers.

Il est certain qu'un grand nombre d'anciens exploitants libres devinrent des salariés — nous avons déjà étudié ce phénomène social — et passèrent au service des concessionnaires. Tubeuf déclare formellement qu'il a ouvert ses mines à ses anciens adversaires et que ceux-ci ont, en grand nombre, accepté ses offres. Si cet accommodement intervint dans une région où la lutte fut d'une violence particulière, il n'y a pas de raison pour qu'il n'ait pas été appliqué également dans d'autres provinces.

Un mémoire reçu par l'Assemblée nationale atteste que dans le Forez aussi les concessionnaires virent venir à leurs exploitations les petits propriétaires dépossédés. L'auteur du mémoire semble bien citer des cas qu'il a eus sous les yeux. Il en parle avec la violence des passions déchaînées :

« Il faudra toujours, dira-t-on, des ouvriers pour exploiter les mines. Mais est-il égal au propriétaire de devenir un simple ouvrier (*) ? Ses bras qui travaillaient la mine patrimoniale ne seraient plus que des bras mercenaires, c'est pour un maître, un usurpateur, qu'il portera le poids de la chaleur et des fatigues, qu'il arrosera de ses sueurs ce sol nourricier qui ne doit plus rien produire pour lui.

(*) (L'exploitation des concessionnaires est si mauvaise qu'ils n'occupent pas la dixième partie des ouvriers qu'on employait autrefois.) (1) »

Dans un autre mémoire relatif à la même région, essentiellement minière (2), on affirme que tous les ouvriers de la région

(1) Bibl. de Lyon. *Recueil lyonnais*, 365.908.

(2) Arch. nat., AD XIII⁴. Réponse des concessionnaires des mines de charbon du Forez au mémoire fait par le sieur Pérignon pour les propriétaires de Roche-La-Molière.

sont dans la misère depuis le départ des concessionnaires: « Roche-La-Molière est habité presque en entier par des ouvriers qui, loin d'agir contre la concession, livrés à la misère depuis le départ des concessionnaires, soupirent après leur retour ». Il est certain que parmi cette population de mineurs de Roche-La-Molière, on aurait retrouvé tous les anciens propriétaires exploitants.

A Rive-de-Gier, d'après une lettre de M. de Flesselles, intendant à Lyon, à Berlin (1), un accord est intervenu entre les propriétaires dépossédés et les concessionnaires, lors de la mise en possession de ces derniers, sous les auspices d'un M. de Myons. D'après cet accord, les entrepreneurs entraient comme salariés à la concession, avec un salaire fixé d'un commun accord.

Enfin le rapport de Renaux — cité plus haut — note en passant que les exploitations de charbon de terre sont utiles aux habitants « soit comme emploi, soit comme vente de denrées ».

Les entrepreneurs de mines, les directeurs de compagnies devaient tout naturellement songer à se procurer de la main-d'œuvre parmi les exploitants primitifs surtout, pour se concilier ceux dont ils prenaient la place et les désarmer. C'était là sans doute la raison essentielle de l'accueil que les concessionnaires réservaient aux propriétaires dépossédés dans leurs exploitations car ils ne devaient attendre d'eux ni une expérience utile ni des lumières particulières puisque c'était la routine de leurs travaux, leur inintelligence, leur désordre qui avaient provoqué le régime des grandes concessions et condamné définitivement l'exploitation libre. Il est évident cependant que les concessionnaires les employèrent partout où ils le purent, mais en les encadrant parmi des ouvriers plus expérimentés.

Sans qu'ils fussent mineurs de profession, les compagnies à la recherche de main-d'œuvre embauchèrent les habitants du pays qui, par le fait même qu'ils habitaient un sol charbonneux, étaient presque toujours voués à la misère et heureux de trouver des ressources stables et profitables dans l'industrie nouvelle. C'est un argument fréquemment invoqué, et sincère-

(1) Lettre du 30 mai 1768. Arch. nat., Fr⁴ bis 7722.

rement, par les avocats des grandes compagnies, que l'intérêt des populations à la conservation et au développement des concessions qui leur offraient du travail. Il vint aux lèvres de Mirabeau. De fait les hommes compétents qui dirigeaient les exploitations, les ouvriers étrangers qu'ils faisaient venir, apprenaient l'art du mineur aux habitants de régions entières, et cet art devint pour eux leur plus précieuse ressource, leur unique moyen d'existence : « Sans cet établissement, une partie du peuple des environs de Valenciennes et de Condé serait obligée de s'expatrier ou de demeurer en proie aux horreurs de la misère » (1). Très rapidement, les populations des régions industrielles, celles aussi dont les ancêtres avaient si pauvrement creusé la terre, mais qui portaient en elles l'atavisme de ces travaux souterrains, arrivèrent à donner des ouvriers utiles. Dès 1782, M. de Flesselles pouvait écrire : «... Ils (les entrepreneurs) se proposent d'employer des ouvriers connaisseurs et intelligents et il est aisé de se les procurer dans le pays » (2). Il s'agit du Forez.

Il arrivait souvent que le chômage d'autres industries fournissait aux mines des travailleurs dont la misère répondait de la bonne volonté ; quelquefois même sans chômage, des forgerons, des menuisiers et d'autres ouvriers de gros œuvres pouvaient s'employer utilement dans les exploitations de houille. Ces dernières épargnèrent par exemple à la région de l'Est de terribles détresses :

« Vous m'aviez fait l'honneur de me consulter à ce sujet et frappé des avantages que leur spéculation offrait au commerce et aux arts, ainsi que des ressources qu'elle présentait à la classe nombreuse d'ouvriers que l'inaction des manufacturiers de Sedan laissait sans aucun moyen de subsistance... » (3).

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Mémoire sur les mines de charbon du Hainaut français (1790). Les mineurs du Nord se répandirent pourtant dans toute la France, attirés probablement par de hauts salaires, recherchés pour leur expérience. Ils avaient travaillé sous des chefs de premier ordre. Si l'on en croit le projet d'édit présenté par Monnet à Bertin en 1775, Mathieu, directeur d'Anzin, a « fait quatre à cinq mille mineurs au moins » et en a fourni à toute la France. (Arch. nat., F¹⁴ 1312.)

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7622.

Le cas ne fut certainement pas isolé. L'industrie en général dut fournir aux mines de forts contingents d'autant que — pour certaines industries du moins — les unes et les autres avaient intérêt à se trouver rapprochées pour éviter les frais de transport du charbon. On peut croire d'ailleurs qu'à un certain moment et quoique les ouvriers étrangers fussent demeurés indispensables, on eut une tendance à préférer la main-d'œuvre indigène. Cette tendance fut-elle déterminée par le gouvernement, inquiet de certains mouvements dus au chômage, ou désireux de trouver, dans cette collaboration de la main-d'œuvre locale avec les capitaux des concessionnaires, un mode d'accord entre ces deux forces ennemies ? Toujours est-il qu'assez souvent les solliciteurs de concession peuvent se concilier la faveur du Conseil en promettant d'employer les ouvriers *du pays* et d'assurer du travail aux populations de la région. Morand (1) met à l'actif de Desandrouin la formation dans ses travaux d' « une pépinière des plus experts ouvriers qui nous mettent à même de nous passer de l'étranger pour conduire des entreprises de ce genre dans le royaume ». Voici, par exemple, dans le Forez, la demande de concession de Rousseau telle qu'elle a été transmise à Paris :

«... Le mémoire que vous trouverez ci-joint, par lequel M. Rousseau sollicite la permission exclusive d'exploiter les mines de charbon existantes dans la partie du Forez désignée par le plan de démarcation annexé à son mémoire, sous les offres d'employer à ces travaux et par préférence les ouvriers du Forez... » (2).

Parmi ces ouvriers indigènes, il n'y avait pas que des ouvriers de grosse industrie, fidèles et réguliers. Il y avait des ouvriers paysans, qui, aux mois où la terre ensemencée ne réclamait plus leurs soins, cherchaient à occuper les temps d'inaction, propriétaires terriens ou ouvriers agricoles. Ils gardaient des attaches paysannes, ils ne rompaient pas ce qui les liait aux champs, et, travailleurs accidentellement enfouis dans la mine, ils continuaient à rêver aux bons et grands labeurs de la glèbe. Souvent ces paysans n'appartenaient

(1) MORAND, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

pas à la région où ils s'embauchaient. Ainsi les Limousins et les Auvergnats, une fois leurs terres préparées, descendaient vers les mines du Languedoc. Ils formaient une classe de mineurs intermittents et dont l'irrégularité était gênante pour les concessionnaires. Ceux-ci s'en plaignaient souvent et demandaient que les ouvriers fussent astreints à donner leur congé six mois d'avance — ce qui prouve qu'il existait à cette époque de vrais contrats de travail de longue durée, et que l'embauchage à la journée ou à la semaine n'était pas universellement pratiqué :

« Cet abus consiste en ce que les ouvriers qui travaillent environ neuf mois de l'année dans ces mines abandonnent presque tous les ouvrages au moment où le besoin d'ouvriers pour les récoltes leur offre l'espoir de gagner quelques sols de plus. Cet abandon expose les extracteurs à des pertes considérables, vu que le défaut d'ouvriers empêche les travaux continuels pour l'épuisement des eaux. Dès lors les fosses se remplissent et il en coûte des sommes immenses pour les tarir. Il paraîtrait donc juste qu'un arrêt du Conseil ordonnât que ces ouvriers ne puissent pas quitter qu'en avertissant six mois d'avance. Cet arrêt a déjà été rendu, mais il faudrait en maintenir l'exécution » (1).

Dans l'ensemble, les ouvriers nationaux formaient donc une classe de mineurs assez médiocres et surtout ne pouvaient fournir — à quelques exceptions près — ni porions, ni contre-mâîtres, ni chefs de chantiers. Les entrepreneurs furent donc tous amenés à chercher dans les exploitations étrangères, plus anciennes et mieux organisées, les lumières et les expériences dont ils avaient besoin. Même dans le Hainaut français, la grande pépinière nationale de mineurs, les ouvriers habiles étaient à l'origine venus de l'étranger :

« Elle (l'exploitation) procure la faculté de vivre à près de 1500 hommes, qui s'établissent dans le lieu de l'exploitation, forment autant de familles et augmentent le nombre de citoyens de Sa Majesté » (2).

Gennété, qui fut un physicien de valeur, et qui, pour le compte de l'empereur d'Autriche, se spécialisa dans les mines, a très nettement défini le rôle indispensable des ouvriers étran-

(1) Arch. nat., F14 bis 7603. Voir aussi F14 bis 7893.

(2) Arch. nat., F14 bis 7810. *déj. cit.*

gers dans les exploitations françaises et la proportion dans laquelle on devait les mêler aux ouvriers nationaux (1) :

« On conçoit que dans un pays où il n'y a jamais eu de houillères et où l'on découvre cependant des veines abondantes en charbon de terre, il n'est pas possible d'en faire l'exploitation sans le secours d'ouvriers entendus et bien expérimentés dans ces sortes d'ouvrages. On ne peut obtenir de tels ouvriers que des lieux où ils peuvent se former, et quand on en a le nombre nécessaire pour un commencement, ceux-ci font des élèves, qui mettent bientôt en état de se passer des étrangers.

Les lieux où l'on peut trouver de ces bons houilleurs sont principalement le pays de Liège et Charleroi, qui sont les deux grandes écoles où ils se forment.

Pour établir une fosse à houille dans un pays où il n'y en a encore point eu, et avec des houilleurs étrangers, il faut :

Un maître garçon charpentier-machiniste.

Un maître garçon forgeron-serrurier-taillandier.

Six ou au moins quatre houilleurs-ouvriers.

Deux, ou au moins un, conducteurs de traîneau.

Ces conducteurs se nomment *hercheurs* et le traîneau est appelé *chien*. »

Dans une mine de charbon, il y a encore et surtout le maître ouvrier houilleur-ingénieur dont Gennété dit qu'il doit avoir de grandes capacités et qu'« un tel ingénieur de fosse, crotté et barbouillé de charbon conduira toujours infiniment mieux ses ouvriers que tout autre qui ne peut être aussi instruit par l'expérience et qui craindrait de s'exposer en visitant continuellement le plus profond des entrailles de la terre pour y diriger les autres ouvriers ». L'auteur ajoute : « Voilà le moins d'ouvriers étrangers qu'il soit possible de faire venir pour commencer un ouvrage, avec les autres ouvriers nécessaires qu'on prendra sur les lieux et qui seront conduits et dressés

(1) GENNÉTÉ, *Connaissance des veines de houille ou charbon de terre et leur exploitation dans la mine qui les contient*, 1774. Chap. intitulé : *Moyens de se procurer les ouvriers capables d'approfondir les bures, exploiter la houille avec les outils convenables...* M. Mathorey, inspecteur des finances, dans un travail intitulé : *La pénétration des Allemands en France sous l'ancien régime* (Revue des Etudes historiques, avril-juin 1916) étudie cette main d'œuvre étrangère dans les mines françaises, principalement dans les mines métalliques. « A Pont-Croix, en Bretagne, on avait pensé découvrir des mines de charbon et les échantillons avaient été soumis au citoyen Shereher, inspecteur des mines ; les mines de Saint-Georges en Anjou étaient exploitées en 1795 par une association des marchands de Tours qui occupaient surtout des ouvriers allemands.

par les étrangers. » Toute la pratique de la main-d'œuvre du XVIII^e siècle est dans ces lignes. Dès qu'ils furent aux prises avec les difficultés, les concessionnaires comprirent que seuls les ouvriers étrangers pouvaient leur offrir des garanties d'expérience suffisantes. Des cadres étrangers instruisant un personnel national, ainsi se présente la main-d'œuvre minière de cette époque (1).

Gensanne affirme que sur la plupart des exploitations on ne voit que des mineurs étrangers, allemands surtout, les Français ne s'adonnant pas volontiers aux travaux souterrains des mines (ce qui n'est pas juste) et un petit nombre d'entre eux seulement étant de bons mineurs, ce qui est plus exact (2). D'ailleurs en économiste, Gensanne remarque que cette invasion d'ouvriers étrangers augmente la masse des citoyens, la consommation des denrées et la production des fabriques françaises. Dans un autre ouvrage (3), il reconnaissait aux maîtres mineurs étrangers une culture pratique et même technique qui allait jusqu'à la connaissance de la géométrie souterraine.

Partout, dans toutes les exploitations, même les plus éloignées des frontières du Nord ou de l'Est, les mineurs flamands ou allemands sont appelés à grands frais. De Solages a douze mineurs flamands qui descendent trente-deux fois par mois dans la mine, à raison de vingt-sept sous par descente, plus le vin. Il entreprend lui-même des voyages à l'étranger pour en ramener un personnel expérimenté. C'est avec cent mineurs, la plupart étrangers, qu'il découvre ses veines de houille. Même les mécaniciens de ses machines hydrauliques, il les fait venir de Namur (4). Le comte de Flavigny, en Picardie (5), Giral en

(1) Nous n'avons trouvé que deux cas d'ouvriers étrangers qui ne rendirent aucun service à ceux qui les avaient fait venir et qui durent être renvoyés pour mauvaise conduite : l'un sur une concession près du village de Poix, en Hainaut. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7810) l'autre est signalé par Amelot sur l'exploitation de M. de La Chaise à Montcenis (Arch. nat., F¹⁴ bis 7866). Pourtant Duhamel, en 1789, déclarait, lui aussi, que la plupart des mineurs étrangers étaient fort ignorants (Arch. nat., F¹² 2231). Mais alors pourquoi toutes les exploitations en faisaient-elles venir à grand frais ?

(2) GENSANNE, *ouv. cit.*

(3) GENSANNE, *Géométrie souterraine ou traité de géométrie pratique appliquée à l'usage des travaux des mines*. Montpellier, 1776.

(4) *Revue historique du département du Tarn*, art. cit. Arch. nat., F¹⁴ bis 7893 — F¹⁴ 1311.

(5) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

Languedoc (1), le baron de Ronchamp et ses associés (2), le marquis de Lévi (3), Tubeuf, de Charost, les associés d'Anzin, tous appellent à leur aide la main-d'œuvre étrangère. Ils ne peuvent s'en passer ; elle est indispensable.

Le groupement ouvrier constitué par les mineurs n'eut aucune organisation, aucun règlement. La mobilité de ses membres, mode de recrutement, l'élément étranger qui se mêla au personnel national, la décomposition des anciennes organisations ouvrières, toutes ces causes empêchèrent une constitution de corporation, de confrérie (4). Nulle part nous n'avons trouvé trace d'une organisation secrète ou officielle quelconque.

Le besoin que l'industrie minière avait d'éléments étrangers empêcha le gouvernement — si dur pour les éléments nationaux — d'intervenir dans les rapports entre patrons et ouvriers en ce qui concerne les mines. Nous ne trouvons dans ce domaine ni réglementation, ni ces carnets ouvriers institués dans d'autres industries. L'ordonnance du 26 juin 1753, rendue à propos des contestations des mines d'Anjou et par laquelle « il fut fait... défense respective de recevoir et employer aucuns ouvriers qui auraient travaillé dans d'autres mines sans un congé par écrit de ceux qui les avaient employés, et auxdits ouvriers d'abandonner une mine pour travailler dans une autre sans congé par écrit sous peine de prison » (5), cette ordonnance reste absolument isolée et vaine, plutôt que les ouvriers, les patrons qui s'arrachaient leurs mineurs les uns aux autres.

Ainsi le corps des mineurs se développa dans une liberté absolue, sans règle et sans cohésion dans son sein même, sans contrôle ou direction de l'État ; celui-ci n'intervint jamais que pour protéger la vie des travailleurs et dans ce domaine réserva aux seuls capitalistes ou administrateurs la lourdeur de sa réglementation.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

(2) Arch. nat., E 2660^{bis}.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7622.

(4) BURAT, *Note sur le travail des enfants dans les mines*. Paris, 1868. L'auteur affirme que les mineurs étaient réunis en corporations dans le pays de Liège.

(5) Arch. nat., F¹² 1032.

D'une façon générale, mais bien entendu sans qu'il y ait rien d'absolu, les ouvriers mineurs sont partagés en catégories qui correspondent aux divisions du travail.

Autour de Saint-Étienne (1) par exemple, mentionnons, au fond de la mine, le *piqueur* qui fend et détache le charbon avec le pic ou un coin d'acier enfoncé à coups de marteau. La vie de ces hommes ne diffère pas sensiblement de celle des mineurs d'aujourd'hui sauf en ce qui concerne les conditions du travail : salaires, durée de la journée, etc. Ils travaillent à l'ordinaire douze heures par jour et se relayent en deux équipes. La journée paraît avoir été de même durée pour tous les ouvriers de la mine. Toutes les mines ne se présentent pas en vastes salles, semblables aux chambres des carrières, comme à Rive-de-Gier. Souvent les piqueurs enfouis et courbés dans d'étroites galeries respirent à peine. A la lueur de leurs « lampes sépulcrales » ils enfoncent le coin d'acier.

Dans les mines d'exploitation primitive, comme celles de cette région du Forez, le travail n'est divisé que très sommairement. Le *porteur* vient chercher le charbon détaché dans des sacs de toile de deux pieds de longueur. Une petite corde les ferme, terminée par un bâtonnet que l'ouvrier saisit aux dents. Il porte ainsi un poids de cent cinquante livres environ et appuyé sur un bâton, il se traîne le long des longues galeries obscures, grimpe en rampant dès remblais abrupts, s'accrochant des mains et des genoux et cherchant si profondément dans sa poitrine épuisée un souffle court qu'on entend en approchant de ces mines un halètement farouche (2).

Porteurs et piqueurs, dans ces exploitations primitives, tous ces pauvres êtres enfouis, enterrés vivants, condamnés au dur labeur de creuser, courbés en deux, des couloirs étroits, ou de porter des charges énormes, sont sans cesse menacés, tant les travaux sont défectueux, d'être écrasés par des masses

(1) ALÉON-DULAC, *Observations topographiques, physiques et critiques sur le climat, les maladies, la population, les arts et le commerce de la ville de Saint-Étienne en Forez par un patriophile* (1786), par feu M. Aléon (ou Alléon) Dulac, ancien avocat au Parlement, inscrit au nécrologe des hommes illustres de la ville de Lyon. B. N. mss. supp. fr. 1534.

(2) Nous avons cité dans la première partie de cette étude le pittoresque et tragique rapport du chevalier de Grignon.

qui s'écroulent ou, en escaladant les bords abrupts de la mine, d'être entraînés par le poids qu'ils portent, au fond des puits.

Il est cependant — et dans la même région — des exploitations mieux organisées où le sort de l'ouvrier est moins affreux (1). Ainsi à Rive-de-Gier le travail est mieux divisé et pèse moins lourdement sur chacun. Quand le piqueur a détaché le charbon, le *traîneur* le charge dans une *benne* ou *banne* (2), qui est parfois portée à dos de mulet, le plus souvent conduite par un *traîneur* qui accroche une chaîne de fer à un anneau et tire sur le bâton qui termine la chaîne. Ce travail, pourtant fort pénible, était assez souvent pratiqué par des femmes.

La benne arrive ainsi au carrefour, au bas du puits. Elle est chargée sur la *vargue* attelée de chevaux conduits par le *toucheur*. Le toucheur est presque toujours un enfant qui commence ainsi son apprentissage. La coutume d'employer des enfants dans les mines vient, paraît-il, du pays de Liège (3).

A la sortie du puits, enfin, le *marqueur* compte les bennes extraites.

Toutes les mines sont à peu près organisées sur le même modèle. Quelques noms d'ouvriers diffèrent seulement suivant les régions : les piqueurs sont appelés les *piocheurs*, par exemple. Quelques détails modifient encore l'aspect des mines de certaines provinces : à Anpin, les *traîneurs* sont aidés par des *chargeurs*, les chefs de chantiers portent le nom de *porions* qu'ils ont toujours conservé ; (ailleurs ils sont désignés sous le nom de *maîtres-mineurs*) ; à Anzin encore les bennes sont non

(1) Voir BROSSARD, *ouv. cit.*

(2) Les différentes sortes de bennes ou bannes, les divers moyens de transporter le charbon dans l'intérieur de la mine sont décrits dans un questionnaire officiel posé aux maîtres de forges et aux directeurs de mines :

« De quel moyen se sert-on pour transporter le charbon ? Est-ce avec des bannes ou grands paniers composés de jeunes brins de bois, ou avec des brins de (illisible) enlacés ou avec des caisses composées de planches minces ? Ces bannes se versent-elles dans les magasins avec les trains des charrettes ou des chariots, ou le charbon se vide-t-il par des portes pratiquées par dessous les voitures, ou par derrière ? Transporte-t-on le charbon dans des sacs chargés sur des camions ou à dos de chevaux et de mulets, ou enfin à dos d'homme ou de femme ? » Arch. nat., F¹² 1300.

(3) BURAT, *ouv. cit.* Parfois les veines étaient si basses et si étroites que, dans l'impossibilité d'y faire pénétrer des hommes, on y employait des enfants ou des jeunes gens. GRAR, *ouv. cit.*

pas tirées, mais traînées sur de petits traîneaux jusqu'aux seaux cerclés de fer qui remontent le charbon au jour, mus par des manèges de chevaux d'abord, par des machines à vapeur ensuite. Comme partout, la journée de travail est de douze heures (1).

A ces ouvriers mineurs proprement dits, il faut ajouter, sur les grandes exploitations, le personnel des maréchaux-ferrants pour la cavalerie de la mine, des forgerons pour les instruments et outils, des charpentiers pour les poutres des galeries, des manœuvres pour les maçonneries intérieures et les bâtiments.

Tel est l'ensemble des ouvriers d'une mine au XVIII^e siècle. Aléon-Dulac note qu'en dépit de leurs travaux pénibles et dangereux, de leur vie souterraine, de leurs longues journées de travail accomplies dans des conditions très dures, de leurs salaires minimes, ces hommes sont contents et heureux, habitués par atavisme et par entraînement à cette vie terrible.

Rien de ce que nous avons lu ne nous autorise à esquisser une psychologie complète du mineur. A peine quelques détails cueillis de-ci de-là nous indiquent-ils que ces hommes simples s'accommodaient en effet assez bien de cette misérable existence. Ils ne semblent pas en avoir eu conscience. En tout cas, nous n'avons pas retrouvé une plainte, nous n'avons pas entendu venir du passé un gémissement. Certes il s'ébauche dans la nuit de ces cerveaux des embryons de revendications au sujet de leurs salaires. Pas une fois dans leurs réclamations ils ne mettent leur vie maudite en balance avec leurs gains médiocres, qu'une ration de vin stipulée dans leurs conditions d'embauchage — surtout dans les mines du Midi — vient corser et qui est peut-être pour eux le principal. Au contraire, aux rares moments où nous avons pu les saisir hors de la mine, ils manifestent l'insouciance et la gaieté d'enfants ou de paysans facilement libérés des tristesses coutumières.

Leurs salaires, avons-nous dit, étaient médiocres. Il y a certainement eu confusion dans l'esprit des enquêteurs privés ou officiels qui ont prétendu que les salaires offerts par les concessionnaires étaient inférieurs à ceux payés par les petits pro-

(1) Voir encore ALÉON-DULAC, *ouv. cit.*

priétaires⁽¹⁾. La baisse des salaires, produite par les concessions, était un des arguments — faux d'ailleurs — des défenseurs des propriétaires. Nous voyons bien à la vérité à Rive-de-Gier des propriétaires payer 2 livres et 2 livres 10 sols par jour, ce qui est pour les mines du XVIII^e siècle un salaire très haut ; mais il était payé non à des ouvriers proprement dits, mais à des entrepreneurs de mines, c'est-à-dire à des directeurs-ingénieurs. Dans ces exploitations, le piqueur touchait 20 sols, le traîneur 15 sols, le toucheur 12 sols, les valets d'écurie 15 sols. Leur journée commençait à minuit et se terminait à midi. Les ouvriers recevaient en outre une benne de gros charbon par semaine. On leur fournissait les lampes et les outils. Ces salaires représentaient de hautes paies puisque, dans la même région, aux environs de Saint-Étienne, les ouvriers étaient le plus souvent payés en nature ⁽²⁾. Dans les autres régions de France, les petits propriétaires — à quelques exceptions près — exploitent eux-mêmes et n'emploient pas de main-d'œuvre.

Sous le régime de la libre exploitation, d'après le peu de documents que nous possédons, le salaire de l'ouvrier, sur les rares travaux où il est employé, est, au maximum, de 20 sols par jour et pour les piqueurs seulement, à ce qu'il semble.

Avec les concessions s'ébauchent des théories de salaire où l'on peut voir l'origine de la loi d'airain de Lassalle. On trouve dès lors des phrases dans le genre de celles-ci :

« La cause de l'avilissement des mines, dans un pays où les minéraux de toute espèce abondent plus qu'en tout autre de l'Europe, ne peut

(1) Voir Arch. nat., Fr4 bis 7744. passim.

(2) ROLAND, *ouv. cit.*, écrit que dans les mines de Saint-Étienne, les mineurs travaillent « aux pièces ». Les piqueurs touchaient neuf deniers par heure, les autres huit deniers. «... Ils se partagent les profits mis en commun pour les ouvriers de chaque carrière. » Ceux qui déchargeaient la benne hors de la mine recevaient comme salaire un quartier de charbon à chaque benne et arrivaient ainsi à toucher trente ou quarante sols par jour « y compris une benne aux traîneurs et deux aux piqueurs par semaine ». Nous ne pouvons tenir compte de ces renseignements peu sûrs, recueillis par un voyageur pressé. Nous n'avons retrouvé nulle part ailleurs l'indication que, dans ces exploitations de propriétaires, le travail fût payé « aux pièces », ni que le partage en commun des bénéfices généraux fût pratiqué. Aucun document ne fait allusion à cette organisation. De plus, le chiffre de trente à quarante sols, très peu précis, est un salaire que nous n'avons constaté nulle part, même au moment où les salaires augmentent dans de notables proportions. A ce taux-là, les entrepreneurs auraient eu plus d'avantages à payer moins et en espèces.

s'imputer qu'aux taux excessifs où étaient successivement parvenus les frais d'exploitation par la disproportion de la valeur intrinsèque de la subsistance de l'ouvrier avec les matières destinées à lui procurer : car le prix de la main-d'œuvre doit suivre nécessairement celui de la subsistance... » (1).

Adam Smith (2), pour la détermination des salaires, ajoutait à cette notion de subsistance la notion de difficulté, de désagrément et de fatigue.

Dominant ces théories économiques dont l'influence fut réelle, mais très restreinte, ce fut surtout la loi de l'offre et de la demande qui, en pratique, détermina le taux de la main-d'œuvre ; elle joua à peu près sous la forme où Stuart Mill la présenta plus tard : c'est-à-dire en faisant intervenir la puissance du capital dans la demande, tout au moins dans les régions où la main-d'œuvre fut sollicitée à la fois par les propriétaires et par le concessionnaire. Ce dernier n'eut pas toujours l'avantage. Ainsi nous voyons les ouvriers de Giral passer à des propriétaires qui leur offrent dix sous de plus par journée et une gratification de trois livres par ouvrier (3). La concurrence profite presque partout aux salariés ; et les propriétaires, subitement devenus philanthropes, insèrent souvent dans leurs plaidoyers *pro domo* qu'en accordant un privilège à la concession, on détermine une main-d'œuvre moins rémunératrice : « La concurrence maintenait la balance entre le maître de l'exploitation et ses ouvriers, elle les forçait à une justice réciproque, qu'on n'obtiendrait pas de l'intérêt isolé d'une seule exploitation ; elle procure à l'ouvrier un salaire raisonnable et lui assure les égards et les ménagements qu'il mérite en

(1) Arch. nat., T 1146. Essai historique sur les mines de Glanges. Il est vrai qu'aux mines de Glanges l'influence matérielle et morale de « l'ami des hommes » était importante.

(2) ADAM SMITH, *ouv. cit.* En 1835, RICARDOT, dans son étude intitulée : *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, écrivait cette phrase : « Le métal retiré de la mine la plus pauvre qui soit exploitée doit avoir au moins une valeur échangeable, non seulement suffisante pour payer l'habillement, la nourriture et les autres objets indispensables à l'entretien de ceux qui travaillent, à l'exploitation et au transfert du métal, mais il doit aussi rapporter le profit ordinaire à celui qui avance le capital nécessaire à l'entreprise. » Ricardot résumait à peu près ainsi les idées théoriques des hommes du XVIII^e siècle sur les salaires des mineurs.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

travaillant » (1). Quelques concessionnaires comprirent fort bien tout ce que cette loi de l'offre et de la demande fournissait de puissance aux ouvriers, surtout à une époque où la main-d'œuvre minière était rare ; et c'est pour en combattre l'effet que souvent ils s'opposaient à l'octroi de nouvelles concessions dans leur voisinage. En tout cas, dans la défense de leur monopole, la concurrence d'embauchage et la concurrence de vente sont pour eux des arguments de valeur égale. Le vicomte de Langle ayant demandé une concession dans le Hainaut pour le compte de Martorey, Sénac de Meilhan présente ses observations. Parmi elles, la quatrième résume toutes celles qui se produisirent en France sur le même objet :

« Sur ce que cette concurrence illimitée produirait encore l'effet d'augmenter la main-d'œuvre, ce qui forcerait les entrepreneurs à augmenter le prix de leur charbon, et par conséquent à courir à leur ruine.. » (2).

Ainsi les concessionnaires, directeurs, administrateurs de mines subissent la loi de l'offre et de la demande dans toute sa rigueur. Ils n'ont pas encore songé à s'unir pour la combattre et fixer un taux de salaire unique.

C'est sans doute pour régulariser les salaires, ou du moins les proportionner au travail fourni, qu'en présence de l'augmentation de leur taux, quelques concessions se décidèrent à adopter le travail « à la tâche ». C'était aussi la meilleure façon de forcer les ouvriers routiniers à accepter les méthodes nouvelles d'extraction auxquelles ils répugnaient. Ainsi, en 1769, sur une concession bourguignonne, Jars enseigne la méthode pour détacher le charbon pratiquée dans le pays de Liège. Il fait fabriquer un outil semblable à celui des ouvriers flamands et montre la manière de l'employer. Cette innovation présentait le très grand avantage de couper le charbon en gros bloc, de permettre à l'ouvrier d'en détacher presque le double par journée et de faciliter le nettoyage des petites veines terreuses qui sillonnent le charbon. Mais pour

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Mémoire à l'Assemblée nationale pour les habitants, propriétaires et possédants fonds de Graissessac, Camplong, Bousagues, etc.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810.

forcer les ouvriers à employer cet outil et ce mode de travail, Jars engage M. de La Chaise « à mettre les ouvriers à prix fait ; c'est un moyen de leur faire adopter la méthode que j'ai prescrite qui est la plus expéditive » (1).

A Anzin, en 1775, les piocheurs étaient payés à la tâche. Cette tâche consistait en une extraction de neuf pieds de long sur trois pieds de large dans toute l'épaisseur de la veine. Le salaire de la tâche était de quatorze sols, six deniers en 1775, de vingt sols en 1785 et de vingt-deux sols, six deniers en 1791. La moyenne de travail était une tâche par journée de douze heures. Quelques très bons piocheurs arrivaient à une tâche et demie, soit trente-trois sols neuf deniers. La tâche des traîneurs et des chargeurs était constituée par la remonte de 75 seaux ou paniers. En 1784, ils gagnaient 15 sols par tâche, 17 sols 1 deniers en 1791 (2). En 1791, à Anzin, le salaire moyen d'un ouvrier aux mines ne dépassait pas 90 centimes. En 1791, la compagnie d'Anzin payait annuellement 1.080.000 livres de salaires.

A Rive-de-Gier, il y a eu hésitation dans la fixation des salaires. Nous trouvons parfois le salaire à la journée, parfois le salaire à la tâche, surtout dans les mines de propriétaires. En ce dernier cas, le nombre de bennes extraites servait à déterminer le salaire ; les piqueurs recevaient 9 deniers par benne et 6 deniers en plus par benne de pérat, les traîneurs 8 deniers. Chaque ouvrier recevait en nature deux bennes par semaine de gratification.

Morand (3), dans son traité théorique de l'exploitation des mines de houille, examine la question du salaire à la tâche. Il reconnaît qu'elle est difficile à régler, que la tâche soit

(1) Arch. nat., F¹² 1300. Journal de voyage de Jars en Bourgogne.

(2) Voir MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.* et DIEUDONNÉ, *ouv. cit.* Un inspecteur envoyé en voyage d'étude en Allemagne nous donne à la fois le mode de paiement des ouvriers saxons et hanovriens et un point de comparaison avec les salaires des mineurs français. En Hanovre, un mineur gagne en moyenne deux livres par semaine, mais chaque mois l'ouvrier qui a donné un bon travail, qui n'a pas quitté son poste, reçoit une gratification. Ainsi pour une semaine de cinq à six journées, un ouvrier peut arriver à cinq livres. En Saxe, au contraire, l'ouvrier est payé à la tâche, soit environ 4 livres, quatre sols par semaine. (Arch. nat., F¹⁴ 1311.)

(3) MORAND, *ouv. cit.*

déterminée par la toise, par le quintal ou autrement. Si la tâche est déterminée par la mesure extraite, l'ouvrier pour aller plus vite et augmenter son salaire n'attaquera pas les galeries difficiles, il se contentera de travailler aux endroits qui produisent le plus et le plus facilement, parfois même aux fondements des piliers de soutien. Cette manœuvre est si fréquente qu'on lui a donné un nom spécial dans les mines du Lyonnais. On l'appelle « faire foudroyer ». Un concessionnaire de Bretagne se plaignait en 1755 de ce que le charbon « par la faute des ouvriers qui l'excavent à prix fait se hâche et se réduit pour la plus grande partie en poussière... » (1).

Un M. de Tilly, dont parle Morand, mais que nous ne connaissons que fort peu, estime que le travail à la tâche doit être déterminé par la mesure de la toise comme à Anzin, en distinguant la toise de charbon de la toise de roche. Quant aux enfants qui traînent le charbon, l'évaluation de leur tâche est variable suivant les paniers, elle est parfois de 15 ou 16 douzaines de paniers, parfois de 24. La longueur et la profondeur de la mine doivent ici intervenir, de même que pour les autres ouvriers : la difficulté de l'exploitation générale est un facteur important de détermination de salaires.

Le travail à la tâche est l'exception ; les ouvriers sont, à l'ordinaire, payés à la journée. Dans la concession de Rive-de-Gier, sous le régime du salaire à la journée, le piqueur, le marqueur et le traîneur reçoivent 20 sols par jour ; le toucheur, qui est le plus souvent un enfant, et qui conduit les chevaux, 10 sols seulement.

Dans les mines de la Réserve, aux environs de Saint-Étienne, presque toutes exploitées par des propriétaires, le voisinage des concessions et la nécessité de garder les ouvriers ont fait augmenter la main-d'œuvre. A Saint-Jean Bonnefonds, la journée du piqueur est de 1 livre 5 sols, celle du porteur et des autres ouvriers de 20 sols. A Saint-Genest, la journée varie de 20 à 24 sols plus le charbon nécessaire à l'usage des ouvriers. Dans ces mines, beaucoup de jeunes garçons, de femmes et de filles étaient employés au portage.

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

A Roche-La-Molière, la compagnie Rousseau avait fait monter le salaire journalier de 17, 18, 20 sols jusqu'à 22 sols (1).

Pour ce qui concerne le bassin de la Loire, les plaintes des habitants de Rive-de-Gier contre les concessionnaires semblent empreintes de la plus entière mauvaise foi (2). Nulle part, nous n'avons vu que les compagnies aient abaissé jusqu'à 17 sols le prix de la journée qui variait auparavant entre 20 et 30 sols, ni qu'elles aient mis à la charge des ouvriers l'huile et la mèche de leurs lampes, comme l'affirmaient les propriétaires. Non seulement la compagnie Rousseau fit monter le salaire, mais déjà d'Osmond payait à ses ouvriers de l'intérieur un salaire qui variait, en notre monnaie, de 1 fr. 20 à 1 fr. 65 par jour (3).

Giral — dont l'exploitation eut à une époque une grande importance — réglait aussi ses mineurs à la journée, 25 sols en 1789 (4).

Dans cette région du Languedoc, couverte de petites exploitations qui occupaient dix, douze ou quinze ouvriers, les salaires oscillaient entre 20 et 24 sols par jour pour les mineurs, avec cependant une tendance très marquée à se rapprocher plutôt de 20 sols. Il y a de rares exemples de salaires de 18 sols (5). Cette base de paie était réservée aux manœuvres (6). Sur la mine de Sauvesie, tout le personnel est payé au mois : (7)

(1) BROSSARD, *ouv. cit.*

(2) Bulletin de la Diana — 1900. *Plainte à l'intendant de Lyon pour les habitants de Rive-de-Gier, contre la compagnie exploitant les mines de charbon*. Communication de M. Alphonse de Saint-Fulgent.

(3) LESEURE, *ouv. cit.*

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Certificat du maire de la commune de Camp-long, département de l'Hérault, 18 vendémiaire an X. Réponse de Giral, 12 ventôse an X.

(5) Arch. nat., F¹⁴ 111.621. État de la mine de charbon de terre appartenant au sieur Béral, paroisse de Saint-Chamond, généralité de Limoges, ouverte en 1778.

(6) Arch. nat., *ibid.* — État de la mine de charbon de terre de Lapleau appartenant au sieur de Saint-Victor, paroisse de Maussac, généralité de Limoges, ouverte en 782 et État de la mine de charbon de terre appartenant au sieur Fournier, paroisse de Cublac, généralité de Limoges, ouverte en 1778.

(7) Arch. nat., *ibid.* État de la mine de charbon de terre de la Sauvesie, appartenant à M. Permont de Sauviac, paroisse de Vontezac, généralité de Limoges, ouverte en 1779.

Nombre des Manouvriers : 5 et Prix des Journées —		{ En hiver il y en a jusqu'à douze à quinze
Un à 30#	par mois	
Un à 24#	par mois	
Un à 18#	par mois	
Un à 15#	par mois	
Un enfant 12#	par mois	

La mine de Littry, la plus importante de la Normandie, fut inspectée par Duhamel en 1781. Elle avait un personnel de 207 ouvriers, divisés en deux catégories : les mineurs proprement dits dont le salaire était de 20 sols par jour et tout le personnel accessoire, palefreniers, charpentiers, hercheurs, conducteurs, apprentis, tournicoteurs, bûcherons, mineurs secondaires, trieurs, épelucheurs, tireurs d'eau dont les salaires qui atteignaient rarement 20 sols, pouvaient tomber jusqu'à 10 sols. Voici d'ailleurs la feuille de paye d'un mois que Duhamel transmet au ministre dans son rapport d'inspection :

3 — Maréchaux, un à 30# et les autres à 24# cy	78#	»	»
3 — Charpentiers à différents prix.....	75	»	»
1 — Pourvoyeur par mois	20	»	»
4 — Palefreniers à 20# chacun	80	»	»
48 — Mineurs à prix fait qui gagnent chacun environ 30# par mois cy	1440	»	»
8 — Conducteurs de chevaux aux machines à molettes, on les nomme Molineurs, à 12# chacun par jour, ce qui fait par mois.....	144	»	»
2 — Enfants pour mener les chevaux de l'écurie aux machines, 10# chacun par jour, monte à.....	30	»	»
3 — Boiseurs des souterrains à 15# par jour ouvrable, pour 26 jours dans le mois, fait la somme de (1).....	60	10#	»
9 — Tournicoteurs à 15# par jour faisant pour 26 jours de travail.....	175	10	»
3 — Mineurs pour l'approfondissement du puits Morenday à 15# par jour.....	60	10	»
5 — Bûcherons journaliers à 15# par jour cy par mois.....	97	10	»

(1) Nous avons recopié les chiffres sans changer des calculs parfois faux.

3 — Apprentifs mineurs à 12 ℓ cy	46	16	»
6 — Autres conducteurs de chevaux qui sont chargés de vider les tonnes à 12 ℓ par jour	408	»	»
14 — Journaliers employés à la superficie faisant pour 26 jours de travail à 12 ℓ par jour	218	8	»
41 — Rouleurs de charbon dans les souterrains, on les nomme horcheux, à 12 ℓ l'un, faisant en total pour les vingt-six jours	639	12	»
40 — Idem, à 10 ℓ par jour cy	520	»	»
23 — Tireurs ou piseurs d'eau dans les puits souterrains à 24# chacun par mois ..	552	»	»
25 — Trieurs ou éplucheurs de charbon à leur tâche à 40 ℓ du cent de boisseaux qui gagnent environ 20# chacun par mois ce qui fait en tout cy	500		(4)

En Alsace, aux mines de Sainte-Croix, le maître mineur gagne 31 livres par mois, les mineurs charpentiers 1 livre par jour, les mineurs 18 sols, les manœuvres 17 sols, les apprentis 15 sols. Dans le bailliage de Saint-Diez, le maître-mineur de Saint-Hippolyte a 34 livres 8 sols mensuellement, les mineurs-briseurs 20 sols par jour, les autres 17 sols 8 deniers, les manœuvres 16 sols. L'Alsace a de bas salaires : il n'y a presque point de concurrence (2).

Pour la même raison, à Wassy, près d'Avalon, les ouvriers ne gagnent que 12 sols (3), et à Epinac 15 sols en hiver et 17 sols en été (4), différence établie probablement pour les retenir au temps de la moisson. Partout la journée de travail est de douze heures. Cependant à Valdonne (5), en Provence, les ouvriers — surtout ceux employés à l'épuisement des eaux — ne

(1) Arch. nat., F¹⁴ 111.620. Mines et minières de la Basse-Normandie — année 1781. Inspection de Duhamel.

(2) DIETRICH, *ouv. cit.* Cependant Germain MARTIN, *ouv. cit.*, affirme qu'à Sarrebrouck, le piqueur gagne une livre quatre sols par jour.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(4) Arch. nat., *ibid.*

(5) *Pages libres, art. cit.*

travaillent que de six heures du matin à cinq heures du soir avec une heure d'arrêt à midi et gagnent 27 sols en 1789 (1).

Ces taux ne s'appliquent qu'aux ouvriers indigènes. Il est certain que les mineurs étrangers, le maître-houilleur, le charpentier et le forgeron qui gagnent chez eux de 30 à 40 sols en moyenne par jour, les simples houilleurs qui touchent de 15 à 20 sols, ne se dérangent, ne s'expatrient que s'ils reçoivent un salaire supérieur (2). Les concessionnaires qui les appelaient faisaient de lourds sacrifices. Sur la concession de de Solages, les avantages dont ils jouissent sont fort sensibles. Ses douze mineurs flamands font chacun 3 entrées par mois dans la mine, à raison de vingt-sept sols par entrée, plus le vin. Ses ouvriers indigènes, occupés à divers travaux, ne touchent que 17 sols par jour, plus le vin. Le Flamand qui entretient les machines est payé 60 livres par mois. L'inspecteur des travaux souterrains touche 6 livres par jour et une barrique de charbon (3). Quatre valets qui pansent les chevaux et font tourner les machines d'extraction ont un salaire de 15 sols par jour. Le charpentier qui prépare le boisement a une livre, le mesureur est payé à l'année : 250 livres, le receveur garde-magasin 150 livres (4). Le maître-mineur de Saint-Chamond est payé 50 livres par mois, même salaire au maître-mineur de Sauvesie. Comme partout ailleurs, les chefs de chantier étaient probablement des étrangers (5) ; à Littry il y a six maîtres-mineurs, 3 à 36 livres et 3 à 30 livres par mois (1).

La mine de Montcenis qui, entre toutes, nous a laissé tant de papiers intéressants, ne nous a malheureusement pas transmis de comptes détaillés de salaires. La comptabilité que nous

(1) Le plus haut salaire que nous ayons relevé a été adjugé près de Nantua à deux mineurs occupés à chercher un gisement : trois livres par jour. Mais il faut dire qu'il est signalé par un demandeur qui fait valoir ses efforts et sa largesse pour obtenir une concession, ce qui rend son témoignage suspect. Arch. nat., F¹⁴ bis 7592.

(2) Voir GENNÉTÉ, *ouv. cit.* et Arch. nat., F¹⁴ bis 7592.

(3) JOLIBOIS, *ouv. cit. Revue historique du département du Tarn.*

(4) Arch. de l'Hérault, C 2721. Déclaration du chevalier de Solages.

(5) Arch. nat., F¹⁴ III.621. *déj. cit.*

(6) Arch. nat., F¹⁴ III.620. *déj. cit.*

possédons (1) des recettes et des dépenses faite par le sieur Bettinger, caissier de la fonderie royale du Creusot à l'époque du 31 décembre 1786, ne contient que des sommes globales. Ce caissier centralisait les comptes des divers chefs de chantiers. Ainsi nous lisons que l'état fourni par le sieur Baissé, pour recherches et extraction de charbon, monte à 44.412 livres, 2^s, 7^d, que le comptable a de son côté payé 36.198 livres, 18^s, 4^d suivant divers autres états. Mais comme on ne nous indique pas le nombre d'ouvriers, ni les dates auxquelles ces sommes sont imputables, nous ne pouvons point tirer de conclusion de ces comptes ni nous y arrêter longtemps. Nous ne pouvons que noter des indemnités accordées aux mineurs étrangers pour leurs frais de route personnels ou ceux de leur famille : 36 livres à Decamp, mineur, pour sa famille qu'il a fait venir de Flandre au Creusot ; 24 livres à Denin (de Valenciennes au Creusot) ; 350 livres à Dundilly, garde-magasin (venu avec sa famille de Flandre au Creusot) ; 600 livres à Baissé lui-même qu'on a appelé de Valenciennes avec sa famille.

Signalons en passant que, dans la même comptabilité, on relève encore la somme de 2032 livres 3 sols payée aux ouvriers de la mine de Blanzey occupés à réparer les galeries, la galerie d'écoulement, à épuiser les eaux et à entamer le charbon. Ces renseignements sont très vagues et s'il était nécessaire de les indiquer, il est impossible d'en rien conclure.

De l'ensemble des documents que nous avons pu recueillir au sujet des salaires, il ressort que si l'on établit une moyenne approximative entre les salaires des mineurs étrangers et ceux des mineurs indigènes, cette moyenne donne pour la journée de douze heures du piqueur de 20 à 22 sols, du charpentier et du forgeron, 20 sols, du marqueur, 20 sols, des manœuvres, traîneurs ou autres, 16 sols. Les enfants étaient par-tout payés 10 sols. Nous ne possédons aucune indication sur le salaire des femmes.

Sur toutes les exploitations ou presque toutes, les employeurs ajoutaient aux salaires des rations de vin et fournissaient les outils et la lumière.

(1) Arch. nat., F¹⁴ 105.257. Fonderie royale du Creusot. Compte des recettes et dépenses faites par le sieur Bettinger, caissier de la fonderie du Creusot à l'époque du 31 déc. 1786.

La moyenne que nous venons d'indiquer s'applique à la période qui va de 1744 à 1789. Dès le début de la Révolution, les salaires eurent une tendance marquée à augmenter à mesure que « les maîtres des mines se feuillantisaient » (1) et surtout que l'immense espoir et la conscience nouvelle, engendrés par le grand mouvement se développaient chez les ouvriers de toutes catégories. L'élévation des salaires fut un prétexte à réclamation de la part de nombre d'entreprises, Montcenis entre autres (2). Dans le Hainaut et l'Artois, les salaires passèrent successivement d'une moyenne de 0 fr. 90 à 1 fr. 55, monnaie actuelle. Sur certaines concessions, par exemple à Boussagues, chez Giral, les salaires atteignirent 2 francs par jour (an X) (3). Le 29 vendémiaire an III, Giral écrivait déjà à l'agence des mines de la République : «... En 25 années... les journées de 12 à 15 sols sont montées à 45 sols ». Pendant la Révolution (1792) dans le district de Valenciennes, les ouvriers refusent de travailler pour le prix — par pause — de 42 sols pour les mineurs et 36 sols les encloueurs et les hercheurs. Le registre des délibérations du district ajoute : « Considérant que ce prix comparé à celui de 1790 atteint la plus grande hauteur du maximum pour le travail des ouvriers... » (4). L'augmentation des salaires avait commencé dès 1773, selon un mémoire justificatif de ce même Giral. Le prix des denrées, qui avait presque doublé, avait amené 10 à 12 sols d'accroissement de salaires par jour (5).

Les ouvriers — il faut l'indiquer pour compléter cette étude sur les salaires — étaient assez souvent les dupes d'aventuriers ou simplement victimes d'exploitations malheureuses ou des circonstances.

Le Roy, ingénieur des mines d'Argentan (Bas Limousin), est

(1) JAURÈS, *Histoire socialiste*, tome IV.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7867.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(5) Nous ne pouvons parler ici des employés adjoints aux mines, ceux qui conduisaient les mulets chargés de charbon de la mine aux lieux de vente. Qu'il nous suffise d'indiquer que dans une des mines les plus retirées, perdue dans le Puy-de-Dôme, à deux journées de marche d'un centre, on comptait quinze sols par jour pour la nourriture et les profits d'un homme conduisant 4 mulets. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7622.)

abandonné sans nouvelles, sans argent. Il fait sur ses propres fonds des avances aux ouvriers :

« Encore la compagnie me blâme d'avoir donné des acomptes aux ouvriers. Ces gens-là pouvaient-ils vivre sans argent ? J'ai même été obligé de répondre pour eux à un boulanger, sans quoi ils n'auraient pu avoir du pain faute d'argent » (1).

Tubeuf est souvent accusé par ses ennemis de mal payer ses ouvriers (2) et de fait il semble qu'il eut à soutenir de ce chef nombre de contestations. Tubeuf n'était pourtant pas un aventurier mais un audacieux qui manquait d'équilibre.

Ce n'est pas le cas du chevalier d'industrie que nous avons déjà rencontré, Moniotte. Une enquête fut ouverte à son sujet. Pas un de ses ouvriers mineurs n'avait été payé, quelques-uns — les plus heureux — avaient reçu de maigres acomptes (3).

Il y a aussi des cas de chômage, indépendants de la volonté de l'employeur, lorsque par exemple pendant de longs mois, un entrepreneur attendait sa concession définitive sans oser engager de nouveaux frais et sans vouloir renvoyer ses ouvriers, la main-d'œuvre étant difficile à se procurer (4).

Les ouvriers mineurs jouissaient de certains avantages qui compensaient jusqu'à un certain point la médiocrité de leurs salaires. Nous voulons parler des œuvres d'assistance en cas de maladies, d'accidents; des retraites personnelles, des retraites aux veuves. Il y eut certainement sur les concessions un effort de solidarité qui semble exceptionnel dans le domaine industriel à cette époque. Cet effort fut-il inspiré par la nécessité de s'attacher des ouvriers difficiles à recruter ? Il ne semble en tout cas procéder d'aucune théorie philanthropique, du moins nous n'en avons trouvé aucune allusion. Il est plutôt permis de supposer que les concessionnaires pensaient entrer dans les vues du gouvernement et se concilier sa faveur en prenant certaines mesures favorables aux ouvriers ; du moins on est fondé à faire cette hypothèse en constatant la façon dont ils font sou-

(1) Arch. nat., F14 bis 7656. Lettre de Le Roy, 29 juillet 1783.

(2) Arch. nat., F14 bis 7682. passim.

(3) Arch. nat., T 522. déjà cit.

(4) Arch. nat., F14 bis 7744 — F14 bis 7666.

vent étalage vis-à-vis des pouvoirs de leurs efforts humanitaires. L'inspiration vint sans doute de l'étranger. En Suède, l'État avait fondé un hôpital dès 1696. Les mineurs blessés ou hors d'état de travailler y étaient recueillis, entretenus aux frais du gouvernement et recevaient en plus une pension de dix-huit thalers par mois (1). En Allemagne et en Hongrie, chaque mine instituait une caisse pour les mineurs invalides et les veuves des ouvriers morts au service des mines (2).

En France, pour être moins généralisé, l'usage s'était pourtant répandu d'assister les ouvriers mineurs ou leurs veuves. Ces embryons d'organisation sociale étaient l'œuvre des compagnies. Les petites exploitations de propriétaires y étaient demeurées totalement étrangères, abstention qui les mettait en mauvaise posture. C'est pour lutter contre le pénible effet de cet égoïsme que le département de Rhône-et-Loire demanda aux Comités d'agriculture et de commerce, dans son projet de réglementation des mines de charbon, à la fois de rétablir la liberté d'exploitation des propriétaires (art. 1) et d'établir une imposition de trois deniers par benne de charbon extraite pour servir entre autres « à pensionner les ouvriers qui auraient mérité une pension de retraite ou leurs veuves, lesquelles pensions seront accordées par le directoire du département, sur l'avis du directoire du district » (3).

Rousseau, faisant appuyer sa demande de concession, s'engageait à accorder « aux ouvriers et à leurs familles, toutes sortes de facilités et de secours... » (4). Anzin distribuait une somme considérable « aux malades, aux blessés, en pensions viagères aux veuves des ouvriers » (5). Mirabeau, dans son discours sur les mines, estimait cette somme à plus de 100.000 livres annuelles, et il ajoutait : « Je demande si les propriétaires du sol

(1) *Dictionnaire des Sciences*.

(2) Arch. nat., AD XVIII^e 109. Mémoire sur la propriété des mines et minières en France. Dans ces pays, la solidarité s'était étendue aux entrepreneurs de mines eux-mêmes. Toutes les mines d'une région fondaient une caisse de faveur pour venir en aide aux mines pauvres et en perte. Les fonds de cette caisse étaient constitués par le dixième, vingtième ou autres quotités des produits extraits des mines riches.

(3) Bibl. mun. de Lyon. Fonds COSTE, 110.037.

(4) Arch. nat., F14 bis 7744.

(5) Arch. nat., AD XIII^e 4.

auraient pu tenter une aussi vaste entreprise ». Il nous paraît tout à fait remarquable, non que les compagnies aient assuré des secours aux ouvriers blessés, mais que, dès cette époque peu pitoyable aux basses classes et peu tendre envers les ouvriers d'industrie, quelques entreprises minières aient songé à organiser des retraites pour les ouvriers invalides et surtout pour leurs veuves. Peut-être les compagnies, par cet essai d'assistance, ont-elles voulu empêcher la création d'associations de secours mutuels qui se seraient vite transformées en corporations ; elles se souciaient peu de voir la force et la cohésion des ouvriers venir compliquer encore le problème de la main-d'œuvre.

Certaines mines — peut-être toutes, mais nous ne pouvons l'affirmer — avaient organisé un service médical ; et d'après les documents que nous avons trouvés, il était d'une indiscutable utilité, car le nombre des malades et des blessés apparaît comme très grand. A la mine de Pontpéan (1) qui est exploitée par la compagnie de M. de Beaumont, on se refuse à fonder un hôpital dont la construction ruinerait la compagnie, assure-t-on, car il devrait contenir trente lits au moins et coûterait en linge, batterie de cuisine, drogues, nourriture, etc., 12.000 livres annuellement. Mais les mineurs ou autres ouvriers blessés sont pansés immédiatement soit chez eux, soit dans leur baraquement. Le médecin, qui s'appelle M. Chéron, reçoit un bon pour chaque ouvrier malade. A ce médecin sont adjoints un chirurgien et deux garçons. Pour quatre mois de médicaments, de linge à pansements, d'honoraires et de gages, il a été payée par la compagnie 4,622 livres 11 deniers. L'administration de l'entreprise songe à établir une pharmacie, à appointer à l'année un médecin pour les maladies, très nombreuses en été, un chirurgien pour les accidents. Elle pense pouvoir réaliser ainsi une économie et arriver à la somme de 3.500 livres comme frais de secours. Pendant l'été, il y a jusqu'à cent malades par jour.

La compagnie du Creusot a installé un chirurgien, M. Audi-vert, à la mine de Montcenis, et un autre, M. Peschy, aux fonderies du Creusot. Ces deux chirurgiens exercent leur amour-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311. Lettre de de Beaumont. 29 déc. 1757.

propre aux dépens des malades. Audivert étant absent et ayant d'ailleurs refusé la veille de donner ses soins à un de ses malades sous le prétexte qu'il était perdu, on vient chercher en hâte Peschy, l'état du patient inspirant les plus grandes alarmes — il mourut le lendemain. Peschy se borne à changer un vieux pansement qui séchait sur la plaie (1). Ce n'était qu'un acte d'humanité. Audivert le prit très mal et attaqua son collègue d'après l'article 82 du titre 10 des statuts généraux des chirurgiens (1730).

La compagnie du Creusot faisait encore traiter ses malades et blessés à l'hôpital voisin. Les comptes de son caissier (2) portent quittance de la supérieure de l'hôpital de diverses sommes formant un total de 1889 livres, 12 deniers, dont 1573 journées de malades à 24 sols par journée.

L'assistance se manifeste quelquefois sous une autre forme. Aux mines de Carmaux par exemple, de Solages prétend que pour engager les ouvriers à ce travail dur et pénible des mines, il leur distribue outre le vin coutumier « d'autres choses qu'on est obligé de leur donner abondamment » (3).

Presque toujours les mineurs sont logés aux frais de la compagnie. Cette coutume s'explique par le fait que les mines sont le plus souvent situées dans des pays isolés et sans ressources. C'était là, pour les ouvriers et les patrons, une difficulté sérieuse. Ainsi les concessionnaires de la mine du Grand-Denis, territoire de Flauguebouche, sont fort gênés : durant le temps de leur concession provisoire, ils ont fait construire deux hangars de cinquante pieds de longueur sur trente à quarante pieds de largeur, en bois de sapin, pour loger leurs ouvriers ; la mine est située à une lieue et demie de tout village, et les che-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 105.256. Lettre d'Amelot du 11 mai 1787.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 105.257. *déj. cit.* Le Creusot s'occupa aussi de la direction religieuse de son personnel. La population du village avait passé de trois ménages de mineurs ou métayers à 1389 individus. On prévoyait que le nombre d'habitants monterait à 3.000. Le Creusot était divisé entre le diocèse de Chalons et celui d'Autun, mais n'était pas desservi. La compagnie fit construire un petit oratoire provisoire, M. de Wendel demanda à l'évêque d'Autun d'ériger le Creusot en cure, et de prier le roi de faire construire une église pouvant contenir 2.000 personnes et d'établir une école. Arch. nat., F¹⁴ 105.256. Établissement d'une cure au Creusot près de Montcenis en Bourgogne (1789).

(3) Arch. de l'Hérault, C 2719.

mins sont impraticables. Ces baraquements sont insuffisants. Les ouvriers abandonnent le travail « faute de logement et par rapport aux difficultés qu'ils éprouvaient de pouvoir se procurer les choses nécessaires pour leur subsistance... le défaut de logement, pour ce qui les concerne leur occasionnant des voyages et des dépenses considérables. »

Nous voyons partout les entrepreneurs attendre la concession définitive pour hâter « la construction des bâtiments nécessaires pour y recevoir et loger un nombre suffisant d'ouvriers » (1). Presque toutes les compagnies sont obligées de loger leurs ouvriers. Tubeuf ne le fait pas à Alais, parce que la ville est proche, mais partout où l'exploitation est éloignée d'un centre, il fournit le logement, au moins à une partie de son personnel, par exemple en Bretagne : il loge sur ses mines deux commis et six maîtres mineurs. Les autres sont des ouvriers embauchés sur place et qui ont leur habitation (2).

Le marquis de Bermond, sur ses mines du Languedoc, eut, avec son intelligence supérieure et ses facultés d'organisateur, l'idée de la maison ouvrière particulière. Saint-Priest écrit à Bertin (3) « qu'on a construit de petits bâtiments pour loger les ouvriers ».

Anzin, Vieux-Condé n'étaient composés que de quelques maisons. Quand la houille y fut découverte et qu'une grande exploitation s'y établit, on dut faire venir des ouvriers de l'intérieur de la France, surtout de l'étranger, et on se préoccupa de les abriter, « il n'y eut d'autre moyen de les fixer qu'en leur bâtissant des demeures qui leur procuraient la satisfaction de vivre avec leur famille » (4).

Aux mines de Montcenis, de La Chaise avait d'abord établi des « loges » (5). La société de Wendel qui lui succéda fit mieux

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7666.

(2) BARDON, *ouv. cit.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Lettre du 24 novembre 1777.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 7820. Rapport fait par G. Castiau, directeur provisoire des mines d'Anzin, Fresnes et Vieux Nord libre, à l'agence des mines de la République concernant les biens-fonds appartenant à la société desdites mines — 17 pluviôse, 3^e année de la République une et indivisible.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7666.

encore. Elle loua les meubles et ustensiles aux ouvriers (1). Mais ces objets loués étaient journellement détériorés, toute surveillance étant impossible. Bettinger, le caissier, désireux probablement d'augmenter ses appointements, proposa à la compagnie de lui racheter pour le prix de 2.201 livres, prix d'estimation, « les effets et meubles existant chez les ouvriers de la fonderie et chez ceux de la mine de charbon », et de tenir pour son compte une agence de location de ces objets, devenus sa propriété. Le tarif qu'il propose à l'examen de la compagnie, sauf revision des experts, nous offre un curieux document sur l'ameublement, la vie et le prix de la vie des ouvriers mineurs à Montcenis. Voici ce tarif :

« Loyer par mois.

Un bois de lit.....	6 sols
Une pailleasse	10 »
Une paire de draps.....	12 »
Blanchissage desdits	4 »
Deux couvertures communes.....	10 »
Un traversin	2 »
Total par mois pour deux ouvriers.....	2 livres 4 sols.
Un matelas	1 » 10 »
Une couverture blanche	15 »
Un lit de sangle	6 »

Il résulte d'après ce détail que chaque ouvrier ne paiera que 22 sols par mois pour son lit, sans matelas, ce qui paraîtra modique en raison de la malpropreté des ouvriers et du peu de soin qu'ils ont pour ces sortes d'effets. »

Bettinger prenait même le blanchissage des draps à forfait. Il est difficile de savoir si les prix proposés par Bettinger étaient élevés ou bas. Cependant il semble que pour l'époque, la location d'une paire de draps d'ouvriers à 12 sols par mois ressort assez élevée. Bettinger exceptait de la combinaison les principaux employés « parce qu'on pense que l'intention de M. de Wendel n'est pas de leur en (des meubles) faire payer le loyer ». Les principaux employés étaient donc favorisés. Bettinger posait quelques conditions. Il demandait à M. de

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866, déj. cit. C'est le seul cas que nous ayons rencontré et nous ignorons si, sur les autres concessions, les ouvriers se meublaient eux-mêmes ou étaient meublés aux frais de la compagnie.

Wendel de violer à son profit une sorte de secret professionnel et de lui indiquer « ceux des ouvriers qui ne seront point dans le cas de payer leur lit ». Bien mieux, pour ne rien perdre, il proposait à la compagnie de payer pour eux la location de ce meuble en manière de gratification, ou encore de continuer à faire la location pour son compte, à elle, compagnie, à ceux des ouvriers qu'elle savait insolvable. En un mot, Bettinger ne voulait pas courir de risques. De plus, dans le projet du caissier, les ingénieurs et employés de la fabrique devaient tenir la main à ce que le matériel ne fût pas détérioré et assurer un droit de visite au loueur avant que le congé ne fût donné aux ouvriers, afin qu'il pût faire les retenues nécessaires pour le couvrir. Bettinger demandait en outre un monopole, c'est-à-dire qu'aucun autre meuble que les siens ne pût entrer en location dans les bâtiments ouvriers. En marge, M. de Wendel a écrit :

« Il paraît injuste d'ôter à l'ouvrier la liberté de louer des meubles ailleurs que de M. Bettinger, s'il les trouve à meilleur marché. (A Paris, 28 juin 1786. Signé : Wendel.) »

La soumission fut acceptée le 10 novembre 1786 pour la somme de 2.565 livres, 8 sols, payables en deux termes. Nous ne connaissons que deux des conditions du cahier des charges. Bettinger ne pouvait pas livrer aux ouvriers les meubles au-dessus du prix d'estimation de la compagnie et d'autre part, un tiers, le sieur Dululu, était chargé de faire la visite des meubles de l'ouvrier qui quittait la fabrique et de retenir sur les salaires la somme des réparations évaluées.

La compagnie de Wendel s'occupa de la nourriture de son personnel. Elle envisagea d'abord l'éventualité de créer au Creusot une auberge en y consacrant une somme de 30 à 40.000 livres, probablement pour la faire tenir à son compte. Finalement, elle accepta la proposition de faire restaurer et arranger, moyennant 6.000 livres, la maison déjà affectée à ce service et elle donna à bail la boulangerie à un entrepreneur qui proposait d'y faire 150 à 200 livres de frais.

L'administration du Creusot — qui, rappelons-le, comprenait une mine dans son entreprise, ce qui nous autorise à longuement étudier les très intéressants papiers qu'elle nous a laissés — l'administration du Creusot était allée plus loin en-

core dans son intervention en ce qui concernait la vie matérielle de son personnel. Elle avait assuré au profit des cabaretiers, bouchers, boulangers et maîtres de pension, des retenues, le jour du payement, sur les salaires des ouvriers endettés. Cette pratique, outre qu'elle compliquait singulièrement le travail de la comptabilité, excitait les ouvriers à faire des dettes et elle leur donnait la facilité de se livrer à des excès. La compagnie songea à prévenir purement et simplement les fournisseurs qu'il ne serait plus fait de retenues à leur profit. Mais cette solution n'aurait eu pour effet que de remplacer une complication par une autre, car alors les saisies judiciaires se seraient exercées avec rage sur les salaires. La compagnie adressa donc une requête au Conseil pour demander que, par interprétation de l'arrêt du Conseil du 26 mai 1782, l'intendant de Bourgogne fût appelé à connaître des contestations entre ouvriers et fournisseurs (1).

L'intendant ne se souciait pas de ce surcroît de besogne. Il trouva toutes sortes de bonnes raisons pour décliner cette extension de pouvoir : crainte de mécontenter les juges ordinaires, crainte que la suppression du crédit aux ouvriers ne fût une excitation à des dépenses au cabaret qui les priveraient du nécessaire, etc...

Les documents que nous venons d'analyser concernent le Creusot et la mine de Montcenis. Dans cette région, les mineurs ont vécu uniquement en ouvriers industriels et, à côté de leur travail normal, ils ne se sont point adonnés à l'agriculture comme dans d'autres régions. Aussi parmi les fournisseurs chez lesquels les ouvriers contractaient des dettes, trouvons-nous le cabaretier que nous ne rencontrons nulle part ailleurs. Nous avons vu d'autre part que le nombre d'ouvriers indigènes était, à Montcenis, insignifiant ; il est permis de supposer que parmi les mineurs groupés à Montcenis, venus de toute la France et même d'au delà des frontières, quelques-uns avaient quitté leur pays pour des raisons étrangères à la recherche d'un salaire supérieur. Tous les éléments ainsi réunis ne devaient pas être parfaits. Ainsi s'expliquent les nombreuses ba-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 105.256. Mémoire sans date.

garres et échauffourées qui font du personnel de Montcenis une exception au XVIII^e siècle, — nous ne parlons pas, bien entendu des grèves, émeutes et mouvements à caractère économique.

Des faits fort graves se produisaient sans cesse ; tant d'ouvriers réunis (six cents environ), tant à la mine qu'à la fonderie, d'origines et de mentalités différentes, devaient nécessairement être agités de perpétuelles disputes et journellement les querelles de cabaret laissaient des blessés le long des chemins. Parfois même il y avait des morts. La région était terrorisée par les crimes, les excès et les batailles à la suite desquelles les chantiers étaient déserts durant des semaines entières. Comme le juge criminel avait seul le droit d'ordonner les arrestations en respectant les formalités exigées par la loi, les criminels ou fauteurs de désordre échappaient presque toujours, grâce aux lenteurs de la justice. De Wendel (lettre au baron de Breteuil du 15 avril 1785) demanda qu'il lui fût attribué une autorité provisoire de simple police, c'est-à-dire le droit de faire arrêter les délinquants pour les livrer ensuite à la justice régulière « toutes les fois que les délits seront de nature à intéresser l'ordre public » se réservant probablement les faits d'ordre intérieur. En somme le chef d'industrie — il le dit formellement — demandait une chose fort grave : la création d'une sorte de justice industrielle, ayant quelques-unes des attributions des justices seigneuriales. Le gouvernement n'entra pas dans ses vues et se fit présenter par le gouverneur général du département de Dijon un projet de déclaration sur les précautions à prendre pour éviter le retour des incidents dont parlait de Wendel. Ce projet prévoyait un droit d'inspection dans l'intérieur de l'établissement. Aussitôt la compagnie protesta ; ses ouvriers ne sont plus les mutins et les batailleurs qu'elle a représentés, « les ateliers n'ont point été comme on le fait entendre par le préambule de la loi, l'asile des brigands qui cherchaient l'impunité » à peine contiennent-ils quelques coupables. Si l'on introduisait au Creusot une inspection officielle, si l'on enlevait aux administrateurs « cette espèce de dictature » qui ne pouvait pas nuire au rôle général de la police parce qu'elle était concentrée dans les limites mêmes de l'établissement, c'en était fait, selon la compagnie, de la discipline et de l'autorité des directeurs.

« La compagnie ne peut voir sans effroi l'abus que des juges prévenus pourraient faire de leur pouvoir, si, sur un simple soupçon, ils pouvaient décréter les ouvriers, suspendre les travaux, ajourner les administrateurs eux-mêmes, comme civilement responsables de leurs subalternes. » (Lettre du 18 avril 1788.)

En réalité, si les ouvriers et mineurs du Creusot n'ont pas été les auteurs de troubles et les assassins que de Wendel a tout d'abord essayé de peindre, il s'est trouvé naturellement parmi cette grande masse d'hommes venus de partout, occupés aux besognes les plus rudes, quelques cerveaux trop ardents, quelques caractères difficiles, quelques têtes brûlées, quelques révoltés et quelques vicieux. De Wendel en profita pour demander un pouvoir judiciaire dans l'intérieur de son établissement, pour mieux courber son personnel sous son autorité et le tenir sous sa dépendance absolue. Son plan se heurta à la perspicacité d'un gouverneur jaloux de ses privilèges de police.

Il est certain qu'il y eut parmi les mineurs des cas de violence et de brutalité. Mais comment réclamer de la douceur et une discipline scrupuleuse de la part de ces populations rudes, grossières, formées de toutes les races et de tous les individus, astreintes à un travail qui n'était pas fait pour adoucir leurs mœurs ?

Sur les mines d'Anjou, il y eut aussi des cas graves de bagarres et d'attaques à main armée. Il est vrai que le récit nous en est transmis par des propriétaires, intéressés à discréditer les mineurs employés sur la concession (1). Cependant les enquêtes officielles et les sanctions prises, ne permettent pas d'attribuer au seul intérêt le mémoire en question et nous autorisent à l'accueillir dans cette étude des mœurs et de la vie des mines au XVIII^e siècle. Il est dans l'ordre des choses possibles et même probables que Bault, le concessionnaire, ait

(1) *Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre, dans l'étendue des paroisses de Saint-Aubin de Luigné, de Chalennes et de Chaudefond de la province d'Anjou, opposants à l'arrêt du Conseil d'Etat, tenu par les Finances le 8 janvier 1754, et respectivement appelants des ordonnances du sieur Intendant de Tours, des 11 mai, 26 de juin, 13 d'août, 10 de septembre 1753; 21 avril, 12 de juin, 12 de septembre, 22 de novembre et 18 de décembre 1754.* Bibl. nat., Fm 21.860.

lancé ses ouvriers contre les ouvriers des propriétaires qui faisaient obstacle à sa concession. Il ne devait pas être bien difficile d'exciter ces êtres qu'un travail brutal, qu'une vie difficile, que des dangers perpétuels rendaient violents et excitaient à la révolte. Que ces mineurs endoctrinés se soient rués sur les adversaires de leur employeur, menaçants, armés de pistolets, de fusils ou de leurs instruments professionnels, cela n'est pas pour nous surprendre. Nous verrons ainsi, en sens inverse, les ouvriers des propriétaires attaquer violemment les concessionnaires du Forez et Tubeuf ; ces traits, qui seraient à leur place dans l'étude de la lutte de la propriété contre la concession, achèvent cet essai sur la mentalité et la vie des ouvriers des mines.

Ce furent ces mêmes ouvriers, employés aux mines de Bault, qu'en septembre 1753 se livrèrent à un pillage en règle des vignes angevines (1). Les habitants des contrées voisines demandèrent qu'il fût passé outre à la règle du ban général qui fixait l'autorisation de vendanger et obtinrent de sauver les grappes qu'avaient échappé « à la rapacité de ces brigands ». On comprend le désespoir et l'exaspération des paysans devant leurs vignes saccagées. Sans doute il y eut là de la part des mineurs des actes coupables, des attaques contre la propriété, du vol, pour dire le mot. Cependant, quand on recueille, comme nous, les indices épars de la psychologie ouvrière de cette époque, ne faut-il pas discerner dans des actes, même regrettables, l'esprit primitif et quelque peu enfantin des mineurs ? Ne sont-ils pas entrés dans les vignes comme des gamins qui vont en maraude, attirés par la gourmandise et le fruit défendu, ne voyant aucun crime à dérober quelques raisins. Un soir que le long des routes, quittant leur dur labeur, ils regagnaient leurs baraquements, n'ont-ils pas en riant, en jouant, en s'excitant l'un l'autre simplement, sans conscience bien exacte, saccagé la vendange dorée ?

C'est leur psychologie encore — et nous ne cherchons en aucune façon à les excuser — qui explique la violence avec laquelle ils bouleversèrent les traditions du pays angevin. La coutume en Anjou voulait que chaque année, à l'issue des

(1) Bibl. nat., Fm 21.860.

Vêpres du dimanche de la Trinité, le curé de Chaudefond — une des trois paroisses où était établie la concession Bault — reçût « une pelotte » soit une somme de quinze deniers, de chacune des nouvelles mariées de l'année. Puis le curé jetait au peuple ce qu'il avait ainsi recueilli. Or le dimanche 9 juin 1754, les ouvriers des mines se rendirent à cette distribution — armés, disent les plaignants — en tout cas avec la volonté de s'emparer par la force de l'argent distribué. Bagarre, bataille, où le curé lui-même faillit être tué.

Toute cette population ouvrière était naturellement loin d'être douce et policée. D'ailleurs elle avait, si nous en croyons le mémoire en question, des circonstances atténuantes. Sans doute il met sur le compte des ouvriers des meurtres plus ou moins réels qui peuvent probablement se réduire souvent à des disputes et à de simples menaces, des vols d'oies ou de lapins, larcins auxquels n'échappent jamais les contrées envahies par des foules un peu primitives ; mais il ajoute que nombre des ouvriers de Bault quittèrent la concession et le pays parce qu'ils étaient mal payés ou pas payés du tout. On se représente ce que pouvaient devenir la mentalité, le respect de la propriété et le sens du droit de ces hommes rudes et naïfs lorsque déracinés, perdus en pays étrangers, ils se trouvaient sans ressources, volés, joués. C'était le déchaînement de l'exaspération et on peut s'étonner que ces masses ouvrières ne se soient pas livrées, dans des cas analogues, à de plus graves excès.

En tous cas, ce ne sont là qu'exceptions. Presque partout les mineurs étaient des hommes doux et assez résignés. « Ce sont des malheureux » affirment nombre de concessionnaires, des travailleurs qui en dehors de leurs travaux et des dangers qu'ils courent, ont la vie pénible et dure. Très souvent, les compagnies sont obligées de leur faire des avances sur leurs salaires et parfois de leur distribuer du blé (1). Quand la compagnie n'intervient pas, ils s'endettent au dehors. Nous les avons vus s'endetter à Montcenis ; ils sont endettés aussi sur les concessions de Tubeuf. « Il connaît les mineurs qui s'endettent

(1) Arch. nat., F¹² 1300.

chez la boulangère et chez le boucher... » (1). Ici d'ailleurs, les ouvriers sont paisibles et disciplinés et ce sont ceux du propriétaire Faure qui ont à endosser la responsabilité des troubles et des attaques.

Les mineurs sont pour une notable partie, nous l'avons vu, des paysans qui emploient dans l'industrie les loisirs des champs. Souvent même chez ceux qui ont abandonné définitivement l'agriculture et qui vivent uniquement de la mine, cet instinct de la terre subsiste. Les compagnies en profitent et distribuent à leurs ouvriers les terres de la surface ou des alentours — terres généralement pierreuses et très mauvaises. Les cendres de charbon fournissent un bon engrais ainsi que les nombreux chevaux employés à l'exploitation. Les mineurs cultivent ainsi des légumes qui sont d'un grand secours pour leur alimentation. Les premières pommes de terre plantées en France ont été, dit-on, importées par des mineurs (2).

Nous avons essayé, — d'après de trop rares documents — de reconstituer un peu de l'existence de ce personnel ouvrier dont l'obscur et dur travail ouvrit la voie vers de fabuleuses richesses. Autant que nous l'avons pu, nous avons voulu faire revivre ces mineurs. Nous les avons évoqués, soit qu'ils errent désœuvrés, leur journée finie, dans les rues des villages, les cheveux longs, flottant sur la veste ou relevés en cadenettes sur le derrière de la tête par les plus élégants (3), soit que, regagnant leurs huttes ou leurs baraquements, ils dépouillent leurs houssettes (4), leurs gants et leurs cendrinettes (5) (à Anzin) ou, les jours où l'on provoquait par une mèche allumée l'explosion artificielle du grisou, leur vêtement de cuir humide à Saint-Étienne. Interminablement ils échangent les récits — toujours les mêmes — de leurs superstitions, autour

(1) BARDON, *ouv. cit.*

(2) MONNET, *ouv. cit.*

(3) CHAMBEYRON, *Recherches historiques sur la ville de Rive-de-Gier*. 1844.

(4) Bottines en toile avec guêtres attachées au-dessus de la cheville.

(5) Calotte en toile qui descendait sur les oreilles et le cou. Ces pièces du costume avaient pour but de préserver des brûlures. Elles furent conservées jusqu'à l'introduction des lampes de sûreté. Articles : *Notice sur le corps des mines*, par L. AGUILLON. *Livre du centenaire de l'Ecole polytechnique*, tome III. Paris, 1897.

de coupes remplies de vin grossier (1). Heureux parce qu'in-souciants, oublieux déjà du travail affreux qu'ils viennent de quitter et qu'ils vont reprendre demain, ils font retentir les campagnes de leurs chants et de leurs cris d'allégresse (2). Ils s'interrompent pour parler de l'âme de la femme qui a mis le feu jadis à la montagne qu'ils exploitent et qui se promène la nuit, hallucinés qu'ils sont par les lumières errantes, vapeurs condensées et spontanément enflammées au point de plus forte condensation, selon Gensanne. Ou bien, toujours à propos de ces gaz incandescents, ils décrivent la figure, les yeux, la bouche, les habits de mineur du petit homme mystérieux qui se promène au-dessus des filons, « le Petit Mineur, l'Esprit des Mines », comme le nomment les mineurs français, le « Berg-meule, le Berggeist » comme l'appellent les mineurs allemands. « Il fait très souvent la matière de leurs conversations les plus sérieuses (3). » Il n'est d'ailleurs pas malfaisant « le Petit Mineur », il aime les ouvriers habiles, il déteste les fainéants. Les accidents qui leur arrivent sont dûs, pensent-ils, à la colère du Petit Mineur contre leurs fautes professionnelles. Il est le gendarme de leur conscience. Il indique aussi, affirment-ils, les gisements et ils ont toujours soin d'observer l'endroit où il disparaît dans la montagne. Ils parlent encore entre eux de la baguette divinatoire, des charlatans dont les mines sont infestées et auxquels ils croient, et de « ce coq de l'autre monde » qu'ils pensent entendre chanter quand ils creusent une galerie profonde (4).

Ce qui caractérise le mineur, c'est une imprudence constante, une inconscience totale du danger. Les accidents étaient nombreux — comme nous le verrons en étudiant l'exploitation proprement dite — presque toujours ils provenaient de cet état d'esprit des ouvriers. Ils manient les lampes sans aucun souci du grisou qu'ils connaissent pourtant bien ; ils accumulent des tas de fagots secs dans les galeries ; ils ne prennent aucune précaution pour éviter la crevasion brusque des poches

(1) ALÉON-DULAC, *ouv. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) GENSANNE, *ouv. cit.*

(4) CHAMBEYRON, *ouv. cit.*

d'eau ; ils abattent sans souci de leur sécurité les piliers de charbon ou les bois d'étagage ; ils établissent leur forge près des magasins de charbon, etc... Cette menace permanente du danger et leur insouciance stupéfiante expliquent bien des choses dans leur mentalité. Ce mépris de leur propre vie devait vite les entraîner au mépris de la vie d'autrui. Des hommes qui chaque jour allaient à la mort sans y penser devaient se laisser aller tout naturellement à des excès et à des violences contre la vie des autres. L'action de la mine sur eux était un peu semblable à celle que subissent certains explorateurs et elle peut faire comprendre nombre d'actes auxquels les mineurs se laissaient trop facilement entraîner.

Cette inconscience, ils l'apportaient dans tous les actes de leur vie et elle contribuait souvent à faire d'eux de simples enfants. Ils se laissent débaucher avec une extraordinaire facilité et duper aussi, crédules et naïfs. Eux-mêmes demandaient parfois à être défendus, se défiant de leur faiblesse et de la tentation : « Deux de mes ouvriers sortent d'ici, ils se plaignent qu'on est sans cesse à leurs côtés, qu'ils les harcèlent et les tourmentent pour leur faire quitter mes travaux » (1).

Parfois ils s'embauchent, acceptent le prix du voyage en avance et ne se rendent jamais à destination (2). Il y a trop de naïveté dans tous leurs actes et dans toute leur vie pour qu'on puisse les accuser de malhonnêteté. Insouciance, légèreté, enfantillage, c'est tout ce qu'on peut leur reprocher. Tubeuf qui les connaît bien, lorsqu'il envoie quelques-uns de ses ouvriers d'une de ses concessions sur une autre, leur donne une feuille de route, les fait surveiller, fixe le nombre de jours du voyage ; sans ces précautions, ils n'arriveraient jamais (3).

Le caractère primitif et enfantin des mineurs est affirmé encore par leur résignation. Ils ont été souvent mêlés à des mouvements violents, durant la lutte des propriétaires contre les concessionnaires. Ce qu'il faut dire ici, c'est qu'excités par les uns et les autres, instruments d'agression entre les mains

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. Lettre de de La Chaise, 13 juin 1769.

(2) Arch. de l'Hérault, C 2730. Lettre du sieur Gibrat à Saint-Priest, 18 octobre 1753.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

de classes ennemies, ils agissaient aveuglément pour le compte d'autrui ; on exploitait leur rudesse et leur violence naturelle.

Les mouvements proprement économiques, déchaînés dans leur propre et unique intérêt, en vue d'une augmentation de salaire ou pour une autre cause exclusivement ouvrière, sont extrêmement rares. Parfois, ils font la grève de l'embauchage. En 1752, à Saint-Jean de Cucule, près de Montpellier, l'entrepreneur Gibrat doit prendre le parti de se servir d'étrangers et même de soldats, ne pouvant plus trouver dans le pays d'ouvriers à moins de trente sous par jour (1). A Beaucaire, Gensanne (2) raconte avoir assisté à une manifestation de Limousins et d'Auvergnats venus pour s'embaucher en Languedoc.

«... Sentant le besoin qu'on a d'eux, font les renchéris, au point que j'en vis un jour une centaine attroupés au milieu de la place de Beaucaire, jurant qu'ils ne travailleraient pas si on ne leur donnait pas trois livres dix sous par jour, et la nourriture qui, par parenthèse, ne va pas à moins de cinq à six repas dans la journée, et il fallut toute l'autorité et les menaces du sieur Viguiier pour les engager à travailler aux prix ordinaires. »

En 1764, la société des mines de Cransac eut à dissiper quelques rassemblements de mineurs prêts à se soulever (3).

A Rive-de-Gier, en septembre 1787, il y eut tentative de grève et atteinte à la liberté du travail sous prétexte de diminution de salaires (4). Une centaine de mineurs, armés de bâtons, se rendirent à l'entrée des puits et forcèrent les non-grévistes à quitter le travail extérieur. D'autres descendirent dans la mine, en chassèrent les ouvriers occupés à l'intérieur, même ceux qui épuisaient les eaux. La grève fut terminée grâce à l'éloquence d'un brigadier de la maréchaussée qui harangua avec succès les ouvriers. En cinq jours, tout était fini (5).

En 1755, dans le Hainaut, la compagnie Turner eut, à Ecrechain, à enregistrer un cas probable de sabotage. Le cuvelage d'une fosse se rompit. On affirma qu'il y avait eu malversation

(1) Germain MARTIN, *ouv. cit.*

(2) GENSANNE, *ouv. cit.*

(3) Arch. nat., E 266obis.

(4) Nous n'avons pu vérifier le fait.

(5) BROSSARD, *ouv. cit.*

de la part des ouvriers, sans qu'on pût attribuer une cause bien certaine à cet acte criminel si ce n'est la corruption de quelques ouvriers par les adversaires de la compagnie (1).

Enfin, à Montcenis, nous enregistrons, en 1788, une sédition ouvrière rapide et sans gravité provoquée par l'emprisonnement d'un ouvrier que ses camarades voulurent délivrer (2).

De crises ouvrières, nous n'en avons pas trouvé d'autres. Autant dire qu'il n'en existe pas et que c'est avec une résignation muette que les mineurs du xviii^e siècle subirent leurs douze heures de travail et leur salaire moyen assez bas. Pourtant autour d'eux, le monde ouvrier était agité de ferments de révolte, de phénomènes économiques violents ; à Paris et dans le reste de la France, il ne se passait pas d'année sans qu'une corporation ou un groupement ouvrier ne tentât, par une grève, d'améliorer son destin social. Des industries les plus élevées comme les imprimeurs, aux plus humbles, comme les gagne-deniers, en passant par les charpentiers, les tisseurs et tant d'autres, venait un vent d'émeute ; partout le développement industriel avait fait sourdre des flots d'espoir et des volontés d'affranchissement. Seuls les mineurs, instruments d'une industrie en plein essor, demeuraient tranquilles. Ils étaient isolés, éloignés les uns des autres. Aucun lien corporatif ne les unissait et, dans ces conditions, des mouvements, même partiels, devenaient difficiles. Sur une concession même, le groupement était formé de trop d'éléments économiques, psychologiques ou nationaux différents pour qu'il pût y avoir entente et par conséquent action. Ces individus, venus de tous les horizons, subissaient cette loi que, plus le travail est rude et la condition sociale mauvaise, plus l'effort vers une amélioration de sort devient difficile. Leur diversité, leur isolement, leur labeur même pesaient sur eux et les tenaient enchaînés tout au bas de la classe ouvrière.

Cependant leurs salaires augmentèrent dans une proportion notable en quelques années, automatiquement pour ainsi dire. Ils profitèrent du mouvement économique général. Sans qu'ils en eussent conscience, leur caractère même servit à ces heu-

(1) GRAR, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ 105.256.

reux changements. Ces ouvriers étrangers, ces ouvriers mi-agricoles, mi-industriels, ces mineurs professionnels mais ambulants, constituaient une main-d'œuvre extrêmement flottante et instable, prête à se porter sur les entreprises étrangères ou sur les concessions nationales où on lui offrait le plus d'avantages. Cette instabilité, cette mobilité de la main-d'œuvre engendrèrent des crises d'embauchages et ainsi les entrepreneurs furent amenés à offrir des salaires de plus en plus élevés. Cette augmentation s'opéra par le simple jeu de l'offre et de la demande sans que les intéressés y participassent, pour ainsi dire, sans qu'ils fussent autre chose que les instruments inconscients du déterminisme économique.

*
* *

Cette étude de l'exploitation des mines ne serait pas complète si nous ne disions brièvement ce que fut le personnel administratif et commercial de ces entreprises ou du moins ce que nous savons de lui. Ce personnel, au XVIII^e siècle, est très peu important. Le plus souvent, il n'y a pas, sur la concession, de service commercial bien compliqué. Ou le charbon est vendu directement au public, ou il est livré aux muletiers, voituriers et bateliers qui le transportent à destination, dans la région ou hors de la région. Parfois, une corporation spéciale, celle des porteurs de charbon, intervient et sert d'intermédiaire entre le public et la mine. Quelques concessions exportent leur charbon au loin : les mines du Forez, Tubeuf, envoient leur charbon à Paris, à Marseille ; de Solages envoie le sien à Bordeaux. Cette exportation se fait également par l'intermédiaire des bateliers, voituriers et porteurs de charbon. Anzin, par contre, a établi dans quelques villes des dépôts de charbon, elle fait son commerce elle-même. De son administration, plus complexe déjà, nous savons seulement qu'aux « officiers » des trois mines, Anzin, Fresnes et Vieux-Condé, cette compagnie payait tant en appointements qu'en gratifications vingt mille livres par an (1).

A l'ordinaire, sur les concessions, la direction est, nous

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7820.

l'avons vu, presque toujours assumée par le concessionnaire lui-même (Mathieu, Bault, La Chaise, Giral, Rousseau, d'Osmond, etc.), ou par les principaux actionnaires élus (Anzin, Aniche). Ces hommes ont l'autorité, l'intelligence, une certaine expérience, surtout commerciale, mais, pour la plupart, il n'ont « aucun principe de physique ni de géométrie souterraine » (1). En pratique, c'étaient les maîtres-mineurs ouvriers qui dirigeaient le travail. Même dans les compagnies où le directeur était nommé statutairement, comme à Roche-La-Molière, ses fonctions consistaient surtout dans les soins de l'embauchage, dans une direction commerciale, dans les rapports extérieurs et des voyages pour le compte de la compagnie. A Roche-La-Molière ce fut M. Carrey qui assuma cette charge. Il recevait trois mille livres d'appointements par an (2). Il y eut aussi des ingénieurs des mines — quelquefois intéressés dans la concession — Mathieu, par exemple, — quelquefois simplement salariés. Nous les connaissons mieux quand nous étudierons les rapports de l'État et des mines, c'est-à-dire l'histoire de l'École des mines. Indiquons cependant ici-même que leur sort était parfois fort dur : Nous avons lu les doléances du malheureux ingénieur Le Roy envoyé sur la mine d'Argentan avec six cents livres de frais de route et abandonné dans un pays lointain, sans argent pour le salaire de ses ouvriers, sans toucher un liard de ses appointements, sans réponse à ses lettres, sans un sol même pour s'évader de cette difficile situation.

Ango, successeur de Le Roy, à Argentan, connut les mêmes déboires ; on lui refusa même de faire vérifier ses livres avant de le relever sur la mine, ce qu'il demandait pour mettre sa responsabilité à couvert (3).

La nomination d'un directeur est indépendante de l'importance de la mine. Des exploitations de premier ordre fonctionnent sans ce rouage administratif et technique. On en rencontre, au contraire, sur des entreprises tout à fait secondaires où, il est vrai, les appointements sont peu élevés. Le sieur Béral, qui ouvre en 1778 une mine dans la paroisse de Saint-Chamaud

(1) Arch. nat., T 522 — 1 — 2. déj. cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Acte de société du 12 avril 1766.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7656. Lettre d'Ango, 1^{er} juillet 1783.

(généralité de Limoges), paye son directeur 1200 livres par an (1). Ce sont aussi les appointements du directeur de la mine de Cublac (généralité de Limoges) qui appartient à un nommé Fournier (2). Un ancien directeur de l'exploitation touche une pension dont le montant ne nous est pas connu. En Normandie, à la mine de Littry, le directeur, M. de la Ville, est payé au mois à raison de 166 livres, 13 sols, 4 deniers ; les frais de logement sont probablement compris dans cette somme (3).

Parmi les concessionnaires, Tubeuf surtout s'entoura de véritables ingénieurs-directeurs. Ses perpétuels déplacements, ses luttes contre les propriétaires, ses difficultés financières, les batailles qu'il livrait aux autorités locales et qui nécessitaient sa présence à Paris, à Montpellier et ailleurs, le nombre de ses exploitations aussi, l'obligeaient à ne conserver qu'une direction générale, sauf sur sa mine de Rochebelle où il séjournait très souvent et dont il s'occupait particulièrement à côté de ses représentants à poste fixe. Nous montrons dans une autre étude que Tubeuf fut odieusement trahi par son directeur, Allès, qui se mit au service de ses ennemis et qui poursuivit son ancien patron d'une haine farouche, passant ses nuits à écrire contre lui de « bon appétit » (4) et regrettant de ne pas pouvoir lui crier sa haine face à face (5). Allès, comme directeur des mines d'Alais — il devint plus tard caissier de la compagnie d'épurement alors en procès avec Tubeuf — recevait cent livres d'appointements par mois et était logé. Il est vrai — mais ceci est une assertion du syndic d'Alais, ennemi juré du concessionnaire — que Tubeuf payait tard et mal (6). Toujours est-il que, comme nombre d'employés de cette époque, le directeur Allès était aux abois, assiégé dans

(1) Arch. nat., F¹⁴ 111.621 — État de la mine de charbon de terre appartenant au sieur Béral, paroisse de Saint-Chamaud, généralité de Limoges, ouverte en 1778.

(2) Ibid. État de la mine de charbon de terre appartenant au sieur Fournier, paroisse de Cublac, généralité de Limoges, ouverte en 1778. — (Année 1783).

(3) Arch. nat., F¹⁴ 114.620 — Inspection de Duhamel. *déj. cit.*

(4) Papiers particuliers de Tubeuf.

(5) Bibl. de Nîmes, mss. 496.

(6) Lettre à Rome. Voir BARDON, *ouv. cit.*

sa chambre par les recors qui le guettaient pour le conduire en prison, réduit à demander un sauf-conduit à l'intendant.

Jean-Joseph Mathieu, un autre des principaux employés de Tubeuf, aux gages de cinquante livres par mois, outre soixante livres pour son logement et le charbon nécessaire pour son chauffage, l'assignait à la même époque — toujours d'après ses adversaires — en paiement de 1317 livres d'appointements; Tubeuf prétendait ne lui devoir que 777 livres (1). Ces procès n'entachent pas l'honorabilité de Tubeuf que l'ampleur de ses conceptions avait enfoncé dans des difficultés inextricables; il semble bien pourtant qu'il y eut une part de vérité dans ces réclamations; le procès fut effectivement plaidé devant l'intendant. A Alais, Tubeuf plaça encore, comme administrateur-général, son beau-frère, Laporte de Scels, qui succéda à Allès, puis Renau.

Philippe, son directeur de Pigères avait, lui, cent livres d'appointements par mois en tout et pour tout.

Ses directeurs, dans cette région, partageaient la haine générale qui enveloppait Tubeuf et ses entreprises. Renau voyait ses ouvriers débauchés, et devait résister lui-même aux propositions des ennemis de la concession. Blotti dans sa maison de Rochebelle, il entendait l'émeute gronder autour de lui (2). En proie à cet abbé de Bréard, tantôt allié, tantôt adversaire de Tubeuf, il écrivait à son patron, le 7 janvier 1788 : « C'est vos intérêts que je défends au péril de ma vie où je ne suis en sûreté que lorsque je suis dans ma chambre (3). » Bréard qui l'avait déjà assailli menaçait de lui brûler la cervelle, ce dont il était fort capable. Et pour cette vie infernale, le pauvre Renau, élève de l'École des mines détaché sur les concessions Tubeuf, n'avait pas, depuis trois ans, touché un denier des appointements que lui devait le gouvernement. Il en était réduit à expédier des fossiles à la galerie nationale de M. Sage pour se rappeler discrètement à ceux qui l'avaient envoyé à Alais (4). Tubeuf, sur ses importantes exploitations de Nor-

(1) Arch. du Gard, C 194.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

(3) Arch. nat., *ibid.*

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

mandie, avait également établi un ingénieur et un directeur. La coexistence de ces deux organismes ne fut d'ailleurs pas longue. Le Coq, l'ingénieur, rebuté par l'hostilité de Cautionnat, le directeur, donna rapidement sa démission. Le concessionnaire fit alors place nette. Il mit à la tête de l'exploitation Sibille, un pauvre homme timide, sans autorité ni expérience et qui fut le jouet de ses ouvriers et des événements (1).

On conçoit que les places d'ingénieur et de directeur n'étaient pas des sinécures et l'on peut, sans les absoudre de leurs indelicatesses, avoir quelque indulgence pour ceux qui tentaient de se tirer d'affaire. Ainsi fit Mottes, directeur de Giral, qui finissait par acheter secrètement pour son compte les veines de houille convoitées par son patron (2).

Le plus naturel, le plus juste et en même temps le plus sûr était d'intéresser les directeurs à l'exploitation, comme le firent quelques sociétés, surtout dans le Nord, comme le préconisait un mémoire de 1790 (3).

Tous ces déboires ne décourageaient pas les postulants aux places de directeur ; de loin, ils n'apercevaient que les appointements et les avantages. De vieux fonctionnaires les sollicitaient parfois, ces places, comme une retraite, tel ce M. de Bellevue qui invoquait ses vingt-huit années de service comme sous-directeur de correspondance des domaines, pour demander une place de directeur des mines de la Grande-Croix (canton de Saint-Chamond) (4).

Notons encore un essai spécial, mais intéressant, de direction collective aux frais d'une commune : En 1784, la communauté de Saint-Étienne prit une délibération pour demander au Conseil de lui envoyer un ingénieur pour diriger les travaux des mines. Saint-Étienne prenait à sa charge les appointements de ce directeur-ingénieur, fixés à douze cents livres à prélever sur les octrois « toute autre imposition devenant

(1) Voir : MARCEL ROUFF, *Tubeuf... ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Le nommé Marqueny joua le même tour à Blumenstein, à Saint-Julien-en-Forest ; mais il était, lui, un aventurier, coustumier du fait. Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(3) Mémoire de M. Gournol, avocat aux Conseils. Arch. nat., i AD xiii¹⁴.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7735.

trop onéreuse aux citoyens et aux propriétaires des mines » (1).

Au-dessous des directeurs, l'administration des mines comprenait les caissiers et quelques commis, que certains concessionnaires voulurent faire assermenter. Le projet n'eut pas de suite (2).

Le bureau de la comptabilité était monté d'une façon assez complète aux mines de Montcenis : le caissier chef, M. Bettinger, recevait et centralisait les comptes partiels d'employés sous ses ordres et qui tenaient la comptabilité des divers départements de l'entreprise. Du moins, c'est ce que nous avons cru comprendre dans l'obscurité des documents.

En dépit de son peu de précision, le compte suivant est précieux car c'est le seul qui nous soit parvenu, concernant les employés d'administration. Il s'agit de la mine de Montcenis :

« Appointements et gages des principaux employés.

État d'appointements du mois de novembre 1785 pour les

employés de la mine de charbon.....	240 ^l
N° 209. — Id. du même mois, mine de charbon.....	354
N° 375. — Id. du mois de janvier, mine de charbon....	400 ^s 8 ^s 6 ^d
N° 466. — Id. février, mine de charbon.....	422
N° 590. — Id. mois de mars, mine de charbon.....	422
N° 799. — Id. mois d'avril, mine de charbon.....	428
N° 997. — Id. mois de mai, mine de charbon.....	485 10 ^s
N° 1306. — Id. mois de juillet, fonderie et mine.....	2080 8 ^s 6 ^d
N° 1567. — Id. mois d'août, fonderie et mine.....	2006 4 ^s 3 ^d (3)

Il s'agit certainement là des appointements et gages d'employés de bureau, puisque les comptes d'ouvriers sont mentionnés à part dans la même pièce. Les frais de bureau sont portés pour cent vingt et une livres sans qu'on indique à quelle durée de temps s'applique cette somme.

A Roche-La-Molière, le caissier est nommé par les statuts : c'est M. Duvaugarnier, intendant du duc de Charost. Il est chargé de la caisse, du journal, de la correspondance avec les associés-gérants, avec les employés, du copie de lettres, de l'entrée et de la sortie des marchandises, des paiements et des

(1) GRAR, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 105.257. *déj. cit.*

encaissements, de représenter la société dans les affaires contentieuses ; il a la signature sociale : Duvaugarnier et C^{ie}. Les frais de bureau et de commis sont à son compte. Il réside à Paris, et reçoit cinq pour cent sur le prix de vente des charbons, déduction faite des droits et frais de transport seulement. Cette somme ne pouvait pas être inférieure à cinq mille livres (1).

De Solages paie à Monchelet cent livres par mois pour remplir les fonctions de directeur et de caissier (2). Le receveur ou caissier de la mine de Littry, M. Bunel, touche 41 livres, 13 sols, 4 deniers par mois, y compris ses frais de logement probablement. Il cumulait d'ailleurs les fonctions, car en dehors de ses travaux de caisse, il était chargé « de la conduite des souterrains n'y ayant ni ingénieur, ni maître mineur en état de se servir de la boussole » (3).

Quant aux commis ordinaires, nous avons peu de renseignements sur leur sort. Nous savons seulement que Tubeuf en avait détaché deux de ses mines de Bretagne et que, logés à Rochebelle, ils touchaient soixante-douze livres par mois. Mais Tubeuf était coutumier des hautes payes. Le commis unique de Fournier, sur la mine de Cublac, était payé à l'année : 800 livres (4). A Littry, nous trouvons encore un contrôleur, de Saint-Antoine, (41 livres, 13 sols, 4 deniers par mois, comme le caissier) un commis aux magasins d'Isigny (33 livres, 6 sols, 8 deniers par mois).

Il serait intéressant de retrouver dans des archives particulières quelques précisions sur les salaires et les conditions de ces employés de bureau.

Nous sommes très mal éclairés, en somme, sur ce qui concerne l'administration des mines du xviii^e siècle. Cette obscurité provient de ce que nous ne possédons pour ainsi dire pas de comptabilité complète, mais seulement quelques fragments de comptes. Seul Tubeuf nous a laissé de très importants papiers dont nous avons fait l'objet d'une autre étude. On

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. déj. cit.

(2) Arch. de l'Hérault, C 2721.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 111.620. déj. cit.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 111.621.

peut penser pourtant, d'après ce que nous connaissons, que ces administrations étaient peu importantes, ce qui s'explique par le fait que les principaux intéressés d'une mine ou que le concessionnaire lui-même administraient directement avec quelques secrétaires ou employés sur le compte desquels ils ne nous ont guère laissé de détails.

CHAPITRE V

L'EXPLOITATION INDUSTRIELLE

Les sociologues et les historiens modernes qui ont fait des allusions à l'industrie minière en France au xviii^e siècle, en ont singulièrement diminué l'importance réelle. Ils ont méconnu la valeur de ces grandes concentrations de capitaux, de l'application déjà considérable du machinisme, des groupements imposants d'ouvriers. L'exploitation technique des mines leur semble, dans le lointain, un essai timide, une humble et maladroite tentative de l'art de l'ingénieur. On s'imagine que « vers 1782 on voit paraître en France çà et là quelques pompes à feu qui servaient à l'épuisement des mines envahies par l'eau » (1). On affirme qu'en 1789, on se servait toujours du tour à bras pour monter le charbon et que seule la mine de Carmaux utilisait une machine à mollette mue par deux chevaux (2). Erreurs excusables chez des hommes qui n'ont pas eu le loisir d'étayer une affirmation de détail sur une étude, longue et difficile, d'innombrables documents.

En réalité l'exploitation des mines connut au xviii^e siècle, du fait des compagnies, une ère de prospérité et de perfectionnement technique que Mirabeau, dans son discours à la Consti-

(1) ESPINAS, *La Philosophie sociale du xviii^e siècle et la Révolution*.

(2) P. BRISSON, *Histoire du travail et des travailleurs*.

tuante, résumait, à propos d'Anzin, avec son éloquence lumineuse :

« Sait-on bien ce que c'est que d'exploiter une mine ? Creuser des puits, les soutenir et en repousser sans cesse les eaux ; percer des galeries à travers les rochers et en prévenir l'affaissement ; placer partout des étais coûteux ; établir des machines, des pompes à feu, des ventilateurs, faire pour tous ces travaux des dépenses ruineuses, les risquer pour des essais souvent infructueux ; les continuer pour qu'ils ne soient pas inutiles, et avoir des fonds suffisants pour une grande quantité d'ouvriers.

Un exemple fera mieux connaître les dépenses énormes qu'exige la recherche des mines. Je citerai la compagnie d'Anzin près de Valenciennes ; elle obtint une concession, non pour exploiter une mine, mais pour la découvrir lorsqu'aucun indice ne l'annonçait. Ce fut après vingt-deux ans de travaux qu'elle toucha la mine. Le premier filon était à trois cents pieds et n'était susceptible d'aucun produit. Pour y arriver il avait fallu franchir un torrent intérieur qui couvrait tout l'espace dans l'étendue de plusieurs lieues. On touchait la mine avec une sonde ; et il fallait non pas épuiser cette masse d'eau, ce qui était impossible, mais la traverser. Une machine immense fut construite, c'était un puits doublé de bois. On s'en servit pour contenir les eaux et traverser l'étang. Ce boisage fut prolongé jusqu'à neuf cents pieds de profondeur. Il fallut bientôt d'autres puits du même genre, et une foule d'autres machines. Chaque puits en bois dans les mines d'Anzin de quatre cent soixante toises, à plomb (car la mine a douze cents pieds de profondeur), coûte quatre cent mille livres. Il y en a vingt-cinq à Anzin et douze aux mines de Fresnes et Vieux-Condé. Cet objet seul a coûté quinze millions. Il y a douze pompes à feu, de cent mille livres chacune. Les galeries et autres machines ont coûté huit millions. On y emploie six cents chevaux ; on y occupe quatre mille ouvriers. Les dépenses en indemnités accordées selon les règles que l'on suivait alors, en impositions et en pensions aux ouvriers malades, aux veuves, aux enfants des ouvriers, vont à plus de cent mille livres chaque année. Je demande si les propriétaires du sol auraient pu tenter une aussi vaste entreprise ? A quoi cependant a-t-il tenu que cette mine, que tous les étrangers reconnaissent pour l'une des plus belles de l'Europe, n'ait ruiné les capitalistes dont elle avait absorbé la fortune ? » (1).

(1) Arch. nat., AD XIII⁴. « La profondeur ordinaire de ces puits est de 600 pieds... Pour évacuer les eaux des fonds, on a construit jusqu'à présent six machines à feu. Il y a plus de deux mille mineurs sans parler des ouvriers extérieurs, on y emploie douze cents chevaux pour le service des baritels. J'ai vu que le produit de ces mines était de plus de cent vingt mille mannes de charbon, mesure qui tient deux cent cinquante livres... » MONNET. *État des mines ou recueil des observations, rapports et mémoires faits sur les mines par M. Monnet, inspecteur général des mines*, 1783. Mémoire sur les mines de charbon d'Anzin auprès de Valenciennes, 1777.

Ce grand tableau, qu'un historien moderne commente en ces termes : « Il y avait déjà de grandes manufactures qui commençaient la grande concentration industrielle de notre siècle ; les inventions mécaniques se multipliaient et de puissants capitaux commençaient à être engagés dans l'outillage » (1), ce grand tableau et ce commentaire si clair établissent que l'exploitation industrielle des mines, à cette époque, vaut qu'on lui consacre un chapitre.

On a confondu sans doute assez souvent l'exploitation que les grandes compagnies furent amenées à créer avec les travaux méprisables, nuisibles et dangereux qui avaient été le fruit de la liberté indéfinie. Sous ce régime, les régions minières furent, nous l'avons vu, « jardinées ». Nous avons lu le rapport du chevalier de Grignon, nous avons examiné le mal énorme que causèrent aux richesses souterraines du royaume ces galeries ébauchées, ces puits dont les plus profonds (entre trente et soixante mètres à Rive-de-Gier) n'atteignaient que la surface de la veine, jamais le filon de belle houille et qui furent parfois, dit-on, ouverts avec des pelles en bois (2). Ces entreprises, inexistantes comme exploitations. On grattait et voilà tout. Les témoignages du caractère barbare guette divinatoire ou, plus sérieusement, un affleurement indiquaient la houille, étaient péniblement esquissés sans outils, sans machines, sans poudre, sans direction et sans méthode. On grattait et voilà tout. Les témoignages du caractère barbare et primitif de ces tanières à charbon sont infiniment nombreux. Qu'on ouvre au hasard n'importe quel dossier ; on y lira comment ces mineurs ignorants et sauvages creusaient le charbon, tels des enfants qui creusent le sable, comment ils abandonnaient, n'osant ou ne pouvant continuer, des veines à peine entamées, comme aussi, très souvent, ensevelis sous les terres qu'ils avaient ouvertes, ils périssaient, emportés par les eaux, enterrés sous les éboulements.

On ne songe pas à défendre ces exploitations du temps de la liberté ni à les présenter comme l'origine de nos vastes entre-

(1) JAURÈS, *ouv. cit.*

(2) CHAMBEYRON, *ouv. cit.*

prises contemporaines. C'est leur caractère même qui avait dicté au Conseil l'arrêt de 1744. Ici, bien entendu, ni machinisme, ni outillage, ni boisage, ni cuvelage. La houille est détachée avec des instruments primitifs, mise dans des sacs, portée et remontée à dos d'hommes. Roland (1) faisait erreur et mettait sur le compte de la concession ce qui n'était imputable qu'aux petits propriétaires, quand il décrivait les puits où l'on descendait par des échelles, « abandonnés pour la plupart, quelquefois avec des vingt et trente pieds de charbon au-dessous des lieux où l'on a cessé de travailler, soit parce qu'on n'a pas fait de canaux d'écoulement profonds, soit par la vapeur méphitique, appelée « force qui éteint la lumière et tue les hommes ». Ce sont là renseignements de voyageur trop pressé et mal informé qui n'a écouté qu'un son de cloche. L'injustice de Roland vis-à-vis du régime des concessions — si elle annonce déjà les hésitations des hommes de la Révolution en face de l'atteinte portée à la propriété — témoigne chez le futur ministre d'une médiocre intuition économique.

Ce ne fut pas seulement le manque de moyens financiers qui maintint les petites exploitations de propriétaires en état d'infériorité ; ce fut surtout l'esprit routinier et borné. Lorsqu'il leur arriva de remettre momentanément la main sur des exploitations mises en pleine valeur par des compagnies, ils ne surent pas se servir des machines, ils détériorèrent les galeries d'écoulement, ils utilisèrent ces immenses travaux comme leurs essais lamentables de jadis, abattant pour aller plus vite les piliers de charbon qui servaient de support aux toits des galeries, saccageant et abîmant tout. Le sieur Brunand, un de ces petits propriétaires, pensait avoir fait un progrès méritoire et avoir assuré une magnifique entreprise parce qu'il avait substitué les mulets aux hommes pour le portage des charbons et parce qu'il employait jusqu'à trente ouvriers par jour (1). Toute la mentalité étriquée de ces petits entrepreneurs se résume dans ces vues mesquines. Sous la Révolution encore, alors que les grandes exploitations avaient déjà commencé à donner leur mesure et à montrer quels travaux, quels capi-

(1) ROLAND, *ouv. cit.*

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. (Saint-Étienne.)

taux et quel machinisme étaient nécessaires pour créer une entreprise minière utile et durable, un précis en faveur des propriétaires prétendait que, pour mettre une mine de charbon en valeur, il suffisait de cinq mille livres fournissant deux mille écus de rente, d'une pioche, d'un cheval, d'une vargue. « Voilà toute la science, voilà toute la dépense » (1). En 1790-91, quand les propriétaires se reprirent à espérer et crurent que la Révolution allait leur rendre leurs anciens droits, les autorités locales, qui soutenaient leurs prétentions, affirmèrent cependant leur méfiance à leur égard, en présentant aux Comités des projets de réglementation infiniment plus détaillés et plus sévères que le règlement de 1744 et dans lesquels elles essayaient de faire imposer à leurs commettants toutes les règles de l'expérience acquise par les compagnies. Tout y était prévu, depuis le détail des puits jusqu'à la grosseur des piliers et leur écartement ; toutes sortes de précautions étaient indiquées pour assurer par une inspection rigoureuse l'exécution du règlement. Cette méfiance même attestait le caractère défectueux de ce genre d'exploitation (2).

Ces précis, projets, mémoires étaient accompagnés à l'ordinaire de lettres et de considérations qui, voulant trop prouver, ne prouvaient que la mauvaise foi des autorités et des propriétaires, adversaires des grandes concessions : Pour ceux-ci, l'exploitation des mines est la chose la plus simple du monde, ils passent d'un air négligent sur des difficultés et des dangers qui inquiètent aujourd'hui encore les ingénieurs des mines les plus habiles. Non seulement ils mentent effrontément en déclarant que les concessionnaires ne font qu'effleurer la surface — c'est par ces imposteurs sans doute que Roland avait été renseigné —, alors que les propriétaires descendaient profondément dans les veines, mais encore ils condamnent à tout jamais leurs conceptions et leur science d'exploitation en affirmant qu'il n'y a aucune difficulté à faire des puits d'essai à travers le schiste ou le grès friable,

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Mémoire pour les propriétaires... 1791.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Pièces principales remises au Comité d'agriculture et de commerce relatives aux concessions et à la propriété des mines de charbon de terre du département de Rhône et Loire. 1790-1791.

qu'il est facile de se préserver des exhalaisons connues sous le nom de « houffettes ou feu brisous » que l'ouvrier « n'a besoin que de retourner le fil ou la vésicule vaporeuse, soit avec la main, soit en allumant cette vapeur avec sa lampe et se couchant sur le ventre, pour se soustraire à cette explosion soudaine qui se fait avec une détonation des plus fortes » (1).

Pourtant les concessionnaires avaient fait autour de Saint-Étienne trois galeries d'écoulement, sept fosses ou puits dont une de cent trente toises de profondeur, ils avaient monté cinq machines à molettes dont une de cinquante-deux pieds de diamètre (2).

Il y avait là de quoi donner à réfléchir à des cerveaux moins fermés que ceux des propriétaires. Nous n'avons cité ces exemples que pour montrer ce qu'étaient ces petites exploitations et quelle naïveté, quelle méconnaissance des difficultés et des nécessités de l'industrie minière les dirigeaient, comment le règlement de 1744 était resté lettre morte, même sur les petites exploitations qui s'étaient mises en règle avec la loi, comment enfin, en 1770 encore, l'intendant de Lyon était obligé d'inviter ses subdélégués à examiner s'il n'y avait pas lieu de tenir rigoureusement la main à l'exécution de ce règlement.

Ce caractère de hasard et de négligence qui est la marque certaine des petites exploitations, cesse complètement à l'apparition des grandes compagnies ; et de plus en plus, avec l'expérience qu'elles augmentent chaque jour, elles organisent scientifiquement leurs travaux.

L'art du sondage remplace en premier lieu les recherches vagues et hasardeuses ; on apprend à se servir de la bure, de la sonde qui permettent à coup sûr et sans tâtonnements de se rendre compte de la présence du charbon. Dans l'intérieur même des mines, on sonde les galeries et les puits pour s'assurer qu'on ne laisse pas de houille derrière soi, quelquefois

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Extrait de la lettre des Amis de la constitution de la ville de Saint-Étienne à l'Assemblée nationale sur le projet du Comité d'agriculture relativement aux mines de charbon de terre situées dans le département de Rhône et Loire. 1791.

(2) Ce qui est bon à savoir ou réponses des concessionnaires du Forez aux objections contenues dans les divers mémoires de quelques propriétaires de cette ci-devant province. Arch. nat., AD XIII¹⁴.

jusqu'à « quarante toises plus bas que le fond de la fosse ». On se sert de « *forests*, de *tarières* et *cuillères* dont les manches s'embranchent les uns sur les autres à vis et à écrous. » (1).

La sonde ordinaire était composée d'une tarière semblable à celle des charpentiers, évidée au-dessus du taillant pour ramener les échantillons de terre, le tout en bon acier trempé. Pour briser les rochers que la sonde ne peut entailler, on emploie des instruments tranchants ou contondants : *la langue de bœuf*, *la queue d'aronde*, *le bonnet de prêtre*. On arrondit et polit les trous pratiqués par ces instruments au moyen d'un dernier instrument appelé le *mouton*. La sonde entre ensuite en jeu (2).

Cette première et importante opération terminée, il importe de se rendre compte de l'orientation générale de la mine, de la direction des veines au moyen d'un petit nombre de points connus. Des règles générales avaient été établies qui permettaient, d'après des observations fréquentes, de déterminer exactement dans quel sens il convenait de diriger les travaux et à quel point il fallait les commencer. Un extrait des registres de l'Académie royale des Sciences du 31 août 1768 (3) permet, quatre ans plus tard, à deux hommes illustres, Lavoisier et Condorcet, d'adresser aux concessionnaires un certain nombre de conseils pratiques d'exploitation :

« Une des parties les plus importantes de l'art d'exploiter le charbon de terre consiste : 1^o à se former un tableau exact de la situation des veines, à juger de l'ensemble de leur marche par la connaissance du petit nombre de points qu'on connaît ; 2^o à se mettre en état, comme on dit, de dépouiller les veines dans quelque pendage (*) qu'elles soient situées, de pouvoir les suivre à une grande profondeur dans quelque nombre qu'elles soient les unes au-dessus des autres ; 3^o en un mot

(1) Arch. nat., F14 bis 7820. *Mémoire sur la manière d'exploiter le charbon de terre dans le Hainaut français*, par M. Pajot Descharmes, ingénieur honoraire des mines.

(2) GENSANNE, *ouv. cit.*

(3) Arch. nat., F12 2231. Fait au Louvre le 2 septembre 1772. Signé : le roi et Lavoisier et certifié par Condorcet.

(*) Ces veines sont communément inclinées à l'horizon, tantôt elles s'approchent de la ligne perpendiculaire, et elles se nomment alors *pendages de roisse*, tantôt elles sont presque horizontales et on les désigne alors sous le nom de *pendages de plature...* »

d'attaquer les veines dans l'endroit où l'exploitation est la plus commode, la plus sûre et la moins dispendieuse. Cette partie de l'art est la plus importante et la plus difficile. Elle exige des combinaisons très compliquées de la part de celui qui dirige l'exploitation, des connaissances très étendues et très multipliées, et quand on considérera toutes les qualités qu'elle exige on ne sera plus surpris, si quelques-unes des entreprises qui ont été faites en ce genre, ont eu si peu de succès.

Ces conseils étaient le résumé d'observations, surtout d'observations de Morand. Ils indiquent que l'art d'exploiter les mines était sorti de la période des hésitations et des tâtonnements et que dès lors les entrepreneurs pouvaient procéder d'après quelques règles précises et sûres.

Nous trouvons dans Morand (1) lui-même des considérations destinées à guider les entrepreneurs. Ainsi l'étude géologique du sol doit à l'avance indiquer à l'entrepreneur les difficultés auxquelles il va se heurter, rochers, torrents souterrains, poches d'eau, instabilité des terres, etc... Cette étude géologique peut déjà l'aider à faire un budget de dépenses probables. L'examen de la situation de la mine, sa proximité d'une forêt pour le boisage, d'un centre industriel pour les fers, surtout les moyens de communication qui la desservent, canaux, rivière navigable, chemins ou routes tant pour l'accès des ouvriers et des matériaux que pour l'enlèvement du charbon, sont des éléments très importants à fixer; la nature même des chemins, de la mine aux magasins d'embarquement, détermine la forme des voitures, le diamètre des roues; la taille des chevaux de la contrée entre aussi en ligne de compte.

Aléon-Dulac (2) écrivit, lui aussi, un manuel pratique à l'usage des entrepreneurs de mines. Il résume les différents procédés dont on se sert pour leur découverte : proximité de fossiles, recherches de vapeurs sulfureuses ou bitumineuses dans l'air, examen des racines des végétaux, présence de « l'alun feuilleté », analyse des eaux de la région, etc. Il termine par ces mots : « On se sert encore de la sonde ou tarière, c'est vraisemblablement la méthode la plus sûre ».

Ces règles scientifiques devinrent vite le précis à la fois des

(1) MORAND, *ouv. cit.*

(2) ALÉON-DULAC, *ouv. cit.*

entrepreneurs et des inspecteurs des mines. On comprit aisément leur importance et désormais on attacha une grande valeur à l'orientation des veines, à la composition du terrain. Un inspecteur sérieux, comme Jars, commençait presque toujours ses rapports par une exposition de ces données :

« Le vallon qui renferme ces mines est assez long, il s'étend de l'Est à l'Ouest, la montagne où on les exploite est exposée au Midi et fort élevée du côté du nord, les couches de charbon qui y sont ont la même inclinaison que la montagne et même direction que le vallon ; l'inclinaison m'a paru entre trente et quarante degrés ; Rouchamp est au couchant et Champagny au levant, la couche qu'on exploite à Rouchamp ne paraît pas être la même que celle de Champagny, mais lui être parallèle, elle est aussi moins épaisse, plus pierreuse et plus pyriteuse que la dernière, car dans cette première le charbon se trouve divisé par des couches de plusieurs pouces d'épaisseur d'une pierre de grès, d'un schiste noir et très mêlé de veines de pyrites... » (1).

Ces règles, ces prescriptions permettaient aux inspecteurs de donner d'utiles instructions : « Il m'a paru que de la plaine, écrit Jars dans le même rapport, il y avait un endroit beaucoup plus bas où l'on pourrait commencer une galerie dirigée du Midi au Nord, qui par conséquent couperait en angle droit toutes les couches de charbon et en ferait découvrir d'autres qu'on ne connaît pas encore, écoulerait toutes les eaux de la montagne et formerait la plus belle exploitation... ».

Toutes ces méthodes, ces prévisions, tous ces conseils, toutes ces indications ne sont certes pas le fait d'une industrie qui se meurt et se dirige au hasard. Dans le domaine des mines, on sait désormais où l'on va, on prévoit même à l'avance et sur le terrain non ouvert on peut presque tracer le plan de la future mine.

Les connaissances scientifiques qui guidaient les exploitations ne s'arrêtaient pas là : La mine est découverte, repérée, identifiée. Il s'agit de l'ouvrir. On procédait alors par puits ou bures d'essais. Ce ne sont plus des fouilles faites au hasard comme ce fut le cas pour les travaux des opiniâtres prospecteurs du Hainaut. Les bures d'essai sont en somme des trous

(1) Arch. nat., F¹² 1300. Journal de voyage de M. Jars, 1769 (mines de charbon de terre de Rouchamp et Champagny à deux lieues de la ville de Lure).

de sondage de trente à quarante toises pratiqués pour chercher l'épaisseur de la veine, la qualité du charbon, l'endroit enfin où il convient de commencer les travaux. Mathieu, aux mines de Noyant, fit une « fosse d'épreuve » de trente et une toises de profondeur dans le rocher avec une galerie transversale. Cet essai lui coûta onze mille livres (1).

L'endroit déterminé, on commence les travaux. Ici intervient une science sans laquelle « il est moralement impossible d'exploiter en règle une mine un peu considérable » (2). On ne conçoit plus, dès cette époque, une exploitation qui ne serait pas scientifiquement conduite, méthodiquement organisée. Il ne reste rien de ce caractère précaire et hasardeux que quelques écrivains ont gratuitement attribué à toutes les mines du XVIII^e siècle. La mésaventure arrivée à Roland qui fut égaré dans les mines de Saint-Étienne par ses conducteurs, lumières éteintes, de l'eau jusqu'à mi-jambes, prouve simplement qu'il s'était confié à quelque malheureux gratteur de terre et non à un entrepreneur sérieux et scientifique.

La géométrie souterraine, qui est la conductrice des travaux commencés, ne diffère pas, affirme Gensanne, de ce qu'il appelle la géométrie pratique, et il est impossible d'entreprendre des travaux sérieusement établis si l'on ignore les opérations de la géométrie pratique qui doivent régler les différents alignements souterrains et déterminer la correspondance qu'ils peuvent avoir les uns avec les autres. La géométrie souterraine avait été introduite en France par les mineurs étrangers. Cependant, il n'en existait point de traité, car la mort avait empêché Jars d'écrire le livre qu'il méditait. Gensanne combla cette lacune. Il serait du domaine d'une étude technique, qui n'est ni de notre sujet ni de notre compétence, d'analyser l'ouvrage de Gensanne. Bornons-nous à énumérer les instruments qu'il indique, comme indispensables au travail de la géométrie souterraine, à l'ingénieur des mines, et qui sont contenus dans ce qu'il appelle *un étui de mathématiques complet* :

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593.

(2) GENSANNE, *Géométrie souterraine ou traité de géométrie pratique appliquée à l'usage des travaux des mines*. Montpellier, 1770.

« Cet étui doit être garni d'un compas simple, d'un compas à trois pointes, d'un porte-crayon, d'un tire-ligne, avec une aiguille à pointer, à ponctuer, d'une règle, d'un compas de proportion, d'une équerre pliante avec un œil pour servir de niveau au besoin, d'un plomb et de deux demi-cercles gradués, vulgairement appelés rapporteurs, et dont l'un doit être de métal et l'autre de corne pour qu'il soit transparent. Ce dernier surtout est d'une grande commodité pour porter sur le papier les différents angles qu'on a pris en opérant, et qu'on a dû noter de manière que nous l'expliquerons dans son temps. »

Outre l'étui de mathématiques, il conseille encore : une boussole exacte, un *réciplane* ou *graphomètre*, un *cadran* ou une *chaîne* sur lesquels les toises seront marquées, un *pied de roi*, quelques *règles* bien dressées.

Quand on le pouvait, on préférait ouvrir la mine en galeries. Ce fut le procédé de Tubeuf, presque toujours, ce fut aussi la méthode de l'ingénieur Prévost, à la Grand-Combe : le subdélégué Faujas de Saint-Fond trouve son exploitation parfaite, sauf le mode de portage qui se fait encore à dos d'hommes dans de grands paniers alors que des caisses roulantes appelées « chiens » sont plus humaines et plus pratiques (1). L'entrée de la mine — quand elle se présentait en terre molle — était maçonnée, puis la galerie commençait dans le roc vif jusqu'à ce que le toit de charbon de la veine fût assez fort pour mettre les ouvriers à l'abri des éboulements. Presque toujours alors, la galerie se divisait en deux ou trois embranchements réunis par des couloirs qui facilitaient la circulation de l'air et ménageaient une retraite en cas d'accident. Galeries et couloirs étaient soutenus par des masses de charbon taillés en piliers (2). L'entrée des galeries était parfois étançonnée non en maçonnerie, mais en chêne — tout autre bois était interdit par les règlements (3). L'ouverture de la mine — à flanc de coteau presque toujours — s'appelait une *fendue*. La fendue avait, en moyenne, 1 mètre 80 à 2 mètres de largeur ; la hauteur était celle de la couche de charbon ; les galeries qui aboutissaient à la fendue avaient les mêmes dimensions et étaient à l'ordinaire espacées de 6 mètres en 6 mètres. Les piliers de

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7682. (1786)

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) GENSANNE, *Hist. nat.*

support étaient ménagés tous les 3 ou 4 mètres. Quand on était arrivé à l'extrémité du filon, on l'abandonnait en abattant au fur et à mesure de la retraite le charbon des piliers (1). Parfois le charbon friable ou peu épais ne constituait pas un toit de mine suffisamment solide. On établissait alors un revêtement de poutres emboîtées les unes dans les autres qui soutenait le plafond et épousait les formes des parois. Le pied des poutres s'appuyait directement sur le sol de la mine ou encore sur de fortes pierres plates ou sur des semelles de bois. Entre les poutres, on enfonçait des bûches que l'on cimentait avec de la terre et des pierres. Les bûches chevauchaient sur deux poutres.

Cette forme d'exploitation par entrée en galerie, directement, était surtout employée dans les mines primitives. On la trouve cependant sur quelques mines importantes comme celle de la Grand-Combe, comme celle de Rochebelle (Tubeuf). Le terrain et l'aspect des filons se prêtaient à ce genre d'ouverture évidemment plus facile et plus profitable. On trouve aussi des mines de cette sorte en Dauphiné (2). Une partie de la mine de Montcenis était exploitée en deux galeries qui se réunissaient à trente ou quarante toises de l'ouverture ; bien étançonnées de madriers de chêne, elles descendaient en pente douce à la profondeur d'environ soixante pieds (3). En somme, cette méthode d'exploitation était rare et la présentation des mines exigeait presque toujours l'ouverture en puits.

Les puits étaient, à l'aurore des mines, et comme les galeries du reste, creusés sans poudre, à la pointerelle seulement. Cependant, avec ces moyens primitifs, on s'enfonça déjà à des profondeurs relativement grandes. A Anzin, en 1735, on ouvrit deux fosses jusqu'à 182 mètres de profondeur ; en 1737 une fosse jusqu'à 179 mètres et une jusqu'à 143 ; en 1746 une fosse jusqu'à 205 mètres. Ces fosses étaient rondes et d'un petit diamètre ; on les soutenait et on combattait les eaux en les garnissant de douves assemblées à la manière de cuves, d'où le nom de *cuvelage*. Ce fut l'ingénieur Mathieu qui, en inven-

(1) LESEURE, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7705.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866.

tant le cuvelage carré, en le combinant de telle sorte qu'il fit presque corps avec le terrain, permit de creuser les *puits carrés* et profonds des grandes mines du XVIII^e siècle. Ces puits avaient, malgré leur nom, généralement la forme d'un rectangle de quatre pieds de largeur sur sept pieds de longueur. Ce cuvelage spécial prit le nom de *picotage*. Le picotage fut adopté sur toutes les mines avec cette différence qu'à Anzin il se faisait de haut en bas et partout ailleurs de bas en haut (1). On commençait par égaliser les pierres du puits soit en diminuant à la pointerelle celles qui saillaient trop, soit en augmentant celles qui étaient trop en retrait avec de la chaux éteinte mélangée de cendres. Contre ce mur enduit de ciment, on plaçait horizontalement l'une au-dessus de l'autre des planches de six pouces d'épaisseur sur un pied de hauteur, séparées aux quatre angles par des rainures qui leur permettaient de jouer. On garnissait l'intervalle entre le bois et le terrain de mortier et de mousse, parfois d'une seconde planche plus petite, et dans cet amalgame de mousse et de mortier, on enfonçait des coins de bois appelés *picots* à coups de marteau de fer, opération qui presque toujours se poursuivait en luttant contre la pression formidable de l'eau. Au fur et à mesure qu'on avançait dans le picotage, on laissait l'eau envahir le puits pour qu'elle dilatât le bois et resserrât l'ouvrage ; à ce moment s'il n'avait pas été fait avec une extrême précision, tout éclatait (1). L'eau fit éclater à Anzin des pièces de chêne de sept à dix pouces. Sur cette concession, de 1724 à 1756, on ouvrit vingt-deux puits d'extraction et quatorze puits

(1) Arch. nat., F14 bis 7870. Il nous semble qu'il est utile de faire quelques réserves sur le détail, car il paraît invraisemblable qu'on ait creusé un puits d'abord et qu'on l'ait picoté ensuite, méthode très dangereuse. Peut-être le système de picotage de bas en haut était-il employé successivement sur de courtes sections.

(1) Arch. nat., F14 bis 7820. Mémoire concernant l'administration des mines d'Anzin. Présenté à M. de La Boullaye, intendant général au département des mines et minières du royaume de France, « ce 5^e jour du mois de décembre 1783, par M. Blavier, élève surnuméraire de l'École royale des mines, approuvé et corrigé par MM. Brigaudin, Lejeune, Prud'homme, professeur de l'École royale des Mines » Nous doutons que le titre de professeur soit ici légitime.

GENSANNE, dans son *Histoire naturelle*, donne du picotage une description qui diffère un peu dans ses détails de celle que nous citons ici et qui intéressera les spécialistes.

d'aérage ou d'épuisement d'eau. En 1756, les bois à cuveler les fosses coûtaient seuls 80,000 livres par an (1). Ces gigantesques travaux avaient été entrepris par la compagnie Desandrouin et Taffin, livrée à ses propres moyens. De 1757 à 1791, la compagnie d'Anzin, constituée, ouvrit trente-six puits. De 1716 à 1791, elle ou les compagnies primitives avaient ouvert, tant en puits utiles qu'en vaines tentatives, soixante-dix puits (2). La compagnie avait entre autres fait en 1776 à Escauduin un forage de 1200 mètres. En 1791, la fosse Tinchon, la plus profonde, descendait à 297 mètres. On peut juger combien certains auteurs se sont trompés en déclarant que les exploitations du XVIII^e siècle étaient peu profondes. Un mémoire de 1790 affirme que chaque puits coûtait à Anzin 400.000 livres (3), mais ce chiffre nous paraît fortement exagéré.

Dans la même région, Saint-Saulve dépensait 1.600.000 livres pour creuser des puits : le marquis de Traisnel ouvrait quatre puits bien cuvelés de 115 et 124 toises de profondeur et arrivait à des veines de deux à cinq pieds d'épaisseur ; il ne considérait ces travaux que comme des puits de recherche et d'essai (4). A Brélières, la compagnie de MM. Havey et Lesellier sondait jusqu'à 111 mètres de profondeur (5) et atteignait une tourbe inutilisable à 180 et 200 mètres. Les puits et les sondages de 80 à 100 mètres étaient fréquents dans cette région.

Ces puits d'extraction ne constituaient pas tous les travaux des mines. Il fallait encore aérer les galeries profondes, sortir les matériaux inutiles, rochers, terres, cailloutis, expulser les eaux et enfin remonter le charbon.

L'aérage des mines se perfectionna au cours du XVIII^e siècle. Le moyen primitif, employé en 1720, consistait simplement à ouvrir un puits spécial d'aérage à l'entrée duquel des

(1) GRAR, *ouv. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Dans un document de la compagnie de Saint-Saulve (Arch. nat., F¹⁴ bis 7810), deux puits sont également estimés à 400.000 livres chacun. Cette similitude absolue de chiffres augmente notre suspicion. D'ailleurs ces documents sont destinés — en vue de faveurs à obtenir — à faire valoir les efforts de ces compagnies.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816. Rapport de Duhamel.

(5) *Journal des Mines.*

hommes agitaient des branchages ou des étoffes pour établir un courant d'air. En 1756, Desandrouin eut l'idée de faire allumer dans les galeries de petits foyers comme appels d'air, mais la fumée incommodait les ouvriers. Plus tard, on plaça les « feux d'air » au bas du puits. Enfin, aux environs de 1765, pour éviter les frais d'un puits spécial, on partagea le puits unique en deux. Une moitié servait à la descente et à l'aérage, l'autre à l'épuisement des eaux et à la sortie du charbon. Quelquefois aussi, au moyen de planches, on formait dans l'angle des galeries des puits secondaires pour ces différents usages. Dans ces deux cas, l'appareil d'aérage était muni d'un tourniquet qui servait à élever un seau ; dans ce seau on brûlait du charbon pour établir un courant d'air continu. Quelquefois le foyer était construit au fond, mais séparé du puits et relié à lui par une cheminée de huit à dix mètres de longueur (1). A Anzin, jusqu'en 1756, on construisit quatorze puits d'aérage et un grand nombre de galeries destinées au même usage. En 1783, ces dernières existaient toujours et communiquaient avec les galeries d'extraction par des portes d'aérage (2).

Par les puits d'aérage s'effectuait ordinairement la descente des ouvriers. Autour de Saint-Étienne seulement, on trouvait des puits en forme d'entonnoirs dont il fallait remonter péniblement les bords ; quelques-unes des mines, les mieux exploitées, étaient accessibles par de vrais escaliers taillés dans le charbon. Dans un certain nombre de mines, c'est par une série d'échelles que l'on descendait, mais les ruptures de bois étant fréquentes, Desandrouin avait installé une échelle en fer. Le perfectionnement consista à supprimer ces modes de descente, fatigants et dangereux et, dès 1760, sur presque toutes les mines, les ouvriers descendaient dans des bennes actionnées autour d'un treuil mu par des chevaux et auxquelles les

(1) RENOARD, *ouv. cit.*

(2) On proposa, dans un mémoire, différents moyens d'aérage : l'établissement de ventilateurs ou immenses soufflets, l'utilisation des eaux intérieures pour créer une chute d'eau artificielle qui provoquerait « un vent violent », la construction de cheminées en tuyaux et en caisses qui se prolongeraient jusqu'au fond des galeries. Ces moyens étaient, paraît-il, en usage à l'étranger. Arch. nat., F¹⁴ 1312.

bennes, qui remontaient pleines de charbon ou de matériaux, faisaient contrepoids.

Mais ce fut la lutte contre les eaux qui fut le constant souci des entrepreneurs de mines. Ce fut cette préoccupation qui engendra surtout le perfectionnement mécanique dans l'industrie minière. De tous les accidents qui guettaient la vie d'une mine et de son personnel, l'eau était le plus redoutable. Le feu était relativement facile à éviter avec des précautions ; les éboulements étaient aisés à prévenir par l'observation de quelques règles. Rien au contraire ne pouvait protéger contre les poches d'eau imprévues, contre les torrents souterrains soudainement rencontrés, contre le simple envahissement des eaux stagnantes dans les travaux. Pour détourner ce danger, les grandes mines établirent une ou plusieurs galeries d'écoulement dans lesquelles on faisait dériver les torrents, l'eau des poches crevées, toutes les eaux souterraines enfin. L'établissement de ces galeries d'écoulement — quelques-unes, à Anzin, eurent jusqu'à 800 et 900 toises de long, maçonnées en briques (1) — que les petits propriétaires n'avaient jamais su ou voulu entreprendre, devint un des arguments les plus efficaces des sollicitateurs de concession. Il n'en est pas un qui n'ait promis d'en creuser dans la région où il désirait s'établir. Ces galeries d'écoulement furent même parfois imposées par le gouvernement dans ses arrêts. Quand elles pouvaient déverser les eaux ainsi collectées, directement au dehors, dans une rivière par exemple, les difficultés étaient relativement faibles. Mais ce cas heureux était rare et ne se présentait guère que sur les mines ouvertes par galerie.

Sur toutes les autres mines, le grave problème consistait à enlever l'eau ainsi accumulée dans la galerie spéciale et dans le réservoir qui la terminait. De 1716 à 1744, les seuls moyens en usage furent la pompe à bras, la machine à mollettes, mue par des chevaux, qui remontaient des seaux ou de grands sacs de cuir, moyens primitifs qui permirent pourtant parfois de lutter contre l'envahissement des eaux, mais au prix d'énormes sacrifices. Quelques mines employaient un nombre

(1) Arch. nat., F¹⁴ mis 7820.

considérable de chevaux à cet usage. Au début de l'exploitation de Fresnes, la machine à mollettes des galeries d'une seule houillère exigeait jour et nuit le travail de vingt hommes et de cinquante chevaux : c'était d'ailleurs un progrès réel sur la pompe à bras et surtout sur l'abandon de la mine devant le fléau. La machine à mollettes fut assez longtemps, sur certaines mines, le seul moyen de lutte. On le trouve encore décrire l'appareil extrêmement simple. On le trouve encore dans certaines provinces où il n'est pas rare de voir deux chevaux de labour occupés le soir à tourner la machine d'un puits.

Cependant, en 1732, Desandrouin réalisa un progrès considérable au puits de la Petite-Fosse, à Fresnes. Il fit placer une machine à vapeur d'épuisement — appelée alors machine à feu ou pompe à feu — du système anglais « Newcomen ». Deux hommes la servaient. En quarante-huit heures, elle épuisait toutes les eaux accumulées pendant une semaine dans la galerie d'écoulement (1). Il existe trois versions contradictoires de cet événement qui marque une date essentielle de notre histoire industrielle : l'introduction dans l'exploitation minière de la première machine à vapeur.

Belidor affirme simplement — après plusieurs voyages d'étude à Fresnes, — que cette première machine à feu, comme toutes celles de cette époque, fut montée par des Anglais.

Adolphe Castiaux, ingénieur des mines d'Anzin, raconte, d'après les souvenirs de ses plus vieux ouvriers, que Pierre Mathieu, au risque de sa vie, alla en Angleterre dérober le plan de la première « machine atmosphérique ». Il en établit une à Fresnes en 1732 ; elle fonctionna mal. Mathieu repassa le détroit et, en dépit du danger qu'il courait d'être assommé sur place, il se rendit compte que quelques pièces avaient échappé à son examen et il combla cette lacune.

La troisième version est de J. P. Mathieu, petit-fils de Jacques. D'après lui, pendant les recherches de houille qui eurent lieu entre 1725 et 1753, Pierre Mathieu, l'aîné de Jac-

(1) RENOUARD, *ouv. cit.* ; GRAR, *ouv. cit.* — Grar et Renouard diffèrent un peu quant à la date de l'établissement de la première pompe à feu. Ce fut d'après eux entre 1725 et 1733.

ques, accompagné de Desandrouin, parvint au prix de grandes difficultés de se procurer à Liège le plan détaillé d'une machine à feu (1).

Quelle que soit la vérité dans le détail, c'est Mathieu et Desandrouin qui introduisirent sur les mines de France la machine à vapeur, et, au portrait que nous avons tracé plus haut de ces hardis entrepreneurs, il faut ajouter ce trait de caractère : ils furent des industriels attentifs à accueillir les perfectionnements et les innovations. L'industrie des mines doit en tout cas à ces hommes entreprenants le plus grand bouleversement qu'elle ait connu. Grâce à eux, les exploitations de grandes profondeurs allaient devenir possibles, le péril des eaux n'étant plus impossible à conjurer ; la remonte des charbons, l'évacuation des matériaux, la circulation des ouvriers dans les puits allaient profiter de la machine nouvelle.

Dans une lettre du 25 ventôse, an IV, adressée à l'administration du département, la compagnie d'Anzin — peut-être pour faire valoir ses efforts et ses services — adoptait la version qui représentait Mathieu « déroband » leur secret aux Anglais.

En tout cas, pendant de longues années, la compagnie d'Anzin ne put se procurer qu'en Angleterre les cylindres de cinquante à soixante pouces de diamètre sur douze pieds de hauteur de la machine à feu. Ils coûtaient sept à huit mille livres (2).

L'établissement de la première machine à vapeur coûta à Desandrouin 75.000 livres. En 1781, Aniche en commandait une pour 45.000 livres. En 1784, le prix était tombé à 30.000 livres. Indiquons encore qu'en 1756 la compagnie

(1) Voir aussi Arch. nat., G² 360. Un rapport semble insinuer que la pompe à feu d'Anzin a été tout simplement inspirée par la machine de Marly.

(2) GRAR, *ouv. cit.* D'après la déclaration de la compagnie à la suite de l'arrêt de 1783. Lavoisier fit à Anzin un voyage pour examiner les pompes à feu. Il les mesura lui-même. En voici la description technique :

Diamètre du cylindre ou piston : 44 pouces, mesure de roi.

Levée du piston : 5 pieds, 6 pouces.

Par minute de 7 à 8 coups.

Diamètre du piston des pompes : 7 pouces $\frac{1}{2}$.

Profondeur d'où elle élève l'eau : 431 pieds, 9 pouces, mesure de roi.

Poids des attirails de toute espèce : 8.000 livres.

L'Encyclopédie, l'abbé Bonnet, Belidor donnent également des descriptions scientifiques des machines à feu d'Anzin et de Fresnes.

Desandrouin et Taffin avait établi cinq machines à vapeur. La compagnie d'Anzin en avait douze en 1791.

Dès 1783, il se produit une nouvelle transformation dans le machinisme des mines. On adapta à la machine à vapeur, sur la fosse Beaujardin, à Anzin, « le balancier à contrepoids appelé hydraulique pour équilibrer le poids mort des fosses d'épuisement ».

En quelques années l'industrie des mines s'était transformée; elle avait vu la *vargue*, la lente et faible machine à mollette, actionnée par des chevaux, conduite par un enfant, se transformer en un puissant organisme industriel qui permettait toutes les audaces et toutes les espérances.

En 1783, Anzin, Fresnes et Vieux-Condé avaient en exploitation trente fosses d'extraction et dix fosses de machines à vapeur, pour une extraction annuelle de 350.000 muids de charbon. Ces mines employaient 3.110 ouvriers et 600 chevaux de transport (1). En 1790, il y avait vingt-cinq puits à Anzin, douze aux mines de Fresnes et de Vieux-Condé. Chaque puits coûtait 400.000 livres (2), soit à peu près au total quinze millions de travaux. Leur profondeur moyenne était de 150 toises. Douze machines à feu à 100.000 livres chacune (complètement montée avec le prix de transport d'Angleterre) fonctionnaient sur l'exploitation. Les galeries étaient revenues à sept millions. L'ensemble de l'exploitation représentait un capital de vingt-trois à vingt-quatre millions — sans comprendre dans cette somme les millions prodigués dans la longue période de recherches. Anzin employait quatre mille ouvriers et six cents chevaux (3).

Nous nous sommes occupé en premier lieu et longuement des mines d'Anzin parce que ce furent les plus importantes du siècle et que l'esprit entreprenant et hardi de leurs directeurs leur donnèrent un développement industriel que les autres entreprises ne firent qu'imiter.

(1) Arch. nat., F14 bis 7820. Déclaration des entrepreneurs des mines de charbon d'Anzin, Fresnes et Vieux-Condé, présentée à monseigneur l'intendant de Valenciennes, le 24 août 1783, en conséquence de l'arrêt du Conseil du 19 mars 1783.

(2) Nous avons plus haut émis des doutes à propos de cette somme.

(3) Arch. nat., AD xm14. Mémoire sur les mines de charbon du Hainaut français.

Cependant le progrès fut général en France.

En 1757, de Solages fit construire deux machines hydrauliques et embaucher à Namur des mécaniciens pour les conduire (1). Depuis longtemps déjà, l'exploitation de Carmaux était prospère et « très en règle » (2), de Solages avait tenté des perfectionnements mécaniques sans avoir eu pourtant l'initiative heureuse de Desandrouin. Ainsi, un des premiers il remplaça les échelles de descente par de vastes seaux qui se faisaient contrepoids et dont la corde s'enroulait autour d'une forte roue « semblable à celle que l'on adapte aux grues des bâtiments » (3). Il avait aussi imaginé une « machine d'aérage » assez compliquée, mais ingénieuse, dont Ballainvilliers donne une description qui pourra intéresser rétrospectivement les spécialistes.

Sa lutte contre les eaux fut une des plus ardues et des plus difficiles. Ses mines étaient si humides qu'il consommait chaque jour une grande quantité d'outres « de boue huilée » dont les ouvriers étaient obligés de s'enduire (4). Il ne vainquit complètement l'obstacle qu'avec les pompes à feu. Ses machines à mollettes, qui nécessitaient un équipage de trente chevaux, composées de trois pompes de fonte de six pouces de diamètre et qui épuisaient mille à douze cents muids d'eau par jour, étaient encore trop faibles. De Solages avait exploité jusqu'à 300 pieds de profondeur (5). Dès les débuts de son exploitation, il avait mis en extraction 12 galeries, dont les deux principales, une de 40, l'autre de 54 toises, donnaient jusqu'à 50 barriques de charbon par jour. Il était gêné d'ailleurs par le règlement de 1744 qui prescrivait que les galeries ne pourraient pas avoir plus de 8 pieds de largeur. Il demandait l'autorisation, ses fouilles étant dans un roc vif très solide, de les porter jusqu'à 20 et 24 pieds (6). Mais son exploitation, plus encore que les autres, ne prit son essor qu'avec l'aide

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) *Mémoires* de BALLAINVILLIERS, intendant du Languedoc.

(3) *Ibid.*

(4) Arch. de l'Hérault, C 2719.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7893.

(6) Arch. de l'Hérault, C 2721, déj. cit.

de la machine à vapeur (1).

La machine à feu de de Solages est, croyons-nous, la seule qui ait été mise en marche sur les mines du Languedoc pendant une longue période. Tubeuf, si entreprenant, si actif, si « industriel » de mentalité, si complaisant aussi dans ses innombrables lettres et mémoires à faire valoir ses efforts, ses travaux et la perfection de ses mines, ne fait pas mention de pompe à feu sur ses exploitations. Comment en aurait-il monté même une seule ? Etabli au sud-est de la France et obligé d'aller acheter cette machine en Angleterre ou dans le bassin de Liège, il aurait eu d'énormes difficultés et des frais considérables pour la transporter jusqu'en Languedoc, alors que de Solages, installé à proximité de Bordeaux, pouvait aisément s'en pourvoir. Les difficultés financières du concessionnaire de Rochebelle, son manque de fonds, lui interdisaient cette amélioration de ses travaux. D'ailleurs ses mines étaient relativement peu gênées par les eaux. Les grandes et nombreuses galeries d'écoulement qu'il construisit quelquefois avec de rudes difficultés (à Pigère par exemple, il fit creuser dans le roc vif une galerie d'écoulement de 87 toises pour sécher une galerie d'extraction de 115 toises), suffirent aux besoins de ses exploitations. Presque toujours en effet, ses mines étaient ouvertes par galeries, à flanc de coteau et l'écoulement pouvait se faire directement au dehors (2).

Les mines du Forez et plus généralement les mines du Lyonnais, si importantes, si étendues, si productives, ne profitèrent pas des innovations mécaniques de Desandrouin. Nous ne trouvons nulle part trace de machine ou pompe à feu sur les entreprises. Il faut se rappeler, pour défendre les concessionnaires de cette région du soupçon de routine, que leurs collègues du Nord travaillaient dans la paix et la sécurité, tandis qu'ils étaient soumis, eux, au régime des révoltes conti-

(1) Voir encore entre autres documents — tous à peu près semblables et fournissant les mêmes détails — le *Bulletin de la Société languedocienne de géographie*. 1888, 2^e trimestre. *La province du Languedoc en 1789*, par Monin. Germain MARTIN, *Grande industrie*, *ouv. cit.* d'après BROSSARD, *ouv. cit.* Arch. nat., F¹² 82 et série C des Arch. de l'Hérault. Tous ces documents à propos des mines de Carmaux.

(2) BARDON, *ouv. cit.*

nelles, à l'angoisse des attaques fréquentes et à l'instabilité inquiétante de leur propriété industrielle. Les conditions étaient donc très mauvaises et n'encourageaient pas les directeurs de mines à augmenter leurs frais par l'achat de machines nouvelles, alors qu'ils n'étaient pas sûrs du lendemain. Ainsi Martel, concessionnaire avec d'Osmond et directeur de l'exploitation de Roche-La-Molière, convaincu que l'arrêt d'octobre 1788 mettait un terme définitif aux longues luttes entre les anciens propriétaires et lui, s'apprêtait à « recevoir une pompe à feu qu'on allait y placer pour élever les eaux inférieures à la galerie d'écoulement... » (1), lorsqu'il fut attaqué par une troupe de gens venus armés et menaçants de Saint-Etienne et chassé de sa concession.

Les concessionnaires du Forez entreprirent pourtant des travaux importants (2), mais en général les mines du centre furent ouvertes moins profondément que les mines du Nord. Les profondeurs variaient de 60 à 120 mètres sur un diamètre de 2 mètres à 2 mètres 20 (3). Beaucoup de galeries ou de puits ne se trouvaient même qu'à une trentaine de mètres de la surface (4). Aussi les procédés de boisage furent moins sérieusement étudiés et les boisages eux-mêmes moins solidement établis que dans les profondes mines du Nord, tant dans les puits que dans les galeries. On se contentait de foncer un premier *boisage perdu* et un second *boisage solide* (5).

Les concessionnaires du Forez portèrent tout leur effort sur l'établissement de galeries d'écoulement. Ce furent leurs grands travaux, ceux dont ils se vantèrent le plus auprès des autorités pour défendre leur privilège contre les prétentions des petits propriétaires. La compagnie Lacombe, au Gravenand et au Mouillon, quand elle fut obligée d'abandonner sa concession, demanda aux propriétaires une indemnité spéciale

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744. Réponse des concessionnaires...

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Un subdélégué de M. de Flesselles attribue à la mine Burnaud 6000 pieds de longueur, 300 pieds de profondeur et 70 pieds de masse. L'intendant estime, il est vrai, qu'il y a exagération.

(3) LESEURE, *ouv. cit.*

(4) *Ibid.*

(5) BROSSARD, *ouv. cit.*

pour la galerie d'écoulement (1) qu'elle avait creusée et qui atteignait 700 mètres de longueur, desservait 22 puits au Gravenand, 23 puits au Mouillon, 753 mètres plus loin (2).

A Roche-La-Molière la veine de 130 toises de profondeur était desservie par une galerie d'écoulement que la Compagnie d'Osmond avait ouverte à travers de nombreuses difficultés et à grands frais (3).

A Rive-de-Gier, le système d'écoulement était composé de plusieurs galeries qui, de réservoir en réservoir, conduisaient l'eau au puits d'enlèvement (4).

Une autre entreprise de Rive-de-Gier n'avait pas pu, on ne sait trop pourquoi, établir de galerie pour les eaux ; on les enlevait avec des treuils et des mollettes par les puits d'extraction. Ces puits, dans la région — à Saint-Chamond surtout — avaient presque tous encore la vieille forme circulaire de sept à huit pieds de diamètre. Cependant, on commençait à utiliser le puits rectangulaire (5).

Toutes ces galeries, tous ces puits étaient desservis par la machine à mollettes, mue par des chevaux et qui constituait déjà un réel progrès sur l'ancienne machine à bras. Elle mettait en action des pompes, quelquefois à plusieurs jets. La transformation avait eu lieu dès 1740 ; elle facilitait à la fois l'épuisement des eaux et la sortie du charbon, car la machine servait à un usage pendant la nuit et à l'autre pendant le jour.

Autour de l'année 1776, quelques mines de la région adoptèrent la machine hydraulique, inspirée par le système des moulins à eau, à Grand-Croix, par exemple, aux mines de la Fressange, au Petit-Féhin en 1788. Certaines mines, plus particulièrement difficiles, avaient tout un système d'épuisement intérieur où se combinaient la vieille pompe à bras et le nouveau moteur hydraulique : « A la mine de la Tour-Varan, les eaux du fond étaient relevées jusqu'à un réservoir intérieur au moyen de huit pompes étagées en pente et appuyées sur

(1) Arch. nat., E 266obis.

(2) LESEURE, *ouv. cit.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(5) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Rapport du chevalier de Grignon.

le mur ; six étaient mues à bras et deux par de petites roues hydrauliques placées à la surface. Deux autres machines hydrauliques actionnaient deux pompes verticales qui amenaient au jour les eaux du réservoir » (1).

Ce fut en 1789 qu'un extracteur, Donzel, après un voyage d'étude en Angleterre, tenta d'établir sur ses mines, à Neuf-du-Mouillon, une pompe à feu du système Watt, commandée aux frères Perier, à Chaillot. Le cylindre de la machine et le corps de pompe étaient en fonte. Le balancier donnait douze coups à la minute. La chaudière fit rapidement explosion et les pompes à feu furent discréditées pour longtemps encore dans les mines du Lyonnais.

Si nous jetons un coup d'œil sur les autres mines de France, nous voyons que l'usage de la machine à feu, qui se répandait lentement, fut adopté surtout dans les régions où le transport de cet énorme appareil pouvait se faire facilement, c'est-à-dire à proximité de l'Angleterre ou du moins d'un port de France en relations faciles avec l'Angleterre, la meilleure productrice de machines. Ainsi en 1772, des concessionnaires de Nantes, MM. Simon et Joseph Jary placèrent sur leur mine de la paroisse de Nort une machine à feu venue d'Outre-Manche et qui leur coûta 75.000 livres (2). En 1789-1790, Saint-Saulve fit l'acquisition d'un même appareil (3).

La compagnie de Montrelay, aux confins de l'Anjou et de la Bretagne, établit une machine à feu mieux construite, d'après Morand, que celles du Hainaut (4). Elle élevait l'eau par six répétitions de pompes. A titre de renseignements, voici quelles étaient ses dimensions (5) :

(1) LESEURE, *ouv. cit.* Inspection de Jars 1783.

(2) Arch. nat., E 2660bis.

(3) Arch. nat., F14 bis 7816. Le développement industriel des mines est attesté à cette époque par l'ingéniosité mécanique des entrepreneurs. Ils s'appliquaient à perfectionner leurs exploitations au moyen de diverses inventions. Par exemple Faure, aux mines de la Grand-Combe, pour éviter la construction coûteuse d'un chemin, imagina un va-et-vient aérien de bennes sur double câble. Des procédés identiques étaient encore employés sur nombre de mines de montagne. Arch. du Gard, C 374, et Arch. nat., F14 bis 7682.

(4) MORAND, *ouv. cit.*

(5) Indiquées par le chevalier de BUAT, d'après *L'Hydrodynamique* de l'abbé BOSSUT.

Cylindre : 52 pouces $\frac{1}{2}$ de diamètre, mesure de roi, sur 9 pieds $\frac{1}{2}$ de hauteur.

Jeu du piston, environ 6 pieds $\frac{1}{2}$.

Chaudière : 15 pieds $\frac{1}{2}$ de diamètre.

Il n'y en a qu'une et son fond est convexe. Balancier : 25 pieds de longueur, sur 36 p^o d'équarrissage à son milieu.

Profondeur de laquelle l'eau est élevée : 600 pieds.

Sauf sur les mines du Nord, la machine à vapeur n'était donc pas employée d'une manière courante. L'instabilité de la propriété industrielle, les difficultés de transport, les capitaux énormes engagés dans l'établissement des galeries d'écoulement expliquent la lenteur avec laquelle cette transformation de l'exploitation s'accomplit. En outre, nombre de mines n'étaient pas d'une très grande profondeur et de ce fait, la machine à mollettes, mue par des chevaux, suffisait à l'épuisement des eaux qu'elles rencontraient.

Ces machines à mollettes, ces boisages, ces travaux, comportaient une grande quantité de matériel varié. Peu de compagnies nous ont laissé à ce sujet des renseignements intéressants. Seuls les papiers de Montcenis, que nous avons déjà utilisés, nous offrent quelques détails, et encore ces détails nous sont-ils donnés sans dates précises, ce qui enlève une partie de leur valeur. Ils portent seulement en titre : *compte des recettes et dépenses faites par le sieur Bettinger, caissier de la fonderie royale du Creusot à l'époque du 31 décembre 1786* (1). Tels qu'ils sont, en faisant la supposition vraisemblable qu'il s'agit des comptes d'une année, ils méritent qu'on mentionne au moins les totaux qu'ils nous présentent : à la mine de Montcenis, les fournisseurs de cordages, câbles et filasses ont touché 2.447 livres, 4 sols (2). Vautier, marchand de poudre, a fourni 5.700 livres de poudres ; les travaux ont consommé pour 1.378 livres 13 sols de clous. Les dépenses diverses en ballons d'acier, tôles, chaînes, pelles, outils de charpentiers, limes, fers, balances, acier, huile, outils de charrons, cloche, corde goudronnée, etc. se sont élevées à

(1) Arch. nat., F¹⁴ 105,257. déj. cit.

(2) Sur quelques mines, la orde des seaux à eaux, bennes à charbon, bennes de descente, etc., était remplacée par des chaînes et même par des lanières de cuir.

17.508 livres 16 sols. Les bois et leurs transports — il s'agit d'une mine en pleine exploitation où les boisages des puits et galeries ne demandaient plus que de l'entretien — ont coûté 12.886 livres 14 sols. Enfin, des fournitures diverses de papier, coton, bouteilles d'huile, bouteilles d'encre, des raccommodages de brouettes, des fournitures de manches d'outils, rames de papier pour canettes, une fourniture et transport de six réverbères neufs, de plaques de fer blanc numérotées, d'une demi-bouteille d'eau-de-vie donnée à deux ouvriers qui ont été pris sous le charbon, de bottes de paille, de cercles et osiers, d'une paire de bottes avec embauchoir (ordre de M. Dalubre pour l'usage de la mine), de fiches, verrous, poignées de portes, etc., etc., le tout, à l'usage de la mine, est compté pour la somme de 1.145 livres 4 sols 6 deniers.

La mine de Blanzy, sur la même concession, a dépensé en bois 10.525 livres 11 sols 6 deniers et 724 livres 16 deniers de transport, 106 livres 12 sols de chandelles, 52 livres 10 sols de réparation d'outils (il y avait des ateliers de réparation sur la mine même et cette somme ne s'applique qu'aux travaux faits au dehors) 593 livres 2 sols de frais divers. Morand (1) nous a laissé, lui aussi, un aperçu des accessoires d'une mine et, quoique de seconde main, ce document mérite d'être cité parce qu'il complète ceux que nous venons d'utiliser. Il porte ce titre : Equipage d'un atelier de mine ou dénombrement des approvisionnements nécessaires pour l'exploitation d'une carrière de charbon de terre :

Fers, fontes, forets, pics, marteaux, pelles, masses, etc., chaînes de fer, bandages pour lier les roues des voitures et les pièces de différentes machines. Quantité de légers ouvrages en fer, rappointis, nommés proprement ferrailles, broches, crochets, pour les machines et pour les cordes, pattes, agrafes pour lier les pièces des caisses et des tonneaux.

Clous d'échelles, chevilles, écrous, clefs, crapaudines, viroles, vis, échelles de fer.

Poudre à canon pour faire jouer la mine, charpenterie, bois pour les étrépillons, pour cuvelages. D'après des mémoires de feu M. Desandrouin, ces deux articles seuls (en 1750), pour les mines de Fresnes et d'Anzin, pouvaient se monter à 80.000 livres par an.

Bois pour machines à mollettes, machines à pompes, machines à feu,

(1) MORAND, *L'art d'exploiter...*, ouv. cit.

équipement de chariots. Coffres, caisses, paniers d'extraction, baquets, seaux, échelles, charrettes, brouettes.

Pierres, briques, pour les bures d'extraction et pour les bures d'aérage.

Graisses et huiles pour les machines, pour lampes ou chandelles ; en 1756, selon M. le vicomte de Desandrouin, il en coûtait, pour s'éclairer dans les ouvrages de Fresnes et d'Anzin, plus de 35.000 livres par an.

M. de Tilly remarque que des chandelles de quatorze à quinze à la livre durent trois heures, s'il y a assez d'air dans la mine.

A tout cela il faut ajouter les frais particuliers pour la construction des machines à mollettes, des machines à pompes, des machines à feu...

On doit seulement observer que la machine à feu peut comporter à elle seule une dépense de soixante ou quatre-vingt mille livres.

Morand ajoute qu'il faut encore sur chaque mine un atelier de forgerons, de charpentiers, quelquefois de briquetiers.

Lorsque le mineur est descendu dans le puits jusqu'à l'ouverture de la galerie, il gagne son poste de travail à travers les *tailles* (ouvertures de galeries, de veines), les *voyes* (communications d'une galerie à l'autre qui servent à l'aérage et au transport) et les *serres* (piliers de soutien) (1). La veine se présente à lui *grande* (de quatre pieds environ), *moyenne* (entre trois et quatre pieds), *petite* (un pied, huit pouces à peu près) (2). Souvent la veine est « *en rognons* » c'est-à-dire qu'elle est coupée en masses épaisses de charbon qui, à mesure qu'on les vide, forment de vraies chambres ; quelquefois le rognon ne se rencontre qu'à la fin de la veine. Souvent aussi la veine se rétrécit, le toit se perd, elle est hachée par des massifs de rochers qu'il faut ou percer ou contourner pour retrouver le filon derrière le roc.

Il faut donc que le mineur soit muni de tout ce qui lui est nécessaire pour ces différentes sortes de travaux. Il porte d'abord à son chapeau — le plus souvent en cuir — une lampe à huile, à feu découvert, fixée dans une masse de terre glaise, ou encore il fiche le crochet de sa lampe dans le charbon ou à une saillie de roc. Parfois il l'accroche à sa ceinture. Seul parmi tous ceux qui nous ont transmis des renseigne-

(1) Ces noms variaient dans quelques régions. (nous donnons ici les plus communs) suivant les dispositions des mines aussi ; mais ce sont là des détails qu'il faut laisser à une étude technique.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

ments sur les mines et les mineurs, Aléon-Dulac parle d'une lampe *couverte* (1).

Le mineur a comme instrument un *marteau* de six pouces de longueur et d'un poids de quatre livres, un peu recourbé, à deux panes, dont la base est carrée et les angles aplatis. Le manche a huit pouces de long. Il est muni encore d'une douzaine ou de dix-huit *fleurets*, ciseaux de fer arrondis, de huit lignes de diamètre, d'une trempe moyenne pour qu'ils ne s'émoussent pas s'ils sont trop doux, qu'ils ne se cassent pas s'ils sont trop durs ; les *pointerelles* (quelquefois *pointe-rolles*) qui servent à dégager et à fendre le rocher, sont des espèces de marteaux de six à sept pouces et de neuf à dix lignes de grosseur ; ils portent un trou au milieu pour recevoir un manche. Un des côtés est trempé, à tête de diamant. On l'enfonce dans le roc comme un coin à coups du gros marteau. L'*écurette* est une tringle terminée par une petite cuillère à un bout, par un trou où l'on passe un linge à l'autre bout. Elle sert à nettoyer le trou fait par le fleuret. L'*épinglette* est une tringle aiguë et terminée, à l'opposé de la pointe, par un anneau. Elle est utilisée pour introduire la cartouche dans le trou du fleuret, par l'anneau on passe la mèche. Le *bourroir* est un morceau de fer arrondi de deux pieds et demi de long. L'un des bouts est plus gros que l'autre. Le gros bout doit être de la grosseur du fleuret. On place l'épinglette dans une rainure pratiquée sur cet outil pour l'introduire dans le trou de mine, puis on se sert du bourroir pour remplir le trou et y tasser des matières quand on y a placé la cartouche.

La cartouche des mines est un carré de papier que l'on forme sur un moule de bois et dont on replie une des extrémités ; on remplit ce cornet de poudre (une livre pour sept cartouches) puis on ferme le papier qu'on colle avec de la poix-résine. Cette poix-résine sert encore à imperméabiliser la cartouche quand elle est destinée à un endroit humide. C'est le maître mineur qui est chargé de confectionner et de distribuer les

(1) Cette lampe, d'après Aléon-Dulac, contenait un quart de livre d'huile de noix et une mèche de coton de la grosseur du petit doigt. Elle était garnie pour douze heures. Par une construction spéciale, l'huile ne se répandait pas même en cas de chute. Elle coûtait trente sols. Il s'agit ici des lampes du Forez.

cartouches, quatre par jour pour du rocher dur, six à sept pour du rocher tendre. Les mèches, qui sont ou des fuseaux de paille saupoudrés de poudre et terminés par un long fil soufré, ou le plus souvent des bandelettes de papier de huit à neuf pouces de longueur enduites d'une bouillie de poudre et d'eau, roulées autour du moule et adaptées autour de la cartouche, sont manipulées par des enfants ou des femmes qui touchent dix sous par mille mèches.

Les accidents étaient nombreux dans les mines du XVIII^e siècle, accidents d'exploitation ou accidents de personnel.

Nombre de mines, envahies par les eaux trop impétueuses pour qu'on pût lutter contre elles, durent être abandonnées. Mais les eaux ne devenaient dangereuses pour le personnel qu'en cas d'irruption brusque et imprévue. Ce fut le cas des inondations sur les mines du marquis de Bermond, les 24 septembre et 22 octobre 1778. L'eau descendit avec impétuosité des montagnes, entraînant des pierres, des terres et du gravier, comblant les puits, détruisant les galeries et recouvrant les filons de débris accumulés (1). Dans le Forez, sur les mines du baron de Vaux, en 1753, des mineurs ayant négligé de sonder une taille latérale, percèrent tout à coup une poche d'eau. Huit d'entre eux furent noyés (2). En 1767, au Mouillon, une poche d'eau soudainement entamée par les pics mit en fuite tous les mineurs ; ils montèrent dans la benne, s'accrochèrent comme ils purent. L'un d'eux saisit la jambe d'un de ses camarades, mais lâcha prise à vingt-cinq pieds de hauteur et se noya.

Ce fut le feu pourtant qui fit les plus grands ravages et qui causa les plus grandes pertes (3). Ces catastrophes étaient toujours le fait d'imprudences d'ouvriers, de lampes renversées ou oubliées. A Rive-de-Gier, les mineurs poussaient l'insouciance et l'imprudence jusqu'à transporter dans les galeries — on ne sait pour quel usage — des tas de fagots. Ils provoquèrent ainsi un grand incendie, une de leurs lampes posée

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692.

(2) LESEURE, *ouv. cit.*

(3) Nous ne parlons pas ici des incendies de bâtiments, d'ateliers qui parfois pourtant furent assez considérables pour paralyser les progrès de l'exploitation, comme à Saint-Saulve.. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7816.)

sur un madrier s'étant renversée sur des brindilles de bois (1).

C'est aux environs de Saint-Étienne surtout qu'on trouvait des mines en feu, probablement parce que les petites exploitations défectueuses y avaient été plus nombreuses qu'ailleurs et plus actives. En 1778, le chevalier de Grignon, en inspection dans la région, par ordre du directeur général des mines, visita des mines qui brûlaient depuis cinq cents ans, selon la tradition des habitants (2). Bournon (3) raconte que dans le canton de Ricamarie, une mine brûlait depuis un temps si long qu'il était difficile de le déterminer. Le feu qui se dirigeait de l'est à l'ouest occupait à cette époque un espace de deux cents à trois cents toises. Ce volcan artificiel répandait une odeur bitumineuse et un peu de fumée. Il avait formé à la surface du sol de petits soupiraux dans lesquels il était presque impossible de tenir la main en temps de pluie.

Tous les incendies n'étaient pas d'origine ancienne. La mine Brunand prit feu une première fois en 1763. On établit un barrage de maçonnerie dans la grande galerie. Le feu couva pendant cinq ans et envahit de nouveau la galerie en 1768. Malgré trois barrages de pierre et de terre, la mine fut envahie et brûlée sur un périmètre de 230 mètres de rayon (4).

En décembre 1771, l'intendant du Lyonnais avertissait Bertin que le feu s'était déclaré dans la mine de Blanchet à Rive-de-Gier et qu'on avait dû prendre le parti de la submerger. Une instruction judiciaire fut ouverte : elle établit que le feu avait pris à trois heures du matin par la négligence d'ouvriers qui avaient mal placé leurs lampes (5).

Les flammes, au dire de l'enquêteur, sortaient par le puits. Les mineurs avaient eu pour sortir du chantier de grandes difficultés, ils avaient dû se protéger du brasier en sacrifiant leurs vêtements et se loger trois par trois dans la benne de remonte au risque d'une chute affreuse. Pour protéger les

(1) GENNÉTÉ, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹² 1300.

(3) BOURNON (lieutenant de MM. les maréchaux de France au département de Grenoble), *Essai sur la lithologie des environs de Saint-Étienne en Forez*, 1785.

(4) LESEURE, *ouv. cit.*

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre du 6 décembre.

autres mines, on dut faire descendre des ouvriers par un puits voisin. Une galerie hâtivement faite permit de s'approcher de la mine incendiée et de provoquer des éboulements destinés à arrêter le fléau (1). Il fut pourtant nécessaire à la fin de recourir à l'inondation de la mine.

L'arrêt du Conseil de 1744 avait formellement stipulé que les galeries et les puits devaient être boisés en chêne. Nous avons vu combien ce souci de la sécurité des ouvriers était nouveau. La précaution n'était pas inutile. Les hommes ensevelis sous les éboulements, dans les fosses primitives des propriétaires, étaient fort nombreux. Sur beaucoup d'exploitations, les prescriptions de l'arrêt restèrent lettre morte. Les difficultés de transport, les droits intérieurs rebutaient les compagnies ou les entrepreneurs qui exploitaient dans des régions où le chêne n'existait pas.

Aléon-Dulac met sur le compte de l'imprudence des ouvriers les nombreux accidents mortels qui se produisaient chaque année dans les galeries : éboulements, quartiers de charbon détachés du toit de la mine, galeries écroulées. En l'espace de douze ans, dit l'auteur, plus de trente ouvriers ont péri ainsi dans les mines de Rive-de-Gier. L'un d'eux eut le bras et la cuisse complètement sectionnés par la chute d'un bloc de charbon tranchant. Les accidents dont parle Aléon-Dulac sont arrivés dans les houillères des environs de Saint-Étienne, les plus mal exploitées, livrées en grande partie à des extracteurs isolés ou même à des compagnies dont les travaux étaient rendus dangereux par la proximité des fosses et puits abandonnés des exploitations primitives. Les propriétaires dépossédés entretenaient parmi les ouvriers des exploitations un esprit de doute, de suspicion et de révolte qui nuisait certainement à l'ordonnance des efforts et auquel on peut attribuer une part de responsabilité dans les catastrophes. Sans doute aussi l'imprudence des ouvriers était incorrigible ; pour gagner quelques sols de plus, ils abattaient des piliers nécessaires et travaillaient sans précaution.

La responsabilité des directeurs de mines, des ingénieurs, de

(1) Arch. nat., F14 bis 7722.

l'État, qui fermait les yeux sur la violation perpétuelle de sa volonté, était fortement engagée.

A Desau Bois, entrepreneur du Hainaut, l'État fait un don de deux cents pieds de chêne parce que cet arbre est devenu rare dans la région et que dans une fosse cuvelée en hêtre, un accident s'est produit (1). En somme le gouvernement récompensait, en ce cas, un entrepreneur en contravention.

A Blanz y, les propriétaires, qui ont fait leur déclaration et sont en règle avec la loi, continuent pourtant à « étrésillonner » leurs galeries avec du bois blanc et donnent comme raison qu'aucun accident n'est jamais arrivé de ce chef (2).

A Epinac, le chevalier de Grignon trouve « que tous les étais qui soutiennent le toit des galeries sont en bois blanc trop faible et qu'il y a du danger que ces galeries ne s'encombrent par l'affaissement des masses supérieures ». Il est d'ailleurs déjà arrivé « des accidents fâcheux » (3).

Même incurie en Champagne, en Lorraine et en Alsace :

« Heureusement que la partie de la très haute montagne qui la couvre est garnie de beaucoup de sapins qu'on a avec facilité, mais ce bois employé tout vert dans cette mine très aqueuse se pourrit très facilement; et malgré le renouvellement fréquent de ces étais, et les fortes remontrances que je fis à cet égard au maître mineur en 1779, j'ai trouvé en y arrivant beaucoup d'endroits de cette mine impraticables, et qu'il y avait péri un mineur » (4).

Il est inutile d'insister sur les graves dangers que ces fautes d'exploitation — le plus souvent inhérentes au manque de bois solide — faisaient courir au personnel ouvrier des mines. Les cas d'ouvriers écrasés, ensevelis dans quelque fond de galerie, broyés, assommés, sont innombrables.

Il est étrange qu'en ce temps où la lampe de sûreté n'offrait pas encore aux travailleurs du sous-sol une sécurité relative, on n'ait pas eu à enregistrer de catastrophe importante due au

(1) Arrêt du Conseil d'État du Roi du 23 mai 1781. Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de Blanz y.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(4) Voyages du sieur Monnet pour la visite des mines de Champagne, la Lorraine et l'Alsace. 1782. Arch. nat., *ibid.*

grisou. Faut-il attribuer cette absence de gros bilan funèbre au peu de profondeur des mines ? Peut-être. Nous avons vu pourtant des galeries ouvertes à une profondeur de trois cents mètres et nous allons trouver d'autre part de nombreux accidents individuels dus à des dégagements de grisou.

Lorsque les ouvriers soupçonnaient la présence du grisou, soit à des dégagements d'exhalaisons, à des odeurs, soit à l'allongement de la flamme des lumières, soit à de longs filaments blancs qui voltigeaient dans l'air, s'enflammaient et éclataient en petites détonations (1), ils ne s'en préoccupaient pas tant que l'air circulait librement dans les galeries ; ils se contentaient de jeter de l'eau ou d'agiter des vêtements pour dissoudre ces émanations. Quand au contraire le grisou s'accumulait, on provoquait une explosion artificielle : on faisait alors descendre dans la mine un ouvrier — qu'à Saint-Étienne et Rive-de-Gier, où cette méthode était surtout employée, on nommait un « pénitent » — couvert de vêtements en cuir ou en toile mouillée, bien protégé au visage et aux mains par des linges humectés, porteur d'une perche à l'extrémité de laquelle brûlait une chandelle. En rampant, en s'aplatissant sur le sol, il allait mettre le feu aux masses de gaz accumulées, une formidable explosion se produisait et la galerie était dégagée. Il arrivait rarement malheur à l'ouvrier chargé de cette besogne scabreuse.

A Anzin, où on n'employait pas ce procédé, les mineurs étaient revêtus d'un costume spécial destiné à les protéger contre les brûlures. Dans d'autres mines, les mineurs écrasaient entre leurs mains les fils blancs qui voltigeaient. Quand ils étaient en trop grande quantité et menaçaient de s'enflammer, ils se couchaient ventre à terre, avertissaient par leurs cris leurs camarades des autres galeries d'en faire autant ; la masse enflammée et explosante passait au-dessus d'eux, sortait avec un épouvantable fracas en projetant des quartiers de charbon jusqu'au-dessus des puits. Quelques ouvriers n'avaient pas le temps de se mettre à l'abri ; « ceux-là sont exposés à être tués ou brûlés » (2).

(1) Ce sont les symptômes qu'indiquent les auteurs Aléon-Dulac, Morand, etc. On disait aussi que le « feu grisou » sortait parfois des fentes des rochers que l'on travaillait, avec une espèce de sifflement.

(2) ALÉON-DULAC, *ouv. cit.* Nous ne pouvons pas ne pas citer le passage

Toute une thérapeutique empirique avait été créée pour soulager et guérir les brûlures du grisou : en cas de brûlure légère, on enveloppait la plaie de boue ou on la baignait avec une décoction de lierre ou simplement de l'eau fraîche. Les brûlures graves étaient exposées longtemps à un grand feu, puis baignées dans du lait de vache chaud, enfin enduites d'un onguent spécial.

Il n'y avait pas que du grisou dans les mines. Il y avait encore les dégagements fréquents de gaz « stupéfiants et asphyxiants ». Une maxime courante des mineurs était qu'il fallait « avoir autant l'œil à sa lumière qu'à son ouvrage ». L'extinction des lumières, leur affaiblissement même, l'apparition d'un léger brouillard au-dessus du sol, indiquaient le danger prochain. Surpris, le mineur s'engourdissait et s'endormait.

curieux où Aléon-Dulac raconte la découverte du gaz d'éclairage au fond des mines. Le passage est un peu long, mais présente un grand intérêt :

« Nous trouvons encore dans les mêmes transactions la relation de plusieurs phénomènes singuliers, opérés par une vapeur inflammable sortie d'une mine de charbon. Le chevalier J. Lowther fit ouvrir un puits pour parvenir à une veine de charbon minéral; quand on eut creusé jusqu'à quarante-deux brasses de profondeur, on arriva sur un lit de pierres noires qui avait un demi-pied d'épaisseur, et qui était rempli de petites crevasses dont les bords étaient garnis de soufre. Quand les ouvriers commencèrent à percer ce lit de pierres, il en sortit moins d'eau qu'on n'avait lieu de s'y attendre; mais il s'échappa une grande quantité d'air infect et corrompu, qui passa en bouillonnant au travers de l'eau qui s'était amassée au fond du puits qu'on creusait: cet air fit un bruit et un sifflement qui surprit les ouvriers; ils y présentèrent une lumière qui alluma sur le champ la vapeur, et produisit une flamme très considérable qui brûla pendant longtemps à la surface de l'eau. On éteignit la flamme, et le chevalier Lowther fit remplir une vessie de bœuf de la vapeur, qu'il envoya à la Société royale. On adapta un petit tuyau de pipe à l'ouverture de la vessie; et en la pressant doucement pour faire passer la vapeur au travers de la flamme d'une bougie, elle s'enflamma sur le champ comme aurait fait de l'esprit de vin, et continua à brûler tant qu'il resta de l'air dans la vessie. Cette expérience réussit, quoique la vapeur eût déjà séjourné pendant un mois dans la vessie. M. Maud, de la Société royale de Londres, produisit par... (mot illisible) une vapeur parfaitement semblable à la précédente, et qui présentait les mêmes phénomènes. Il mêla deux dragmes d'huile de vitriol avec huit dragmes d'eau commune; il mit ce mélange dans un matras à long cou, et y jeta deux dragmes de limaille de fer : il se fit sur le champ une effervescence très considérable et le mélange produisit des vapeurs très abondantes qui furent reçues dans une vessie, dont elles remplirent très promptement la capacité. Cette vapeur s'enflamma, comme la précédente, à la flamme d'une bougie. Cette expérience est, suivant le mémoire dont nous l'avons tirée, très propre à nous faire connaître les causes des tremblements de terre, des volcans et autres embrasements souterrains. »

Ces exhalaisons dangereuses étaient appelées suivant les régions : mouffettes, crowin, foruna, etc. On ne peut citer tous les accidents de suffocation, d'empoisonnement, d'asphyxie qui se produisirent fréquemment dans les exploitations. En 1772, par exemple, aux houillères de Bénais en Picardie, on déboucha des puits abandonnés depuis longtemps ; deux ouvriers furent pris de suffocation au milieu de la descente et tombèrent morts au fond ; un troisième, qui voulut se porter à leur secours et se fit lier à la corde dans le seau, fut remonté mourant. On retira les deux cadavres avec des crocs ; ils étaient bleuâtres, leurs yeux étaient éteints, leurs langues jaunes comme des parchemins. On eut beaucoup de peine à calmer l'émotion qui étreignit le pays ; le bruit se répandit que les fosses dégageaient des vapeurs de peste. Les habitants effrayés voulaient faire combler les puits et interdire les exploitations (1).

Les mineurs asphyxiés étaient remontés dans un état semblable à la mort. On se servait pour les ranimer de remèdes étranges. On provoquait des vomissements en leur faisant ingurgiter de fortes quantités d'esprit de vin. D'après Aléon-Dulac (2) et Morand, un excellent remède consistait à enlever un carré de gazon, à placer le malade sur le ventre, la bouche et le nez dans le trou ainsi formé et le gazon sur la tête. Parfois aussi, on remplissait le trou de bière sans houblon. Triewald, dans son mémoire sur ces exhalaisons, prétendait que ce remède lui avait sauvé la vie.

Ces dangers divers, rançon lugubre du développement industriel, étaient prévenus et combattus, on le voit, à l'aurore de l'essor minier, par des moyens bien primitifs ; la lutte contre les fléaux souterrains était rendue incertaine par le manque d'expérience et par les procédés peu perfectionnés que les sciences sérieuses mettaient à la disposition de ceux qui l'entreprenaient.

Pendant le XVIII^e siècle n'eut pas à enregistrer de ces épouvantables catastrophes collectives qui font soudain d'une fosse ou d'une galerie un sépulcre de terreur. Ces vingtaines.

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1312.

(2) ALÉON-DULAC, *mss. cit.*

d'hommes abattus soudain par un dégagement de gaz meurtriers, ces centaines de victimes couchées par un coup de grisou formidable, ces cataclysmes qui ont répandu l'épouvante dans les mines profondes du xix^e siècle, furent inconnus des d'Osmond, des Desandrouin, des Tubeuf. Heureusement ! Car l'effet moral produit aurait peut-être arrêté pour de longues années le développement de ces exploitations ; mais hélas ! les vies humaines ne furent portant pas épargnées, si elles ne furent pas fauchées par de grands coups du sort : le total des hommes isolés qui tombaient continuellement, ou par trois ou quatre, ou par huit ou dix, de-ci de-là, dans les mines de France, ferait probablement un bilan douloureux qui ne le cèderait en rien à celui des grandes catastrophes du siècle suivant. L'absence des effroyables hécatombes collectives tient sans doute au peu de profondeur des mines. Les dégagements de gaz ou de grisou, moins importants qu'au fond des puits d'aujourd'hui, s'annonçaient probablement par des symptômes plus faciles à saisir et qui étaient en rapport direct avec les profondeurs relativement faibles des travaux. S'il existait quelque indice certain de danger dans les galeries contemporaines, on n'aurait probablement plus à déplorer les coups soudains et terribles que nous avons connus. Or nous avons vu qu'au xviii^e siècle, les travailleurs de la mine reconnaissaient à quelques signes la proximité du danger. Il faut bien croire que ces signes n'étaient pas du domaine de la pure imagination, puisqu'en fait, tout ce peuple souterrain, s'il fut frappé en détail, parvint malgré les eaux, le feu, les gaz et le grisou, à éviter les spasmes horribles de la terre ouverte qui laissent derrière eux tant de cadavres.

CHAPITRE VI

LES TRANSPORTS. — LES DROITS. —

LE COMMERCE DU CHARBON. — CHARBON ET INDUSTRIE. —

PRODUCTION NATIONALE. — IMPORTATION.

Un des graves problèmes de l'industrie minière du xviii^e siècle réside dans le transport du charbon. Il occupe une des premières places dans les soucis des entrepreneurs et de l'État. Il paralyse complètement certaines exploitations. Dans quelques mines, le charbon s'accumule dans les magasins alors que la disette sévit dans des régions voisines.

La consommation sur place, c'est-à-dire dans la contrée même, supposait au moins des chemins praticables. Or ils n'existaient pas toujours ; plusieurs concessionnaires furent contraints, pour tirer profit de leur charbon, de créer à côté de leur mine des manufactures d'objets d'usage courant dans un rayon restreint, alors que les grandes villes de France manquaient de combustible. De Solage est un exemple de cet état de choses. Il fut amené à construire une verrerie à Carmaux pour consommer sur place les six cents barriques extraites qu'il avait en magasin, alors que Bordeaux en proie à la disette et où il avait vainement tenté d'envoyer de la houille, achetait plus de deux millions de livres de charbon anglais. Les transports étaient si coûteux — et les droits intérieurs si fréquents et si élevés — que les 576 tonneaux (le tonneau contenait 25 barriques) qu'il avait expédiés à Bordeaux lui coûtaient d'expédition 103.472 livres. Il perdait net à cette opération 23.896 livres 7 sols 3 deniers (1), et l'on comprend qu'il ait

(1) Arch. de l'Hérault, C 2721.

accablé le Conseil de mémoires relatifs à la canalisation du Tarn (1). Les mines de tout le royaume étaient dans la même situation. Lyon se débattait souvent dans une crise de combustible, alors que les magasins du Forez regorgeaient de charbon inutilisé. Les mines du Hainaut n'arrivaient pas à soutenir la concurrence contre les charbons anglais en Normandie. La menace de disette était perpétuellement suspendue sur Paris.

La question des transports était de telle importance que Morand (2), dans sa minutieuse étude qui résume bien la science pratique des mines à cette époque, la place au second plan, immédiatement après la nécessité de s'assurer la proximité de ce qui est indispensable à l'exploitation en bois, outils, etc. : « La nature du chemin de communication de la mine à l'embarquement est un article de la plus grande conséquence... On n'a pas besoin de grands raisonnements pour sentir combien il est essentiel d'être peu éloigné d'une rivière, à la faveur de laquelle on puisse compter sur une défaite courante du charbon ; car si par la trop grande distance les frais de charroyage à reverser sur la vente du charbon devenaient trop considérables, il faudrait y regarder à deux fois avant de se décider à faire l'établissement. »

La prospérité des mines dépendait uniquement des transports qui leur étaient assurés. L'infériorité, par exemple, des mines du Forez sur celles du Lyonnais tenait exclusivement au manque de débouché des premières. Le canal de Givors avait fait toute la prospérité de Rive-de-Gier (3). Il permettait

(1) Bulletin de la Société languedocienne de géographie. *La province de Languedoc en 1789*, par MONIN, 1888, 2^e trimestre.

« ... Les frais de transport des mines à Gaillac et de Gaillac à Bordeaux étaient tels qu'elles ne pouvaient songer à la concurrence ; les charbons anglais n'étaient souvent vendus à Bordeaux que cent écus le tonneau ; or les charbons d'Albi arrivaient à Bordeaux déjà grevés par le transport de cent écus par tonneau... » Arch. nat., F¹⁴ 1213. Mémoire de la municipalité d'Albi à l'Assemblée nationale (1791), et J. LECATONNOUX, *Les transports en France au XVIII^e siècle*. (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1908-1909, t. XI.)

(2) MORAND, *L'art d'exploiter*, ouv. cit.

(3) Le canal de Givors avait été conçu en 1750 par un horloger de Lyon du nom de Zacharie. Il faisait espérer qu'après l'ouverture du canal qu'il se proposait de construire, le prix de la benne qui, transportée par mulets,

d'atteindre le Rhône et de le remonter jusqu'à Lyon (1). Pour protester contre la demande de concession de Rousseau, les propriétaires du Forez ne trouvaient pas de meilleur argument que d'exciper de leurs efforts pour transporter le charbon. Ils faisaient valoir les 1.000 ou 1.200 bateaux qu'ils faisaient construire chaque année à Saint-Rambert pour conduire leur charbon à Paris et sur la Loire jusqu'à Nantes ; mais leurs efforts, disaient-ils, étaient paralysés par l'état même des moyens de communication (2).

La concession d'Osmond-Charost reconnaissait plus franchement les difficultés qu'elle éprouvait du fait du transport et demandait l'extension de ses terrains jusqu'aux environs de la Loire afin de rapprocher son exploitation de la rivière (3).

Les mines du Nord, les unes après les autres, faisaient de gros sacrifices et, subventionnées par les provinces et par l'État, ouvraient des canaux et des routes pour desservir leurs concessions (4) : canal de Valenciennes qui était sillonné par les bateaux d'Anzin, canal de Picardie, canal vers Dunkerque, vers Rouen, vers Paris, etc. (5). La facilité des transports était considérée comme le plus efficace moyen de concurrence. Les sociétés existantes redoutaient surtout les nouvelles concessions mieux placées qu'elles. Les compagnies du Hainaut

était à Lyon de 20, 22 et même 30 et 32 sols, tomberait à 15 sols. Ses études et son enquête durèrent cinq ans. En 1761, soutenu par la Chambre de Commerce de Lyon et les extracteurs, attaqué par les muletiers, il demanda une concession. Il l'obtint le 6 novembre 1761. En 1768, n'ayant achevé qu'une partie de son canal de Givors à Saint-Romain-en-Gier, à bout de ressources, il mourut de chagrin. Son fils, ayant constitué une nouvelle compagnie, acheva son œuvre en 1780.

Les prévisions de Zacharie ne se réalisèrent qu'en partie. En 1785, la benne de pérat (par morceaux) avait été taxée par l'administration au prix de 27 sols, mais la benne de menu était tombée à 17 sols — et c'était le charbon le plus courant. Cependant, le canal de Givors rendait des services tels que, ses eaux ayant été gelées pendant l'hiver 1788-1789, il en coûta au gouvernement 7,429 livres 12 sols pour faire transporter de Rive-de-Gier à Lyon (environ sept lieues) 25.000 bennes de charbon pour éviter la disette dans cette ville. (Arch. du Rhône. Tableau des fonds de différentes natures.)

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Rapport de M. de La Boullaye à M. de Calonne, 12 décembre 1785.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(3) Voir TÉZENAS DU MONTEIL : *L'assemblée du département de Saint-Étienne*, et Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(4) Journal des mines, 1809.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. passim.

disaient de la demande de concession du vicomte de Langle (pour Martorey) : « qu'il enlèverait à ces *deux* compagnies le seul débouché avantageux qu'elles avaient par l'Escaut, attendu que l'établissement de M. le vicomte de Langle se trouverait plus voisin de cette rivière que ceux de ces *deux* compagnies » (1).

Les concessionnaires étaient presque sûrs de voir leurs demandes d'extension ou de prolongation de concession acceptées quand ils invoquaient l'argument irrésistible des moyens de transport. Ainsi le marquis de Foudras allègue, pour obtenir l'agrandissement de sa concession, qu'elle n'est située qu'à deux cents toises de la Loire et que son établissement ne prendra son essor que quand il sera assuré de ce débouché (2).

Les maigres charbons de Saint-Symphorien-de-Lay et de la paroisse de Vigny (en Beaujolais) peuvent faire concurrence à Paris aux charbons du Forez, embarqués à Saint-Just et à Roanne, parce que le transport de ces derniers, effectué sur de très petites embarcations à cause du manque d'eau de la rivière et de la rapidité des courants, est extrêmement coûteux (3). L'administration de la province de Bourgogne impose à de La Chaise la construction de routes et le subventionne pour cette entreprise (4). Le Mâconnais se plaint que les difficultés de transport rendent le prix du charbon très élevé, alors que les bois deviennent très rares (5). Même plainte de Van de Brande, industriel de Bordeaux, obligé d'acheter des charbons anglais, dans l'impossibilité où sont les mines du pays de fournir la moitié de la quantité nécessaire « par la difficulté du transport des mines au bord de la rivière, les chemins étant impraticables six mois de l'année, le défaut d'eau en été dans la rivière du haut pays... (6) ». Mathieu, l'entrepreneur directeur des mines de Fins, le fils du grand Mathieu d'Anzin, lutte contre les mêmes obstacles : les transports. Il songe à augmenter son capital social uniquement pour les améliorer :

(1) Arch. nat., F14 bis 7810.

(2) Arch. nat., F14 bis 7741. Lettre de M. de Flesselles à M. Bertin. 18 juin 1779.

(3) Arch. nat., F14 bis 7727. Procès verbal de visite des mines de charbon du territoire de Saint-Symphorien-de-Lay en Beaujolais (1787).

(4) Arch. nat., F14 bis 7866.

(5) Arch. nat., *ibid.*

(6) Arch. nat., F14 bis 7760. Lettre du 18 février 1764.

« Que cette augmentation de fonds aurait pour principal objet le transport du charbon de terre, depuis les mines jusqu'à Moulins, et de Moulins à Paris, transport qui méritait une attention particulière de la compagnie soit en s'assurant d'un nombre suffisant de voituriers au moyen des avances qu'on pourrait leur faire, soit en ouvrant un canal de navigation depuis Fins jusqu'à Moulins d'après les plans et devis les plus économiques ; que cette alternative nécessitant une mise de fonds également indispensable, il fallait y pourvoir à temps » (1).

Et pourtant les frais que Mathieu a déjà consentis dans ce but entrent pour une bonne part dans les 700.000 livres de découvert qu'il accuse (2).

A Saint-Georges de Chatelaison, en Anjou, après avoir dépensé des sommes considérables pour rendre navigable la rivière du Layon, la compagnie a dû en fin de compte faire creuser un canal (3).

Le baron d'Allarde demande l'autorisation d'entamer une forêt du Roi pour y construire une route de transport (4).

Les entrepreneurs d'Argental contribuent de leurs deniers à rendre la Dordogne navigable (5).

Pour ce qui concerne le Languedoc, où nous avons déjà vu de Solages se débattre dans les difficultés de l'exportation, Ballainvilliers écrit (6) : « Si l'on parvient à perfectionner l'exportation des mines qui sont ouvertes, si par de grandes routes, des canaux ou des rivières rendues navigables on facilite l'extraction des charbons, il n'est pas douteux que cet objet, après avoir subvenu aux besoins de la province, ne forme une branche d'exportation avantageuse et qu'on ne parvienne à exclure les Anglais de quelques-unes de nos provinces maritimes où ils en exportent une grande quantité. »

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313 et E 2660bis.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7656.

(6) BALLAINVILLIERS, *ouv. cit.*

Près de Montpellier, en effet, Giral, qui possédait une mine riche, était obligé d'acheter quatre-vingts ânes ou mulets qu'il distribuait aux habitants pour les engager à assurer ses transports ; ceux-ci lui rembouraient peu à peu le prix d'achat des bêtes (1). D'autre part, l'évêque de Nîmes s'occupait d'assurer des communications afin que le pays pût profiter de l'extraction de Boussagues ; il faisait ouvrir des routes et construire des ponts (2). Malgré ces efforts, la population, même celle des environs presque immédiats, payait, à cause du transport, le charbon fort cher, alors qu'il était abondant à la mine. Giral faisait pourtant l'impossible pour alimenter le pays ; il employait au charriage de ses charbons tous les habitants avec leurs bestiaux aussitôt que les travaux d'agriculture étaient terminés. Il entretenait dans ses magasins une provision de 20.000 quintaux de charbon qu'il faisait transporter avec les plus grandes difficultés (3).

On se rendra compte de ce qu'étaient les chemins défoncés par le trafic quand nous aurons dit que sur certaines mines de la région, l'exploitation Tabarès et Desvignes, par exemple, ils étaient si mauvais que les charrettes ne pouvaient pas s'approcher à plus de quarante toises de la mine (4).

L'Etat partageait la constante préoccupation des entrepreneurs de mines au sujet des transports. Tantôt il mettait comme condition à l'octroi de concession l'amélioration des chemins aux alentours, l'ouverture de routes ou de canaux ou du moins la participation des concessionnaires à ces travaux ; tantôt il subventionnait lui-même ces entreprises.

Le problème de l'expédition du charbon se divisait en deux parties : les chemins de la mine à la grande route ou au port d'embarquement, le transport d'exportation lui-même, par terre ou par eau.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Mémoire pour Giral.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Extrait du registre des délibérations prises par les gens des trois états assemblés par mandement du roi en la ville de Montpellier au mois de décembre 1772.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Enquête du subdélégué, lettre de M. de La Boullaye, 20 août 1784.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692.

Le voyage de la mine à la grande voie de communication se faisait à dos de mulets ou par voitures. C'était chose assez simple quand la distance n'était pas trop longue et qu'on pouvait se servir des mulets. Cependant, lorsque les chemins le permettaient, les entrepreneurs préféraient employer des voitures capables de transporter de plus grosses charges. On ne pouvait pas utiliser au hasard n'importe quelle voiture. Il fallait les construire selon les chemins qu'on avait à sa disposition, proportionner la dimension des roues à la taille des chevaux (1). Une charrette moyenne à deux roues pouvait recevoir une charge d'un peu plus de trois milliers pesant.

Le plus souvent, les entrepreneurs de mines en étaient réduits aux mulets, les chemins étant trop coûteux à établir et surtout à entretenir avec un lourd et continuel charroi. Et d'ailleurs un obstacle arrêtaient ceux mêmes qui étaient disposés à supporter tous les frais de ce moyen de communication : presque toujours pour creuser ces chemins indispensables, il fallait traverser de petites propriétés, voisines de la concession, âprement défendues contre l'étranger qui avait déjà dépouillé une partie de la population.

D'Osmond demandait en 1787 qu'on réglât une fois pour toutes, en ce qui le concernait, cette question et celle des indemnités (2). Pour ouvrir un chemin, de sa concession au port de Saint-Just-sur-Loire qui desservait à la fois Paris et Nantes, il s'était adressé à M. de La Millière, intendant des Ponts et Chaussées ; il offrait de prendre des ingénieurs à son service et de faire tous les frais. Pourtant un mémoire transmis à la commission intermédiaire de Saint-Étienne et à celle de Montbrison, car le projet concernait les propriétaires des deux départements, rencontrait une opposition qui paralysait le développement de son exploitation (3). Dans cette région pourtant, le gouvernement lui-même avait déjà fait de grands efforts — encore insuffisants — pour améliorer les

(1) MORAND, *L'art d'exploiter... ouv. cit.*. Un mémoire spécial avait été édité en 1733 sur ce sujet : *Réflexions sur le tirage des charrettes et des traîneaux* par M. COUPLET.

(2) Arch. nat., F14 bis 7744.

(3) Voir TÉZENAS DU MONTAL, *ouv. cit.*

moyens de communication. En 1782, il avait établi un droit de six deniers par benne extraite de Rive-de-Gier et des environs, impôt consacré à la construction de chemins de roulage. Ces efforts n'avaient pas donné de résultats : ce droit était mal ou pas payé. Du 1^{er} janvier 1784 au 15 février 1789, et du 15 février 1789 au 1^{er} avril 1790 réduit à trois deniers, il n'avait produit que 34.767 livres 19 sols 9 deniers, alors qu'il aurait dû produire 115.931 livres 17 sols 6 deniers. Il restait à devoir une somme de 81.164 livres, qui aurait été plus que suffisante pour créer les nouvelles voies nécessaires. Tels étaient la sottise et l'aveuglement des pays où subsistaient la petite propriété industrielle et les petits extracteurs (1) ! Il faut dire aussi que l'administration spéciale chargée de lever cet impôt de six deniers commençait par s'adjuger une somme assez ronde pour frais et appointements.

Les chemins de mines coûtaient fort cher à établir et à entretenir. En 1784, dans une adjudication pour prolonger le chemin des mines du Gravenand et du Mouillon, (on n'indique pas la longueur de la prolongation,) les travaux furent adjugés au prix de 24.780 livres. L'ingénieur en chef chargé de faire les plans, devis, et de surveiller l'exécution, touchait pour sa part 1278 livres (2).

En 1788, une autre adjudication pour 660 toises de chaussée pavée en cailloux est fixée à 32.278 livres 3 sols 5 deniers. Les indemnités accordées aux propriétaires dont on traversait les terrains s'élevaient à 4.344 livres 10 sols 11 deniers.

Nous rencontrons également des réparations de 2780 livres, de 1660 livres...

Ces dépenses d'ouverture de chemins, parfois de routes, quand l'exploitation n'était pas à proximité d'une rivière, ces réparations coûteuses, le gouvernement et ses intendants les imposaient souvent aux concessionnaires (3). Tout au plus, gouvernement et intendants accordaient-ils parfois en com-

(1) Arch. du Rhône. Tableau des fonds.

(2) *Ibid.*

(3) Lettre de de Flesselles à La Boullaye, 14 septembre 1783. Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Délibération de la compagnie de Rive-de-Gier, 20 mars 1782. *Ibid.*

pensation la licence d'une légère augmentation momentanée du prix des charbons (1). C'est qu'aussi la multiplication des voies de communication était urgente. C'était le seul moyen de répandre l'usage du charbon et de lutter contre la disette de bois.

Le transport lui-même était fort coûteux. Mathieu par exemple envoie ses charbons à Paris. Il est obligé de les expédier d'abord de ses mines de Fins, Noyant, Chatillon, jusqu'à Moulins où ils sont embarqués. Voici le compte des frais qu'il établit pour un mois (1500 voies représentent l'extraction d'un mois) :

« Voitures par terre

Pour transporter 1500 voies de charbon de terre depuis les mines jusqu'à Moulins, il faut employer 84 attelées à raison de 18 voyages par mois et d'une voie par voyage; produisent 1512 voies que nous réduisons à 1500, à 14 livres la voie... 21.000 livres » (2).

Le baron d'Allarde qui possède une exploitation dans la même région donne les mêmes chiffres à une livre près : 15 livres par voie. Pour conduire 10.000 voies de charbon à Paris il faut, dit-il, une avance de 552.500 livres (y compris le transport par eau) (3). Le gouvernement lui-même ne travaillait pas à meilleur compte quand, en temps de disette, il faisait transporter à ses frais le charbon de Rive-de-Gier à Lyon par route, le canal étant gelé. 25.000 bennes lui coûtaient 7.429 livres de transport. Il payait en outre, en plus du prix de transport proprement dit, diverses sommes aux voituriers pour chevaux morts pendant le trajet, pour accidents, pour frais de bac, pour la maréchaussée qui escortait les voitures, etc.

C'étaient de rudes hommes que ces muletiers et ces voituriers qui venaient enlever le charbon sur les mines pour le conduire au port d'embarquement, infiniment plus sauvages, plus farouches, plus insoumis que les ouvriers mineurs. Dans certaines régions, ils se recrutaient parmi les agriculteurs du

(1) Lettre de M. Advenno à Joly de Fleury, 3 avril 1782. Arch. nat., F14 bis 7722.

(2) Arch. nat., F14 bis 7593.

(3) Arch. nat., F14 bis 7603. La voie dans le Forez paraît être, d'après Leseure, de 1.900 kilogrammes. En acceptant ces chiffres, la tonne de Saint-Rambert à Paris payait 19 livres.

pays. Les travaux des champs achevés — bâclés très souvent assure-t-on, car ils trouvaient profit à travailler pour les compagnies — ils arrivaient avec leurs bêtes de somme pour charger le charbon entassé dans les magasins (1). Mais ils n'assuraient qu'un transport intermittent et à côté d'eux les extracteurs employaient des conducteurs professionnels. Ceux-ci touchaient des salaires infimes. Dans les conditions les plus rudes, c'est-à-dire dans les Pyrénées où les douze lieues de Boulon à Aulus en représentaient au moins seize en fatigues et en efforts à cause des côtes et des descentes, leur salaire, y compris la nourriture, était estimé à 15 sols par jour. La nourriture de 4 mulets, étant donné la rareté du fourrage, coûtait quotidiennement 4 livres, l'entretien des harnais 10 sols. Il fallait compter en plus l'amortissement à 10 % du prix d'achat, soit 100 livres par mulet. En résumé 4 journées de voyage pour 4 mulets étaient calculées à 21 livres (2). Ce document qui s'applique aux mines perdues des Pyrénées, c'est-à-dire à un cas exceptionnel, est le seul trouvé par nous qui fournisse ces intéressants détails et qui permette de se faire une idée approximative du prix de ce genre de transport. Pour ce qui concerne le prix par voitures, dans les comptes des mines de Fins et Noyant, les gages des quatorze charretiers ressortent à 280 livres par mois, ce qui fait 20 livres par tête (3).

Ces muletiers et voituriers étaient gens turbulents. Les concessionnaires les trouvèrent souvent sur leur chemin, hostiles et menaçants. Accoutumés à charger leurs bêtes à leur fantaisie, à des prix qu'ils imposaient et avec des mesures très vagues, toujours établies à leur avantage, ils ne s'accommodèrent que très difficilement de la règle que les directeurs de compagnie

(1) Voir LETACONNOUX, Les transports en France au XVIII^e siècle. *Revue d'Histoire moderne et contemporaine* 1908-1909, tome XI. M. Letacconnoux donne aussi (page 106) quelques détails intéressants sur les voitures : « Le roulage utilisait soit des charrettes à deux roues, soit des chariots à quatre roues. Sur les charrettes, on ne pouvait, depuis 1724, atteler plus de trois chevaux en été et plus de quatre en hiver. Jusqu'en 1783, il n'y eut aucune limitation du nombre des chevaux pour les chariots ; après la déclaration du 28 décembre 1783, on put atteler un nombre indéfini de chevaux sur les voitures chargées de grains, de farines, de fourrages, de bois à brûler, de charbon, de sel et d'objets indivisibles et très lourds... »

(2) Arch. nat., F14 bis 7622.

(3) Arch. nat., F14 bis 7593.

voulurent leur imposer, en fixant les mesures, les tarifs, en prenant des garanties contre les mélanges de charbon que les conducteurs effectuaient frauduleusement (1). Il y eut de nombreuses bagarres, des tentatives d'enlèvement de charbon par la force, des requêtes aux pouvoirs (2). De Flesselles fut même obligé, en 1782, d'astreindre les conducteurs à un règlement sévère d'inscription, de déclaration de domicile ; ils devaient porter une plaque ovale de fer blanc, délivrée à leurs frais, où leur numéro administratif se détachait sur un fonds noir. Les peines qu'ils encouraient étaient la prison, la confiscation de leurs mulets, du charbon, et une contravention de 500 livres. Les enlèvements de force par voies de fait ou violence étaient considérés comme rébellion et perturbation de l'ordre public. L'arrêt de de Flesselles enfin détruisait les tentatives de privilège que les muletiers et voituriers voulaient établir à leur profit et autorisait « tous particuliers, bourgeois et autres » à charger en ordre à l'entrée des mines.

Dans nombre de régions, en Languedoc par exemple (3), les muletiers s'unirent aux petits propriétaires pour résister aux concessionnaires. Ils continuaient malgré les décrets et les édits à enlever le charbon des petites exploitations. Les dompter n'était pas facile. Ils s'en allaient par troupes, armés, prêts à résister aux gens du concessionnaire et même à la maréchaussée. Tubeuf connut l'hostilité de ces redoutables conducteurs.

Parfois aussi, c'est avec les bateliers qu'ils entraient en conflit. Ils accaparaient tout le charbon à la mine même, s'unissaient ensemble, formaient une espèce de syndicat et, au port d'embarquement, revendaient le charbon très cher aux bateliers. Le cas se produisit à l'ouverture du canal de Givors (4).

Le prix moyen de charriage était au début de la Révolution de 20 à 30 centimes le quintal (5). C'était le prix indiqué à Bédarieux et, croyons-nous, le prix moyen général. A cer-

(1) Voir, par exemple, les démêlés de Tubeuf et des muletiers. Arch. nat., H 931.

(2) Arch. du Rhône, C 119.

(3) Voir Arch. nat., F14 bis 7682. passim.

(4) LESEURE, *ouv. cit.*

(5) Arch. nat., F14 bis 7691.

tains moments, il monta jusqu'à 15 sols 22 deniers. Souvent, dans les pays où la concurrence n'existait pas, les muletiers et voituriers essayaient d'imposer des prix de transport très élevés (1).

A l'origine et pendant assez longtemps, sur nombre de mines, les muletiers et voituriers achetaient le charbon aux entrepreneurs et le vendaient ensuite à leur compte. Ce système fut abandonné par suite des abus auxquels il donnait lieu. Les intermédiaires spéculaient et fixaient des tarifs de vente excessifs. Presque toutes les mines créèrent des magasins dans leur région, payèrent le transport et débitèrent elles-mêmes leur charbon au public.

Le moyen de transport dont nous venons de parler ne comporte que le roulage ou portage jusqu'au point de départ pour l'exportation.

Cette exportation a deux moyens à sa disposition : le transport par route, le transport par eau, ce dernier tendant de plus en plus à remplacer l'autre à cause de l'économie notable qu'il permettait de réaliser. Ainsi le transport par eau de Rive-de-Gier à Givors par le canal remplaça le transport par mulets ou par voitures, qui occupait en 1763 plus de 700 chevaux ou mulets et un grand nombre de conducteurs ; il réduisit le prix de 5 à 6 francs par tonne. Le prix total de la tonne rendue à Lyon tomba à 8 fr. 42 se décomposant ainsi : 1 fr. par char du puits au canal, 4 fr. 46 transport sur le canal, 0 fr. 64 aux bateliers, 0 fr. 92 pour chargement et déchargement à Lyon et 1 fr. 40 aux bateliers du Rhône.

Le transport par route coûtait des prix exorbitants : on a vu qu'il paralysa complètement le commerce de Carmaux qui dut renoncer à envoyer ses charbons lutter à Bordeaux contre les charbons anglais. Autant qu'il le put, de Solages utilisa le Tarn, mais cette rivière était très souvent impraticable ou d'une navigation difficile (2). En tout cas, pour Toulouse, le Gers, l'Ariège et l'Aude, il n'avait pas à sa disposition d'autre

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Nous avons trouvé des plaintes à ce sujet, sans indication des prix en litige.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7893.

moyen de communication que la route sur laquelle il occupait 20 à 25 charretiers, plus de 30 conducteurs de bêtes de somme dont chacun conduisait en moyenne 3 bêtes. Les voitures étaient attelées de 3 à 4 chevaux ou mules.

Malgré la différence de prix, le transport par route persista et le trafic par ce moyen demeura très supérieur à celui qui s'effectuait par eau, surtout dans quelques régions. Ainsi « Paris et la région parisienne étaient le centre d'un roulage exceptionnel malgré la concurrence de la batellerie » (1). Cette anomalie s'explique le plus souvent par le fait de la tyrannie de la corporation des bateliers qui se rendait insupportable aux extracteurs et aux marchands. A cette cause, il faut ajouter la méfiance où l'on tenait le transport par eau : les canaux étaient encore très primitifs et les rivières dangereuses et mal ou pas préparées pour le grand trafic, d'où de nombreux accidents. De plus la diminution des frais était souvent illusoire, étant donnés les péages, les halages et aussi les actes de banditisme assez fréquents. Enfin le moyen de transport était très lent.

Parfois aussi — c'était pourtant l'exception — les mariniers étaient tout à fait inexpérimentés.

La maladresse de ceux qui conduisaient les bateaux de Saint-Rambert à Roanne, navigation très dangereuse qui ne pouvait se faire qu'aux crues, causa nombre d'accidents et réduisit le mouvement à 9 ou 10 bateaux. Il fallut, pour modifier cet état de choses, qu'un ancien marin, La Barre aîné, concessionnaire de la fourniture de charbon de Sèvres et marchand de charbon à Paris vînt s'établir à Saint-Rambert. Il forma des équipes de mariniers. En 1744 Saint-Rambert n'expédiait à Paris que 1.000 à 1.200 voies annuellement. En 1784, La Barre transportait 9.000 voies et plus, tant à Paris qu'à Sèvres (2). D'ailleurs, dans cette région, le commerce et le transport du charbon étaient gênés par la servitude qui pesait sur les mines de la réserve de Saint-Étienne. La plus grande partie des expéditions de charbon se faisait en fraude. Sèvres seule jouissait d'un privilège et même d'exemption de droit

(1) LETACONNOUX, *ouv. cit.* L'Aube surtout amenait des charbons à Paris.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

à la traversée de Paris. Les autres industries de la région étaient rationnées et ne pouvaient recevoir que des quantités déterminées de combustible. Trudaine essaya en 1755 d'établir la liberté du commerce des charbons, mais il se heurta à Bertin, alors intendant du Lyonnais (1). Cependant, la clause de la réserve de Saint-Étienne était si tyrannique, si particulière, si économiquement anormale, que dans la pratique elle fut impossible à faire respecter. L'exportation de la région s'accrut sans cesse. En voici un tableau résumé dont les chiffres sont intéressants à comparer :

	Par an		charbons	
	25	bateaux en moyenne	385	tonnes
1705 à 1710	25	—	—	—
1715 à 1720	87	—	1.345	—
1735 à 1740	405	—	6.275	—
1750 à 1760	870	—	13.480	—

Le transport à Paris et banlieue se faisait par la Loire et le canal de Briare (2), le Loing et la Seine.

Les bateaux étaient construits sur le port de Saint-Rambert, en sapin. Ils portaient le nom de « sapines » dans le Forez, de « chalands » à Paris. Ils coûtaient chacun 200 francs environ. Petits, bas, à cause des écluses et des canaux secondaires peu profonds et aussi du faible tirant d'eau de la Loire, ils ne chargeaient pas plus de 15 à 16 tonnes.

A Roanne, on réunissait la cargaison de trois bateaux en deux. A Briare on réunissait les deux bateaux en un seul.

A Paris, les bateaux déchargés étaient disloqués et vendus par planches. On en tirait de 60 à 80 francs. Les entrepreneurs de transport préféraient ne pas subir les gros frais du retour à travers les courants rapides de la Loire.

Le transport des charbons du Bourbonnais par la Loire et l'Allier était identique à celui du Forez dont nous venons de parler.

Partout en France, sauf dans le Nord, les bateaux à charbon — qui portent différents noms — sont construits pour des charges petites à cause du mauvais état des rivières et de la difficultés des écluses. Les « courpets » de la Haute-Dordogne

(1) Voir BROSSARD, *La Réserve de Saint-Étienne*.

(2) Ouvert en 1642.

ont 8 à 12 mètres de long et jaugent au maximum 8 tonneaux, les « conjadours » de 16 à 18 mètres de long et de 4 mètres de large portent 18 tonneaux, les « gabarots » 6 tonneaux seulement. Sur le Tarn, on ne trouve que des bateaux de 10 à 25 tonneaux.

Les « bellandres » de la région du Nord, au nombre de 68 environ, jaugent 20 tonneaux, quelques-unes, les plus grandes quoique les plus plates, 50 tonneaux. Elles servent non seulement à embarquer directement les marchandises, mais encore à l'allège des bateaux de Condé qui allaient dans les eaux des canaux de Flandre et d'Artois.

Les bateliers de Condé et de Mons réunis en une seule corporation avaient des bateaux appelés « nesves » de 100 pieds de quille réglementairement (1).

Les tarifs des bateliers des différentes régions — qui étaient souvent en lutte avec les concessionnaires, surtout dans le Nord, aussi bien pour leurs tarifs que pour leurs privilèges, — étaient essentiellement variables, parfois même suivant le temps qu'il faisait. C'était le cas sur la Loire et le canal de Briare, où, à la montée un bateau chargé de 80 à 100.000 livres de poids coûtait de 160 à 200 livres par beau temps et 220 à 420 livres par mauvais temps.

Dans le sud-est, les prix paraissent très différents de ceux du nord, mais il faut manier les chiffres avec une très grande prudence et éviter des comparaisons, étant donné l'incertitude où nous sommes au sujet des rapports des mesures des différentes régions, mesures qui déterminèrent l'établissement des tarifs : le quintal de charbon du Dauphiné transporté par l'Isère et le Rhône coûtait : de Grenoble à Valence 14 sols, de Valence à Arles 4 sols 8 deniers ; d'Arles à Marseille 5 sols 4 deniers (2).

Les comptes de Mathieu, concessionnaire de Fins-Noyant, nous fournissent encore quelques données intéressantes sur les prix des transports de charbon dans une autre partie de la France :

(1) Voir LETACONNOUX, *ouv. cit.* et Arch. nat., F¹² 1512¹ F¹² 1512² et 1513.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7705. Inspection de Jars dans la généralité de Grenoble (1784).

Transport par eau
Depuis Moulins jusqu'à Paris.
— Acquisition de bateaux.

Pour ce transport depuis Moulins jusqu'à Paris, il faut employer 90 bateaux par mois, à raison de 6 par 100 voies, mesure de Moulins; mais la compagnie se propose de faire remonter les deux qui seront vides à Briare par chaque équipe. Il n'y aura que 60 bateaux à acheter par chaque mois subséquent.

Ces 90 bateaux estimés au plus bas, à cause de quelques bénéfices sur les 30 qu'on fera remonter, coûteront 300 livres chacun ce qui fait 27.000 livres

Sur quoi il faut déduire la vente de 60 bateaux qui seront vendus à Paris sur le pied de 80 livres.....	— 4.800 »
Total.....	22.200 »

Pour frais de conduite qui comprennent les journées des mariniers, acquisitions d'agrès, planche pour fermer les greniers de chaque bateau, les passages des ponts, les droits de canaux et autres, sous quelque dénomination que ce puisse être jusqu'à Paris, à raison de 20 li-

31.200 livres.

Les bateliers de Mons et de Condé transportaient le charbon de Jemmapes à Lille pour 29 florins le cent de 60 rasières, avec des différences de 3 à 4 florins suivant les distances (1). Dans cette région, le prix des transports se compliquait de la question du « tour de rôle » que nous expliquons plus loin. Dans l'organisation de la corporation, le prix du frêt, déterminé par un arrêt du 4 novembre 1718, avait été établi, à ce qu'affirmaient les bateliers, d'après le prix des bateaux et accessoires, des denrées et vivres nécessaires aux mariniers, des droits à payer et au surplus, d'après « un gain honnête ». Mais quand les compagnies minières voulurent se libérer du « tour de rôle » arbitraire, les bateliers, par représailles, refusèrent d'appliquer le tarif accepté et, arguant du renchérissement de la vie, des objets, des constructions, etc... ils demandèrent une augmentation de deux patards par rasière, ce qui équivalait à 60 livres de plus par bateau (2).

(1) Voir LETACONNOUX, *ouv. cit.*, et Arch. nat., F¹² 1512¹ et 1513.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Mémoire pour le corps de la navigation de la ville de Condé en réponse aux deux requêtes présentées au roi en son Conseil par les marchands de charbon de terre de la ville de Lille.

Ces transports par eau étaient nécessairement très lents ; nous en pouvons juger par le peu de chiffres précis que nous possédons : ainsi « de Roanne à Briare, la durée du voyage variait entre six et vingt jours. Il arrivait que des bateaux missent huit mois pour remonter de Nantes à Nevers... » (1). ...Sur les canaux de Briare et du Loing, les bateaux de 40 tonneaux passaient en huit jours... Sur le canal de Briare, un bateau faisait, à l'ordinaire, 3 lieues par jour. Le canal était fermé pendant trois mois de l'année, au moment des grosses chaleurs (2). Nous n'avons guère trouvé d'autres indications sur la durée des trajets. Mais celles-là suffisent pour affirmer que les transports étaient lents, retardés par le mauvais état des routes d'eau, les trainages, halages et les formalités des innombrables droits de péage.

Le régime des transports paralysait, on s'en rend compte, les exploitations minières ; si les entreprises de cette catégorie ne firent à cette époque qu'*indiquer* leur essor, si elles ne s'y livrèrent pas complètement, c'est ce régime, ce sont ces médiocres moyens d'écoulement des produits qu'il faut accuser et non l'impuissance, le manque de moyen ou le défaut de vente, puisque la France importait encore un gros chiffre de charbon. Dans les magasins des mines, sur les ports fluviaux, le charbon s'entasse en énormes quantités. Les moyens de transport sont insuffisants pour que le royaume puisse en profiter. Aussi est-ce avec quelque raison que, quand des hommes comme le concessionnaire Rousseau viennent parler de tripler la production de Roche-La-Molière pour assurer l'approvisionnement de Paris, ses adversaires lui objectent que les forêts productrices de bois pour les bateaux sont presque épuisées, que les charpentiers manquent, que les 1,000 à 1,200 bateaux fabriqués annuellement à Saint-Rambert ne peuvent déjà pas assurer l'écoulement du charbon emmagasiné (3).

(1) LETACONNOUX, *ouv. cit.* Cependant, sur le canal du Midi, les barques portant 200.000 livres, trainées par un cheval, franchissaient les 50 lieues en 7 jours, ce qui fait une moyenne assez rapide de 28 kilomètres par jour. Cette allure nous semble invraisemblable et si exceptionnelle que nous sommes obligés de mettre ces chiffres en doute.

(2) MORAND, *Description des arts et métiers...* *ouv. cit.* Voir aussi dans cet ouvrage la description du canal de Briare, de ses écluses et de la navigation.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744 et TEZENAS DU MONTCEL, *ouv. cit.*

Dans le Nord, où l'organisation de la batellerie offrait un meilleur moyen de commerce, le personnel, nécessairement mieux organisé et plus exigeant, constituait pour les concessionnaires une nouvelle source de difficultés. Dans cette région, les bateliers formaient plusieurs corps, jaloux entre eux de leurs privilèges. Ce furent surtout les corps de Condé et de Cambrai qui entrèrent en lutte avec la compagnie d'Anzin et avec les marchands de charbon de la ville de Lille. Le Conseil avait d'abord essayé de maintenir le privilège des bateliers par des mesures arbitraires. Ainsi les bateliers ayant un privilège de transport sur l'Escaut, défense avait été faite aux mines d'Anzin d'embarquer leurs charbons sur la Scarpe dont elles étaient également à portée (1). D'ailleurs, pour des raisons assez obscures, le gouvernement pliait absolument les compagnies aux volontés des corps des bateliers. Celles-ci pourtant objectaient avec raison que les prix excessifs du transport avaient été établis sans discussion contradictoire et sans contrôle, par les bateliers eux-mêmes ; elles en demandaient la revision et la fixation par le Conseil ; elles déclaraient encore que les bateliers de Cambrai avaient reçu leur privilège en 1678, c'est-à-dire à un moment où une partie seulement de l'Escaut était navigable, où les canaux n'existaient pas et que ce privilège ne pouvait s'appliquer qu'à l'objet pour lequel il avait été créé ; sinon, ajoutaient-elles, il n'y avait pas de raison de ne pas l'étendre de proche en proche à tout le royaume. De même les bateliers de Condé, disaient les compagnies, ne pouvaient avoir reçu leur privilège que pour le transport des charbons étrangers, puisqu'à l'époque où il leur fut accordé en 1678, les mines de France n'étaient pas en exploitation. Pour toutes ces raisons elles refusaient de reconnaître le monopole des corps de bateliers et au cas où elles se serviraient d'eux, elles demandaient la suppression du « tour de rôle », coutume qui leur interdisait de débattre les conditions avec tel batelier à leur gré et leur imposait d'employer à tour de rôle, par roulement établi dans le corps, celui de ses membres désigné. Les bateliers répondaient que si

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7760.

on supprimait le tour de rôle et divers autres privilèges, ils reprendraient de leur côté le droit d'augmenter à leur volonté les prix de frêt précédemment fixés par leur organisation qui formait un bloc dont on ne pouvait modifier une partie sans amener un bouleversement total (1).

Leur privilège de corps établi en 1678 fut confirmé en 1718, en 1724, en 1752 et 1754. En 1745, Mathieu, directeur de la compagnie Desandrouin, avait essayé successivement, mais en vain, d'assurer lui-même ses transports et de créer un corps concurrent à celui de Condé, le corps de Valenciennes (2). Cependant en 1748 « le tour de rôle » fut supprimé, et le prix fut laissé à débattre entre batelier et extracteur. En 1785, Mathieu protestait encore contre le privilège des bateliers de Condé et lui attribuait la cherté du charbon.

Sans qu'il y eût de privilège établi dans le centre du royaume, l'habitude avait créé peu à peu une classe de voituriers d'eau qui transportaient le charbon vers Paris. Mathieu, celui de Fins et de Noyant, résolut de s'affranchir de cette servitude. Il organisa lui-même sa vente à Paris et ses transports et en donna la concession à un homme à lui, un Auvergnat ; il refusa de vendre aux marinières (3). Ceux-ci protestèrent — contradiction extraordinaire — au nom de la liberté du commerce ! Ils furent soutenus officiellement par les autorités locales de Moulins, maire, échevins et officiers municipaux, par une pétition signée par les fonctionnaires de l'administration des finances, par les autorités judiciaires, par le clergé. Nous ignorons la conclusion de ce procès.

Parfois aussi, des marchands spéculaient sur les transports, achetaient tous les bateaux de la région, mettaient ainsi à leur discrétion bateliers et extracteurs. Les mines d'Argental connurent cette crise et virent le prix de leurs transports augmenter de moitié en trois ans (4).

Les transports de charbon rencontraient encore des difficultés et des frais, indépendants de leur nature et de leurs con-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. déj. cit.

(2) Arch. nat., AD XIII^{1b}.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1312 et F¹⁴ bis 7603.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7656.

ditions. Nous voulons parler des droits intérieurs. Ces droits furent sous l'ancien régime comme le cancer du commerce et de l'industrie. Ils les rongèrent, les anémièrent, limitèrent leur existence et diminuèrent leur vie en s'en nourrissant.

Ils sont difficiles à étudier parce que, comme beaucoup d'institutions de l'ancien régime, ils ne présentent aucune unité. Ils varient de province à province, ils existent ici sous forme de perception officielle, là sous forme de privilège accordé à un particulier, ils sont compliqués de droits locaux et municipaux, ils dépendent de la configuration des rivières. Nous allons essayer de dégager de cette complication l'essentiel en ce qui concerne les charbons.

Il n'y a qu'une unité autour des droits intérieurs, celle de la haine qu'ils inspirent partout et des efforts que font ceux qui y sont soumis pour en être exemptés. Que ce soit dans le Nord (1), que ce soit dans le Lyonnais (2), que ce soit dans le Languedoc (3), ou dans le Forez (4), le cri est partout le même, la requête est partout identique : exemption de droits de péage si le gouvernement veut voir diminuer le prix du charbon, et son usage se répandre. Le gouvernement, ou du moins les spécialistes qui le conseillaient, répondaient, sans qu'on comprenne bien ce qu'ils voulaient dire, que « la taxe de cette denrée est presque le seul moyen que l'administration puisse opposer avec succès à l'intérêt qu'ont les concessionnaires de n'exploiter que dans une proportion inférieure aux besoins (5).

Quoi qu'il en soit, il est certain que les droits de péage étaient pour beaucoup, comme l'affirmaient tous les concessionnaires, dans l'impossibilité où étaient les charbons français de lutter contre les charbons anglais : en Normandie, où les charbons du Nord coûtaient plus cher que les charbons importés d'outre-mer ; à Bordeaux où de Solages ne pouvait

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

(2) Arch. nat., F¹² 2231.

(3) Arch. de l'Hérault, C 2734.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(5) Arch. du Rhône. Tableau des fonds. Pourtant quelques subdélégués virent la vérité de la situation et proposèrent de refuser les subventions que les directeurs des mines demandaient au trésor pour subsister et de les remplacer par des exemptions de péage. Voir entre autres Arch. nat., F¹⁴ bis 7603.

soutenir la concurrence des charbons étrangers ; à Marseille où les péages sur le Rhône, au profit du prince de Monaco, empêchaient même toute tentative de concurrence des charbons nationaux (1). Ce dernier cas montre à lui seul que les péages constituaient le réel obstacle à la vente des charbons français. Un arrêt du 28 octobre 1785 avait tenté de réformer l'abus et avait déclaré que « le charbon de terre est affranchi de tous droits de péage lorsqu'il ne sera pas nommément exprimé dans les pancartes et fait défense d'en percevoir à peine de concussion ». A ce moment la consommation de charbon était énorme. « Toutes les manufactures des côtes de la Méditerranée depuis Nice jusque dans le Roussillon et de l'embouchure du canal de Languedoc jusqu'à Bordeaux faisaient usage du charbon que les Anglais leur apportaient en lest. » L'arrêt de 1785 changea la situation au profit des charbons français.

« La suppression des droits de péage sur le Rhône n'a pas été plutôt connue que toutes les spéculations se sont tournées vers le charbon national. Affranchi de cette foule effrayante de péages dont l'énormité des droits, dans le trajet d'une lieue et demie de navigation sur le Rhône, triplait le prix de premier achat, le charbon lyonnais s'était déjà ouvert des débouchés nouveaux et écartait sans retour le charbon anglais de nos côtes. Déjà sur la foi de la suppression des péages, des demandes immenses ont été faites de la part de consommateurs inconnus jusqu'alors et suivies de traités nombreux. Le Rhône se couvrait de bateaux de charbon français qui allait remplacer, dans les parties les plus reculées des provinces méridionales, le charbon d'Angleterre et d'Ecosse lorsque la plus étonnante révolution est venue détruire cette nouvelle branche de commerce. Les préposés à la perception des péages Monaco, après avoir obéi comme tous les préposés des autres péages pendant quatre mois à l'arrêt de suppression, ont eu l'audace d'arrêter vers la fin d'avril dernier, les bateaux qui passaient devant leur bureau de Vienne et d'exiger un droit qui s'élevait à plus de six sols par mesure ainsi que cela est constaté par le procès-verbal joint à ce mémoire » (2).

(1) Voir Alphonse de SAINT-PULGENT. *Bulletin de la Diana*, art cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Mémoire de Gaultiez, avocat, Rive-de-Gier, 4 juin 1786. A titre d'exemple de visite, voici le début du procès-verbal de cette affaire :

« Copie du procès-verbal dressé par les préposés du péage de Monaco contre le sieur Martin.

« Etant dans leur bureau, ils virent deux bateaux amarrés sur les quais

Cet incident arrêta le magnifique essor des charbons nationaux.

De La Lande disait : « Les droits seigneuriaux auxquels on a ajouté les douanes ou droits royaux encombraient plus les rivières que les sables et les moulins » (1).

Leur premier effet était de retarder énormément la navigation. Les bureaux de péage n'étaient ouverts qu'à certaines heures qu'il fallait attendre. Les visites duraient longtemps, les débats plus longtemps encore car les commis tentaient de cacher leurs tarifs, de réclamer des prix à leur fantaisie, d'esquiver la remise d'un reçu (2). On comptait 75 péages sur la Loire entre Saint-Rambert et la mer, portant les noms de « méages », « prévôté », « octrois », « péages », « trépas », « boîte », etc. De Roanne à Melun, il y avait 17 bureaux. Dans le Nord, on ne se contentait pas de visites ou déclarations, on jaugeait en outre les bateaux au moyen d'instruments spéciaux. D'où nouvelle perte de temps :

« Outre que les bateaux sont marqués vers la proue et à la poupe à découvert, il y a une baguette au bureau de Condé faite comme les jauges avec lesquelles on jauge les bassins à l'exception d'une branche de fer qui allonge pour aller sous le bateau, sur laquelle de distance en distance les paulmes d'eau sont marqués ; on enfonce cette baguette à côté du bateau et on juge de ce qu'il pêche depuis le ventre jusqu'à la hauteur où la baguette cesse d'être mouillée » (3).

De même qu'en dépit de tentatives officielles de 1663 à 1779, pour supprimer les péages, ils subsistèrent très longtemps encore, de même les projets présentés pour en supprimer au moins les abus — celui de l'intendant de Bordeaux entre autres en 1770 (4) — restèrent lettre morte.

du Rhône : « Nous sommes montés sur le premier qu'on nomme ordinairement « penelle » dans lequel nous avons trouvé environ 700 bennes de « charbon de terre, mesure de Givors... Nous avons été sur le troisième « appelé « savoyard »... »

(1) De LA LANDE, *Des canaux de navigation*.

(2) LETACONNOUX, *ouv. cit.*, d'après Arch. nat., F¹² 1512¹.

(3) Arch. nat., G² 360. Province du Hainaut — domaines — Mémoire instructif avec extrait des principaux arrêts, ordonnances, déclarations et règlements.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1204. Projet de règlement pour la navigation de l'Isle, par l'intendant de la généralité de Bordeaux, septembre 1770.

Choisissons deux documents : ils nous donneront une idée exacte des complications des péages, de leur multiplicité et des frais dont ils grevaient le prix du charbon. Le subdélégué de Bourg-en-Bresse, chargé d'enquêter sur le privilège demandé par Stuart, d'ouvrir une mine en Bourgogne pour alimenter son entreprise d'épurement, examine la possibilité de l'affranchir des péages :

« Quant aux droits qu'on peut lever sur les charbons et qui ont été déjà perçus sur ceux qu'on a transportés à Lyon, dans le mois de juillet dernier, voici, Monsieur, en quoi ils consistent :

1^o Un droit d'octroi qui se perçoit à Chalons et dont J.-Baptiste Radenai est adjudicataire;

2^o Un droit de rouage qui appartient à la même ville de Chalons ;

3^o Un droit de péage à Mâcon pour le compte du roi ;

4^o Un autre droit de péage à Trévoux, aussi pour le compte du roi.

Si le charbon se transporte dans d'autres villes que celle de Lyon, comme on a lieu de le présumer, il y aura pour lors d'autres droits à payer dans les différents lieux de passage où il y en a d'établis. Et pour vous donner, Monsieur, connaissance de tous ces endroits, il faudrait en faire la recherche dans toute l'étendue de la généralité et même au dehors, mais je crois que vous jugerez cette recherche inutile, si vous voulez considérer que quelque faveur qu'on veuille accorder à l'entreprise de M. de Stuart, il ne paraît pas cependant qu'elle puisse s'étendre jusqu'à l'exemption de tous les droits établis sur les charbons de terre, soit au profit du roi, soit au profit des particuliers, qui en ont des titres légitimes » (1).

Ainsi les droits sont si nombreux et si compliqués que le représentant lui-même de l'administration renonce à les rechercher et à les énumérer.

L'exemple que Grar a étudié est plus typique encore (2) :

« D'un compte fait par le directeur général des mines d'Anzin en 1785, il résulte qu'un bateau portant 1400 à 1500 mannes de houille (de 1600 à 1800 quintaux métriques) allant de Valenciennes à Lille, payait de droits :

(1) Arch. nat., F¹² 2231. Lettre du 7 oct. 1777.

(2) GRAR, *ouv. cit.* Ce compte s'applique à une époque comprise entre 1785 et 1789, c'est-à-dire après l'arrêt supprimant les droits et péages.

	livres	sols	deniers
Droit de l'Etat-major de Valenciennes.....	2	5	
Droit de douane à Condé.....	24	3	9
Droit de traverse et vinage à Condé.....	4	10	
Vinage de Mortague.....	4		
Droit d'octroi à Saint-Amand.....	38	10	
Droit de domaine à Saint-Amand.....	19	5	
Droit du fort de la Scarpe.....	17	8	9
Droit dû au corps des bateliers de Lille.....	3	10	
Ensemble	113 ^l	12 ^s	6 ^d

Cette nomenclature des droits à payer n'est pas complète. Nous trouvons en effet, dans un état des frais à faire pour un bateau chargeant de 16 à 1700 rasières de 200 livres, 16 et 1700 quintaux métriques (de Mons à Lille), qu'il y avait à payer :

	livres	sols	deniers
Droit au seigneur de Courrières pour pouvoir passer devant sa seigneurie.....	26	14	5
Droit de la ville de Lens, qui est à une lieue de la rivière, mais qui y communique par un canal	3	10	
Droit de la rivière de la haute Deule.....	5	2	
Octroi de la ville de Lille sur la consommation, onze liards à la rasière.....	233	15	
Ensemble	269 ^l	1 ^s	11 ^d

De ces deux documents il résulte, que pour un bateau de charbon de 16 à 1800 quintaux métriques expédiés du port extérieur de Valenciennes et rendu à Lille, il avait dû être payé environ 380 francs de droits, soit à peu près 21 cent et demi au quintal ».

Sur le Rhône, le quintal de charbon payait de Valence à Marseille, seulement en droit de péages et autres, 5 sols, 8 deniers (1).

Le baron d'Allarde déclare que ses charbons de Moulins paient, rien que pour l'entrée à Paris, 8 livres par poinçon (cinq poinçons dans une voie) (2).

Nous ne prétendons pas avoir épuisé la question des droits et péages intérieurs, même en ce qui concerne les charbons. Ils méritent une étude spéciale car ils constituent une des

(1) Arch. nat., F14 bis 7705.

(2) Arch. nat., F14 bis 7603.

anomalies et un des obstacles les plus caractéristiques de l'histoire économique de l'ancien régime. Nous n'avons voulu ici donner qu'une rapide esquisse, car on ne peut négliger d'en parler à propos des pérégrinations du charbon depuis le moment où il sort de la mine jusqu'à l'heure où il est livré au consommateur.

Après avoir passé par toutes ces vicissitudes de transport, le charbon arrive à destination et devient objet de commerce (1).

L'organisation de ce commerce est pour nous une chose extrêmement vague et obscure, comme beaucoup des rouages économiques de l'ancien régime où les exceptions aux ordonnances et aux arrêts devenaient la règle et qui étaient soumis à la volonté de chaque intendant, aux caprices de chaque autorité locale et aux contingences de chaque région. Nous allons simplement apporter ici ce que nous avons trouvé, sans espérer dissiper l'obscurité qui entoure les procédés de livraison du charbon au public. Quelque extraordinaire que cela puisse paraître, ce prosaïque et banal commerce du charbon se présente comme un problème compliqué de passions et d'intérêts violemment opposés qui faussent la sincérité des documents, altèrent les mémoires, dénaturent les lettres et ne sont pas sans influence même sur les enquêtes officielles.

Tout le monde invoque à son profit la liberté du commerce : bateliers, voituriers et extracteurs, mais chacun la refuse aux autres. Les petits propriétaires démontrent avec des arguments probants que les concessions ont fait monter le prix du charbon, mais celles-ci prouvent avec non moins d'évidence qu'elles l'ont au contraire fait baisser. Un concessionnaire, menacé de voir un concurrent s'établir dans la région, affirme avec preuves à l'appui, que la main-d'œuvre va renchérir et par suite le prix de la houille ; le concurrent futur fait valoir, avec d'excellentes raisons, que sa présence forcera la concession voisine à diminuer ses tarifs. Chacune des parties,

(1) Rappelons pour mémoire que le charbon était soumis, en plus des droits que nous venons de mentionner, aux autres droits secondaires, communs à toutes les marchandises : droits de chargement et déchargement, droits de garde sur les ports, etc.

dans ces divers cas, fournit naturellement des tarifs de vente différents ; et même dans les régions où ces conflits d'intérêts sont si connus, les chiffres retrouvés varient, très voisins souvent dans le même pays, quelquefois dans la même année.

Nous citerions aisément bien d'autres difficultés d'ordre moral ou matériel qui paralysent l'étude que nous entreprenons ici, aussi ne prétendons-nous pas offrir des résultats certains, marquer des traits définitifs. Nous voulons seulement tenter de dégager les grandes lignes que l'on devine dans ce chaos.

La liberté du commerce du charbon exista-t-elle réellement ?

Oui et non.

Dans toute la France, des concessionnaires organisèrent leur vente, Mathieu, la Compagnie d'Anzin, Tubeuf, etc. ; mais partout aussi ces initiatives soulevèrent les protestations des marchands que la coutume avait consacrés. Ces protestations donnèrent lieu à des interventions officielles, ordonnances d'intendants ou arrêts du Conseil, ordonnances et arrêts contradictoires. Cependant, il est juste d'ajouter que l'ensemble des mesures prises officiellement, maintien du privilège des bateliers contre Anzin, restrictions au commerce des mines du Centre, fixation de prix, etc., indiquent plutôt un régime de privilèges et de coercition. De plus, les tentatives d'un Trudaine en faveur de l'établissement de la liberté commerciale supposent implicitement que celle-ci n'existait pas. Peut-on parler de liberté du commerce quand on lit des phrases du genre de celle-ci, sous la plume du concessionnaire de Rive-de-Gier : « Cette objection est plus précieuse que fondée parce que la cherté vient du commerce qui est toujours engorgé à Givors et que d'ailleurs si on accordait aux concessionnaires la concurrence qui fait le second objet de leur demande, ils parviendraient à diminuer les accaparements et à procurer à Lyon une plus grande abondance de charbon qui le ferait nécessairement diminuer de prix » (1).

Les corps constitués qui prenaient la défense des bateliers de l'Allier et réclamaient l'interdiction à Mathieu de voiturier et

(1) Bibl. de Lyon, manuscrits COSTE, n° 24.

vendre ses charbons lui-même, invoquaient, chose étrange, « la liberté du commerce » au profit de leurs protégés en la refusant au concessionnaire (1). Les bateliers de Condé tenaient le même langage. Le gouvernement leur donnait raison. Mieux encore, il réglementait ou laissait réglementer par le prévôt des marchands le commerce du charbon et celui-ci enfermait dans des règles très étroites ceux qui étaient préposés au déchargement et au transport et qui formaient, à Paris du moins, un corps, dont les membres portaient les noms de « regrattiers de charbon (2), plumets des officiers, porteurs de charbon ». Le 23 mai 1765, il condamne Pierre Gula, Lubin Sacavin, Michel Bouchefontaine, chacun à 100 livres d'amende et « interdit à toujours lesdits... de pouvoir porter pour lesdits officiers, même pendant six mois, de pouvoir vendre du charbon à petites mesures, pour avoir de la part dudit Gula porté ou envoyé de chez lui en ville du charbon à la voie, encore que le débit n'en soit permis aux regrattiers ni à la petite mesure... » De plus Gula avait débité des braises, ce qui était interdit aux regrattiers, enfin il n'avait pas affiché dans sa boutique les prix du charbon, ce qui était obligatoire. Sacavin, Bouchefontaine et un nommé Jamy avaient fait commerce de charbons et braises « quoi qu'il leur soit interdit, même par regrat en leur qualité de plumets desdits officiers... » (3).

Cette sévérité atteste assez combien le commerce était peu libre, malgré les apparences.

Voici par exemple le baron de Vaux qui a réussi, en dépit de l'opposition de toute la région du Forez, à assurer lui-même ses transports et à établir un entrepôt. Il demande l'autorisation de faire afficher sur le port de Paris un avertissement indiquant le nom et l'adresse de son dépositaire dans la capitale. Après avoir pris l'avis du prévôt des marchands et du bureau de la ville, les autorités lui refusent cette licence attendu que :

(1) Voir les pétitions déjà citées. Arch. nat., F¹⁴ bis. 7603.

(2) Le « regrattier de charbon », nous semble-t-il, participait à la fois du porteur et du vendeur à la petite mesure.

(3) Arch. nat., AD + 966. Sentence du 23 mai 1765.

« Le bureau a ignoré jusqu'à présent ce qu'on appelle affiches indicatives de marchandises à vendre sur les ports de Paris, aucun marchand n'ayant jusqu'à présent fait une semblable proposition, parce qu'il n'aurait pas osé espérer qu'elle eût été admise.

Si le sieur baron de Vaux obtenait l'effet de sa demande, comme la loi doit être égale, les intéressés comme lui aux exploits des mines du Bourbonnais et d'Auvergne, et lesdits commerçants, auraient lieu d'espérer la même liberté. »

Les motifs ajoutent :

« L'affichage que le sieur baron de Vaux a fait imprimer, cote C, est directement contraire aux ordonnances. Elle indique qu'il y a toujours au Port Saint-Paul et à Charenton du charbon en vente. Or, le sieur baron de Vaux n'a aucun privilège, pour, au préjudice des autres compagnies ou marchands, avoir un débit continuellement ouvert à Paris... » (1).

L'ordonnance concluait :

« Par toutes ces observations, le bureau de la ville estime qu'il ne peut être permis au sieur baron de Vaux de faire afficher ni distribuer aucun billets, imprimés ou écrits à la main, pour indiquer la qualité, le prix et le nom du facteur ou commissaire qui en fait la vente directement ou indirectement » (2).

Par une étrange contradiction, le bureau de la ville refusait à la même époque de prendre des mesures réclamées légitimement par le baron de Vaux, pour empêcher les voituriers et porteurs de mêler en route les différentes qualités de charbon en vue de tromper le public.

(1) Arch. nat., Fr⁴ bis 7756. Réponse à une requête du baron de Vaux.

(2) Arch. nat., Fr⁴ bis 7756. — Nous avons pourtant trouvé un imprimé qui prouve que le baron de Vaux passa outre à l'interdiction. Peut-être aussi avait-il fait faire cette pancarte avant de demander l'autorisation et ne la distribua-t-il pas. Voici cet imprimé qui constitue un intéressant document commercial :

« Charbon de Saint-Etienne de M. le baron de Vaux.

M. le baron de Vaux, qui seul a le privilège de faire transporter jusqu'à Paris les charbons provenant des environs de la ville de Saint-Etienne en Forez, donne avis à MM. les marchands et ouvriers qu'il continue le transport et la vente desdits charbons par les soins du sieur Grandry, et qu'il en a toujours au port Saint-Paul et à Charenton, et que comme ils ont été reconnus jusqu'à présent de la qualité de ceux qui viennent d'Angleterre, le sieur Grandry aura à la porte de sa cabane un avis portant pareil titre que celui ci-dessus pour la sûreté de MM. les marchands et ouvriers qui voudront s'adresser à lui pour en acheter, dont il leur fera juste prix. »

On remarquera le double et étrange procédé : D'abord le baron de Vaux n'avait aucun privilège, ensuite « les charbons provenant des environs de la ville de Saint-Etienne en Forez » faisant partie de la Réserve, ne pouvaient être transportés qu'en contrebande.

Mélange de liberté et de restrictions, restrictions au nom même de la liberté — puisque de Vaux ne fut pas autorisé à écrire des billets à la main pour ne pas gêner ses concurrents — voilà tout ce que l'on trouve dans cet intéressant document.

Nous avons d'autre part recueilli une curieuse petite étiquette imprimée que la compagnie Mathieu fit distribuer et qui avait précisément pour but le même objet que la pancarte dont la distribution fut interdite à de Vaux. Nous n'avons pas trouvé trace d'une prohibition quelconque de cette pancarte. Il est vrai que, mieux avisé, Mathieu avait négligé de solliciter une autorisation.

« MM. Mathieu et C^o, entrepreneurs généraux des mines de charbon de terre, ont actuellement, et auront en tout temps, au Port Saint-Paul, des charbons de Moulins, Auvergne, et Saint-Etienne, supérieurs à tous ceux qu'on a débités à Paris jusqu'à présent, et à un prix fort modéré.

Leur bureau est situé au Port Saint-Paul, entre la rue des Barres et le quai, au premier » (1).

On peut juger combien l'étude du commerce du charbon manque d'éléments précis, quelles sont ses obscurités et ses contradictions.

En réalité, ce commerce, nouveau comme l'industrie dont il était issu, ne comportait à sa naissance ni règlement ni restrictions ; il ne fut soumis tout d'abord à la tyrannie d'aucune corporation ni d'aucun privilège — sauf en ce qui concerne les bateliers du Hainaut dont le privilège pour le transport des charbons étrangers était ancien. Mais très vite, les règlements, les restrictions, les corporations et les privilèges qui empoisonnaient l'atmosphère commerciale de l'époque, avaient vicié son libre épanouissement. Il s'était atrophié sous le poids des habitudes, des coutumes et ce commerce, libre en réalité, partageait toutes les gênes et toutes les entraves du commerce général sans qu'aucun arrêt ou ordonnance n'ait officielle-

(1) Arch. nat., F14 bis 7603.

ment enregistré la faillite de sa complète liberté. C'est ainsi que l'on peut expliquer l'obscurité et les contradictions qui déconcertent quand on entreprend son étude.

Le commerce du charbon se présente sous des formes variées.

Souvent les concessionnaires le vendent directement sur la mine ; tous, peut-on dire, pratiquent plus ou moins cette vente.

Quelquefois, ils établissent des entrepôts dans les villes voisines, forme de commerce également répandue, mais combattue.

Il y a aussi des entrepreneurs qui traitent directement avec de grandes entreprises industrielles, Tubeuf, par exemple, avec la compagnie d'épurement Ling ; les mines du Forez avec la manufacture de Sèvres.

Souvent aussi, dans le Forez surtout, les directeurs de mines vendent leur charbon aux bateliers, aux muletiers, et ceux-ci se chargent du débit aux marchands. Quelques entreprises ont des correspondants, des marchands particuliers auxquels elles adressent leurs produits. Enfin dans certaines régions (c'est le cas pour Paris), les exploitations envoient leur charbon sur les ports des villes et les marchands de la ville viennent s'approvisionner à ces dépôts. Ainsi le commerce du charbon va de la vente directe au public jusqu'au double intermédiaire entre l'extracteur et le public.

Examinons d'abord le commerce des charbons à Paris, son organisation particulière, unique, probablement, dans le royaume. Le bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris a joué un grand rôle dans l'approvisionnement de la capitale. Il partage d'abord avec les seigneurs du canal la juridiction du Canal de Briare comme de toutes les rivières, ruisseaux et cours d'eau servant à « la provision de Paris ». Il a la haute main sur le commerce proprement dit. Ce commerce est divisé entre les forains et les bourgeois. Les forains sont les commerçants qui viennent du dehors, province ou étranger. Ils ne participent à aucune communauté et ne sont soumis qu'aux règles ordinaires des ports : visites, inspections des marchandises. Comme les autres marchands, ils ne peuvent vendre qu'aux lieux et heures prescrits. Les forains par eau sont seuls justiciables du bureau de la ville. Aussitôt les bateaux forains à quai, au

Port Saint-Paul ou au Port de l'École, le charbon doit être mis en vente immédiatement, ils ne peuvent pas le transporter à terre. Mais les marchands bourgeois ne peuvent d'aucune façon leur faire concurrence jusqu'à ce que toute leur marchandise soit écoulée. Les marchands bourgeois qui résident en ville ont, en province, des commissionnaires qui leur adressent des cargaisons de charbon, cargaisons qui ne peuvent être entamées que quand les charbons des forains sont écoulés. Ils ont en revanche, en tant que marchands bourgeois de Paris, le privilège de pouvoir pendant trois jours acheter, à l'exclusion des autres marchands, les charbons des forains. Sous ce nom de marchands bourgeois, sont compris tous les particuliers qui font dans Paris le négoce du charbon et « d'autres tenant à deux des anciennes communautés des marchands de Paris appelées les six corps (1) », les merciers-ferronniers et les marchands épiciers qui tiennent aussi dépôt de charbon (2).

Tous les essais de vente directe faits à Paris par les concessionnaires, furent impitoyablement signalés comme spéculation et accaparement par les marchands forains et les bourgeois.

Ainsi Mathieu, dont nous avons vu plus haut le prospectus, annonça dans Paris en 1773 que lui et sa compagnie étaient « Entrepreneurs généraux des mines de charbon de terre » et chercha à s'assurer le monopole du commerce des charbons de terre de l'Auvergne, du Forez et du Bourbonnais. La Gazette du commerce du 11 mars rassura les marchands en affirmant que le privilège sollicité n'avait pas été obtenu. Malgré tout, le commerce se ressentit de cette tentative et cessa presque complètement. Mathieu fit alors circuler des imprimés et des prospectus annonçant la création d'un bureau de vente au Port Saint-Paul. En fait, Mathieu refusait non seulement de vendre ses charbons sur sa mine aux voituriers et bateliers, mais encore il avait passé un traité avec MM. de Brassac et de

(1) MORAND, *L'art d'exploiter...*, *ouv. cit.*

(2) La police, l'administration des ports étaient confiées à une communauté qui comprenait les garde-bateaux, les équipeurs, es boute-à-port et metteurs à port, les débacleurs (déchargeurs), les planchéteurs.

Fugères, propriétaires de la plupart des mines d'Auvergne, par lequel ceux-ci s'engageaient pendant vingt ans à ne livrer des charbons qu'à Mathieu, à n'en point vendre ni directement ni indirectement. Il avait essayé de conclure un traité semblable avec les mines du Forez (1). Cet essai de vente directe avait été si bien tenté que dans ses comptes, Mathieu comptait les frais de transport chez les consommateurs, frais qu'il comptait prendre à sa charge, à 2 livres, 10 sols par voie (2). L'auteur que nous venons de citer est d'ailleurs obligé de reconnaître que la suppression de l'intermédiaire fut favorable au public et que le charbon se vendit « à un prix modéré ».

En 1786, il y eut une autre tentative d'un genre un peu différent et qui constituait un accaparement plus caractérisé. Elle fut le fait d'un marchand de charbon, Denis-Victor Marsault, se disant soumissionnaire du bureau de l'Hôtel-de-Ville de Paris pour 40,000 voies (3).

La plus grosse spéculation de ce genre avait été entreprise en 1745 par « cinq ou six marchands » qui s'étaient entendus pour tenir le marché. Ils avaient nommé un syndic, un commissaire général, et ils imposaient leurs prix aux marchands de seconde main (4). Cette association avait surtout en vue l'accaparement des charbons du Forez. Le gouvernement, qui pour l'exploitation industrielle des mines favorisait la concentration des capitaux, combattait cette même concentration dans l'organisation du commerce du charbon. On ne s'explique d'ailleurs pas pourquoi il tint tant à maintenir intact le rouage des intermédiaires, des petits marchands, dont l'existence contribuait à grever le prix du combustible de tout leur bénéfice. Brassac — avant de traiter avec Mathieu et le baron d'Allarde — avait déjà signalé au Conseil les inconvénients de cette organisation. Il avait montré que les concessionnaires étaient « forcés de passer par la seconde main de marchands qui sont en petit nombre, qui non seulement font de longs crédits, s'entendent entre eux pour acheter des extracteurs au plus vil

(1) MORAND, *L'art d'exploiter...* ouv. cit.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593.

(3) Arch. nat., AD XIII:4.

(4) Arch. nat., *ibid.*

prix possible et ne leur laissent qu'un médiocre bénéfice, tandis qu'ils vendent à un prix excessif aux consommateurs, en sorte qu'ils retirent tous les avantages de ce commerce, et tous les risques, les avances restent à la charge des extracteurs (1). En somme, il existait probablement un syndicat de petits marchands qui fixaient arbitrairement les prix d'achat et de vente, et contre ce syndicat d'intermédiaires, Mathieu voulut créer un syndicat de producteurs du Forez.

C'est dans cette région que l'on travaillait le plus pour accaparer le marché parisien. La compagnie Rousseau inventa la vente avec primes : pour développer l'usage du charbon dans l'industrie, elle offrit de construire à ses frais les nouveaux foyers nécessaires à l'emploi du charbon de terre. Les industriels, dans son projet, n'en devraient rembourser la dépense qu'autant qu'ils étaient satisfaits de leurs essais (2). La compagnie s'engageait en même temps à amener annuellement à Paris un million de pieds cubes de charbon de terre et de porter à trois millions cette quantité si le gouvernement ouvrait un canal d'une lieue des mines de Saint-Victor à la Loire. Roche-La-Molière, dont le plus gros trafic se faisait directement avec les marchands, comme l'attestent les pouvoir commerciaux conférés dans l'acte de société au directeur général, étendit encore le système des primes de la compagnie Rousseau et ce, statutairement, par l'article IV du traité d'association :

4°. — Que ledit sieur Carrey fera tout ce qui sera nécessaire pour étendre la consommation dudit charbon, soit en faisant construire dans les différentes villes du royaume où les charbons de Roche pourront être envoyés des fourneaux à l'usage des raffineurs de sucre, brasseurs de bière, teinturiers, chapeliers, tripiers et autres pour faciliter la consommation dudit charbon de terre, leur en prouver l'avantage et l'économie, à l'effet de quoi les frais de voyages qui auront été jugés nécessaires par la délibération de la compagnie lui seront remboursés sur les états qu'il en fournira pour chaque voyage... (3) ».

Anzin aussi essaya d'organiser la vente elle-même dans sa région, à Arras surtout. Elle créa deux dépôts dans cette ville

(1) Arch. nat., F14 bis 7603.

(2) Arch. nat., F14 bis 7744. Rapport à M. de La Boullaye, 30 mai 1785.

(3) Arch. nat., F14 bis 7744. Acte de société.

et les confia à des parents du directeur Mathieu, refusant, assure le corps municipal d'Arras, de livrer les commandes aux autres marchands. Elle put ainsi établir, assuraient ses adversaires, des prix arbitraires et excessifs, qui provoquèrent la disette.

Ces affirmations sont des plus suspectes. Partout nous les voyons invoquer contre les initiatives commerciales des concessionnaires, sans que ceux qui les formulaient nous aient une seule fois montré quel intérêt pouvait pousser les concessionnaires à limiter la vente et la consommation du charbon en refusant d'en vendre ou en forçant les prix, alors que la production pouvait fournir largement à tous les besoins.

Anzin répliqua que les dépôts créés n'étaient pas des magasins de vente mais des réserves de charité pour les pauvres, qui ne contenaient que de petites quantités de charbon, et que d'ailleurs la municipalité d'Arras avait précédemment remercié la compagnie pour ces établissements d'assistance.

La meilleure raison de ces attaques nous semble encore mieux exprimée dans ce commentaire du mémoire d'Anzin :

« Pour faire cesser l'étonnement qui résulte de voir des plaintes si frivoles, avec des apparences si graves, il est bon de savoir que la véritable cause de ces plaintes vient de ce que quelques marchands de charbon d'Arras, accoutumés à rançonner le peuple par des prix arbitraires, voient aujourd'hui avec douleur le magasin fixer le prix de la mesure de charbon à 43 sols. Ces marchands, furieux de se voir enlever leurs gains illicites, ont sollicité près de MM. les échevins qui, adoptant toutes les impostures des marchands contenues au procès verbal de la visite des magasins, ont formé des plaintes sur la déposition des marchands, qu'ils ont crue véritable (1) ».

Comme la compagnie d'Anzin, Tubeuf tenta d'organiser à Alais et dans la région quelques dépôts en vue d'une vente directe. Ses ennemis, à l'affût des moindres raisons de le combattre, ne firent pas la faute de négliger cette initiative, et l'établissement de ses magasins vint attiser les haines qui agissaient contre lui. Il vendait aussi au public sur la mine elle-même. Enfin il conclut avec la compagnie d'épurement de Ling un traité qui engageait toute sa production et même au-delà de ce qu'il pouvait produire.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

Ces marchés directs entre producteurs et consommateurs, entre concessionnaires et industriels, sont très fréquents au XVIII^e siècle. Nous avons vu que les mines du Forez vendaient directement à Sèvres. D'Osmond avait un traité avec la société Sainbel et lui fournissait le coke pour ses mines de cuivre. Il avait été établi pour cette fourniture des grillages spéciaux (1). Citons encore la société des mines de Montjean (Cornille et C^o) qui passe le 19 janvier 1775 un marché avec un entrepreneur de fourneaux à chaux, Nicolat Josset. Le marché signé pour sept années comportait la livraison annuelle de 168 fournitures de charbon à raison de 130 livres la fourniture. Dans le même ordre d'idées les mines de Sainte-Croix en Alsace livrent annuellement et par traité 6.000 quintaux de houille à M. Ulmer, à Strasbourg, gros marchand de houille. Le traité est renouvelable tous les trois ans. D'après ce traité, le quintal de houille ressort à Schlestadt, franc de port, à raison de 27 sous (15 sous 9 deniers prix intrinsèque, 7 sous de transport par quintal, 4 sous 3 deniers pour les acquits d'Alsace et les déchets), 32 sous à Strasbourg (2). Ce ne sont là que quelques exemples de traités entre producteurs et marchands ou industriels. Le procédé est courant. Arrêtons-nous un instant au traité de Tubeuf avec la compagnie Ling. C'est un type complet et qui mérite quelques lignes d'étude.

Le traité fut passé par devant notaire entre Tubeuf d'une part et Louis-Thomas Richard, administrateur général des postes, Louis-Charles Carouge des Bornes, avocat au Parlement, maître des forges et fourneaux de Gengrün en Charolais, tous deux administrateurs de la compagnie d'épurement de charbon de terre en France, d'autre part.

Par les articles I, II, III, Tubeuf s'engageait à livrer annuellement à la compagnie, et pendant ving-quatre années, 300.000 mesures de houille ou charbon de terre pesant chacune 100 livres poids de marque, à raison de 25.000 mesures par mois. Ce charbon venant des mines de Pigère et de la Loubière devait être fourni dans les dépôts suivants de la compagnie :

(1) LESEURE, *ouv. cit.*

(2) DIETRICH, *Description des gîtes de minerais et bouches à feu de la France.*

200.000 mesures à Banc et 100.000 à Alais. On désignait la qualité et la nature du charbon. Les paiements étaient effectués à raison de 6 sols la mesure pendant les douze premières années, et de 8 sols pendant les douze dernières. La compagnie d'épurement entretenait un commis à demeure sur chaque mine. Les comptes étaient établis de trois mois en trois mois, visés par Tubeuf et réglés par des effets à trois mois signés par les administrateurs de la compagnie d'épurement et acceptés par ses banquiers. Tubeuf cédait en même temps à la compagnie les magasins de ses exploitations et ses droits à bâtir sur les autres terrains. Il s'engageait en outre à faire fermer toutes les mines rivales, à empêcher la vente de charbon partout où la compagnie débitait les siens et à mettre en valeur les exploitations qu'il acquerrait en expulsant les propriétaires ; y compris le prince de Conty et le marquis de Castries. Ce pour quoi, il devait recevoir 6.000 livres en une seule fois pour l'aider à mettre en valeur ces nouvelles exploitations, mais fournir 100.000 mesures de surplus. En cas de besoin de la compagnie d'épurement et à charge par elle de l'avertir un an à l'avance, Tubeuf devait fournir, par fractions, jusqu'à concurrence de 300.000 autres mesures et même plus si cela était possible. Il renonçait à faire épurer lui-même du charbon pendant tout le temps que durerait le privilège de la compagnie. Il recevait 3.000 livres « par forme de pot-de-vin (1) ».

C'est, parmi tous les traités passés entre concessionnaires et industriels, le plus complet que nous ayons trouvé. Le pauvre grand Tubeuf crut y voir le salut, la réalisation de son rêve ambitieux : avec quelle émotion il dut tenir ce contrat entre ses mains et le signer. Or, il avait promis plus qu'il ne pouvait fournir. Ce traité fut sa perte.

Les prix que nous venons d'indiquer, chemin faisant, sont des prix de gros, des prix de marché directs, conclus pour plusieurs années et pour de grandes quantités. Et déjà, par ces quelques données, on aperçoit le genre de difficultés insurmontables auxquelles se heurte une tentative d'étude générale sur le prix du charbon en France au XVIII^e siècle : nous voulons

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

parler de la variation des prix de région à région et, dans une région, d'année à année, de la variation aussi des mesures, parfois d'une ville à l'autre, dans la même région (1). En outre, les indications de prix que nous avons pu recueillir sont éparses dans des documents disséminés un peu partout ; dans cette recherche, nous n'avons jamais eu devant nous ni un ensemble de pièces formant un tout, ni même une pièce isolée, mais complète. Les renseignements ne nous sont parvenus que d'une façon incidente. Tous enfin sont sans sincérité, entachés de passion, arguments jetés dans une polémique, c'est-à-dire éminemment partiiaux. En ne retenant que ce qui présente quelque garantie de scrupule et de véracité, nous allons tenter de grouper par région les documents qui nous offrent d'une façon quelconque un chiffre, un prix de vente. Il nous reste encore à faire remarquer que les années auxquelles ces prix correspondent varient et qu'il ne faut par conséquent tirer de ces divers éléments que des conclusions de fluctuations mais non de comparaisons.

Deux régions voisines sont plus particulièrement intéressantes à étudier au point de vue des prix : le Forez et le Lyonnais ; dans ces régions les phénomènes de la lutte des propriétaires contre les concessionnaires et de l'introduction de l'usage du charbon qui eut une influence prépondérante sur les prix se présentent avec leur maximum d'intensité.

Il est certain que dans cette partie centrale de la France, grosse productrice de combustible, les prix allèrent sans cesse en augmentant. Trois ans après son arrivée à l'intendance de Lyon, de Flesselles écrivait à Bertin (20 octobre 1770) que la cherté des denrées et du fourrage avait certainement une influence sur le prix très élevé du charbon, mais que d'autre part « le cri continuel et général contre les concessionnaires paraît justifier une partie des inculpations dont quelques particuliers, peut-être moins instruits ou prévenus, les chargent tous les jours (2) ». Mais en 1777, l'intendant a étudié la si-

(1) Le plus souvent, il est impossible d'identifier les mesures et de les ramener à notre système actuel.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

tuation plus à fond et son opinion s'est modifiée. L'augmentation constante est un fait, mais de Flesselles se rend compte qu'elle tient à des causes étrangères aux concessions :

« Depuis que l'administration de cette généralité m'est confiée, je n'ai cessé d'entendre des murmures et des plaintes de la part des propriétaires des mines contre la concession. Mais je me suis toujours convaincu que leur cri était excité plus ordinairement par des gens inquiets et turbulents qui faisaient envisager aux propriétaires que leurs réclamations étaient un moyen assuré d'améliorer leur traitement de la part des concessionnaires : au moyen de quoi j'ai été peu touché de cette clameur. Ce qui m'a le plus particulièrement frappé, c'est l'augmentation successive du prix. Elle a seule fixé mon attention parce qu'elle seule intéresse le public (1) ».

L'intendant disculpe également les muletiers et voituriers de l'accusation lancée contre eux d'être les auteurs du renchérissement. La cause réelle, suivant de Flesselles, du prix exagéré du charbon, est tout entière dans la difficulté des moyens de transport. Aussi est-ce vers leur amélioration que tendent tous ses efforts ; il demande aux concessionnaires « une soumission de faire faire les chemins à leurs frais » pour que les particuliers puissent aller eux-mêmes chercher leur charbon à la mine au même tarif que les voituriers ; il résume sa pensée en ces mots : «... et je suis très persuadé que cette facilité donnée au particulier, on verra bientôt diminuer le prix du charbon ».

La réalité ne répondit pas aux prévisions de de Flesselles. C'est en vain qu'il avait fait établir, comme nous l'avons vu, un impôt de six sols, (réduit ensuite à trois sols), par benne extraite, dont le produit était destiné uniquement à l'amélioration des chemins. La disette apparut à Lyon une première fois en 1782. Brossard l'attribue aux enlèvements des voituriers qui achetaient la benne de charbon 12 sols sur la mine et la revendaient à Rive-de-Gier 24 et 26 sols et encore à mesure plus petite que celle de l'extraction. En réalité, le manque de combustible semble être le fait des marchands accapareurs qui accumulaient des stocks immenses dans leurs magasins de

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722.

Givors et de Rive-de-Gier afin de vendre à Lyon à des prix arbitraires, 38, 40 et 45 sols dans l'hiver de 1780-1781 et à mesure plus petite encore que celle de Rive-de-Gier. Joly de Fleury n'hésita pas à autoriser l'intendant à prendre des mesures énergiques (1). Celui-ci rendit une ordonnance qui fixait le prix des charbons des mines de Rive-de-Gier, enjoignait aux concessionnaires de doubler leur extraction et de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter les débouchés du charbon (2). C'était un de ces actes d'autorité dont le pouvoir ou ses représentants étaient coutumiers et que nous verrons souvent intervenir quand nous étudierons la politique économique des intendants et les rapports de l'Etat et des mines.

En 1784, nouvelle ordonnance de de Flesselles qui tente de lutter contre le prix excessif du charbon en fixant la mesure de la benne à 50 kilogrammes, mesure de Lyon, et en faisant défense sous peine de 500 livres d'amende :

« A toutes personnes, soit aux extracteurs, mesureurs du charbon dans les mines et carrières, soit à tous marchands de Rive-de-Gier, Givors, ainsi que de la ville de Lyon, faisant commerce de charbon, de se servir à l'avenir, passé quinzaine à compter du jour de la publication et affiches des présentes, d'autres bennes pour mesurer le charbon que de celles qui auront été dûment échantillonnées, millésimées et contremarquées du poinçon de l'échantilleur-juré, préalablement étalonnées sur les matrices locales déposées au greffe de police.. (3) ».

En effet, à la fixation de prix, les marchands avaient répondu par une diminution de mesure, de sorte que les choses étaient restées en l'état.

Les prix fixés par de Flesselles pour les mesures déterminées par lui étaient les suivants :

(1) BROSSARD, *ouv. cit.* et Arch. du Rhône, C 120. On verra dans ce dernier document que la consommation de charbon par l'industrie est considérée comme une des causes du prix élevé auquel il est vendu. On y propose aussi de faire vendre par autorité judiciaire tout le charbon accaparé dans les magasins de Givors.

(2) Arch. nat., F14 bis 7722.

(3) Arch. na., *ibid.*

Sur les puits :	la benne du houilleur ou de carrière.	pérat (gros morceaux)	12 sous
A	la benne locale de Givors moins forte	pérat	15 sous
Rive-de-Gier :	en contenance d'un quart que la benne du Mouillon.	menu	7 sous
A Givors :	la benne de même mesure, comble.	pérat menu	25 sous 15 sous
A Lyon :	la benne non comble, mesure de Lyon, moins forte d'un cinquième que la benne comble de Givors.	pérat menu	25 sous 16 sous

On trouve aussi pour Lyon les prix de 27 et 17 sols (1).

A ce régime, les marchands, comme le remarque Brossard, gagnaient encore du 100 pour cent, soit 10 sols 4 deniers sur le pérat, qu'ils vendaient 25 sous après l'avoir acheté 12 sous, et 5 sous 8 deniers sur le menu vendu 16 sous et acheté 6 sous, déduction faite du transport et des droits sur une distance de six lieues et demie.

La disette, malgré ces mesures, menaçait toujours Lyon. M. de La Boullaye agit plus énergiquement encore. Le 27 novembre, en prévision de l'hiver, il traita avec deux marchands de charbon de Lyon, Jean-Baptiste Richard et Pierre Couteau. Ceux-ci s'engageaient à conduire à Lyon 60.000 bennes de charbon et acceptaient de le vendre au nouveau prix fixé par l'intendant, de 14 sols la benne.

Dans l'hiver de 1788-1789, le gouvernement fit venir à ses frais 25.000 bennes, mesure de Rive-de-Gier. Le transport de cette ville à Lyon coûta à l'Etat 7429 livres 2 sols. Il était urgent de parer à la misère qui s'annonçait (2).

(1) BROSSARD, *ouv. cit.* et Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. M. de La Boullaye, qui cite ces chiffres dans une lettre à M. de Calonne du 12 décembre 1785, prétend, ce qui est contraire à toutes les assertions et à l'esprit même de l'ordonnance de son prédécesseur, qu'à Lyon il n'y a ni magasin ni chantier de charbon ou de bois et « qu'ils (les charbons) restent sur les bateaux jusqu'à ce que le consommateur vienne les y prendre ». Voir aussi, sur la contenance de la benne et l'établissement d'un modèle officiel, Arch. du Rhône, C 122.

(2) Arch. dép. du Rhône. Tableau des fonds.

De Flesselles avait fixé des prix qui tenaient le milieu — du moins pour le pérat — entre les prix normaux de 20 à 22 sols (1) la benne et les prix de disette de 30 à 32 sols. Si l'on veut établir les prix à la tonne (après l'ouverture du canal de Givors) la tonne de charbon moyen — achetée sur le carreau des mines du Forez 5 fr. 70 — était vendue normalement à Lyon 20 fr.

Si nous examinons les tarifs à Paris, nous voyons que la tonne achetée 2 fr. 50 à Roche-La-Molière ressortait à 38 fr. 50 au Port Saint-Paul et était vendue dans Paris à 45 fr. Le charbon de Saint-Rambert, acheté à la mine 3 fr. 70 la tonne, était vendu à Paris de 55 à 60 fr. Telle était la lourdeur des transports et des droits. La manufacture de Sèvres, qui était affranchie des droits d'entrée et de traversée de Paris, payait son charbon de 31 à 32 fr. la tonne. Ce prix laissait au vendeur un bénéfice de 4 à 5 fr. 50.

Dans le pays même, en 1786, au Treuil et à Villars, la tonne de pérat valait sur le carreau de la mine de 3 fr. 75 à 4 fr., la tonne de menu de 2 fr. 10 à 2 fr. 50. A Roche-La-Molière, les mêmes mesures se vendaient 4 fr. et 5 fr. 10. Autour de Saint-Etienne, dans la réserve, les prix étaient sensiblement les mêmes, 6 à 8 sols la charge, soit 2 fr. 40 à 3 fr. 20 la tonne (2).

Tandis que les ennemis d'Anzin mettaient sur le compte de son monopole la cherté du charbon et la difficulté de s'en procurer (3), Mathieu, directeur ingénieur de la compagnie, alléguait que les droits excessifs, le privilège du corps de la navigation, le fait que d'Anzin à Cambrai un bateau devait être

(1) Les propriétaires prétendaient (Voir Bibl. de la ville de Lyon — Coste 110036) qu'avant et après le régime des concessions, le charbon ne se vendait que 22 sols la benne. Nous avons vu de Flesselles faire justice de cette affirmation. On trouve encore des renseignements sur le prix des charbons à Lyon dans divers documents, des procès verbaux d'essais industriels avec du charbon de terre par exemple. (Voir entre autres Arch. nat. F¹² 2231), mais ces renseignements ne sont qu'incidents et assez vagues.

(2) LESEURE, *ouv. cit.* — Les charbons du Lyonnais et du Forez avaient été l'objet de tentatives d'accaparement pour la vente du midi — Marseille et Toulon. Un sieur Grisollon en avait obtenu le monopole qui fut révoqué à la suite des plaintes des marchands et voituriers. (Arch. du Rhône, C 125.)

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810 Requête présentée au roi par Claude-Michel Faussabry demeurant à Avesnes, et Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

chargé et déchargé trois fois, étaient avant tout responsables des hauts tarifs du combustible : le quintal, vendu 8 sols à la mine, coûtait 24 sols à Dunkerque, et encore était-il abîmé et réduit en poussière par les bateliers (1).

En 1783, l'inspection des mines de charbon du Hainaut, Flandres et Artois donnait les prix de vente suivants :

	pérat	7 livres le muid (1.000 livres).
	charbon moyen	
A Anzin :	pris sur charrettes	
	par les gens du pays	4 livres 15 sols le muid.

En moyenne, le quintal ressortait sur la mine à 9 sols (2).
Mêmes prix à Fresnes et Vieux-Condé.

La statistique de Dieudonné ne nous a pas permis de contrôler ces prix car elle ne fournit aucun détail. Par elle, nous savons seulement qu'en 1789, tant en charbon marchand qu'en charbon sale ou menu (employé pour les machines à feu de la mine le plus souvent) Anzin produisait 28.000.000 myriagrammes qui représentaient une valeur marchande de 3.395.000 francs. Aniche et Auberchicourt 383.168 myriagrammes vendus 47.401 fr. 27 centimes (3).

En ce qui concerne l'importante concession Giral, les maires, consuls et jurés-gardes de la draperie affirment le 10 juillet 1782 que le charbon vendu autrefois 6 à 7 sols le quintal et débité encore au moment de cette protestation à 10 et 11 sols par les particuliers, est livré par le concessionnaire au prix de 13 et 14 sols (4). Giral, en protestant contre l'accusation d'avoir établi des prix renchérís, nous apporte quelques données que nous pensons pouvoir accueillir comme exactes parce qu'elles correspondent aux prix moyens que nous avons enregistrés d'autre part. « Partout ailleurs, dit-il, le charbon se vend 12 sols le quintal), soit aux mines de Néfíes, soit à celles de M. de Poilles entre Cassan et Néfíes, ou soit à celles des mines

(1) Arch. nat., F14 bis 7820. Lettre de Mathieu, 22 octobre 1784.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) DIEUDONNÉ, *ouv. cit.*

(4) Arch. nat., F14 bis 7692.

du chapitre de Cassan ; à Alais, il se vend 8 sols, aux mines de Bonnetcombe, aux mines du Vigan à 14 sols et à Carmaux, il se vend à la mesure, le quintal revenant à plus de 16 sols, enfin, il se vend au Bousquet, terre de Lunas, à sept sols le quintal (1). » Giral montre ensuite que s'il a créé à Bédarieux un entrepôt, c'est pour empêcher les intermédiaires de fixer des prix arbitraires. Ainsi, il peut vendre son charbon 6 sols le quintal, à Bédarieux, les frais de transport en sus, 7 sols à la mine de Graissessac, 6 sols à Capuigne, mines ouvertes pour alimenter Lodève et Clermont (2). Il est vrai que la guerre de tarifs à laquelle se livraient Giral et l'abbé Martel faisait souvent monter les prix (3).

Cependant, le maire de la commune de Camplong certifiait (en vendémiaire an X) qu'en 1789 le charbon coûtait sur les mines de Giral 8 à 10 sols le quintal (prix ramené à 7 sols à l'époque du certificat ; et en pluviôse an X, un sous-préfet attestait que le charbon, alors à 0 fr. 75 le quintal, ne se vendait en 1790 que 0 fr. 65. Telles sont les contradictions des renseignements qui nous sont parvenus : en l'an X, deux représentants de l'autorité donnent officiellement des prix différents pour le passé et pour le présent et peut-être tous deux ont-ils raison si l'on tient compte de la différence de prix de vente que peuvent produire les frais de transport, puisque ni l'un ni l'autre ne stipule si les prix en litige concernent le charbon pris à la mine ou au dépôt. Ce qui achève de brouiller les choses, c'est qu'en ventôse an X, Giral répondant à ses adversaires affirmait que le charbon se vendait alors 0 fr. 35 le quintal sur la mine, prix qui correspond bien à celui donné par le maire de Camplong, mais il ajoutait qu'en 1750 (avant

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Nous trouvons les mêmes protestations exprimées en 1784 au nom de la draperie par le sieur Fabrega. Il donne les mêmes chiffres de vente du charbon en 1784 que les jurés-gardes en 1782 ; il prétend que le charbon se vendait autrefois sur la mine 2 sols le quintal, chiffre qui semble vraiment bien bas.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691. Mémoire à nos seigneurs des Etats (1781). Dans un mémoire du 28 floréal, an II, Giral indique comme prix de vente du charbon à Bédarieux 1 fr. le quintal, y compris 50 centimes de transport et 10 centimes pour déchet et loyer des magasins.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692.

sa concession) le quintal coûtait 0 fr. 50, c'est-à-dire à peu près le même prix qu'en 1789, alors qu'il prétendait l'avoir fait baisser (1).

Bien entendu, la région d'Alais, tout entière liguée contre Tubeuf, ne laissa pas passer sans s'en servir l'argument, partout allégué contre les concessionnaires, de l'augmentation des prix. L'intendant, M. de Saint-Priest, fut amené à faire une enquête officielle à propos de la protestation des Etats du Languedoc en novembre 1783 contre la concession (2). Cette enquête fut nettement défavorable à Tubeuf ; cependant, avant d'en étudier les résultats, nous devons faire cette réserve que Saint-Priest eut vis-à-vis de Tubeuf une politique des plus flottantes et souvent hostile.

Suivant l'enquête, Tubeuf, dans le diocèse d'Alais, vendait son charbon pour les fours à chaux 5 sols le quintal, pris à la mine, 8 sols au magasin d'Alais. Le même charbon, au temps de la libre exploitation, se vendait 2 sols le quintal à la mine. Le charbon pour la forge avait passé de 6 sols le quintal, au dépôt d'Alais, à 10 sols pris à la mine. Il n'y avait point d'entrepôt à Alais pour ce charbon. Bardon examinant les tarifs six ans auparavant, soit en l'année 1777, donne des chiffres un peu différents :

4 sols le quintal le charbon à chaux
6 sols le menu pour la forge
8 sols la meilleure qualité.

Ces prix s'appliquaient au charbon pris sur la mine de Rochebelle (3). A la Grand'Combe, le charbon, toujours d'après le même auteur, était meilleur marché : 2 à 3 sols le quintal sur le carreau, mais 9 à 10 sols rendu à Alais (1777).

A Pigère (paroisse de Baune) les prix étaient les suivants : charbon à chaux 4 sols le quintal, charbon à forge 6 sols, charbon à fabrique 8 sols. Ces derniers prix, cités par Bardon,

(1) Quelques petites mines du Languedoc dont nous avons déjà parlé, Saint-Chamaud, Cublac, Sauvesie, vendaient leur charbon en moyenne 12 sols le quintal, mais elles pouvaient à peine fournir soit à cause de leur petite production, soit à cause des mauvais chemins. Arch. nat., F¹⁴ 111621.

(2) Arch. nat., H 931 et H 1103.

(3) BARDON, *ouv. cit.*

s'appliquent au mois de décembre 1783, c'est-à-dire à l'époque même de l'enquête officielle ; on voit qu'ils diffèrent sensiblement des prix fournis par celle-ci ; ils se rapprochent de ceux que l'intendant proposait d'établir.

Dans le diocèse d'Uzès, la charge de 3 quintaux revenait autrefois à 6 sols ; Tubeuf la vendait 16 sols sans distinction de qualité.

L'intendant proposait de fixer comme suit le prix du charbon :

Charbon pour fours à chaux pris à la mine	4 sols le quintal.
Autres qualités	8 sols » »

Augmentation de 3 sols pour le charbon pris dans les magasins (1).

Nous avons peu de renseignements sur les prix des charbons de de Solages. Nous savons seulement, d'après une espèce de bilan, que le charbon qu'il envoyait à Bordeaux, et qui supportait par tonneau de 45 barriques, 176 livres 7 sols 6 deniers de frais de transport, était vendu par son représentant, Mathieu, 200 livres le tonneau, et montait, mais rarement, à 230 livres. En tous cas, il ne pouvait jamais faire concurrence aux charbons anglais (2). A Carmaux même, le seul chiffre que nous ayons trouvé donne comme prix de vente 16 sols le quintal, ce qui est un prix très élevé (3).

Dietrich (4), enfin, nous a transmis quelques vagues données sur le prix des charbons d'Alsace : le charbon de Sainte-Croix — mine qui a un traité de gros avec un marchand de fer, nous l'avons vu — se vend au public 32 sous le quintal à Strasbourg, 28 sous à Schlestadt, 22 sous à Sainte-Marie. Il ne coûte sur la mine que 20 sous à ceux qui viennent le chercher de loin. A Raon et à Ramberviller, il ne revient, avec les transports, qu'à

(1) Dans la région de Tubeuf, l'augmentation des charbons avait déterminé une hausse de la chaux. Les chauxfourniers la vendaient 26 sols le muid au lieu de 18 sols.

(2) Arch. de l'Hérault, C 2721. On trouve encore quelques renseignements sur les prix du charbon dans divers dossiers des Arch. nat., par exemple dans F14 bis 7722, mais ces renseignements sont très vagues, très imprécis ; ils ne méritent pas qu'on s'y arrête.

(3) Arch. nat., F14 bis 7691.

(4) DIETRICH, *ouv. cit.*

32 et 34 sous. Ces prix sont bien supérieurs à ceux que nous avons constatés dans le Nord, dans le Centre et en Languedoc. Il faut tenir compte qu'il s'agit de lieux de débit très éloignés de la mine.

Les diverses questions commerciales que nous venons d'étudier indiquent suffisamment que le charbon est devenu, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, un objet de première nécessité. Nous avons montré d'autre part que l'état de déboisement de la France avait imposé au public et à l'industrie l'usage du nouveau combustible. Bien que le charbon se présentât à la France menacée de disette comme le remède providentiel, ce n'est pas sans luttes qu'il fut adopté ; et cette place énorme que nous venons de lui voir tenir dans les préoccupations générales, c'est contre la routine qu'il la conquit.

Le besoin seul vainquit le préjugé. Les chauxfourniers par exemple s'imaginaient que la chaux cuite à la houille deviendrait noire. Les industriels les plus sérieux se livraient avec méfiance à de multiples expériences avant d'adopter le nouveau combustible qui, au reste, demandait des grilles, des fours et tout un outillage spécial.

Aléon-Dulac (1), racontant son voyage à Saint-Etienne, disserte longuement sur l'aspect de cette ville qui, dès longtemps, avait adopté l'usage du charbon. Il a été frappé par la fumée âcre qui l'envahit, par la noirceur de l'atmosphère, par le linge qui se salit immédiatement, par les dorures qui se ternissent vite, par les maisons inutilement repiquées. Il s'étend avec force détails sur ce brouillard noir qui pénètre partout, se condense sur les toits, fait tomber des flots d'encre quand il pleut et répand une forte odeur qui imprègne tout. Il ajoute :

« Cette fumée, ainsi que je vous l'ai déjà fait observer, Madame, est produite par le charbon, dont le prix est médiocre et dont l'usage est général dans les forges, les cuisines et les appartements. Le principal attribut de ce fossile, c'est de ne jamais occasionner d'incendie, et de brûler nuit et jour, comme le feu qui était consacré chez les Romains au culte de Vesta ».

La neige même est noire dans ce pays. Les fleurs y perdent leurs couleurs et leur parfum. Les étrangers ou les indigènes

(1) ALÉON-DULAC, *Observations topographiques...*, ouv. cit.

qui reviennent au pays après une longue absence, éprouvent à respirer cette atmosphère des maux de tête, des nausées, des lassitudes. L'auteur se demande si cette fumée n'est pas dangereuse pour la santé. Il n'est d'ailleurs pas le seul en France à se poser cette question. Dans nombre de villes, il faut des études médicales, des attestations de spécialistes, presque les proclamations réitérées des hommes de l'art, pour persuader aux habitants que le charbon ne fait courir aucun danger à leur santé. On va jusqu'à attribuer au charbon le spleen des Anglais et leur prédisposition au suicide. Aléon-Dulac a le bon sens de combattre ces craintes et ces erreurs. « Les plus célèbres naturalistes, dit-il, pensent aujourd'hui que la fumée des charbons fossiles est très propre à purifier l'air et à lui donner plus de ressort, surtout lorsque l'air est humide et épais. » Les habitants de Saint-Etienne, affirme-t-il, lui doivent leur excellente constitution et leur bonne santé. Le manuscrit d'Aléon-Dulac est de 1786 ; à cette époque encore, il ne jugeait pas inutile de consacrer une longue digression à combattre les préjugés contre le charbon. Et de fait, en cette année même, on trouve dans les registres du commerce — et un peu partout — des protestations contre l'emploi du charbon de terre. Au hasard, citons deux cas de cet aveuglement : le 16 février 1786, des blanchisseuses protestent contre la veuve Mazières qui emploie dans sa brasserie de la Gorgue (Flandre) du charbon de terre. Elles se plaignent que « cette innovation, si nuisible au commerce du pays, n'est compensée que par le plus modique avantage pour cette veuve, puisque la différence de prix du bois au charbon n'est que d'un écu par brasion (?) (1). » En 1782, Monnet note qu'en Lorraine, Champagne et Alsace «... les maréchaux et les fermiers n'ont jamais voulu s'en servir n'ayant que l'usage d'employer du charbon de bois, préjugé funeste... (2) ». N'insistons pas sur la persistance de l'esprit routinier. Ces cas, au début très fréquents, devinrent vite des exceptions sous l'empire de la nécessité et de l'exemple.

(1) Arch. nat., F¹² 106.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Voyage du sieur Monnet pour la visite des mines de Champagne, la Lorraine et l'Alsace.

Dès la seconde moitié du siècle, le charbon est l'aliment ordinaire de l'industrie et des foyers domestiques (1).

En dépit de craintes et de préjugés qui subsistèrent encore longtemps, le charbon est partout employé. Il faudrait étudier l'état détaillé de l'industrie à cette époque pour donner une idée complète de la façon dont il est répandu. Contentons-nous, puisque cette étude considérable ne peut être entreprise ici, de donner quelques renseignements essentiels et, pensons-nous, concluants :

Les considérants des demandes de concession, diverses requêtes, de nombreux mémoires et, encore mieux, les enquêtes officielles confirment sans laisser subsister de doute que le charbon est devenu, dans l'industrie et dans la vie privée, d'un usage courant. De Flesselles, sollicité de donner son avis sur une demande de prolongation et d'agrandissement de concession du marquis de Foudras, écrit à Bertin (2) :

« Mon subdélégué à qui j'avais demandé, Monsieur, des éclaircissements à ce sujet, me marque qu'il s'est transporté sur la mine, qu'elle **s'exploite parfaitement bien**, que le charbon est d'une aussi bonne qualité que celui des mines des environs de Saint-Etienne, que par les épreuves qu'il en a fait faire, il a constaté qu'il était propre pour tous les ouvrages en fer et en acier et pour les fours à chaux... il m'ajoute que les habitants sont d'autant plus satisfaits de cette exploitation qu'il n'y a point de bois dans le canton, qu'elle leur procure le chauffage et leur fournit du travail dans tous les temps ».

En 1785, l'intendant de Lyon, sur la demande du prévôt des marchands de cette ville, demandait l'autorisation à l'intendant général, à Paris, de prendre des mesures pour l'approvisionnement de Lyon. Il ajoutait ces observations :

« Les ateliers des manufactures et la plupart des foyers domestiques de Lyon n'emploient que du charbon de terre. La consommation qui n'était, il y a quelques années que de 60.000 mesures, s'élève aujourd'hui

(1) On a remarqué au cours des chapitres précédents la distinction du charbon en deux espèces : Le charbon pérat en gros morceaux, utilisé par certaines industries mais surtout par le chauffage domestique, et le charbon menu, recherché pour la forge, la cuisson de la chaux, etc. On distinguait aussi le charbon jais et le charbon gorge de pigeon d'après la couleur qui correspondait à des variétés de minerais.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7741. Lettre du 18 juin 1769.

à plus de 600.000. Il importe d'assurer le succès de cette révolution par l'abondance de ce combustible fossile. Les mines de Rive-de-Gier suffisent seules pour l'entretenir surtout si le charbon menu devient d'un usage plus étendu. Il y en a plus de cette qualité du gros qui, en termes du pays, s'appelle *pérat* (1) ».

Le 8 février 1786, M. de Calonne répondant à l'intendant du Lyonnais exposait la pensée du gouvernement : « J'ai vu avec plaisir l'attention que vous avez donnée à un objet qui intéresse aussi essentiellement les manufactures et la tranquillité de cette ville. Il est heureux que l'usage du charbon fossile y soit devenu commun... (2) ».

La même année, un mémoire sur les péages indique que toutes les manufactures des côtes de la Méditerranée depuis Nice jusqu'au Roussillon et de l'embouchure du canal de Languedoc jusqu'à Bordeaux emploient le charbon, charbon anglais, à la vérité, mais que les produits des mines de France, Rive-de-Gier et Carmaux essayaient de supplanter.

L'usage presque universel du charbon dans l'industrie et dans les maisons particulières, la nécessité d'exploiter ces gisements et de lutter ainsi contre la concurrence étrangère compaient parmi les meilleurs arguments des demandeurs de concessions. Ils n'avaient garde de les négliger. Le placet adressé au conseil par Giral, pour demander l'homologation de la cession à lui consentie par le marquis de Thésan, résume bien cette forme d'utilité publique que les industriels miniers donnaient à leurs requêtes et qui est la meilleure attestation que le charbon était devenu un objet de première nécessité. Il expose qu'une nouvelle exploitation serait d'un «... grand secours, dans une partie du royaume absolument privée de toute espèce de bois de chauffage et où, pour se procurer du charbon de terre, on est forcé de recourir à l'étranger. Les forges, les raffineries, les savonneries et autres usines du pays trouveront, à leur portée et au prix modique, du charbon d'une aussi bonne qualité que celui d'Angleterre. Le suppliant a déjà fait ouvrir six mines dans la baronnie de Boussagues... (3) ».

(1) Arch. nat., F14 bis 7722.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., F14 bis 7692. Placet du 11 septembre 1767.

L'argument de la nécessité du charbon n'est pas seulement employé par les demandeurs de concessions. Il est repris, et vigoureusement, par les protestataires des différentes régions minières contre les concessions accordées. D'un bout de la France à l'autre, que ce soit en Languedoc ou en Hainaut, en Normandie ou en Forez, en Alsace ou en Auvergne, c'est au nom de la nécessité de fournir abondamment de charbon l'industrie et la vie domestique que l'on réclame la liberté d'exploitation.

M. de Montaran communique à M. de L Boullaye (1) la lettre d'un gros négociant qui proteste contre la soi-disant négligence de Giral dans l'extraction du charbon. A cause de lui, dit-il, « son prix augmente, les fabriques nombreuses établies à Bédarieux et environs en souffrent... » Ou encore dans une pétition aux États du Languedoc, pour demander des routes, les signataires faisaient valoir que ces voies devaient desservir 3.000 chaudières à eaux-de-vie qui se trouvent entre Clermont, Lodève, Montpeyroux, etc. Pour tout le midi de la France et le Languedoc en particulier, Ballainvilliers résume la situation en ces mots : « L'usage du charbon de terre a été adopté partout, on l'emploie dans les manufactures, les forges (2) etc. »

Nous avons parlé à plusieurs reprises des sacrifices que le gouvernement s'imposa pour approvisionner Lyon de charbon. L'usage de ce combustible s'y était répandu au point qu'une diminution dans son arrivée sur les ports de la ville était considérée comme une calamité pour l'industrie et pour le peuple, atteint dans sa vie courante. Le charbon, là comme ailleurs, était devenu, c'est le mot employé, un objet de « première nécessité (3) ».

La Réserve de Saint-Etienne n'avait été créée que pour assurer l'aliment nécessaire aux forges, fours à chaux, ateliers de coutelleries, etc. de la ville ; la fonderie de Montcenis avait

(1) Arch. nat., F14 bis 7691. Lettre du 17 mars 1784.

(2) BALLAINVILLIERS, *Mém. cit.* L'industrie employait tellement de charbon que Ballainvilliers — et quelques autres auteurs de placets et de mémoires — demandaient qu'on la réglementât, qu'on empêchât l'établissement de trop nombreuses verreries, brasseries, etc. dans la même région.

(3) Arch. nat., F14 bis 7820. Précis des motifs pour l'établissement d'une seconde mine de charbons de terre dans le Hainaut français.

jugé indispensable de s'adjoindre une mine pour ses besoins.

Dans le Nord, le succès prodigieux des mines d'Anzin, la réussite de quelques autres, provient de l'habitude, dès longtemps prise par les industriels, d'employer le charbon. Peu à peu le charbon français remplace les charbons étrangers en une certaine mesure dans les briqueteries, forges, brasseries, verreries, chapelleries, fours à chaux et dans toutes les industries du textile où le combustible est nécessaire, ainsi que dans l'usage courant du peuple. Malgré son énorme extraction, Anzin ne suffit pas aux besoins du pays à la veille de la Révolution (1). Le charbon de Mons est encore importé en grandes quantités et réclamé énergiquement dans les villes qui, comme Arras, n'en reçoivent plus (2). A Lille même, largement approvisionnée de charbon français, l'annonce d'entraves apportées par un décret de l'impératrice-reine à la libre exportation du charbon autrichien soulève tous les industriels qui entrevoient déjà la catastrophe des manufactures (3).

Les protestations contre les droits d'entrée levés sur les charbons anglais sont la conséquence de la nécessité où se trouve l'industrie des régions côtières, et même des pays situés plus à l'est dans les terres, d'être fournie de combustible.

Les raffineries, fabriques d'alcool, teintureries, tissages, galonneries, bonneteries de Rouen et de toute la Normandie luttent avec énergie contre la sévérité des douanes qui entravent l'importation des charbons, leur unique combustible, leur condition d'existence (4). Les mémoires innombrables, les placets, les pétitions, les protestations des chambres de commerce, surtout la preuve abondamment fournie que les manufactures normandes ne pouvaient subsister que par le charbon, décidèrent en 1784 M. de La Boullaye à reviser et à abaisser les tarifs. En 1787, à l'expiration de cette diminution provisoire, une pétition fut adressée au ministre pour le renouvellement du tarif de 1784 (5).

(1) Arch. nat., F14 bis 7820.

(2) Arch. nat., F14 bis 7760.

(3) Arch. nat., F14 bis 1311.

(4) Arch. nat., F14 bis 7760.

(5) Il y avait bien en Normandie la mine de Littry, mais sa production était consommée dans ses environs immédiats. Tubeuf essaya de créer dans cette province une exploitation.

Si nous suivons le littoral, nous rencontrons deux autres pays, gros consommateurs de charbon : la Bretagne et la Vendée. Elles en importent d'énormes quantités d'Angleterre. La Rochelle, entre autres, proteste contre les droits d'entrée, dans un mémoire adressé à Trudaine par les directeurs et syndics de sa chambre de commerce (mars 1764).

La requête de Bordeaux — où de Solages essaie, mais en vain, de soutenir la concurrence contre le charbon étranger — est des plus énergiques ; les droits d'entrée risquaient de priver la ville et la région de charbon anglais, aliment indispensable de la vie industrielle et familiale de la contrée. Le Parlement, les députés du commerce, la municipalité sont, dès 1764, soulevés contre le régime douanier. La chambre de commerce de Guyenne intercède au nom des dix-neuf raffineries de sucre établies à Bordeaux, des verreries et forges de la province (1).

De l'autre côté de la France, dans l'Est, les manufactures, brasseries, « usines de toutes espèces établies dans les environs » ou à Sedan même, font entendre le même cri (2).

En somme, la France industrielle tout entière est consommatrice de charbon ; la plus grande partie de la France bourgeoise, ouvrière et paysanne, emploie ce combustible dans ses foyers domestiques. Quand le gouvernement ou les administrations municipales prennent des mesures pour alimenter en charbon une ville ou une région, c'est aussi bien à la misère particulière qu'à la crise industrielle redoutable qu'ils songent (3).

Très vite, pour les différents usages, on songea à travailler le charbon, à l'employer autrement qu'à l'état brut, d'une façon plus avantageuse pour le public ou à tirer parti de ses poussières et de ses déchets. C'est pour l'usage domestique surtout que, un peu partout, on se met à fabriquer des briquettes et différentes sortes d'agglomérés. Dès 1769, à Saint-

(1) Arch. nat., F14 bis 7760.

(2) Arch. nat., F14 bis 7622. Lettre à de Calonne.

(3) Nous avons trouvé dans les papiers de Joly de Fleury (Bibl. nat., mss. p. 21671 une lettre du 26 juillet 1787 où il est proposé de donner une réquisition pour interdire « aux plâtriers, chauxfourniers, blanchisseurs et autres ouvriers de cette classe » l'usage du bois, ce qui prouve que dans la capitale, la petite industrie n'avait pas adopté encore tout à fait l'usage du charbon de terre.

Etienne, un sieur Brunand moule du charbon menu mélangé à de la terre grasse (1). Même utilisation du menu à Saint-Chamond. Un nommé Gallot y

« fait faire des briquettes composées de sept parties de même charbon et d'une partie d'argile délayée dans de l'eau ; on les forme dans un moule de cuivre qui est ovale de six pouces de longueur sur trois et demi de hauteur ayant près d'un demi-pouce de dépouille. Ces briquettes ou mottes à brûler sont très dures lorsqu'elles sont sèches et elles brûlent fort bien. Cette méthode est très avantageuse pour consommer le même charbon pour les usages domestiques. Ce qui forme un chauffage fort économique attendu que le même charbon est à très bas prix, et qu'il ne serait pas possible de l'employer au chauffage dans cet état, s'il n'était réuni en masse, par le moyen de l'argile (2) ».

Jars signale un procédé pour faire des briques de charbons de terre pour brûler dans les foyers domestiques, par M. Carrey » (3), procédé employé dans le Hainaut : On produit de petites briques ou des boules de la grosseur d'un boulet de canon de dix à douze livres, composées de glaise délayée dans de l'eau et versée au milieu d'un tas de charbon pilé, le tout remué avec un rable de bois ou une truelle à long manche.

Dès le début de son introduction dans la vie du pays et suivant l'exemple de l'Angleterre, on s'était mis à épurer le charbon, à le désoufrer, pour qu'il fût plus propre à certains usages ; son rendement en chaleur devenait, après ces manipulations, bien plus considérable et son action plus grande sur le fer, l'acier, le cuivre et l'argent.

Les deux compagnies d'épurement les plus importantes étaient la compagnie Stuart et la compagnie Ling.

La compagnie Stuart, établie en Bourgogne, vise surtout à obtenir le privilège exclusif de l'approvisionnement de Lyon en charbon épuré, de Lyon « où il se fait une grande consommation de charbon soit pour les ouvrages en métaux de toute espèce qui s'y fabriquent, soit pour l'usage habituel des artisans peu aisés (4) ».

(1) Ann. soc. imp. agr. ind. sciences et b. lettres du départ de la Loire. Tome XI, 1867.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1312.

(3) Arch. nat., O¹ 1294.

(4) Arch. nat., F¹² 2231. Lettre du 7 oct. 1777 et arrêt sur la requête de Stuart.

La compagnie Ling est plus importante que la précédente. Montée par actions (240 actions), elle fait, en quatre ans, à peu près 900.000 livres de dépenses pour s'implanter dans les différentes provinces, en dépit des difficultés qu'elle éprouve à perfectionner la construction de ses fours et à former des ouvriers épureurs. Des erreurs de calculs de main-d'œuvre et de transports lui infligent quelques coûteux échecs. Son établissement du Port-à-l'Anglais lui vaut une perte sèche de 73.000 livres. Elle est obligée de déplacer son usine d'épurement de Valenciennes dont la fumée gêne la garnison : 50.000 livres de frais. Ce dernier établissement fournit l'Artois et la Picardie. Celui de Charleville alimente la Champagne, le Hainaut et le Soissonnais. Elle a encore des entreprises en Franche-Comté, à Rive-de-Gier pour le Lyonnais, à Fins, à Rambert, en Auvergne, à Digoïn en Bourgogne. Elle transporte ses produits jusqu'à Paris.

Elle ne possède pas de mine en propre, mais elle passe des traités avec les différents concessionnaires. Elle achète les charbons à six mois mais paie au comptant pour le reste (1). Nous avons vu plus haut qu'elle avait signé un marché avec Tubeuf.

Le mode de fabrication du coke ou charbon désouffré variait peu. Le chevalier de Grignon, dans son inspection des mines de Bourgogne (2), indique plusieurs procédés. L'essentiel se réduit à ces opérations : sur une place bien nettoyée de 9 à 10 pieds de diamètre, un ouvrier construit, en commençant par le centre où sont entassés des morceaux de pérat, un cône déprimé et tronqué de 25 ou 30 pieds de hauteur. Les interstices des rangées de gros charbon sont comblés avec de petits morceaux. Avec une pelle de fer, on fait ensuite un léger enfoncement au centre du fourneau, on y introduit des copeaux de bois recouverts de charbon, on met le feu. Le feu gagne la base du centre du cône et de là se porte insensiblement à la circonférence. Le délicat de l'opération consiste à diriger le feu, soit en l'activant, soit en le modérant, pour qu'il brûle également

(1) Arch. nat., F14 bis 7760.

(2) Arch. nat., F14 1312. Mémoires détachés pour servir à l'histoire des charbons de terre. — Province de Bourgogne.

dans son extension graduelle en circonférence. On construit autour de ces fourneaux, qui sont à l'ordinaire **incandescent**s pendant trois jours, une palissade spéciale pour la ventilation. Après trois jours on étale avec des pelles le coke qui s'éteint de lui-même.

Le charbon et ses dérivés sont employés encore à nombre d'autres usages et subissent diverses manipulations : ainsi les cendres de houille sont utilisées comme engrais et plusieurs concessions furent demandées en vue de lutter contre les cendres que l'on importait des Pays-Bas (1).

Gosset et C^o avaient imaginé encore un mélange de charbon et de marc de raisin pour lequel ils demandaient en 1787 un privilège (2). Cette composition devait activer le feu de forge pour les grosses pièces de fer.

Enfin, on extrayait du charbon et même de la poussière de charbon (ce qui diminuait la perte brute de matière), du goudron et du bitume (3).

Ces différents emplois tant directs que dérivés du charbon supposent une production et une importation considérables.

Il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'indiquer par un chiffre certain la production totale de la houille, en France, entre 1744 et 1791. Nous allons, une fois de plus, être obligé de nous en tenir à des approximations et de chercher un peu partout et dans des documents d'origines très diverses, les éléments d'un tableau général de ce que le royaume produit en houille et de ce qu'il consomme. D'un document officiel fort important, un « Etat général des principales mines connues » dressé à la suite d'un arrêt de juin 1778 (4), nous extrayons la phrase suivante qui plaidera suffisamment les circonstances atténuantes pour l'imprécision et l'incohérence de cette étude : « Malgré tous les efforts que l'on a faits auprès des entrepreneurs, on n'a jamais pu connaître le produit. » Après la réédition de l'arrêt de 1744, en

(1) Voir entre autres Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) Arch. nat., F¹² 106.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre de Terray à M. de La Boullaye, 1^{er} juin 1786.

(4) Arch. nat., AF¹¹ 79.

1783, la lumière ne perce pas cette obscurité. Nous avons retrouvé quelques feuilles d'inspection très complète établies soit par des inspecteurs, soit par des subdélégués. Souvent en regard du chapitre intitulé « Total du produit » on trouve ce seul mot : « Inconnu » (1). Puisque les inspecteurs des mines eux-mêmes échouèrent, de leur propre aveu, dans l'essentiel de leur mission, on comprend aisément que les données exactes fassent défaut pour cette statistique. Cependant, on peut tirer de quelques enquêtes fragmentaires, de quelques documents spéciaux, un certain nombre de données qui présentent un intérêt encore suffisant.

Pour les mines du Nord, l'inspection du Hainaut, Flandre et Artois (2), nous offre en 1783 quelques indications : Anzin, Fresnes et Vieux-Condé produisent en gros 3.500.000 quintaux, soit Anzin 250.000 muids du poids de 1.000 livres le muid, Fresnes et Vieux-Condé 100.000 muids (3).

Ces chiffres ne concordent pas avec ceux fournis par le tableau de la production d'Anzin que nous donnons ci-des-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 111621. — Etat de la mine de charbon de terre appartenant au Sieur Fournier. Paroisse de Cublac.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(3) Ces chiffres contredisent formellement ceux indiqués par BOITEAU, *Etat de la France en 1789* (1861). Il dit :

« Le combustible minéral manquait à toutes les usines. Tolozan ne parle même pas de la houille. On en extrayait du sol 2.150.000 quintaux métriques en 1787 et on en consommait 4 millions de quintaux... »

Nous n'acceptons pas les chiffres de Boiteau qui ont été avancés sans éléments suffisants d'information ou du moins sans qu'il nous indique ces éléments, à une époque où l'histoire économique en était encore à ses débuts et se contentait de documents rares et incertains. Nous devons ajouter que nous avons trouvé de nombreuses et graves erreurs dans Boiteau qui a le grand tort de ne pas citer ses sources. Pour les mêmes raisons, les lignes suivantes extraites du *Journal des mines* (1809) nous sont suspectes. L'auteur avoue d'ailleurs le manque de documents :

« On ne peut établir rien de bien positif sur les produits de nos mines de houille en 1789. La direction générale manque de renseignements détaillés à ce sujet. Dans un travail publié en 1794, par l'ancienne administration des mines, on estime que la quotité de ces produits ne s'était pas élevée à 2.500.000 quintaux métriques. Cette estimation nous paraît mériter toute confiance, malgré que les éléments n'en aient été ni donnés ni conservés ; elle a été faite sous les auspices et avec le concours des membres de l'ancien conseil des mines, notamment feu M. Lefèvre d'Hellancourt, par M. Coquebert-Montbret, dont tout le monde connaît la sagacité et l'exactitude dans ces sortes de matières. » On vient de voir que l'inspection des mines du Hainaut fournit pour Anzin seul le chiffre de 3.500.000.

sous (1). Les auteurs de ce tableau ne nous indiquent pas où ils en ont puisé les éléments. Cependant, leurs chiffres sont à peu près vérifiés par les données d'autres documents que nous avons pu consulter, et d'autre part, l'allure générale du livre d'où ce document est tiré nous laisse supposer que les auteurs ont pu consulter les archives elles-mêmes de la compagnie, qui aurait peut-être, pour une fois, atténué l'intransigeante rigueur avec laquelle elle soustrait ses papiers aux recherches historiques. Quoi qu'il en soit, nous reproduisons ce tableau qui nous paraît des plus intéressant, car il permet d'envisager d'un seul coup d'œil la progression presque constante de la production de la mine de charbon la plus importante de France :

Années	Tonnes	Années	Tonnes
1720	55	1771	183.000
»	»	1772	190.000
»	»	1773	202.000
1744	39.685	1774	210.000
»	»	1775	220.000
1752	370.000	1776	225.000
»	»	1777	234.000
1756	400.000	1778	236.000
1757	402.000	1779	237.000
1758	404.000	1780	238.000
1759	403.000	1781	238.000
1760	410.000	1782	239.000
1761	419.000	1783	240.000
1762	428.000	1784	245.000
1763	435.000	1785	252.000
1764	476.000	1786	260.000
1765	452.000	1787	272.000
1766	460.000	1788	280.000
1767	465.000	1789	290.000
1768	478.000	1790	340.000
1769	480.000	1791	291.000
1770	475.000		

Les mines du Nord sont parmi les mieux connues. Elles ont été souvent et minutieusement inspectées, elles ont fait le sujet de nombreuses monographies, elles ont dès longtemps attiré

(1) MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.*

l'attention des économistes ; et pourtant, aussitôt qu'on essaie de préciser ce point essentiel de leur histoire : leur production, on se heurte à des contradictions insolubles et à des difficultés inextricables.

L'extraction des autres grandes régions minières de la France est encore plus difficile à déterminer avec quelque exactitude. En 1777, Tubeuf prétend qu'il produit 400 quintaux par jour, ce qui, pour 160 jours d'extraction par an, donnerait une production de 64.000 quintaux (1). En réalité, en 1779, la moyenne de son extraction paraît être de 2.000 quintaux par mois, ce qui fait à peu près 67 quintaux par jour, soit pour 160 jours d'extraction 10,720 quintaux. Avec son habituelle force d'utopie, il s'engage avec la compagnie d'épurement Ling pour une fourniture qui suppose une production de 40.000 à 45.000 quintaux par mois ! La difficulté se complique ici de l'intérêt de l'industriel. Il défend sa concession et il doit tout naturellement en exagérer l'importance. D'ailleurs il est probable qu'aucun de ces chiffres n'est certain ni fixé. La production de Tubeuf a dû être extrêmement variable. Il ouvrait une galerie, se reportait à une autre, abandonnait une troisième ou au contraire les exploitait toutes ensemble. Et ces vicissitudes d'exploitation se multipliaient par le nombre de ses mines et par les incertitudes où vivait chacune de ces entreprises qu'un arrêt défavorable faisait fermer ou qu'un arrêt contraire laissait rouvrir.

Pour l'exploitation de Giral, pas un renseignement quant à la quantité de quintaux extraits ; il affirme bien dans un mémoire avoir 20.000 quintaux en magasin (2), mais ce chiffre ne nous renseigne en aucune façon sur le rendement de sa mine. Est-ce oubli ? Est-ce honte de la modestie de son exploitation ? Giral si attaqué, si prompt aux requêtes, placets, mémoires, ne dit pas un mot, dans tout son énorme dossier, des quantités de charbon qui sortent de ses galeries.

De Solages n'a pas été beaucoup plus explicite. Quand il nous dit qu'en 1754 il a envoyé 576 tonneaux ou tonnes à Bordeaux, cela ne nous apprend pas grand'chose. Dans la

(1) BARDON, *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

description sommaire qu'il fournit de son établissement — en réponse à une enquête — il nous apprend seulement qu'il a extrait du 1^{er} mai 1754 jusqu'au 1^{er} novembre de la même année :

en mai	979	barriques
juin	785	»
juillet	1284	»
août	1120	»
septembre	1446	»
octobre	1589	»
		7203 barriques (1).

La barrique correspondait probablement à la tonne de mer. D'autre part (2), la veuve de François-Paul de Solages, Marie de Ciron, parle d'une extraction qui n'était au début que de quatre ou cinq barriques par jour et qui, en 1744, était montée à douze barriques « qui est la journée ordinaire, distraits pourtant les dimanches et fêtes et autres jours de grande pluie pendant quoi toute extraction de charbon cesse, les ouvriers n'étant occupés qu'à tirer les eaux pour qu'elles n'inondent les galeries... » Monin (3) prétend qu'en 1789 de Solages extrayait de 16 à 18.000 barriques par an et s'en tenait là à cause de la difficulté de la vente et de l'exportation. Ce chiffre paraît élevé si on le compare à ceux du tableau ci-dessus.

A propos de quelques petites mines de la même province, nous savons que Frédéric de Ferroul, baron de Laurens, en un an (de l'hiver de 1782 à novembre 1783), tire de sa mine du Fouzilhon 600 quintaux de charbon ; depuis le 17 novembre 1783, l'extraction monte à 40 quintaux par jour (4). Le baron de Carcassonne extrait de sa mine d'Azillanet 7.000 quintaux. En combien de temps ? Si on en croit d'autres chiffres qu'il nous fournit, mais qui sont évidemment très exagérés, ces 7.000 quintaux devaient représenter un peu plus

(1) Arch. de l'Hérault, C 2721.

(2) *Ibid.*, C 2719.

(3) MONIN, *La province du Languedoc en 1789. Bulletin de la société languedocienne de géographie.* 1888, 2^e trimestre.

(4) Arch. de l'Hérault, C 2704.

que la production d'un mois, puisque le baron nous apprend plus loin que de trois galeries il sort en moyenne 600 quintaux par jour.

La France était couverte de petites exploitations sur lesquelles il est impossible, vu leur nombre et l'obscurité qui entoure leurs travaux, d'insister (1). L'ensemble de leur production doit assurément atteindre un chiffre important. Malheureusement nous ne sommes pas mieux renseignés sur l'extraction de mines plus importantes, comme Fins et Noyant, Montcenis ; à peine savons-nous par Duhamel que la mine de Littry en Basse-Normandie avait en 1781 un rendement de 800 boisseaux par jour (2).

Le seul chiffre d'ensemble que nous possédions concernant la production d'une province — et encore ne nous en indiquet-on pas les sources — nous est fourni par Monin (3). Suivant lui, en 1784, la province du Languedoc fournit environ 350.000 tonnes de houille.

Il n'y a vraiment que sur l'extraction de la région du Forez et du Lyonnais que nous possédions des détails intéressants et complets.

Voici d'abord un tableau de la production de Rive-de-Gier (4) fourni à l'intendance le 20 septembre 1789 à la fois par B. Albert, contrôleur des mines à Rive-de-Gier, par les directeurs et receveurs des mines de Rive-de-Gier, par le receveur du produit des mines concédées de Gravenand et du Mouillon, par le brigadier de la maréchaussée de Rive-de-Gier (5) :

(1) La mine de Sainte-Croix en Alsace est un exemple de ces petites mines. Elle ne gênait en rien l'importation des charbons allemands. De 1780 à juillet 1782, elle produisit 11.281 quintaux de charbon. Arch. nat., F¹⁴ 1313. MONNET, *Voyage...* pour la visite des mines de Champagne, de Lorraine et d'Alsace. (1782.)

(2) Arch. nat., F¹⁴ 111620. Mines et minières de la Basse-Normandie. Année 1781. Mine de charbon de Littry en Bessin, départ. du Calvados.

(3) MONIN, *art. cit.*

(4) Arch. du Rhône, C 120.

(5) Pour simplifier, nous donnons le chiffre total des bennes extraites sans reproduire le détail en menu et en pérat tel qu'il est indiqué dans le document.

Années	Nombre de bennes extraites
1768.....	343.303
1769.....	378.710
1770.....	482.516
1771.....	361.098

Soit en tout 1.565.627 bennes (1).

A ce chiffre il faut ajouter 124.800 bennes distribuées gratuitement aux ouvriers à raison de 31.200 bennes par an, soit 3 bennes par semaine et par ouvrier pour 200 ouvriers.

En 1772, nous trouvons un total, dans un inventaire embrouillé, de 231.461 bennes extraites.

Pour les années 1781-1782 les données sont incomplètes :

1781	
juillet, août, septembre	178.150 bennes
1782	
mêmes mois	169.303 bennes

En 1788, les 13 bordereaux de l'année portent, tant pour la compagnie concessionnaire que pour les puits sous-loués par elle, 956.044 bennes. 1789 se présente dans les mêmes conditions avec 378.707 bennes (2).

Il devait y avoir dans la production des écarts formidables suivant l'état des eaux et suivant le nombre de jours de chômage, car un état de la production générale de Rive-de-Gier du 14 au 19 septembre 1789 donne 18.855 bennes, ce qui ferait, si ce chiffre était une moyenne, 980.460 bennes pour l'année, alors que nous n'en trouvons que 378.707.

(1) La benne de charbon a un poids indéterminé et très variable. Elle doit peser 230 livres. En 1757, l'intendant du Lyonnais fixe sa capacité à 175 livres. En 1784, tandis que la benne de Lyon était fixée par l'intendant à 50 kilogrammes, celle de Rive-de-Gier était arrêtée à 215 livres, soit 105 kilogrammes, soit 1 hectolitre $\frac{1}{2}$. Pour les années 1768, 1769, 1770, 1771, Brossard donne les correspondances suivantes :

343.303 bennes	—	38.555 tonnes	(1000 kilogrammes)
378.710	»	42.640	»
482.516	»	52.329	»
361.098	»	40.659	»

(2) Un mémoire : Observations sur les mines de charbon de terre de Rive-de-Gier et des communautés adjacentes (Arch. nat., AD XVIII^e 109) indique pour sept puits, du 21 septembre 1789 au 21 septembre 1790, 263.274 bennes. Il s'agit probablement de puits exploités par des propriétaires.

Ajoutons que nous avons trouvé un autre chiffre — dont on néglige à la vérité de nous donner les origines — mais qui est annexé à un état de caisse des droits de 6 deniers perçus par benne extraite. Du 1^{er} janvier 1785, dit ce document, jusqu'au 1^{er} avril 1790, « l'extraction totale... a été de 5.488.091 bennes, ce qui produit par année environ 1.100.000 bennes. La ville de Lyon en consomme de 6 à 700.000 bennes... (1) ».

Les chiffres que nous donnons ci-dessus sont tirés d'une enquête officielle. Les quantités de charbon extrait acceptées par Brossard (2) sont un peu différentes. Elles ont été établies d'après la statistique de La Chaise dans son projet de canal de Rive-de-Gier à Givors. Dans l'année 1769, il affirme qu'il est arrivé à Givors, venant de Rive-de-Gier, 720.000 quintaux (représentant 300 journées de travail), ce qui fait, dit-il, une extraction de 117 tonnes produites par jour, 35.254 tonnes par an. D'autre part, Brossard reproduit encore un tableau dressé d'après Jars ; quelques-uns des chiffres de ce tableau correspondent à ceux tirés des Archives du Rhône, mais entre les deux statistiques, il y a des différences considérables, notamment pour ce qui concerne l'année 1789. En tous cas, elles se complètent l'une l'autre de façon intéressante :

1756	640.000 bennes	non compris les
1769	480.000 »	transports par
1770	482.586 »	charrette
1781	775.769 »	
1782	829.217 »	
1783	898.615 »	
1784	914.818 »	
1785	949.629 »	
1786	1.055.007 »	
1787	1.176.312 »	
1788	956.000 »	
1789	825.000 »	

Les mines de la Réserve, dont les deux principales étaient Firminy et Roche-La-Molière, produisaient en 1783, 589.000 ben-

(1) Arch du Rhône, tableau des fonds.

(2) BROSSARD, *ouv. cit.*

nes, 561.000 seulement en 1786. Mais il faut remarquer que dans cette région, la benne pesait 300 livres (147 kilogrammes); 589.000 bennes représentent donc 86.583 tonnes ; 561.000 bennes, 82.467 tonnes (1).

Leseure (2) à son tour, indique ses chiffres, sans indiquer ses sources, ce qui rend la vérification et par suite la discussion difficiles — sauf pour l'année 1757. En cette année, l'ingénieur Deville fixe à 30.000 tonnes la production de Rivede-Gier et de son territoire. En 1769 nous enregistrons 45.000 tonnes, 55.000 tonnes en 1773, 70.000 tonnes en 1779. En 1785, suivant Leseure, « la production s'éleva par bonds successifs à 96.000 tonnes,... à 110.000 tonnes en 1786 et à 123.000 tonnes en 1787 ». En 1788 et 1789, subissant la répercussion des événements politiques, la production tomba à 100.000 et 88.00 tonnes. Ce dernier chiffre s'était maintenu en 1790.

Leseure estime qu'entre 1725 et 1735, les mines du Forez (la Réserve, Roche-La-Molière, Firminy, etc...) produisaient en moyenne 40.000 tonnes par an ; de 1760 à 1765, elles atteignirent un chiffre de 45 à 55.000 tonnes, de 1770 à 1775, l'ensemble de la production varia entre 60 et 70.000 tonnes. En 1782, Jars (le frère du célèbre Jars) comptait dans la Réserve 27 exploitations fournissant par jour 1850 bennes et en dehors de la réserve 18 exploitations produisant 833 bennes. On travaillait à peu près 230 journées par an. On pouvait évaluer en gros à 74.000 tonnes la production générale des mines du Forez (3). La production baissa par la suite ; elle était de 70.000 tonnes en 1783 ; en 1786, la Réserve extrayait 35.000 tonnes ; les mines en dehors de la Réserve, celle du duc de Charost surtout, étaient paralysées par l'hostilité violente des propriétaires : ensemble elles ne produisaient en

(1) En 1709, dans une lettre à Desmarets du 16 juillet, Trudaine estimait qu'un « pic », autrement dit un ouvrier, pouvait tirer 12 charges de charbon par jour, la charge pesant 250 à 260 livres.

(2) LESEURE, *ouv. cit.*

(3) Lescure affirme qu'après une longue étude et une attentive discussion des chiffres fournis par Jars et Brossard, il est arrivé à évaluer à 120 kilogrammes la benne du Forez et que c'est sur cette donnée qu'il a transformé les bennes en tonnes entre 1782 et 1790.

1786 que 32.000 tonnes. Cette même année, Rive-de-Gier donnait 110.000 tonnes soit 177.000 tonnes pour le Lyonnais et le Forez réunis, à peu près la moitié de la production totale de la France qui était, suivant Leseure, de 382.000 tonnes. Mais d'où vient ce nombre ? Sur quoi est-il établi ? Comment l'auteur a-t-il fixé le chiffre de 278.000 tonnes qu'il assigne à l'extraction française en 1789, dont 150.000 tonnes pour le Forez et le Lyonnais ? Nous avons vu qu'en cette même année 1789, Anzin produisait à lui seul 290.000 tonnes, ce qui ferait pour cette compagnie, pour le Lyonnais et le Forez seulement, un total de 440.000 tonnes. En 1786, la grande société du Nord sortait de ses puits 260.000 tonnes de charbon, ce qui contredit absolument les affirmations de Leseure quant à la production totale de la France en cette année.

En 1790, d'après le rapport de Jars, la production de l'ensemble des mines du Forez était de 61.000 tonnes.

Tous ces chiffres fragmentaires, contradictoires, arrachés deci, delà, à des documents disparates ne peuvent avoir d'autre prétention que de suggérer l'idée de ce que fut le rendement des mines de charbon de France au XVIII^e siècle : le rendement atteste en tous cas que l'importance de cette industrie fut certainement beaucoup plus considérable que ce qu'on s' imagine à l'ordinaire, et que la Révolution la trouva en plein essor. Le charbon était donc, sans aucun doute possible, entré définitivement dans les besoins essentiels de la nation, et une importation très considérable devait venir, dès cette époque, au secours de l'insuffisance de la production nationale.

Les pays frontières, l'Angleterre surtout, qui peut fournir à la fois la qualité et la quantité, inondent de leur produits les régions françaises à leur portée. Cette invasion des charbons étrangers créa au gouvernement une situation difficile. Par mesure financière et surtout pour protéger les charbons français, il fut amené à frapper les charbons étrangers de droits « de traite » (1). Ce système douanier se complétait d'un droit

(1) MICHEL et RENOARD, *ouv. cit.*, veulent établir une différence entre les droits de traite anciens et les droits de douane établis depuis la Révolution. Nous avouons ne pas bien comprendre la distinction, malgré la définition qu'ils empruntent à l'administration des finances de Necker. Cette définition peut s'appliquer aussi bien aux droits de douane en ce qu'elle dit des droits d'entrée dans le royaume.

de sortie levé sur les charbons français qui quittaient le royaume. Inaugurées par Colbert, ces mesures étaient ou avaient la prétention d'être avantageuses pour les finances du Roi, mais en fait, les disettes imposèrent de nombreuses dérogations. Leur application rigoureuse eût singulièrement paralysé les mines nationales en interdisant, pour ainsi dire, l'exportation :

« L'entrée des charbons de terre de l'étranger en France, la sortie de ceux de France pour l'étranger, forme un objet important dans la balance du commerce ; les droits établis sur ce charbon tant à l'entrée qu'à la sortie forment en même temps un objet devenu considérable pour le roi. Le plan du gouvernement depuis M. Colbert a toujours été de charger de droits à l'entrée les charbons de terre étrangers, pour donner un avantage aux charbons de terre nationaux ; des circonstances particulières telles que les disettes ont obligé quelquefois de s'écarter de ce principe, mais on y est toujours revenu. Le plan d'administration sans doute était sage, mais il n'était pas encore suffisant et il existait un autre moyen beaucoup plus efficace de favoriser les exploitations nationales. Il consistait à décharger le charbon de terre qui en provenait de tous droits, soit à la sortie du royaume, soit à la circulation, soit enfin à l'entrée des villes, et surtout de celle de Paris (1) ».

Le souci d'affranchir le marché des charbons étrangers au profit des exploitations françaises fut, en 1791, un des meilleurs arguments de Regnauld d'Epercy dans sa défense des concessions : « Vos comités sont obligés de vous prévenir que si vous abandonniez l'exploitation des mines à tous... vous mettriez plus que jamais l'empire français sous la dépendance des étrangers. » Et plus loin : « Pouvons-nous donc penser à anéantir de tels établissements qui... ont diminué si sensiblement les tributs que la France aurait payés aux nations étrangères si ces travaux n'avaient pas été en activité ? (2) » Cette argumentation était évidemment une allusion à la bataille engagée entre concessionnaires et propriétaires ; mais ce souci de présenter les concessions comme les seuls instruments de lutte contre l'importation montre assez les préoccupations des comités chargés d'élaborer la loi de 1791 et suppose implici-

(1) Arch. nat., F¹² 2231. Extrait des registres de l'Académie royale des sciences du 31 août 1768 par le marquis de Condorcet.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Rapport de Regnauld d'Epercy au nom des comités...

tement qu'il était dans l'intention des législateurs de protéger la production française.

Mais la difficulté était grosse pour le gouvernement : si l'on voulait imposer aux manufactures du royaume les charbons français, il fallait frapper fortement les charbons étrangers à leur entrée, car dans les pays voisins des frontières, les charbons d'Angleterre, d'Allemagne et de Flandre étaient presque toujours débités à meilleur compte que les charbons nationaux transportés même sur une courte distance. De plus, les directeurs d'industrie avaient vite reconnu la qualité supérieure des charbons anglais et même, prétendaient quelques-uns, des charbons de Mons (1). Aussi les préféraient-ils même quand la différence de prix était en faveur des charbons nationaux. Quelques concessionnaires français essayaient de contester cette supériorité. Mais le charbon anglais étant encore aujourd'hui le meilleur charbon du monde, il est à peu près certain que sa qualité s'affirmait dès cette époque. Le gouvernement se trouvait donc placé en face de ce dilemme : protéger les mines de France en établissant des droits de douane ou protéger l'industrie en lui laissant la liberté d'employer les charbons étrangers moins chers ou meilleurs. Il y aurait bien eu un moyen terme : permettre aux charbons nationaux de lutter victorieusement de tarif avec les étrangers en supprimant les droits intérieurs qui grévaient leurs prix d'une augmentation énorme. Mais personne à cette époque n'osait sérieusement vouloir la suppression des douanes intérieures qui touchaient à trop d'intérêts d'Etat, communaux ou particuliers.

La régularité de la perception douanière était d'une telle importance pour les concessionnaires qu'un arrêt, dont nous n'avons pu retrouver la date, mais qui, rendu sur un rapport de Bertin alors contrôleur général des finances, doit se placer entre 1759 et 1763, contenait une disposition particulière qui semble presque invraisemblable et qui était en tous cas singulière.

(1) « Le sieur Lallard dit que les charbons de Mons sont préférés à Lille quoiqu'ils soient plus chers que ceux d'Anzin, parce qu'ils sont de meilleure qualité que ces derniers. Si cela est vrai, pourquoi le sieur Lallard, qui a à Arras une manufacture de sel, n'use-t-il pas d'autre charbon que celui d'Anzin, dont il demande chaque année un bateau ? » (Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.)

rement humiliante pour l'administration de l'Etat. Cet arrêt établissait — conformément aux arrêts précédents du 6 septembre 1701, des 6 juin et 15 août 1741, — **un droit de 30 sols** par « chaque baril de charbon de terre de 250 livres venant d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande ou autres pays étrangers en entrant par Saint-Valery, Dunkerque, Boulogne, Calais et autres entrées de la Picardie et de la Flandre... » Ce droit de 30 sols était perçu aussi dans les différents ports de Bretagne, et le droit de 12 sols, établi par l'arrêt du 28 novembre 1730 dans l'étendue des cinq grosses fermes, était porté à 18 sols par baril de 250 livres. Mais la disposition la plus intéressante de l'arrêt, qui prouve à quel point un tarif douanier presque prohibitif était une condition de vie ou de mort pour les concessions françaises, s'exprimait ainsi : «... Permet Sa Majesté aux concessionnaires et entrepreneurs desdites mines de charbon de terre du royaume d'établir, si bon leur semble, à leurs frais, dans lesdits ports et lieux par lesquels lesdits charbons de terre peuvent entrer, des commis et préposés à l'effet de veiller à l'exacte perception desdits droits (1). » Ainsi l'Etat acceptait le contrôle des particuliers dans un de ses services, reconnaissant par cette exceptionnelle faveur l'intérêt vital des concessionnaires. Or cet intérêt vital était en opposition évidente avec les besoins de l'industrie et du pays. Lallard, dans les lignes citées plus haut, admet que les charbons de Mons, quoique imposés dans le Hainaut d'un droit d'entrée de 375 livres par bateau contenant 1000 à 1200 mannes, tiennent la concurrence contre Anzin dans le pays même. Et il ajoute qu'Anzin étant dans l'impossibilité de fournir aux besoins de la région, « il a proposé aux Etats d'Artois d'établir dans la ville d'Arras un magasin de charbon de Mons, pour être distribué aux pauvres à un prix modéré et à peu près égal au prix courant du charbon d'Anzin... (2) ».

De notables manufacturiers de Lille, chapeliers, calendriers, maîtres teinturiers, brasseurs, écrivent à la Chambre de Commerce de la ville pour lui exposer « la nécessité indispensable du charbon de Mons pour les manufactures (3) ».

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

Les choses se passent de même à Carmaux. « Les charbonnages anglais sont achetés à Carmaux même de préférence aux minerais de la localité et pour trouver un emploi au combustible extrait, on fonde la verrerie... (1) ».

Le gouvernement, tiraillé entre l'industrie et les mines, tantôt accorde des diminutions de droits, tantôt renforce les mesures douanières. Ainsi l'arrêt du 18 septembre 1783 assujettit les navires étrangers « à payer les droits des fermes sur le charbon de terre à raison de la jauge et contenance des navires sans égard à la quantité du charbon qui y est chargée et qui n'est souvent que de simple lest... (2) » Les droits sur les charbons anglais qui pénètrent dans la basse Loire et la Seine, jusqu'à Orléans, Tours et Paris, ont été accrus en 1741 et 1763 jusqu'à 12 francs par tonne.

Les protestations contre les droits de traite pleuvaient au Conseil. Quelle était en effet la situation d'une province comme la Normandie? Un concessionnaire du Hainaut reconnaissait lui-même en 1784 que la Normandie avec ses teintureries, ses tissages, ses distilleries, etc. avait des besoins de charbon immenses que la mine de Littry, ouverte sur place, était bien loin de satisfaire. La production du Forez et du Bourbonnais, absorbée par Paris, n'était d'aucun secours pour l'ouest de la France. Les mines de Montrélais en Bretagne se plaignaient sans raison des importations anglaises; leur production ne suffisait même pas aux besoins des environs et d'ailleurs, en ce qui concernait la Normandie « il serait plus facile d'y faire arriver (de la houille) de Cadix ou du Nord de l'Ecosse que du port de Nantes. Le frêt depuis ce port jusqu'à Rouen excède seul le prix du charbon en cette ville (3). » Le correspondant ajoute que seules les mines du Nord avaient tenté d'envoyer du charbon en Normandie, « mais notre expérience, ajoutait-il, en démontre l'impossibilité ». Il concluait tout naturelle-

(1) Germain MARTIN, *Gr. ind., ouv. cit.*

(2) Arch. nat., Fr4 bis 7760. « Ils ajoutent que cette espèce de prohibition des charbons étrangers ferme aux ports de la province l'accès des différentes nations qui y venaient acheter et enlever les denrées et marchandises du pays. »

(3) Arch. nat., Fr4 bis 7760. Lettre de La Chapelle, du 6 octobre 1784.

ment à la diminution des droits de douane sur les charbons étrangers. Le ministre décida de réduire de moitié ces droits pour les ports du Havre et de Rouen (24 octobre 1784) mais seulement à titre d'essai jusqu'au 1^{er} février 1785. Ce terme fut prorogé une première fois, il vint à expiration en février 1787 ; à cette époque un officiel écrivait à Paris que les droits élevaient tellement le prix du charbon de terre que l'emploi du bois était encore plus avantageux et que le retour du peuple à ce mode de chauffage tendait « à désagréger tous nos projets à cet égard (1) ».

Le 18 mai 1788, une décision fut prise qui réduisait, en Normandie, les droits d'entrée à 6 livres par tonneau, au lieu de 12 francs. En 1790, les juges consuls d'Abbeville demandaient que cette décision fût applicable à leur ville, à Amiens et à Cains-Valéry sur Comme (2).

Les frontières de l'est élevaient les mêmes réclamations. Des négociants de Sedan exposaient à de Calonne leur triste situation. Les manufactures, usines, brasseries de la ville et de la région voyaient les bois atteindre des prix prohibitifs et d'autre part les droits d'entrée sur les charbons et les frais de transport portaient leur prix à un taux « qui balance presque celui du bois (3) ».

Ce fut la province de Guyenne qui s'éleva le plus énergiquement contre cet état de choses. Les industriels, raffineurs, verriers, maîtres de forges, les députés du commerce, la chambre de commerce, le Parlement s'unirent pour combattre les droits « prohibitifs » de 12 livres par tonneau, établis par l'arrêt de 1763 et qui étaient nettement destinés, dans la région, à favoriser de Solages. Tous affirmaient hautement que si cet arrêt n'était pas rapporté ou amendé, « les manufactures de verreries, raffineries et serrureries tomberaient ; que les ouvriers forgerons, serruriers, maréchaux, et autres manquant de charbon, ne pouvant travailler s'expatrieraient pour vivre ailleurs de leur métier (4) », et que ces catastrophes se-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760. Lettre de La Chapelle, du 6 octobre 1784.

(2) Arch. nat., F¹² 108.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7622.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

raient déterminées par l'unique souci de satisfaire les intérêts d'un seul concessionnaire qui n'était pas encore outillé pour suffire aux besoins de la province et qui, au reste, fournissait un détestable charbon poussiéreux dont les fourneaux de verreries consumaient moitié plus et qui retardait les fontes de 5 à 6 heures chaque fois (1).

Toutes ces protestations sont datées de 1764, au lendemain de la fixation du nouveau tarif douanier de 1763.

Le charbon étranger est donc, dès cette époque, indispensable aux besoins de la France, et le gouvernement royal, hésitant entre la protection des concessions nationales et les besoins de l'industrie française, est vraiment dans une situation inextricable. Il n'en sortit d'ailleurs en aucune manière, temporisant suivant sa méthode générale, élevant les droits, les abaissant, accordant des faveurs, les retirant, les renouvelant, mais n'envisageant jamais — sauf en 1763 — une législation fiscale fixe, générale, définitive.

Pas plus pour l'importation que pour la production française nous ne pouvons apporter un chiffre certain. La plupart des spécialistes ou des intéressés qui se sont occupés des mines ne font que s'élever contre « le tribut honteux (2) » que la France paie à l'étranger par sa négligence à mettre en valeur ses propres richesses. Ils ne disent rien de plus. Mais il est probable que le gouvernement se trouvait en face d'un commerce étranger régulier et considérable.

Leseure estime qu'en 1789, 222.000 tonnes de charbons étrangers entraient annuellement en France.

L'état général des mines, dont nous avons déjà parlé (3) et qui fut probablement dressé ou du moins complété autour de l'année 1791, exagère peut-être un peu quand il affirme que « quant à ce qu'on tirait de l'étranger en métaux et en charbons de terre, il n'y a que la balance du commerce qui ait des données certaines à cet égard. Il a toujours passé pour constant que la France tirait pour environ 25 millions de métaux et autant de charbon de terre ».

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(3) Arch. nat., AF¹¹ 79.

D'autre part, un *Mémoire sur le privilège de l'exploitation des mines* (1) parle de 25.777.000 livres d'importation de métaux autre que l'or et l'argent pour l'année 1787 (2), et de 7 à 8 millions pour le charbon de terre. Mais nous avons trouvé aussi un arrêt du Conseil du 23 mai 1781 (3), accordant aux concessionnaires des « fosses à charbon » ouvertes entre Condé et Valenciennes, deux cents pieds de chêne, qui se termine par ces mots :

« Que cependant leur travail est d'autant plus nécessaire que par la nécessité de ces fosses et des autres que les suppliants se proposent de creuser, l'on évitera la sortie hors du royaume de quatre à cinq millions d'espèces pour le prix des charbons de terre qu'on est obligé de tirer des provinces étrangères pour les frontières et que par la suite les habitants desdites frontières les achèteront un quart au moins meilleur marché que ce qu'ils paient à l'étranger ».

Comme il ne pouvait évidemment pas être question de transporter les charbons étrangers sur d'autres frontières, alors que le charbon du Hainaut, arrêté par les douanes et les transports, ne pouvait même pas arriver en Normandie, les frontières dont il s'agit dans l'arrêt du Conseil ne désignent que les pays du nord immédiatement voisins de Mons. Or la grosse importation se faisait surtout en Guyenne, en Bretagne et en Normandie, d'où il est presque permis de conclure que la somme de 25 millions indiquée par l'état des mines, si elle est exagérée, n'est peut-être pas très loin de la vérité.

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Chiffre qui, d'après le même document, a sans cesse augmenté pour atteindre 35 millions en 1791.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉTAT ET LES MINES

Au XVIII^e siècle, les rapports de l'État et de l'industrie sont imprégnés encore de l'esprit de Colbert. Les ordonnances du ministre de Louis XIV pèsent de tout leur poids sur la vie des manufactures. L'industrie est tenue en haleine par les inspecteurs qui parcourent la France. Toutes les autorités provinciales, les intendants, les parlements, se mêlent sans cesse de ses affaires. Les bureaux de marque, où quantité de produits doivent recevoir l'estampille officielle, étendent leur réseau complexe sur le royaume. Les tissages sont soumis à des règlements qui limitent le nombre de fils de leurs pièces de drap ou de toile, qui déterminent les trames ou les chaînes, qui mesurent minutieusement les dimensions des produits avant et après la lessive et la teinture.

Sous ce régime de fer, le plus dur, le plus sévère qu'ait jamais connu l'industrie, les mines vivent sous une loi d'exception qui aggrave singulièrement à leur égard la politique économique du pouvoir royal. Le gouvernement déduit, dans toute leur rigueur, les conséquences de son droit de propriété souterraine : depuis la découverte du filon jusqu'à l'abandon de la veine épuisée, il surveille, réglemente, dirige tout ; et quand il juge que besoin en est, il s'ingère, sans discussion et en maître, dans les actes les plus essentiels comme dans les

moindres détails de l'existence d'une entreprise. Son attitude à l'égard des mines est très précise et très différente de ce qu'elle est vis-à-vis de l'industrie en général, sans doute les tissages, les forges les teintureries, les brasseries etc... sont en revanche plus ou moins réglementés : ces industries reçoivent des faveurs, par exemple les titres de « manufactures royales », des subventions, des secours ; il n'y a en somme rien là que la volonté du pouvoir de maintenir le contact entre lui et la vie économique du pays et de lui imposer son autorité. Par ailleurs, ces entreprises restent des entreprises privées, particulières, indépendantes. C'est à tort qu'on a prononcé à propos des rapports de l'industrie et de l'État, au XVIII^e siècle, les mots de « socialisme d'État ». Il faut singulièrement étendre leur sens pour les justifier.

Nous hésitons même à les prononcer en ce qui concerne les mines. Le « socialisme d'État » implique l'exploitation directe d'une industrie par l'État. Cependant, la situation des mines au XVIII^e siècle peut, pour une part, justifier un rapprochement entre cette industrie et cette forme économique. En premier lieu, la base même sur laquelle est établi le régime minier impose évidemment une idée d'étatisme, puisque la mine elle-même appartient à l'État et que celui-ci en délègue l'exploitation ou conserve sa propriété à son gré. L'État propriétaire de la matière exploitée, voilà déjà un caractère particulier de l'industrie minière, caractère essentiel qui déterminera tous les rapports de cette industrie avec le gouvernement : puisque c'est une partie de sa propriété qu'il délègue, l'État a le droit de poser ses conditions. Quiconque peut s'établir brasseur, tisseur, teinturier. Personne ne peut exploiter une mine, même sur sa propriété particulière, même s'il l'a déjà ouverte à grands frais, si l'État ne lui donne licence d'user de son bien.

L'arrêt de 1744 ordonne une déclaration. Sur cette déclaration, le Conseil envoie à l'intendant l'ordre d'enquêter. Celui-ci s'assure tout d'abord des moyens financiers du postulant. « Le ministre prie de faire prendre des échantillons, de s'informer si X... a des fonds suffisants... (1) ». « Je vous prie de

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

vouloir bien vous faire informer si cette exploitation ne fait pas partie d'une concession antérieure, si ces particuliers ont les facultés et les connaissances nécessaires pour une entreprise de guerre... (1) ». Ce sont les formules ordinaires. Ces enquêtes ne sont pas de simples formalités. Elles sont sérieusement menées, les réponses sont parfois détaillées :

« Quant à la fortune du sieur Savoie et de ses associés, et aux connaissances qu'ils peuvent avoir dans l'entreprise à laquelle ils se proposent de se livrer, ils ont la réputation d'être riches, et les immeubles que le sieur Savoie possède en particulier justifient cette réputation. Leurs notions dans l'exploitation des mines ne sont pas bien étendues ; mais ils se proposent d'employer des ouvriers connaisseurs et intelligents, et il est aisé de se les procurer dans le pays (2). »

Ou encore :

« Quant à sa fortune, il est à présumer qu'étant propriétaire d'une belle maison qu'il habite et ayant des intérêts dans presque toutes les affaires de finances de mon département, il est en état, tant par lui-même que par ses associés, de soutenir cette entreprise. Ce dont je puis vous assurer positivement, c'est qu'il a beaucoup d'intelligence, d'activité et une grande facilité pour le travail, et je ne crois point que l'entreprise dont il s'agit puisse être dans de meilleures mains que dans les siennes (3). »

Quelquefois la réponse est plus laconique :

« Il résulte des informations que j'ai prises que le sieur Vauberet (-Jacquier) est fort en état de soutenir et de monter une extraction (4). »

« Il (un nommé Chavin) a les connaissances nécessaires et une fortune qui lui permet de suivre régulièrement l'exploitation qu'il veut entreprendre... (5). »

(1) Arch. de l'Hérault, C 2725. Lettre du 11 mai 1784.

(2) Arch. nat., F14 bis 7722. Lettre de de Flesselles à M. de Villevault, 28 juillet 1782.

(3) Arch. nat., F14 bis 7810. Copie de la lettre écrite par M. Sénac de Meilhau, intendant du Hainaut, à M. de Calonne, intendant de Flandres, le 28 juin 1781.

(4) Arch. nat., F14 bis 7722. Lettre de l'intendant du Lyonnais (Terray) à M. de La Boullaye, 15 avril 1786.

(5) Arch. nat., *ibid.* Lettre de l'intendant du Lyonnais à M. de La Millière.

Les résultats de l'enquête peuvent être défavorables : Caumartin de Saint-Ange, intendant de Franche-Comté, écrivait à son ministre en septembre 1788, qu'un gisement découvert par les nommés Tournier, Chatelain et Richardin n'était en réalité « qu'un amas de bois englouti par quelque révolution souterraine et imprégné de parties bitumeuses (1) ». Il ajoutait :

« Le dépôt paraît considérable, et son exploitation peut être utile, mais elle ne peut donner lieu à une concession aussi longue que celle sollicitée et il est très vraisemblable qu'avant son expiration, le dépôt serait épuisé, et qu'il ne resterait à la compagnie que l'on veut former [que] le regret d'avoir pris des engagements durables et sacrifié des capitaux pour n'obtenir qu'un bénéfice momentané; je suis même fondé à croire que les auteurs de cette prétendue découverte n'ont d'autre but que de rétablir leurs affaires délabrées par l'entremise du crédit de la compagnie qu'ils cherchent à former. »

L'enquête préliminaire qui accompagnait toute demande de concession était donc fort sérieuse. Le Conseil ne se contentait pas de cette information. Voulant éviter le gaspillage de capitaux, la ruine de particuliers et surtout la constitution de sociétés fictives et véreuses qui auraient drainé la fortune des

(1) Arch. nat., F14 bis 7666. Nous citons ce cas à cause de la particularité qu'il présente. En juin 1787, le même intendant écrivait, à propos de la même mine et des mêmes entrepreneurs, exactement le contraire :

« Je joins ici le procès verbal qui a été dressé par mon subdélégué en présence de ces particuliers et de l'existence réelle et de la richesse de cette mine; vous trouverez dans les quatre boîtes ficelées et cachetées les échantillons que mon subdélégué en a fait extraire.

Cette découverte paraît devoir mériter toute la protection du gouvernement, tant par la bonté de la mine que par sa très grande abondance; elle est d'ailleurs dans une situation très avantageuse, à cause de sa proximité des grandes routes de Besançon, Ornans, Beaune, Pontarlier, l'Alsace et la Suisse. Il est peu de mines qui réunissent l'abondance, la qualité supérieure de celle-ci, et dont l'exploitation soit plus facile. C'est une ressource d'autant plus intéressante qu'elle suppléera, dans les usines, à la consommation des bois dont le prix et la rareté augmentent chaque jour; tout concourt à favoriser la demande des sieurs Chatelain et Richardin. » (Même dossier.)

Que s'est-il passé entre juin 1787 et septembre 1788. Caumartin, d'abord séduit à l'idée de voir une mine suppléer dans la région au bois qui allait manquer, s'est probablement par la suite renseigné plus à fond sur les demandeurs et sur la valeur de la mine. Il ajoute en 1788 : « J'ai cru devoir faire examiner par un très bon naturaliste la nature de ce fossile, j'ai l'honneur de vous envoyer copie de son rapport, il vous prouvera que ce prétendu charbon de terre n'est autre chose qu'un amas de bois... »

capitalistes et du public en émettant des actions de mines imaginaires ou mauvaises, il exigeait des intendants des enquêtes approfondies sur la valeur des concessions demandées et il se faisait expédier, aux fins d'analyse, des échantillons du minerai : de plus, il s'inquiétait de la situation de la mine et de ses moyens de communication :

« Ayant en présence du sieur Chalaud fait extraire plusieurs bennes de charbon que nous avons reconnu de bonne qualité, nous en avons fait fermer quelques morceaux dans une caisse pour être envoyés à monseigneur l'intendant (1). »

« D'après l'ordre que vous m'avez donné le 10 mars dernier (1788), j'ai expédié, le 15 du même, une caisse contenant 60 livres de charbon des mines d'Alais. Je présume qu'elle sera parvenue à M. Sage en bon état et qu'il lui sera aisé d'en faire les expériences projetées (2). »

Personne ne devait échapper à ces règles préliminaires. Bertin le rappelait à l'intendant du Hainaut en décembre 1766 à propos de la demande Templeneuve : «... qu'il doit auparavant trouver du charbon selon la loi et en faire faire procès verbal par subdélégué. » Il ajoutait que le subdélégué ordinaire semblant partial en faveur d'Anzin, il conseillait de le changer (3).

Toute demande de concession est transmise à l'intendant, accompagnée de la lettre-formule suivante signée de Bertin (4) :

A Versailles, le 24 mars 1773.

Je vous envoie ci-joint, Monsieur, la requête présentée au Conseil par M. le baron de Comère qui demande d'être autorisé à exploiter les mines de charbon qu'il a découvertes au village de Neffiès; je vous prie de commettre votre subdélégué à l'effet de se transporter sur les lieux qui lui seront indiqués, de faire extraire en sa présence des échantillons du minéral et dresser procès verbal. Vous voudrez bien m'envoyer le tout avec votre avis sur cette demande.

Je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

BERTIN (5)

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Rapport du subdélégué de l'intendant du Lyonnais.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(4) C'est lui surtout qui établit les formules administratives, mais l'habitude de l'enquête existait avant son arrivée à l'intendance générale.

(5) Arch. de l'Hérault, C 2726.

Quelquefois l'ordre d'enquête est plus détaillé :

« Le ministre auquel j'ai rendu compte de cette demande désirerait, avant d'y statuer, savoir :

1° Si la mine dont on demande la concession sera assez abondante pour remplir l'objet qu'on se propose.

2° Si elle n'est point dans l'étendue de quelques concessions ci-devant accordées.

3° Si l'exploitation du terrain indiqué ne serait pas susceptible de beaucoup d'inconvénients et si elle n'exciterait pas conséquemment beaucoup de réclamations.

4° Si le sieur Pellet a par lui-même ou par ses associés assez de fonds pour soutenir une pareille entreprise, ainsi que les lumières nécessaires pour la bien diriger.

Enfin si vous présumez que cette exploitation puisse avoir lieu, le ministre souhaiterait que vous voulussiez bien faire extraire, en présence de votre subdélégué, des échantillons de ladite mine pour que, d'après l'envoi qui lui en sera fait, ainsi que du procès verbal d'extraction, il puisse faire constater la richesse apparente (1). »

Le subdélégué, au reçu de cette mission, enquête et adresse parfois directement à Paris, mais le plus souvent à l'intendant, à l'ordinaire très long, plein de zèle, relatant les moindres détails, exposant les espérances du gisement, l'état de l'exploitation, si elle est commencée, les précautions qu'il a prises pour l'extraction des échantillons, les gens qu'il a consultés, les gens aussi qu'il a récusés comme suspects de partialité (2). Ces rapports, fort sérieusement établis et très utiles, laissent cependant l'impression d'un zèle excessif de subordonnés désireux de se faire valoir, et il ne faut les accueillir qu'avec prudence. Les dangers que présente l'inspection d'une mine encore imparfaite triomphent parfois de la tendance des fonctionnaires à montrer leur science et leur zèle. Pour être subdélégué on n'en est pas moins homme. Le subdélégué de Béziers, après la visite d'une mine qui lui a paru terrifiante, termine sa lettre à Saint-Priest par ces mots où perce toute la

(1) Arch. de l'Hérault, C 2728.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692.

force de l'instinct de conservation : « ... Mais je vous supplie-rais, si j'avais à vérifier des mines de cette espèce et aussi mal exploitées, de permettre d'y faire entrer à ma place quelqu'un dont je suis sûr, car j'avoue que je ne croyais pas en sortir (1) ».

Les ordres d'enquêtes, les procès verbaux de visite, les annonces d'expédition d'échantillons — expertisés à Paris par MM. Sage et Parent, professeurs à l'Ecole des Mines — sont innombrables, surtout pour le Languedoc où les demandes de concession furent particulièrement nombreuses (2).

L'analyse des échantillons extraits déterminait le Conseil. Souvent il refusait l'autorisation d'exploiter : demande des dames Ginestoux pour la mine de Montolieu (diocèse d'Alais). « Ce serait exposer ces deux dames à beaucoup de dépenses inutiles que de leur permettre de fouiller dans cet endroit. Les matières de l'envoi ne sont pas des indices suffisants d'une mine de charbon (17 octobre 1755.) (3). »

« La matière bitumeuse qui m'a été envoyée par M. l'intendant général des mines sous le nom de *charbon de terre de Fresne près Mirecourt* est un bois fossile pénétré de bitume ; celui-ci dégagé par la combustion, il reste un charbon à peu près semblable à celui du bois.

Les bois fossiles bitumeux n'annoncent pas toujours le charbon de terre... A Paris, le 13 juillet 1783. — Sage, professeur royal de minéralogie (4). »

Quelquefois l'intendant, quand il ne s'agit que de l'état de l'exploitation, donne nettement et directement un avis défavorable. Tel est le cas pour les mines en mauvais état, quoique riches, de la dame de Lunas (5). Quand la province a un naturaliste à demeure ou possède un inspecteur en tournée, l'expertise se fait sur place (6) ; quelquefois encore, le subdélégué

(1) Arch. nat., F14 bis 7692. 23 avril 1768. Voir des exemples de procès verbaux de visite établis par des subdélégués, Arch. nat., F14 bis 7810, Arch. de l'Hérault, C 2728-2734.

(2) Voir Arch. nat., F14 bis 7691 et Arch. de l'Hérault, C 2725, 2727, 2729, 2733, 2734, 2735.

(3) Arch. de l'Hérault, C 2730.

(4) Arch. nat., F14 bis 7820. Voir encore Arch. nat., F14 bis 7692.

(5) Arch. nat., F14 bis 7692.

(6) Arch. nat., *ibid.*

— ou tout autre représentant qualifié de l'intendant — est chargé d'essais et d'expériences pratiques.

« Le 23 juillet, j'ai fait forger différents outils d'acier avec le charbon. Il a paru moins bitumeux et moins gras que celui de Saint-Etienne auquel il a été comparé. Ce charbon a laissé beaucoup de mâchefeu, il paraît même inférieur au charbon de Moulins (1). »

Les expériences consistent souvent à faire chauffer au charbon des chaudières de teinturiers, à faire fondre des métaux précieux ou vulgaires ; on compare les résultats de temps et d'intensité de chaleur obtenus avec le bois et avec le fossile. Il arrive que le Conseil subordonne sa décision à la visite d'un ingénieur envoyé par l'intendant, afin de donner des avis ou plutôt d'imposer des modifications d'exploitation aux entrepreneurs (2).

Les rapports des subdélégués sont généralement intéressants, mais prolixes. Les intendants établissent le plus souvent, d'après les renseignements de leurs subordonnés, des lettres administratives plus courtes, mais plus pleines de faits et plus imprégnées des nécessités industrielles. Saint-Priest se distingue en ce genre de correspondance qui, pour son intendance du Languedoc, a une importance considérable : tous ses rapports contiennent de précieuses indications non seulement sur la qualité du charbon, mais encore sur sa quantité probable, sur les moyens de communication de la mine, sur ses débouchés commerciaux :

« Il n'y a pas de rivière navigable pour en faciliter le transport, mais on y suppléera par les voitures par terre, et cette exploitation serait très avantageuse pour les habitants de deux lieues aux environs, pour la ville d'Annonay et pour plusieurs bourgs et villages qui font venir le combustible de cinq à six lieues et le paient par conséquent fort cher. M. le comte de Marenc n'a point d'associé, mais il a par lui-même les facultés convenables pour bien diriger son entreprise ; et quand même elle n'aurait pas le succès qu'il s'en promet, sa fortune n'en souffrirait pas un préjudice sensible (3). »

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692, voir F¹² 1300b.

(2) Arch. nat., F¹² 1052. Conseil du commerce, 19 déc. 1765.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. De Flesselles à La Boullaye, 14 septembre 1783. Voir F¹⁴ bis 7691-7692.

Les enquêtes du gouvernement, avant l'octroi de concessions, ne sont pas, on le voit, de vaines formalités. Et cependant, pour plus de garanties, l'habitude a été prise au surplus de n'accorder d'abord les concessions qu'à titre provisoire, pour un an. Renseigné sur ce que le concessionnaire peut faire, le Conseil veut voir à l'œuvre ce qu'il fera. « Le Conseil a pour principe de n'accorder une exploitation définitive qu'après un an d'essai (1) ». Après un an d'essai, avant d'accorder la concession définitive, la vigilance de l'administration de Paris, toujours en éveil, veut encore se renseigner :

« J'ai l'honneur, Monsieur et cher Confrère, de vous envoyer un mémoire par lequel les sieurs Domade et Martorey demandent la concession d'une mine de charbon de terre qu'ils exploitent depuis un an, en vertu d'une permission provisoire que vous leur avez accordée. Je vous prie de vouloir bien vous faire informer s'ils ont donné à leur entreprise assez de notoriété et d'activité pour mériter la grâce qu'ils sollicitent, et si l'on peut se promettre quelque succès de cette entreprise, et de me donner votre avis (2). »

Ainsi, par tout ce système d'enquêtes et d'autorisations, les débuts mêmes d'une exploitation minière sont directement entre les mains de l'Etat. Le fait seul qu'il peut accorder ou refuser le droit de travailler sur une propriété qui est à lui place déjà cette industrie hors de la loi commune et en fait une manière d'industrie d'Etat, déléguée à des particuliers.

Ce caractère d'exception s'accuse de plus en plus à mesure que l'on pénètre dans le détail, dans l'existence quotidienne de la mine. Il faut que l'organisation d'Etat qui enveloppe l'industrie minière comme d'un réseau soit bien forte pour qu'elle ait pu exercer son action en un temps où les communications défectueuses rendent fort souvent l'autorité royale illusoire et où, en 1782, l'intendance du Languedoc, adressant un mémoire au roi, ose sérieusement citer une phrase courante dans la région : « Tout dépend, dit-on, d'un arrêt du Conseil du 14 janvier 1744... arrêt absolument ignoré dans le Languedoc et dont on n'a su l'existence que par l'adresse du sieur Tubeuf à se retrancher derrière cet arrêt... (3) ».

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Lettre de Bertin à l'intendant du Languedoc, 23 mars 1768. Voir aussi du même au même, 7 décembre 1775. Arch. nat., F¹⁴ bis 7691.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7810. Lettre de M. de La Boullaye à M. Sénac de Meilhau, 19 août 1783.

(3) Arch. nat., H 925-927.

Malgré tout, les concessions demeurent étroitement entre les mains de l'Etat.

Nous avons vu que l'arrêt de 1744 établit une réglementation qui, prévoyant minutieusement les moindres détails, détruit en fait non seulement la liberté d'exploiter, mais encore la liberté de la manière d'exploiter.

L'Etat ne s'en tient pas là. Toute sa pensée est contenue dans cette phrase très nette, très significative, écrite à propos d'un concessionnaire important et sérieux, Rousseau : « Je vous proposerai seulement d'insérer, dans le projet d'arrêt que vous croyez devoir faire rendre, toutes les dispositions que votre sagesse et votre prévoyance vous inspireront *pour que les diverses opérations du concessionnaire soient soumises à une surveillance continue...* (1) ». Tel est le mot d'ordre pour toutes les mines de France.

Sous ce régime, quiconque s'engageait financièrement dans une société perdait, en tant qu'intéressé, sa liberté d'action et acceptait le contrôle de l'Etat, voire même son intervention effective. Prenons l'exemple des mines de Chatelaudent, en Auvergne. Les fonds sociaux sont épuisés par suite d'accidents dans les galeries, de recherches et d'essais infructueux. Quelques-uns des actionnaires sont d'accord pour faire un nouvel appel de fonds sur les actions émises. Aussitôt Maupeou rend une première ordonnance (2) qui nomme « un commissaire impartial » chargé de dresser un état de la situation, état destiné à convaincre les actionnaires opposés à ce nouveau versement, s'il s'en rencontre, et une seconde ordonnance (3) qui ordonne « que la requête des intéressés des mines de Chatelaudent tendant à l'homologation au Conseil d'un appel de fonds sera communiquée à tous les actionnaires. » Le Conseil homologue la requête et l'appel projeté et ordonne, sous peine pour ceux qui s'y déroberont d'être frappés de déchéance de possession, d'accepter un remboursement désavantageux.

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7744. Lettre à l'intendant du Lyonnais, 29 juin 1784 (la signature est illisible, mais la lettre émane certainement de l'intendant général, à Paris).

(2) Arch. nat., E 2660^{bis}. Arrêt du 17 juin 1770.

(3) Arch. nat., *ibid.* 10 novembre 1771.

C'est une des formes de l'ingérence directe de l'Etat dans la régie financière d'une société, ingérence sollicitée par une partie des actionnaires ; d'autres réclameront l'inspection d'un agent de l'Etat ; les actionnaires de Fins et Noyant, après la démission de Mathieu, demanderont à l'Etat — représenté par Dietrich — de nommer lui-même un nouveau directeur ; ce régime semble normal à cette époque : ce sont les particuliers eux-mêmes qui exigent l'intervention du gouvernement dans les intérêts privés. Comment s'étonner dès lors que l'Etat ait profité de cette mentalité pour imposer aux sociétés un contrôle permanent ? Celles-ci ne pouvaient même pas imprimer une circulaire en vue d'un appel de fonds sans en soumettre le texte aux bureaux et en obtenir l'autorisation (1).

A Montcenis, dès décembre 1780, de Vergennes se mêle d'une question d'ordre intérieur : « J'ai chargé M. Poursin de Grandchamp, secrétaire du roi, de suivre cette affaire à laquelle je m'intéresse véritablement (2) ». Il s'agit de faire rentrer à l'exploitation de la mine, de La Chaise, qui en avait quitté la direction, de l'imposer « à des tiers hors d'état de l'exploiter », dit le ministre, mais auxquels pourtant ont été faites des cessions et rétrocessions en bonne et due forme. La pression officieuse du gouvernement se fait peu à peu si forte qu'en 1786-1787, la mine, réunie aux fonderies d'Indret, en était arrivée à modifier son organisation et à se constituer sur un nouveau pied. Dans la nouvelle société, le roi s'est intéressé pour une somme de 600,000 livres. Mais cet actionnaire extraordinaire impose naturellement des conditions spéciales telles qu'elles laissent penser que cette intervention financière du souverain fut conseillée par le gouvernement désireux de mieux tenir et dominer l'entreprise.

« Toutes les délibérations prises dans les assemblées ainsi que les registres seront communiquées au commissaire du roi lorsqu'il les demandera, ou qu'il aura à en rendre compte à M. le contrôleur général des finances (3). »

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7603. Lettre du 6 sept. 1788.

(2) Arch. nat., Fr4 bis 7866.

(3) Arch. nat., *ibid.*

En 1788, lors d'une augmentation de capital, le roi fut sollicité de prendre un nouvel intérêt en se chargeant des actions non placés et en acquittant le montant en effets royaux (1).

La participation directe de l'Etat — ou du souverain — à une industrie est ici évidente et comporte des caractères essentiellement différents de l'intervention sous la forme ordinaire des secours accordés à l'industrie en général et aux mines en particulier.

Quant aux demandes de subventions pures et simples, elles inondaient les bureaux du Ministère. Mathieu (d'Auvergne) demandait 200.000 livres pour construire un canal (2). D'Alarde surtout intriguait, écrivait pour obtenir une subvention de la même somme (3) et la faculté d'ouvrir une route le long d'une forêt royale. On lui refusait d'abord subvention et autorisation, malgré sa protectrice, M^{lle} de Bourbon, puis on lui accordait l'argent ; mais ses éternelles sollicitations et celles de ses descendants continuèrent à importuner le Conseil pour qu'on leur renouvelât les billets venus à échéance. Si l'on en croit Will. Turner et C^o, Anzin aurait reçu à titre d'encouragement 35.000 livres d'espèces et 200 chênes des forêts royales, aussi réclamaient-ils pour eux-mêmes 20.000 livres, remboursables en cas de réussite seulement (4).

Cette mendicité générale, de laquelle Calonne disait : « Il n'est pas d'entrepreneur de mines qui ne croit avoir droit à de pareils secours (5) », n'avait rien de commun avec l'opération financière très régulière, mais très significative, que le roi effectuait à Montcenis.

Les chemins et les routes nécessaires au commerce des mines et à la diffusion du combustible dans le public servent encore de prétexte au gouvernement pour manifester son autorité. Dans le Forez, l'intendant du Lyonnais établit, en 1784, à la sortie de chaque puits et galerie un commis qui perçoit

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593. Lettres des administrateurs de la Cie des Mines de charbon de Fins et Noyant à M. de La Millière (sept. 1788).

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603.

(3) Arch. nat., *ibid.* Mémoires.

(4) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7603. M. de Calonne à M^{lle} de Bourbon. 19 nov. 1785.

une taxe de 6 deniers par benne extraite, taxe destinée à la construction de chemins industriels. En même temps, l'ingénieur en chef de la province fait l'estimation des terrains que les nouvelles voies doivent traverser, et les propriétaires sont obligés d'accepter l'indemnité fixée. Les travaux sont, par ordre, mis immédiatement en adjudication. Le Conseil autorise l'intendant à prélever annuellement sur le produit de cette taxe spéciale une somme de 3.000 livres, pour payer les appointements d'un greffier chargé de lever l'impôt, et pour « les frais d'administration et de surveillance qu'exigent l'exploitation des mines et l'approvisionnement du charbon nécessaire à la consommation de la ville de Lyon (1) ». En effet, la disette de combustible qui avait menacé cette ville et gravement inquiété le gouvernement avait inspiré cette mesure autoritaire. Le gouvernement avait énergiquement avisé. Déjà, par précaution, il avait fait dresser un état complet des mines de la généralité et plus particulièrement de celles capables de fournir du combustible à la grande ville (2). Il avait lui-même, nous l'avons déjà vu, engagé des dépenses relativement fortes pour faire conduire, sous escorte armée, du charbon à Lyon (3). L'intendant avait fait mieux encore. Il avait rendu une ordonnance *qui fixait le prix du charbon et enjoignait aux extracteurs de doubler leur extraction* (4). Il serait, croyons-nous, difficile de trouver dans l'histoire économique — si l'on excepte les heures où le Comité de salut public violentait la France pour la sauver — un geste qui niât aussi ouvertement l'indépendance et la liberté de l'industrie. C'était pousser jusqu'à ses dernières conséquences — sans explications et sans formes — le principe par lequel les concessions n'étaient accordées sur le domaine de l'Etat que *pour la plus grande utilité publique*. Ce décret de l'intendant du Lyonnais nous permet de nous rendre compte de la signification que le pouvoir royal attachait à ce mot de « concession » et combien nous l'avons dénaturé en lui accordant une extension

(1) Arch. départementales du Rhône. Tableau des fonds.

(2) Arch. dép. du Rhône, C 121.

(3) Arch. dép. du Rhône. Tableau des fonds.

(4) Arch. nat., F14 bis 7722.

de sens qui confine presque au mot « propriété ». Imposer à une industrie le prix de vente de ses produits en même temps qu'un minimum de production, c'est évidemment assigner des bornes très précises à sa liberté d'exploitation, à son existence même. Si l'on rapproche cette politique économique de cette idée, souvent émise dès cette époque, que la nation aurait le droit de choisir, en dehors de la libre exploitation et du régime des concessions, tout système qui lui paraîtrait plus adapté à ses intérêts, si les circonstances l'exigeaient (1), on trouvera en germe la conclusion à laquelle notre étude nous a conduit : dans l'esprit de ses auteurs, le régime des concessions n'a rien eu de définitif, ils ne l'ont considéré que comme une étape vers une exploitation de la propriété d'Etat par l'Etat lui-même.

Le commerce des mines de charbon n'est pas moins soumis à l'autorité de l'Etat que l'exploitation industrielle ou que l'administration financière. Un directeur de mine n'a pas le droit de faire imprimer des affiches pour annoncer sa marchandise et indiquer son dépositaire, il ne peut les faire placarder sans en avoir obtenu l'autorisation (2).

Un commissaire du roi auprès d'une manufacture d'armes, La Canorgue, attaché à la fabrique royale de Tulle, constate la mauvaise qualité du charbon fourni par la mine d'Argental. Il semble que, normalement, il eût dû adresser une simple réclamation à l'administration de la mine ou changer de fournisseur. Il fait mieux. Il se transporte à la mine, enquête, interroge, visite, dresse procès verbal, comme si la mine était propriété de l'Etat (3).

L'obligation, imposée par arrêt du Conseil aux entrepreneurs de la Réserve de Saint-Etienne de vendre tout leur charbon dans cette ville est encore un acte d'autorité combiné d'arbitraire, car l'administration autorise suivant son bon plaisir les dérogations et les exceptions (4).

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Considérations d'intérêt public sur le droit d'exploiter les mines en France, par M. Gournol, avocat aux Conseils. 1790.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7756.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7656. Procès verbal de la situation de la mine d'Argental. 16 août 1781.

(4) LESEURE, *ouv. cit.*

Enfin l'intervention du Conseil et de l'intendant du Hainaut, dans le conflit entre Anzin et les bateliers de Condé pour réglementer le tour de rôle et les tarifs, est encore une manifestation autoritaire de la politique de main-mise sur les exploitations de charbon (1). Cependant, nous ne nous y arrêtons pas, car ce conflit et cette intervention ont un caractère moins exceptionnel, le pouvoir royal ayant coutume de faire sentir son action dans les affaires des corps et des corporations.

Nous avons essayé de montrer l'ingérence de l'Etat dans les différents actes essentiels de l'existence des mines. Il faut suivre cette ingérence dans les moindres détails de l'exploitation journalière pour en comprendre toute la portée économique et sociale. Voici par exemple la concession de Gravenand et du Mouillon qui demande, en juin 1765, l'autorisation d'ouvrir une galerie d'écoulement pour dessécher ses travaux. L'autorisation est accordée dans des termes et à des conditions qui précisent sans ambage la dépendance des concessionnaires :

« A la charge de faire faire à leurs risques et périls et fortune, sans aucune répétition de frais contre qui que ce soit ou puisse être dans huit années aussi à compter du jour dudit arrêt du 10 avril 1759, la galerie d'écoulement à laquelle ils se sont soumis et les autres ouvrages en dépendant, suivant et dans les temps mentionnés dans le devis qui en a été dressé le 20 février 1756, par le sieur Deville, ingénieur, que nous avons commis et commettons pour suivre l'exécution dudit devis, faire tous les trois mois la visite desdits ouvrages, et en rendre compte au sieur intendant et commissaire départi pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Lyon.....

Et néanmoins pour faciliter d'autant plus l'extraction abondante du charbon, permettons auxdits propriétaires des puits qui ont été ou qui seront desséchés par la galerie d'écoulement de sommer lesdits concessionnaires d'exploiter leurs terrains, à l'effet de quoi lesdits propriétaires pourront sur leurs refus se pourvoir pour être autorisés à en faire eux-mêmes l'exploitation par devant le sieur intendant, lequel fera préalablement visiter les lieux par tel ingénieur qu'il voudra choisir à l'effet d'indiquer la manière dont ladite exploitation devra être faite... (2). »

Il ne s'agit là en somme que d'une mesure technique qui ne concerne que l'administration de l'entreprise. Il est remar-

(1) Arch. nat., AD XIII^{ib}. Réponse pour les maîtres de la navigation de la ville de Condé.... (1763) et F¹⁴ bis 7760.

(2) Arch. nat., AD + 966.

quable que les concessionnaires se soient crus obligés d'abord de demander une autorisation au conseil pour ce travail intérieur et qu'ensuite le conseil en ait aussitôt profité pour dicter ses conditions en maître, pour départir à l'intendant une surveillance sur des travaux privés et même pour restreindre le privilège d'exploitation des concessionnaires.

Cette acceptation, il faut dire cette recherche de la tutelle royale, est générale. Ces industriels entreprenants, hardis et énergiques qui se lancent dans des travaux immenses, coûteux et encore mal connus, subissent cette domination sans murmurer. Il n'y eut guère que Mathieu (d'Anzin) dont le prince d'Arenberg put écrire au ministre, à propos de la création d'inspecteurs permanents dans la province : « Nous craindrions beaucoup qu'il éprouvât un dégoût et il regarderait comme tel la nécessité de rendre compte de ses opérations à un homme qui ne les connaîtrait pas plus que lui (1). » L'intendant — et derrière lui le Conseil — apparaît à tous comme l'arbitre souverain, pour ainsi dire comme le directeur suprême. Les intéressés aux mines de Saint-Georges en Anjou veulent-ils vendre leur exploitation ? Requête au Conseil (2). Des mutineries d'ordre intérieur et qui n'ont rien à faire avec l'Etat éclatent entre ouvriers à Montcenis. Supplique au ministre lui demandant d'intervenir (3). Un entrepreneur du Languedoc embauche à Carmaux des ouvriers, leur donne des arrhes. Les ouvriers ne rejoignent pas l'exploitation. Lettre à Saint-Priest (4). Mathieu démissionne en 1787 de son poste de directeur des mines de Noyant ; c'est à Dietrich, commissaire spécial des mines, fonctionnaire, que les actionnaires demandent la désignation de son successeur (5).

Partout, toujours, pour tout, pour rien, tous sollicitent l'intervention de l'Etat. Celui-ci en profite pour se mêler de plus en plus des affaires privées des concessionnaires, asseoir son autorité, imposer son contrôle, sa direction, ses volontés. En sorte qu'en étudiant les rapports des mines et de l'Etat on dé-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820. 10 novembre 1786.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 105,256.

(4) Arch. de l'Hérault, C 2730.

(5) Arch. nat., F¹⁴ bis 7593.

couvre cette situation étrange : d'un côté un pouvoir absolu qui fait lourdement sentir son titre de propriétaire souverain du tréfonds, concédé par lui temporairement, et qui, de cette propriété, tire toutes les conséquences de domination, d'arbitraire, de réglementation qu'elle comporte, et de l'autre une classe de concessionnaires, munis pourtant de titres légaux, qui, loin de tenter de s'affranchir de cette tutelle, loin d'aspirer à l'indépendance, se créent sans cesse de nouvelles obligations, sollicitent l'Etat de les mieux asservir, lui donnent le droit de pénétrer dans le plus privé de leurs intérêts, le font intervenir dans le plus intime de leurs affaires.

Cet Etat si exact à imposer son autorité, ces concessionnaires si empressés à implorer la servitude, ne se départissent de leur constante attitude que quand il s'agit d'impôts. En cette question, le Conseil retrouve toute sa nonchalance, tout son laisser-aller, tout son goût des faveurs et des exemptions, les concessionnaires toutes leurs habitudes de quémander et de réclamer des privilèges (1).

Les impôts qui semblent avoir frappé les mines étaient les suivants : le vingtième industriel, un impôt spécial, destiné à l'entretien des élèves de l'Ecole des Mines sur les concessions et au développement de cette Ecole, des impôts locaux et provinciaux, comme les six deniers par benne perçus dans le Forez pour l'ouverture de chemins, enfin des impôts provinciaux. Nous ne citons que pour mémoire le dixième auquel le roi prétendait personnellement sur toutes les mines de France consi-

(1) Nous ne pouvons entreprendre une étude des impôts qui frappaient alors les mines. Nous n'avons sur ce sujet que fort peu de renseignements. Il est très probable que les papiers concernant cette question — avec les enquêtes sur les mines de France et leur situation — faisaient partie des archives du contrôle général des finances, qu'ils ont passé ensuite au ministère des finances et qu'ils ont disparu dans l'incendie de 1871. Ce qui nous reste en fait de documents est fort peu de chose et d'ailleurs très vague. Il est difficile d'y trouver les bases d'une étude précise, surtout étant données les habitudes de l'ancien régime où les impôts étaient loin d'être uniformes pour toute la France et où les faveurs, les exemptions accordées venaient encore compliquer le chaos du système financier. En cet état de choses, le seul impôt dont il soit permis d'affirmer la perception générale est l'impôt levé sur toutes les concessions et destiné à l'entretien de l'Ecole des Mines. Mais dans certains documents, par exemple dans un document des Arch. nat., F¹⁴ 1313, « Etat général des sommes dues par les entrepreneurs des mines pour raison de la taxation de leurs concessions » il est impossible de comprendre s'il s'agit du vingtième ou de cet impôt spécial de l'Ecole des Mines. Tout est aussi obscur.

dérées comme sa propriété personnelle, puisque, en fait, il en avait accordé une remise générale. Signalons enfin que la capitation donna lieu à de nombreuses contestations. Souvent les directeurs de mines étant domiciliés à Paris, on leur réclamait cet impôt à la fois dans la capitale où ils résidaient et dans la province où ils exploitaient. Ce fut le cas de Tubeuf entre autres lorsqu'il fut venu s'établir à Paris (1). Taxé à Alais pour 67 livres de capitation, il écrivit à Saint-Priest qu'il était déjà imposé de ce chef à Paris, sa résidence officielle. La province écrivit au ministre une lettre énergique pour réclamer ses droits. Tubeuf, disait-elle, exerçait une industrie en Languedoc, il devait donc y être imposé sans que les Etats aient à s'occuper de ce qui se passait à Paris. Nous ignorons comment se dénoua le conflit. A propos de Tubeuf, les Etats du Languedoc avaient dressé un état des impôts dûs par celui-ci en l'année 1783. Quoique cet état soit assez obscur et que nous ne possédions pas d'éléments d'explication, il faut le citer cependant comme indication générale des impôts provinciaux qui frappaient les mines et dans l'espoir que quelque spécialiste de l'histoire financière pourra utiliser ce document :

Année 1783

ALAIS

Impositions

Doit M. Tubeuf, directeur des mines :

2715	Capitation	67 livres
1089	Industrie	150
2568	Cap. ou comme fermier de Rochebelle vingtième de maison	4
129	Taille de Jacques Cazalis	26 9 ^s 10 ^d
	Taille	—
	Taille	—
		247 ^l 9 ^s 10 ^d (2)

L'impôt du vingtième industriel est, en ce qui concerne les mines, une chose assez mystérieuse. Sur quoi frappait-il ? A

(1) Arch. nat., H 1103.

(2) Arch. nat., *ibid.* Les chiffres indiqués à gauche des mentions sont, supposons-nous, des chiffres de registre, des numéros d'ordre. Jacques Cazalis est probablement un employé de Tubeuf. Il ne s'agit là que d'impôts provinciaux et non d'impôts d'Etat. Nous disons que ce rôle est obscur parce que nous ignorons sur quelle base ces chiffres sont établis.

Rive-de-Gier, les concessionnaires sont tenus de payer aux propriétaires des terrains sur lesquels ils exploitent, une redevance foncière. Or le vingtième atteint non seulement les entreprises des concessionnaires, ce qui est naturel, mais encore les rentes touchées par les propriétaires, ce qui est plus extraordinaire :

« Quelques propriétaires de mines de charbon de terre situées dans les paroisses de Rive-de-Gier, Saint-Genis, etc., ont présenté une requête au Conseil par laquelle en interjetant appel de vos ordonnances, ils demandent la décharge des vingtièmes auxquels ils ont été imposés pour l'année 1777 à raison de la rétribution qui leur est payée par les concessionnaires de ces mines.

De leur côté les concessionnaires ont aussi demandé à être déchargés des vingtièmes auxquels ils sont imposés pour le produit de leur concession. Sur le rapport fait de cette demande, le Conseil a jugé que la rétribution reçue par les propriétaires étant pour eux un revenu constant et réel, ils ne pouvaient se dispenser de contribuer à l'imposition à raison de ce revenu comme vous l'aviez ordonné, et qu'à l'égard des concessionnaires ils étaient aussi dans le cas d'être imposés, attendu que la nature de leur concession ne permettait point de les regarder comme de simples fermiers (1). »

Voici donc un impôt qui semble être à la fois un impôt industriel et un impôt sur le revenu. Les concessionnaires de Rive-de-Gier ne le considéraient pas comme un impôt sur l'industrie, mais sur le bénéfice de l'industrie :

« Monseigneur,

Nous avons l'honneur de vous adresser un mémoire sur les impositions des vingtièmes auxquelles on veut nous assujettir en vertu d'une décision du Conseil du 16 juillet dernier.

D's 1774 on nous avait imposés à 1320 livres de vingtième. Mais sur nos représentations il fut rendu le 23 novembre 1774 une décision du Conseil qui réduisit l'imposition à 22 livres. Nous les avons payées sans réclamations parce que l'objet n'en valait pas la peine. Mais aujourd'hui que l'on nous demande 1164 livres pour 1777 et 1186 pour 1778, nous ne croyons pas pouvoir nous dispenser de réclamer votre justice et votre protection pour obtenir la décharge d'une taxe qui porte non sur un bénéfice que nous n'avons pas puisque nous ne retirons pas depuis dix ans le plus léger intérêt de nos avances qui montent à environ 300.000 livres, mais sur nos avances mêmes (2). »

(1) Arch. nat., F14 bis 7722. Copie de la lettre écrite par M. le directeur (des mines et minières) à M. de Flesselles, le 23 Juillet 1778.

(2) Arch. nat., F14 bis 7722.

Cet impôt du vingtième si obscur, si mal défini, semble n'avoir fonctionné qu'irrégulièrement.

En 1784, Tubeuf ayant protesté contre le vingtième qu'on voulait lui faire payer en Languedoc, M. de La Boullaye affirme que les mines et carrières en sont exemptées. Mais Saint-Priest en envoyant à Paris la décision des Etats avait soutenu que leurs prétentions étaient légitimes et s'était rangé à l'avis de ceux qui voulaient que le vingtième industriel fût un impôt sur les *bénéfices* industriels :

« A l'égard du vingtième industriel, il prétend que l'établissement du sieur Tubeuf dont il tire des profits considérables étant en Languedoc, c'est dans cette province que doit être payé l'impôt qui porte sur ces profits... (1). »

Dans ces conditions, il est difficile de parler d'une assiette de l'impôt, sur l'existence duquel un ministre et un intendant n'étaient pas d'accord.

Les taxes locales ou spéciales ont le même caractère précaire et instable. Le plus souvent ceux qui doivent les acquitter ne les prennent pas au sérieux : la taxe de six deniers par benne, imposée dans le Forez, devait, depuis le 1^{er} janvier 1784 jusqu'au 15 février 1789 et pour le même droit réduit à moitié imposée dans le Forez, devait, depuis le 1^{er} avril 1790, fournir une somme de 155.931 livres 17 sols 6 deniers. Les percepteurs n'ont pu faire rentrer que 34.767 livres 19 sols 9 deniers (2).

La taxe imposée aux concessionnaires pour les frais d'administration centrale et spécialement pour l'entretien de l'Ecole des mines n'a pas une plus heureuse fortune. En 1780, Marteau, concessionnaire de Saint-Saulve, doit pour neuf années en retard, à 400 livres par an, la somme de 3600 livres ; le marquis de Trainel à Villers au Tertre n'a pas payé depuis six années et doit 2.400 livres. Marteau réplique au fonctionnaire chargé d'enquêter et de faire rentrer l'impôt en retard que son exploitation a subi de grosses pertes par le fait d'un incendie et qu'à l'époque de l'accident, il a demandé, sans recevoir de réponse,

(1) Arch. nat., H 1103. Délibération des Etats. Lettre à M. de Saint-Priest (1784).

(2) Arch. du Rhône. Tableau des fonds.

à être exonéré de la charge des 400 livres annuelles. Quant au marquis de Trainel, il allègue qu'il a bien la concession, mais qu'il n'a pas encore découvert de charbon et que d'ailleurs, eût-il même effectué cette découverte, il ne devrait l'impôt qu'après deux ans d'extraction (1). M. Doué, en Anjou, doit onze années de taxe à 400 livres ; Mathieu, à Noyant, dix années à 400 livres ; Champmorin à Fins, dix années à 400 livres ; Leibiger en Franche-Comté, dix années à 400 livres (2)... etc.

L'absolutisme de l'Etat, la servitude des extracteurs perdent l'un et l'autre de leur ardeur en face de l'impôt. Il y a là comme un terrain vague où personne n'est très sûr de ses droits, où viennent mourir les intérêts opposés, où l'Etat pas plus que les contribuables ne sont très empressés à recevoir ni à verser. De la part de l'Etat, il y a peut-être dans cette attitude autre chose que de l'impuissance : il lui semble qu'en frappant les mines, partie intégrante de son domaine, il se frappe lui-même. La nuance est peut-être subtile à l'excès. En réalité, à lire les lettres émanées du Conseil et du ministère, on la devine sous le ton un peu détaché et paternel. En matière minière, le pouvoir royal attachait bien plus d'importance à son autorité morale, à sa direction effective qu'aux impôts qu'il pouvait lever.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Etat général des sommes dues par les entrepreneurs des mines pour raison de la taxation de leurs concessions.

CHAPITRE II

L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LES INSPECTEURS DES MINES

La fonction crée l'organe. Cette loi de l'évolution se vérifie complètement dans le domaine des mines. L'Etat, par le fait même de son attitude à l'égard de cette industrie, fut amené peu à peu à créer une administration spéciale dont le rôle fut de diriger, contrôler, surveiller les exploitations souterraines.

L'arrêt du Conseil du 28 octobre 1740 abolissait, en la remboursant, la charge de grand maître des mines et minières de France, détenue par la maison de Condé. Les mines furent rattachées au contrôle général des finances qu'occupait alors de Seychelles, et plus particulièrement à l'intendant des finances chargé des recettes générales. C'était alors Trudaine père (1).

En 1764, le département des mines passa du contrôle général des finances à une administration spéciale, créée pour Bertin qui venait de quitter le contrôle général (2). Sa nomi-

(1) Daniel Trudaine (1703-1769), intendant d'Auvergne, appelé en 1739 à l'intendance des finances. Son fils, Trudaine de Montigny, (1733-1777) le remplaça dans cette charge. Nous empruntons au livre si solidement documenté et si clair de M. Louis AGUILLON, professeur à l'Ecole nationale supérieure des mines : *L'Ecole des Mines de Paris, notice historique*, 1889, nombre de détails sur l'organisation centrale des mines et sur la biographie des principaux personnages qui y jouèrent un rôle.

(2) Bertin, contrôleur général de 1759 à 1763. Il chercha à appliquer à la lettre l'édit de 1744. Il fit paraître une brochure où il combattait les préjugés contre le charbon de terre. Après Bertin, les contrôleurs généraux qui eurent, nous allons le voir, par intermittence les mines dans leur département, furent : Laverdy 1763-1768, Magnon d'Invault qui, en 1768, resta peu de semaines au ministère, Terray 1768-1774, Turgot nommé en 1774.

nation fut accueillie partout avec scepticisme. On avait créé, pensait-on, à son intention une sinécure ; et dans le Noël satirique de 1763 qui, suivant la coutume, courut Paris, le huitième couplet était un salut ironique au nouveau ministre :

« Ne se sentant pas d'aise
Bertin dit en entrant :
Qu'on me donne une chaise,
Je veux bercer l'enfant.
Je suis ministre en pied,
Mais je n'ai rien à faire
Et pour occuper mon loisir,
Seigneur, je compte vous offrir
Mon petit ministère. »

En réalité, Bertin allait donner à l'administration et à l'industrie minières un puissant essor. Son esprit clair, son énergie tempérée de souplesse, convenaient parfaitement à la situation délicate où se trouvaient les mines et l'Etat vis-à-vis d'elles. Il sut établir entre celles-ci et son administration des rapports fermes mais confiants et instituer des rouages indispensables à la fois au rôle que lui-même devait jouer et aux services que les concessionnaires demandaient à l'Etat. Il fut le vrai créateur du poste d'inspecteur général des mines, confié d'abord, en 1772, par commission à Monnet. Celui-ci en reçut le brevet signé du Roi et de Bertin en 1776 (1). Jourdan lui

(1) Avant Monnet, il existait des « commissaires pour les mines » nommés par le contrôleur général des finances. Monnet, né en Auvergne en 1734, mort le 23 mai, 1817. D'abord pharmacien à Paris et à Nantes, il créa en 1766, avec l'aide de Malesherbes, fils du chancelier, un cours de chimie à Vaugirard. De son propre aveu, il savait à peine le français. Trudaine le prit à l'administration des mines sur la recommandation de Malesherbes et le fit voyager sur les exploitations allemandes. Monnet était un homme fruste, passionné, chagrin. « Ses renseignements, dit M. Aguillon, sont souvent sujets à caution. » En tous cas, à ce qu'il semble, son esprit possédait fort peu de qualités scientifiques. Il partage avec son adversaire, Sage, le ridicule d'avoir combattu les nouvelles théories chimiques de Lavoisier. Le titre d'un de ses manuscrits (publié en 1875 par M. Henry Mosnier) éclaire sa tournure d'esprit : *Histoire d'un voyage politique et minéralogique dans les départements du Puy-de-Dôme et de la Loire en 1794*. Il a laissé d'autres journaux professionnels de ses voyages qui présentent quelque intérêt. On lui doit encore (en manuscrit) un *Essai historique sur les mines*, un *Etat des mines*, des *Mémoires*, un *Traité d'exploitation* (1778, 1 vol. in-4°), *Atlas et description minéralogique de la France* (en collaboration avec M. Guettard) (1780, 1 vol. de texte et d'atlas in-f°) etc., (11 volumes imprimés).

fut adjoint plus tard (1). Grar donne sur la création des inspecteurs des renseignements un peu différents auxquels nous ne nous arrêterons pas, car il cite Gabriel Jars, le plus célèbre des spécialistes des mines, parmi les trois inspecteurs généraux créés, selon lui, en 1776. Or Jars était mort en 1769.

En 1781, Bertin quittait son département. D'autre part, le contrôle général des finances ayant été supprimé par Necker, les mines furent attribuées aux quatre intendants du commerce : de Montaran, Tolozan, Blondel et de Colonia ; les mines étant ainsi réparties selon la division même des provinces qui ressortissaient de chaque intendant. On confirma la création d'inspecteurs généraux des mines, mais on porta leur nombre à quatre, un par intendant. Les premiers inspecteurs généraux furent : Monnet, Jars (2), Guillot-Duhamel et de Bellejean. Les appointements furent fixés à 3.000 livres par an, 1.000 livres de gratification et 10 francs par jour de frais de voyage, soit en moyenne année commune 10.000 francs de frais de voyage pour que les quatre inspecteurs (3). On avait prévu qu'il faudrait encore ajouter à ce budget certains frais de voyage supplémentaires (2.400 livres) et les pensions à payer à des veuves d'anciens commissaires ou inspecteurs. L'arrêt qui créait les inspecteurs généraux, rendu sur le rapport de Moreau de Beaumont en mars 1781 (4), insistait sur la nécessité de prêter aux mines une attention spéciale, de veiller à la sûreté de ceux qui se livraient à ces travaux et de leur fournir les lumières de personnes compétentes. Les divers arrêts et ordonnances qui avaient pour but de remédier « aux travaux défectueux et qui pouvaient mettre en danger la vie des ouvriers ou occasionner quelques autres accidents (5) » étaient énumérés.

(1) Jourdan résidait à Lyon et avait dans son inspection les provinces du midi et du Centre. On l'appelle parfois Jourdan de Montplaisir (Voir *Amanoch royal* 1778). Bertin prétend que Jourdan était un ancien capitaine de corsaire qui, en fait de mines, avait simplement visité les mines de cuivre de Chypre pendant une escale. Il quitta l'administration des mines avec Bertin en 1781.

(2) Le frère de Gabriel Jars.

(3) On avait attribué 100 livres d'appointements annuels à M. Pajot de Charmes, inspecteur honoraire.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Voir aussi LAMÉ-FLEURY, *De la Législation minière*, ouv. cit.

(5) Arch. nat., AF¹¹ 79.

Les quatre inspecteurs

« devaient se transporter tous les ans dans les provinces à eux désignées, à l'effet de vaquer aux opérations portées dans les instructions qui leur seront données, et de dresser un journal, tant desdites opérations que des découvertes qu'ils feront et seront de nature à mériter l'attention du gouvernement (1). »

Monnet eut l'impudeur, dans un mémoire à l'Assemblée nationale, alors que le régime dont il avait vécu était réduit à l'impuissance et qu'il croyait voir murmurer dans une autre direction la source des pensions et des places, Monnet eut l'impudeur de lancer contre ses anciens collègues, les premiers inspecteurs généraux des mines, les plus basses insinuations (2). Rapprochant, pour le diminuer, leur rôle de celui des inspecteurs des manufactures alors qu'il eût dû bien plutôt le comparer au rôle des inspecteurs des ponts et chaussées, il écrivait :

« ... Car les uns et les autres devaient faire suivre des règlements, qui à la vérité n'ont pas produit un grand effet, je veux dire qu'ils n'ont pas obligé les entrepreneurs à mieux faire qu'ils ne voulaient faire, et c'est par là que les économistes soutiennent que tous les inspecteurs sont généralement inutiles; mais il ne faudrait pas en juger par ce qui a lieu, mais par ce qui peut avoir lieu à l'avenir. Pour éviter un grand détail là-dessus, il suffit de dire que les inspecteurs ont eu plus de zèle et d'envie d'être utiles qu'ils ne l'ont été réellement. On ne sera point étonné de cela, quand on fera attention au régime d'où nous sortons, où chaque ministre, où chaque commissaire départi se croyait maître dans son département et était tout à la fois juge et partie dans les affaires qui concernaient son département. Ainsi, pour pouvoir être écoutés de tels juges, il fallait les flatter, ou ne jamais contrarier leurs opinions qui n'étaient souvent rien moins que le fruit de l'étude ou le résultat de l'expérience. Celui même qui était chargé du département des mines n'en avait que l'honorifique ou les appointements, et jamais il ne faisait aucune affaire, qu'autant qu'elle se conciliait avec les vues et l'autorité des autres administrateurs. »

(1) Outre leurs instructions spéciales, les inspecteurs pouvaient lire encore certains ouvrages de techniciens — Morand par exemple — capables de les guider dans leurs visites des mines.

(2) MONNET, *Mémoire historique et politique sur les mines de France, présenté à l'Assemblée nationale par M. Monnet, inspecteur général des mines.*

Il faut protester contre ces calomnies. Certes l'ancien régime fut le régime du favoritisme et des recommandations ; mais les personnalités qui présidèrent aux destinées du commerce et de l'industrie réduisirent dans ces deux domaines les faveurs et les injustices au minimum. Nous avons vu que les recommandations pressantes d'une princesse de Bourbon en faveur d'Allarde n'ébranlaient pas les décisions de l'autorité. Madame Victoire elle-même se heurta à un refus poli de Chaumont de La Millière alors qu'elle appuyait Claudius qui sollicitait la concession de Rive-de-Gier (1).

En étudiant de près l'administration d'hommes comme Trudaine, Bertin, Joly de Fleury, Laboullaye, Tolozan, en lisant les rapports d'un Jars, d'un Dietrich, je n'ai découvert que le plus haut effort de justice, d'impartialité en vue de l'utilité publique, que le seul souci de créer des concessions solides et profitables, que la volonté de donner au royaume sa pleine valeur comme producteur de houille. Les hommes que nous venons de citer ont été les véritables créateurs de l'industrie minière française. C'est sous leur influence que les efforts particuliers se sont coordonnés ; leurs arrêts, leurs règlements ont préparé les lois postérieures qui régissent encore les mines de France et qui, désuètes aujourd'hui, ont fait sa grandeur dans ce domaine.

Necker quitta les finances en 1781, et Joly de Fleury lui succéda le 21 mai. Il comprit aussitôt que le manque d'unité dans la direction des mines était nuisible au développement de cette industrie ; il créa un intendant des mines comme il avait créé un intendant des ponts et chaussées en la personne de Chaumont de La Millière. Pour occuper ce poste, il appela Douet de La Boullaye de son intendance d'Auch. Celui-ci resta en fonctions, sous les ministères d'Ormesson et de Calonne, jusqu'en 1787. Il touchait, assure Monnet, 40.000 livres d'appointements et son premier commis 24.000 livres. Sous l'intendance de Douet de La Boullaye furent rendus, le 19 mars 1783, trois arrêts importants ; le premier créait l'Ecole des Mines, le second et le troisième étaient des rééditions de l'arrêt de 1744 portant réglementation pour l'exploitation des

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7722.

mines métalliques et des mines de houille. De La Boullaye fut le véritable créateur des bureaux de l'administration des mines. Il institua une cinquième inspection générale et deux sous-inspecteurs : Besson et Hassenfratz à 1500 livres par an chacun, plus les frais de voyage que Lebrun dans son rapport à l'Assemblée nationale estimait à 2.000 livres par personne ; il adjoignit à ces fonctionnaires six ingénieurs payés 600 livres par an et qui, entre eux six, avaient encore à se partager 2.400 livres de frais de voyage à peu près. L'intendant créa enfin un nouvel organisme, deux commissaires du roi à la visite des mines, des bouches à feu et des forêts du royaume, spécialement chargés des usines et manufactures qui brûlaient du charbon de terre. Ce furent le baron de Dietrich (1) et Faujas de Saint-Fond (2). Ce dernier recevait 4.000 livres d'appointements et 2.000 livres de frais de route.

Sous cette administration, le rôle des inspecteurs des mines fut précisé dans une série d'instructions à eux adressées par le directeur général des finances et dans le texte même de leur commission (3). Après un rappel des termes de l'arrêt qui créait les postes d'inspecteurs, les instructions déclaraient que les états dressés contenaient beaucoup de noms de mines qui n'existaient que sur le papier. Il s'agissait d'établir un état au vrai avec tous les détails techniques d'exploitation de chacune des mines. L'inspecteur devait en outre prélever des échantillons aux fins d'analyses et d'expériences. Outre la quantité de matière extraite, les inspecteurs étaient tenus de vérifier minutieusement les bénéfices ou les pertes annuellement réalisés ou éprouvés par les compagnies et les extracteurs, et d'indiquer s'il y avait lieu d'attendre de leur part une meilleure administration ou régie. Les inspecteurs devaient également prodiguer leurs conseils aux directeurs de mines :

(1) Le baron DIETRICH, plus tard maire de Strasbourg, a laissé un ouvrage : *Description des gîtes de minerais et des bouches à feu du royaume*. 3 vol. in-4°. 1786-1788-1789.

(2) FAUJAS de SAINT-FOND (1741-1819), professeur de géologie au Museum, a laissé des études neuves sur les volcans. BOITEAU, *ouv. cit.*, fait erreur quand il place un commissaire du roi adjoint au tribunal des eaux et forêt de Paris, à la tête du corps des mines et, sous lui, cinq inspecteurs généraux. Ceux-ci ne dépendaient pas de celui-là. Arch. nat., AD XIII⁴ et A¹¹ 79 pour les appointements.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Commission d'inspecteur des mines.

« Et si ces conseils sont rejetés, soit par jalousie, soit par entêtement d'ignorance, ils en feront le rapport à l'administration, qui avisera aux moyens de rectifier les abus, de pourvoir au bien de la chose, soit en instruisant les bailleurs de fonds, soit en usant d'autorité, si le cas paraît de nature à l'exiger. »

Le paragraphe XX des Instructions enjoignait aux inspecteurs de lever un rôle exact des employés et ouvriers occupés à la mine, de mentionner leurs fonctions et spécialités, la nationalité des principaux, le montant par année des appointements et salaires.

« *Paragraphe XXIII. — Appels de fonds. —* On indiquera au Conseil la manière dont on fait les fonds de l'entreprise et s'il se trouve que l'interruption du travail provienne de ce qu'un ou plusieurs des associés sont en retard de fournir leur part dans les nouveaux fonds nécessaires pour la continuation, chaque inspecteur en fera son rapport au Conseil, qui, après avoir entendu ses associés, lui donnera un délai après lequel il sera déclaré, sur la requête des autres associés, déchu de tous droits dans la société. »

Enfin les inspecteurs avaient encore à se mettre au courant des procès de toute nature soutenus ou intentés par les diverses entreprises. On leur recommandait sur toutes choses d'appliquer leur intelligence à saisir les indices, les indications et à ne pas s'en tenir aux réalités visibles. Le résumé des Instructions s'exprimait ainsi :

« Ils doivent rapporter à l'administration, par chaque mine visitée, un procès-verbal contenant en trente articles séparés leurs avis ou éclaircissements sur chacun des trente articles ci-dessus. Enfin ils doivent considérer que leurs observations et leurs avis sur l'état actuel, l'importance et l'utilité des entreprises, qui sont ou peuvent être formées dans le royaume, doivent être de nature à mettre le Conseil à portée d'asseoir ses décisions, et qu'en donnant une attention suivie à l'exploitation des mines du royaume, où l'on ne peut pas douter qu'il n'y ait en cette partie des objets réels et dignes de l'attention de Sa Majesté, il peut résulter de grands avantages pour l'Etat en général et pour chaque province en particulier (1). »

(1) Voir pages 468 et 469, un rapport d'un ingénieur.

Les commissions d'inspecteurs résumaient encore ces Instructions.

Ces nouvelles fonctions avaient donc pour but d'assurer à l'Etat une plus profonde influence sur les mines. Les inspecteurs étaient le rouage nécessaire à la politique dominatrice du pouvoir royal. En réalité, ils possédaient à peu près les mêmes droits d'investigation qu'un président de conseil d'administration ; leur rôle ne se bornait pas à inspecter les mines dans leurs rapports avec l'ordre et l'utilité publiques. Ils avaient le droit de pénétrer dans l'intimité financière, administrative, même morale de leur exploitation. On allait jusqu'à leur conférer le pouvoir de porter un jugement sur les facultés des directeurs. Leurs avis étaient des ordres puisque le Conseil se réservait la possibilité d'en imposer les conclusions, d'exiger des modifications financières, de prononcer la déchéance d'actionnaires. La discipline d'Etat à laquelle les mines étaient soumises était fortement resserrée par la création des inspecteurs. Jamais industrie n'avait été aussi sévèrement jugulée. Et dans l'histoire de cette industrie jamais l'Etat n'avait aussi nettement indiqué son caractère spécial et fait aussi ouvertement le geste de les rattacher à lui.

Calonne tombé, en 1787, Loménie de Brienne réunit les mines aux Ponts et Chaussées sous l'intendance de Chaumont de La Millière qui conserva ces services jusqu'au 10 août 1792.

La proposition que fit Lebrun au nom du Comité des finances, le 5 juin 1790, et qui tendait à consacrer cet état de choses en réunissant définitivement les mines aux Ponts et Chaussées, ne fut pas adoptée et la question de réorganisation des mines fut enfouie dans les papiers des Comités réunis d'agriculture, de commerce et d'industrie. L'administration des mines comportait alors quelques bureaux où, soit dit en passant, le désordre devait être assez grand puisque nous y voyons des requêtes et des mémoires disparaître sans laisser de traces (1).

De ces bureaux qui jouèrent un rôle essentiel quel que fût le régime administratif, nous ne savons presque rien. En 1780, sous Bertin, ils comportaient quatre premiers commis :

(1) Voir BARDON, *ouv. cit.*, et Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

Année 1783

Etat de la Mine de Charbon de terre

Généralité de Limoges

QUALITÉ du CHARBON	ÉPAISSEUR du BANC	DÉBOUCHÉ de cette MARCHANDISE	DROITS IMPOSÉS	FRAIS de TRANSPORT	PRODUITS de LA MINE
Assez bonne.	Quinze à dix-huit pouces.	A Brives pour la Manuf ^e de soierie du S ^r Leclerc à Périgueux. Quelques Maréchaux. Et Bordeaux quand la Vézère sera navigable.	300 l pour les droits généraux imposés sur les exploitations de toutes les Mines du Limousin.	Aucuns Se prend dans la Mine.	Inconnu

Observations et Résultats

Cette Mine est très bien située et pourroit avoir de la consommation, si la Vézère étoit navigable jusqu'à la Dordogne ; alors elle feroit des envoys à Bordeaux et empescheroit les Anglois d'y porter leur charbon. Il y a quelques forges dans la Province qui pourroient s'en fournir, si la disette des bois se faisoit sentir ; d'ailleurs on brûle beaucoup de vin pour faire de l'eau de vie, et la distillation pourroit se faire au charbon de terre, etc., etc.

Il conviendrait que le Puits actuel, qui a 140 pieds, fût encore approfondi de soixante à quatre-vingts pieds, et que la Galerie fût poussée jusqu'à ce Puits. Les Ouvriers y sont seulement occupés à vider l'eau du Puits, ce qui ne les occupe que deux jours de la semaine. D'ailleurs ils n'ont aucuns ordres de travailler, si ce n'est de sortir du charbon à mesure qu'on en demande.

Certifié véritable, à Tarrascon, le Dix-huitième jour d'Aoust, Mil sept cent quatre-vingt-trois.

ODELIN.

appartenante au Sr Fournier, paroisse de Cublac
ouverte en 1778

Prix du Charbon par QUINTAUX	LES CHEMINS sont-ils DIFFICILES ?	NOMBRE des MANOUVRIERS	PRIX des JOURNÉES	NOMBRE des OFFICIERS	LEURS APPOINTEMENTS
Douze sols.	Chemins de traverse, mais peu difficiles n'y ayant que des pentes doucees à des- cendre ou à monter.	Six Mineurs. Six ouvriers.	A 30 ^l par mois A 18 sols par jour.	Un Directeur Un Commis	Douze cent livres Huit cent livres

Total des Ouvriers Douze
Total de la Dépense Inconnu
Total du Produit Inconnu
Partant, le produit excède la Dépense de

NOTA : Dépense Connue ;

6 Mineurs à 30 ^l par mois.	2 160 ^l
6 Ouvriers à 18 ^s par jour, environ.	1.684 ^l 16 ^s
1 Directeur.	1.200 ^l »
1 Commis.	800 ^l »
1 ancien Directeur qui à une Pension de.	Inconnu
Au S ^r Sage père et fils, Bourgeois de Cublac pour le terrain où est situé la Mine, Pension annuelle de.	200 ^l
Au S ^r Mechin, Capitaine commandant L'arsenal de Paris, Pension annuelle de 400 ^l réduite à 200 ^l	200 ^l
Au S ^r Bosredon, précédent cons ^s pension de 400 ^l réduite à 200 ^l par la Comp ^{te} Fournier.	200 ^l
Au S ^r Blusson, pension de 400 ^l réduite à 200 ^l	200 ^l
Faux frais pour l'Exploitation de la Mine.	Inconnu

6.644^l 16^s

Après quoi il convient ajouter les 300^l dont ils sont char-
gés par l'Arrest du Conseil pour toutes les Mines du
Limousin, n'y ayant que celle de Cublac qui rapporte
on ce moment cy.

300^l

Total du tout. 6.644^l 16^s

Petigny de Saint-Romain, des Essarts, de La Vallade et d'Izangremel de Clerigny qui avait dans ses attributions la concession et l'exploitation des mines. Après Bertin, les mines passèrent aux intendants du commerce et le premier commis de ce service fut M. Advenier de Breuilly qui fut certainement à la dévotion de Tubeuf. « Ecrivez-moi directement, faisait dire ce dernier à son beau-frère, sous l'adresse de M. Advenier de Breuilly, premier commis du bureau des mines, rue Neuve des Petits-Champs ; il a ses lettres franches et me fera passer les miennes. » Tubeuf et le premier commis fraudaient ensemble la poste ! Le personnel des bureaux devait être assez nombreux puisque dans un mémoire remis en 1789 à l'Assemblée nationale, Sage, entre autres frais, évaluait à 21.000 livres les « bureaux de l'administration (1) ».

A cette époque un sous-chef de bureau touchait 1500 livres et 400 livres de gratification, les commis 1200 livres et 200 livres de gratification (2).

Bertin, en 1772, engageait un homme à tout faire « pour remplir les différentes commissions dont je jugerai à propos de vous charger soit à Paris, soit dans les provinces et même en pays étrangers » écrivait-il, pour la somme de 2.500 livres et 10 livres de frais par jour (3). Et pour cette maigre somme, il pouvait se procurer un technicien savant, fortement recommandé par Trudaine ! Il n'est pas étonnant, s'il demeure pourtant immoral, que, dans ces conditions, un homme entreprenant, hardi, actif comme Jérôme Thomas de La Barberie, premier commis de Bertin, ancien actionnaire des mines de Gransac, se soit laissé tenter par la magnificence de Tubeuf. Il conclut avec celui-ci une association secrète et reçut un quart d'intérêt, sa vie durant, dans l'entreprise du concessionnaire du Languedoc : « Votre intérêt du quart est et sera un mystère pour tout le monde (4) ». La Barberie se mit à intriguer pour

(1) Extrait d'un mémoire sur le département des mines. Remis en 1789 au comité des finances de l'Assemblée nationale par M. Sage, directeur de l'Ecole royale des Mines. Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Arch. nat., D VI². Observations sur les commis des bureaux de l'administration générale. Comité des finances.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1312.

(4) BARDON, *ouv. cit.*

Tubeuf, à dresser des rapports tendancieux, à activer les négociations et... à endosser des effets.

Le personnel ambulant avait des appointements et des frais de voyage très variables, mais en général raisonnables. Nous avons déjà cité plusieurs chiffres. Dietrich, commissaire à la visite des mines, bouches à feu et forêts, recevait 6.000 livres d'appointements et 3.000 livres de frais de voyage (1). Il demanda, on ne sait trop pourquoi, que la somme qu'il touchait fût répartie entre les départements du commerce, des eaux et forêts et des mines, et qu'on fixât à 9.000 livres par an ses frais de voyage, payables par les mêmes départements ; il s'engageait à passer au moins cinq mois par an en tournées et à supporter un dédit de 600 livres par département pour chacun de ces cinq mois où il ne voyagerait pas. Il réclama enfin — toujours des trois départements — une somme supplémentaire de 6.000 livres par an pour « subvenir à la dépense de quatre personnes occupées à faire les expéditions de ses mémoires et à suffire à la correspondance ».

Dietrich espérait sans doute être plus régulièrement payé en émargeant à trois budgets. L'ancien régime, en effet, fut mauvais payeur envers ses fonctionnaires. Il les réglait irrégulièrement, par acomptes, quand ils avaient longtemps réclamé. Duhamel, fatigué et malade, écrivait d'Alais à son intendant, le 12 août 1782, qu'il partait pour le Dauphiné et le bas Vivarais, mais, ajoutait-il, « je n'ai tout au plus que l'argent qui m'est nécessaire et de là aux mines de Chessy, en Lyonnais, où je compte être vers le 25 du présent. J'ai eu l'honneur, Monseigneur, de vous faire part de cette marche par le dernier courrier et de vous supplier de me faire passer d'ici à cette époque des fonds à Lyon, chez M. Jars, inspecteur des mines » (2).

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴ et AF II 79. Dans un mémoire (Arch. nat., F¹⁴ 1313), daté du 25 août 1786, on affirme que Dietrich touchait 12.000 livres et des frais de voyage indéfinis. L'auteur a mêlé au chiffre de ses appointements une pension qu'il touchait d'autre part. Un état du personnel des mines dressé pendant la Révolution (Arch. nat., AF II 79) ajoute, parlant de Dietrich et de sa mort tragique : « Ce commissaire a coûté au département des mines environ 120.000 livres. Il a fini comme il méritait. »

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

Béllejeant, inspecteur des mines, et l'ingénieur qui l'accompagnait dans sa tournée de 1784, n'arrivait à arracher aux caisses officielles que des acomptes. En vain envoyait-il l'état détaillé de leurs frais : en Champagne 42 postes à 5 livres 5 sols ; 9 journées de chevaux de voiture pour aller en traverse à 18 livres ; 8 journées de chevaux de selle à 9 livres. Il fournissait les mêmes détails pour la Franche-Comté, la Bourgogne, 44 postes $\frac{1}{2}$ de Montcenis à Paris ; 72 livres de frais extraordinaires ; 5 mois de nourriture à 9 livres par jour, sur lesquels il prenait 160 livres à sa charge pour faire un compte rond. Il réclamait en tout 2932 livres 17 sols, sur lesquels l'administration ne lui avait remboursé que 1.500 livres et 300 livres à son ingénieur (1).

Jars, le frère du grand Jars, en 1781, avait fait 230 jours de voyage à 10 livres par jour. Il ne pouvait arriver à se faire payer une somme de 300 livres qui lui restait due (2).

Quant à Monnet, il fut victime d'une autre mésaventure. Il émargeait à la fois aux mines et au commerce. Or pendant qu'il était en mission à Saint-Quentin où il surveillait l'établissement de fabriques de vitriol, les intendants du commerce supprimèrent purement et simplement les 1.500 livres qu'il touchait à leur caisse. Monnet comptait alors quatorze ans de service dans l'administration :

« Je ne m'attendais pas que MM. les intendants du commerce en agiraient ainsi sans m'entendre et même sans me donner la moindre connaissance de leur intention, c'est cependant ce qu'ils ont fait. S'ils s'étaient informés de moi, ils auraient appris que j'étais un père de famille, qui me suis consacré dès mon bas âge au bien de l'Etat, que j'ai voyagé chez l'étranger, et que j'y ai rempli différentes commissions, qu'avant l'arrangement pris par MM. Bertin et Trudaine, j'étais déjà porté sur l'état du commerce pour mille livres de gratification annuelle, preuve que je n'y étais pas par faveur (3). »

Quand le gouvernement était obligé de faire appel à des spécialistes particuliers pour les envoyer en mission, il était

(1) Arch. nat., T 522 — 1 — 2.

(2) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 1312. Les premiers en date des voyages d'études pour les mines semblent être les voyages effectués par Blumenstein et Jaur pour le compte du gouvernement sur les mines de Saxe en 1743 ; ils reçurent 3.000 livres d'indemnité (Arch. nat., F¹⁴ 1311).

bien forcé de passer par leurs conditions. Ainsi, on accorda 4.000 livres à M. Marchand de la Heulière pour aller étudier en Angleterre l'emploi du charbon de terre dans la métallurgie (1).

Au total, on estimait à 40.000 livres les frais de voyage et gratifications des inspecteurs et des élèves de l'Ecole des Mines (2).

Ces 40.000 livres étaient au reste, dans leur plus grande partie, fort bien employées. Le personnel ambulant de l'administration des mines, inspecteurs généraux et autres, remplit ses missions avec une haute idée de leur importance et de ses devoirs. Jars surtout fut le grand inspecteur des mines du XVIII^e siècle. Appelé dans l'administration par Trudaine, formé à l'Ecole des Ponts et Chaussées, instruit dans la chimie, Jars fut bientôt en possession de toutes les connaissances nécessaires aux fonctions qu'il allait occuper. Mais son esprit curieux, novateur et fécond devait dépasser de beaucoup ses fonctions et l'érudition strictement nécessaire (3). Pendant dix ans, Jars parcourt toute la France, descend dans toutes les mines, surtout en Alsace, en Anjou et en Bretagne ; il visite en Angleterre les centres de grande industrie et en rapporte les procédés de fabrication du minium ; il établit des fourneaux à

(1) Arch. nat., F¹² 1300. Sur les difficultés qu'éprouvaient les fonctionnaires à se faire payer, voir encore Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. Renau, élève de l'Ecole des mines, envoyé par le gouvernement sur les mines de Tubeuf, à la demande de ce dernier, réclamait à M. de La Boullaye une année de ses honoraires que lui devaient les caisses de l'Etat. Deux années plus tard, il n'était pas encore payé ; on ne lui avait même pas remboursé les frais d'expédition des collections de minéraux qu'il avait envoyées à M. Sage pour la galerie de l'Ecole des mines. Lettres de 1786 et 1788.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Extrait d'un mémoire, *ouv. cit.*

Les besoins locaux créèrent quelques fonctionnaires spéciaux et régionaux. Ainsi l'approvisionnement de Lyon et la taxe de six deniers par benne fit établir des surveillants, contrôleurs, inspecteurs exceptionnels, dans cette région. (Arch. du Rhône. Tableau des fonds.) Saint-Etienne et Rive-de-Gier avaient à demeure des inspecteurs-ingénieurs des mines envoyés par l'Etat, mais payés (600 livres par an) par les communes (Arch. du Rhône, C 121, BARDON, *ouv. cit.*, et Arch. nat., F¹⁴ bis 7744). Dans les pays d'Etat, il y avait des fonctionnaires chargés de la surveillance des mines, par exemple les inspecteurs des tourbières de Picardie et d'Artois. (LAMÉ-FLEURY, *ouv. cit.*)

(3) Jars, 1732-1769. Il était le fils du directeur des mines de Chessy et Saint-Bel. Il fut nommé correspondant de l'Académie des Sciences le 10 janvier 1761 et membre titulaire le 19 mai 1768, élu contre Lavoisier. Il est l'auteur des *Voyages métallurgiques*, 3 vol. in-4° publiés de 1774 à 1781 après sa mort, de divers mémoires, entre autres d'un *Mémoire sur l'aérage naturel des mines*.

raffiner le cuivre ; dans les régions où il n'y a pas de mines à visiter, il est envoyé pour en découvrir. Il commence la série de ses grands voyages à l'étranger en étudiant les exploitations de Saxe, d'Autriche, de Bohême, de Hongrie, du Tyrol, de la Carinthie et de la Styrie. En 1766 il se rend en Hollande, au Hanovre, dans le Hartz, en Norvège et en Suède. De chacun de ces pays, il adresse à son administration des cartes, des plans, des mémoires surtout, et des notes ; tous ces documents sont pénétrés de l'observation la plus intelligente, de la méthode scientifique la plus précise, de la sincérité la plus évidente. La conscience de la haute mission économique qu'il remplit le soulève et l'inspire ; cet homme, dont toute la maturité est remplie par de longs et pénibles voyages à la volonté, au fond des chaises de poste, de se mettre à étudier les langues des pays où il a à travailler. Mieux encore, avec une remarquable faculté d'assimilation, il veut arriver à posséder un certain nombre de patois, afin de pouvoir s'entretenir avec les mineurs et les ouvriers. Jars se formait de son devoir la notion la plus haute. S'il se fit adjoindre son frère comme aide dans quelques uns de ses grands voyages, c'est qu'il était sûr de sa valeur. L'amitié ne l'eût jamais déterminé à solliciter une faveur qui eût pu nuire à son service :

« On pourrait croire, et même sans lui faire tort, que la tendre amitié qu'il avait pour ce frère lui avait dicté cette démarche ; mais du caractère dont était M. Jars, nous pouvons presque assurer qu'il aurait préféré un autre à son frère, s'il l'avait cru plus capable de contribuer au succès de son voyage (1). »

Si la vie de Jars fut une vie d'activité utile et féconde, son caractère témoignait d'une âme noble. Ennemi du faste et du monde, insoucieux des honneurs, simple et gai, de commerce délicat, de sensibilité affinée, il vivait, entre ses voyages, dans son cabinet, mais il savait y exercer son indulgence et sa bonté. Ses scrupules professionnels le mettaient, à cette époque, hors de pair. Dans une de ses lettres où il rendait compte à son chef hiérarchique de sa prodigieuse activité — et avec quelle modestie — on trouve cette phrase exquise et

(1) Eloge de M. Jars prononcé à l'Académie royale des Sciences de Paris, le 25 avril 1770, par M. Fouchy, secrétaire perpétuel.

qui peint l'homme : « Dans la tournée que j'ai faite dans le Charolais pour visiter la mine de charbon de Montcenis, je ne me suis trouvé qu'à quinze lieues de la campagne de mon père. J'ai pensé que vous ne me désapprouveriez pas, Monsieur, que je lui fis une courte visite après une si longue absence. J'ai été passer quatre jours seulement avec lui (1). »

Le 8 août 1769 au cours d'une inspection en Auvergne, il quitte Clermont pour aller visiter à Ambert des fabriques de papier, des mines de soufre à Done, des mines de charbon à Brassac. Il est accompagné d'un nommé Subié, probablement un élève-ingénieur (2). Le 14, Jars qui avait fait, en plein soleil, une longue chevauchée, commence à se plaindre de violents maux de tête. Malgré l'insistance de son compagnon, il ne veut pas regagner Clermont avant d'avoir visité les mines de charbon de terre et d'antimoine de Langeac. Mais étreint par la souffrance, il dut regagner la ville, ou plutôt il y fut rapporté le 18 août. M. de Monthion, intendant de la province, fit l'impossible pour le sauver. Mais toute médecine était impuissante. Résigné et calme, il mourut le 20 août, abattu à 37 ans par les fatigues et les efforts, frappé dans l'ardeur de son devoir. Le 22 août, Subié envoyait à Trudaine, avec le récit de sa mort, sa dernière pensée de reconnaissance pour son chef.

Jars était mort depuis quelques jours à peine que son compagnon de voyage, Duhamel, rappelait au contrôleur général les titres qu'il possédait pour hériter de la faveur que ce dernier témoignait à l'inspecteur disparu... et de sa place. Il avait d'ailleurs été distancé par Sage qui, dès le 26 août, sans même jouer l'hypocrisie des regrets, suppliait le ministre de le nommer à la place de Jars et de le pousser à son fauteuil académique (3). Les hommes ambitieux ont à travers les temps une unité vivace de conduite.

Les rapports, journaux et mémoires de Jars, auxquels nous avons fait de larges emprunts au cours de cette étude, sont des modèles du genre. Loin d'affecter un ton dogmatique, pesant et pédant, ils ont toujours l'allure d'un récit simple, intéres-

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., *ibid.*

sant et sincère, mais singulièrement perspicace et avisé. Jars sait voir avec méthode et saisir à la fois les grandes lignes et les petits détails utiles. Ce qu'on lui cache, il le devine, et sa psychologie des choses n'est pas moins pénétrante que sa psychologie des hommes. La clarté de ses expositions n'est ni alourdie ni voilée par l'abondance de ses renseignements. La sûreté de ses avis et de ses conseils est d'une intelligence lumineuse et maîtresse de son sujet. L'exactitude scrupuleuse de sa documentation ne néglige aucune source ; et partout, avec une inlassable patience, il recommence ses minutieuses enquêtes. Les essais qu'il tente sur les matières extraites sont d'une rigueur scientifique qui inspire toute confiance. Esprit inventif, il ne s'en tient pas aux méthodes routinières, et sur place il découvre des procédés d'expérimentation et d'exploitation dont il rend compte sans les exalter, avec la même modestie qui enveloppe tous ses récits et tous ses actes. Rien en lui ne dénote le moindre souci de se faire valoir, tout atteste la passion unique de son devoir dénuée de toute ambition, l'amour de la vérité et de l'impartialité. Chez lui, la louange n'a que l'unique souci de rendre hommage à l'effort, la critique n'est que le désir de réaliser une meilleure activité, aucun sentiment personnel d'intérêt n'a jamais effleuré l'indépendance de ses jugements (1).

Tous les fonctionnaires de l'administration minière n'eurent pas ce haut caractère ni cette conception supérieure de leurs fonctions. On en rencontre qui sont plus soucieux de leurs aises et de leur santé que de remplir leur mission. La lettre ci-dessous donnera une juste idée d'une catégorie importante de fonctionnaires de l'ancien régime, paresseux, indolents et occupés seulement de fournir pour leurs appointements le moins de travail possible :

« J'ai examiné, Monsieur, sur la carte la tournée que j'ai à faire, suivant mon instruction; il me paraît que Saint-Claude me détourne beaucoup, d'ailleurs j'ai appris qu'il y a quinze lieues à faire à cheval pour aller et autant pour revenir, dans les montagnes, et de fort mau-

(1) Arch. nat., F¹² 1300, F¹⁴ bis 7866, F¹⁴ bis 7705. — MORAND, *L'art d'exploiter... ouv cit.*, dans une discussion des plus courtoises des idées de Jars sur la législation minière, atteste l'estime qu'avaient pour lui ses adversaires eux-mêmes.

vais chemins. C'est pourquoi je vous prie de vouloir bien supprimer Saint-Claude de mon instruction, cela ne m'empêchera pas d'y aller si la saison le permet et les circonstances ; mais je ne voudrais pas que l'on m'en fit une obligation. Vous voudrez bien, Monsieur, vous mettre à ma place et apprécier toutes mes raisons. Je compte sur votre amitié à cet égard (1). »

Le plus extraordinaire, c'est qu'à la suite de cette lettre non signée, l'intendant des mines a ajouté cette mention : « J'ai en conséquence corrigé l'instruction. » Singulier aperçu sur la discipline qui régnait dans l'administration de la royauté expirante.

Duhamel, plus bureaucrate, plus ambitieux, plus superficiel que Jars, a laissé des rapports et des mémoires qui ne sont pas sans valeur. Cependant, ils contiennent beaucoup de verboosité inutile, beaucoup de truismes, plus de politique économique que de vraies et sérieuses observations scientifiques. Ils témoignent pourtant de bons sens et de modération (2).

Le chevalier de Grignon exerça, lui aussi, l'inspection des mines. Nous avons lu de lui un tableau des mines du Forez brossé dans la manière réaliste et sombre. Sa sensibilité perspicace le servit dans ce genre. Il serait cependant injuste de méconnaître ses efforts vers la précision et les utiles renseignements que contient son « *Extrait de mes observations pendant le voyage que j'ai fait par ordre de M. le Directeur général du 15 avril au 13 novembre 1778* » (3).

Les papiers administratifs de Monnet, qui présentent quelque intérêt pour nous, aujourd'hui, devaient avoir bien peu de valeur pour ceux qu'ils étaient chargés de renseigner au temps de ses inspections. On a souvent l'impression que l'auteur décrit les mines et les exploitations lointaines, assis dans son cabinet de Paris. Le vague de ses rapports incite à ce sentiment : rien de précis, rien d'observé, mais une série de conseils plus ou moins utiles, formulés sur un ton autoritaire. Il croit, par exemple, avoir formulé un avis de grande portée quand il a suggéré de donner un uniforme aux mineurs pour

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313.

(2) Arch. nat., F¹² 2231. Mémoire du 18 avril 1789.

(3) Arch. nat., F¹² 1300.

les distinguer du peuple et stimuler leur fierté. Il faut ajouter à tout cela un fatras de phrases ambitieuses, qui laissent deviner la haute opinion que l'auteur a de lui-même et ses prétentions à la philosophie sociale. Les considérations générales sont le ton ordinaire de ses œuvres qui n'ont en somme rien de pratique ni de scientifique et qui témoignent bien plutôt des arrière-pensées de carrière de l'auteur et de sa vanité que du souci d'accomplir un devoir (1).

Il y a, dans les papiers concernant les mines, quantité d'autres mémoires, enthousiastes, mais sans grand fond comme celui de La Tour Dupin sur Montcenis (2) ; anonymes mais sérieux, documentés et détaillés, comme le mémoire intitulé : *Inspection des mines de charbon du Hainaut, Flandre et Artois* (1783) (3).

Il est naturellement impossible de les étudier tous ou même de mentionner leurs auteurs quand nous les connaissons. Mais nous nous reprocherions de terminer cette rapide revue du haut personnel des mines sans citer le nom de Gensanne (4). Gensanne n'appartint pas d'une manière officielle et définitive au corps des mines. Du moins aucun document ne le place dans le cadre administratif. Il avait échoué dans une entreprise à son compte de mines de cuivre et de plomb argentifère à Auxelles, dans une propriété du duc de Mazarin. Naturaliste éminent, il semble avoir été chargé de missions temporaires, avoir rempli pour ainsi dire le rôle de minéralogiste-conseil. Il fut envoyé comme médiateur auprès de Tubeuf, il servit également d'intermédiaire entre les Etats du Languedoc et la compagnie d'impurement de Ling (5). Les mêmes Etats du Languedoc lui confièrent la mission en 1777-1778 de rechercher les mines de charbon de la province. Des particuliers employèrent également ses services :

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1313. Voyage de M. Monnet, 1781. Mémoire sur le besoin de protéger les mineurs et de rétablir les privilèges qui leur ont été accordés jadis au sujet des mineurs de la Croix en Lorraine et de ceux de Sainte-Marie-aux-Mines. Voyage du sieur Monnet pour la visite des mines de Champagne, la Lorraine et l'Alsace, 1782.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7866. 15 octobre 1768.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7820.

(4) Nous avons utilisé au cours de cette étude les œuvres de Gensanne et, chemin faisant, nous les avons citées, nous ne les rappelons pas ici.

(5) Bibliothèque de la ville de Nîmes, mss. 496.

« Commission pour l'amélioration de l'agriculture. Rapport des visites faites par le sieur de Gensanne dans les diocèses de Mirepoix, Saint-Papoul, Albi, Rieux et Commenge, relativement à la découverte des mines de charbon de terre et autres.

« Du samedi troisième dudit mois de janvier. Président Monseigneur l'archevêque et Primat de Narbonne, commandant de l'ordre du Saint-Esprit.

« Monseigneur l'évêque de Montauban a dit : que depuis quelques années les Etats ayant chargé le sieur de Gensanne de parcourir la province, afin de procurer la connaissance des richesses minérales qu'elle renferme, et surtout des mines de charbon de terre, en joignant à ces découvertes les instructions nécessaires pour l'exploitation desdites mines. Ledit sieur de Gensanne, qui a déjà visité dans cette vue plusieurs diocèses, fut chargé par délibération du 2 janvier 1777, de continuer ses tournées pendant le cours de ladite année, dans les diocèses de Mirepoix, Saint-Papoul, Albi, Rieux et Commenge, aux mêmes conditions que les années précédentes; mais que différentes opérations de la plus grande importance, et également conformes aux vues des Etats, n'ont pas permis audit sieur de Gensanne de faire les visites dont il était chargé par cette délibération.

« Qu'en effet, dès la fin des Etats derniers, les principaux négociants de la ville de Ganges l'avaient prié de chercher à découvrir dans les environs de cette ville quelques mines de charbon de terre (1). »

A-t-il vraiment porté le titre d'inspecteur général des mines du Languedoc que Bardon lui donne ? Nous n'en savons rien. Ce titre aurait été exceptionnel. En tout cas, nous le répétons, nous n'avons trouvé son nom sur aucun des rôles de l'administration.

(1) Arch. du Gard, C 374.

CHAPITRE III

L'ECOLE DES MINES

Quand l'exploitation des mines sortit du domaine de l'empirisme et de la petite industrie, quand l'expérience acquise à l'étranger et sur les exploitations nationales, la nécessité de ne pas gaspiller les richesses souterraines, et, en général, une plus juste conception des choses eurent éclairé entrepreneurs et gouvernement, la science apparut comme indispensable à l'exploitation méthodique des mines du royaume ; aussi bien les industriels que les fonctionnaires préposés par l'Etat à leur surveillance et à leur direction, disaient posséder un ensemble de connaissances techniques ; on comprit que le développement des mines n'était possible qu'à condition de substituer au hasard, à la routine et à la médiocre expérience nécessairement bornée des petits propriétaires exploitants, des études scientifiques, des méthodes industrielles, des procédés exacts et précis. Nécessité de fournir aux entrepreneurs de mines un minimum de connaissances nécessaires à la direction de leurs entreprises, besoin de créer un corps spécial, instrument de la politique minière du gouvernement, l'Ecole des Mines est née de cette double préoccupation.

Son établissement fut cependant ardemment combattu, par Monnet surtout. Longtemps on voulut en rester à cette conception : ériger simplement en dogmes, promulguer en lois la routine des siècles précédents. Monnet estimait « que la pratique des mines ne s'enseignait pas dans une école, mais devait s'apprendre sur place » (1).

(1) AGUILLON. *ouv. cit.*

En 1747, Daniel Trudaine fonda l'Ecole des Ponts et Chaussées (1) et il semble que dès cette époque l'idée d'une école analogue pour les mines ait traversé son esprit. Mais l'industrie et son personnel ne comportaient pas encore un établissement spécial. Il fit simplement savoir aux directeurs de mines qu'il admettrait à la nouvelle école les jeunes gens de leur spécialité qu'ils désigneraient, qu'il leur ferait suivre en outre un cours de chimie professé par Laplanche, apothicaire du Roi, qu'il les ferait séjourner dans les établissements miniers et métallurgiques les mieux dirigés et les plus importants du royaume et qu'il les ferait ensuite voyager à l'étranger.

L'enseignement spécial des mines, pour ce qui le différenciait des études des ponts et chaussées, était donc tout pratique. Jars et Duhamel ne reçurent pas une autre éducation.

Bertin, à l'intendance spéciale des mines, fut appelé à envisager la création d'une Ecole des Mines. Le duc de Charost, concessionnaire de Roche-La-Molière, proposa de créer sur son exploitation une école pour les mines de charbon et un établissement à Sainte-Marie-aux-Mines pour les mines métalliques. Monnet s'opposa à ce projet. Mais, comprenant qu'il fallait faire quelque chose, il émit l'idée d'instituer au Jardin du roi des cours de minéralogie et de métallurgie. Des examens auraient terminé ces cours et les élèves remarquables, envoyés sur les principales mines du royaume, auraient reçu chacun 1000 livres par an pour leur entretien et leur nourriture (2). Les commissaires des mines auraient été ensuite recrutés parmi ces élèves.

Cependant Sage et Jourdan insistèrent auprès de Bertin en vue de la création d'une école spéciale et, pour allécher le ministre, ils lui suggérèrent de faire payer, par les entreprises minières elles-mêmes, les frais de l'Ecole des Mines. Cette fois, ils réussirent partiellement :

« Vers 1768, le gouvernement avait commencé à établir une école pour former des ingénieurs des mines. Appelée tantôt Ecole de Mineurs, tantôt Ecole Royale du Génie pour les Mines, elle subsistait encore en

(1) Arrêt du 14 février.

(2) AGUILLON, *ouv. cit.* Germain MARTIN, *Gr. ind., ouv. cit.*

1774, comme on le voit par divers arrêts de concession qui imposent aux concessionnaires des indemnités pour subvenir à son entretien », dit Grar (1).

A partir de cette date, les concessionnaires anciens et nouveaux sont taxés de 400 à 800 livres pour l'entretien d'un ou plusieurs élèves de l'Ecole des Mines : la compagnie Charost en 1766 réserve statutairement une part de société pour cet impôt (2). De La Chaise à Montcenis paie 800 livres (1769) (3). Giral, à la même époque, est taxé à 800 livres pour deux élèves (4). Champmorin aux mines de Fins, Leibiger aux mines de Château Cambert (1770) (5), Mathieu à Noyant (6), Martho à Valenciennes (7), la compagnie d'Anzin, Tubeuf, etc., etc., sont assujettis à la même taxe. L'usage s'en établit. En 1776, pour faciliter le versement de cette imposition le roi rendit un arrêt permettant au caissier de la petite poste de Paris et aux receveurs des écoles vétrinaires d'encaisser cet impôt (8).

En 1778, le 11 juin, furent enregistrées des lettres patentes qui établissaient par l'article I « dans une des grandes salles de l'Hôtel des Monnaies à Paris une chaire de minéralogie et métallurgie docimastique dans laquelle le professeur nommé par le roi donnera des leçons publiques et gratuites de cette science ». La chaire fut occupée par Sage. Ses appointements étaient de 2.000 livres (9), mais son traitement fut augmenté après 1783, quand il devint directeur de la nouvelle Ecole des Mines. D'après le rapport de Le Brun il se décomposait ainsi :

M. Sage comme professeur de minéralogie souterraine.....	5.000 livres	} 16.000 livres. (10)
Comme commissaire pour l'essai des métaux et minéraux.....	6.000 »	
Pour la collection des minéraux.....	5.000 »	

(1) GRAR., *ouv. cit.*

(2) Arch. nat., F14 bis 7744.

(3) Arch. nat., F14 bis 7866.

(4) Arch. du Gard, C 2724.

(5) Arch. nat., E 2660bis.

(6) Arch. nat., *ibid.*

(7) Arch. nat., *ibid.*

(8) LAMÉ-FLEURY, *ouv. cit.*, Arch. nat., E 2660bis.

(9) Arch. nat., AF II 79. Ancien état de dépenses du département des mines.

(10) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Rapport de Lebrun.

La chaire de minéralogie souterraine fut supprimée pendant la Révolution (probablement en 1794) comme faisant double emploi (1). En 1778, Buffon, qui aurait voulu que cette chaire fût établie au Jardin du roi, avait soutenu la candidature de Daubenton. Sage installa dans un salon de la Monnaie sa collection de minéraux et son laboratoire. Chaptal fut, dit-on, son élève. Il avait comme assistant Guillot-Duhamel.

Le 19 mars 1783, fut rendu l'arrêt qui portait l'établissement d'une Ecole des Mines. La Boullaye était intendant des mines, Joly de Fleury dirigeait les finances. Jusqu'au bout, Monnet avait lutté contre l'institution d'une école théorique.

« Nous aurions donc cru qu'il fallait, pour établir cette école, choisir une des mines de France la mieux administrée, y envoyer les sujets que l'on aurait destinés à être élèves et y proposer les professeurs qui, en donnant leurs leçons, auraient pu les faire mettre en usage à leurs élèves (2) »,

écrivait-il après sa défaite, dans un mémoire non signé, mais qui est certainement sorti de sa plume.

Le jour où le décret qui établissait l'Ecole des Mines était rendu, un second décret invitait les autorités compétentes à faire appliquer l'arrêt du Conseil de 1744 et le rééditait en le précisant. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le roi, dans le préambule du décret de l'Ecole des Mines, constate avec amertume :

« Que l'art de découvrir et d'exploiter les mines n'a pas fait dans son royaume les progrès dont il était susceptible; que dans le nombre de ceux qui ont obtenu des concessions, les uns n'en ont fait aucun usage, d'autres y ont employé sans fruit des fonds considérables (3) »

(1) Sage, créateur de l'Ecole des Mines, 1740-1824. Fils d'un pharmacien. Il étudia la minéralogie et la chimie docimastique. En 1770, il remplace Guillaume Rouelle à l'Académie des Sciences. Sage, dans ses écrits, se montre un esprit brouillon, superficiel; c'était « un expérimentateur maladroit » d'après M. GRIMAUD, dans son livre sur Lavoisier. Alors que les théories de Lavoisier en chimie et d'Haüy en minéralogie apparaissaient comme de lumineux progrès aux esprits scientifiques, Sage les combattit avec passion. Devenu aveugle en 1805, dépouillé de ses pensions, il eut une fin misérable. *Précis des mémoires de Sage*, Paris, 1809, br. in-8°. *Probabilités physiques*, Paris 1816, br. in-8. *Mémoires historiques et physiques* 1817, br. in-8°, etc., etc.

(2) Arch. nat., T 522 — 1 — 2.

(3) ISAMBERT, *Recueil des anciennes lois françaises*, tome 27, page 260.

Le préambule reconnaissait encore que le mal venait du manque de compétence, de « la difficulté de trouver des directeurs intelligents » et du défaut de connaissances.

L'arrêt créait : un professeur chargé d'enseigner la chimie, la minéralogie et la docimasie ; un second professeur plus spécialement préposé aux cours de physique, de géométrie souterraine, d'hydraulique, et qui devait apprendre théoriquement à ses étudiants :

« La manière de faire avec le plus de sûreté et d'économie les percements, et de renouveler l'air dans les mines, pour y entretenir la salubrité ; il fera aussi connaître les machines nécessaires à leur exploitation et la construction des fournaux. »

Les cours du 1^{er} novembre au 1^{er} juin comprenaient trois leçons par semaine, de trois heures chacune pour chaque professeur. Les études duraient trois années.

Les étudiants se faisaient inscrire chez le plus ancien des professeurs, sauf agrément de l'intendant général des mines ; ils devaient avoir seize ans accomplis et posséder des notions suffisantes de géométrie, de dessin, et les principes de l'allemand. La fin de chaque année comportait un examen passé en présence de l'intendant général des mines avec interrogations par les professeurs et les élèves les plus anciens. Un jury, composé de l'intendant général, des deux professeurs, des inspecteurs et sous-inspecteurs présents à Paris, fonctionnait chaque année à la fin de mai pour un examen général de tous les élèves. Ceux d'entre eux qui étaient remarqués aux examens et durant le cours de leurs études étaient envoyés pendant cinq mois de vacances sur une exploitation en pleine activité. Sur les mines, les concessionnaires étaient tenus de faciliter l'instruction des élèves, de les entretenir à leurs frais à raison de 60 livres par mois, moyennant quoi ils étaient libérés des redevances imposées par les arrêts de concession. Les directeurs de mines remettaient à l'élève, après son stage, un certificat de bonne conduite et d'application. Les élèves qui avaient obtenu ce certificat, qui avaient suivi les cours pendant trois années et subi chacun des examens recevaient le grade de sous-ingénieur des mines, et c'est parmi ces sous-ingénieurs que devaient être choisis à l'avenir les inspecteurs et sous-inspecteurs. L'arrêt se terminait par un douzième article ainsi conçu :

« Et afin d'encourager davantage l'étude d'une science aussi intéressante, Sa Majesté se propose d'y destiner chaque année une somme de 3.000 livres pour douze places d'élèves, à raison de 200 livres chacune, en faveur des enfants des directeurs et des principaux ouvriers des mines qui n'auraient pas assez de fortune pour les envoyer étudier à Paris ; le surplus sera employé à distribuer des prix à ceux qui auront été jugés les plus capables à l'examen général. »

On ajouta aux cours l'étude des langues étrangères et peu après un cabinet de minéralogie et de machines qui comportait, suivant Boitteau, un secrétaire général et un garde des mines et qui était ouvert trois fois par semaine au public. Ce cabinet avait été formé avec la collection de minéraux achetée à Sage moyennant une rente viagère de 5.000 livres. La décoration en avait coûté 162.000 livres dont 36.000 étaient encore dues en 1790 (1).

L'arrêt, on le voit, tout en donnant une éducation utile aux futurs directeurs de mines, avait plutôt en vue, malgré tout, la formation du personnel de l'Etat. Il prévoyait que l'Ecole ne serait pas accessible seulement aux jeunes gens riches puisqu'il créait des bourses pour permettre aux fils d'ouvriers de suivre les cours à Paris.

Sage fut nommé directeur. Il professait la minéralogie souterraine.

Duhamel touchait 6.400 livres comme professeur de géométrie souterraine et comme inspecteur général, y compris une

(1) Rapport de Lebrun, *déj. cit.* Sage dans deux brochures, *Notice biographique, Origine de la création de l'Ecole royale des mines* (voir aussi AGUILLON, *ouv. cit.*), prétend que Louis XVI lui aurait fait un don personnel de 40.000 livres pour avoir vendu plus de 400.000 francs des vieilles dorures dont on ne lui avait offert que 20.000 écus.

Il faut mentionner quelques allusions à une école pratique qui aurait été créée à Poullaouen en Bretagne pour achever l'éducation des élèves de l'Ecole des Mines. Elle fut peut-être en projet, mais nous pensons qu'elle n'a jamais fonctionné puisqu'en 1789, Renaux, ingénieur, préconise encore la création d'une école d'application spéciale. (Arch. nat., AD XIII¹⁴. Avis sur d'importants services à rendre au royaume concernant l'exploitation des mines métalliques et autres, par Alexandre-Joseph Renaux, ingénieur, 1789.) Nous n'avons d'ailleurs trouvé aucune trace, aucune mention de cette école qui aurait été fondée à Poullaouen en Bretagne, si ce n'est une allusion de Grar, et, dans le rapport de Lebrun, la mention de 2.400 livres payées annuellement à M. Brottemann, professeur à Poullaouen, et 600 livres à M. Charles pour enseigner la physique aux élèves. L'arrêt de 1783 ne fait aucune mention de cette école. Au contraire, il stipule que les élèves seront envoyés « dans les exploitations qui seront dans un état de grande activité ». Il ne nous est passé sous les yeux aucun compte, aucune correspondance, aucun rapport, aucune liste d'élèves, aucune mention de l'école.

gratification de 1.000 livres. L'abbé Clouet, qui enseignait les langues étrangères, recevait 1.500 livres et 500 livres de gratification. Les appointements du cabinet des mines étaient de 10.600 livres soit 4.000 livres à M. de Vozelle, secrétaire et garde du cabinet, 1.200 livres au concierge Bataillard, 2.400 livres aux deux garçons et 3.00 livres d'entretien (1). La Révolution diminua ces traitements, supprima les gratifications et même certains postes avec comme raison majeure de la suppression : « N'a jamais rempli ses fonctions, a toujours touché son traitement ».

A ces sommes il faut ajouter 200 livres de gratification à douze élèves soit 2.400 livres, 400 livres payées à deux élèves qui donnaient des leçons à leurs collègues, et 600 livres de prix à distribuer.

L'enseignement de Sage, que nous connaissons par divers ouvrages de lui, et notamment par une *Analyse chimique et concordance des trois règnes* (2), ne paraît pas avoir été très scientifique. M. Aguilhon, plus qualifié que nous pour en parler, le juge ainsi : « En minéralogie, on n'y trouve qu'une énumération de minéraux ou de roches, distingués entre eux par des caractères extérieurs superficiels insuffisants ou mal compris, sans trace des classifications méthodiques que la cristallographie de Haüy et la chimie nouvelle allaient permettre ; en chimie et en docimasia, l'indication des recettes alors connues dans les laboratoires sans aucune véritable théorie scientifique pour les expliquer et les relier entre elles (3). »

Duhamel au contraire pratique une méthode beaucoup plus rigoureuse et professe un enseignement plus scientifique. Nous possédons de lui un manuscrit : *L'art du mineur*, mais nous avons surtout le témoignage de Cuvier qui fait de lui, dans ses *Eloges historiques*, une esquisse morale et scientifique qui témoigne de la plus grande estime. Duhamel fut avant tout, théoriquement et pratiquement, un grand métallurgiste.

Il y eut encore, comme professeur à la première Ecole des Mines, Prud'homme pour la géométrie, Miché pour le dessin

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴ déj. cit. et AF II 79 déj. cit.

(2) Paris, 1786, 3 vol. in-8°.

(3) AGUILLON, *ouv. cit.*

et l'architecture pratique, Hassenfratz qui enseigna la physique en 1786.

En 1783, une première promotion de huit élèves fut admise à suivre les cours de l'Ecole des Mines (1). Comme on avait besoin immédiatement de personnel, les élèves furent brevetés après une seule année. La promotion de 1786 comprenait 21 élèves dont 9 ne touchaient pas l'indemnité de 200 livres et dont 10 reçurent leur diplôme après un an d'étude.

L'Ecole et le corps des Mines représentaient pour l'Etat une dépense de 140. 800 livres. Chaumont de La Millière, qui succéda à Douet de La Boullaye comme intendant des mines, essaya de réduire les frais.

Le 5 juin 1790, Lebrun, au nom du comité des finances, proposait à l'Assemblée nationale de fondre l'Ecole et le corps des Mines avec l'Ecole et le corps des ponts et chaussées. Le corps

(1) Nous avons trouvé (Arch. nat., F14 1313) une commission d'élève des mines « en faveur du sieur Regneaux » aux appointements de 600 livres par an et une autre identique « en faveur du sieur de La Verrerie » à la date de 1782. Il doit s'agir de deux élèves pensionnés pour suivre l'Ecole des Mines embryonnaire fondée par Bertin.

Dans le même dossier, il y a aussi une longue « commission d'élèves des mines », sans date, où le nom et les appointements sont laissés en blanc, où il est dit qu'étant donné un certificat de bonne vie et mœurs, l'application du sieur ... il est admis en qualité d'élève. « Il sera tenu, est-il ajouté, de visiter les différentes mines exploitées ou non exploitées, fonderies..., etc, pour par lui prendre sous les yeux des inspecteurs auxquels il sera subordonné tant des différentes parties de métallurgie que des procédés les plus avantageux pour le traitement des minéraux. Ne pourra au surplus ledit sieur ... s'intéresser à l'avenir directement ou indirectement dans aucune exploitation. » Or, à l'ordinaire, les élèves allaient à demeure fixe sur les mines en exploitation. Il s'agit peut-être là d'apprentissage d'inspecteur par des élèves ayant terminé leurs études. D'autre part, nous voyons un nommé Renau, aux mines d'Alais, réclamer trois années de ses appointements que le gouvernement lui avait accordés « en qualité d'élève des mines pour remplacer les inspecteurs... » (Arch. nat., F14 bis 7682, et aussi (Arch. nat., F14 bis 7593). En mars 1788, Duhamel demanda « un élève de l'Ecole pour l'aider dans les opérations qu'exige l'arrêt du Conseil que la Compagnie (de Fins et Noyant) a obtenu, et dans celles qu'il projette relativement aux mines ». On lui accorda un élève nommé Mallet. « Mais, écrit Sage, M. Mallet est un de ceux qui s'est retiré de l'Ecole, voyant l'état dans lequel les choses sont pour les élèves. Ce jeune homme a été agréé aussitôt élève pensionné des poudres et salpêtres. » Il y eut donc des élèves employés comme sous-inspecteurs. Il y en eut aussi, d'après cette dernière phrase qui, mal satisfaits par l'état de l'Ecole des Mines, abandonnèrent la carrière.

Signalons avant de terminer ce chapitre, que le gouvernement accueillit favorablement toutes les propositions qui lui furent faites de lever des cartes des régions minières, soit contre un titre d'ingénieur, soit contre une somme d'argent. Proposition de Boisemont (1760) (Arch. nat., F14 bis 7810). Proposition Dupaintrel (1783) (Arch. nat., F14 1313), etc.

des officiers des mines protesta dans un mémoire. Sage, dès 1789, avait montré l'utilité d'une Ecole des Mines contre ceux qui prétendaient que le roi n'ayant point d'exploitation proprement à lui n'avait aucun besoin de former un personnel (1).

Le 15 août 1790, la Constituante suspendit une partie de l'administration des mines, laissant fonctionner l'autre, réduisant les appointements et renvoyant le tout à ses comités réunis d'agriculture, de commerce, de finances et d'instruction. Elle se sépara sans avoir rien décidé à ce sujet, car la loi du 28 juillet 1791 ne porte pas mention d'organisation centrale ou autre.

Le corps des mines, qui légalement n'existait plus, continua à vivre puisque la loi de 1792 put ordonner le payement des traitements aux officiers et élèves des mines existant alors.

(1) A titre de concession aux idées démocratiques, Sage voulait que le cabinet des mines fût ouvert au public tous les jours et toute la journée. Extrait d'un Mémoire... Ouv. cit.

CHAPITRE IV

LES INTENDANTS ET LES MINES

Lorsque le Conseil, sous le coup de pressantes nécessités, rendit l'arrêt de 1744, il se trouva fort dépourvu pour le faire appliquer et surtout pour suivre les incidents qu'il provoqua, n'ayant en main aucun organe administratif destiné à ce rôle.

Il chargea purement et simplement ses représentants dans les provinces de suivre sa politique minière. Des arrêts, sans cesse rappelés, rendus à nouveau presque tous les deux ans, leur donnaient l'ordre d'évoquer devant eux toutes les contestations relevant du domaine des mines, sauf appel au Conseil, d'établir les statistiques, de recevoir les déclarations, de faire dresser des enquêtes par leurs subdélégués, de donner leur avis sur toutes les demandes de concession et sur tous les procès. En un mot, les intendants furent chargés de toute la besogne administrative locale et judiciaire, car, soit que le gouvernement ait voulu maintenir les mines dans l'exception, soit qu'il ait voulu mieux marquer leur caractère de dépendance et de propriété d'Etat en les déférant à une juridiction spéciale constituée par ses représentants directs, les mines durant toute la fin de l'ancien régime furent placées en dehors du droit commun et remises à une de ces justices particulières si nombreuses sous la royauté, en l'espèce une justice administrative.

Matériellement, le Conseil fut encouragé dans cette voie par les intéressés eux-mêmes. Il se vit bientôt submergé par des écrits, lettres, mémoires, placets, recommandations, protes-

tations, lamentations de toutes sortes, et plus que jamais il traduisit sa résolution de se décharger en arrêts qui chargeaient de plus en plus les intendants. Mesures indispensables sans lesquelles le Conseil n'eût plus été occupé que des mines. Il se réservait l'appel, c'était déjà énorme. L'appel excepté, il prit l'habitude de tout transmettre aux intendants de ce qui lui arrivait directement et ce n'était pas peu :

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous envoyer une requête de MM. Mejanès et consorts tendant à être reçus opposant à l'arrêt du 1^{er} janvier dernier qui a homologué la transaction passée entre M. le chevalier de Solages et eux par le ministère de deux fonds de procuration... (1). »

Lettre adressée à Saint-Priest le 2 décembre 1754, mais qu'on retrouvera maintes fois en propres termes ou avec variantes.

Ces décisions du Conseil, qui mettaient les concessionnaires et entrepreneurs de mines entre les mains des intendants, furent en somme assez bien acceptées par les intéressés. Nombreuses sont les requêtes où ceux-ci, mal informés ou installés dans des provinces où les intendants n'avaient pas encore reçu de commission, demandent à échapper aux tribunaux ordinaires pour passer sous la juridiction de l'intendant. Un exemple : MM. Simon et Joseph Jary, négociants à Nantes, concessionnaires des mines de charbon de terre de la paroisse de Nort, réclament la juridiction de l'intendant. Ils ont en lui plus de confiance et d'espoir que dans le parlement de Rennes qui leur a refusé l'enregistrement de leurs lettres patentes (2). Nous touchons là à la confusion de tous les pouvoirs, à la contradiction de toutes les justices qui sont des tares profondes de l'ancien régime. Les habiles pouvaient facilement s'y débattre, en appeler de l'une à l'autre, les mettre en opposition et ce ne fut pas un des moindres obstacles au progrès de l'industrie minière.

Quelques entrepreneurs cependant essayèrent d'échapper à la toute puissance de l'intendant, et de se mettre directement sous la dépendance du Conseil : de La Chaise à Montcenis par exemple. Le passage de sa requête où il détaille l'importance de la faveur qu'il demande donnera une idée des pouvoirs conférés à l'ordinaire aux intendants :

(1) Arch. nat., Fr4 bis 7893.

(2) Arch. nat., E 2660 bis.

« Comme aussi à évoquer à soi et à son Conseil toutes les contestations nées et à naître, tant sur l'exécution des différents articles des susdits traités, tant entre les suppliants qu'entre tous les autres particuliers, tant en demandant qu'en défendant relativement à l'établissement des hauts fourneaux de Montcenis, à l'extraction et transport tant des mines de fer, que de celles de charbons de terre destinés à l'exploitation desdits établissements, aux constructions des bâtiments à faire, au transport, dépôt et emplacement des matériaux, toutes celles avec les fournisseurs desdits matériaux propres auxdites constructions, les ouvriers en tous genres qui y seront employés ; évoquer également toutes les contestations nées et à naître, entre les suppliants et les propriétaires de fonds sur lesquelles pourra se faire l'extraction, transport et dépôts desdites mines de charbon, de fer, le lavage et autres opérations à ces dernières, et pour raison des indemnités prétendues par lesdits propriétaires, les engagements pris avec les ouvriers qui seront employés aux travaux desdits établissements, le paiement de leurs gages et journées et généralement toutes contestations de quelque nature et espèce qu'elles puissent être qui pourront s'élever et être relatives aux susdits établissements, sans aucune exception ni réserve, et ce notwithstanding tous privilèges (1). »

En fait, les intendants furent mêlés étroitement à toutes les contestations minières. Leurs bureaux subirent la même crue redoutable de papiers et paperasses qui avait effrayé le Conseil. Ils rendirent arrêt sur arrêt, ordonnance sur ordonnance, et comme leurs décisions étaient toujours sujettes à l'appel au Conseil (2) les pièces et papiers de procédure faisaient d'innombrables voyages entre le Conseil et l'intendance et se compliquaient indiciblement.

(1) Arch. nat., F14 bis 7866.

(2) Sauf pour les procès criminels. Pour ces procès, les intendants établissaient des commissions à leur gré :

« J'ai été commis par arrêt du Conseil du 10 mai 1760 pour juger souverainement et en dernier ressort avec tels gradués que je voudrais choisir, les procès criminels auxquels donnerait lieu l'exploitation des mines de charbon des territoires du Gravenand et du Mouillon.... En conséquence de ces arrêts, j'ai établi une commission composée d'officiers de la cour des monnaies de Lyon, et dans le courant du mois de février dernier, on y a reçu la plainte des concessionnaires de mines, contre différents particuliers qui ont usé contre eux de voies de fait très punissables.... » Arch. nat., F14 bis 7722. Lettre de La Michodière à Trudaine, du 6 mai 1762. Voir encore Arch. nat., E 2660 bis. Arrêt qui commet de nouveau pour deux années le sieur intendant de Montauban (avec le nombre de gradués commis par l'ordonnance), pour connaître en dernier ressort de tous les troubles et empêchements qui pourraient être apportés à l'exploitation des mines de charbon de Cransac. 9 octobre 1768.

En réalité, ces contestations entre propriétaires et concessionnaires, malgré les actes de violence, allaient presque toujours au Conseil.

Par la force des choses, les intendants, malgré une certaine apathie, furent amenés à prendre à la lettre les arrêts qui leur conféraient de vastes pouvoirs qu'ils ne désiraient pas et nous les voyons intervenir dans les affaires les plus diverses : dans l'approvisionnement de Lyon en charbon, dans la construction des chemins de Rive-de-Gier, dans la fixation du prix du charbon, de la mesure de la benne, dans l'établissement d'impôts locaux, de palissades autour des puits pour prévenir les accidents, dans les portions concernant la sécurité des ouvriers, dans les prétentions de voituriers trop exigeants (1). Nous les voyons rendre des ordonnances dans les rivalités entre les corps de bateliers du Nord, dans les luttes entre concessionnaires et bateliers (2).

A Montcenis, les administrateurs demandent au contrôleur général d'étendre la compétence de l'intendant, en interprétation de l'arrêt du Conseil du 26 mai 1782, jusqu'aux contestations élevées entre les ouvriers et leurs fournisseurs (3).

Quand les mines n'accaparent pas les intendances par des questions sans cesse nouvelles, celles-ci sont encore occupées, par ordre supérieur, à faire rechercher les gisements inexploités de leurs généralités, à envoyer les subdélégués en inspection sur les entreprises en activité, à lire et à commenter leurs rapports, à les transmettre, à leur donner les suites qu'ils comportent. Et encore toutes ces multiples manifestations administratives, et d'autres que nous ne pouvons énumérer, ne sont que l'accessoire. Nous n'insistons pas sur la charge énorme qui incombe aux intendants par le fait de la lutte générale et sans répit engagée par les propriétaires contre les concessionnaires. Ils sont sans cesse tenus de s'y manifester comme juges, comme arbitres, comme chefs de la force publique.

Les circonstances qui accompagnent l'établissement des concessions créent aux intendants une situation particulièrement difficile. Souvent les procès, épais et impénétrables comme la plus touffue des forêts, se compliquent de voies de fait et de violences. Alors l'intendant transformé en juge d'instruction or-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Arch. du Rhône, C 125.

(2) GRAR, *ouv. cit.* Arch. nat., F¹⁴ bis 7760.

(3) Arch. nat., F¹⁴ 105,256.

donne des arrestations (1) dont il est responsable ; quand il hésite à prendre cette responsabilité non seulement vis-à-vis des populations qu'il administre et qu'il craint d'indisposer, un arrêt arrive de Paris le commettant pour connaître des émeutes, lui imposant la répression (2).

La création d'une administration centrale avec son personnel ambulant d'inspecteurs, sous-inspecteurs et ingénieurs ne modifia pas la situation des intendants. Toutes leurs attributions furent maintenues, sauf l'inspection technique d'exploitations. Les nouveaux fonctionnaires n'eurent à s'occuper que de cette partie spéciale, mais rien ne fut changé au rôle judiciaire et administratif des intendants : en 1786, un arrêt du Conseil du Roi ordonna, une fois de plus, que « les contestations qui pourront naître entre les propriétaires des terrains et les entrepreneurs de mines continueront d'être portées devant les sieurs intendants et commissaires départis dans les provinces du royaume » (29 septembre). Parmi ces contestations étaient compris les litiges entre employeurs et employés. Sur la requête d'un demandeur de concession qui sollicite l'envoi d'un ingénieur pour témoigner de l'existence de sa mine, on lit cette mention qui atteste bien l'étendue des compétences de l'intendant : « M. de Faujas n'est point destiné à vérifier, à constater l'existence des mines, c'est l'affaire de M. l'intendant et quand bien même il aurait reconnu celle-ci, on ne s'adresserait pas moins à ce magistrat. Ainsi sous ce point de vue son voyage eût été absolument inutile (3).

Bien que les attributions aient été nettement définies — tout ce qui est technique aux fonctionnaires venus de Paris, tout le reste aux intendants — il semble qu'il y ait eu pourtant des heurts et des froissements ; du moins ce commentaire de l'arrêt du Conseil du 21 mars 1781 le laisse supposer : « Défend Sa Majesté à toutes personnes *de quelque qualité et conditions qu'elles puissent être* de troubler lesdits inspecteurs dans l'exer-

(1) Par exemple, arrestation de Brossi. Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) Les émeutes de Cransac et l'intendant de Montauban. Arch. nat., F¹⁴ bis 7626.

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7623. Observations sur la lettre à M. l'intendant du Languedoc pour lui communiquer le mémoire de M. Vannier et lui demander son avis 3 déc. 1787.

cice de leurs fonctions (1). » A quoi cette phrase fait-elle allusion ? Les intendants, pour la plupart si ennuyés d'être mêlés aux démêlés miniers et si indolents, se sentirent peut-être blessés à la pensée que leurs attributions pouvaient être diminuées. Ces contradictions sont essentiellement humaines. Ils interprétaient bien mal les intentions du gouvernement qui, pour maintenir aux mines leur caractère d'industrie d'Etat déléguée, devait laisser à ses représentants directs une autorité réelle et pour ainsi dire illimitée.

Dans le domaine économique comme en politique, les conceptions et les volontés du gouvernement furent trahies ou déformées par les fonctionnaires chargés de les appliquer ou de les imposer. La difficulté du contrôle, la longueur des moyens de communication laissaient aux intendants une indépendance que nous avons peine à nous figurer aujourd'hui. Ils étaient loin d'être les exécuteurs dociles des volontés souveraines du roi et de son Conseil. Souvent ils interprétaient les ordres reçus dans le sens de leur politique personnelle ; en tout cas, les moins décidés raisonnaient, discutaient, critiquaient les décisions de Versailles. Ils avaient un argument presque toujours sans réplique et d'ailleurs véridique à cette époque d'informations lentes et difficiles ; c'était de se prétendre plus qualifiés, eux qui résidaient sur place, pour connaître l'état d'esprit et les besoins d'une province, que les ministres qui de loin se permettaient leur imposer des vues générales souvent fausses ou dangereuses dans le particulier. Et que pouvaient-ils, ces ministres, contre ces fonctionnaires lointains, puissants, qui étaient pour ainsi dire juge et partie ? Ils ne pouvaient même pas ordonner des enquêtes qu'il aurait fallu confier à ceux-là mêmes qui leur résistaient.

Cette politique personnelle des intendants se manifesta ouvertement ou sourdement dans le domaine des mines, et ne contribua pas peu à compliquer le problème : l'inintelligence de quelques-uns des magistrats s'obstina à méconnaître l'importance de la question, la timidité des autres s'appliqua avant tout à ne pas heurter le sentiment des populations de leur res-

(1) Arch. nat., AD XIII^{2b}.

sort, l'indolence de plusieurs se soucia peu d'accepter un surcroît de travail, de soucis et de responsabilités.

Amelot de Chaillou, par exemple, peu flatté des attributions qu'on voulait lui conférer, n'était préoccupé que de décliner tout élargissement de son autorité et toute augmentation de sa besogne :

Dijon, 6 mai 1788.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous renvoyer le mémoire que vous m'avez fait celui de m'adresser le 4 avril dernier par lequel les administrateurs de l'établissement de Montcenis demandent qu'en interprétant l'avis du Conseil du 26 mai 1782 qui m'attribue le droit de connaître de toutes les contestations relatives à cet établissement, celles qui sont dans le cas de s'élever entre les ouvriers et les fournisseurs qui pourvoient à leurs subsistance et entretien, soient également portées par devant moi.

En examinant, Monsieur, les motifs sur lesquels les administrateurs fondent leur demande, je ne vois nullement quel avantage pourrait résulter de l'attribution qu'ils sollicitent. Je pense au contraire qu'elle entraînerait beaucoup d'inconvénients et pourrait donner lieu à de justes réclamations de la part des juges ordinaires, vu la nature des contestations sur lesquelles frapperait cette attribution ; quelques réflexions suffiront pour vous en convaincre (1).

Dans la généralité de M. de Saint-Ange, intendant de Franche-Comté, les demandes de concession restaient sans réponse ; en vain le ministre intervenait-il personnellement, les requêtes des intéressés restaient enfouies au fond de ses cartons et, avec un impertinent sang-froid, l'intendant prétendait ne répondre qu'à son heure, c'est-à-dire jamais. En mars, avril, mai, juin 1788, un inspecteur résumait cette situation et cet état d'esprit :

« Mines de charbon en Franche-Comté.

Observations.

Cette permission des sieurs Chatelain et Richardin qui leur a été accordée au mois d'août d'une permission provisoire d'exploiter une mine sur le territoire de Grand-Denis, en Franche-Comté.

Cette demande ayant déjà été formée au commencement de cette année, la requête a été communiquée à M. l'Intendant de Besançon le 20 janvier dernier pour qu'il voulût bien en vérifier les faits.

(1) Arch. nat., F¹⁴ 105,256.

Le 10 mars, aussi dernier, il lui a été écrit de nouveau, en lui envoyant un second mémoire. Ce magistrat n'ayant pas encore répondu, il s'agit de savoir si, sans plus attendre, on lui écrira une troisième fois ; ou si, comme le désirent les parties, leur nouvelle requête sera mise sous les yeux de M. le contrôleur général pour prendre ses ordres relativement à la demande d'un arrêt de concession, sans attendre l'avis de M. de Saint-Ange.

M. de La Millière ayant décidé d'écrire une troisième fois, c'est ce qui a été fait le 22 avril. Mais M. l'intendant n'a pas encore répondu (1). »

Le 27 septembre 1788, le demandeur, de Müller, écrivait :

Monsieur,

Daignerez-vous me permettre de vous interrompre quelques instants pour vous parler encore de la concession que je sollicite depuis plus de dix-huit mois. J'avais espéré quelque temps que M. l'intendant de Franche-Comté ayant égard aux lettres multiples que vous avez daigné lui adresser depuis neuf mois, se déciderait enfin à vous envoyer son avis sur l'état actuel de la mine à charbon de pierre du Grand-Denis que nous avons découverte. Je l'ai espéré en vain, et j'ai lieu de croire que ce serait inutilement que je l'espérerais encore, sa dernière réponse aux sollicitations qu'on lui en a faites a été que puisqu'on n'était pas content de la promesse qu'il avait faite d'envoyer son avis incessamment (réponse qu'il a toujours faite depuis plus de deux mois) que nous ferions tout ce qu'il nous plairait mais qu'il ne l'enverrait que lorsque cela lui conviendrait (2).

Tous les intendants n'affichèrent pas ce cynisme, mais les autres, pour être plus courtois, n'en manifestèrent pas moins une opposition ouverte ou sourde à l'arrêt de 1744. Bertin lui-même qui, arrivé à la haute direction centrale, devait pousser l'énergie jusqu'à ordonner l'arrestation d'un nommé La Porte qui exploitait sans concession et malgré celle de de Solages (3), Bertin lui-même, à l'intendance de Lyon, proposait en mars 1756 de rendre un arrêt en faveur des propriétaires contre les concessionnaires (4). Vers la même époque, il plaidait contre Trudaine en faveur de la Réserve de Saint-Etienne contre la liberté du commerce du charbon (5).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7666.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. de l'Hérault, C 2723.

(4) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(5) BROSSARD, *La réserve... Ouv. cit.*

De Flesselles, à Lyon également, eut une politique hésitante et trouble, empreinte de l'orgueil de ses fonctions, de la crainte d'y voir porter atteinte par le personnel technique, du souci de se concilier la masse importante des petits propriétaires exploitants et en même temps des hésitations de sa conscience qui lui murmurait que les concessions étaient indispensables. Dès le début de son intendance, de Flesselles, sans oser prendre ouvertement position contre les concessionnaires, leur porta des coups très durs malgré les atténuations de la forme : « A l'égard de l'insubordination des ouvriers, on assure que ces concessionnaires doivent se l'imputer attendu qu'ils ont diminué le prix qu'ils avaient fixé sur le conseil de M. Myons lors de la mise en possession (1). »

Et encore, le 20 octobre 1770 ;

« Si d'un côté il est évident que la cherté actuelle des denrées et particulièrement du fourrage a dû porter une augmentation considérable sur le prix des voitures, d'un autre côté, le cri continuel et général contre les concessionnaires paraît justifier une partie des inculpations dont quelques particuliers, peut-être moins instruits que prévenus, les chargent tous les jours. »

Contrairement à ses collègues, il terminait cette lettre en affirmant un souci d'étendre son autorité, souci qui perce à travers toute sa correspondance :

« Il me paraîtrait en conséquence à propos de m'attribuer la connaissance de toutes les affaires relatives à la concession, l'exploitation et la livraison du charbon des mines de Rive-de-Gier. »

Un incendie s'étant déclaré à la fin de l'année 1771, peut-être allumé par des propriétaires révoltés, de Flesselles prit soin, le 21 décembre, d'en faire retomber la responsabilité sur les ouvriers des concessionnaires. Il ajoutait, toujours inspiré par sa haine des services concurrents, qu'il avait envoyé sur le lieu du sinistre son subdélégué et, disait-il, « Je n'ai pas cru devoir lui associer l'ingénieur ou un sous-ingénieur des ponts et chaussées parce que je présume peu des connaissances de ces derniers sur la partie des mines ; que d'ail-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre de de Flesselles à Bertin, du 30 mai 1768.

leurs une concurrence aurait pu déplaire au sieur Blanchet et qu'elle aurait peut-être été plus nuisible qu'utile (1).»

Sa lettre à Bertin du 18 janvier 1772 (2) est un modèle de prudence et d'habileté. L'obscurité voulue d'une plume qui hésite entre les mots du devoir et les paroles d'intérêt n'a jamais été plus savamment étendue sur une situation embarrassante que dans cette curieuse lettre où par ailleurs perce une jalousie inquiète envers les administrations concurrentes :

« ...Les mémoires qui y (aux procès verbaux) sont annexés ne permettent pas de douter que les esprits des habitants de Rive-de-Gier et des environs ne soient toujours vivement aigris contre les concessionnaires.

C'est, Monsieur, à l'animosité universelle qui s'est répandue plus ou moins ouvertement qu'il faut attribuer toutes ces dissensions publiques, secrètes, générales ou personnelles, qui ont produit cette foule de procès que l'on a vus à la fois au Conseil, au Parlement, à l'intendance, à une commission particulière, à la sénéchaussée de Lyon et dans plusieurs justices seigneuriales. Les imputations s'accumulent encore aujourd'hui contre les concessionnaires ; et aux anciens reproches d'avidité, d'ignorance et de dévastation des mines, on a joint ceux de vexation, de monopole, d'infidélité dans les livraisons. La galerie dont le projet de construction a déterminé la concession d'une exploitation exclusive est taxée d'être inutile... Enfin des deux côtés, on a discuté, très inutilement sans doute, les droits du roi sur les mines, et la forme du privilège de concession que les uns soutiennent régulière et les autres prétendent irrégulière... et de même que le roi a le droit de suppléer aux formes dont le défaut nuirait au succès d'un projet de cette nature, il peut aussi limiter, restreindre, anéantir un privilège qui serait onéreux... »

Que comprendre en ces phrases prudentes et amphigouriques ? Ce qui en ressort de plus clair, ce sont les regrets de l'intendant que des juridictions étrangères à son administration soient saisies des contestations minières. Il rappelle au roi qu'il a le droit « de limiter, restreindre, anéantir un privilège qui serait onéreux », et c'est sans doute une invitation déguisée.

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7722. Lettre de de Flesselles à Bertin, du 30 mai 1768.

(2) Arch. nat., *ibid.*

« Les concessionnaires ont été enviés de beaucoup de gens qui auraient voulu obtenir le privilège ou le partager. S'ils méritaient tous les reproches graves qu'on leur fait, il faudrait les poursuivre à l'extraordinaire. De fortes apparences déposent contre eux en plusieurs points essentiels et il est indispensable de faire un examen sévère et prompt mais bien circonspect de la manière dont ils exercent le privilège qu'ils ont obtenu... »

Il est nécessaire d'augmenter à cet effet les pouvoirs du commissaire du roi dans la généralité. Si on envoie quelqu'un faire une enquête à Rive-de-Gier, ajoute-t-il, il faut qu'en cas de nécessité, il puisse donner « des ordres efficaces » et « en informer sur le champ l'intendant ».

Il tourne là nettement contre les concessionnaires, tout en réservant toujours son autorité, même au cas où une inspection technique, qu'il n'ose déconseiller, deviendrait nécessaire. Il précise d'ailleurs sa pensée :

« Il faut se mettre en état d'attaquer et de détruire même, si on le doit, la compagnie des concessionnaires sans laisser aucun sujet de présumer qu'elle sera rétablie. En effet, si le propriétaire qui rentrera en possession de sa mine n'est pas dans une entière sécurité sur l'avenir, il jouira avec précipitation, sans règle, sans mesure, sans ménagement... »

La lettre de de Flesselles se termine sur le doute et sur le conseil de faire effectuer une étude attentive et sur place de la question. Mais qui propose-t-il pour entreprendre cette étude ? L'inspecteur général des manufactures de la généralité de Lyon, Brisson, une de ses créatures.

Le 20 juin 1772, il a pris décidément position : il propose la révocation de la concession et la nomination d'un directeur des travaux chargé de surveiller les propriétaires rentrés en possession de leurs fonds. Cette hostilité contre les concessionnaires ne s'atténuera pas. S'il rendit avec tant d'empressement son ordonnance du 22 janvier 1782, à la suite de la disette de combustible de Lyon, c'est qu'elle frappait les concessionnaires en les obligeant à doubler leur production, à ouvrir de nouvelles galeries d'écoulement et des chemins, à vendre à des prix et suivant une mesure fixés par lui.

L'opposition au régime de la concession, régime décrété, établi, encouragé par le gouvernement, est certaine sinon coura-

geusement avouée. C'est vraiment , pour un représentant du pouvoir, interpréter d'une façon étrange l'arrêt de 1744 et son esprit.

Le successeur de de Flesselles, l'intendant Terray (1) eut une politique personnelle plus brutalement encore opposée aux intentions de son gouvernement. Le conseil envoyait dans cette généralité, une des plus riches en mines, de singuliers exécuteurs de ses volontés. Après quelques hésitations sur l'attitude qu'il adopterait, après avoir adressé au Conseil quelques rapports assez impartiaux (2), Terray se décida à donner tout son appui aux propriétaires contre les concessionnaires. Les petits industriels dépossédés ne s'y trompèrent pas. Dès 1785, plus de quarante habitants de Rive-de-Gier s'adressaient à l'intendant en ces termes :

« Monseigneur Terray, intendant de la ville et généralité de Lyon.

Depuis que les peuples de cette généralité ont le bonheur de vous avoir comme père, les habitants de Rive-de-Gier sont dans l'intention de vous présenter leurs très respectueuses remontrances et de vous exposer les injustices que la compagnie des mines de charbon de pierre leur fait éprouver depuis longtemps (3). »

Le procès était exposé tout au long et en marge une annotation extraordinaire de Terray lui-même nous apprend :

« Qu'à la date du 30 juin, Terray envoya en communication la présente requête aux concessionnaires des mines de charbon de terre de Rive-de-Gier pour fournir des réponses au contenu en ladite requête, et ce dans la quinzaine à compter de la communication, à défaut sera fait droit par nous intendant de la ville et généralité de Lyon. »

Ainsi l'intendant menaçait les concessionnaires de trancher le différend entre eux et les propriétaires, en faveur de ces derniers par simple mesure administrative, de sa propre autorité.

(1) Il ne faut pas confondre ce Terray qui fut intendant jusqu'à la Révolution avec Joseph-Marie Terray, le ministre de Louis XV et de Louis XVI, mort en 1778.

(2) Voir Arch. nat., F¹⁴ bis 7626 :

(3) Plainte à l'intendant... communication de M. de Saint-Pulgent. *Bulletin de la Diana*, art. cit.

Le 15 avril 1786, avec une mauvaise foi évidente ou une inintelligence voulue des vues et des textes du gouvernement, Terray écrivait imperturbablement à Paris, à propos d'un nommé Majeur du Cluzel, troublé dans sa concession par les propriétaires :

« L'intention des lois et de l'administration étant de favoriser les propriétaires extracteurs, de les encourager et de les délivrer des inquiétudes que pourraient leur susciter des privilèges étrangers.. (1). »

Il fallait n'avoir jamais lu ni l'arrêt de 1744, ni celui de 1783, ni aucune ordonnance, circulaire, ou lettre émanées du Conseil pour prêter cette intention aux « lois » et à « l'administration » ! Un mois plus tard et à propos de l'importante concession Rousseau, l'intendant du Lyonnais développait plus abondamment sa pensée :

« ...Ainsi je pense que dans tous les cas, il est à désirer que les propriétaires aisés soient principalement chargés des concessions ; ce moyen plus doux est en même temps plus certain ; il multiplie le nombre des personnes qui peuvent se charger des exploitations, il débarrasse l'administration d'une partie des querelles qu'occasionnent tous les privilèges accordés aux étrangers...

On sent aisément quel effet doit produire dans un tel pays l'arrivée de concessionnaires étrangers, et il est facile de prévoir, que si le Conseil ne prend pas des mesures pour adoucir le sort du propriétaire, loin de parvenir à multiplier les exploitations, il doit craindre la destruction des ouvrages qui pourraient être tentés et les actes d'autorité qu'il sera forcé de développer... En résumant, Monsieur et cher Collègue, tous les objets discutés dans cette lettre sur la question générale, je pense que la propriété foncière du roi sur les mines de charbon n'est fondée sur aucune loi, mais qu'elle réside dans la personne du souverain, comme administrateur de son royaume, qu'elle entraîne le droit de forcer l'exploitation des mines, soit par les propriétaires fonciers, soit par d'autres à leur refus (2). »

On ne pouvait exprimer avec plus de hardiesse une pensée certainement subversive, puisqu'elle était totalement opposée à la politique économique gouvernementale, et qu'elle allait jusqu'à nier la possession légale des mines par le roi, possession affirmée pourtant maintes fois par celui-ci et ses conseils.

(1) Arch. nat., F14 bis 7716.

(2) Arch. nat., F14 bis 7744.

Le pouvoir était si bien habitué à voir ses fonctionnaires appliquer contre lui leur propre politique que l'attitude de Terray dans son intendance de Lyon ne lui nuisit en rien et qu'il fut appelé à de plus hautes fonctions (1).

Le Languedoc, autre région minière importante, fut administré pendant trente-cinq ans par le même intendant : Saint-Priest (2).

Sa correspondance est considérable. Sans doute, elle ne témoigne pas d'un système personnel nettement hostile aux conceptions du gouvernement, mais elle est singulièrement timide et hésitante et elle est loin d'affirmer la volonté de faire appliquer intégralement la lettre ou la pensée des édits. Louvoyer, être souple, ne pas déplaire aux Etats du Languedoc qui tiennent tête au Conseil, ne pas inquiéter le Conseil qui veut imposer ses décisions aux Etats du Languedoc, se faire forcer la main, ménager les uns et les autres, être habile et politique, telle fut la règle de conduite de Saint-Priest, successeur dégénéré de Basville qui avait exercé dans cette même région « cet esprit de domination qui brisait toute résistance et à qui rien ne coûtait parce qu'il n'était arrêté par rien sur les moyens (3) ». Saint-Priest avant tout est préoccupé de se mêler le moins possible de l'imbroglio compliqué des mines. Il ne sait rien, il ne voit rien, il n'entend rien. Le 30 août 1773, Tubeuf lui écrit :

« Monseigneur,

Ne recevant point de nouvelles de la concession que l'on m'a fait espérer des mines d'Alais et de Saint-Ambroix, et dont j'ai le besoin le plus urgent, je prends le parti d'aller à Paris pour la solliciter... (4) »

(1) Bien entendu Terray s'opposa en 1787 à l'extension de concession demandée par d'Osmond pour atteindre un port d'embarquement et ouvrir des chemins. (Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.)

(2) Jean-Emmanuel de Guignard, vicomte de Saint-Priest, maître des requêtes de l'hôtel, intendant du Languedoc de 1750 à 1785. Son fils aîné lui fut adjoint en 1764. A propos de Saint-Priest, M. DUTIL parle, d'après P. ARDASCHEFF, *Les intendants de province sous Louis XVI* (trad. Jousseraudot), « d'une correspondance considérable pleine de cette urbanité et de cette sincérité confiante qui caractérisent ses administrateurs de ce temps ». — Pour ce qui concerne les mines, nous n'avons trouvé nulle part « cette sincérité confiante » dans la correspondance des intendants.

(3) SAINT-SIMON, *Mémoires*.

(4) Arch. de l'Hérault, C 2715.

C'est un des concessionnaires probablement qui met son apathie sur le compte de ses intérêts personnels :

« Il y a longtemps que M. l'intendant de Languedoc refuse explicitement de prendre connaissance des contestations relatives à l'exécution de la concession des mines de charbon d'Alais et de tous les arrêts qui l'on suivie.

Il est inutile d'entrer dans l'examen des motifs de considération personnelle qui peuvent déterminer M. l'intendant à ne point connaître de cette affaire (1). »

Les paysans menacent de coups de fusil les concessionnaires. Saint-Priest ne bouge pas. Il faut que le 25 juillet 1782 Joly de Fleury lui rappelle et ses devoirs et ses fonctions :

« J'ai pensé, Monsieur, qu'indépendamment de l'attribution qui vous est donnée par les arrêts de 1773 et 1782, pour connaître de toutes les contestations relatives aux mines qui y sont désignées, vous aviez en outre, comme commissaire de justice, police et finance dans la province, le droit de réprimer une désobéissance et des voies de fait qui peuvent porter atteinte au bon ordre et à la tranquillité publique, par conséquent d'en prendre connaissance pour en arrêter le cours. Je vous prie de vouloir bien y tenir la main en attendant que je vous fasse parvenir un arrêt d'attribution particulière, tant au civil qu'au criminel, conforme au projet ci-joint. si vous le jugez nécessaire (2). »

Giral a une contestation avec M. de Bermond. Saint-Priest, devant qui la cause est portée, refuse d'en connaître et prend un arrêté pour la transmettre au Conseil (3).

L'intendant a une peur très marquée des affaires minières, il les fuit, il les évite ; c'est toujours à contre-cœur et par ordre qu'il intervient, et encore faut-il réitérer ces ordres.

Son apathie comporte cependant deux règles de conduite : il est enclin à protéger de Solages qui est bien vu dans la province et dont la concession ne soulève presque pas de contestations. C'est sur ses avis favorables que fut rendu l'arrêt du 12 septembre 1752 qui accordait à de Solages la concession des mines situées dans la paroisse de Carmaux, diocèse

(1) Sans date et sans signature. Arch. nat., F¹⁴ bis 7682.

(2) Arch. nat., *ibid.*

(3) Arch. nat., F¹⁴ bis 7692. Lettre de Giral à Nadat, son cousin, 5 avril 1782.

d'Albi (1). Il est surtout disposé à flatter les Etats du Languedoc et l'évêque de Narbonne en marquant son hostilité à Tubeuf. Le fondé de pouvoirs de celui-ci lui demande par exemple d'intervenir pour réprimer une émeute déchaînée contre la concession. Il est hors de doute que comme intendant de police, Saint-Priest peut agir. Mais il n'en a nulle envie, car Tubeuf est à cette époque en lutte ouverte et acharnée avec toutes les autorités de la province :

« J'ai lu avec attention le dernier arrêt qui ne m'attribue aucune connaissance des contestations qui pourraient survenir à son exécution. Ce défaut de pouvoir ne me permet pas de statuer sur votre requête et vous devriez avoir recours au Conseil pour qu'il y suppléât, si son intention est que j'en connaisse (2). »

Il ne s'en tient d'ailleurs pas à la non-intervention. En novembre 1783, il rédige un rapport terrible contre Tubeuf. Il ne reste rien de la concession, à l'entendre. Tubeuf est responsable de l'augmentation du prix du charbon, les quantités que ses mines produisent sont insuffisantes, la qualité en est mauvaise, les dépôts sont impraticables pour la plupart des consommateurs, trop éloignés des centres de vente ; les indemnités dues aux propriétaires n'ont pas été payées. Jars, envoyé par M. de La Boullaye en mission dans cette région va, dit-il rédiger un rapport dans le même sens (3). Saint-Priest est directement responsable des difficultés où sombra la fortune et les vastes projets de Tubeuf. Il fut, vis-à-vis de ce hardi industriel, d'une partialité qui lui attira souvent les plus énergiques observations :

« Je vous invite à faire droit aux plaintes de M. de Tubeuf, lui écrivait Joly de Fleury. Vous êtes formellement chargé de tenir la main aux dispositions de ces privilèges d'autant plus que dans l'espèce il y a lieu de sévir contre des voies de fait. Vous auriez grand tort, mon cher camarade, de douter de votre compétence ; sans parler des précédents arrêts, messieurs les intendants comme commissaires du Conseil sont

(1) Arch. nat., F¹⁴ 1311.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7682. Lettre de l'intendant à La Porte de Cels, 4 mai 1782.

(3) Arch. nat., H 931. Nous ne savons si Jars fit jamais le rapport annoncé, en tout cas nous ne l'avons pas retrouvé.

les exécuteurs nés de tous les arrêts du Conseil. Ils ont en outre mandement spécial par leur commission de prévenir les voies de fait qui tendent à troubler l'exécution des ordres du roi et les décisions de son Conseil. Il est possible que les correspondants du sieur Tubeuf aient mis trop de vivacité dans l'exécution, mais les voies de fait sont inexcusables et demandent beaucoup plus de célérité dans ce pays que dans tous les autres. Enfin, vous savez que l'inspecteur est en route pour aller sur les lieux dresser procès-verbal sur lequel justice sera rendue à tout le monde ; chacun jusque-là doit se soumettre (1). »

Le « cher camarade » n'atténue pas le rappel à l'ordre qui, adressé à un des hauts fonctionnaires du royaume, est particulièrement, mais justement, dur. A la tête du département des mines, un Joly de Fleury devait mal supporter l'insubordination et l'opposition des intendants, surtout quand elles se traduisaient en actes.

Le gouvernement était donc loin d'être secondé dans ses efforts pour créer en France une grande industrie minière. Ceux mêmes qui, dépositaires de ses intentions et de son autorité, étaient chargés d'appliquer sa politique, de réaliser ses projets, luttèrent ouvertement ou sourdement contre lui. Par inintelligence ? Non point. Il y eut parmi les intendants, parmi ceux mêmes dont nous venons de parler, des hommes de premier ordre. Mais tous étaient agités de cet esprit d'indépendance qui, probablement et quoi qu'on en ait pu croire, animait tout le fonctionnarisme de l'ancien régime. Jamais la royauté ne tint en main les rouages de son administration. Eloignés de la capitale, séparés de l'autorité centrale ou régionale par des distances toujours importantes, longues et difficiles à parcourir, tous les fonctionnaires de tout rang et de tout ordre, débarrassés pour ainsi dire de tout contrôle rapide, étaient dans leur charge de petits potentats, qui abusaient de la parcelle de pouvoir qu'ils détenaient aussi bien vis-à-vis de leurs administrés que vis-à-vis de leurs supérieurs. Les intendants partagèrent cet état d'esprit empreint en somme d'une survivance féodale. Il leur importait avant tout de se concilier ce qui comptait dans une province, les Etats, les autorités civiles, ecclésiastiques, militaires, les échevins, syndics, pouvoirs municipaux, l'opinion publique, toujours hostile aux

(1) Lettre de Joly de Fleury à l'intendant du Languedoc, 24 mai 1782. BARDON, *ouv. cit.*

concessionnaires, tout ce qui enfin pouvait avoir auprès de la cour et des bureaux assez de crédit ou une voix assez forte pour que, les détails de l'administration disparaissant dans le concert général de louanges, il vînt un jour à Paris l'idée d'appeler l'intendant si recommandé et si admiré à un contrôle général ou à un ministère.

Leur intérêt s'accordait admirablement avec leur paresse ennuyée d'être submergés de papiers et de procès, d'avoir à intervenir judiciairement, par la force armée, de voir des affaires nouvelles, et à leurs yeux probablement d'assez mince importance, s'ajouter à l'administration déjà compliquée d'une province.

Leurs préjugés parlaient encore à point pour apaiser leurs scrupules. Ces intendants, qu'ils fussent issus de la noblesse de robe ou de la noblesse d'épée, avaient certainement des tendresses pour la propriété à laquelle ils participaient. La restriction apportée à cette propriété par le régime des concessions n'atteignait pas seulement la propriété bourgeoise, ils voyaient des seigneurs hauts-justiciers, contre lesquels ils étaient tenus d'instrumenter, soumis à la loi commune, ils se sentaient touchés dans leurs pairs et menacés dans leurs intérêts. Il leur répugnait évidemment d'appliquer la loi contre la propriété, fût-elle même seulement bourgeoise.

Toutes ces raisons renforçaient l'état d'esprit général des fonctionnaires grands et petits de cette époque et expliquent l'étrange attitude de nombre d'intendants des régions minières trahissant la loi qu'ils étaient chargés d'appliquer.

Il y en eut pourtant qui remplirent leur devoir, et il serait injuste d'englober dans la même critique tous les représentants du roi et de ses Conseils.

Sans être aussi passionnés que de Séchelless, intendant du Hainaut, qui pendant les deux derniers mois qui précédèrent la découverte de la houille à Anzin, ne quitta pour ainsi dire pas les travaux, stimulant ouvriers et ingénieurs de sa présence, il y eut parmi ces hauts fonctionnaires des administrateurs qui, pour ce qui concerne les mines, témoignèrent d'un réel souci de leur prospérité et de l'utilité publique, d'une grande intelligence de la politique économique du gouvernement, et qui fournirent un effort d'impartialité remarquable.

Ainsi Savalette, intendant de l'Anjou, visita en 1753 les mines de sa généralité, posant aux entrepreneurs des questions précises et nombreuses sur la qualité de leur charbon, son utilisation et sa valeur industrielles, etc. (1). Ainsi encore l'intendant de Bourgogne, en 1780, envoya de sa main un rapport sur Montcenis qui est un modèle de conscience scrupuleuse et de droiture, où la moralité et la capacité des entrepreneurs, les conditions financières et industrielles de la mine sont étudiées en quelques phrases condensées, pleines, utiles, où seul le bien du public et la prospérité de l'entreprise ont inspiré le correspondant (2).

Simon Jarry, que nous avons déjà rencontré, concessionnaire de mines en Bretagne, reconnaît que dans sa lutte contre les propriétaires « ça n'a été que par l'autorité du sieur intendant qu'il est venu à bout de rendre leurs efforts inutiles (3). »

Quelques-uns, comme l'intendant d'Auvergne, à propos du comte de Rangouse, se donnaient la peine, sur des demandes de concessionnaires, de faire sur leur vie, leur fortune, leur caractère des enquêtes sérieuses et documentées (4).

Mais ce furent les intendants des pays du Nord, du Hainaut surtout, qui comprirent le mieux le sens de l'arrêt de 1744 et qui l'interprétèrent avec le plus de conscience. Ils administraient, il est vrai, des pays où le charbon était la grande préoccupation, la grande ressource, la raison d'être de tous, patrons et ouvriers d'industrie qui ne pouvaient vivre que par la houille. On en parlait, on y pensait sans cesse. Elle était la vie de la région. De plus, les grandes concessions avaient fait leur preuve dans ces contrées : elles s'y étaient établies sans lutte, demandées par les hauts-justiciers sur leurs propres domaines, elles n'avaient pas connu la violence ni l'amertume de la petite propriété révoltée. C'était un obstacle considérable et une source inépuisable de procès en moins.

(1) Mémoire pour les propriétaires des mines de charbon de terre de Blatzy.

(2) Arch. nat., F14 bis 7866.

(3) Arch. nat., E 2660 bis. Requête de Simon Jarry, mines de Nort, 1765.

(4) Arch. nat., F14 bis 7654. Mémoire postérieur à 1783.

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que la tâche des intendants ait été singulièrement facilitée, en tout cas éclairée d'une lumière qui ne dirigeait pas la conduite de leurs collègues de régions moins exclusivement minières et de propriété plus divisée.

Dans le Hainaut, presque tous les procès proviennent exclusivement de la concurrence des concessions. Toute l'habileté des intendants consiste à laisser, pour le bien public, cette concurrence s'établir mais de telle sorte qu'elle ne porte pas préjudice à l'activité des exploitations. La situation se présente ainsi : Anzin tend à s'assurer un monopole dans la région. Les intendants rendent hommage aux efforts de cette entreprise, mais déclarent qu'entrer dans ses vues serait imposer au public les prix qu'il plairait à la compagnie de fixer, et d'autre part le mettre à la merci de la quantité de houille qu'il lui plairait d'extraire pour fixer les cours à son gré. Ils se déclarent donc toujours en faveur de l'octroi de nouvelles concessions concurrentes, mais ils demandent qu'on les accorde avec circonspection, à des particuliers ou à des compagnies sûrs quant aux capacités financières et techniques et dans des conditions telles que les limites des concessions nouvelles ne puissent pas gêner les concessions déjà établies. De Meilhan résumait la politique des intendants du Hainaut dans une phrase : « La concurrence est certainement avantageuse au commerce. Mais ce principe ne peut être fondé dans un sens absolu. Les lieux, les circonstances, la nature des entreprises établissent des restrictions à la concurrence (1). »

De Meilhan luttait alors contre les prétentions à la concession de Marthorey, un homme retors et sans ressources, plus spéculateur qu'industriel, qui, ayant vu sa demande repoussée en 1776, la renouvela en 1779 par l'intermédiaire du comte de Carondelet, puis en 1780 sous le nom de Bailly, et enfin en 1781 sous le nom de Desruelles (2). Dès 1768, Bertin avait voulu empêcher Anzin d'exercer un monopole et il avait accordé deux autres concessions, une à Saint-Saulve à l'ouest de

(1) Arch. nat., F14 bis 7810. Copie de la lettre écrite par M. de Meilhan à M. Bertin, le 17 septembre 1776.

(2) Arch. nat., *ibid.*

Valenciennes et l'autre sollicitée par le marquis de Traisnel, au sud de Valenciennes. Ces deux compagnies avaient en 1776 un découvert énorme, 1.100.000 livres et 500.000 livres. Dans ces conditions, l'intendant du Hainaut estimait, à juste titre, semble-t-il, qu'il ne convenait pas de créer une nouvelle concurrence aux trois compagnies existantes, dont une, Saint-Saulve, aurait certainement succombé dans ces conditions, et il concluait au rejet de la demande de Marthorey qui voulait s'installer entre les entreprises déjà formées. D'autre part, il ne fallait pas permettre à Anzin de profiter des difficultés de ses rivales pour augmenter son territoire. C'est ainsi que Laurent, un des intéressés d'Anzin, ayant demandé une concession en son nom personnel, l'intendant :

« a craint qu'étant un des principaux associés de la compagnie d'Anzin, il n'ait travaillé sous son nom pour la compagnie entière ; c'est aussi la première objection que monsieur l'intendant lui a faite, en ne lui dissimulant pas qu'il s'opposerait, autant qu'il dépendrait de lui, à ce que la même compagnie obtînt une autre étendue de terrain qui détournerait absolument tous les concurrents, et le *bien public* qui résulterait d'une concurrence qui s'établirait (1). »

Il fallait un certain courage à l'intendant pour s'opposer aussi catégoriquement à une puissance telle que celle d'Anzin.

Arrêter les ambitions d'Anzin, favoriser la réussite de la compagnie de Traisnel, aider au relèvement de Saint-Saulve, s'opposer à toute nouvelle concession, telle fut la politique très judicieuse de de Meilhan et de ses successeurs, et qui correspondait parfaitement aux intentions du Conseil et aux besoins de l'industrie minière. D'ailleurs toute la lettre de de Meilhan dont nous parlons plus haut, tous les rapports de cette époque sur cette région, témoignent du plus grand sens politique et du plus haut effort pour seconder les vues économiques du gouvernement :

« Je pourrais même ajouter, que le voisinage de ces deux exploitations (2), qui se nuiraient respectivement, entraînerait peut-être bientôt la ruine des entrepreneurs de l'une et de l'autre, et que le gouver-

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7816. Réponse au Mémoire du V. Laurent.

(2) De l'exploitation de Saint-Saulve et de celle convoitée par Marthorey.

nement qui aurait eu pour objet d'établir la concurrence pour multiplier la matière du charbon et en faire baisser le prix, manquerait le but qu'il s'était proposé. Les autres compagnies, surtout la plus puissante, celle des entrepreneurs de la mine d'Anzin, profiteraient de cette double ruine.

La compagnie de Saint-Saulve et celle de M. le Marquis de Traisnel sont les deux seules en état de soutenir la concurrence contre la compagnie d'Anzin ; et s'il était porté quelque atteinte à l'une de ces deux compagnies, surtout à celle de Saint-Saulve, la compagnie d'Anzin prendrait bientôt une supériorité qui la ferait rentrer dans le privilège exclusif et la rendrait maîtresse du prix des charbons de terre.

Cet inconvénient qui serait la suite inévitable de la destruction d'une concurrence modérée porterait le plus grand préjudice au commerce et c'est sans doute ce que le gouvernement se fera toujours une loi d'éviter.

L'intérêt particulier s'accorde ici avec l'intérêt général, c'est pour étendre l'exploitation des charbons de terre, c'est pour en faire baisser le prix, c'est pour cesser de les tirer de l'étranger que l'on a autorisé l'établissement entre autres d'une entreprise à Saint-Saulve, pour exploiter dans des terrains marqués conformément au règlement de 1744... (1). »

C'est là le langage sérieux et loyal qu'on aurait aimé trouver sous la plume des intendants du Lyonnais et du Languedoc et qui témoigne d'une conscience et d'une intelligence, dans ce domaine du moins, bien mieux éclairés (2).

Ainsi le gouvernement, aidé dans la tâche économique qu'il s'était assigné par quelques-uns de ses représentants, trahi par le plus grand nombre, ne pouvait avoir qu'une politique hésitante, décousue et en somme sans autorité. La création des corps spéciaux attachés aux mines, inspecteurs, ingénieurs, lui permit d'agir avec plus de suite et de méthode et de mieux réaliser la constante pensée qui apparaît dans tous ses actes : faire des mines une manière d'industrie d'Etat déléguée à des particuliers.

(1) Arch. nat., F14 bis 7810.

(2) Nous n'avons étudié ici que des exemples de politique systématiquement favorable aux concessions. Il va sans dire que l'on trouve des rapports, des lettres, des actes de la même inspiration — mais exceptionnels — même chez les intendants qui furent les plus adversaires des concessions dans leur politique générale.

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES PROPRIÉTAIRES ET LA RÉVOLUTION

L'Assemblée constituante aurait fort bien pu ne pas laisser soulever un débat de fonds sur les mines. Elle se trouvait en face d'une situation fort simple : à travers mille difficultés l'industrie minière s'organisait dans toute la France. Peu à peu l'idée de la concession, comme une proue qui rejette à droite et à gauche les flots d'écume, écartait et dominait les flots de routine, d'ignorance, de préjugés, d'avidité aveugle de la petite propriété exploitante. Partout les sociétés financières s'organisaient et habitudeaient les capitaux à s'intéresser aux entreprises de ce genre. La coopération de l'argent trouvait ses formes et ses modes. L'exploitation des mines, sortie des tâtonnements, engendrait une science ; on constatait presque année par année les progrès de cette industrie. Partout, ou à peu près, la disette de bois de plus en plus menaçante avait cessé d'être dangereuse grâce aux grandes exploitations de houille mises en œuvre par les concessions.

Pour persévérer dans cette voie, dont les résultats immédiats pouvaient déjà faire dire qu'elle était la bonne, les pouvoirs révolutionnaires avaient à leur disposition deux organismes légués par l'ancien régime, mais qui n'avaient rien de particulièrement monarchique, au contraire. Tous deux étaient issus, non de la volonté d'un souverain ou d'un ministre, mais de

l'évolution normale des choses, des circonstances, des faits eux-mêmes et par là ils avaient un caractère de nécessité qui plaidait en faveur de leur réelle utilité : les arrêts de 1744 et 1783, souples, commodes, qui mettaient tout le domaine minier entre les mains du gouvernement, lui permettaient d'en user à sa guise pour la plus grande utilité du bien public et de la nation. Ils avaient un sens démocratique qui, à première vue, devait plaire aux hommes de 1791 : ils créaient en effet une réglementation devant laquelle hauts-justiciers, bourgeois, paysans, propriétaires, ouvriers étaient égaux et qui permettait à tous, sans distinction d'origine, l'accession aux concessions.

Le second de ces organismes était une organisation centrale complète, comprenant un enseignement technique, les bureaux indispensables, un chef désigné par le pouvoir, des inspecteurs et ingénieurs qui sillonnaient la France et assuraient cette autorité sur l'industrie nouvelle que l'Etat avait voulu se ménager. Les hommes de cette administration étaient des spécialistes, des savants qui devaient peu à la faveur et qui ne pouvaient en rien porter ombrage aux hommes nouveaux qui arrivaient au gouvernement. Celui-ci aurait pu fort aisément se contenter de changer quelques formules, de diminuer quelques traitements, de remplacer dans les décrets « le Roi » par « la Nation ». Il avait en main tout ce qu'il fallait pour continuer l'œuvre entreprise dans le sens des idées révolutionnaires et démocratiques. D'où vient qu'après une longue étude, la Constituante crut devoir instituer un débat nouveau et important à propos des mines, débat où donnèrent ses meilleurs orateurs à Mirabeau lui-même ? C'est qu'en réalité, ce ne fut ni la question de l'administration, ni la question du personnel ni aucune question technique ou industrielle que l'Assemblée prétendit remettre au jeu, mais bien le principe de la propriété.

Cette Assemblée bourgeoise où les paroles démocratiques de Robespierre sur le marc d'argent et la propriété soulevaient, le 25 janvier 1790, une tempête de colères et de huées, où la possession de la propriété foncière était sérieusement proposée comme condition d'éligibilité, cette Assemblée dont les membres représentaient au pouvoir une classe groupée autour des éléments de fortune et de propriété, ces députés, en une forte proportion enrichis dans le commerce, la culture, les colonies,

l'industrie et avides de devenir à leur tour des propriétaires fonciers, cette Assemblée enfin qui mettait la propriété au rang des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, cette Assemblée ne put admettre que la propriété foncière, la plus sainte, à ses yeux, la plus ancienne, la plus fondamentale, subît les restrictions que lui imposait la loi royale. Le développement de la discussion indique bien le fond réel de son objet. Le 17 février 1791, la question de la propriété des mines est renvoyée à une séance du soir. Le 15 mars, elle est mise à l'ordre du jour, le 20 mars le rapport sur les mines et minières et le projet de décret sont déposés au nom des comités réunis. Le 21 mars, commencement de la discussion, dépôt de projets divers dont l'Assemblée ordonne l'impression ; le 27 mars, vote de la loi. Nous verrons que le rapport, les projets, la discussion et la loi n'ont au fond qu'un objet : le droit des propriétaires. Ce simple exposé indique que c'est sur lui, aux premières séances, que le débat s'engagea.

Dès 1789, l'espoir réveille tous ceux qui avaient lutté contre les concessions et qui à la longue s'étaient un peu lassés. Chacun veut que le mouvement naissant soit une promesse à ses aspirations ; les propriétaires de mines surtout, en entendant partout parler de la sainteté, de l'intangibilité de la propriété, consacrés par l'Évangile nouveau, de l'abolition des privilèges, appliquent immédiatement à leur cas les idées nouvelles et libératrices. Les cahiers de doléances reflètent cet état d'esprit. Dans toute la France minière, le Tiers-Etat demande la suppression des concessions. Le clergé et la noblesse s'associent souvent au Tiers, et dans leurs vœux, il y a peut-être l'espoir que la suppression de quelques privilèges particuliers, celui des mines entre autres, détournerait l'orage de l'ensemble des privilèges qui intéressaient plus spécialement ces deux ordres.

Les protestations du Forez sont parmi les plus passionnées et les plus explicites. Parmi d'autres plaintes le cahier du Tiers de la ville et marquisat de Saint-Chamond s'exprimait ainsi :

« En donnant un sol peu propre à la production du bois, la Providence y a pourvu par une abondance de charbon de terre, mais le trésor est une propriété qui fait partie du prix de toutes, propriété reconnue et confirmée par les droits de contrôle, d'insinuation et de centième denier que le roi y perçoit et par le lod que le seigneur perçoit aussi. Cependant, malgré des titres aussi consacrés et respectés par les

siècles, nos mines sont concédées, les unes sans indemnité pour les propriétaires, les autres avec une indemnité modique, les autres enfin avec une indemnité proportionnée aux dommages. Quelle est donc cette loi qui attaque la propriété ? Elle ouvre une vaste carrière à toute espèce de concussions dont les effets sont désastreux pour la multitude et notamment pour la classe indigente, les usines, manufactures et clouteries de cette ville (1). »

Les cahiers du Tiers d'Abven, de Chazeau, de Périgueux, protestent contre la concession d'Osmond, rappelant la nature ingrate de leur pays dont la seule richesse est le charbon, se plaignant du prix auquel il est monté. Tous réclament la liberté d'exploitation et la garantie de la propriété.

La Noblesse se joint au Tiers pour demander l'abolition de tout privilège exclusif « comme ceux d'exploiter les carrières de charbon de la province dans les environs de Saint-Etienne et du balisage de la rivière Loire (2) ».

Les trois ordres de Saint-Etienne réclament ensemble, unanimement « la suppression des concessions de mines (3) ».

On peut se faire une idée de l'état d'esprit de la province en ce qui concerne les concessions par cet extrait :

« Extrait des Cahiers des Doléances des trois ordres de la ci-devant province du Forez, arrêtées dans les Assemblées générales de leurs députés en mars 1789.

• Cahier des Doléances du Clergé du 23 mars 1789.

Supprimer les concessions pour l'exploitation exclusive des carrières de charbon (page 3).

Cahier des Doléances de la Noblesse du 18 mars 1789 et jours suivants.

La suppression de tous les privilèges exclusifs, comme ceux de l'exploitation des carrières de charbon de la province, dans les environs de Saint-Etienne et du balisage de la rivière de Loire, attentatoires à la propriété et nuisibles au commerce (page 5).

(1) Archives municipales de Saint-Chamond. Registre des délibérations de la ville. Cahier de doléances du Tiers-Etat de la ville et marquisat de Saint-Chamond.

(2) BROSSARD, *ouv. cit.*

(3) J.-B. GALLEY, *Saint-Etienne et son district pendant la Révolution.*

Cahier des Doléances du Tiers-Etat du 20 mars 1789.

La suppression de toutes concessions et privilèges exclusifs, la prohibition de ceux concernant les mines de houille ou charbon de terre. Sa Majesté suppliée de n'accorder de concession, par rapport aux métaux, que sur l'avis des Etats provinciaux ; le propriétaire préalablement indemnisé (page 5) (1). »

Le Lyonnais s'associe au Forez dans la protestation contre les concessions. A la mention « Agriculture et Commerce », le Tiers de la sénéchaussée de Lyon écrit dans ses cahiers :

« Nous osons espérer et nous demandons avec instance l'abolition de ces concessions trop fréquentes qui, en assimilant contre tous les principes les carrières de charbon de terre aux mines, dépouillent les propriétaires de leur héritage pour en investir un concessionnaire qui revend le plus souvent au propriétaire qu'il a dépouillé le droit d'exploiter sa propre carrière. C'est à cet abus que nous devons le renchérissement du charbon de terre dans nos provinces où la rareté du bois à brûler se fait sentir depuis longtemps (2). »

La noblesse, la ville et le clergé de Lyon s'élèvent nettement contre toute concession, notamment contre celle des carrières de charbon.

Le Languedoc, si profondément passionné contre les concessions, ne laisse pas échapper cette occasion de protester publiquement. Dans la sénéchaussée de Montpellier, le Tiers met dans ses cahiers au chapitre « Commerce » :

« Que tout privilège exclusif qui tendrait à concentrer l'industrie entre les mains de quelques individus sera supprimé, l'expérience ayant montré que ces sortes de concessions sont désavantageuse au commerce et à l'Etat autant que contraires à l'équité (3). »

La sénéchaussée de Nîmes attaque les privilèges exclusifs, notamment à propos des mines.

Les paroisses des diocèses d'Uzès et d'Alais, une par une, exhalent leur haine contre les concessions. La ville et communauté d'Anduze, le Mas-Dieu, Saint-Jean de Valérisclé, Saint-

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

(1) Arch. parlem., tome III.

(3) Arch. parlem., tome IV.

Andéol de Trouillas demandent brièvement l'abolition des concessions comme attentatoires au droit de propriété et plaident la pauvreté de leur sol dont les mines constituent la seule richesse (1).

Les habitants de Montalet-Meyranes déclarent souscrire aux doléances des communautés voisines :

« Malgré, déclarent-ils, que le temps ne leur permette pas d'y ajouter des circonstances locales qui, une fois mises sous les yeux de l'Assemblée générale des Etats du royaume, l'auraient persuadée, à l'appui des observations qu'auraient faites les représentants du Tiers-Etat, de la justice de leurs plaintes particulières contre les abus intolérables que le sieur [de] Tubeuf, prétendu concessionnaire des mines de charbon de terre, s'est permis, en enlevant à un nombre de familles le fruit de leurs pénibles travaux pour parvenir à la découverte des mines de charbon qui font tout leur espoir pour s'alimenter les trois quarts de l'année. »

Broussous élève aussi une plainte motivée :

« Par surcroît de malheur, les fonds renfermant dans leurs entrailles des mines de pierre de charbon, comme pour indemniser de la stérilité du sol, les propriétaires desdites mines sont actuellement troublés dans l'exploitation. Qui plus est, on veut forcer les habitants de prendre du charbon à gros prix — on entend parler des fileurs de soie — dans des mines éloignées et on leur défend d'en prendre dans les mines qui les avoisinent.

Sa Majesté est très humblement suppliée de détruire cette vexation, d'accorder la propriété de ces sortes de mines aux propriétaires des fonds, comme ils l'avaient ci-devant, de rendre libre le commerce du charbon et qu'il soit loisible à chacun de l'acheter là où bon lui semblera. »

Diverses régions de la France répondent dans leurs cahiers à cette plainte, à ces vœux des propriétaires du Centre et du Midi. Valenciennes, pensant à la question de la propriété du tréfonds, moins aiguë pourtant dans le Nord, inscrit au chapitre « de la puissance royale et des droits de la nation » :

(3) Ces récriminations des paroisses et les suivantes sont tirées de la collection des Documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française. E. BLIGNY-BONDURAND, *Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes*, tomes I et II.

« Tout droit de propriété sera respecté, nul ne pourra en être privé, même à raison de l'utilité publique, qu'il n'en soit dédommagé au plus haut prix et sans délai (1). »

Nous ne connaissons pas encore bien les cahiers de doléances de toute la France. Ceux que nous venons de feuilleter et qui émanent de régions minières attestent que la petite propriété ne laissa pas passer l'occasion d'affirmer son irréductible opposition aux concessions et de faire savoir qu'elle ne s'était nullement résignée à la spoliation dont elle se disait victime. Par solidarité de propriétaires, la noblesse et le clergé s'étaient parfois joints à elle. La question fut presque exclusivement portée sur le terrain de la propriété. C'était d'ailleurs dans la logique et dans l'esprit des temps nouveaux, dans le sens de ce mouvement bourgeois et paysan imprégné de cette idée de la propriété qui dominait les délibérations des législateurs.

Les propriétaires ne s'en tinrent pas à l'espoir.

Il s'engagea entre propriétaires et concessionnaires une guerre de mémoires, brochures, libelles, adressés aux Etats généraux et à l'Assemblée nationale jusqu'à la veille du vote de la loi. De tous les arguments présentés, l'antagonisme entre les intérêts de la propriété et les conditions de l'industrie se dégage très nettement. L'Assemblée, favorable à la propriété dans sa tendance générale, subit l'influence de tout ce papier dont elle était submergée. Individuelles ou collectives, les requêtes vinrent forcer son attention :

« Jean-Louis Bousquet, bourgeois, habitant du lieu de Carmaux, en Albigeois, a l'honneur de vous exposer, Monseigneur, que M. Solages,

(1) Arch. parlem., tome IV. Quelques cahiers (Coll. doc. inédits. PORÉE, *Cahiers de doléances du baillage de Sens*) — ceux de Villiers Louis par exemple — signalent simplement la nécessité de substituer le charbon au bois et d'encourager les découvertes de mines. D'autres, ceux de Blainville, arrondissement de Coutances, demandent qu'on modère les droits d'entrée de cette marchandise de première nécessité, pour permettre l'importation des charbons étrangers (Coll. doc., inédits: BRIDEY, *Cahiers de doléances du baillage du Cotentin pour les Etats généraux de 1789*). L'Assemblée provinciale de la Haute-Normandie avait déjà demandé en 1787 qu'on encourageât la recherche des mines de charbon. Le Tiers-Etat de Caen demandait « Qu'il soit encore accordé par les Etats provinciaux des primes ou avances de fonds à ceux qui s'occuperaient à la découverte des mines particulièrement à celles du charbon de terre ». (FÉLIX MOURLOT, *Le cahier d'observations et doléances du Tiers-Etat de la ville de Caen en 1789*). Il n'est pas question dans les cahiers de Normandie de la mine de Littry ouverte en 1750.

brigadier des armées du roi, résidant audit Carmaux, se serait approprié les mines de charbon appartenant au suppliant et à plusieurs autres particuliers, sous le spécieux prétexte de certains privilèges dont il n'a jamais voulu donner connaissance à personne.. (1). »

C'est une requête particulière qui devint vite, dans les régions minières, une formule générale.

Aussitôt que les comités furent constitués, ils devinrent l'espoir des propriétaires. La séance du mardi 30 novembre 1790 du conseil général du département de Rhône et Loire est extrêmement caractéristique. Elle mérite qu'on s'y arrête (2) ; l'état d'esprit de la France minière s'y révèle dans son entier : L'Assemblée n'a pas encore discuté la question des mines, les comités n'en ont pas encore entrepris l'étude, que déjà, sur la foi des « droits de l'homme » et des principes généraux posés par l'Assemblée, des propriétaires du Forez se sont remis en possession de leurs fonds et tréfonds. Ils n'ont pas eu besoin d'attendre le vote de la loi, ils ont déjà compris qu'en plaissant au nom de la propriété intangible, ils avaient des chances d'être écoutés et protégés et qu'un des fondements du régime nouveau était précisément la base de leurs réclamations. C'est l'esprit qui anime le Conseil général du département de Rhône et Loire :

« L'ordre du jour appelait la discussion sur les mines de houille ou de charbon de terre. M. le procureur général-syndic en a parcouru toutes les parties avec ce zèle éclairé qui caractérise le véritable administrateur. Après avoir démontré combien les concessions étaient contraires au droit de propriété, combien elles avaient été nuisibles à l'intérêt public, soit par l'augmentation du prix de ce fossile, en mettant toutes les richesses dans la main d'un seul, et en détruisant la concurrence, soit par l'enchaînement de l'industrie, par le récit de plusieurs faits et la mauvaise administration des concessionnaires qui doivent à jamais faire proscrire ces sortes d'entreprises ; il a dit que le moment heureux était arrivé où les droits de l'homme étaient connus, et où la liberté et la propriété étaient assurées à jamais ; que la constitution, en sup-

(1) SAGNAC et CARON. *Les comités des droits féodaux et de législation*. Supplique du sieur Bousquet de Carmaux (Tarn) à Monsieur le président des États généraux de la Nation, en cour 1790.

(2) Bibl. mun. de Lyon. Collection COSTE, 110.037. Pièces principales remises au comité d'agriculture et de commerce, relatives aux concessions et à la propriété des mines de charbon de terre du département de Rhône et Loire. Extrait du registre des délibérations du département de Rhône et Loire.

primant tous les privilèges de quelque nature qu'ils puissent être, avait ramené toutes choses à l'ordre primitif.

Que déjà, sur la foi des décrets constitutionnels de l'Assemblée nationale, plusieurs particuliers, propriétaires de mines, s'étaient remis en possession de leurs droits, que d'injustes concessions, surprises au souverain, leur avaient ravies ; qu'ils avaient déjà donné à l'exploitation toute l'activité qu'on pouvait attendre des efforts réunis de l'industrie et de l'intérêt personnel, et avaient prouvé d'avance, par le rétablissement de l'abondance, l'abus du privilège. »

Après cet exposé de la situation, le conseil général adopte un règlement ; le procureur général-syndic est chargé de le présenter au « corps législatif ».

Ce règlement comporte quelques articles d'une habileté grossière : l'établissement d'un seul inspecteur pour toutes les mines du département, inspecteur nommé par le Conseil ou le directoire du département, payé par les mines elles-mêmes, c'est-à-dire placé complètement entre les mains des propriétaires exploitants. Une imposition de trois deniers par benne devait servir à payer ses honoraires, à l'entretien des mines, « à pensionner les ouvriers *qui auraient mérité une pension de retraite ou leurs veuves*, lesquelles pensions seront accordées par le directoire du département sur l'avis du directoire du district ».

Le nombre de bennes extraites, base de l'imposition, était, dans le projet de règlement, fourni par les entrepreneurs eux-mêmes et contrôlé, sans moyen de contrôle, par les autorités. En réalité les propriétaires, qui forment la majorité du conseil général, présentent un projet qui les affranchit complètement, socialement, économiquement, politiquement, et qui remet la direction des mines entre leurs propres mains. Les deux articles importants et nouveaux du projet sont le premier et le septième :

Article premier. — Qu'il sera libre à tout propriétaire d'exploiter les mines qui lui appartiennent, en se conformant aux règles de l'art.

Suivent quelques défenses aux concessionnaires d'inquiéter les propriétaires.

« Article septième. — Dans le cas où le propriétaire d'une carrière dont l'exploitation aurait été reconnue possible et avantageuse au bien public, par les corps administratifs, sur le rapport de l'inspecteur, refuserait de l'entreprendre, alors il lui sera fait une sommation à la

diligence du procureur-syndic du district, et six mois après, s'il persiste dans son refus, il en sera donné connaissance au public par des affiches, et il sera procédé, de l'autorité du directoire du district, à l'adjudication des travaux dans la forme prescrite pour la vente des biens nationaux et suivant le bref qui contiendra les conditions suivantes : la première, que l'adjudication sera passée pour dix ans : la seconde, que l'adjudicataire sera tenu de donner au propriétaire, et à son choix, un bénéfice ou en nature, ou en argent annuellement, ou en une somme payée : la troisième, que dans le cas où le propriétaire ne voudrait point donner de consentement à l'adjudication ni se déterminer sur le bénéfice, l'adjudicataire sera tenu de payer le bénéfice dans la nature et la forme qui sera déterminée par le directoire du district. La quatrième, enfin, qu'il sera tenu de donner caution. »

La production utile des mines, le bien public, l'avantage des exploitations en grand, la nécessité de gros capitaux pour mettre une mine en œuvre et la faire profiter de tous les progrès de la science et du machinisme, les rencontres de propriétaires exploitants dans le sous-sol, l'importance de l'unité d'exploitation de la totalité d'un gisement, toutes les difficultés, tout l'intérêt public, toutes les nécessités techniques, tous les inconvénients de la petite exploitation et les avantages de la concession, tout était passé sous silence avec un aveuglement entêté, une inintelligence notoire ; tout s'effaçait pour les petits propriétaires devant les seuls mots : la propriété.

Lorsque les comités eurent communiqué l'étude de la question, les efforts et la violence des propriétaires redoublèrent :

Messieurs,

« Appelés par la confiance de nos concitoyens aux places de la municipalité, le premier devoir que nous avons à remplir envers eux est de garantir leurs propriétés de l'invasion qui semble aujourd'hui les menacer... Oui, Messieurs, le bruit public a publié jusque dans nos foyers les démarches hardies qu'ils font auprès de votre comité d'agriculture et de commerce, les mensonges grossières (sic), qu'ils ne craignent point d'employer pour surprendre sa religion : toujours à l'ombre de ce bien général, qu'ils n'ont pas le courage de faire, mais dont ils ont l'impudence de vouloir s'environner, ils voudraient lui persuader que dépouiller des propriétaires est un acte légitime. Ont-ils apprécié, ces concessionnaires, le désespoir qui reste à des gens qui ont tout perdu, à qui l'on enlève tout ? Oui, Messieurs, ils voudraient, par ce violement impie des droits les plus sacrés, ces usurpateurs des propriétés particulières, faire regretter, s'il était possible, à ces mêmes propriétaires, les fers que vous avez si généreusement brisés ; et ils osent, dans ce mo-

ment, ce dont ils avaient douté dans le temps des despotes passés, faire consacrer ce dépouillement inique par une loi solennelle ! Oui, Messieurs, ils ne craignent pas d'outrager à ce point la vertu des représentants de la nation en leur proposant une loi qui flétrisse autant l'intérêt de la propriété ! (1). »

Cette adresse était signée des maires, officiers municipaux, procureurs, notables des communes de Saint-Chamond, Rive-de-Gien, Saint-Genis Terrenoire, etc., etc., du département de Rhône et Loire.

Ces communes soit individuellement, soit collectivement, poursuivirent la campagne avec ténacité. C'était la lutte suprême, et si la propriété ne triomphait pas en cette aurore de la Révolution, elle était condamnée pour longtemps sinon pour toujours. Les propriétaires comprenaient la gravité de la situation :

« Consultons d'ailleurs cette déclaration des droits de l'homme, cette loi plus sage et plus naturelle que la loi des Douze Tables si longtemps respectée.

Les hommes naissent libres, et des concessionnaires voudraient encore nous accabler sous le poids des chaînes du privilège exclusif. Les hommes naissent égaux en droit, et des concessionnaires voudraient rompre cette égalité en s'appropriant nos fortunes. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme, et des concessionnaires s'associent pour violer cette vérité solennelle. Ces droits sont la liberté, et ils nous offrent des chaînes ; ces droits sont la propriété, et ils dépouillent le propriétaire ; ces droits sont la sûreté, et ils nous exposent tous les jours à défendre nos propriétés au péril de notre vie ; ces droits sont la résistance à l'oppression ; quel est donc notre devoir, la résistance aux concessionnaires, nous dépouiller 'est-ce pas le comble de l'oppression ! (2).

Peu de temps avant le vote de la loi, d'Osmond ayant fait courir le bruit que les décisions de l'Assemblée allaient être favorables aux concessionnaires, les communes s'émurent et protestèrent auprès du comité d'agriculture et de commerce :

(1) *Recueil lyonnais*. COSTE, 365.912. Adresse à l'Assemblée nationale.

(2) *Bibl. mun. de Lyon. Manuscrits COSTE*, 25.

DEPARTEMENT DE RHONE ET LOIRE

PRIVILÈGE EXCLUSIF DES CHARBONS DE TERRE

Comité d'Agriculture et de Commerce à M. d'Eviny, 19 janvier 1791.

« Dans l'assemblée primaire de la municipalité de Saint-Genest, les présents réunis dans le lieu ordinaire de ses séances, les citoyens actifs assemblés au nombre de 131.

Ont dit qu'ils ont entre leurs mains un projet de décret que le sieur d'Osmond a fait circuler dans la province et dont il garantit le succès par la protection du rapporteur du comité d'agriculture...

...Justement alarmé d'une protection aussi particulière et d'un projet-décret aussi désastreux qu'inconstitutionnel, ils croient qu'il est instant, dans le moment où l'on s'occupe de réformer les abus de l'ancien régime et régénérer le pouvoir législatif, de se mettre sous la protection de la loi...

Il (ce projet) est inconstitutionnel, en ce qu'il frappe sur la propriété que les souverains ont toujours été jaloux de respecter, et qu'il est en contradiction avec la base fondamentale de la nouvelle constitution (la liberté) et qu'il foule aux pieds la loi la plus sage et la plus respectable (celle de l'accession). Ce projet de décret est déraisonnable et injuste en ce qu'il accorde des avantages qui portent le caractère de la protection ministérielle de l'ancien régime, en faveur des étrangers au préjudice des seuls et légitimes propriétaires sans qu'il en résulte aucun bien pour l'Etat... Ce projet serait nuisible au gouvernement en ce qu'il nuirait à la vente des biens domaniaux et ecclésiastiques qui renferment dans leur sein une quantité de ce combustible, et que les particuliers qui avaient fait des soumissions les ont retirées à l'apparition de ce projet de décret. Mais les citoyens actifs, forts de la bonté de leur cause, des lumières de l'Assemblée nationale comme de la justice de son équité, espèrent avec cette confiance qui est l'aliment de tous les citoyens patriotes animés du bien public, que d'après les principes consignés dans le préambule des instructions envoyées aux municipalités, comme dans la savante et précieuse Déclaration sur les Droits de l'Homme, de la liberté individuelle et des propriétés, que l'Assemblée nationale ne peut se dispenser de déférer à la loi, à la réclamation générale consignée dans tous les cahiers de doléances du Clergé, de la Noblesse et du Tiers-Etat de la province du Lyonnais et Forez, soutenus des mémoires et rapports faits par le département de Lyon et les districts et municipalités qu'il renferme, et que faisant céder l'intérêt particulier à l'intérêt général, la concession dont il s'agit sera révoquée, avec les dommages-intérêts, tels que de droit ». Signé du maire, du procureur, des officiers municipaux (1).

(1) Arch. nat., F¹⁴ bis 7744.

L'adresse à l'Assemblée nationale des habitants et propriétaires de la baronnie de Boussagues contre Giral (1), sauf l'énumération de divers actes juridiques suivis par le concessionnaire contre les propriétaires est d'un ton mélodramatique qui sent son avocat et non pas le cri, dénué d'artifices, de malheureux :

« Pourquoi faut-il que cette ressource nous ait été ravie ? Hommes de sang, spéculateurs avides, gens à privilèges qui nous en avez frustrés ! Les cris de nos enfants, manquant du nécessaire, invoquent la Nature, et demandent contre vous justice à la Raison.

Ce fut, Nos seigneurs, en vertu d'un arrêt du Conseil du 4 novembre 1769, surpris à la religion du Roi par un de ces hommes intriguants et ambitieux, qui ne composent leur fortune que de la substance des malheureux, que nous nous vîmes dépouillés d'une faculté dont nous jouissions depuis un temps immémorial.

Cet homme, le sieur Etienne Giral, de Montpellier... Dès ce moment, il peut tout entreprendre, et entreprend tout en effet. Il semble se dire à lui-même : « Que peuvent maintenant les cris et les clameurs « de quelques vils cloutiers disséminés dans ces montagnes, et qu'on « prendrait plutôt pour des Cyclopes du Mont-Etna, que pour des hommes civilisés ? J'ai les droits de M. de Thézan, j'ai les droits du Roi « lui-même, j'ai le sceau de la justice, l'autorisation de la loi, la faveur « des ministres, la protection des intendants, le crédit des hommes « en place ; qu'ils treblent ceux qui oseraient me troubler (2). »

Nous avons donné le ton. Le texte ne contient rien de plus substantiel et ne vaut pas qu'on s'y arrête.

Plus intéressante est l'adresse à l'Assemblée nationale des propriétaires et habitants des paroisses de Noyant et Chatillon, district de Moulins, département de l'Allier. Ceux-ci ne dissimulent pas la liaison qu'ils établissent d'eux-mêmes entre la Déclaration des droits de l'homme, la constitution et leurs intérêts personnels :

« Les articles 9 et 15 de la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le Roi déclarent les propriétés sacrées et abolissent les privilèges comme attentatoires à l'intérêt commun.

Au mépris de ces lois, une compagnie qui, sous l'ancien régime, s'était fait accorder le privilège exclusif d'extraire les charbons de pierre

(1) Nous en avons déjà cité quelques passages dans le courant de cette étude.

(2) Arch. nat., F¹⁴ bis 7700. (15 septembre 1790).

qui se trouvent dans les paroisses de Noyant et de Chatillon veut encore faire usage de ce privilège. les habitants desdites paroisses en demandent la suppression...

Des hommes nourris sans doute des anciens abus et qui les convoient encore dans le lointain voudraient faire envisager les mines comme propriété nationale. Pour le prouver, ils ont beaucoup verbiagé dans un mémoire adressé à l'Assemblée nationale, sous le nom du corps des mines. Le sens de ce qu'ils ont dit ou voulu dire est que la surface des terres appartient au propriétaire seulement et la profondeur à la Nation. Cette distinction établie ne mérite pas de réponse, parce qu'elle se détruit d'elle-même puisqu'il est impossible d'extraire dans la profondeur d'un terrain, sans toucher à la surface. Cependant, pour faciliter les auteurs du mémoire, on suppose qu'ils ont voulu dire que les mines appartiennent à l'Etat et qu'il a le droit d'en extraire les minéraux, en dédommageant les propriétaires de la surface de leurs terrains...

L'Etat n'a point de droits directs sur les propriétés particulières, mais bien celui de l'inspection générale... (1) »

Nous passons sous silence les ordinaires accusations contre les compagnies, si souvent citées, augmentation du prix du charbon, diminution des salaires, insuffisance des quantités de combustible fournies.

Les concessionnaires se défendirent. Ils avaient à leur disposition les arguments irréfutables qui avaient déjà formé la religion du Conseil de 1744 : nécessité d'exploiter en grand au moyen de gros capitaux, intérêt public, etc., etc. Ces arguments portèrent dans une certaine mesure. Nous les retrouverons dans la bouche des orateurs de la Constituante, surtout de Mirabeau. Ils empêchèrent, très probablement, la loi d'être aussi libérale vis-à-vis des propriétaires que ne l'aurait désiré la majorité des membres de l'Assemblée.

Tubeuf, avec sa décision et son activité ordinaires, est un des premiers à parer l'attaque. Il rédige un mémoire : il en distribue cent trente exemplaires aux députés que la question intéresse, notamment à Desandrouin, actionnaire d'Anzin, député de Calais, à de Launay, concessionnaire des mines de Montrelais, à Hell, député d'Alsace, à Parent, président du comité des domaines, à Regnault d'Epercy, député de Dôle, rapporteur du comité de commerce et d'agriculture. Dans ce

(1) Arch. nat., F14 bis 7593.

mémoire il pose d'abord la thèse : il faut soustraire les mines à l'arbitraire des propriétaires. Et sa démonstration se fait ardente ; elle est pleine des rancœurs et des amertumes des luttes qu'il a soutenues, des injustices qu'il a subies. L'exploitation des mines exige des connaissances que les propriétaires n'ont pas, qu'ils ne soupçonnent même pas, des capitaux qu'ils ne peuvent pas se procurer, qu'ils ne voudraient même pas risquer. De plus les travaux doivent pouvoir s'étendre aussi bien que les veines elles-mêmes, sous des propriétés nombreuses. L'auteur fait pourtant une concession à ses adversaires : avant d'accorder une concession étendue et à long terme, il admet qu'on peut faire afficher le projet dans l'arrondissement afin de donner la préférence à un propriétaire, s'il s'en présente un réunissant les connaissances techniques et les moyens matériels. Mais il ajoute aussitôt qu'il serait souverainement injuste de révoquer les concessions existantes où des dépenses énormes ont déjà été engagées sur la foi d'un traité dont le terme n'est pas expiré.

Les concessionnaires du Forez ripostèrent aux innombrables mémoires présentés contre eux. La réponse la plus intéressante a pour titre : Réponse des concessionnaires des mines de charbon du Forez au mémoire fait par le sieur Pérignon pour les propriétaires de Roche-La-Molière (1).

Le mémoire de Pérignon, avocat aux conseils, qui visait spécialement la concession d'Osmond, avait été, paraît-il, répandu à profusion à l'Assemblée nationale. Ce mémoire était établi sur des affirmations audacieusement mensongères. Il niait, malgré le préambule, que la loi de 1744 eût été inspirée par le danger public que constituait l'exploitation des propriétaires :

« Ainsi il est évident que la loi de 1744 ne contient qu'un règlement pour l'exploitation des mines, par conséquent on ne peut pas argumenter de ce règlement pour attribuer au Roi la propriété des mines... la loi de 1744 a donc, comme toutes celles qui l'ont précédée, reconnu et consacré la propriété des particuliers sur les mines... (2) »

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Arch. nat., *ibid*.

C'était, selon lui, une loi de simple police, mais, ajoutait l'auteur « Sa Majesté est dans l'heureuse impuissance d'attenter à la propriété des citoyens ».

Naturellement, les éternelles accusations contre la concession étaient rééditées avec les grandes phrases ordinaires : « C'est une barbarie d'opprimer un grand nombre de citoyens pour augmenter le superflu d'un seul. »

La réponse à ce pamphlet commence par contester à Pérignon le droit de parler au nom des propriétaires. Il n'est mandaté, affirme-t-elle, que par quelques individus qui se sont emparés frauduleusement des travaux du concessionnaire chassé. Puis elle attaque l'argumentation. Aucune loi ne fait des mines des propriétés publiques. Soit. Mais aucune loi non plus n'en fait des propriétés privées.

« Dès lors, les mines appartiennent incontestablement à tous. Car s'il est vrai, comme le dit Rousseau, que la société se soit formée par l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté, les mines, comme tout le reste, auront d'abord appartenu à la communauté ; et s'il est certain encore que la société une fois formée, on ne puisse concevoir de propriété sans un titre positif, c'est aux propriétaires du sol à produire le titre en vertu duquel ils réclament les mines. »

Le droit sur les mines ne peut donc être qu'une cession de la communauté. L'auteur aborde la question de l'intérêt général, le meilleur argument des concessionnaires :

« Ici le sieur Pérignon, perdant de vue son sujet, abandonne la question générale des concessions pour s'occuper uniquement de celle du sieur d'Osmond. Cette concession lèse les intérêts de quelques particuliers de Roche-La-Molière. Donc l'intérêt général exige qu'elle soit supprimée. Tel est le fonds de son raisonnement. En analysant la seconde partie de son ouvrage, il est impossible d'en extraire autre chose que cet enthymème. »

C'est bien démasquer en effet le raisonnement ridicule et invraisemblablement égoïste qui fait le fond de tous les mémoires des propriétaires. Ils confondent toujours et peut-être volontairement l'intérêt général et le leur.

Le contradicteur de Pérignon répond que :

« Il est démontré par l'expérience de toutes les nations et par une foule d'écrits qui viennent de paraître, que les mines ne sont bien exploitées qu'autant qu'elles le sont par les grands moyens ; que ces moyens, impraticables par les propriétaires du sol, ne peuvent être mis en œuvre que par des compagnies riches, concessionnaires d'un grand terrain ; il résulte que l'intérêt général, loin de solliciter l'anéantissement des concessions, veut que toutes les mines soient exploitées par des compagnies capables de verser de gros fonds dans ces entreprises. »

Examinant de plus près l'exploitation des mines du Forez et en particulier de Roche-La-Molière, il montre dans quel état elles végétaient avant les concessions ; les propriétaires ne les exploitaient même pas eux-mêmes. Ils en mettaient l'entreprise aux enchères entre ouvriers. L'adjudicataire, déjà grevé de la rente à payer au propriétaire, sans moyens, sans connaissances, pressé d'extraire le plus vite possible, creusait çà et là, au hasard, quelques trous :

« Telle est la manière citée avec éloge par le sieur Pérignon dont les habitants de Roche-La-Molière ont exploité les mines qui les environnent, et tel est le résultat heureux de leur savante méthode, que ces mines fouillées dans toute leur étendue jusqu'à la profondeur où pouvaient atteindre des moyens si puissants et si ingénieux, n'offrent depuis longtemps aux yeux étonnés qu'un amas immense d'eau et de rochers détachés, couvert d'une surface criblée d'abîmes et hérissée de décombres.

Aussi les cite-t-on partout comme un monument effrayant de mauvaise exploitation ; aussi les meilleures de ces mines étaient-elles abandonnées, tandis que les autres fournissaient à peine quelques médiocres charbons. »

Et pourtant, ces mines regorgeaient encore de combustible.

« Voulant l'extraire, je demande à tout homme raisonnable si c'était sur ceux qui avaient eux-mêmes élevé les obstacles qu'il fallait compter pour les surmonter ? Je lui demande si sans galeries d'écoulement, sans puits et sans machines, il était possible d'aller arracher et d'extraire des charbons ensevelis sous un tas énorme de ruines submergées et si les ouvriers qui jusqu'alors avaient exploité les mines pour leur compte, ou les propriétaires qui n'avaient jamais osé le hasarder étaient des gens bien propres à faire les fonds d'une telle entreprise.

Enfin, je lui demanderai si le gouvernement, pressé d'un côté par les besoins publics, convaincu de l'autre par mille efforts inutiles qu'il avait faits pour changer leur routine, de l'impéritie des propriétaires,

avait un parti plus sage à prendre que de charger de l'extraction de ces charbons une compagnie capable d'y employer les plus grands moyens (1). »

Outre les réponses visant des défenses particulières, il y eut des mémoires destinés à soutenir les concessions en général, soit que leurs auteurs aient écrit de leur propre mouvement, soit que les intéressés aient jugé qu'il valait mieux faire porter le plaidoyer des auteurs à leur solde ou bénévolement à leur service, sur les principes plutôt que sur leur cas, pris isolément. Les deux principales œuvres de cette littérature sont un « mémoire sur le privilège de l'exploitation des mines (2), dont certains passages nous font connaître qu'il émane des concessionnaires de l'Anjou, et un « Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par le corps des mines » (3). Nous n'analyserons pas en détail ces deux longues brochures. Elles n'apportent à la discussion rien de nouveau, elles ne font que rééditer les arguments que nous connaissons bien : état lamentable des mines entre les mains des propriétaires, nécessité pour l'entrepreneur de posséder des connaissances spéciales et de gros capitaux, etc., etc., Il suffit de citer les résumés placés par les auteurs eux-mêmes à la fin de leurs plaidoyers. L'auteur du mémoire en faveur des mines d'Anjou s'exprime ainsi :

RESUMÉ

« Ainsi les mines doivent être classées, rangées, dans la classe des propriétés publiques ; c'est le vœu de la nature et de la raison ; et l'expérience n'a que trop appris qu'on ne pourrait les considérer autrement sans nuire essentiellement au bien public et au commerce national.

Les concessions exclusives que le gouvernement a accordées pour l'exploitation des mines, loin d'être des privilèges odieux, seraient des

(1) Dans le même dossier AD XIII¹⁴, il y a encore une réponse des concessionnaires du Forez : « Ce qui est bon à savoir ou réponses des concessionnaires du Forez aux objections contenues dans les divers mémoires de quelques propriétaires de cette ci-devant province ». On y retrouvera les mêmes arguments que dans le mémoire que nous avons analysé.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(3) Arch. nat., AD XVIII^c 109. Extrait de l'arrêté du corps des mines du 2 juin 1790. Nous avons dit quelque part que cette dénomination « le corps des mines » est extrêmement vague. On ne sait pas bien ce qu'elle représente, probablement quelques-uns des inspecteurs, professeurs et élèves.

actes d'une administration irréprochable, si ces concessions n'eussent pas été faites avec une timidité et des ménagements funestes aux intérêts du royaume, si elles eussent été plus multipliées, et si les concessionnaires eussent obtenu plus de faveurs et d'encouragements.

Il reste donc non à détruire l'ouvrage du ministère, mais à le perfectionner, en multipliant les exploitations en grand, en les assujettissant à des règles sages et bien entendues, en encourageant les concessionnaires par des faveurs et des facilités qu'ils n'ont jamais obtenues en France, en les dégageant de toutes les entraves qui gênent et découragent l'industrie, en les déchargeant de tout impôt, tant pour l'exploitation et la préparation, que pour le transport des substances minérales, et en fixant la mesure juste, certaine et modérée des indemnités dues aux propriétaires de la superficie.

Là doivent aboutir tous les réglemens à faire ; au delà ils tomberaient dans l'excès, et par conséquent dans l'injustice, et ils blessaient sensiblement les véritables intérêts de la Nation. » (Fin.)

De l'Imprimerie de Veuve Hérissant, rue Neuve Notre-Dame. — 1790.

La conclusion du corps des mines est la suivante :

RÉSUMÉ GENERAL

« 1°. — On ne peut pas regarder comme une injustice que les propriétaires des surfaces ne soient pas en même temps propriétaires des mines.

2°. — Il est du plus grand avantage de la Nation française de se réserver les mines et de les exploiter, ou d'en concéder l'exploitation à des compagnies capables de ces grandes entreprises.

3°. — Un corps et une école de mineurs sont nécessaires pour l'exploitation et pour la surveillance des exploitations des mines.

4°. — On doit supprimer la partie de l'administration des mines qui n'est pas absolument utile. Conserver le corps et l'école, former un comité, détruire les anciennes lois sur les mines, établir un nouveau code de lois plus précises et mieux combinées pour le bien général.

Les dépenses annuelles de la nouvelle administration des mines proposée pourraient être bornées à 66.000 livres. »

CHAPITRE II

LES COMITÉS. — LE RAPPORT

Tous les mémoires dont nous venons de parler sont de 1790, celui de Tubeuf de février. Cet effort général indique que l'on s'attendait à ce que les comités réunis des finances, d'agriculture et de commerce, des domaines et des impositions, déposassent rapidement leur rapport et à ce que la discussion du projet de loi fût bientôt engagée.

Il n'en fut rien. Les comités étaient débordés de mémoires, requêtes, lettres, adresses et de plus étaient assaillis par les rapports officiels des inspecteurs Duhamel et de Laumont. Ils hésitaient et remettaient sans cesse le moment de formuler leur avis ; ils étaient déjà visiblement déchirés par ces contradictions qui devaient peser bientôt sur l'Assemblée elle-même : le respect de la propriété et les exigences de l'intérêt général.

Dès février, Hell et Desandrouin font savoir à Tubeuf que la discussion du projet de loi est encore lointaine. Un peu plus tard, le rapporteur, Regnauld d'Epercy, déclare qu'il ne pourra déposer ses conclusions avant juillet. Il y a bien au sein des comités une majorité en faveur des concessions, mais la minorité, très active, ne s'avoue pas vaincue. Dans tout le pays, l'attente engendre le trouble et l'émeute. Les propriétaires, se croyant appuyés par la députation nationale et assurés de l'impunité, ont commencé un peu partout à mettre la main sur les travaux des concessionnaires, sur les charbons extraits, sans attendre les décisions de l'Assemblée.

Le président du conseil d'agriculture et de commerce, Meynier, envoie une circulaire aux départements :

« Depuis longtemps, Messieurs, le comité s'occupe de mettre sous les yeux de l'Assemblée nationale la question importante des mines et il va très incessamment lui soumettre ses vues sur cette branche si essentielle de commerce et d'industrie et lui proposer une loi qui, en conciliant l'intérêt national avec celui des particuliers, ne portera aucune atteinte aux propriétés.

Le comité est informé que plusieurs citoyens trompés, sans attendre les décrets de l'Assemblée et sans respect pour les traités passés entre le Roi et les concessionnaires actuels des mines, se sont permis de troubler ces concessionnaires dans leur jouissance, que plusieurs même se sont emparés des charbons de terre extraits, que d'autres se sont livrés à de plus grands excès, ce qui a donné lieu dans de certains endroits du royaume à des poursuites judiciaires.

Le même abus s'était introduit relativement aux marais desséchés ; l'Assemblée nationale y a pourvu par un décret du 14 juin 1790, sanctionné par le Roi le 18 du même mois. Cette loi vous est connue ; il est de votre devoir de la faire exécuter, non seulement pour les marais, mais encore pour les exploitations de mines concédées qui se trouvent dans l'étendue de votre département, et le comité d'agriculture et de commerce attend de votre zèle pour le maintien du bon ordre, pour le respect dû aux propriétés, que vous voudrez bien donner sans délai aux districts⁹ et municipalités de votre ressort dans l'étendue desquelles se trouvent lesdites concessions, des ordres nécessaires pour que les concessionnaires et les ouvriers n'éprouvent aucun obstacle dans leurs exploitations, et pour qu'il leur soit donné au contraire tout secours et protection, sauf aux particuliers qui croient avoir des droits à les faire valoir par les voies légales en conformité de l'article 4 dont j'ai eu l'honneur de vous parler. L'Assemblée nationale rendra très incessamment un décret sur cet objet, mais jusqu'à cette époque, il ne peut ni ne doit être porté aucune atteinte aux concessions actuelles existantes ; c'est ce que je vous prie de bien faire entendre aux municipalités de votre département (1). » Meynier, président.

En janvier 1791, le rapport est sous presse. Le 18 du même mois, il est imprimé. Tubeuf en possède un exemplaire et il adresse aussitôt des observations au rapporteur.

Le 17 février, la question de la propriété des mines est posée. Elle est mise à l'ordre du jour le 15 mars. Le rapport et la projet de décret sont déposés le 20 mars, le 21 mars la discussion s'engage. Le 27 mars la loi est votée (2).

(1) Citée par BARDON.

(2) La loi fut complétée les 26 mai, 12, 15 et 28 juillet. Nous étudierons la loi dans son ensemble, telle que nous la lisons aujourd'hui. Le vote du 27 mars est de beaucoup le plus important de toute la discussion.

Dès le 17 février, l'Assemblée manifesta l'intérêt qu'elle prenait à cette importante question et sa volonté de ne pas la discuter hâtivement :

Assemblée nationale, 17 février 1791.

Un membre du comité d'agriculture a proposé que la question de la propriété des mines, en raison de son importance, fût agitée dans une séance du matin.

L'Assemblée l'a ainsi décrété.

Assemblée nationale, 20 mars 1791.

Un membre a fait au nom des comités de constitution, d'agriculture et de commerce, de finances, d'imposition et des domaines un rapport sur les mines et minières du royaume.

Après la lecture du projet de décret, l'Assemblée a remis la discussion à demain (1).

A la suite du rapport que nous allons étudier, la plus vive inquiétude se manifesta dans le pays parmi les propriétaires et l'Assemblée reçut en masse des pétitions et des adresses.

« Depuis la publication de ce rapport funeste, disait un orateur en parlant de l'exposé des motifs, les pères, les femmes et les enfants désolés et inquiets ne se rassurent que sur la déclaration des droits et votre justice. Toutes les villes, tous leurs habitants, tous les districts et le département en corps vous implorent, et on vous a laissé ignorer et leurs alarmes et leurs motifs, et leurs droits (2). »

Delaudine, député du département de Rhône et Loire, dans son effort pour arracher à la concession les mines de sa région, alla jusqu'à accuser avec cynisme le rapporteur des comités de mauvaise foi (3) :

(1) Archives parlementaires.

(2) *Revue des Deux Mondes*. RÉCY, art. cit.

(3) Bibl. mun. de Lyon. Recueil lyonnais, tome IV (n° 23.414), 362.990. De la propriété des mines et en particulier des carrières de charbon de terre. Opinion formulée à l'Assemblée nationale le..... mars 1791 par M. Delaudine, député du département de Rhône et Loire.

« Les mines font-elles partie de la propriété foncière ou appartiennent-elles à la nation en général ? Cette question faite à une assemblée jalouse de conserver à la propriété tous ses droits, paraîtrait assez extraordinaire si la décision du comité ne devait surprendre encore davantage. Sa discussion devient donc importante ; elle tient au droit des gens bien plus encore qu'aux droits des nations. Entraîné deux fois au comité d'agriculture et de commerce, par l'intérêt de mon département, j'y fus témoin que la majorité de ses membres se décida, avec justice, à déclarer les mines partie du domaine du propriétaire, sous la surveillance et l'inspection spéciale du gouvernement, c'est-à-dire des Assemblées nationales et administratives.

Comment le rapport a-t-il maintenant adopté un autre système ? Comment l'avis individuel de M. le rapporteur a-t-il prévalu ? Géné par l'opinion particulière d'un comité, il en a appelé d'autres au jugement de la question ; et l'horizon, en s'étendant, a permis de placer l'objet sous le point de vue qui lui a paru le plus convenable.

La surveillance et l'inspection des mines sont dues par l'Etat à l'intérêt public ; mais il doit en même temps aux citoyens en particulier la conservation de leurs droits individuels. Cette vigilance légitime ne peut jamais être une appropriation, un envahissement anticonstitutionnel des biens de celui qui avait acquis pour jouir. »

Le reste du discours de Delaudine n'est qu'un résumé des arguments des mémoires des propriétaires que nous avons déjà étudiés. Il faut y signaler pourtant que l'orateur s'y contredisait en préconisant la formation d'associations de propriétaires, pour que les mines pussent être exploitées en grand : par là même, il plaidait en faveur des concessions.

Le rapport des comités, lu à l'Assemblée nationale par Regnaud d'Epercy, avait en effet soulevé une émotion considérable et c'est contre lui que Delaudine s'inscrivait avant que la discussion fût virtuellement ouverte. Cette émotion se traduisait par des adresses de plus en plus nombreuses et de plus en plus pressantes à l'Assemblée :

Adresse à l'Assemblée nationale.

Messieurs,

« Le rapport des comités réunis de constitution, d'agriculture, de commerce, de finances, des impositions et des domaines, lu à votre Assemblée par M. Regnaud d'Epercy, membre du comité de commerce, et imprimé par votre ordre, vient de se répandre dans l'arrondissement des municipalités dont nous avons l'honneur d'être membres ; et puis-

que vous en avez ordonné l'impression, c'est une loi que nous impose le devoir de nos places, de vous exposer les effets que ce rapport a produits dans nos cantons. Nous ne pouvons vous le dissimuler, Messieurs, il a jeté l'alarme et la consternation dans tous les esprits. Le propriétaire y voit son dépouillement consacré par une loi de l'Etat ; le consommateur en voit résulter le haussement dans le prix de la chose, par le monopole qui aura lieu, si la vente est à la disposition du concessionnaire ; l'ouvrier journalier et mineur se voit à la discrétion d'un seul et la concurrence n'est plus pour lui cette divinité tutélaire qui lui assurait une journée suffisante pour élever sa famille...

Mais un fait bien essentiel à constater, Messieurs, et que nous ne cesserons de vous crier, c'est que depuis l'expulsion des concessionnaires, en vertu de la *Déclaration des Droits de l'Homme*, et qui doit faire l'*alphabet* de tout Français, c'est que le prix du charbon a baissé considérablement ; c'est une vérité que l'on a laissé ignorer à votre comité, vérité que nous ne craignons point de dire, et qui aurait peut-être changé son opinion (1). »

Le rapport de Regnauld d'Epercy, sur lequel s'engage la bataille et qui jette l'alarme dans le camp des propriétaires, est composé avec une souveraine habileté. Non pas qu'il soit partial ou qu'on sente dans ce travail plein de réflexion, de pensée mûrie et documentée, une idée préconçue. Il donne au contraire l'impression d'un effort accompli en toute liberté, d'une conclusion établie en toute indépendance.

La question est dès l'abord posée : « Les mines doivent-elles être considérées comme des propriétés particulières ou comme des propriétés publiques ? (2) »

C'est en effet tout le problème qui déchaîne en France, dans l'Assemblée, au sein même des comités, tant de passions.

Le rapporteur ne répond d'abord pas. Il se borne à résumer de façon claire et précise tout ce qui a été dit concernant l'utilité économique et sociale des mines, le rôle qu'elles jouent dans la vie industrielle et commerciale du pays, les ressources qu'elles offrent à des milliers de travailleurs, et surtout il insiste longuement sur les difficultés que présentent leur recher-

(1) Bibl. mun. de Lyon. COSTE, 110.032 C'est également à l'époque de la lecture du rapport qu'il faut placer une grosse brochure intitulée « Résumé sur la propriété des mines ». (Arch. nat., AD XIII¹⁴). Elle ne contient que l'examen des questions ordinaires, le résumé des opinions déjà exposées par nous et de longues citations du rapport de Regnauld d'Epercy.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Rapport de Regnauld d'Epercy.

che, leur ouverture, l'accession au riche filon, leur mise en œuvre, leur exploitation. La présentation de ces difficultés laisse entrevoir où l'orateur veut en arriver, mais toute cette première partie de son rapport ne contient que deux très brèves allusions aux préférences que l'on devine dans sa pensée en faveur des concessionnaires :

« ...Leurs exploitations, conduites avec sagesse et par de grands moyens, font circuler, sous mille formes différentes, des richesses immenses qui alimentent sans cesse l'agriculture, le commerce, les arts et l'industrie, offrent des moyens de subsistances à un très grand nombre d'ouvriers, facilitent la suppression de la mendicité et contribuent ainsi à la tranquillité et à la sûreté publiques en même temps qu'elles augmentent la masse de nos jouissances et satisfont à nos besoins...

Alors il faut extraire ces eaux à force de bras et de chevaux : souvent même ces moyens sont insuffisants, souvent et presque toujours dans les exploitations en grand, les seules qui soient véritablement avantageuses, il faut creuser des galeries d'écoulement où toutes les eaux, par des embranchements pratiqués avec intelligence, viennent se déposer pour être portées hors du souterrain par des pompes à feu ou des machines hydrauliques... Que d'art, Messieurs, quels travaux, *quelles dépenses* ne demandent pas une opération de ce genre. »

Les députés qui écoutaient le rapporteur du comité, les lecteurs de son rapport imprimé durent évidemment à ces quelques phrases entrevoir le nœud de son argumentation. L'expérience avait montré que les exploitations en grand, les dépenses considérables étaient le fait des seules concessions, et ces allusions aux « grands moyens » aux « dépenses » étaient déjà tendancieuses. Quant à l'idée d'associations de propriétaires émise par Delandine, elle devait paraître procéder d'une utopie naïve à ceux qui connaissaient — et c'était le cas de tous les députés ruraux — la jalousie des propriétaires entre eux, l'âpre égoïsme terrien du petit bourgeois et du paysan.

Le rapport étudie ensuite les législations qui ont régi les mines depuis 1321, c'est-à-dire tous les systèmes qui ont tour à tour échoué : la liberté indéfinie, la concession générale de toutes les mines, l'administration de la grande maîtrise des mines et minières. Il fait ressortir la prétention constante des rois à être les propriétaires du tréfonds, prétention sans cesse affirmée et jamais démentie. Il signale enfin le retour en 1722 au régime de la liberté indéfinie et les conséquences déplorables de cette erreur :

« M. de Trudaine fit publier en 1744 un règlement général pour l'exploitation des mines de charbon, par lequel fut détruit la liberté établie par grâcespéciale en faveur du propriétaire du sol, et il faut convenir que ce ministre se fonda sur des motifs qui font honneur à ses lumières en administration ; il avait consulté la raison et l'expérience qui lui avaient démontré que le cercle toujours borné des facultés des particuliers relativement à ces entreprises si importantes pour la société et leur ignorance, même leur impéritie, avaient porté la plus cruelle atteinte à cette branche de commerce. »

La pensée se précise, nettement hostile au régime des propriétaires, favorable au système des concessions :

« Ce ministre fit à cette époque plusieurs concessions, dont quelques-unes sont encore en vigueur aujourd'hui.

En 1763, M. Bertin, chargé de ce département, suivit cette nouvelle marche, ajouta beaucoup de concessions à celles qui existaient déjà, ce qui prouve que dès lors le régime adopté était plus favorable à l'exploitation et avait déjà fait naître une émulation utile.

Cette étude de la législation française sur les mines nous a montré de grandes vérités ; elle nous a appris, Messieurs, qu'il est également dangereux de livrer les mines au despotisme d'un seul, ou de les abandonner à une liberté indéfinie... »

La conclusion de cette partie du rapport est nette. Regnaud d'Epercy prend position contre les prétentions des propriétaires non par prévention, mais éclairé par l'étude de la législation des siècles précédents :

« Ainsi, Messieurs, les traits rapprochés de notre législation vous prouvent que, inconstante dans ses règlements, elle est invariable dans le principe ; qu'elle a toujours placé toutes les mines au nombre des propriétés domaniales. »

Mais, dit le rapporteur, les comités ne se sont pas contentés de chercher leur conviction dans les législations françaises antérieures ou étrangères. L'erreur a pu constamment s'y glisser. C'est aux sources mêmes du droit naturel qu'ils ont été puiser l'inspiration. Que leur a-t-il enseigné ? Que la propriété n'avait que deux bases : le partage ou le travail constamment appliqué par le premier occupant sur un objet, sans aucune opposition. Les mines ne rentrent ni dans l'une de ces catégories de propriété ni dans l'autre. Puisqu'on les ignorait, on n'a pas pu les comprendre dans le partage des terres, et, ignorées, elles sont demeurées longtemps sans être un objet de travail.

« Si, dans l'origine des sociétés, la propriété n'a pu s'établir que par un partage ou par le travail, il est constant qu'elle ne peut avoir pour objet que la surface des terres dont la culture assurait à tous les individus leur subsistance et celle de leurs troupeaux. Elle ne peut pas s'étendre sur les mines que la terre renfermait dans son sein, et qui y restèrent ignorées longtemps après l'établissement de la société parce que les besoins n'en avaient pas encore demandé l'exploitation.

Si la propriété ainsi acquise ne s'étendit pas sur les mines dont l'homme ignorait l'existence, les mines n'ont pas été partagées ; et si elles sont demeurées indivisées, quelle conséquence en voyez-vous résulter ?

N'en voyez-vous pas résulter qu'elles n'ont pas eu de maître particulier, et que dès lors elles sont restées en masse dans la main de chaque société, et que chaque société enfin a eu le droit d'en disposer. D'ailleurs, Messieurs, étant bien reconnu qu'une mine est tellement disposée dans le sein de la terre, qu'il faut qu'elle soit exploitée dans son ensemble et n'a de prix que par ce mode d'exploitation, et cet ensemble ne correspondant jamais, ou du moins très rarement, à une propriété unique, il ne peut être l'accessoire d'aucune propriété individuelle, et dès lors il est la propriété de tous, il est à la disposition de la société, parce qu'il est certain que ce qui n'a pas de maître particulier est dans les mains de la Nation.

D'après ces principes, nul ne peut se dire propriétaire d'une mine ; nul ne peut avoir d'autre droit sur une mine que celui que donne une concession émanée de la Nation. »

Ce raisonnement d'une logique si serrée, cette dialectique d'une tenue si robuste devait évidemment frapper de terreur les propriétaires qui sentaient leurs droits supposés s'effondrer sous de si rudes coups.

En passant, avec une habileté supérieure, Regnaud d'Epercy adopte la pensée de Turgot — sans toutefois la déformer — au cadre de son argumentation. Turgot, expose le rapporteur, soutient que tout propriétaire a le droit d'ouvrir dans son champ et de continuer son exploitation sous le champ des autres. C'est donc que la veine appartient au premier occupant. Mais avant que paraisse un premier occupant, n'étant à personne, elle est à tous, à la Nation. C'était également mettre Turgot de son côté. Ce n'est pas encore assez pour la conscience des comités d'avoir cherché la voie dans l'étude des législations, dans la contemplation du droit naturel. Ils ont voulu considérer la question au seul point de vue de l'intérêt général de la nation. Si l'intérêt général n'était pas en jeu, faudrait-il qu'une

Assemblée si soucieuse d'assurer la stabilité et la sécurité de la propriété manquaît à sa règle de conduite au nom de principes spéculatifs ?

« Mais, Messieurs, dans un moment où vous accordez une protection si juste et si éclairée aux propriétés particulières, devriez-vous être entraînés par les autorités et les principes que nous venons de vous retracer, si l'intérêt de la France s'y opposait ? Nous ne le pensons pas, Messieurs, tout doit plier devant l'intérêt général. Si donc l'intérêt général exigeait que les mines fussent confiées à l'exploitation des propriétaires, nous le disons avec assurance, vous ne devriez pas balancer à adopter ce parti, et même vous ne vous écarteriez pas des principes, car les mines resteraient toujours à votre disposition. Mais comme vous ne pouvez, vous ne devez en disposer que pour le plus grand avantage de la société, vous ne les livrez qu'à ceux qui pourront en faire l'exploitation la plus utile à la Nation.

Il faut donc consulter l'intérêt national. Rappelez-vous, Messieurs, ce que nous avons eu l'honneur de vous dire en commençant ; retracez-vous le tableau que nous avons mis sous vos yeux, des travaux immenses hérissés d'obstacles et de dangers, des dépenses énormes que l'exploitation en grand entraîne après elle, et voyez s'il est possible qu'un particulier les entreprenne ; et s'il en avait la témérité, croyez-vous qu'il réussit ? Non, sans doute, vous ne le penserez pas. Cent propriétaires se réuniraient en vain, ils succomberaient, soit à cause de l'impossibilité de leur réunion, soit à cause de la faiblesse de leurs moyens et de l'accord qui doit régner entre de pareils associés. »

Or du tableau des importations et des exportations, étant donné que la France possède des gisements miniers dont le nombre, l'abondance et la qualité peuvent être mis en balance avec ceux des pays voisins, il ressort que le royaume ne produit pas du tout ce qu'il devrait produire.

« L'insuffisance de notre exploitation est donc prouvée d'une manière effrayante, quoique nos mines soient aussi riches, aussi abondantes et aussi multipliées que celles des pays qui placent leurs principales ressources dans l'exploitation des mines.

Ainsi donc, pour en rendre l'exploitation florissante, pour assurer à la France les sommes qu'elle envoie annuellement à l'étranger, écoutons la voix de l'expérience, toujours plus sûre que les systèmes exagérés enfantés dans les rêveries du cabinet. Elle nous dit que la liberté indéfinie pour l'exploitation des mines frustrerait la Nation des produits qu'elle a droit d'attendre de son sol ; elle nous dit que cette liberté même est directement opposée à l'intérêt des propriétaires de la surface. »

Après avoir mis hors de question les mines métalliques que jamais les propriétaires n'ont eu l'idée d'exploiter en raison des difficultés techniques à y pénétrer, en raison aussi des opérations nécessaires pour traiter le minerai, Regnauld insiste, tant l'argument est excellent, sur l'état déplorable et inquiétant des exploitations des propriétaires au temps de la liberté indéfinie, état qui a inspiré l'arrêt de 1744 dont il cite le préambule, état qui s'est prolongé au delà de cet édit, car il a suffi qu'on leur interdît l'exploitation libre de leurs fonds pour que les propriétaires l'entreprissent.

« Cependant le charbon, devenu de nécessité première, manqua tout à coup, et les manufactures privées de ce combustible, firent entendre leurs plaintes, qui furent secondées par différentes villes du royaume.

Alors les propriétaires sentirent leur impuissance ; des compagnies se présentèrent, traitèrent avec eux de l'indemnité qui leur était due pour leurs premiers travaux, et le Conseil concéda à ces compagnies le droit de reprendre l'exploitation de ces mines, après avoir eu la sage précaution d'en faire constater le délabrement, et l'impossibilité des propriétaires, qui furent entendus, et qui en convinrent, comme cela est prouvé par des procès verbaux.

Vos comités ont eu les preuves de tous ces faits et, ils ne se sont pas bornés là. Ils ont voulu savoir si les compagnies exploient avec sagesse et d'une manière plus utile, et ils peuvent vous attester que cette branche d'industrie a fait des progrès rapides et consolants depuis plusieurs années, et qu'elle n'attend qu'une loi invariable pour effacer les succès de nos voisins, faire disparaître la dépendance où nous sommes encore d'eux, de près de vingt-cinq millions, comme je vous l'ai prouvé tout à l'heure, en vous présentant la balance du commerce pour l'année 1787, qui, pour les charbons de terre seulement, est à notre désavantage de la somme de 4. 953. 222 livres.

Vos comités se sont enfin procuré les procès verbaux d'inspection des mines du Lyonnais et du Forez, faite en 1782 et 1783, et ils ont vu avec plaisir que l'extraction des mêmes mines, par les concessionnaires, l'emportait considérablement sur celles exploitées par les propriétaires, et que la plupart de ces dernières, faute de moyens suffisants, sont abandonnées, et que leur exploitation ne pourrait être continuée sans le plus grand danger pour les travailleurs. »

Le rapporteur, cependant, doué de ce sens spécial de la psychologie des assemblées, comprend que les députés sont encore hésitants, les consciences encore timorées, les esprits non encore convaincus. La sainteté de la propriété pèse encore de tout son poids dans la balance économique, et l'orateur revient à la charge. Il pose en principe que « quelque protection que la

loi accorde à la propriété » celle-ci ne peut en aucun cas s'opposer à l'intérêt général. Or l'intérêt général exige que les richesses souterraines soient mises « en valeur active » et qu'aucune de leurs ressources ne soit perdue. Conséquence de ces deux principes : aucun propriétaire ne peut détenir un fonds dont l'exploitation lui est impossible et qui est utile à la collectivité. Il y a un précédent d'ailleurs : le dessèchement des marais :

« Vous venez de consacrer ces principes, sans lesquels nul gouvernement ne pourrait subsister, par votre décret du 24 décembre 1790, qui ordonne le dessèchement des marais qui nuisaient à la salubrité de l'air, ou qui, n'étant point en culture, faisaient perdre à la République un produit sur lequel elle a droit de compter.

On ne vous accusera pas, sans doute, d'avoir voulu porter atteinte à la propriété, non Messieurs ; mais vous avez voulu que le citoyen qui ne jouit que par la loi ne nuisît pas à la société de qui émane la loi.

Votre comité d'agriculture vous a développé ces principes d'une manière bien précise dans le premier rapport qu'il vous a présenté sur le code rural, le 29 août 1790, en vous proposant de prononcer l'indépendance du sol, sous plusieurs exceptions, notamment sous celles de l'exploitation des mines et métaux.

C'est encore d'après ces mêmes principes, que, consultant toujours l'intérêt général, vous avez permis au sieur Brulé d'ouvrir un canal. Avez-vous entendu que les propriétaires riverains des eaux dont le cours sera dérangé pour aller dans un lit commun, seraient indemnisés de la perte de ces eaux, qui ajoutaient à la fertilité ou à l'agrément de leurs champs ? Non, sans doute, encore les eaux seront dérangées de leur cours ancien pour l'intérêt général. Elles n'avaient pas de maître particulier, elles appartenaient à tous, et la Nation a le droit d'en disposer pour l'usage de tous.

Ce qu'on dit des eaux, on peut le dire à plus forte raison des mines. »

Regnauld d'Epercy résume l'opinion des comités sur le principe de la propriété des mines : elle ne peut appartenir qu'à la Nation, la Nation seule peut en disposer ; l'utilité générale exige que cette propriété des mines soit dévolue à tous et que le gouvernement en dispose au nom de tous, dans l'intérêt de tous. Et voici les conséquences que le rapporteur tire de ce principe :

« Votre but doit être d'encourager également l'agriculture, le commerce et l'exploitation des mines. Eh bien, Messieurs, vous l'auriez complètement manqué en laissant aux propriétaires de la superficie une li-

borté indéfinie de les exploiter, puisque l'expérience nous a convaincus de la pénurie de leurs moyens et de l'impossibilité où ils sont d'entreprendre de telles exploitations, d'une manière utile pour la société.

Si, au contraire, vous conservez à la Nation la disposition des richesses souterraines qui exigent de grands capitaux pour être extraites avec bénéfice, que vous en concédiez l'exploitation à de riches capitalistes, considérez quels avantages il en résultera pour la société.

1° Vous livrez à la circulation des capitaux qui seraient morts pour le commerce.

2° Vous cessez de porter à l'étranger des sommes énormes, en échange de son minerai.

3° Cette branche de richesse nationale n'est point perdue, leur extraction abondante alimente vos manufactures, fournit à tous vos besoins ; et bientôt vos voisins, qui vous ont mis dans leur dépendance, deviendront à leur tout tributaires de votre industrie en ce genre, car, nous vous le répétons avec plaisir, vous êtes plus riches qu'eux.

Vos comités sont obligés de vous prévenir que si vous abandonniez l'exploitation des mines à tous les propriétaires indistinctement, vous prononceriez en même temps la ruine totale de leur exploitation et vous mettriez plus que jamais l'empire français sous la dépendance des étrangers pour les métaux de première nécessité...

Les mines et minières du royaume doivent donc rester à la disposition de la Nation ; c'est-à-dire, la Nation seule a le droit d'accorder la permission de les exploiter, et d'en surveiller l'exploitation.

Le principe posé, comment sera-t-il appliqué ? Comment la Nation usera-t-elle de ses richesses souterraines ? Par voie de concession. Mais encore faut-il que la concession soit accordée pour la plus grande utilité de la Nation. Il ne suffira pas de la demander pour l'obtenir. Il faudra justifier des moyens financiers et des connaissances techniques dont on dispose pour mettre en valeur la concession demandée. Il faudra se soumettre aux enquêtes des gens de l'art. Celui qui donnera les meilleures garanties deviendra concessionnaire. Et pour déjouer toutes les ruses, toutes les spéculations, pour établir un contrôle nouveau et exercé par tous du demandeur et de la chose demandée, la publicité des demandes devra être assurée dans la région par voie d'affiches ; et c'est aux autorités du département qui renferme la mine qu'elles devront être adressées. Ainsi, sur place, et toute la région étant avertie, il sera plus facile de recueillir des renseignements, de s'assurer de la personnalité du postulant et de décider l'étendue qu'il conviendra

de donner à la concession, la durée qu'il faudra lui assigner « sans nuire au bien public ». Le département sera seul juge de l'étendue et de la durée des concessions qui seront cependant limitées par un maximum fixé par les comités.

De ce régime de concessions, les propriétaires des terrains sont loin d'être exclus. Ils se trouvent, dans l'organisation proposée, non pas même sur le même pied que les demandeurs de privilèges, mais en état de supériorité puisqu'à égalité de moyens, les propriétaires doivent toujours être préférés :

« Mais, Messieurs, en laissant les mines à la disposition de la Nation, en décrétant cette loi d'une manière constitutionnelle, s'ensuivra-t-il que les propriétaires de la superficie seront exclus de leur exploitation ? Vos comités sont bien loin d'avoir tiré une conséquence si absurde d'un principe aussi juste. Ils ont, au contraire, pensé qu'à égalité de moyens, ils doivent être préférés. Ils ont même cru qu'il était conforme à vos maximes, que lors d'une concession nouvelle, les propriétaires qui n'auraient point réclamé cette préférence dussent être consultés pour savoir s'ils la désirent et s'ils peuvent la mériter. C'est par une suite de ce respect pour la propriété particulière que vos comités se sont occupés des indemnités qui pouvaient être accordées aux propriétaires de la surface, qui ne voudraient ou ne pourraient point exploiter les mines qui se trouveraient sous leurs propriétés. »

Les propriétaires sont encore protégés contre les dégâts possibles qui troubleraient leurs propriétés, contre les concessionnaires qui voudraient établir des exploitations dans leurs enclos murés, près de leurs vergers ou de leurs habitations. Ce n'étaient là, à vrai dire, que de médiocres compensations.

Après avoir établi une distinction très réelle entre les privilèges abolis et les concessions — que les propriétaires s'efforçaient de confondre — le rapporteur, au nom des comités, se prononce pour le maintien des anciennes concessions — ramenées aux limites d'étendue et de durée fixées par la nouvelle loi — ces concessions qui ont demandé tant d'efforts et de capitaux, qui ont augmenté la production nationale et apporté la prospérité dans les pays où elles se sont établies (1).

(1) La fin du rapport annonçait le dépôt d'un rapport spécial concernant l'administration centrale des mines, le personnel d'État, ingénieurs, inspecteurs, professeurs. Ce fut le rapport de Lebrun, dont nous avons parlé plus haut. Nous avons dit aussi qu'en fait, l'administration de l'ancien régime subsista quelque temps pendant la Révolution, quoique officiellement supprimée

Nous avons longuement insisté sur le rapport de Regnauld d'Epercy, nous en avons abondamment cité quelques passages, parce que nous estimons qu'il constitue un des plus importants documents de l'histoire des mines. L'orateur nous présente la question telle qu'elle se posait en 1791, c'est-à-dire le point d'évolution où une histoire déjà longue avait amené les mines de France. Il a résumé la question avec une lucidité parfaite : libre exploitation ou concession, et l'ensemble des raisons fournies en faveur de chaque système met en lumière tout le problème.

Le rapporteur déposa sur le bureau de l'Assemblée un projet de décret en soixante-dix articles, dont quarante visent plus spécialement les mines de charbon. Nous examinerons plus loin, avec la loi définitive telle que la vota la Constituante, ce projet du décret ; indiquons-en seulement ici les grandes lignes, puisqu'en somme, ce fut surtout sur l'esprit du rapport lui-même et sur les principes que s'engagea la discussion.

Le projet de loi codifiait cet esprit : il mettait à la disposition de la Nation toutes les mines et minières du royaume, déclarait qu'elles ne pourraient être exploitées sans un décret de concession, accordait aux propriétaires une indemnité, mais il demeurait muet sur leurs droits de possédants ; il ne leur accor-

en partie. La loi du 27 janvier 1792 prescrivit même le paiement des appointements, pour 1791, du personnel du corps des mines et la continuation de ce paiement jusqu'à ce qu'il eût été statué sur l'organisation définitive. La réorganisation complète date de 1794. Citons seulement dans la fin du rapport de Regnauld d'Epercy, ce passage qui atteste que la Révolution sut rendre hommage aux hommes et aux choses de l'ancien régime, qui le méritaient :

« Vous verrez avec satisfaction, Messieurs, que vous pourrez employer utilement, pour l'intérêt public, des hommes éclairés et instruits qui faisaient partie de l'ancienne administration.

Vos comités se plaisent à leur rendre cette justice ; c'est à eux qu'ils doivent principalement tous les renseignements qui leur sont parvenus sur l'exploitation des mines ; mais vos comités ont pensé que cette partie d'administration, relative à l'instruction et aux moyens de réunir en quelque sorte les exploitations en faisant rendre leur activité commune au bien général des arts et du commerce, devait faire l'objet d'un rapport particulier, concerté avec les comités de constitution et de finance, conformément à votre décret du 15 août dernier. Ce rapport vous sera présenté incessamment.

Vos comités se bornent donc aujourd'hui à vous proposer le projet de décret suivant ».

dait qu'une faculté d'option. Ils rentraient dans le droit commun en ce sens que, la mine étant découverte, on leur demandait, avant d'appeler un autre concessionnaire, s'ils désiraient l'exploiter « aux mêmes clauses et conditions imposées aux concessionnaires ». C'était nettement leur refuser tout droit de propriété.

CHAPITRE III

LES DISCOURS

La discussion commença le 21 mars. On décida que le projet du comité serait imprimé ; et la priorité fut demandée en sa faveur. Les défenseurs des propriétaires prirent immédiatement position : un député, probablement Delaudine, député du Forez, demanda qu'à l'article I ainsi conçu : « Les mines et minières tant métalliques que non métalliques, ainsi que les substances fossiles sont à la disposition de la Nation et ne peuvent être exploitées que de son consentement, à la charge d'indemniser les propriétaires de la surface et d'après les règles qui seront prescrites par le présent décret (1) », on substitua le texte suivant : « L'Assemblée nationale décrète que tous les propriétaires auront le droit de rechercher, fouiller et extraire les mines de quelque espèce qu'elles soient qui se trouveront dans l'étendue de leurs possessions en se conformant aux règles qui seront prescrites ci-après (2) ». Un autre membre proposa qu'il fût décidé en principe « que toutes les mines sont nationales en réservant les droits de tous les propriétaires qui, exploitant déjà utilement les mines, ont acquis par leur travail antérieur un véritable droit à cette propriété (3). »

D'autres projets furent déposés dont l'Assemblée ordonna l'impression. On suggéra aussi de retirer les mines de charbon de terre de l'article I du projet de décret des comités et de les

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴.

(2) Arch. parlem.

(3) Ibid.

faire passer à l'article II qui s'exprimait ainsi : « Ne sont compris dans l'article précédent les sables, les craies, les argiles, les pierres à chaux et plâtre et autres de pareille nature qui par leur position et leur abondance étant dans la main de tous, continueront à être exploités par les propriétaires comme choses à eux appartenantes. » C'était avec une habileté un peu grossière mettre toutes les mines à la disposition de la Nation, sauf les mines de charbon de terre. L'égoïsme des propriétaires de houillères était flagrant (1).

Michaud, un autre député du Forez, parla très violemment contre le rapport.

Mais le meilleur, le plus habile, le plus élevé des orateurs de l'opposition fut Heurtault-Lamerville, député du Cher. Il prit la parole le 21 mars et dans la même séance, l'Assemblée ordonna l'impression de son discours. Il vaut que l'on s'y arrête.

Ce discours d'une philosophie assez obscure, rempli de conclusions trop subtilement déduites de raisonnements spécieux et peut-être volontairement arbitraires et obscurs, est pourtant d'un art profond. On ne pouvait pas mieux dire ni mieux faire sans donner l'impression de défendre des intérêts particuliers, pour défendre une cause difficile et compromise par les erreurs du passé, tout en gardant au débat son ampleur et sa portée.

« Dans cette discussion importante qui est le creuset de la propriété (2) » déclare l'orateur, il s'abstiendra de citer les publicistes et [juris consultes] du passé, il ne cherchera pas d'exemple dans les (législations étrangères), sauf dans celles de Rome et de l'Angleterre. Il était possible en effet d'y trouver des arguments favorables à sa thèse :

« Que vous importe, Messieurs, ce qui a été dit, et ce qui a été fait dans les gouvernements souvent détruits aussitôt que formés ? Les masses de lumières répandues dans le temple où vous créez les lois suffisent pour éclairer votre délibération ; l'ignorance, la séduction et la faiblesse n'y pénétreront point. La loi que vous ferez sur les mines sera celle qui se conciliera le mieux avec la constitution et qui se coalisera avec vos principes pour la consolider. »

(1) Arch. parlem.

(2) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Discours de Heurtault Lamerville.

Habile façon d'éliminer tout ce qui pourrait gêner son argumentation et de mettre son discours sous le patronage des principes de l'Assemblée favorable à l'intangibilité de la propriété.

Heurtault-Lamerville aborde ensuite la question essentielle : l'origine de la propriété et ses rapports avec le contrat social. Ici le talent de l'orateur ne vient pas à bout de sa démonstration. Que l'on suive son raisonnement :

« L'homme, dans l'état de nature, ne tient rien que de la force ; il possède parce qu'il a occupé ; il conserve tant qu'il a le pouvoir de se défendre ; juste ou non, mais invariable, voilà le droit de propriété qui a précédé la naissance des empires.

La société se forme, l'homme devient citoyen, il fond son intérêt isolé dans la réunion des intérêts particuliers ; il subordonne sa liberté et sa propriété à la souveraineté de tous et à l'avantage commun ; mais aussi, il se réserve tout ce qu'il peut se dispenser de céder. Tel est le contrat tacite de tous les hommes avec la société. »

Mais alors, la société est basée sur un contrat frauduleux, et si l'homme, en acceptant le contrat qui le lie à la société, n'a pas *tout* cédé, la société n'a pas *tout* garanti. Les conséquences que l'orateur tire de ce principe étrange sont incompréhensibles et sans aucun rapport avec le principe lui-même.

« Ce qui constitue la liberté d'un peuple est ainsi que le citoyen conserve tout ce qui, donné par nature, ne contrarie pas le bien général, et qu'il y ajoute tout ce que la société peut lui garantir ; par exemple, que sa propriété soit distincte, parce que, sans cela, la société n'est qu'une confusion, et qu'il n'y a plus de liberté ; que sa propriété soit assurée ; qu'il ait le droit d'en disposer et l'assurance de la transmettre dans toute son intégrité, parce que, sans cela, l'homme ne vit plus que pour lui seul, et n'est plus rien pour la postérité. »

Du fait que l'homme s'est réservé ce qu'il pouvait ne pas donner (et a-t-il pu se réserver les mines qu'il ignorait au fond de la terre ?) comment s'en suit-il que cette propriété donnée par la nature (il a dit tout à l'heure acquise par la force) doit être garantie par la société dans son intégrité et sa transmissibilité. Ou l'homme s'est réservé une partie de sa propriété et la société n'a pas pu la lui garantir, ou il l'a apportée complète au contrat et s'est ainsi engagé à n'en disposer que dans l'intérêt général.

« Les propriétés individuelles ne doivent donc tenir à la communauté que par les liens de la fraternité, par le ciment du patriotisme, par les secours consacrés à la défense et à la conservation du corps politique et par les sacrifices accidentels que le propriétaire, en compensation de la force que la loi prête aux citoyens, s'est engagé de faire au bien général, moyennant une juste et préalable indemnité. Cette indemnité seule constate la propriété individuelle. »

C'est-à-dire qu'au contrat social, suivant l'orateur, la société a apporté des éléments réels de protection, de sécurité, de défense, et que les membres de la société n'ont offert, eux, que des sentiments aléatoires, soumis aux caprices de son bon plaisir, de fraternité, de patriotisme et de sacrifices volontaires qu'il est libre de ne pas consentir.

Cependant, en fin de raisonnement, le défenseur des propriétaires ajoute : l'indemnité « ne serait jamais suffisante si vous me priviez de ma propriété sans une nécessité absolue ; car vous ne violeriez alors ma liberté et il n'est point d'indemnité qui puisse légitimer cette usurpation ; *mais dès lors que le sacrifice est nécessaire au bien public, dès lors il est équitable ; vous ne faites que me déplacer et m'obliger de me transporter ailleurs pour participer moi-même aux avantages du sacrifice que j'ai consommé.* »

Ainsi tout ce raisonnement pénible, obscur, contourné, aboutit à la théorie de l'intérêt général, c'est-à-dire à l'argument le meilleur défenseur des concessions ! Bien mieux. Heurtault-Lamerville affirme que cette théorie du bien public Découle de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et a inspiré la constitution, alors qu'il aurait aussi bien pu montrer dans ces deux instruments politiques le souci de conserver à la propriété toute sa valeur et toute son intégrité. Il donnait gratuitement raison à ses adversaires :

« Ce n'est là, Messieurs, que le développement des principes de la mémorable Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; vous les consacrez partout dans la constitution ; où je trouve que l'on en abuse, c'est quand on veut les transporter aux mines. Comment séparer les mines de superficie des propriétés foncières ? »

Les mines doivent donc profiter d'une exception en leur faveur, alors que toute la Déclaration et toute la Constitution sont, suivant l'orateur, pénétrées du souci d'assurer le bien public,

c'est-à-dire d'un esprit favorable au régime des concessions ! Dès lors, le discours, malgré un grand effort de logique, se traîne dans des arguments sans valeur qui se réduisent à des impressions, à des sentiments, ou qui ne sont que des phrases creuses : Comment séparer le tréfonds du fonds ? « La Nation peut-elle se déclarer propriétaire des mines sans attenter à chaque instant à la propriété et à la liberté des individus, sans altérer à chaque instant leur tranquillité ? » La Nation va devenir un souverain arbitraire ! La Nation peut-elle être co-propriétaire avec moi d'un même champ ? Les propriétés collectives sont impossibles, elles gênent toujours la liberté particulière. Et d'ailleurs les concessionnaires ont toujours été les tyrans, les bourreaux de l'agriculture, des laboureurs ; partout où ils se sont établis, ils ont toujours apporté la dévastation et la ruine, et tous les règlements seront impuissants à les contenir.

Interrogations déclamatoires et banales, sans réponse, affirmations gratuites et intéressées, sans preuves.

La conclusion de cette première partie du discours affirme le principe même que défend l'orateur :

« Le seul moyen, Messieurs, de concilier les intérêts de la Nation et ceux du propriétaire (je ne dis pas ceux du concessionnaire ou de l'entrepreneur, qui n'est là qu'un être secondaire) c'est d'unir ces intérêts, de les amalgamer, en déclarant positivement que les mines font partie de la propriété foncière individuelle, et d'établir ensuite que le bien général exige qu'elles soient mises en valeur sous la surveillance immédiate de l'administration générale nationale ; que le propriétaire sera obligé d'extraire et d'exploiter ses mines, ou de souffrir l'action de la loi, qui le déplacera pour l'intérêt de tous, moyennant une préalable indemnité, proportionnée à l'incertitude de l'opération, et aux avances considérables que ce genre d'exploitation entraîne ; ainsi la liberté dont le premier asile doit être dans les campagnes, ne sera point blessée, la propriété existera sans atteinte ; elles ne seront subordonnées toutes deux qu'au premier des pouvoirs, celui de la souveraineté de la Nation ; ainsi le concessionnaire qui exploitera une mine au refus des propriétaires n'entrera dans une propriété que pénétré de respect pour elle. Il n'oubliera plus qu'il est le représentant du propriétaire et le régisseur du bien général. »

Et il ajoute :

« La Nation n'agit point contre le principe, en s'emparant d'une propriété qui est nécessaire au public, et que le propriétaire ne veut ou ne peut lui rendre utile. »

Selon Heurtault-Lamerville, le droit de propriété étant ainsi reconnu, consacré, sauvegardé, l'indemnité devient une sorte de rachat de la propriété par la collectivité, rachat tout à fait exceptionnel, comme le rachat qui intervient lors du dessèchement d'un marais, de l'ouverture d'un canal ou d'un chemin ou vis-à-vis.

« D'un propriétaire qui ne voudrait constamment ni faire valoir, ni affermer, ni vendre sa propriété, qui s'obstinerait enfin à la rendre nulle ; certes, la Nation aurait le droit de l'obliger d'affermir cette propriété. Tout champ est tacitement soumis à la culture ; tout propriétaire doit tendre à augmenter à sa manière les productions de la terre dans la société. Eh bien ! La culture de la mine, sa production, c'est son exploitation. La confusion des droits n'aura pas lieu quand vous donnerez la préférence aux propriétaires et que vous y joindrez une indemnité. Les propriétaires ne disputent pas sur les mots ; accordez-leur la préférence et l'indemnité, et appelez, si vous voulez, les mines une propriété nationale ; l'expression ne sera pas juste, c'est le seul mal qui en résultera. »

« La Nation, en cela, n'attaque que l'indépendance du sol ; par une légitime exception, elle ne porte nulle atteinte au droit social de propriété dont l'essence est d'être soumis au bien général.

Heurtault-Lamerville, après avoir insisté sur la double nécessité d'établir en faveur des propriétaires la préférence et l'indemnité qu'il considère comme indispensables, après avoir indiqué, mais très faiblement, les garanties fragiles qui assureront l'exploitation du concessionnaire contre le propriétaire demeuré propriétaire de sa terre, repousse au nom des propriétaires l'accusation portée contre eux de ne manquer de moyens financiers que parce qu'ils consacrent leur argent au luxe et aux superfluités ; il se perd dans un rêve vague d'associations formées entre concessionnaires et propriétaires, et tout-à-coup il entonne une sorte d'apologie lyrique de la propriété. Elle mérite d'être citée en entier comme l'expression de l'état d'âme de la bourgeoisie française à cette époque ; en accusant un aspect important de la psychologie des hommes qui firent la Révolution, elle rentre dans le cadre de l'histoire générale. Au cours de cette prosopopée, Heurtault-Lamerville se laisse aller à prononcer une phrase bien étrange que nous avons soulignée et qui laisse supposer que les députés de la Constituante ne fu-

rent pas insensibles à la crainte de l'électeur, ou qu'en tout cas l'orateur estimait que la perspective des élections n'était pas un argument à négliger :

« Si vous le voulez, Messieurs, (et vous le voulez impérieusement) si vous voulez consolider d'une manière immuable la constitution que nous ne cessons de porter vers sa perfection, il faut consacrer le vrai principe, il faut que le citoyen jouisse de tout ce que l'homme de la nature aurait possédé si son industrie le lui avait fait découvrir, et qui se concilie avec la société ; il faut que le plus petit propriétaire français, délivré des fers féodaux, soit libre dans tout l'espace perpendiculaire à sa propriété, depuis la région des airs jusqu'au centre de la terre ; il faut que les mots de « propriétaires français » renferment cette vaste étendue ; ou cette expression, qui doit être la plus majestueuse quand il est question de liberté, serait trop grande pour l'idée. La seule puissance réelle qui existera à l'avenir dans les diverses classes de la société sera la puissance de la propriété territoriale ; rendons-la attrayante : cette puissance est amie de toute constitution libre ; elle est la mère de la culture, des subsistances, des travaux ; elle donne la vie à tout ; elle ne peut être contraire aux hommes qui n'ont point encore de propriété. Il est un corps législatif, permanent, modérateur de tous les droits et de tous les intérêts des citoyens. *Le peuple élit ses représentants ; il ne les choisira que parmi ses amis* ; la puissance et l'attrait de la propriété sont l'aiguillon des peuples laborieux, et l'âme d'un royaume agricole ; c'est cet attrait salubre qui excite l'homme à employer les moyens de devenir propriétaire. Il est dans l'ordre que la propriété territoriale constitue la première force des citoyens ; cette propriété paie l'impôt et fonde la force publique... »

Ici se placent quelques phrases singulièrement hardies : Heurtault-Lamerville va jusqu'à contester à l'Assemblée le pouvoir d'imposer les concessions ; sa puissance est énorme dit-il :

« Elle peut tout et elle n'aura pas le pouvoir de m'obliger de céder une mine, quand je ne veux pas l'exploiter. Elle ne pourra pas faire respecter le concessionnaire, le préposé du bien général, elle craindrait de n'être point obéie. »

C'est presque un appel à la révolte.

Puis, par une audacieuse interprétation des événements, l'orateur affirme que la question actuelle n'est pas la querelle de la Nation contre les individus, mais la querelle des concessionnaires contre les propriétaires. Le problème est donc réduit à un simple conflits d'intérêts, et les intérêts des concessionnaires

res ne sont pas les plus proches de l'intérêt général. Les ouvriers, entre autres, ont tout avantage à ce que la concession ne soit pas confirmée :

« Vous ne pouvez pas plus croire que ce soit ici l'intérêt des ouvriers, car les propriétaires les emploieront et les paieront au moins comme les concessionnaires, qui souvent n'étaient que les prête-noms de personnes puissantes et en faveur, habiles à s'approprier ce qu'il y avait de plus réel dans l'entreprise, ce qui obligeait les concessionnaires à regarder de plus près aux salaires qu'ils donnaient ; si l'intérêt des ouvriers, et par conséquent des pauvres, était compromis, je ne céderais pas à un autre le plaisir de les défendre. Quel homme n'est pas porté vers eux par le sentiment, tandis qu'il ne se rapproche du riche que par la réflexion ? »

La critique de la théorie de Turgot sur le droit du premier occupant intervient à propos de la troisième question posée par Heurtault-Lamerville : Y a-t-il un moyen intermédiaire à adopter entre la propriété individuelle et la propriété nationale ? Cette critique, assez perspicace et assez juste, est tout entière établie sur l'intangibilité de la propriété : donner les mines au premier occupant, c'est dénaturer le droit de propriété, c'est dépouiller le propriétaire non pas du droit d'exploitation sous son champ, mais de son droit d'indemnité, s'il n'a pas ouvert le premier filon. C'est encore créer des conflits dangereux et sans fin entre entrepreneurs dont les travaux se rencontreraient. L'orateur rappelle que dans son rapport sur le code rural, il a établi, au nom du comité, l'indépendance du sol, sauf quelques principales exceptions en ce qui concerne les marais, les canaux, les mines et les grands chemins, exceptions qui n'infirmant pas le principe posé, à savoir qu'il faut toujours laisser au propriétaire la faculté de faire lui-même le dessèchement avant de lui imposer l'obligation de céder sa propriété. Le même principe, déclare-t-il, s'applique aux mines.

Heurtault-Lamerville, avec le développement, touche à la fin de son discours. Il eût mieux fait de s'arrêter ici ; sans doute l'argument n'est pas indifférent qui consiste à démontrer que le propriétaire en pleine possession de la double richesse de son champ, richesse souterraine et richesse agricole, serait mieux en mesure d'acquitter sa contribution foncière, encore que la plupart du temps les terrains miniers fussent absolu-

ment impropres à la culture, mais l'orateur le présente d'une façon si malhabile qu'à l'entendre, on a le sentiment immédiat que l'application de son système réduirait dans d'immenses proportions le rendement des exploitations :

« L'extraction de la mine se fera avec bien plus d'économie pour le propriétaire et d'avantages pour la Nation, lorsqu'il choisira lui-même son temps, ses champs et ses ouvriers, et qu'il calculera ses propres intérêts pour extraire à propos sa mine ; il aura soin que le champ qui aura rapporté la production ordinaire soit excavé dans l'année de repos, donne la mine, et soit recomblé à temps pour se représenter à son tour au labourage et à la semence. »

Proposer d'exploiter alternativement les mines et les champs qui les recouvrent, offrir un système de travaux intermittents semblera d'une rare maladresse si l'on songe que tout l'effort des cinquante dernières années avait eu pour but d'assurer la continuité du rendement, l'exploitation la plus suivie et la plus persévérante possible, le développement rigoureusement régulier des travaux, et que ces préoccupations dominaient encore l'Assemblée.

Par contre, une considération de première importance et que les partisans du régime des concessions avaient eu grand soin de laisser dans l'ombre tant elle les gênait, n'est qu'effleurée par l'orateur de l'opposition : il s'agit de la vente des biens nationaux. Il est probable que dans les campagnes — surtout dans les pays miniers — la possibilité de voir un concessionnaire s'emparer des terres acquises moyennant une indemnité établie sur un prix d'achat assez bas devait arrêter bien des paysans et des bourgeois et paralyser quelque peu la vente des biens nationaux. L'argument était de premier ordre à développer et eût sûrement exercé une action sur l'Assemblée. Heurtault-Lamerville dit simplement, en passant :

« Je ne conçois pas comment le comité des impositions a négligé de prendre en considération ce qui peut augmenter les revenus publics et ce qui peut influer si sensiblement sur la vente des biens nationaux : vous perdrez l'imposition si vous livrez la France aux concessionnaires ; vous vendez moins certains biens nationaux, si vous inquiétez les personnes qui voudraient les acquérir. »

C'est tout.

Voici la conclusion de son discours :

« L'Assemblée nationale sentira, j'espère, qu'une révolution aussi générale que la nôtre donne malgré tous les efforts des législateurs, quelque ébranlement à la plénitude du droit de propriété ; l'Assemblée nationale avouera qu'une action digne de sa sagesse est de consolider à jamais ce droit dans toute son étendue, et que c'est le premier moyen de faire payer avec empressement la contribution foncière dont nul bon citoyen ne doit se plaindre ; l'Assemblée nationale se dira qu'il n'est pas un seul propriétaire qui ne doive trembler d'avoir sous ses pieds une mine quelconque, pour s'en voir dépouillé sans indemnité, et pour éprouver les persécutions de concessionnaires étrangers au sol. J'aime à croire que l'Assemblée nationale qui a détruit la dîme, la féodalité, la gabelle, les aides, les entrées des villes, tous les droits vexatoires, qui a décrété la liberté de toute culture ; qui a donné des encouragements aux défrichements, aux plantations, que l'Assemblée nationale enfin, qui a tout fait jusqu'à ce jour pour l'agriculture, considérée en grand, ne trompera point, au dernier pas, l'attente des propriétaires et des cultivateurs, et les attachera par tous les liens possibles à la constitution et à sa défense. »

Heurtault-Lamerville déposa à la suite de son discours un projet de décret en neuf articles. Le premier est ainsi formulé : « Les mines et minières font partie de la propriété foncière et individuelle des citoyens (1). » La surveillance, l'inspection, même la recherche des mines, sont placées entre les mains de la Nation et de l'administration publique. Les propriétaires qui, après la découverte des mines, veulent se charger de l'exploitation, n'auront qu'à en donner avis au directoire du district et à celui du département.

« Quand les propriétaires de la circonscription ne pourront ou ne voudront pas exploiter leurs mines, l'administration en confiera l'exploitation à baux prolongés suivant la difficulté de l'entreprise à des entrepreneurs, sous la condition de l'indemnité due aux propriétaires et fixée par le gouvernement. » (Article VII.) Le règlement des mines ne devait pas être uniforme pour toute la France. L'article IX en effet s'exprimait ainsi :

« Les assemblées administratives présenteront incessamment au corps législatif les projets de règlement, qui seront applicables à l'exploitation de leurs mines et convenables à leurs localités. »

(1) L'article III exceptait les mines d'or et d'argent que leurs rapports monétaires plaçaient sous la direction immédiate de l'Etat sauf indemnité aux propriétaires.

Le porte-parole de l'opposition, malgré son habileté et sa viruosité de parole, n'avait pas pu tirer même des arguments les meilleurs tout ce qu'ils auraient pu apporter à la cause qu'il défendait, tant le terrain sur lequel il s'était placé était mauvais. En somme, son discours donnait l'impression d'un effort très considérable, très étudié et très habile, mais creux et vain. On y découvrait non point l'argumentation irrésistible qui agit et qui conquiert, la foi qui domine et qui subjugue, mais seulement une logique incertaine et compliquée, viciée par des bases fragiles et douteuses.

Quant Heurtault-Lamerville eut fini, Mirabeau monta à la tribune. Il était à la veille de disparaître (1). Le 2 avril, la mort scellait ses lèvres éloquents. Son discours était attendu avec anxiété. Heurtault-Lamerville l'avait mis personnellement en cause, lui prêtant l'intention de soutenir la théorie de Turgot avec ses deux grands et habituels moyens « l'éloquence et l'à-propos ».

La parole de Mirabeau nous a semblé souvent plus ardente, plus passionnée, même à travers la voix de Talleyrand lisant, à l'heure où il agonisait, un dernier et fougueux effort contre la liberté de tester. Ses discours ont souvent retenti plus véhéments, plus pressants, plus oratoires pour ainsi dire. Jamais mieux que dans son discours sur les mines du 21 mars, il ne fut en possession, de toute la force de sa pensée, de tout son sens politique et social, de toute la puissance de sa logique, de toute la lumière de son expression. Le grand orateur se manifeste ici dans ce qu'il a de plus serein et de plus apaisé. La pureté de sa langue et la maîtrise de ses nuances correspondent à la clarté de sa pensée et à sa souplesse. L'intérêt social et économique de l'œuvre se soutient sans jamais lasser. Sans doute il y a des lacunes, quelques points sont peut-être trop brièvement exposés. Peut-être Mirabeau comptait-il, pour développer toute sa pensée, sur des interruptions qui ne se sont point produites — on en a du moins l'impression. Mais dans l'ensemble, la pensée est tellement mûrie, la théorie est si profondément méditée que l'orateur a pu condenser l'une et l'autre dans leur essentiel, sans répétitions, sans inutilités, et que les raccourcis trop accen-

(1) Il prit la parole pour la dernière fois à la séance du 27 mars suivant.

tués demeurent, en dépit de leur concision, amples d'idées et toujours lumineux (1).

Dans son discours, Mirabeau prit constamment pour exemple la grande compagnie du Nord. Il n'en fallait pas plus pour qu'on lui prêtât une inspiration où la caisse d'Anzin n'aurait pas été étrangère. Nous savons trop aujourd'hui combien sa jeunesse tempétueuse et désordonnée enchaîna l'indépendance de sa conscience à l'âge mûr pour rejeter dédaigneusement cette accusation. Le grand orateur n'est, hélas, pas comme la femme de César ; il n'est pas de ceux pour lesquels une supposition honteuse inspire aussitôt un sursaut de révolte. Est-ce que Desandrouin, député représentant la plus grande compagnie française de mines, se tut durant toute la discussion parce qu'il savait que quelqu'un parlerait pour lui ? Peut-être. Pour nous, nous repoussons l'insinuation sans apporter de preuves formelles, simplement sur l'impression qui se dégage du discours. De ce que la politique générale de Mirabeau eut des desseins cachés, des buts secrets, une portée inavouée et de larges subsides comme stimulants, il ne s'ensuit pas que chacun de ses discours soit frappé du stigmate de l'or corrompé. En dépit de ses duplicités, nous nous sentons convaincus en cette circonstance par la franchise et la sincérité de son étude sociale. L'examen qu'il entreprend des théories et des réalités nous semble d'une bonne foi au-dessus de tout soupçon. S'il a pris Anzin pour exemple, c'est que, voulant prouver qu'il faut de gros capitaux à de grands travaux, il a naturellement choisi l'exploitation la plus considérable, la mieux établie, celle dont les dépenses de toutes sortes et le capital engagé appuyaient le mieux sa thèse. D'ailleurs, un homme acheté par les concessionnaires n'eût-il pas trouvé d'autres arguments en leur faveur ? A tout prendre, le discours de Mirabeau, nous le verrons, contient bien des restrictions aux prétentions de

(1) M. Barthou dans son étude sur Mirabeau écrit : « Cette question (le régime des mines), aride et difficile échappait à sa compétence. Il la traita pour rendre service à son ami M. de La Marek qui y était personnellement intéressé. Ses deux premiers discours sur cette matière dont l'assemblée adopta les conclusions, furent rédigés par son collaborateur Pelleue ». Si l'on se reporte à notre texte, on verra que nous ne sommes pas tout-à-fait d'accord avec l'historien quant à la personnalité et à la compétence de ce discours de Mirabeau.

ceux-ci. Il faudrait supposer ces restrictions consenties pour masquer le marché.

Nos raisons de croire au désintéressement de Mirabeau dans la discussion sur les mines sont, nous l'avouons, purement morales. Mais les preuves morales ont bien aussi leur valeur et on ne les négligerait pas sans injustice. La thèse soutenue par l'orateur peut se résumer ainsi : La propriété est fondée sur l'intérêt commun et la justice. Or ni l'intérêt commun ni la justice n'exigent que les mines soient l'accessoire de la surface. « La législation qui admettrait deux sortes de propriétés comme accessoires l'une de l'autre, et dont l'une serait inutile par cela seul qu'elle aurait l'autre pour base et pour mesure, serait absurbe. » Mais d'autre part, dire que les mines sont à la disposition de la Nation, ce n'est pas dire qu'elles appartiennent à la Nation dans ce sens que celle-ci peut les vendre, les administrer directement. La Nation n'a qu'un droit : exiger qu'elles soient exploitées le mieux possible ; or ce n'est que par le système des concessions et des grandes compagnies que ce but peut-être atteint.

Evidemment, dans son désir de concilier l'exploitation normale des mines et le respect de la propriété, Mirabeau en arrive à un raisonnement un peu spécieux : le tréfonds n'est pas lié au fonds, la mine n'est pas comprise dans la propriété. Mais elle n'appartient pas non plus à la Nation : elle est donc une chose vague et non possédée dont un attribut seul est la propriété de la Nation : la faculté d'être exploitée. C'était en réalité, par un détour, remettre la possession des mines entre les mains de la Nation, et la distinction ne servait qu'à déduire le droit des propriétaires à l'accession, à la préférence et à l'indemnité, que d'autres avaient établi sur l'idée pure et simple de propriété.

Mirabeau (1) débute en affirmant que la question est loin d'être compliquée et « qu'il est facile de concilier tous les intérêts avec le véritable principe de cette matière ». Mais on a brouillé les choses à plaisir, le comité lui-même a été si peu clair que l'orateur, en admettant ses principes, est obligé de combattre ses conséquences. Que faut-il entendre par cette phrase : Les mines sont à la disposition de la Nation ?

(1) Arch. nat., AD XIII¹⁴. Discours de Mirabeau.

« Veut-il dire par là que la Nation a le droit de veiller à ce qu'elles soient exploitées ? qu'elle doit les concéder lorsque le propriétaire du sol ne les exploite pas ? qu'il est impossible sur ce point de s'en rapporter uniquement à l'intérêt des propriétaires des surfaces, et de courir toutes les chances de leur paresse, et de leur ignorance ou de la faiblesse de leurs moyens ? Dans ce sens, j'adopte en entier le système du comité : dans ce sens, je pense avec lui que les mines doivent être à la disposition nationale pour être concédées, pour l'être de telle ou de toute autre manière ; car, son système serait absurde s'il devait être séparé de ce développement. »

Mirabeau reproche ici au comité de n'avoir pas exactement appliqué ce principe pour prononcer sur toutes les anciennes concessions et d'avoir ainsi blessé « le droit, non de la propriété privée en général, mais de quelques propriétaires ».

« Il me semble par exemple qu'après avoir établi que les mines doivent être concédées et que les propriétaires du sol doivent être préférés, il était facile de juger toutes les anciennes concessions d'après ce principe, ce qui tendait à déclarer nulles toutes les concessions par lesquelles des propriétaires exploitant leurs propres mines avaient été dépouillés. On aurait ainsi décidé tous les cas par un seul principe. On n'aurait eu besoin que de juger du passé par les règles que l'on veut s'imposer pour l'avenir. C'était sans doute une folie de regarder les mines comme une possession domaniale : c'était un acte de sagesse de les concéder pour exciter à les découvrir, et pour en assurer la possession aux inventeurs ; c'était une iniquité d'en dépouiller ceux qui les exploitaient déjà ; car l'Etat, n'ayant droit qu'à l'exploitation, n'avait plus à intervenir quand une mine était cultivée. »

Ces quelques phrases résument toute la doctrine de Mirabeau, tous les principes qu'il s'est formés en se posant les questions suivantes :

« Est-il probable que les mines seront mises en valeur, si on déclare qu'elles font partie de la propriété du sol ? Est-il possible que toutes les mines soient exploitées par de simples propriétaires ? Causerait-on un préjudice réel aux possesseurs de la surface des terres en déclarant que les mines sont des propriétés publiques, dans ce sens que c'est à la Nation à en concéder l'exploitation, de manière que les propriétaires du sol aient la préférence, comme ils auraient dû l'avoir dans tous les temps ?

Mirabeau expose ensuite le plan de son discours. Il va examiner la propriété des mines et dans le sens du comité et sui-

vant son opinion, à lui ; il répondra ensuite aux principales objections qu'on oppose au système du comité ; et après avoir examiné le système au point de vue des concessionnaires, il proposera une nouvelle rédaction de quelques articles du projet de décret « indivisibles du principe ». Et d'abord, qu'est-ce que le comité accorde aux propriétaires soit directement, soit par des conséquences logiques de ses principes ? La part est-elle vraiment si restreinte et si mauvaise ?

« D'abord, toutes les mines ne sont pas déclarées des propriétés publiques, et une très grande partie est abandonnée aux propriétaires du sol : telles sont non seulement toutes les carrières, non seulement les terres vitrioliques à l'usage de l'agriculture, mais toutes les mines qui, vu leur position, peuvent être facilement exploitées par tout le monde ; c'est-à-dire les mines superficielles de transport ou d'alluvion, ce qui comprend presque toutes les mines de fer, et une grande partie de celles de charbon dans les provinces où elles sont par couches horizontales et rapprochées de la surface. Voilà déjà un premier hommage rendu au droit de propriété dans les articles deuxième et cinquième du titre premier, et dans les deux premiers articles du titre deuxième.

En second lieu, il résulte évidemment de ces articles, quoique le projet de loi n'en parle point, que, toutes les concessions qui n'avaient pour objet que des mines superficielles, se trouvent abrogées ; ainsi sous ce nouveau rapport, le propriétaire rentre dans ses droits.

En troisième lieu, même pour les mines qui seront à la disposition nationale, les anciennes concessions sont abrogées si elles n'ont eu pour objet que des mines déjà découvertes et en exploitation réglée dans le fond d'autrui : c'est la disposition de l'article VIII du titre I, et si on fait de cet article une disposition absolue, si on la dégage des exceptions établies dans les trois articles suivants, car rien n'est plus odieux que de distinguer quand il s'agit d'être juste, cela seul rétablit encore dans leurs premiers droits les propriétaires de plusieurs provinces.

En quatrième lieu, je vois encore dans l'article XVI du titre premier que pour toutes les nouvelles concessions des mines qui sont déclarées nationales, les propriétaires du sol seront préférés à tous les autres concurrents. Or, d'après cela, je ne conçois pas quelle importance il serait d'examiner la question abstraite de la propriété. Quel que soit le droit d'un possesseur, il faut ou qu'il exploite, ou qu'il laisse exploiter ; son véritable droit de propriété est exercé par la préférence.

Enfin, même dans le cas où le propriétaire ne veut pas exploiter, le projet de loi accorde l'indemnité la plus forte pour tous les dommages qu'on aura causés. Cette indemnité doit être réglée sur la valeur du meilleur terrain, quoique les mines soient placées le plus souvent sous les surfaces les plus stériles. L'intérêt du prix du terrain sera payé

au six pour cent sans retenue. Les concessionnaires répondront de tous les dommages de leurs ouvriers ; et si pour exploiter une mine il faut toucher à des enclos, des cours, des jardins, des vergers voisins de l'habitation, le mineur ne pourra pas forcer le consentement des possesseurs du sol. Ce sont les dispositions des articles 1, 29, 30, 31 et 37 du titre premier. »

Ainsi les droits des propriétaires sont sauvegardés et garantis : la loi leur accorde les mines de surface, abondantes, liées au sol. Les mines profondes, qui étaient exploitées par eux au moment de la concession, leur sont restituées. Pour les mêmes mines profondes, qui seront découvertes dans leur propriété, ils auront la préférence de concession. S'ils n'ont pas les moyens d'exploiter eux-mêmes, leurs richesses ne demeureront pas improductives ; l'indemnité sera pour eux une forme de rapport.

Et, cependant, les propriétaires annoncent à grand fracas que le droit de propriété est violé sur trois points. D'abord, disent-ils, si nous ne voulons pas cultiver nos mines, nous serons forcés de céder la partie du sol nécessaire à leur exploitation.

« Je soutiens d'abord, répond Mirabeau, qu'il serait absurde de regarder comme une violation du droit de propriété la loi qu'on impose au propriétaire du sol d'en céder une partie pour l'exploitation d'une mine. La nécessité de cette mesure n'est point particulière au projet du comité ; elle est commune à tous les systèmes ; il faudrait également l'adopter si on déclarait que toutes les mines sont une dépendance du sol, ou si on les accordait au premier occupant. Une mine répond souvent aux surfaces d'une foule de propriétés ; on la découvre par un puits ; c'est souvent par un autre, et par plusieurs autres, qu'il faut l'extraire. Admettez-vous de la part d'un propriétaire un refus que rien ne pourra forcer ? Il sera dès lors impossible d'exploiter les mines. Laisseriez-vous la possibilité du refus pour que le propriétaire ait le droit de vendre son consentement à plus haut prix ? Mais pourquoi la loi ne le fixerait-elle pas, puisqu'il s'agit de l'utilité publique ? N'en use-t-on pas ainsi pour les rues, les chemins et les canaux ? Ce n'est donc pas dans cet article que la propriété est violée. »

Les propriétaires se plaignent encore de ce que les mines profondes, exploitées par ceux qui les ont découvertes, ne leur fassent pas retour :

« On déclarerait aujourd'hui, répond l'orateur, que toutes les mines sont les propriétés privées et font partie du sol, qu'il faudrait encore respecter un contrat, qui a enrichi la société, soutenu nos manufactu-

res, doublé nos productions, diminué l'importation des étrangers et ranimé l'industrie dans plusieurs provinces ; il faudrait le respecter, parce que le gain qu'il a procuré a été le fruit de beaucoup de risques et de très grands sacrifices. Certainement, si l'on entend par droit de propriété le droit de s'emparer d'une mine exploitée par ceux qui l'ont découverte, de recueillir à la place de celui qui a semé, de ruiner à son profit quiconque a mis des capitaux immenses à ce genre de culture, alors le droit de propriété est violé ; mais il n'est aucun de nous qui n'appelât cette usurpation un brigandage. »

Et Mirabeau condense de manière saisissante, en quelques phrases toutes les raisons que nous avons vu énoncer au cours de cette étude contre la possibilité de diviser une mine « de deux lieues de rayon exploitée par quatre mille ouvriers et qui correspond à la surface de deux mille propriétaires ». Quel que soit le système qu'on adopte, qu'on soutienne que le sous-sol appartient au premier occupant, ou que la propriété des mines est liée à la propriété du sol, la mine dans son ensemble, le filon, la veine, le gisement est d'une exploitation indivisible. Comment concilier ce principe absolu avec les droits de chacun des propriétaires ?

Il reste enfin un troisième point à examiner : « La propriété individuelle est-elle violée en déclarant que certaines mines sont à la disposition de la Nation ? » Mais l'ensemble du projet l'article XVI en particulier, qui donne la préférence de concession au propriétaire de la surface, signifient clairement que ces mots « propriété nationale ou propriété à la disposition de la Nation » veulent dire que la Nation aura *seulement le droit de concéder* les mines. Or comment le droit de concession peut-il nuire au propriétaire puisqu'il ne dépend que de lui d'être concessionnaire ? Peut-on soutenir qu'au refus d'exploiter du propriétaire la mine doit rester stérile, que les richesses enfouies dans la terre doivent demeurer abandonnées et perdues ? Il n'en est pas des mines comme des fruits de la surface ; elles s'épuisent, il faut remplacer un filon vidé par un autre abondant. De plus, les mines sont peu nombreuses et elles sont maintenant une des conditions d'existence de la Nation. Et d'ailleurs, permettrait-on même à un propriétaire de la surface de laisser trop longtemps son champ sans culture ?

« Cela seul suffirait, au besoin, pour justifier un principe qui, en déclarant que les mines sont à la disposition nationale, se réduit, par

le fait, au droit de les concéder quand le propriétaire refuse d'en jouir, et d'en faire jouir la société. Mais il y a plus : personne n'a encore soutenu que les mines non exploitées par le propriétaire du sol ne pourraient l'être par personne ; et tous ceux qui regardent les mines comme des propriétés sont forcés de reconnaître le droit du premier occupant, dans le fonds d'autrui. Il ne s'agirait donc, sous ce rapport, que d'une dispute de mots ; car quelle différence y a-t-il entre un propriétaire refusant d'exploiter une mine, qui la voit usurpée par un premier occupant, et ce même propriétaire refusant une concession qu'on est par là forcé de donner à un autre ? Il perd la mine dans les deux cas ; et bien loin que la propriété soit violée par le système des concessions, je prétends qu'elle est au contraire plus ménagée. Le premier occupant prive le propriétaire du sol d'une mine, sans qu'il le sache, sans qu'il le veuille, sans qu'il puisse même s'y opposer ; au lieu que, dans le système des concessions, il est averti, provoqué même, et préféré quand il lui plaît. »

Si l'on veut, dit Mirabeau, formulons ainsi le premier article du projet : « L'exploitation des mines sera concédée par la Nation. On aurait exprimé le même principe par des mots différents et toutes les conséquences seraient les mêmes. »

Dans un magnifique et profond raccourci qu'il faut citer en entier l'orateur examine les rapports de la propriété de surface et de la richesse souterraine ; en des paroles définitives qui ont pesé sur toute la législation postérieure et qui seraient encore d'excellents arguments dans la bouche de ceux qui tendent à une organisation étatiste du souterrain, il sépare, sans qu'on puisse jamais les réunir, la propriété du sol de l'usage du sous-sol :

« Veut-on examiner malgré cela si les mines sont essentiellement des propriétés privées dépendantes de la surface qui les couvre ? Je dis que la société n'a fait une propriété du sol qu'à la charge de la culture, et sous ce rapport le sol ne s'entend que de la surface. Je dis que dans la formation de la société on n'a pu regarder comme propriété que les objets dont la société pouvait alors garantir la conservation. Or, comment aurait-on empêché qu'à 1200 pieds au-dessous d'un propriétaire on n'exploitât la mine que le propriétaire du sol aurait prétendu lui appartenir ? Je dis que si l'intérêt commun et la justice sont les deux fondements de la propriété, l'intérêt commun ni l'équité n'exigent pas que les mines soient des accessoires de la surface. Je dis que l'intérieur de la terre n'est pas susceptible d'un partage ; que les mines, par leur marche irrégulière, le sont encore moins ; que quant à la surface, l'intérêt de la société est que les propriétés soient divisées ; que dans l'intérieur de la terre il faudrait au contraire les réunir, et

qu'ainsi la législation qui admettrait deux sortes de propriétés comme accessoires l'une de l'autre, et dont l'une serait inutile par cela seul qu'elle aurait l'autre pour base et pour mesure, serait absurde. Je dis que l'idée d'être maître d'un torrent et d'une rivière qui répond sous la terre à la surface de nos champs, me paraît aussi singulière que celle d'empêcher le passage d'un ballon dans l'air, qui répond aussi, à coup sûr, au sol d'une propriété particulière. Je dis que la prétention de regarder les mines comme un accessoire de la surface et comme une véritable propriété est certainement très nouvelle ; car je voudrais bien savoir si quelque acheteur s'est jamais avisé de demander une diminution de prix ou de faire casser une vente, parce qu'il aura découvert qu'une mine avait été fouillée sous le sol qu'il a acheté ; il pourrait cependant soutenir qu'il avait droit à tout, et qu'en achetant le sol, il voulait pénétrer au fond de la terre. Enfin je dis qu'il n'est presque aucune mine qui réponde physiquement au sol de tel propriétaire. La direction oblique d'une mine de l'est à l'ouest la fait toucher, dans un très court espace, à cent propriétés différentes. »

L'orateur qui, comme il l'a annoncé, s'est efforcé dans la première partie de son discours d'envisager les choses, non sous l'angle métaphysique et théorique, mais au point de vue pratique et gouvernemental, veut pénétrer mieux encore dans le domaine de la réalité. Qu'on considère la recherche, la découverte et l'exploitation d'une mine, et l'on verra que « quelles que soient nos lois sur cette matière, nous ne changerons certainement pas celles de la nature. Or, n'est-il pas évident qu'à chaque pas la recherche d'une mine force à s'écarter des règles ordinaires des propriétés ? Mirabeau montre les difficultés qu'éprouvent les concessionnaires, l'immensité des travaux qu'ils doivent entreprendre, les pompes à feu, les ventilateurs, tout le machinisme coûteux dont ils doivent se pourvoir, l'importance de l'entreprise enfin qui suppose d'énormes capitaux :

« Est-ce là ce qu'on peut attendre des propriétaires isolés ? La plupart n'ont pas même des ressources suffisantes pour cultiver la surface de leur sol ; comment en auraient-ils pour se livrer à des entreprises périlleuses ? Veut-on qu'ils vendent la surface de leurs propriétés pour se procurer les moyens d'en sonder la profondeur ? »

Et Mirabeau brosse un magnifique tableau d'Anzin, la plus grande exploitation française. Sa manière est si précise, si concise, si forte, son large mouvement oratoire est si documenté qu'il faut citer en entier, bien que nous ayons déjà fait un em-

prunt à ce passage. C'est à la fois caractériser l'éloquence du député d'Aix et mettre en lumière un des points vifs de l'argumentation :

« Un exemple fera mieux connaître les dépenses énormes qu'exige la recherche des mines. Je citerai la compagnie d'Anzin près de Valenciennes ; elle obtint une concession, non pour exploiter une mine, mais pour la découvrir lorsqu'aucun indice ne l'annonçait. Ce fut après vingt-deux ans de travaux qu'elle toucha la mine. Le premier filon était à trois cent pieds et n'était susceptible d'aucun produit. Pour y arriver, il avait fallu franchir un torrent intérieur qui couvrait tout l'espace dans l'étendue de plusieurs lieues. On touchait la mine avec une sonde ; et il fallait non pas épuiser cette masse d'eau, ce qui était impossible, mais la traverser. Une machine immense fut construite ; c'était un puits doublé de bois. On s'en servit pour contenir les eaux et traverser l'étang. Ce boisage fut prolongé jusqu'à neuf cents pieds de profondeur. Il fallut bientôt d'autres puits du même genre, et une foule d'autres machines. Chaque puits en bois dans les mines d'Anzin, de quatre cent soixante toises à plomb (car la mine a douze cents pieds de profondeur) coûte quatre cent mille livres. Il y en a vingt-cinq à Anzin, et douze aux mines de Fresnes et de Vieux-Condé : cet objet seul a coûté huit millions ; on y emploie six cents chevaux ; on y occupe quatre mille ouvriers. Les dépenses en indemnités accordées selon les règles que l'on suivait alors, en impositions et en pensions aux ouvriers malades, aux veuves, aux enfants des ouvriers, vont à plus de cent mille livres chaque année : je demande si les propriétaires du sol auraient pu tenter une aussi vaste entreprise. A quoi cependant a-t-il tenu que cette mine, que tous les étrangers reconnaissent pour l'une des plus belles de l'Europe, n'ait ruiné les capitalistes dont elle avait absorbé la fortune ?

Jamais les propriétaires n'auraient été capables de créer une pareille industrie. Ceci n'est pas une supposition gratuite. La liberté d'exploiter a existé, au lieu de ces magnifiques travaux ; elle a suscité de telles querelles, elle a semé de telles dévastations, elle a donné libre cours à tant d'ignorance, de routine, de stupidité, elle a soulevé de telles réclamations de la part de l'industrie que le gouvernement a été obligé d'intervenir : c'est l'origine même de l'arrêt de 1744.

En supposant que l'on rétablisse la liberté indéfinie, par quel remède préviendra-t-on le retour des maux du passé ?

« Dira-t-on que les propriétaires formeront une société ? Mais réuniront-ils tout à la fois leur sol et leur fortune ? Leur sol : il faudrait souvent, pour exploiter une mine de deux lieues de rayon, réunir deux

mille propriétaires ; et quelle sera la proportion de leur intérêt ? Comment un si grand nombre d'associés agiront-ils de concert ? Leur fortune : mais presque toujours elle serait insuffisante ; il est des mines dont l'entreprise a coûté dix fois plus que la valeur totale du sol qui les couvre. La réunion était possible sous l'ancien régime. Qu'on cite un seul exemple où plusieurs propriétaires se soient réunis. »

La bouche hardie de Mirabeau émet ici, à propos des grandes entreprises qui échouent, de curieuses paroles sur l'utilité du mouvement des fortunes et qui témoignent du souci de protéger la petite épargne bien plus que d'assurer la conservation du grand capitalisme :

« N'oublions pas, d'ailleurs, qu'il y a plus d'entreprises de ce genre où l'on s'est ruiné, que de celles où les fonds sont rentrés. *Ce revers importe fort peu lorsqu'il frappe sur des capitalistes ; leurs fonds n'ont fait que passer dans d'autres mains, et la société a gagné même à des tentatives infructueuses. Mais n'est-il pas contraire à l'intérêt public que les propriétaires du sol s'appauvrissent ?* »

Après avoir repoussé l'hypothèse de compagnies de mineurs qui achèteraient des terrains d'exploitation, compagnies de constitution impossible et sans fonds suffisants ; après avoir une fois de plus démontré que deux mille petites exploitations ne sauraient remplacer une seule importante entreprise à cause de l'indivisibilité de la mine et de la nécessité de ne pas multiplier les frais généraux ; après avoir prouvé que le principe du « premier occupant » n'engendrerait que le chaos, l'orateur arrive à la théorie de Turgot — qui est précisément celle du « premier occupant » — et surtout aux commentaires qu'on en a donnés, il n'a même pas besoin de prendre parti, il lui suffit de montrer avec des exemples vers quel enchevêtrement de puits, de galeries, vers quelles ruines matérielles, quelles catastrophes, quelles jalousies, quelles haines et quels déboires conduirait l'abandon de la mine au premier occupant.

Mirabeau est arrivé au terme de son discours. Il ne termine pas sans prendre énergiquement la défense des concessions « qui n'ont pas été données dans un état d'exploitation et qu'il a fallu découvrir ». Ces concessions-là sont intangibles, déclare-t-il, « quand même les mines seraient déclarées des propriétés privées ». On ne se trouve pas là en face d'un privilège ou d'une faveur, mais d'un véritable contrat, d'un bail, consenti par le roi, accepté par les bénéficiaires avec bonne foi.

« Ces privilégiés, si on veut les appeler ainsi, ne nuisaient à personne. Que leur disait-on ? Consacrez vos capitaux à telle entreprise ; faites des recherches, courez-en tous les risques ; semez de l'or dans l'intérieur de la terre et proportionnez vos avances à la durée des récoltes que vous pouvez espérer ; jusqu'alors on ne s'emparera pas du fruit de vos travaux. Ce privilège, si c'en est un, est d'une singulière espèce. Ces hommes ont été utiles ; ils ont alimenté nos manufactures, agrandi notre commerce, conservé notre numéraire. Doit-on les dépouiller ? Mais, le pourrait-on sans injustice ? Ils n'auraient point de concession qu'ils auraient pour titre, leurs travaux, leurs dépenses et leurs services. Et par qui les ferait-on remplacer ? Serait-ce par d'autres concessionnaires ? Mais, quoi ! nous regardons comme une injustice de l'ancien gouvernement d'avoir concédé des mines exploitées à des favoris pour en dépouiller les propriétaires, et nous pourrions imiter une telle conduite ? Seraient-ils remplacés par les propriétaires du sol ? Et comment diviserait-on ces richesses que d'autres mains ont préparées ? Comment distribuerait-on ces immenses ateliers qui ne peuvent être conservés que par l'exploitation la plus régulière ? Ne voit-on pas qu'un seul mois d'interruption dans les travaux détruirait les machines, disperserait les ouvriers et ferait perdre jusqu'à la trace des mines ? »

Nous avons longuement analysé le discours du grand orateur comme un des monuments essentiels — avec le rapport de Regnaud d'Epercy — de l'histoire de l'industrie minière. Il porta les coups décisifs à la conception de l'unité de la propriété de surface et de tréfonds. Il enleva le vote du principe « des mines à la disposition de la Nation ». Quand Mirabeau cessa de parler, il avait assuré pour longtemps à l'industrie minière le régime de la concession, indispensable alors à la mise en valeur du sous-sol de la France.

A cette heure agitée et trouble, l'Etat n'était prêt ni moralement ni matériellement à assumer pour son propre compte l'exploitation des mines ; des concessions et de leur maintien dépendait donc l'existence même de cette industrie. Est-ce à dire que ce système valait pour toujours ? Historiquement, nous ne le pensons pas. En 1791, c'était en tous cas le salut et la nécessité urgente pour une longue période encore. Le discours de Mirabeau rendit au pays l'immense service de consolider les concessions existantes, de leur assurer l'existence légale et d'ouvrir la voie industrielle aux autres compagnies qui allaient se former. Aux résultats incertains de l'arrêt de 1744, il assura la stabilité.

Sans doute, soit par conviction, soit par tactique politique, Mirabeau entoura sa conception de nombreuses restrictions :

il accorda l'accession aux propriétaires, il remit aux mains de la Nation non le tréfonds lui-même de la propriété, mais seulement le droit de le concéder; il combattit les tendances étatistes de l'ancien régime. Mais ces restrictions étaient bien plutôt de forme que de fait. Le droit de concéder les mines qu'il départissait à la Nation renfermait en réalité tous les autres; et ce droit, c'est assurément la parole de Mirabeau qui le fit triompher.

CHAPITRE IV

LA LOI

L'action de Mirabeau emporta le vote du principe « des mines à la Nation (1) ».

Le rapporteur avait proposé au nom des comités la rédaction suivante de l'article premier, qui posait le principe lui-même et dont toute la loi découlait :

« Les mines et minières, tant métalliques que non-métalliques, ainsi que les substances fossiles, sont à la disposition de la Nation et ne peuvent être exploitées que de son consentement, à la charge d'indemniser les propriétaires de la surface et d'après les règles qui seront prescrites par le présent décret. »

Mirabeau trouva cette rédaction ambiguë ; elle pouvait laisser supposer, à son sens, que la Nation possédait les mines elles-mêmes et non pas exclusivement le droit de les concéder. Il voulut que la phrase « et ne peuvent être exploitées que de son consentement » fût nettement une explication de la phrase précédente et non pas une addition qui apportait un sens nouveau. Il proposa le texte suivant :

« L'Assemblée nationale décrète, comme article constitutionnel, que les mines et minières, tant métalliques que non métalliques, ainsi que les bitumes, charbons de terre ou de pierre et pyrites, sont à la disposition de la Nation et que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement, à la charge d'indemniser, d'après les règles qui seront prescrites, les propriétaires de la surface, qui jouiront en outre de celles des mines qui pourront être exploitées à tranchées ou vertes, sans fosse et sans lumière. »

(1) Mirabeau avait terminé son discours en proposant sept articles à la place des articles 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 16 du titre premier du projet du comité et des articles 1 et 2 du titre second (des mines de fer).

Par voie d'amendements, ce projet fut encore modifié et éclairé dans la séance du 27 mars et voté définitivement sous cette forme :

TITRE PREMIER

DES MINES EN GÉNÉRAL

« Article premier. — Les mines et minières, tant métalliques que non métalliques, ainsi que les bitumes, charbons de terre ou de pierre et pyrites, sont à la disposition de la Nation ; en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance, à la charge d'indemniser, d'après les règles qui seront prescrites, les propriétaires de la surface, qui jouiront en outre de celles de ces mines qui pourront être exploitées ou à tranchée ouverte, jusqu'à cent pieds de profondeur seulement. »

La pensée de Mirabeau était ainsi énergiquement précisée par ces mots « *en ce sens seulement* ». La conception des « mines de surface » était en même temps très libéralement élargie.

Les articles 2, 3, 4 et 5 du projet des comités n'intéressaient que les sables, les craies, les argiles, les pierres à bâtir, etc... Mirabeau condensa ces articles en un court article 2 que l'Assemblée adopta, amplifié et précisé.

L'article 3 de la loi définitive ainsi conçu :

« Les propriétaires de la surface auront toujours la préférence et la liberté d'exploiter les mines qui pourraient se trouver dans leurs fonds, et la permission ne pourra leur en être refusée lorsqu'ils la demanderont. »

avait été adopté par voie d'amendement et correspondait à l'article 16 du comité et à l'article 7 de Mirabeau. Mais dans le premier texte, le propriétaire de la surface était « requis de s'expliquer dans le délai de deux mois s'il entend ou non procéder à l'exploitation aux mêmes clauses et conditions imposées aux concessionnaires... » et de plus il devait justifier que sa propriété était d'une étendue propre à former une exploitation suivant les règles de l'art. C'est-à-dire que le projet des comités, était vis-à-vis des propriétaires limitatif et restrictif. Quant à Mirabeau, tout en admettant que la préférence devait être accordée aux propriétaires, il n'avait pas parlé de permission qui ne pouvait être refusée.

Les intentions des comités furent d'ailleurs suivies dans le texte définitif de l'article 10, qui accordait six mois au lieu de deux au propriétaire pour faire sa déclaration, et qui lui accordait la préférence « pourvu toutefois que sa propriété seule ou réunie à celle des associés soit d'une étendue propre à former une exploitation ». Le vague de cette formule soumettait en réalité ces droits de préférence aux décisions des autorités chargées d'accorder les concessions.

La question des concessions établies et en pleine activité était, entre toutes, extrêmement délicate et difficile à résoudre. L'Assemblée se trouvait en face de situations acquises, de véritables contrats comme Mirabeau l'avait démontré. Il résuma sa pensée dans un article qui fut adopté et complété par des dispositions qui assuraient la jouissance des concessions déjà accordées aux concessionnaires anciens sous certaines conditions énoncées plus loin. L'article 4 (3 du projet Mirabeau) s'exprimait ainsi :

« Les concessionnaires actuels, ou leurs cessionnaires, qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, seront maintenus jusqu'au terme de leur concession, qui ne pourra excéder cinquante années, à compter du jour de la publication du présent décret. »

A peu de choses près, c'était l'esprit sinon la lettre de l'article 7 des comités.

L'article 5 des comités et l'article 4 de Mirabeau, qui fixent le maximum d'étendue des concessions à six lieues carrées, sont à peu près identiques. Regnauld d'Epercy s'était prononcé pour deux lieues seulement.

Mirabeau, les comités et l'Assemblée se trouvèrent d'accord sur une question très grave : la situation des concessionnaires qui n'avaient pas découvert eux-mêmes la mine qu'ils exploitaient, mais qui avaient profité de la découverte faite par un propriétaire. Ces concessionnaires sont déclarés déchus par la loi de 1791. Les propriétaires reprennent possession de leurs travaux, mais sont tenus d'en rembourser la valeur aux dépossédés, (article 6 du texte définitif). Bien entendu, le consentement par écrit du propriétaire à l'occupation de son terrain par le concessionnaire empêchait cet article de jouer.

La gravité de cette décision résidait dans le fait que la majorité des concessionnaires étaient établis sur des mines découvertes par des propriétaires hors d'état de les exploiter eux-mêmes. Il n'y avait guère comme exceptions que les mines du Nord, ouvertes par des entrepreneurs, propriétaires et concessionnaires à la fois. Cet article 6 remettait tout en jeu et déchaînait à nouveau toutes les convoitises et tous les appétits. C'est au nom de cet article qu'en Languedoc, dans le Forez, les propriétaires soulevés chassèrent les de Tubœuf et les de Charost. On peut sans exagération affirmer que l'article 6 détruisait presque tout l'effet de la loi. Ce fut lui, en tous cas, qui engendra toute l'anarchie où l'industrie minière se débattit pendant la Révolution et l'Empire et qui aboutit à la loi de 1810. Le comité avait prévu le danger et après avoir donné satisfaction en principe aux propriétaires, il essayait de rentrer dans la réalité des choses au profit des concessionnaires.

« Néanmoins, si les concessionnaires des mines mentionnées à l'article ci-dessus avaient fait pour leurs exploitations des travaux extraordinaires, tels que puits d'épuisement, machines à molettes, galeries d'écoulement et autres de pareille nature, lesdites concessions seront exécutées, sauf à indemniser les propriétaires de la surface suivant le mode qui sera déterminé. »

Le rapporteur avait, semble-t-il, jugé sainement et justement. Cette restriction permettait de laisser en exercice les concessions les plus importantes du Centre et du Midi de la France et de les faire rentrer dans le cadre de l'article 4. L'Assemblée se refusa à suivre les comités.

L'article 8, qui réglementait le mode d'octroi de concession par le département sur l'avis du directoire de district ne souleva pas de discussion, pas plus que l'article 9 qui obligeait les demandeurs à justifier « de leurs facultés, des moyens qu'ils emploieront pour assurer l'exploitation... » Au besoin cet article pouvait servir à corriger entre les mains d'administrateurs intelligents l'erreur de l'article 6. Combien de propriétaires allaient-ils se trouver en mesure de justifier des facultés et des moyens qui leur permettraient de succéder aux grandes entreprises dépossédées.

Les articles 17, 18 du projet des comités (11, 12, 13 de la loi votée) étaient de pure administration et destinés à assurer aux

demandes et aux obtentions de concessions une large publicité par voie d'affiches et de proclamations, par voie aussi de plans de concessions exactement relevés et mis à la disposition du public aux archives des départements. On voulait permettre ainsi aux contestations de se produire immédiatement et empêcher qu'aucune concession ne fût accordée par surprise.

Les articles 14, 15 et 16 s'occupaient des annulations de concessions ou des renonciations de la part de bénéficiaire. L'annulation frappait les concessionnaires qui n'auraient pas commencé à mettre leurs concessions en valeur dans les six mois qui suivaient la mise en possession ou ceux dont les travaux auraient été suspendus pendant un an sans causes légitimes et sans autorisation des autorités du département et du district. Pour renoncer à une concession, les concessionnaires devaient en donner avis au directoire du département trois mois d'avance. C'était exactement les dispositions des articles 23, 24 et 25 des comités. Mirabeau les avait réduits à un article 7 plus simple, trop simple : « Les concessions de mines dans lesquelles tous les travaux ont cessé depuis une année seront supprimées. »

Les deux articles suivants la loi (17 et 18), d'accord avec les articles 27 et 28 des comités, réglaient simplement les droits des concessionnaires sur le matériel à l'expiration de la concession et les règles de transmission de ce matériel aux concessionnaires nouveaux.

L'article 19 est ainsi rédigé :

« Le droit d'exploiter une mine, accordé pour cinquante ans au moins, expirant, les mêmes entrepreneurs qui auront fait exploiter par eux-mêmes ou par ouvriers à forfait seront sur leur demande admis de préférence à tous autres, excepté cependant les propriétaires qui seront dans le cas prévu par l'article X au renouvellement de la concession, pourvu toutefois qu'il soit reconnu que lesdits concessionnaires ont bien fait valoir l'intérêt public qui leur était confié ; ce qui aura lieu tant pour les anciennes concessions maintenues que pour les nouvelles. »

Cet article 19 contient une grave contradiction ou une flagrante injustice. Si l'on se reporte à l'article 4 on verra qu'au sujet de la durée de concession, il s'exprime en ces termes : « Les concessionnaires actuels ou les concessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent seront maintenus jus-

qu'au terme de leur concession *qui ne pourra excéder cinquante années, à compter du jour de la publication du présent décret.* » Ou les concessions en activité, renouvelées pour une période à courir « à partir du jour de la publication du présent décret », étaient mises sur le même pied que les concessions nouvelles, et dans ce cas, elles devaient profiter des dispositions de la loi qui accordait la concession *pour cinquante ans au moins*, ou les anciens concessionnaires, qui avaient dépensé dans leurs travaux leur temps, leurs efforts et leur argent, se voyaient nettement placés en état d'infériorité par le fait que leur nouvelle période de concession *ne pouvait dépasser cinquante années*. Peut-être y a-t-il là une erreur de rédaction ou une inattention. Mais si ces deux rédactions sont voulues, il faut avouer que la différence de traitement était absurde qui consistait à priver d'un avantage, à enfermer dans un maximum de cinquante années des concessions existantes, en pleine activité, des entreprises qui avaient fait leur preuve, alors qu'on attribuait cette même durée comme minimum à des entreprises à créer, dont la réussite était encore hypothétique ; mieux encore, la loi ne songeant même pas à fixer à ces derniers un maximum de temps de concession, tous les privilèges et tous les arbitraires pouvaient se donner libre cours.

Il y a dans cet article une disposition plus dangereuse encore. L'article 10 prévoyait que nulle concession ne pourrait être accordée sans que le propriétaire eût été requis de s'expliquer s'il voulait ou non exploiter lui-même. Or cet article 10 avait son plein effet au moment d'un renouvellement de concession et l'article 19 ajoutait : les concessionnaires seront « admis de préférence à tous autres, excepté cependant les propriétaires qui seront dans le cas prévu par l'article 10, au renouvellement de la concession... » Ainsi une compagnie minière pouvait pendant cinquante ans prodiguer des efforts, établir une grande exploitation, se procurer un machinisme important, créer une grande industrie, enfin, avec tous ses risques de bénéfices ou de déficit pour voir, sa concession arrivant au renouvellement, un propriétaire se présenter et déclarer qu'il voulait exploiter lui-même.

Le projet des comités sur le même objet était assez obscur, également contradictoire quant à la durée des concessions,

mais il sauvegardait au moins les droits des concessionnaires au moment du renouvellement de la concession.

Les articles 12, 13 et 14 de ce projet s'exprimaient ainsi :

XII

« Aucune concession ou permission nouvelles ne seront accordées pour plus de cinquante ans ; mais elles pourront l'être pour un temps plus court, suivant que les départements le trouveront convenable d'après les localités. »

XIII

« Toutes les anciennes concessions, quelle qu'en soit la durée, expireront à l'époque fixée par l'article précédent, à compter du jour où elles auront été accordées. »

XIV

« Le droit d'exploiter une mine, accordé pour cinquante ans au moins, expirant, les mêmes entrepreneurs qui auront fait exploiter par eux-mêmes ou par des ouvriers à forfait seront, sur leur demande, admis de préférence à tous autres au renouvellement de la concession, pourvu toutefois qu'il soit reconnu qu'ils ont bien fait valoir la chose publique qui leur était confiée, ce qui aura lieu tant pour les anciennes que pour les nouvelles concessions. »

Il n'était pas fait mention de préférence à accorder aux propriétaires au moment du renouvellement.

La question des indemnités et des dégâts, si importante, était réglée par les articles 20, 21, 22, 23, 24, qui étaient conçus dans l'esprit même des articles 29, 30, 31, 32 et 33 des comités, sauf en ce qui concernait la base d'évaluation de cette indemnité.

XX

« Les concessionnaires actuels, ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent et qui sont maintenus, aux termes de l'article IV, ainsi que ceux qui le seront conformément à l'article VI seront obligés d'indemniser les propriétaires de la surface si fait n'a été, et ce, dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret. »

Les comités avaient proposé la même mesure sous une forme plus simple.

Cette indemnité s'entendait seulement « des non-jouissances et dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines, tant à raison des chemins que des lavoirs, fuite des eaux et tout autre établissement de quelque nature qu'il soit dépendant de l'exploitation... »

L'indemnité proposée par les comités avait pour base « la valeur intrinsèque du sol estimé à dire d'experts ou à l'amiable, comme les meilleurs terres du canton, de laquelle valeur le concessionnaire paiera l'intérêt de six mois en six mois à raison de six pour cent de retenue ; si mieux n'aiment les propriétaires recevoir le prix du fonds sur l'estimation qui en sera faite, et dans tous les cas, les concessionnaires paieront la valeur effective des arbres et autres productions dont le terrain serait couvert. »

L'Assemblée jugea que l'indemnité n'était pas assez forte et adopta le texte ainsi modifié :

XXII

« Cette indemnité aura pour base le double de la valeur intrinsèque de la surface du sol qui fera l'objet desdits dégâts et non-jouissances. L'estimation en sera faite, de gré à gré, ou à dire d'experts, si mieux n'aiment les propriétaires recevoir en entier le prix de leur propriété, dans le cas où elle n'excéderait pas dix arpents, mesure de Paris, et ce, sur l'estimation qui en sera faite à l'amiable, ou à dire d'experts. »

Tout le monde fut d'accord pour interdire aux concessionnaires « d'ouvrir leurs fouilles dans les enclos murés, ni dans les cours, jardins, prés, vergers et vignes attenants aux habitations dans la distance de deux cent toises, que du consentement des propriétaires de ces fonds, qui ne pourront dans aucun cas être forcés à le donner. »

Une proposition des comités qui déclarait que les propriétaires seraient tenus de laisser ouvrir dans leurs fonds les chemins qui seraient reconnus nécessaires aux exploitations, fut réunie à l'article 35. Le nouveau texte autorisa les concessionnaires,

après permission du directoire du département, à entreprendre des travaux de secours ou autres ouvrages nécessaires : galeries d'écoulement, puits d'eau, etc..., dans un canton ou exploitation du voisinage.

La loi dans son article 26 (article 38 des comités) obligeait les concessionnaires à remettre, dans un délai fixé, aux archives de leur département, un état détaillé de leurs mines, état double et certifié véritable, contenant la désignation des lieux exploités, la nature de la mine, le nombre d'ouvriers employés, les quantités de matières extraites, etc.

Le dernier article de la loi (article 27), emprunté aux articles 39 et 40 des comités, réglait seulement les formes juridiques auxquelles étaient soumises les concessions (1).

Le texte définitif de la loi laissait complètement de côté certains articles du projet des comités.

Les députés qui votèrent cet instrument législatif paraissent avoir eu surtout un excessif souci de prudence. L'intention manifeste qui se dégage d'une comparaison entre le projet proposé et le texte voté et d'une étude des amendements est assurément celle de ne pas engager la loi dans une orientation trop accusée, de louvoyer, de concilier, de balancer toujours, pour ainsi dire, les formules favorables aux concessionnaires par des compensations aux propriétaires. L'Assemblée repoussa tous les articles qui lui paraissaient peser trop évidemment en faveur des concessionnaires dans l'équilibre qu'elle essayait d'établir.

Les comités avaient proposé de donner une garantie aux concessionnaires qui allaient engager de gros capitaux dans les entreprises nouvelles. L'article 26 de son projet n'avait pas d'autre but :

« Nulle concession en exploitation ne pourra être révoquée pendant tout le temps de sa durée, sous quelque prétexte que ce soit. »

La Constituante voulut réserver l'avenir, refusa de s'engager et repoussa l'article.

(1) Nous citons la loi d'après le texte définitif publié par M. Charles SCHMIDT dans son recueil : *L'Industrie. Instruction. Recueil de textes et notes*. Collection de la Commission de recherche et de publication des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.

Deux articles, l'article 11 et l'article 34, qui défendaient énergiquement à quiconque de troubler soit directement soit indirectement les concessionnaires anciens ou nouveaux dans la jouissance de leur concession et de les empêcher de suivre les veines et filons partout où ils les conduiraient, eurent le même sort que l'article 26.

Les comités, par les articles 21 et 22, ramenaient les anciennes concessions, trop étendues, aux limites fixées par la loi, mais donnaient en même temps aux anciens concessionnaires la préférence à tout autre pour entreprendre une seconde exploitation nouvelle sur les terrains qu'on retranchait de leur concession primitive diminuée et sur lesquels ils avaient déjà commencé des travaux. Ces deux articles, favorables évidemment aux concessionnaires, furent rejetés.

Il en fut de même de l'article 36 qui disait :

« Si les travaux mentionnés à l'article précédent deviennent utiles à quelques exploitations voisines, elles y contribueront en raison de l'utilité qu'elles en retireraient, suivant la reconnaissance qui en serait faite par experts ou à l'amiable. »

« *Quelque exploitation voisine...* » Il ne pouvait s'agir que de propriétaires proches de la concession ; deux concessions s'établissaient bien rarement assez près l'une de l'autre pour que le cas visé fût celui de deux grandes compagnies. En tout cas, même si les propriétaires n'étaient pas spécialement visés par cet article 36 il se pouvait qu'ils fussent atteints. L'article fut repoussé (1).

La loi qui fut votée le 27 mars par la Constituante après une longue bataille parlementaire, où furent dépensés avec tant de

(1) Un article du projet (37) fut repoussé sans que nous puissions découvrir ni l'intérêt qu'il présentait pour les comités ni la cause de l'effroi qu'il inspira à l'Assemblée :

« Il sera permis aux entrepreneurs de mines d'engager des ouvriers pour le temps dont il sera convenu entre eux et ils auront un recours direct aux tribunaux pour l'exécution de ces engagements ».

Peut-être voulait-on éviter les ruptures de contrat des ouvriers à la fois agricoles et industriels. C'est en tout cas le seul article — et si peu important! — où il soit question des ouvriers des mines dans le projet ou dans le texte de loi.

talent, tant de vigoureux et illustres efforts, différait très sensiblement du projet du comité. Elle en modifiait le principe essentiel, elle en aggravait les conséquences, elle en accentuait la confusion. Elle était empreinte d'un esprit très marqué de réaction ; le moins qu'on en peut dire, en écartant de la plume les expressions passionnées, c'est qu'elle fut mauvaise et funeste, empoisonnée de duplicité. Il est fort heureux que, promulguée au seuil d'une période troublée, elle ne produisit point son plein effet. Mauvaise et funeste, elle ne porte en aucune façon le signe des lois nécessaires, engendrées par le jeu des choses, promulguées par d'inéluctables circonstances sociales, dictées par la force d'une évolution qu'elles résument et codifient. Elle est marquée au contraire de tous les stigmates de la loi de passion et de hasard, inspirée par les circonstances passagères et les intérêts particuliers.

Loin d'être un instant de l'évolution des mines, elle en interrompt au contraire le cours. Elle n'est qu'un brusque sursaut d'intérêts humains exaspérés. Depuis 1744, l'évolution, que nous avons dégagée dans ces chapitres, conduisait les mines dans la voie des concessions de plus en plus solidement et normalement établies. Le développement de cette industrie, la participation, indispensable à son existence, des gros capitaux et d'une science rationnelle, les efforts accumulés, l'expérience acquise, toute l'activité utile de cinquante années tendait à effacer peu à peu le caractère de précarité, de provisoire et d'instabilité qui avait d'abord altéré et dénaturé le jeu des efforts dans le domaine minier. La loi de 1791 remit tout en question.

Ce n'est pas tout. L'arrêt de 1744, les règlements et la création d'une administration complète qui le suivirent, avaient, à l'insu même des hommes qui gouvernaient, engagé les mines dans une voie précise, les avaient pour ainsi dire teintées dans leur développement de nuances d'étatisme inconscient. Cette industrie avait nettement évolué de la multiplicité vers l'unité, de la poussière d'exploitations vers la concentration indispensable des grandes concessions auxquelles on avait pourtant, dans la législation et dans la pratique, conservé un caractère transitoire. Toute la politique minière des Conseils de la fin de l'ancien régime était une préparation à l'étatisation.

Issus d'une bourgeoisie propriétaire, industrielle et commerçante, les Constituants convaincus que la propriété était sacrée et intangible et partisans d'autre part de la liberté du commerce et de l'industrie, faussèrent complètement la marche de cette évolution. En proclamant l'accession presque obligatoire des petits propriétaires à l'exploitation, en enlevant à la Nation la propriété du sous-sol, l'Assemblée rejeta les mines dans la vie morcelée et improductive et arracha à la collectivité la richesse du sous-sol.

La loi de 1791, destinée à apporter l'ordre dans les régions minières du royaume, mais établie sur une équivoque, ouvrit une période de troubles, de séditions, de chaos. Les propriétaires armés soulevèrent le Forez ; la situation de de Tubeuf devint intolérable en Languedoc au point que ce concessionnaire, tenace et volontaire pourtant, abandonna la lutte et émigra en Amérique. L'entreprise de Montcenis continua à se débattre dans les contradictions et les chicanes.

Les propriétaires ne s'étaient pas mépris sur le véritable sens de la loi enfoui au fond d'articles nombreux et compliqués. Quelques-uns d'entre eux adressaient aux administrateurs du directoire du département de Rhône et Loire des lignes qui résument bien leur état d'esprit général :

Messieurs,

« Vous avez su les peines que se sont données les propriétaires des mines de Rive-de-Gier pour rentrer dans leur propriété : leurs droits ont été consacrés par les décrets de l'Assemblée nationale

Nota. — Il serait nécessaire de nommer de suite quelqu'un pour surveiller ces exploitations, parce que nombre d'extracteurs ne tiennent leur exploitation que des ci-devant concessionnaires ; ces derniers étant renvoyés par la loi, leurs concessionnaires se voyant expulsés par les propriétaires qui exploitaient avant ce privilège vont faire des dégâts : de là pourrait en résulter un manquement de ce combustible par le retard d'exploitation. » (1)

Colomb, député extraordinaire des propriétaires de mines de charbon du Forez auprès de l'Assemblée nationale, fut reçu en

(1) Bibl. mun. de Lyon. Collection COSTE, 11036.

trionphe à son retour à Saint-Etienne, tant son dévouement à la cause de la petite propriété paraissait, sans aucun doute possible, avoir porté ses fruits ; il donna lecture « d'une adresse à l'Assemblée nationale pour lui offrir un bloc de charbon avec des inscriptions comme un hommage de la reconnaissance des propriétaires des carrières de ces contrées sur le décret qui les affranchit de l'avidité des concessionnaires ... (1) »

Les propriétaires enregistraient donc officiellement leur succès. Ils n'avaient d'ailleurs pas attendu le vote de la loi pour passer de l'espoir aux actes. Dès le 14 juillet 1789 ils avaient compris que l'esprit des temps nouveaux leur était favorable et peu de jours après la prise de la Bastille, la fermentation avait recommencé dans le Languedoc.

Aussitôt après le vote de la loi, un peu partout le mouvement d'abord vague se précisa et s'enhardit. Par exemple dans le Forez, pays essentiellement de petite propriété, un nommé M..., bourgeois notable de Saint-Etienne, suivi d'une bande de gens en armes envahit la concession d'Osmond, à Roche-La-Molière, et signifia un congé énergique aux agents de la compagnie. Les vitres de leur maison furent brisées, les chevaux dispersés, les conducteurs assommés. On tira des coups de fusil et les représentants d'Osmond durent céder à la force (2).

Ainsi le calme qui à la fin de l'ancien régime se rétablissait peu à peu autour des concessions, l'ordre qui commençait à régner dans l'industrie minière étaient tout à coup, à nouveau troublés par la loi. Dans toute la France, l'agitation des propriétaires créait, comme jadis, une atmosphère malsaine d'insécurité autour des concessions qui résistaient encore. Nombre d'autres étaient balayées par le mouvement.

La loi de 1791 était une loi de duplicité. L'Assemblée en effet ne se faisait aucune illusion sur la valeur industrielle des petits propriétaires. Les arguments fournis par les avocats des concessions, par Mirabeau surtout, étaient trop précis et trop con-

(1) Mairie de Saint-Etienne. Registre des délibérations du conseil général de Saint-Etienne, 14 avril 1791.

(2) Voir BROSSARD, *ouv. cit.*

vaincants pour que personne pût croire un instant que la richesse minière de la France pût être mise en valeur par des petits propriétaires sans ressources, sans connaissances, sans unité. D'ailleurs l'expérience avait été tentée et elle n'avait laissé après elle que ruines, gisements gâchés et perdus, galeries à peine esquissées et éboulées, trous informes envahis par les eaux. Si d'ailleurs la Constituante avait eu un doute seulement sur la valeur respective des petits propriétaires et des concessionnaires en face de l'œuvre qu'il fallait continuer et perfectionner, elle aurait, dans les dispositions d'esprit où elle était, supprimé purement et simplement les concessions et le régime concessionnaire. Elle n'osa pas pousser jusque là les conséquences de ses principes et vouer irrévocablement à la ruine les gisements de houille devenus objet de première nécessité.

Mais tandis que ses délibérations, et trop rarement ses votes, étaient dominés par la réalité de la situation, par l'expérience, par les nécessités des choses, ses principes, son amour de la propriété, sa foi dans son intangibilité combattaient au fond de sa conscience en faveur de ces petits fonds ruraux qui lui semblaient, par leur qualité de propriété, être la base même de la société nouvelle. Elle n'osa ni abolir la concession, ni restreindre la propriété. La loi qu'elle mit sur pied fut ainsi une loi double, confuse, contradictoire et dangereuse.

Nous ne sommes pas de ceux qui voient dans la Révolution une atteinte à la continuité de la tradition française. Bien au contraire, nous croyons y découvrir le plus bel épanouissement de la pensée suivie, de l'effort séculaire, du génie puissant de la race. La Révolution, telle qu'elle se répandit sur le monde pour son progrès et son bonheur, est faite de toute la générosité, de toute la grandeur, de tout l'idéal du peuple de France mûris pendant des siècles.

Mais la Révolution porte, indélébiles, les caractères de la classe qui la provoqua, la conduisit et en profita : l'amour de la propriété personnelle est un de ces caractères.

L'aube du grand mouvement industriel moderne et l'aube de l'affranchissement politique se confondent dans la même clarté. Et dès cette heure première de jeunesse, les nécessités économiques se trouvent souvent en contradiction avec les

principes politiques de la classe qui arrive au pouvoir. Le développement parallèle des forces économiques et politiques accentuera par la suite cet antagonisme à la naissance duquel nous venons d'assister. Toute la politique générale de la Révolution en est déjà troublée. Nulle part mieux qu'à propos des mines on ne saisit à quel point la vie sociale de la France dépassa les principes de ses législateurs (1).

(1) Voici des jugements portés par deux auteurs sur la loi de 1791. RÉCY-REY. *Revue des Deux Mondes*, art. cit. :

« La loi du (27 mars et complétée le) 28 juillet 1791, qui ne devait précéder que de dix-neuf ans la loi actuellement en vigueur, ne fut à proprement parler, malgré les discussions solennelles au milieu desquelles elle avait été enfantée, qu'une sorte de transaction mal définie entre deux systèmes contraires. Elle abondait en incohérences ; ainsi après avoir mis les mines à la disposition de la Nation, elle accordait une préférence aux propriétaires du sol, qui jouissaient en outre de celles situées à cent pieds de profondeur, faute grave, dont les conséquences désastreuses pèsent encore aujourd'hui sur les exploitations ouvertes à cette époque ».

JAYEZ. *La législation des mines en France* :

« La loi de 1791 a fait une large part au système de l'accession. On peut dire qu'en principe elle a remis le droit d'exploiter les mines au propriétaire de la surface pour ne le lui retirer que s'il ne voulait pas ou ne pouvait pas exploiter ».

CONCLUSION

Le terme de notre étude nous laisse cette impression qu'en dépit d'un plan longuement médité et scrupuleusement suivi, on pensera trouver dans ce livre quelque confusion et quelque chaos. Nous pourrions alléguer que, forcé de dégager des idées et des faits de l'histoire de toutes les exploitations minières disséminées dans l'étendue du royaume, histoires souvent contradictoires en ce qui concerne les méthodes de travail et les conditions d'existence, tenu de prendre nos exemples au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest quelquefois à des époques différentes, toujours dans des circonstances variables, l'impression confuse que laisse notre effort est plus superficielle que réelle et que, en tout cas, elle réside dans la seule présentation des choses. En réalité, ce chaos et cette confusion tiennent à des causes plus profondes et, pensons-nous, inévitables.

Mieux même, il fallait qu'on les sentît dans ces chapitres, pour avoir une idée pour ainsi dire matérielle de l'histoire des mines de France entre 1744 et 1791. La confusion est le caractère même de cette portion d'histoire économique; et à travers l'obscurité, les contradictions, les luttes, les hésitations, les tâtonnements et les efforts que nous avons constatés, les grandes idées économiques qui se dégagent, l'organisation financière qui cherche à s'affirmer, le personnel ouvrier qui tend à se constituer, le machinisme qui de plus en plus s'impose, les solutions qui interviennent entre les grandes concessions et la propriété, les rapports qui s'établissent entre l'Etat et la

grande industrie, tous les organismes enfin dont nous avons montré l'éclosion et le développement, nous apparaissent comme des forces d'ordre et de méthode, des puissances de progrès et de lumière qui coordonnent, disciplinent, éclairent enfin ce chaos et cette confusion. L'effort d'une industrie pour naître et s'organiser au milieu de tous les obstacles de routine, de toutes les difficultés d'instruments — personnel ou machinisme — à créer, de toutes les luttes de la propriété industrielle moderne contre la propriété primitive, tel est le caractère essentiel de la période d'histoire économique que nous avons étudiée.

Cet effort est général. Toutes les exploitations minières furent obligées de le donner. Celles même dont la fortune fut le plus rapide, comme Anzin, s'établirent au prix de déceptions coûteuses et innombrables, sortirent de procès sans fin et prospérèrent au milieu d'assauts répétés. Si l'on considère qu'à la veille de la Révolution, au prix d'énergies sans cesse tendues, de capitaux libéralement prodigués, de persévérance et d'intelligence, l'industrie des mines avait conquis un développement déjà magnifique ; qu'elle employait dans l'étendue du royaume une armée de travailleurs, un capital formidable et un machinisme dont le perfectionnement avait marché à pas de géant, on peut regretter que la loi de 1791 ait arrêté cet essor en faussant plus que jamais la situation sociale des concessions et en ramenant l'incertitude et l'inquiétude dans un labeur qui avait besoin avant tout de sécurité et de paix.

La Constituante se laissa volontiers forcer la main. Dès le début de la Révolution, dès les cahiers de doléances, les propriétaires dépossédés s'étaient repris, nous l'avons vu, à espérer. L'Assemblée était à peine réunie qu'elle était déjà assaillie de requêtes. En fait, ses principes et ses déclarations qui, dans l'esprit des propriétaires, passèrent immédiatement du domaine politique dans le domaine économique, remettaient tout à coup en question la propriété du tréfonds. La suppression des privilèges comportait, dans l'esprit des bourgeois et des paysans qui n'avaient jamais désarmé, l'abolition des privilèges industriels accordés sous forme de concession. Nous avons vu l'embarras de l'Assemblée. Sans doute la théorie soutenue dans tous les mémoires de propriétaires entraînait dans ses vues et dans ses conceptions. Elle ne pouvait la condamner sans renier du même coup les bases mêmes de son programme. D'autre part, les

enquêtes qu'elle ordonna, les arguments précis que les orateurs apportèrent aux comités ou à la tribune démontraient jusqu'à l'évidence qu'à l'heure où la France nouvelle avait besoin de mettre en valeur toutes ses richesses, un respect exagéré de la propriété frapperait de stérilité, comme jadis, l'exploitation des trésors souterrains. Prise entre la réalité et la théorie, la Constituante essaya d'éluder la question. Pressée de la résoudre, elle ne prit pas franchement position ; jamais débat ne fut plus trouble, plus imprécis, jamais loi ne fut plus ambiguë et moins courageuse. Contradiction stupéfiante, les discours des députés qui soutenaient les prétentions des propriétaires sont pleins de la nécessité des concessions ; les phrases des orateurs qui défendaient les concessions sont imprégnées du culte de la propriété intangible. Ces hommes étaient inconsciemment dominés par les obscurités du chapitre *du domaine réel du Contrat Social* qui fait de la propriété personnelle à la fois une délégation garantie et une possession inaliénable, au fond, de la communauté.

Tout le débat — et son ampleur en fait l'un des débats économiques les plus importants de la Révolution — tout le débat où Mirabeau donna le dernier effort de son éloquence fut dominé par l'idéal de la propriété et — il faut bien le dire — par le souci de garder intangible un principe qui faisait l'orgueil égoïste de la classe arrivée au pouvoir bien plus que par la volonté de respecter une des clauses du pacte social. On vit ce spectacle singulier d'une bourgeoisie avide de la propriété immédiate dans laquelle elle avait placé toute son ambition et toute sa raison d'être, méconnaissant aveuglément et obstinément les formes nouvelles de la propriété industrielle qui avait fait sa fortune et qui était tout son avenir. Les hommes de la Constituante n'osèrent pas franchement reconnaître cette propriété industrielle que la monarchie à son déclin avait esquissée. Ils n'osèrent pas substituer, au principe de la propriété pure et simple par droit de premier occupant, d'acquisition ou d'héritage, le principe de propriété établi sur la mise en valeur, au profit de la communauté, du fonds délégué, le principe, en un mot, de la propriété du travail.

Malgré tout, ils n'allèrent pas non plus jusqu'à condamner définitivement cette conception neuve qui allait avoir de lointaines et graves conséquences.

Qu'on ne pense pas que nous tenions la concession pour un régime définitif. Nous la considérons au contraire, nous allons le dire plus loin, comme une étape vers une forme plus strictement étatiste ou si l'on veut collectiviste. *Mais il est certain pour nous que les concessions ont été à cette époque les instruments indispensables de la mise en valeur des gisements houillers.* Cette forme d'exploitation n'est sortie ni d'un caprice, ni d'une théorie : elle s'est imposée après la faillite de tous les autres systèmes. Ce n'est pas de gaieté de cœur, avec l'insouciance que la monarchie avait apportée à l'établissement de la concession générale ou de la liberté indéfinie, que la monarchie elle-même se rallia à ce système : on sait sous la pression de quelles braves nécessités elle rendit l'arrêt de 1744, de quelles précautions et de quelles enquêtes elle l'entoura. On peut dire, il est vrai, qu'elle se préoccupa peu de la petite propriété bourgeoise et paysanne, que même elle fut heureuse d'enrayer le mouvement qui grossissait visiblement les acquisitions foncières de ces classes sociales. L'objection n'est valable que dans certains cas. Quand elle concédait à de Tubeuf des terres de de Castries, pour ne prendre qu'un seul exemple, quand elle ordonnait de sérieuses enquêtes sur les moyens dont disposaient de vieux noms de la noblesse avant de leur accorder une concession, quand elle recommandait l'union des capitaux, la constitution de grandes compagnies, elle obéissait à d'autres mobiles qu'à des considérations sur la propriété.

Le règne des concessions est arrivé parce qu'il ne pouvait pas ne pas venir.

Les autres industries avaient pu s'accommoder du régime étroit de médiocres capitaux, isolés, du morcellement de l'exploitation modeste et timide, souvent des petits ateliers campagnards. Les mines, elles, périssaient de ce régime, et au moment même où le déboisement devenait une calamité nationale, le combustible apparaissait aussi nécessaire que le pain.

Il était manifeste que tous les terriers, les ébauches de galerie, les trous de hasard creusés jusqu'alors étaient insuffisants ; et cette constatation s'imposait juste à l'heure où les millions engloutis par les Desandrouin, les Cernay, les Solages, les Charost, portaient enfin leurs fruits. La preuve était faite qu'il fallait d'énormes capitaux pour donner à la France le charbon auquel elle aspirait et qu'elle allait chercher à l'étranger, des

capitaux qui permissent les entreprises hardies, les grandes concentrations ouvrières, la mise en œuvre de tous les moyens de vaincre les difficultés d'exploitation. Or, pouvait-on demander à un particulier de sacrifier sa fortune, pouvait-on solliciter la formation de compagnies et l'association de capitaux, pouvait-on espérer placer des actions ou des parts, si l'on n'accordait pas à ceux qui se déclaraient prêts à fournir l'effort d'argent et d'intelligence les garanties sérieuses et durables d'une entreprise assurée pour de longues années. Cette garantie ne pouvait être que la possession pour une longue durée déterminée d'une mine avec tout ce qu'elle comportait de prolongements, de ramifications, de veines, de filons souterrains; autrement dit, cette garantie ne pouvait être que la concession.

Les concessions ne trompèrent pas l'espérance qu'on avait mises en elles. En dépit des assauts qu'elles eurent à subir, elles réalisèrent des concentrations d'efforts considérables — les premières grandes concentrations industrielles, croyons-nous — de capitaux, de main-d'œuvre et d'outillage. L'introduction sur les mines du machinisme, et particulièrement de la machine à balancier, leur doit être attribuée. Leur destinée brillante prouve surabondamment les avantages qu'elles présentèrent et attestent les services qu'elles rendirent, encore que leur essor eût été ralenti par les procès, les attaques, les difficultés de transport et la concurrence étrangère. A la veille de la Révolution, l'importation de houilles était partout enrayée par la production nationale ; les mines de France assuraient la plus grande partie de la consommation du royaume ; le péril du déboisement était partiellement conjuré ; et pourtant, le développement continu de l'industrie avait augmenté dans d'énormes proportions la consommation du combustible.

Pas un des progrès accomplis dans l'art d'exploiter les mines de charbon, pas un des grands travaux souterrains ne peut être attribué au règne des petits extracteurs. Tous sont dus aux grandes concessions, aux grandes compagnies. Au contraire dans leur haine aveugle et stupide de la concession, les petits propriétaires dégradèrent souvent par tous les moyens possibles les galeries d'écoulement, indispensables à toute exploitation de concessionnaire ou de propriétaire, et d'autres beaux travaux. Quand ils n'osèrent pas exercer eux-mêmes leur vandalisme, ils allèrent jusqu'à envoyer des enfants qui, tout en

affectant de jouer, mettaient à sac les travaux coûteux et utiles. Le cas s'est produit en Languedoc.

Mieux encore. Partout où les petits propriétaires parvinrent à remettre la main sur les exploitations des concessionnaires découragés, ils massacrèrent à plaisir des travaux qu'ils n'avaient plus qu'à entretenir, ils revinrent immédiatement, poussés par un invincible instinct, à la routine et au gâchis, provoquant les écroulements de galeries, abattant stupidement les piliers de soutien, laissant se combler les moyens d'écoulement, substituant partout le désordre, l'insouciance et l'ignorance à la méthode et à la science. Dans leurs plaidoyers larmoyants et violents à la fois, dans leurs mémoires au Conseil ou à l'Assemblée nationale, ils ne purent même pas invoquer, pour défendre leur mauvaise cause, un seul service rendu à l'industrie minière, un seul perfectionnement introduit par eux, une seule exploitation d'importance, une seule entreprise vraiment utile ; il leur fut impossible de mettre en ligne un seul effort qui témoignât en leur faveur. Ce silence est significatif. Ils eussent été trop heureux de plaider avec de tels arguments s'ils eussent existé. Ils en furent réduits à invoquer sentimentalement les droits des propriétaires à exploiter... même lamentablement, à parler de leurs misères, à réclamer leurs droits comme une aumône, et à les soutenir contre l'intérêt même de la société.

Nécessité de concentrer les capitaux autour d'une garantie, nécessité d'exploiter méthodiquement et scientifiquement, ces deux raisons suffisaient à imposer le régime des concessions, comme le seul capable d'assurer à la France sa place de productrice de charbon.

L'importance et le caractère spécial des exploitations minières, révélés par les soucis graves de disette, fit concevoir au gouvernement de 1744 que cette industrie différait des autres au point de rentrer presque dans l'ordre des services publics. Elle touchait si directement à l'existence même du pays qu'il fut amené à désirer l'avoir en main, la dominer, la conduire, la contrôler.

Mais pour qu'un contrôle fût possible, il fallait que l'Etat pût l'exercer dès l'établissement de l'entreprise, ou plutôt que l'entreprise ne pût pas s'établir sans l'autorisation et le contrôle de l'Etat. En accordant la concession, l'Etat imposait ses conditions, et se réservait ainsi, avant de rendre l'arrêt, la possibi-

lité d'ordonner une enquête sérieuse sur les moyens et les facultés du postulant. Le concessionnaire devait tout à l'Etat et était bien forcé d'accepter sa tutelle ; il l'acceptait si complète que nous l'avons vu solliciter le Conseil pour que celui-ci voulût bien intervenir dans ses affaires financières intimes. Les concessions, au moment où elles parurent, réalisaient au mieux la forme que l'Etat désirait donner à l'exploitation du sous-sol. Mais ce qu'il faut bien marquer, c'est qu'elles ne sortirent pas du cerveau d'un gouvernement. On y pensa au moment où tout contribuait à les imposer et jamais arrêt ne fut moins improvisé que celui de 1744. Il naquit des circonstances elles-mêmes. Il semble que le Conseil ne pouvait pas ne pas le rendre ; il ne fit qu'enregistrer une situation et appliquer le remède qui était contenu en puissance dans le mal lui-même. Ce ne fut pas le Conseil qui imposa son arrêt à la France industrielle, ce fut la France industrielle qui le suggéra au Conseil.

Au tableau des services rendus par les grandes compagnies, il manquerait des touches essentielles si nous ne résumions pas ici ce qu'elles ont fait pour la classe ouvrière.

L'arrêt de 1744, on l'a vu, avait édicté des mesures précises pour assurer la sécurité des mineurs dans les galeries et les puits. Les inspecteurs, dès qu'ils furent créés, reçurent des ordres sévères pour exiger l'application de ces mesures. Partout où l'absence de bois de chêne rendait difficile l'observation des règlements, ils s'assuraient en tout cas de la solidité des travaux. Les compagnies, pour se concilier l'Etat, en entrant dans ses vues humanitaires, pour attirer les bons ouvriers, si rares et si demandés à cette époque, sous l'impulsion aussi de quelques grands entrepreneurs qui, comme le prince de Croy, appartenaient au clan « des honnêtes gens sensibles » fort à la mode à cette époque, furent amenées à prendre des mesures d'assistance et de secours. Nous avons, au cours de cette étude, rencontré des essais d'assistance aux blessés et aux malades, de pensions aux veuves, de retraites aux vieux ouvriers. En face de ces œuvres de pitié, si timides qu'elles eussent été, quel effort de solidarité humaine pouvaient produire les petits propriétaires ? Nulle part, nous n'avons trouvé trace d'un mouvement généreux, de ces petits bourgeois ou de ces petits paysans vis-à-vis de leurs ouvriers ; leur défense est d'un égoïsme que rien n'atténue. Aucun rayon de bonté ou de justice n'illumine les

sombres profondeurs de leur œuvre funeste et inutile d'où il ne sort que le halètement farouche de bêtes de somme exploitées sans miséricorde et dont le bain effraya le chevalier de Grignon. Lorsque Mirabeau, évoquant la prospérité d'Anzin, comptait au nombre des progrès qui plaidaient en faveur des compagnies, les sommes dépensées pour l'assistance sociale, pas une voix d'orateur, et dans les mémoires, pas une ligne d'écrivain, pas un avocat des propriétaires, ne put répondre, montrant du doigt un hôpital ou une caisse de retraites : voilà ce qu'ils ont fait, eux.

Dans tous les domaines de leur activité sociale et industrielle, les compagnies minières rendirent les services qu'on attendait d'elles. L'avenir a montré qu'elles étaient réellement l'organe qui devait apparaître au XVIII^e siècle dans l'ordre de l'évolution. Elles ont créé la grande industrie moderne des mines et ouvert toutes les voies où les compagnies qui leur ont succédé se sont engagées. Grâce à ces premières grandes compagnies, les méthodes d'exploitation, les bases des sociétés financières, les rapports des patrons et des ouvriers, les rapports de l'Etat et des mines se dégagèrent par l'expérience et se précisèrent, il n'y eut plus qu'à perfectionner les instruments désormais existants.

Est-ce à dire que les concessions et les grandes compagnies constituent le terme définitif de l'évolution des mines, le mode parfait d'exploitation, la forme immuable dans laquelle elles sont à jamais réformées ? A perpétuité, les mines de France doivent-elles suivre leurs destinées dans le cadre de ce système ? Si nous avons réussi dans notre intention, il doit se dégager de notre étude l'impression que les grandes compagnies, pour indispensables qu'elles aient pu être, n'ont été dans la pensée des hommes d'Etat qu'une étape de l'évolution. C'est notre conviction du moins, peut-être imparfaitement indiquée. Précisons ici : Au XVIII^e siècle, les mines ont tendu à passer, sous la pression des besoins de la Nation, de l'infinité des petites entreprises à l'unité de la concession, de l'exploitation personnelle des propriétaires à l'exploitation collective des compagnies. Il s'est donc produit un double phénomène : les exploitations morcelées se sont concentrées et cette concentration s'est opérée au profit d'une sorte de collectivisme capitaliste. Rappelons-nous ici l'argumentation essentielle de ceux qui

soutenaient que les mines étaient une possession de l'Etat : La richesse du tréfonds, qu'on ne soupçonnait pas, n'a pu être partagée et garantie en même temps que la propriété foncière. N'ayant pas été partagée, elle est donc demeurée à l'Etat. Quand l'Etat a délégué la propriété de cette richesse tréfoncière à quelques citoyens, c'était pour qu'ils en usassent dans le meilleur intérêt de la collectivité. C'était à cet argument que les adversaires de la propriété d'Etat répondaient en affirmant que la propriété avait été déléguée sans restriction et qu'elle comportait aussi bien le droit de fouiller un champ que de le labourer et de l'ensemencer. Argument bien fort et qui avait séduit l'esprit positif de Turgot.

La théorie d'Etat comporte des conséquences qui dépassent de beaucoup le système des concessions. On les entrevit au ^{xviii}^e siècle déjà. La propriété tréfoncière qui appartient à l'Etat, affirme-t-elle, doit avant tout être employée dans « le meilleur intérêt de la collectivité ». C'est là son principe essentiel. Mais a-t-il complètement passé dans la pratique quand on y a satisfait dans le seul domaine industriel ? Déléguer à des sociétés capables de le mettre en valeur une partie du commun domaine souterrain, ce n'est réaliser qu'une partie de ce programme et c'est priver la collectivité des profits financiers de l'exploitation. Sans doute les grandes compagnies assurent une extraction meilleure pour les besoins industriels et domestiques du royaume. A ce point de vue, l'Etat est d'accord avec son principe, mais elles réservent en même temps la jouissance des produits de cette extraction aux privilégiés qui ont reçu la délégation de l'Etat, et la collectivité est privée d'une partie des avantages qu'elle pourrait retirer du tréfonds national. Pour être logique et pour donner au problème une solution complète, l'Etat aurait dû, au ^{xviii}^e siècle, enlever aux petits propriétaires, frappés de déchéance pour incapacité, une puissance dont la mauvaise application nuisait aux intérêts de tous, mais conserver à la collectivité les bénéfices matériels en même temps que les profits d'une exploitation dont il réclamait la propriété. En un mot, il devait exploiter lui-même ou déléguer l'exploitation à un groupement organisé faisant partie de lui-même : par exemple à la province. En somme, au lieu de conserver à la collectivité ce qu'en son nom il avait enlevé à la propriété personnelle, l'Etat, en instituant le régime des concessions, délè-

guait le patrimoine commun à des particuliers qui, avec leur profit personnel, devaient assurer une exploitation utile à l'ensemble des Français.

Les vices du système que l'arrêt de 1744 avait été contraint d'adopter par la force des choses — incapacité absolue de l'Etat d'user personnellement des mines — n'échappèrent ni aux hommes qui le promulguèrent ni à ceux qui par métier s'occupèrent de cette industrie. Les législateurs, persuadés qu'à défaut de mieux, l'intérêt de la collectivité exigeait que l'exploitation du sous-sol fût déléguée à des particuliers, s'attachèrent à enlever à cette délégation tout caractère d'immutabilité et d'indépendance, ils tinrent à imprimer à certains articles de leur œuvre un cachet de provisoire. Ils ne semblent pas avoir eu le moins du monde la conception que la forme qu'ils adoptaient fût la forme la plus parfaite.

Les difficultés politiques et financières imposèrent au Conseil de 1744 une solution atténuée et prudente qui, au reste, correspondait exactement aux besoins de la situation et était dans la logique de l'évolution. La centralisation complète ne pouvait se faire que par des étapes, et l'Etat était habile en abandonnant aux compagnies des bénéfices en échange d'énormes et coûteux travaux qu'il aurait été incapable d'entreprendre lui-même.

Il ne serait d'ailleurs pas dans la vérité historique de dire que le sens complet de la théorie étatiste apparut dès le XVIII^e siècle. On en eut plutôt un obscur pressentiment. Mais l'historien a le droit d'étudier, par delà les faits, les idées qui s'ébauchent, les formes encore inconscientes des théories de l'avenir, de découvrir les tendances imprécises, de dégager l'impondérable. Dans ce domaine, où l'histoire voisine avec la psychologie, l'état d'esprit, les observations, les conseils, les administrations des inspecteurs et des spécialistes envoyés en mission à l'étranger révèlent à quel point la conception étatiste ou semi-étatiste des mines était inconsciemment présente à tous les esprits. C'est vers elle que, plus ou moins timidement, ils tendent tous : ce qui les frappe, tous ces inspecteurs et tous ces spécialistes, c'est la part que prend l'Etat ou le Prince (incarnation de l'Etat) dans l'industrie minière. Ils proposent tous en exemple au gouvernement de la France une action similaire, non plus seulement de contrôle et de surveillance, mais de collaboration ef-

fective de capitaux et de subventions à intérêts. Ce qui ressort de tous leurs conseils, c'est qu'ils cherchent à orienter l'Etat, non pas encore vers l'exploitation directe, mais vers une association industrielle, vers une participation financière aux entreprises minières, même quelques-uns vers une banque d'Etat pour cette industrie.

Recherchant si, de fait, l'étatisme connut réellement quelques essais pratiques d'application, nous négligeons volontairement ici la nationalisation passagère de quelques mines, durant la Terreur. Elle est hors des dates de notre étude, et d'ailleurs imposée par des circonstances spéciales et non par l'évolution logique des choses. Nous trouvons à la fin de l'ancienne monarchie quelques cas qui, quoique isolés et incomplets, offrent l'intérêt de nous montrer combien l'étatisme ou du moins ses modes et ses manières étaient près de la pensée des hommes du XVIII^e siècle. Les Etats du Languedoc sollicitèrent une concession *au nom de la province*. La tentative d'exploitation par un pouvoir provincial est donc bien caractérisée, et dans l'esprit de l'époque les assemblées des provinces au moins n'étaient pas exclues du droit de concession.

Le privilège de la Réserve obtenu par la ville de Saint-Etienne et toute la politique minière de cette cité est un exemple de participation municipale à l'exploitation des mines de charbon. La Réserve était un territoire que la ville *exploitait elle-même* ou sur lequel elle déléguait le droit d'exploiter.

Ainsi, lorsque s'organisait en France le régime minier qui devait réaliser « la plus grande utilité de la collectivité » ce ne fut pas uniquement du côté des grandes compagnies particulières que s'orientèrent les essais. On donna à l'esprit de l'arrêt de 1744 son sens le plus large en envisageant l'accession des collectivités et même de l'Etat à l'exploitation des mines. L'Etat aurait peut-être éprouvé moins de difficultés que les compagnies à se substituer aux propriétaires, exaspérés surtout d'être dépossédés au profit de particuliers.

Mais il n'entra pas plus avant dans cette voie d'exploitation directe par lui-même ou par les pouvoirs locaux. Le mauvais état de ses finances, l'inquiétude de sa politique contribuèrent à le diriger vers d'autres conceptions. Il n'en reste pas moins vrai que le principe même qui avait inspiré les décisions de l'Etat permettait aux groupements administratifs d'entrer en

concurrence avec les concessionnaires particuliers et autorisait ceux que préoccupait le problème des mines à tirer de ce principe de hardies conséquences. Nous avons donc raison de dire que l'établissement du régime des concessions contenait en germe un système qui dépassait les concessions elles-mêmes.

L'attitude de l'Etat vis-à-vis des mines était pleine du regret d'avoir abandonné ces exploitations entre des mains particulières. Sa politique du moins indiquait qu'il les considérait comme un service d'utilité publique qui, s'il n'était pas complètement entre ses mains, devait dépendre dans une large mesure de sa volonté et de son administration. L'immixtion de l'Etat dans les mines a un caractère bien différent du contrôle qu'il exerçait sur l'industrie en général.

L'entreprise minière qui ne peut s'établir sans l'agrément de l'Etat, qui doit accepter ses conditions, lui fournir des renseignements très intimes, répondre à ses enquêtes, lui offrir des garanties, est déjà dans une situation particulière de dépendance. Encore n'est-elle transformée en concession définitive qu'après une permission provisoire d'un an, après une épreuve où les postulants étaient obligés d'engager déjà des capitaux assez considérables.

Cette dépendance ne se bornait pas là. L'Etat avait été peu à peu amené à créer toute une administration spéciale pour mieux tenir en main l'industrie minière. Nous avons vu que sa surveillance et même son ingérence n'étaient pas illusoires. L'Etat avait encore remarqué le caractère exceptionnel de l'industrie minière en enlevant à la justice ordinaire, pour les porter devant ses représentants directs, les intendants, les causes concernant les mines. Il avait mis à la charge des entreprises la création de l'Ecole des Mines, l'entretien des élèves dont la présence était imposée aux différents entrepreneurs et compagnies ; il leur réclamait les fonds nécessaires à l'institution de Paris. Enfin, dans certaines régions, et cet arbitraire accentuait le caractère de propriétaire, l'Etat percevait un impôt de six deniers par benne extraite pour l'entretien des chemins et routes.

Cet ensemble de mesures constituait la direction ou si l'on veut la possession administrative des mines. L'ingérence de l'Etat allait plus loin encore : il obligeait les concessionnaires à construire des chemins, des canaux ; mais, où il affirmait le

mieux le caractère spécial de ses rapports avec les mines, c'est quand il forçait les directeurs à augmenter leur production, à ouvrir de nouveaux puits et quand il intervenait pour fixer le prix du charbon soit pour arrêter la spéculation, soit surtout pour parer à la disette de combustible dans des villes industrielles. Ces pratiques étaient courantes, sous la menace de refus de concession ou de refus de prolongation de concession ; le Conseil obligeait les entrepreneurs à de grands travaux et en même temps, dans bien des cas, limitait leurs bénéfices en fixant le tarif de vente. Jamais aucune industrie n'avait été soumise à un pareil régime, à un tel arbitraire qui affirmait nettement un caractère de service public et que ses intérêts étaient toujours subordonnés à ceux de la collectivité.

La délégation que faisait l'Etat et qui comportait tant de restrictions au libre usage, tant de subordinations, tant de servitudes n'était même pas consentie à perpétuité ou simplement pour une longue période. Nous n'osons pas dire qu'il y eût une arrière-pensée, une espérance de l'Etat de pouvoir entreprendre un jour directement, au nom de la collectivité, l'exploitation de cette propriété du sous-sol que, dans l'intérêt public, il avait distré des fonds particuliers. Nous n'osons pas prêter aux Conseils de l'ancien régime une intention qu'ils n'ont peut-être jamais eue. Mais ce qui est certain, c'est qu'en s'obstinant à n'aliéner sa propriété que pour de petites périodes, il voulait marquer d'une façon effective qu'il ne confiait aux concessionnaires qu'une délégation temporaire et par là même leur rappeler que l'Etat demeurerait propriétaire tout puissant, qu'il entendait réserver sa liberté entière et imposer ses volontés à chaque renouvellement de bail.

Ce régime tyrannique qui pesait sur les mines s'étendait à leurs affaires particulières de finances. L'Etat, non content d'avoir enquêté sur les fonds dont disposaient les compagnies, intervenait pour ordonner des augmentations de capital, des apports sociaux nouveaux, il allait jusqu'à révoquer de leurs droits les actionnaires ou commanditaires peu empressés à verser de nouveaux fonds, il les forçait à accepter un remboursement au prix d'émission. Il se faisait encore banquier, prêtait des sommes importantes à des entreprises, subventionnait de grands travaux : ouvertures de routes ou de canaux. Les en-

trepreneurs gênés sollicitaient constamment l'Etat ; et les augmentations de capital des compagnies étaient décrétées et patronnées par l'Etat sur la demande des compagnies elles-mêmes.

L'arrêt de 1744, en établissant le régime des concessions et en favorisant la création des sociétés, avait donc déterminé deux phénomènes sociaux de première importance : il avait créé, en face et au détriment de la vieille propriété traditionnelle paysanne, bourgeoise ou noble, une propriété industrielle établie sur l'utilité de la collectivité et il avait provoqué la transformation de l'exploitation industrielle personnelle en exploitation industrielle collective : les groupements qui se formaient de toutes parts pour la mise en valeur des mines marquaient l'accession de petites collectivités capitalistes aux profits et aux risques de l'industrie ; mais l'Etat voulut enlever à cette accession, pour ce qui concerne les mines, tout droit et tout caractère perpétuel. Sa politique laisse l'impression générale qu'il n'a considéré les concessions et les grandes compagnies — indispensables, inévitables, nous le répétons, à ce moment de l'histoire économique — que comme une étape et non comme un système définitif. Le principe de l'intérêt général sur lequel est appuyée la reprise d'une partie de la propriété personnelle est assez large pour dépasser l'idée de l'exploitation des mines par des collectivités limitées représentées par les compagnies et atteindre un jour à la conception d'une entreprise menée par des collectivités élargies ou par l'Etat lui-même.

Historiquement du moins, il semble que les différents législateurs aient voulu réserver cette forme d'exploitation. Les deux grandes lois minières que nous avons étudiées contiennent le principe de cette conception, l'évolution même de cette industrie lui prépare la voie.

ANNEXE

ARRÊT DU CONSEIL

PORTANT RÈGLEMENT POUR L'EXPLOITATION
DES MINES DE HOUILLE OU CHARBON DE TERRE
14 Janvier 1744

Le Roy s'étant fait représenter en son Conseil les différents Edits, lettres patentes et règlements faits et donnés par les rois ses prédécesseurs, et notamment les lettres patentes de Henri II, des 30 sept. 1548, et 10 octobre 1552 ; de François II, du 27 juillet 1560, et de Charles IX, du 25 juillet 1561, Ensemble l'Edit de Henri IV, du mois de juin 1601, et l'arrêt du Conseil du 15 mai 1698. S. M. auroit reconnu, qu'avant l'édit de 1601, les mines de charbon de terre, qui par l'article 2 de cet édit ont été affranchies du droit royal du dixième étoient, comme les mines des métaux et minéraux sujets au même droit dépendant du domaine de sa Couronne et Souveraineté ; que l'exception portée par cet édit et fait par grâce spéciale en faveur des propriétaires des lieux où se trouveroient les mines de charbon de terre, a eu pour objet d'en faciliter l'extraction, et d'encourager lesdits propriétaires à l'entreprendre, à l'effet de procurer dans le royaume l'abondance des charbons de terre qui étoient propres à différents usages auxquels le bois s'emploie, en diminueroient d'autant la consommation ; que c'est dans la même vue et par les mêmes motifs, que le feu Roy par ledit arrêt de son Conseil d'Etat du 13 mai 1698, auroit permis à tous propriétaires de terrains où il se trouveroit des mines de charbon de terre ouvertes et non ouvertes, en quelques endroits et lieux du Royaume qu'elles fussent situées, de les ouvrir et exploiter à leur profit, sans qu'ils fussent obligés d'en demander la permission sous quelque prétexte que ce pût être, pas même sous prétexte des privilèges qui pouvoient avoir été accordés pour l'exploitation desdites mines, pour quoi il auroit été dérogé à tous arrêts, lettres patentes, dons, cessions et privilèges à ce contraires : Et S. M. étant informée que ces dispositions sont pres- que demeurées sans effet, soit par la négligence des propriétaires à faire

la recherche et exploitation desdites mines, soit par le peu de facultés et de connaissances de la part de ceux qui ont tenté de faire sur cela quelque entreprise ; que d'ailleurs, la liberté indéfinie laissée aux propriétaires par ledit arrêt du 13 mai 1698, a fait naître en plusieurs occasions une concurrence entre eux, également nuisible à leurs entreprises respectives, et voulant faire connoître sur cela ses intentions, et prescrire en même temps les règles qui devront être suivies par ceux qui, après en avoir obtenu la permission, entreprendront à l'avenir l'exploitation des Mines de charbon de terre. Vu les mémoires adressés sur ce sujet par les Sieurs Intendants et Commissaires départis dans les provinces et généralités du Royaume ;

Où le rapport du Sieur Orry, Conseiller d'Etat ordinaire, contrôleur général des finances, le roi étant en son Conseil a ordonné et ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — A l'avenir, et à commencer du jour de la publication du présent arrêt, personne ne pourra ouvrir et mettre en exploitation des mines de houille ou charbon de terre, sans en avoir préalablement obtenu une permission du Sieur Contrôleur Général des finances, soit que ceux qui voudraient faire ouvrir et exploiter lesdites mines, soient Seigneurs hauts-Justiciers, ou qu'ils aient la propriété des terrains où elles se trouveront ; dérogeant S. M. pour cet effet à l'arrêt du Conseil du 13 mai 1698, et à tous autres règlements à ce contraires et conformant néanmoins en tant que besoin, l'exemption du droit royal du dixième porté par l'art. 2, du mois de juin 1601, à l'égard desdites mines de houille ou de charbon de terre.

ART. 2. — Veut S. M. que ceux qui exploitent et font valloir actuellement des mines de houille ou charbon de terre, soient tenus de remettre au plus tard, dans 6 mois, le jour de la publication du présent arrêt, aux Sieurs Intendants et Commissaires départis dans les provinces et généralités du royaume, chacun dans son département, leurs déclarations contenant les lieux où sont situées les mines qu'ils font exploiter, le nombre des fosses qu'ils ont en extraction, et le nombre d'ouvriers qu'ils occupent à leur exploitation. Les quantités de charbon de terre qu'ils auront distraites et qu'ils en font tirer par mois, ensemble les lieux où s'en fait la principale consommation, et les prix desdits charbons, pour sur lesdites déclarations envoyées audit Sieur Contrôleur Général des finances par lesdits Sieurs Intendants, avec leurs avis, être ordonné ce qu'il appartiendra, à peine, contre ceux qui n'auront pas satisfait aux déclarations dans le délai présent, de confiscation, tant des matières extraites, que des machines et ustensiles, servant à l'extraction, même de révocation des privilèges et concessions à l'égard de ceux qui peuvent en avoir obtenu, et en vertu desquels ils font exploiter lesdites mines.

ART. 3. — Les puits des mines qu'on exploitera, s'ils sont de figure ronde, pourront être de tel diamètre que les entrepreneurs jugeront à

propos ; s'ils sont Carrés ou Carrés longs, ils ne pourront avoir plus de six pieds de dedans en dedans, et s'ils sont carrés longs, ils seront étresillonnés carrément de dedans en dedans.

ART. 4. — Les puits Carrés ou Carrés longs seront revêtus de bois entretenus et étresillonnés de bons poteaux de bois de brin et envelopés de forts madriers, de façon que l'exploitation puisse se faire sans aucun danger pour les ouvriers qui seront obligés de les fréquenter ; tous les poteaux et étresillons ne pourront être que de bois de chêne. — Permet S. M. d'employer pour les madriers ou planches servant à doubler ou cuveler lesdits puits d'autres bois que de chêne sous la condition néanmoins que lesdits madriers ou planches auront au moins deux pouces d'épaisseur.

ART. 5. — Lorsque les mines pourront être exploitées par des galeries de plain-pied, en entrant dans les montagnes où elles se trouveront situées, les ouvertures desd. galeries, si elles ne peuvent être taillées dans le roc de bonne consistance, seront ou revêtues de maçonnerie ou étayées si solidement qu'elles puissent être fréquentées avec toute sûreté.

ART. 6. — Soient que les mines soient exploitées par des puits, ou par des entrées en plain-pied, il ne sera pas permis d'y former des galeries, pour en extraire la houille ou charbon de terre, qu'après que la veine, soit qu'elle soit droite, plate ou oblique, aura été percée ou suivie jusqu'au fond du sol, et qu'il aura été creusé au dessous un puisard de vingt-quatre pieds de profondeur, pour rechercher s'il n'y auroit point d'autre veine au dessous ; laquelle en ce cas, sera encore percée, ou suivie comme la supérieure, et ne pourra être mise en extraction que la dernière veine, au dessous de laquelle le puisard de vingt-quatre pieds ayant été fait, il n'en sera pas trouvé d'autres.

ART. 7. — Les galeries qu'on formera dans les mines qu'on extraira ne pourront être plus larges de 8 pieds, quelque bonne que soit la consistance du charbon, et celle du ciel ou sol de ladite mine, seront lesdites galeries d'autant plus étroites, que le charbon, le ciel et le sol de la mine auront une consistance moins solide, et sera faite l'extraction en découvrant toujours le sol de la mine.

ART. 8. — Les galeries formées dans les mines de houille ou charbon de terre seront espacées de façon qu'il y ait d'une galerie à une autre un massif de charbon, au moins de même épaisseur que la largeur de la galerie, même plus fort, si le peu de solidité de la houille ou du charbon le demande.

ART. 9. — Les galeries seront solidement étayées et poutelées, pour la sûreté des ouvriers, et autres qui les fréquenteront ; à l'effet de quoi les poteaux servant d'étalement seront de bois de brin, et mis entre deux sols

ou couches, lesquels seront écarées sur deux faces, et ne pourront être d'autre bois, que de chêne, et auront la même largeur et épaisseur que les poteaux.

ART. 10. — Tout entrepreneur qui se trouvera dans le cas de faire cesser l'extraction du charbon de terre, dans une mine actuellement en exploitation soit pour l'éloignement où se trouveroit la mine de charbon des puits ou fosses qu'il aura fait percer pour ladite extraction, soit par le défaut de l'air ou par quelque autre cause, ne pourra cesser d'y travailler, qu'après en avoir fait sa déclaration au subdélégué du Sieur Intendant de la province la plus à portée du lieu de l'exploitation, et sera tenu avant d'abandonner les fosses ou puits, et les galeries actuellement ouvertes, de faire percer un fouret ou puits de dix toises de profondeur, le plus près du pied de la mine que faire se pourra, pour connoître s'il n'y auroit quelque sillon au dessous de celui dont l'exploitation auroit été faite jusqu'alors.

ART. 11. — Ceux qui entreprendront l'exploitation des mines de charbon de terre, en vertu des permissions qu'ils en auront obtenues, seront tenus d'indemniser les propriétaires des terrains qu'ils feront ouvrir, de gré à gré, ou à dire d'experts qui seront convenus entre les parties, sinon nommées d'office par les Sieurs Intendants et Commissaires départis dans les provinces et généralités. Veut au surplus Sa Majesté que pendant le temps et espace de cinq années les contestations qui pourront naître entre les propriétaires de terrains, et les entrepreneurs, leurs commis employés ou ouvriers tant pour raison de leurs exploitations, que pour l'exécution du présent arrêt soient portées devant lesdits Sieurs Intendants, pour y être par eux statué, sauf l'appel au Conseil, faisant défenses aux parties de se pourvoir ailleurs, et à tous juges d'en connoître, à peine de nullité et de cassation de procédures : Enjoint Sa Majesté auxdits Sieurs Intendants de tenir chacun en droit soi, la main à l'exécution du présent arrêt, qui sera lu, publié et affiché partout où besoin sera et sur lequel toutes lettres nécessaires seront expédiées.

TITRE PREMIER CONCERNANT LES MINES EN GÉNÉRAL
(ET LES MINES DE CHARBON) DU DÉCRET RELATIF AUX MINES

TITRE PREMIER

DES MINES EN GÉNÉRAL

ARTICLE PREMIER. — Les mines et minières tant métalliques que non métalliques, ainsi que les bitumes, charbons de terre ou de pierres et pyrites sont à la disposition de la nation, en ce sens seulement que ces substances ne pourront être exploitées que de son consentement et sous sa surveillance, à la charge d'indemniser, d'après les règles qui seront prescrites, les propriétaires de la surface qui jouiront en outre de celles des mines qui pourront être exploitées ou à tranchée ouverte ou avec fosse et lumière, jusqu'à cent pieds de profondeur seulement.

ART. 2. — Il n'est rien innové à l'extraction des sables, craies, ardoises, argiles, marnes, pierres à bâtir, marbres, pierres à chaux et à plâtre, tourbes, terres vitrioliques, ni de celles connues sous le nom de cendres et généralement de toutes substances autres que celles exprimées dans l'article précédent qui continueront d'être exploitées par les propriétaires sans qu'il soit nécessaire d'obtenir aucune permission. Mais à défaut d'exploitation de la part des propriétaires des objets énoncés ci-dessus et dans le cas seulement de nécessité pour les grandes routes ou pour des travaux d'une utilité publique, tels que ponts, chaussées, canaux de navigation, monuments publics ou tous autres établissements et manufactures d'utilité générale, lesdites substances pourront être exploitées, d'après la permission du directoire du département, donnée sur l'avis du directoire du district, par tous entrepreneurs ou propriétaires desdites manufactures, en indemnisant le propriétaire, tant du dommage fait à la surface que de la valeur des matières extraites, le tout de gré à gré ou à dire d'experts.

ART. 3. — Les propriétaires de la surface auront toujours la préférence et la liberté d'exploiter les mines qui pourraient se trouver dans leurs fonds, et la permission ne pourra leur en être refusée lorsqu'il la demanderont.

ART. 4. — Les concessionnaires actuels, ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, seront maintenus jusqu'au terme de leurs concessions, à moins qu'il n'y ait eu de la part desdits prodou jour de la publication du présent décret.

Il a paru nécessaire d'ajouter à cet article la disposition suivante ; si elle n'était pas adoptée, les concessions conservées par cet article seraient annulées par le fait.

En conséquence les propriétaires de la surface, sous prétexte d'aucune des dispositions contenues aux articles premier et second ne pourront troubler les concessionnaires actuels dans la jouissance des concessions, lesquelles subsisteront dans toute l'étendue, si elles n'excèdent pas celle qui sera fixée par l'article suivant ; et dans le cas où elles excéderaient cette étendue, elles y seront réduites par les directoires des départements en retranchant sur la désignation des concessionnaires les parties les moins essentielles aux exploitations.

ART. 5. — L'étendue de chaque concession sera réglée suivant les localités et la nature des mines, par les Départements, sur l'avis des directoires de district, mais elle ne pourra excéder six lieues carrées. La lieue qui servira de mesure sera celle de vingt-cinq au degré de deux mille deux cent quatre-vingt-deux toises.

ART. 6. — Les concessionnaires dont la concession a eu pour objet des mines découvertes et exploitées par des propriétaires seront déchus de leurs concessions, à moins qu'il n'y ait eu de la part desdits propriétaires consentement libre légal, et par écrit formellement confirmatif de la concession : Sans quoi lesdites mines retourneront aux propriétaires qui les exploitaient avant lesdites concessions, à la charge par ces derniers de rembourser de gré à gré, ou à dire d'experts, aux concessionnaires actuels, la valeur des ouvrages et travaux dont ils profiteront. Quand le concessionnaire aura retrocédé au propriétaire, le propriétaire ne sera tenu envers le concessionnaire qu'au remboursement des travaux faits par le concessionnaire, desquels le propriétaire pourra profiter.

ART. 7. — Les prorogations de concessions seront maintenues pour le terme fixé par l'article 4, ou annulées, selon que les mines qui en sont l'objet se trouveront dans la nature de celles mentionnées aux articles 4 et 6 du présent décret.

ART. 8. — Toute concession ou permission d'exploiter une mine sera accordée par le département, sur l'avis du directoire du district dans l'étendue duquel elle se trouvera située, et ladite permission ou concession ne sera exécutée, qu'après avoir été approuvée par le Roi, conformément à l'article 5, de la section troisième du décret du 22 décembre 1789, sur les Assemblées administratives.

ART. 9. — Tous demandeurs en concessions ou en permissions seront tenus de justifier de leurs facultés, des moyens qu'ils emploieront pour

assurer l'exploitation, et de quels combustibles ils prétendront se servir lorsqu'il s'agira de l'exploitation d'une mine métallique.

ART. 10. — Nulle concession ne pourra être accordée qu'auparavant le propriétaire de la surface n'ait été requis de s'expliquer, dans le délai de six mois, s'il entend ou non procéder à l'exploitation, aux mêmes clauses et conditions imposées aux concessionnaires. Cette réquisition sera faite à la diligence du procureur syndic du département où se trouvera la mine à exploiter.

Dans le cas d'acceptation par le propriétaire de la surface, il aura la préférence, pourvu toutefois que sa propriété seule, ou réunie à celle des associés, soit d'une étendue propre à former une exploitation. Auront également la préférence sur tous autres, excepté les propriétaires, les entrepreneurs qui auront découvert des mines, en vertu de permission à eux accordée par l'ancienne administration, en se conformant aux dispositions contenues au présent décret.

ART. 11. — Toutes demandes en concessions ou permissions qui seront faites par la suite seront affichées dans le chef-lieu du département, proclamées et affichées dans le lieu du domicile du demandeur, ainsi que dans les municipalités que cette demande pourra intéresser ; et lesdits affiches et proclamations tiendront lieu d'interpellation à tous les propriétaires.

ART. 12. — Lorsque les concessions ou permissions auront été accordées, elles seront de même rendues publiques par affiches et proclamations, à la diligence du procureur-syndic du département.

ART. 13. — Les limites de chaque concession accordée seront tracées sur une carte ou plan levé aux frais du concessionnaire, et il en sera déposé deux exemplaires aux Archives du département.

ART. 14. — Tout concessionnaire sera tenu de commencer son exploitation au plus tard six mois après qu'il aura obtenu la concession, passé lequel temps elle sera regardée comme non avenue et pourra être faite à un autre, à moins, que ce retard n'ait une cause légitime, vérifiée par le directoire du district, et approuvée par celui du département.

ART. 15. — Une concession sera annulée par une cessation de travaux pendant un an, à moins que cette cessation n'ait des causes légitimes et ne soit approuvée par le directoire du département, sur l'avis du directoire du district, auquel le concessionnaire sera tenu d'en justifier. Il en sera de même des anciennes concessions maintenues, dont l'exploitation n'aura pas été suivie pendant un an sans cause légitime, également constatée.

ART. 16. — Pourront les concessionnaires renoncer à la concession qui leur a été faite, en donnant trois mois d'avance, avis de cette renonciation au directoire du département.

ART. 17. — A la fin de chaque concession, ou dans le cas d'abandon, le concessionnaire ne pourra détériorer ses travaux ; en conséquence, il ne pourra vendre que les minéraux extraits, les machines, bâtiments et matériaux existant sur l'exploitation, mais jamais enlever les échelles, étais, charpentes ou matériaux, nécessaires à la visite et à l'existence des travaux intérieurs de la mine, dont alors il sera fait un état double, qui sera déposé aux archives du département.

ART. 18. — S'il se présente de nouveaux demandeurs en concessions ou permissions, pour continuer l'exploitation d'une mine abandonnée, ils seront tenus de rembourser aux anciens concessionnaires la valeur des échelles, étais, charpentes, matériaux, et de toutes machines qui auront été reconnues nécessaires pour l'exploitation de la mine, suivant l'estimation qui en sera faite de gré à gré, sinon par experts, gens de l'art, qui auront été choisis par les parties, ou nommés d'office.

ART. 19. — Le droit d'exploiter une mine, accordé pour cinquante ans au moins, expirant, les mêmes entrepreneurs qui auront fait exploiter par eux-mêmes ou par ouvriers à forfait, seront, sur leur demande, admis de préférence à tous autres, excepté, cependant, les propriétaires qui seront dans le cas prévu par l'article 10, au renouvellement de la concession, pourvu toutefois qu'il soit reconnu que lesdits concessionnaires ont bien fait valoir l'intérêt public qui leur était confié, ce qui aura lieu tant pour les anciennes concessions maintenues, que pour les nouvelles.

ART. 20. — Les concessionnaires actuels ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent et qui sont maintenus aux termes de l'article 4, ainsi que ceux qui le seront conformément à l'article 6, seront obligés d'indemniser les propriétaires de la surface, si fait n'a été, et ce dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret.

ART. 21. — L'indemnité dont il vient d'être parlé ainsi que celle mentionnée dans l'article premier du présent décret, s'entend seulement des non-jouissances et dégâts occasionnés dans les propriétés par l'exploitation des mines, tant à raison des chemins que des lavoirs, fuite des eaux, et tout autre établissement de quelque nature qu'il soit, dépendant de l'exploitation, sans cependant que ladite indemnité puisse avoir lieu lorsque les eaux seront parvenues aux ruisseaux, fleuves et rivières.

ART. 22. — Cette indemnité aura pour base le double de la valeur intrinsèque de la surface du sol qui fera l'objet desdits dégâts et non-jouissances. L'estimation en sera faite de gré à gré, ou à dire d'experts, si mieux n'aiment les propriétaires, recevoir en entier le prix de leur propriété, dans le cas où elle n'excéderait pas deux arpents, mesure de Paris, et ce sur estimation qui en sera faite à l'amiable ou à dire d'experts.

ART. 23. — Les concessionnaires ne pourront ouvrir leurs fouilles dans les enclos murés, ni dans les cours, jardins, prés, vergers et vignes appartenant aux habitations dans la distance de deux cents toises, que du consentement des propriétaires de ces fonds, qui ne pourront dans aucun cas être forcés à le donner.

ART. 24. — Les concessionnaires demeureront civilement responsables des dégâts, dommages et désordres occasionnés par leurs ouvriers, conducteurs et employés.

ART. 25. — Lorsqu'il sera nécessaire à une exploitation d'ouvrir des travaux de secours dans un canton ou l'exploitation du voisinage, l'entrepreneur en demandera la permission au directoire du département, pourvu que ce ne soit pas pour extraire des minéraux provenant de ce nouveau canton, mais pour y étendre des travaux nécessaires, tels que galerie d'écoulement, chemins, prise d'eau ou passage des eaux et autres de ce genre à la charge de ne point gêner les exploitations y existant et d'indemniser les propriétaires de la surface.

ART. 26. — Seront tenus les anciens concessionnaires maintenus et ceux qui obtiendront à l'avenir des concessions ou permissions : savoir, les premiers dans six mois pour tout délai, à compter du jour de la publication du présent décret, et les derniers dans les trois premiers mois de l'année qui suivront celle où l'exploitation aura commencé, de remettre aux archives de leur département respectif un état double détaillé et certifié véritable contenant la désignation des lieux où sont situées les mines qu'ils font exploiter, la nature de la mine, le nombre d'ouvriers qu'ils emploient à l'exploitation, les quantités de matières extraites, et si ce sont des charbons de terre, ce qu'ils en feront tirer par mois, ensemble les lieux où s'en fait la principale consommation, et le prix desdits charbons, et de continuer à faire ladite remise avant le premier décembre de chaque année, et de joindre audit état un plan des ouvrages et des travaux faits dans l'année.

ART. 27. — Toutes contestations relatives aux mines, demandes en règlement d'indemnité, et toutes autres sur l'exécution du présent décret seront portées par devant les juges de paix ou les tribunaux de district, suivant l'ordre de compétence, et d'après les formalités prescrites par les décrets sur l'ordre judiciaire, sans que cependant il puisse être donné aucune suite aux procédures criminelles, commencées depuis le 14 juillet 1789, contre les auteurs des dégâts commis dans des concessions de mines, lesquelles procédures seront civilisées, et les informations converties en enquête, à l'effet par les entrepreneurs de poursuivre, par la voie civile, la réparation des dommages faits à leur concession et la réintégration en icelle, s'il y a lieu, aux termes des articles 4 et 6, du présent décret.

INDEX

- Abus (de l'ancien pouvoir), 522.
 Accidents, 360, 362 (Voir aussi 363, 366.)
 Accaparement, 399.
 ADVENNO, 30 n.
 AGUILLON, 319 n., 480, 481, 486.
 Aimargues, 57 n.
 Alais, V, 14, 39, 56, 57, 72, 84 n.
 85, 98, 99, 114, 118, 126, 150, 158,
 253, 283, 311, 326, 327.
 Albin, 47.
 ALÉON-DULAC, XII, 13, 100, 236,
 293 n., 295, 320 n., 339, 359, 364,
 366, 413, 414.
 ALLARDE (Baron de), 24, 177, 376,
 391, 464.
 ALLEMAGNE, 235, 282, 290 n. 291
 299 n., 308.
 ALLES, 98, 151, 152, 169, 326, 327.
 Allevard, 17.
 Allier, rivière, 265.
 ALLUT (Augustin), 214 n.
 Alsace, XIII n., 58, 212, 213, 303.
 Alzac, 147 n.
 AMELOT, 97, 291 n., 310 n.
 AMELOT DE CHAILLON, 495.
 ANDLAU (D'), 183.
 Anduze, 57 n., 154.
 Angleterre, 33, 209, 221, 222 n.,
 262
 Ango, 325.
 Anibat, 148.
 Aniche, V, 216, 249, 263, 266 n.,
 275, 276, 325, 349, 409.
 Anjou, 53, 57, 114, 143, 211, 212,
 214, 223, 232, 253, 260, 290 n.,
 292, 316-318.
 Anzin, V, VI, VII, 34, 37, 41, 57,
 69, 128, 164, 165, 216, 217, 222,
 223 n., 227, 228 n., 231, 244 n.,
 247-249, 251, 257, 263, 266 n., 273,
 275, 276, 279, 282, 292, 294, 299,
 300, 308, 311, 319, 324, 325, 333,
 343, 344, 345, 346, 347, 350, 393,
 400.
 Aoust (Marquis d'), 184.
 Appointements du Cabinet des
 Mines, 486.
 Archeveilles (Alsace), 212.
 Argental (Limousin), 18, 57, 212,
 256 n., 372, 386.
 Argentan (Limousin), 257 n..306,
 325
 ARMAND, 212.
 Arras, 34 n., 164, 165 .
 Artois, XVII, 213, 266, 280, 306.
 Assistance — clause dans un con-
 trat de société : 266 — ouvriers
 mineurs, 307, 314.
 Aubenas, 150.
 Auberchicourt, 409.
 Aubery, 23.
 AUDIVERT, 309, 310.
 AUDRAS (Anne), 215 n
 AUGÉ (Louis), 220 n.
 AULARD (A.), 83 n., 91 n., 210 n.
 AULNOY, 256 n.
 AUMONT (Duc d'), 57, 182.
 AUPHAND, 150 n.
 AURILLAC, 218 n.
 Autorités locales, Ch. V, rôle
 Autun, 310 n.
 Auvergne, 53, 211, 213, 259, 289,
 322.
 Auzat (Auvergne), 213.
 Avallon, 303.
 AVENARD, près de Paris, 214.
 Avesnes (Hainaut), 212.
 AZÉMA, 148.
 Azilhanet, 223 n.
 BABEUF, 244.
 BAILLY, 42, 58, 212, 214.
 BAISSÉ, 305.
 BALIQUET, 213.
 BALLAINVILLIERS, 28 n., 351, 372,
 417.
 BARAIL (De), 253 .
 Barban (Forêt de), 23.
 BARBIER, 213.
 BARDON, 36 n., 39 n., 86 n., 150 n.,

- 156 n., 170 n., 184 n., 186 n.,
311 n., 319 n., 326 n., 352, 411,
425, 467, 505, 531.
- Barjac*, 150.
- BARON* (Pierre), 183, 204.
- BARON*, 226.
- BARRET*, 212.
- Barrique*, 426.
- BARTHON*, 556.
- BARTHY*, 42.
- BASLEROY* (Marquis de), 182, 183.
- BASTIDE* (Cte de RANGOUSE de la),
184. Voir *Rangouse*.
- BAUFFREMONT* (Prince de), 57, 182,
183, 205.
- BAULT* (Thomas), 58, 143, 316-318,
325.
- Baume*, 233.
- Beaucaire*, 322, 57 n.
- BEAUFORT* (Marquis de), 184.
- BEAUMONT en Provence*, 214, 309.
- Beaurain* (Soissonnais), 213.
- Beaurieux*, 213.
- BEAUSOLEIL* (Marquis de), 230 n.
- BEAUVOIR*, 213, 217.
- Bédarieux* (Languedoc), 212.
- BEDOS DE CELLES*, 176, 177.
- BELIDOR*, 348.
- BELLEJEAN*, 472.
- BELLEVUE* (de), 328.
- BÉNAZET* (de), 248 n., 274 n.
- Benne*, 428, 429.
- BENOIST*, 248 n., 274 n.
- BÉRAT* (en Limousin), 214, 301 n.,
325, 326 n.
- Berands* (Les), 258.
- BERGER*, 212.
- Berg-op-Zoom*, 282.
- BERMOND* (Marquis de), 58, 182, 220,
255, 311, 503.
- BERNARD*, 151.
- BERNIS* (Marquis de), 181.
- BERTELOT*, 256.
- BERTHELOT*, 97, 136, 138, 139, 214,
232.
- BERTHET*, 220.
- BERTHON FROMENTAL* (Jean-Guillaume), 215 n.
- BERTIN*, intendant général des mines, 3, 4, 5, 7, 8, 88, 93, 108 n.,
131, 135, 144, 150, 162, 181, 226,
227, 228 n., 251, 255, 256 n., 284,
286, 287 n., 311, 415, 443, 447,
460, 464, 470, 486, 496, 498, 506.
- BERTRAND DE LA BRUGNIÈRE*, 85.
- Besançon*, 231.
- BÉTHUNE* (Cte de), 183.
- BETTINGER*, au *Creusot*, 220, 268 n.
305, 312-313, 329.
- Béziers*, 220.
- Béziers*, 57 n., 128.
- Bize* (Languedoc), 212.
- Blanchy*, 93.
- Blanzy*, 282, 305, 363.
- Voir *Montcenis*.
- Blaye*, 112 n.
- BLEUZÉ*, 214.
- BLIGNY-BONDURAND*, 516.
- BLUMENSTEIN*, 232, 236, 237.
- BOIRELL*, 184 n.
- Boisage*, 353.
- BOITEAU*, 423 (Etat de la France
1789).
- Bondy* (forêt de), 22.
- BONNAUD*, 138, 255.
- Bordeaux*, 35, 324, 389.
- BOSQUET*, 248 n., 274 n.
- BOSSUT* (abbé), 355.
- BOSREDON*, 212.
- BONALD*, 212.
- Bouchain*, 111 n.
- Bouleversement*, 386.
- BOURBON* (Duc de), XVI.
- Bourbonnais*, 57, 212, 213, 223, 255,
263, 268, 271, 435.
- Bourgeale* (La), 18, 19.
- Bourgeoisie* portée aux entreprises
minières 209-211.
- Esprit qui anime les concession-
naires bourgeois : 216-219, 220-
230.
- Bourges*, 90.
- Bourgogne*, 44 n., 45, 57, 114, 162,
211, 212, 213, 218, 223, 254, 268 n.
299 n., 314.
- BOURNAGEL* (Marquis de), 145 n.
- BOURNON*, 361.
- BOUSQUET* (Jean-Louis), 190.
- Boussagnes*, 57, 62 n., 97, 147, 180,
211, 221, 298 n., 306, 373, 523.
- Boussu*, 251.
- BOUVEROT* (Chevalier de), 233, 235.
- BOUY* (La dame), 213.
- BOUY* (Le S^r de), 212.
- Brassac*, 45, 177, 213.
- BRASSAC*, 151.
- BRÉARD* (L'abbé), 203 n., 205, 254
n., 327.
- BRÉLÈRES*, 345.
- Brest*, 53.
- BRET* (Marguerite), femme *Brossi*,
137, 138, 140.
- Bretagne*, 58, 211, 217, 233, 254,
260, 300, 311.
- BRETEUIL* (Baron de), 315.
- BRIAL*, 212.

- Briare* (Canal de), 381.
BRIDEX, 517.
Briquettes, 420.
BRISSE (P.), 332 n.
Brive, 91 n.
Brives, 18.
BROCHIER, 137, 140, 143, 227.
BROSSARD, XVII n., 29 n., 30 n.,
 51 n., 99 n., 120 n., 123 n., 141
 n., 166 n., 167 n., 184 n., 219 n.,
 294 n., 301 n., 322 n., 381, 406,
 407.
BROSSARD (de), 223.
BROSSI, 138.
BRUNNAUD (Jean-Baptiste), 32, 215
 n., 219, 335.
Brussaurel (Champagne), 213.
BUAT (Chevalier de), 355.
BUFFON, VIII, 58 n., 280.
BULLY, 57.
BUNEL, 330.
BURAT, 292 n., 294 n.
BURDEAU, 226 n.
Bureaux de l'Administration générale, 470.
Burnaude (Mines), 353.
BUSSY (M. de), 213.
CABANE DE CAUMONT, 170.
Cabrières, 176.
Cahiers de doléances, 517.
CAILLAT (Jean-François), 215 n.
CAJON, 17, 18.
CALONNE (De), 129, 132, 178 n., 416,
 467.
CAMBIS (de), 154, 155, 161.
CAMPAGNE, 214.
Camplong, 62 n., 97, 147, 298 n.,
 301 n.
CANAUX, 370.
CANONGE, 157 n.
Carcassonne, 222 n.
Cardesec, 157 n.
Cardiff, 37.
Carmaux, 42, 43 n., 51, 57 n., 92
 n., 94 n., 122 n., 146, 231 n.,
 256, 310, 332, 351, 352, 412, 435.
CARON, 191 n.
CAROUGE, 213.
CARREY, 264, 325.
Carsu, 149.
CARTHEUSER, IX.
Cassan, 57, 212.
Castanet, 147 n.
CASTIAU (G.), 311 n.
CASTIAUX (Adolphe), 348.
Castillon de Coubray, 126.
CASTRIES (Marquis de), 48, 56 n.,
 57, 72, 88, 92, 131 n., 155, 157,
 159, 168, 185, 186, 187.
Catastrophe des manufactures, 418.
CAUMARTIN, 251 n., 442.
CAUMEL (Pierre), 97, 147.
CAUMONT (Baron de), 227 n.
 Voir *Cabane*.
CAUTIONNAT, 28.
CAUTIONNARD, 154.
CAVOIS (Alex.), 192 n., 195 n.
CAVROIS, 225 n.
CAYLUS, 148, 268 n.
CELLIER (Sieur de), 22 n., 164.
CERNAY (de), 248 n., 273, 274.
César, XII.
CESSIÈRES (de), 183.
Cette, 56 n., 57 n.
CHABRILLANT (Marquis de), 192.
Chaillot (Forêt de), 22.
CHALAND, à Lyon, 21 5n.
CHALAND (Abraham), 214 n.
Chaland en Lyonnais, 214.
Chalonnès, 53 n., 143, 232 n., 316 n.
Chalon-sur-Saône, 310 n.
CHAMBEYRON, XII, 97, 128, 219, 232,
 255, 319 n., 320 n., 334 n.
Champagne, 28, 58, 212, 213.
CHAMPEAU-PALAUNE, 217.
CHAMPINOIS, 211.
CHANALEILLES (Marquis de), 181.
Chantelaise, 260.
CHAPARD, père et fils, 215 n.
CHAPON, 156 n.
Charbon, 414, 415, 416, 417.
Charbon (Production du), 423, 424
 et suiv.
Charbons anglais, 412.
Charbon et ses dérivés, 422.
Chargerons, 138.
CHARLEMAGNE, XIII.
Charleroi, 221 n., 279, 290.
CHARLES VI, XIV, 72 n.
CHARLES VII, XIV.
CHARLES VIII, XIV.
CHARLES IX, XV.
CHARLES, fils de Charlemagne, XIII.
Charolais (Canal du), 254.
CHAROST (Duc de), 57, 128, 129, 130,
 132, 133, 167, 179, 185, 186, 216,
 219, 263, 265, 271, 292, 329, 482.
Charriage, 378.
Chateaudun (en Bretagne), 217.
Château Gambert, 482.
CHATELAIN, 30, 213, 256 n.
Chatelaine (La), 146.
CHATELAINSON, 253.
Chatelaudent, 259 n., 260-261, 448.
CHATELLUS (Madame de), 128.
CHATENAY (Comte de), 182.
Chatillon (en Bourbonnais), 224,
 255 n.

- Chaudefond*, 143, 232 n., 316 n., 318.
- CHAULIEU (Marquis et Marquise de), 254 n.
- CHAULNES (Duc de), 182, 184.
- La Chaux-de-Fonds*, 282.
- CHAVANNE (de), 255.
- CHÉRON, 309.
- Cherté du charbon, 408, 409, 410, 411, 412, 417.
- Chieze (Mine de la), 137.
- CHOISEUL, 107 n.
- CHOQUIN, 238.
- CHRISTOL, 97.
- CHRISTOPHE, 216.
- Classes sociales : formation de la classe des industriels, 238 sqq.
- CLEFIE (Gilbert-Philibert), 214 n.
- CLERMONT-TONNERRE (Duc de), 203, 215.
- CLERMONT, 183.
- CLERMONT (Marquise de), 192.
- CLIGNET (Jean-Baptiste), 231, 232.
- Coinbes, 181.
- Coindrier, 84 n.
- Colle, 421.
- COLIN, 213.
- COLINNE, 157 n.
- COMÈRES, 144.
- COMÈRE (Baron de), 182.
- Commentry*, 220.
- Commerce du charbon, 324.
- Commissaire pour les Mines, 461.
- Compagnies qui ont le monopole de l'exploitation en France, 243 n.
- Compagnies d'Anzin, 250.
- Compagnie d'Aniche, 249, 250.
- Compagnie Willaume Turner, Havez et Lecellier, 250-251, 345.
- Compagnie de Saint-Saulve, 251-252.
- Compagnie de Hounet, 252.
- Compagnie de la Chevardière, 252.
- Voir ces noms et Cernay, Desandrouin, Martho. Voir encore Rive-de-Gier, Roche-la-Molière, Ormond, Rousseau, Chatefaison, Tubeuf, le Creusot, Montcenis, Nogent et Tins, Pugette, Duvangarnier, Ferber, Bourbonnais.
- Compagnie Lacombe, 353, 354.
- Compagnie Tousseau, 400.
- Concessions minières, 244 n., 448 ;
bourgeoises, listes p. 211, 215 ;
bourgeoises dans les sociétés appartenant aux nobles, 215, 217.
entreprises bourgeoises, 218, 226 ;
noblesse, 130, 185, sqq.
- Concessions combattues par Turgot, 104, 106.
- Concessions, tableau, 56-58 ; lutte des petits propriétaires contre les concessions, 125, 158 ; l'inertie, 125, 127 ; les procès, 127, 135 ; les violences, 135.
- Concessions (politique systématiquement favorable aux), 510.
- Concessions (abolition des), 515, 516.
- Concessions (rapport sur les), 530 et suiv.
- Concourson*, 58, 212, 260.
- Condé (Nord)*, 32 n., 33, 216, 225, 274, 287.
- CONDÉ (Prince de), XVII.
- CONDORCET, 338. Voir aussi Académie royale des sciences, 432.
- CONFLANS (Duc de), 231, 232.
- Conflits*, 377, 378.
- Consommation, 368.
- Consommation de la ville de Lyon, 451.
- Constituante, XVII.
- Voir loi de 1791.
- Contestations entre propriétaires et concessionnaires, 491, 496, 503, 523, 525.
- CONTI (Prince de), 88, 92, 131 n., 159, 179, 186, 187.
- CORDIER, 198, 199, 248 n., 274 n.
- CORNEU (M. de), 158.
- CORNIN (De), 148.
- CORNU (Henri), 59 n., 200 n.
- CORNU (Remi), 6 n.
- Corporations des bateliers, 224, 226, 34 ; pas de corporations ou de confréries de mineurs, 292.
- COSTE, 144, 227, 393, 408, 518, 521, 579.
- COSTE (De), 160.
- Cotentin*, 58.
- COUAY (M. de), 235.
- Courbet*, en Languedoc, 214.
- COURCELLE (Le S^r de), 213.
- COURSAGET, 212.
- Courtial*, en Languedoc, 214.
- Cotentin*, 259.
- Cransac*, 47, 57, 61, 62, 144, 161, 211, 256, 322, 493.
- Crécy (Forêt de), 23.
- Créhang*, 213.
- CRÉHANGE (Cte de), 183.
- CREMEAUX (Charles-Emmanuel), 214 n.
- Creusot (Le)*, 31, 220, 239, 254, 263, 281, 282, 305, 309, 310, 311-316.

- CREUZÉ DE LESSER, 38 n., 148 n., 221 n.
 CROCHANT (Marquis de), 184.
 CROY (Prince de), 4, 6 n., 29 n., 37, 57, 59 n., 182, 185, 191, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 216, 248 n., 273, 274.
 Cublac (Limousin), 212, 302, 326, 330.
 Cuvelage, 343.
 GUZEL BOURGEOIS (Gaspard), 215 n.
 DAGOBERT, XIII n.
 DAGUESSEAU, 262.
 D'ALLARDE (Baron), 372.
 DAMADE-BELLER, 214, 228 n.
 Danendorff (Alsace), 213.
 DANIEAU (La dame veuve), 217.
 DARTON, 216.
 DARCY, 256.
 DARLOT, 248 n.
 DARREST, 115 n.
 Dauphiné, 17, 93, 108, 212, 213, 226, 343.
 DAVID, 212.
 Dax (Guyenne), 212.
 Déboisement, crise à Paris. 21-26, crise en province, 26-32.
 DECAMP, 305.
 DECHAMP, 233.
 Decize, 58, 212.
 DELABALME, 58 n.
 DE LA CHAISE, 482.
 DELALANDE, 214, 389.
 DELANDINE, 93, 532, 533, 545.
 DE LANGLE (Vicomte), 371.
 DELAVAL, 213.
 DELEUZE-TROUILHAS, 98.
 DELEUZE DE VILLARET, 183.
 DELEZON, dit MATTIVÉ, 157 n.
 Delzeuge, en Languedoc, 214.
 DENIN, 305.
 DÉSANDROUIN, 4, 6, 57, 178, 185, 191, 193, 194, 195, 196, 198, 199, 214, 216, 221 n., 247, 248 n., 273, 274 n., 279, 288, 348, 349.
 DÉSANDROUIN et TAFFIN, 345, 350.
 DESANBOY (Nicolas) ou Desanbois, 192, 216, 252.
 DESGRANGES (François-Bertrand), 215 n.
 DESMAIZIÈRES (De Templemont), 227, 6 n.
 DESMARETS, 120 n., 218.
 Destion (Champagne), 212.
 DESVERNAY fils et Cie, 215 n.
 DESVIGNES, 140.
 DEULIN, 214.
 Développement industriel des mines, 355.
 DEVILLE, 430.
 DIETRICH (Baron), 93 n., 303 n., 402, 412, 449, 454, 464, 465 471.
 DIEUDONNÉ, 247, 249 n., 299 n., 409.
 Dijon, 315.
 Disette, 407, 451.
 DOGIER (Paul-Alex.-André), 214 n.
 DONNADIEU, 148.
 DONZEL, 140, 355.
 Dordogne, 372.
 Doué (Anjou), 211.
 Droits (Perception des), 434, 436.
 Droits de péage, 387, 388, 389, 390, 391.
 Droits directs de l'Etat sur les propriétés particulières, 524, 525.
 DUCHON, 151.
 DU BARIL, 184, 205.
 DULUISSON, 144, 211.
 Duluisson-les Van-letay-en-Champ, 211.
 DUFRESNE, 217.
 DUHAMEL, inspecteur, 34, 154, 216, 246, 250, 252, 291 n., 302, 303 n., 345, 471, 475, 477, 485, 486, 530.
 DU HANTOY (Comtesse), 204, 230, 256.
 DUJA (Marie), 214 n. (Abraham, Jean Blaise), 214, (Pierre), 214 n.
 DULULU, 313.
 DUMESNIL, 237, 238.
 DUMOLARD, 84 n.
 DUMONT, 216.
 DUNDILLY, 305.
 DUPLEIX, 28.
 DUPONT, 213.
 DU PONT (De Nemours), 210.
 DU SOUCHAY, 268.
 DUTIL (Léon), 170 n.
 DUVANGARMOUR, 263, 264, 265, 329, 330.
 DOUIN, 61, 211.
 Ecole des Mines, 69, 228, 263, 284, 325, 473.
 Eirechain, 322.
 Emeutes, 145, 146, 153.
 ENTRAIGUES (Marquis d'), 58, 182.
 Epinac, 303, 363.
 Epinacle, 57, 223.
 EPINAY (Marquis d'), 252.
 Escaut, rivière, 212.
 Escroqueries (ou aventuriers), 99, 230.
 Espagne, 267.
 ESPINAS, 332 n.
 Essertune (Bourgogne), 213.
 ESTORET, 216.
 Etat. Intervient lors que les sociétés ont besoin d'augmenter leur

- capital, 259, 260, sur la sollicitation des sociétés, 276, 277. Secours invoqué par les bourgeois concessionnaires, 228. N'intervient pas dans les rapports entre patrons et ouvriers, 292. L'Etat propriétaire des mines, XIII, 71. Exploitation par les petits propriétaires. Manque de contrôle, 37, 38, 43 ; manque de méthode, 39, 40, 41, 52, 53 ; manque de capitaux, 41, 42 ; infériorité de l'exploitation par les petits propriétaires : ses causes, 37, 42. Technique défectueuse des petites exploitations, 43, 49, 99, 334. Critique de l'exploitation pour les petits propriétaires à l'occasion de la loi de 1791, 49, 54. Exploitation par des entrepreneurs, 120. Le compte des petits propriétaires. Exportation du charbon autrichien, 418.
- FAUCHET (L'abbé), 210.
Faucogney, 57.
Fauconcourt, 183, 213.
 FAUJAS DE SAINT-FOND, 342, 465.
 FAUJAS (de), 493.
Faure (en Limousin), 214.
Faure (en Languedoc), 155, 157, 319.
 FAVENTRIN (Marquis de), 183.
 FAYET, 212.
 FAYOT, 151.
 FAYOL, 151.
 FERLER frères, 215, 263, 268, 269, 274.
 FERRIER, 212.
 FERROUIL (de), 181.
 FERROUL (Baron de), 182.
 Feu, 360, 361.
 Feu grisou. Voir aussi accidents, 337, 364.
 FEUILLANT, 213.
 FILERAND, 148.
 Finances (contrôleur général des), 449.
Fins, 211, 223, 224, 225, 255, 377, 449, 450, 482.
Fiominy, 429.
Flandre, XVII, 213, 291, 305.
Flangebouche, 310.
 FLARIGNY (Comte de), 182, 245 n., 291.
 FLESSELLES (de), 286, 287, 371, 376, 378, 404, 405, 415, 497.
 FLEURIOT (Angélique), 96.
 FLEURY, 6, 145 n.
Foix (Comté de), 31.
Fontainebleau, 23.
 FONTPERTUIS (Mme de), 154.
 FOREZ, XII, 32 n., 45, 48, 51, 57, 96, 115, 116, 128, 129, 130, 132, 143, 179, 216 n., 218, 232, 250, 264, 283, 287, 288, 293, 317, 324, 352, 353, 371, 394, 399, 400, 430, 431, 435, 450, 477, 514, 515, 525.
 FAUDRAS (Marquis de), 57, 182, 415.
 FOUILLON, 214.
Foulon, en Anjou (ou Foullon), 211, 214.
 FOUQUET (Marquis de), 184.
 FOURELLE, 215 n.
 FOURNIER, 302 n., 326, 330.
Franche-Comté, 14, 30, 57, 212, 213, 233.
 FRANÇOIS I^{er}, XIV.
Fresnes (près d'Anzin), 128, 221 n., 247, 248, 251, 274, 311 n., 324, 333, 348, 350.
Froment (en Normandie), 214.
 FULCHIRON frères, 215 n.
Gabeliers (Les), 258.
 GAILLARD (Paul), 74 n.
 GALALIN, XVI.
 Galeries et couloirs, 342, 347.
 GALLEZ, 116 n., 142.
 GALLEY (J.-B.), 154.
 GAMPS (Le S^r de), 213.
Ganges, 30, 479.
 GARCHERY, 145.
 GELAS, 48 n.
 GENNETÉ, IX, 235, 262 n., 289, 290, 304 n., 361.
Gensanne, 16 n., 29 n., 30, 37, 47, 48, 84, 86, 149, 152, 170, 175, 231, 236, 291, 320, 322, 338, 341, 342, 344, 478.
 GERLIER, 212.
 GÉVAUDAN, 268 n.
 GITRAT, 321, 322.
 GIRAL, 16, 57, 92, 95, 96, 97, 119, 128, 147, 148, 180, 211, 214, 220, 221, 222 n., 281, 291, 297, 301, 306, 325, 328, 373, 409, 410, 416, 417, 425, 482, 503, 523.
 GIRAULT, 213.
 GIRON (de), 184.
Givors (Canal de), 369, 378, 393.
Glanges, 7 n., 30, 106, 297.
 GODOMESCHE, 213.
 GONNOT, 212.
 GORCE (Comte de la), 182.
 GORMOT, 58.
 Gouvernement : pousse à former des sociétés, 244 n.
Graisessac, 62 n., 97, 147, 298 n.

- Grand Combe* (La), 155, 157, 342, 343, 355.
Grand-Denis (Le), 30, 213, 310.
Grande-Croix (La), 328.
Grand-Croix, 354.
 GRANGE, 255.
 GRAS, XVII, 3 n., 6 n., 10 n., 34 n., 60 n., 192 n., 225 n., 238 n., 247 n., 249 n., 250 n., 274 n., 294 n., 323 n., 329 n., 345, 349, 390, 462, 482, 492.
 GRAS, XII.
 GRATUZE, 154.
Gravenand (Le), 57, 255, 256 n.
Gravelines, 222 n.
Grenoble, 107 n., 147 n.
 GRIARD, 151.
 GRIGNON (Le chevalier de), 14, 43, 120, 218, 280, 293 n., 344 n., 354, 477.
Grisborn (ou Gris-borne), 42, 58, 212.
 GRIVEL (Comte de), 233.
Gruges (Champagne), 213.
 GRUMEL MONTGALAND (Philippe-Marie), 214 n., 215 n.
 — (Magdeleine-Gabrielle), 215 n.
Guadanatinal, 267.
 GUILLOT (Les), 213.
 GUILLI, 212.
 GUINES (Duc de), 182, 184, 205, 216, 266.
 GUIONY, 157 n.
 Guibes, 146.
Guyenne, 35, 212.
Hainaut, XII, XIII, XIV, 6, 12, 31, 33, 57, 212, 213, 216, 217, 218, 221, 223, 224, 238, 244 n., 246 n., 256 n., 287 n., 289 n., 291, 298, 306, 322, 338.
 Voir Anzin, etc., 438, 443.
Hanovre, 299 n.
 HAUER, 251.
 HAVEZ, 164, 213, 238, 250, 251.
 HÉBERT, 284.
 HÉCART, 249.
 HELL, 530.
 HELLLOT, 246.
 HENRI II, XIV, XVI.
 HENRI III, XV.
 HENRI IV, XV, XVI, 5.
 HEROIVILLE DE CLAYE, 184.
 HEURTAULT-LA-MERVILLE, 90, 546.
 HODEL, 143.
Hollande, 262.
Hongrie, 308.
 HONNEY, 213, 217, 252.
 HUMBERT, 213.
 HUYRANGE (De), 182.
 Importation, 32, 37.
 Impôts (sur les mines), 455, 456, 457, 458, 459.
Indret (L'), 254, 268 n.
 Industrie (Petite), 113 sqq., 125 ; lutte contre concessions et compagnies.
 Ingerence directe de l'Etat, 449.
 Intendants (Pouvoirs conférés aux), 490, 491, 492, 493, 496.
 ISAMBERT, 483.
 JACQUEMARD, 235.
 JACQUET (Christophe), 214 n.
 JADOURAY, 213.
 JALABERT (Abbé), 206.
 JARRY (Simon), 211, 507.
 JARS, 45, 46 n., 183, 218, 298, 299, 340, 382, 420, 464, 471, 473, 474, 475, 477, 504.
 JAURÈS (Jean), 191 n., 210, 306 n., 334 n.
 JAYEZ, 72 n., 74 n., 582.
 JOLIROIS, 191 n., 256 n., 304 n.
 JOLY DE FLEURY, 15, 22, 30 n., 154, 419, 464, 483, 503, 505.
 JORIN (en Lyonnais), 214.
 JOUBERT, 170, 227 n.
 JOURDEAU, 462.
 Journal des Mines, 370.
Journones (Bourbonnais), 213.
Jugy (près Laon), 213.
Julia (en Languedoc), 214.
 JUMELLES (Marquis de), 184.
 JUSSIEN-SAINT-JULIEN (Aimé-Charles), 214 n.
 JUSTET, 151.
 KOENIG, 120, 246, 256.
 LA BARBERIE (de la), 61, 150, 162, 211, 226, 256, 470.
 LABANE (Les frères), 220.
 — (Le s^r), 44.
 LA BOULLAYE (de), 36 n., 47 n., 127, n., 161, 169, 177, 203 n., 252 n., 344, 370, 417, 418, 447, 464, 465, 483, 504.
 LA CHAISE (de), 57, 60, 93 n., 145, 146, 185, 211, 214, 220, 231, 254, 263, 268 n., 291 n., 299, 311, 321 n., 325, 371.
 LA CHAPELLE, 36 n.
La Chatellenie (Flandre-Artois), 213, 213.
 LACHEVARDIÈRE, 212, 252.
 LACOMBE (ou La Combe), 97, 136, 138, 140, 161-219, 232, 246.
 LACOSE, 14.
 LACOURSSINAUX, 248 n.
 LAFAGE, 88.
 LAFOREST, 30.

- LAGOIRE (Comte de), 30.
Lairolle, 157 n.
 LALLARD, 34 n., 434.
 LALLART (Marquis de), 184.
 LALLIÉ, 136.
 LALLY-TOLLENDAL, constituant, 210.
La Malte (Dauphiné), 212.
 LAMBERT, à Lyon, 215 n.
 LAMÉ FLEURY, 482.
 LA MICHODIÈRE, 132, 140, 246.
 LA MILLIÈRE, 203 n., 224, 255 n., 374, 496.
 LAMOTTE, 213.
 Lampe, 359.
 LANGLES (Vicomte de), 192, 246, 298.
 LANGLET, 217.
Languedoc, 30, 37, 47, 57, 84, 85; 86, 94 n., 114, 117, 128, 130, 146, 149, 211, 212, 214, 244 n., 253, 255, 281, 289, 292, 301, 311, 322.
 LA PERRIÈRE (de), 2, 12, 213.
Lapleau, 302 n.
 LAPORTE DE SIELS, 154, 327.
La Reine (Cristallerie de), 220, 239, 282.
La Rochelle, 35.
 LASALLE, 296.
 LA SAULE (de), 185.
Lassales, 62 n.,
Laudun, 150.
 LAUMONT (de), 530.
 LAURENT, 248 n., 251 n.
 Lavenière, 168.
 LA VERPILLÈRE (de), 160, 161.
 LA VILLE (de), 326.
 LAVOISIER, 338. Voir aussi Académie royale des sciences.
 LAW, 243 n., 262.
 LEFRUN, 485, 542, 543.
 LE BUGLE CHATELET (Théophile), 215 n.
 LE SCILLIER (ou LECILLIER), 213, 238, 250.
 LECHMANN, IX.
 LE COQ, 328.
 LEGENDRE, 212, 213.
 Législation : histoire sommaire, XIII, 199.
 Arrêt de 1744.
 Les causes. Causes politiques : centralisation, 2 ; déficit financier, 6 ; causes économiques : développement industriel, 10 ; déboisement, 18 ; nécessités de lutter contre l'esprit de routine hostile au charbon de terre, 19 ; causes sociales : exploitation défectueuse par les petits propriétaires, 37, 54 , contusion (anarchie sociale) résultant du conflit entre concessionnaires et propriétaires, 59, 64.
 Arrêt de 1744 : Complexité des circonstances où il est rendu, 65, 67 ; esprit dans lequel il est rendu, 67, 71 ; dispositions principales : l'Etat reprend en mains la propriété des mines, 71, 73 ; une enquête est prescrite, 73, 74 ; ses rapports entre concessionnaires et propriétaires sont réglés, 74, 75 ; règlement d'exploitation, 75, 77 ; ses lacunes, 77, 78.
 Arrêt de 1783 : Peu différent du précédent, 78, 79 ; principes essentiels des deux arrêts, 79.
 Arrêt de 1744 : application, difficultés, 83, 89.
 Loi de 1791, 49, 99, 230, 257.
 Loi de 1810, 257.
 Législation des sociétés (consacre ce que les circonstances créent) 276.
 LEGROS, 213.
 LEILIGER, 212, 482.
 LE LONG, 248 n.
 LEMAÎTRE, 213.
 LENAIN, 122 n., 214.
 LENOIR, 213.
 LEPAGE, 205.
Le Quesnoy (Hainaut), 213.
 LE ROUX, 217.
 LEROY (ou Le Roy), 257 n., 306, 307, 325.
 LESCOEUR, 262 n.
 LESEURE, 219 n., 245 n., 246 n., 280, 301 n., 343, 354, 355, 360, 361, 376, 402, 430.
 LETACONNOUX, 377, 380, 382, 383, 384, 389.
 LE TONNELIER DE BRETEUIL, 88.
Levant, 280.
 LÉRY (Marquis de), 292.
 LÉRY (Comte de), 182.
 LIBOTTON, 216.
Liège, 61, 290, 292, 294, 298.
Lille, 33.
Limoges, 106, 107 n.
Limousin, 19, 57, 91 n., 212, 214, 257, 289, 301, 302, 306, 322, 326.
 LING, 26, 257 n.
 Ling (Cie), 420, 421, 478.
Littry, 58, 223, 302, 304, 326, 330, 427, 435.
 Locart, 217.

- Lodeluisart*, 221 n., 222 n.
Loire fleuve, 301, 365.
 LOMFARD, 150 n.
Lons-le-Saulnier, 233.
Lorient, 53.
Lorraine, 28, 58, 212, 214, 278.
 LOUIS XI, XVI, 3, 74 n.
 LOUIS XII, XIV.
 LOUIS LE PIEUX, XIII.
 LOUIS XV, 257.
 LOUIS XVI, 257, 268 n.
 LOUTCHISKY, 91 n.
Lunas, 58.
Lunel, 57 n.
 Lutte contre les eaux, 351, 353.
Luzarches, 58, 212, 283.
Lyon, XII, 29, 101 n., 123 n., 136, 138, 140, 147, 214 n., 246, 255, 271 n., 272 n., 286, 515.
Lyonnais, XII, 57, 100, 128, 131 n., 132, 213, 214, 218, 255, 280, 300, 352, 355.
 MACHANT, 278.
 Machine à vapeur, 349, 352.
 (Voir aussi machine à feu).
 MACONNAIS, 28, 371.
 MADIGNIER, 227.
 Magistrats et intendants : attitude dans les conflits entre propriétaires et concessionnaires, 134, 141, 154 sqq.
 MAILFIN, 214.
 MAILHARD DE LA SALLE, 181.
 MALINOWSKI, 30 n., 175 n.
 MALON (Benoît), 262 n.
 MARAIS, 213.
 Marchés directs, 402.
 MARENC (Comte de), 446.
 MARGENT, 162.
 MARGERET, 234.
 MARIN (Jacques), 215 n.
 MARQUENY, 115, 138, 139, 140, 231, 232, 328 n.
Marseille, 24.
 MARTEL (Louis), à Roche-la-Molière, 214.
 MARTEL (Comtesse de), 265.
 MARTEL (Abbé), 129, 205.
 MARTHO, 212, 214, 216, 251 n., 252, MARTHOREY, 509.
 MARTIN (Germain), 44 n., 280 n., 303 n., 322 n., 435, 481.
 MARTINAT, 212.
 MARTINON frères, 215 n.
 MARTOREY, 214, 217, 228 n., 231, 268, 298.
 MARTOREY DE PRÉVAL, 280.
 MASSILIARGUES, 57 n.
 MASSOL (Charles), 70 n.
 MATHIEU (Christophe), à Noyant-Littry, etc., 212, 214, 215, 222, 225, 254, 255, 263, 268, 282, 325, 341, 343.
 MATHIEU (J.-P.), 216, 221, 225, 248 n., 274 n., 348.
 MATHIEU (Jacques), à Anzin et à Fresnes, 221, 225 ; (Jean-Joseph), 321 ; (Pierre), à Anzin, 222, 224, 348, 349, 454 ; (L.), 248 n. ; (Jean Léonard Joseph), 222 n.
 MATHIEU et Cie, 396, 398, 399.
 MATHIEU (d'Auvergne), 450.
 MATHIEU (Marquis de), 92, 128, 163, 164, 165, 192, 194, 204, 287 n., 371, 372, 386, 449, 482.
 MATHOREY, 290 n.
 MAUPEOU, 448.
Maupetit (en Languedoc), 214.
 MAUREL (Thomas), 84.
 MAUROY, 213, 248 n., 274 n.
 MAVEZ, 213.
 MAUREL, 84 n.
 Maussac, 302 n.
 MAUSSIER, 32 n.
 MAZARIN, XV, 3.
 MEAUDRE, à Roanne, 215 n.
 MEILHAN, 508, 509.
 MEILHEURAT, 212.
Meirannes, 95.
 MEJANNE DE PILLON, 175.
 Mémoire pour le corps de la navigation de la ville de Condé, 383.
 MERCIER, 213.
Mercœur, 18.
 MERLAT (Jean-Baptiste), 215 n. ; (Jean-Pierre), 215 n.
 Métallurgie (Emploi du charbon de terre dans la), 473.
Métrat, en Lyonnais, 214.
Metz (Généralité de), 58, 213.
 MEURIG, 212.
 MEYNIER, 530, 531.
 Mezy (Soissonnais), 212.
 MICHAUD, 546.
 MICHEL, 247 n., 248 n., 299 n. ; (Georges), 192 n., 193 n.
 MICHEL DE TENOVAND, 424, 431.
 MICOLON, 142.
 MIGNERON, 74 n.
Milhau (Généralité de Montauban), 212.
 Mines (Etat des), 437, 438, 439, 440.
 Mines (Enquêtes sur l'état des), 444, 445, 446.
 MIRABEAU, 40 n., 50, 99, 248, 262, 280 n., 287, 308, 332, 555, 556.
 « L'ami des hommes », 297 n.
 MIREMONT (Comte de), 183.

- MOLIN, 139.
Moncambreux (Bourbonnais), 212.
 MONCHELET, 330.
 MONCHENEUIL (de), 250.
 MONDRAGON (Marquis de), 57, 182.
 MONGEZ, Vill n.
 MONGEN (Gaspard), 215 n.
 MONIN, 259, 369, 426, 427.
 MONIOTTE, 162, 233, 235, 307.
 MONISTROL, 146.
Monnal (forêt de), 32 n.
 MONNET, 3, 7, 28, 42 n., 60, 105 n., 179 n., 180 n., 248 n., 267, 278, 279, 284, 287 n., 319 n., 333 n., 363, 414, 427, 461, 463, 472, 478, 480, 481, 483.
Monrond (Lyonnais), 213.
 MONS, 33, 34, 209, 251, 433, 434, 438.
Montauban (Généralité de), 57, 211, 212.
Montauban, 88.
 MONTAUBAN (de), 183, 204.
 MONTANT, 274 n.
 MONTAVAN (de), 417.
Montcenis, 31, 57, 66, 145, 163, 211, 254, 263, 268 n., 282, 291 n., 304, 306, 309, 310 n., 311, 316, 318, 323, 329, 343, 356, 418, 449, 450, 454, 475, 478, 482, 492, 503.
 MONTEJEAN (Baron de), 182.
 MONTJEAN, 402.
 MONFERRIER (de), 84, 89 n., 181.
 MONTIGNY (de), 3, 7, 284.
Montil-les-Tours, 74 n.
 MONTMORENCY (Comte de), 192.
Montoté (Franche-Comté), 212.
 MONTOTIER (M. de), XV.
Montpellier, 56 n., 57 n., 88, 147, 220 n., 322, 326, 515.
Montrelais, 96, 223, 233.
 MÔNY (A.), 220 n.
 MORAND, 27, 28, 30, 61, 266, 288, 299, 300, 339, 355, 357, 358, 364, 369, 374, 384, 398, 399, 463, 476.
 MOREAU, 199, 248 n., 274 n.
 MOREL, 212.
 MORENTIN, 138 n.
 MORIN, 271 n.
 MORNEAU, 212.
Mortagne (Hainaut), 213.
Morvan, 22.
 MORVEAU (Le s^r de), 213.
 MORTES, 328.
Mouillon (Le), 57, 255, 256 n.
Moulins, 163, 225, 372.
Moulins à eau, 354.
 MOULOT, 517.
 Mouvements ouvriers, 322, 323.
 Moyens d'aérage, 346.
 MÜLLER, 231.
 MYONS (de), 286.
Namur, 291, 351.
Nantua, 304 n.
 NAPOLEON I, 257.
 NAUTERAL (Le s^r de), 212.
 NECKER, 237, 253.
Neffies, 58.
Neuvy-en-Morillon (Bourgogne), 213.
Newcastle, 106.
Nicolas, en Languedoc, 214.
Nicies (Les), 62 n.
Nigo (près de Paris), 214.
Nîmes, 57 n., 99, 158, 515, 516.
Noailles, 18.
 Noblesse, 208.
 Esprit qui anime les concessionnaires nobles, 226.
 Nord (Mines du), 353.
Normandie, 26, 36, 58, 114, 117, 214, 223, 250, 281, 302, 303 n., 326, 327.
Nort (Bretagne), 211.
Notre-Dame-de-Laval, 56 n., 156 n.
Noyant, 57, 212, 223, 224, 255, 341, 377, 449, 450, 454.
Noyelle, 246 n.
 NOYELLES (Baron de), 283.
 NOYONS (de), 136.
Nyons (Dauphiné), 212.
 ODE, 157.
Onani, 252 (pour Ounaing).
 ORJEL (André), 215 n.; (Jacques), 215 n.
 ORJEL-DESCHAMPS, fils aîné, 215 n.
 ORMESSON (d'), 161, 162.
Ornans, 256 n.
 ORNEMANS (Marquis d'), 182.
 ORY, 1, 38, 39, 68, 70, 278.
Orchiviller (Alsace), 213.
 OSMOND (Marquis d'), 66 n., 95 n., 128 n., 129, 130, 132, 133, 142, 143, 166, 185, 186, 187, 214 n., 219 n., 253, 271, 281 n., 301, 325, 521, 522, 525, 526.
 Ouvriers. L'Etat les protège, 76, 77; émigration, 278; recrutement difficile, 279; leur nombre, 279-282; pénurie de main-d'œuvre, 283; remèdes proposés, 284; éléments du personnel ouvrier, 285; nomadisme, d'ouvriers temporaires, 288, 289, 324; ouvriers étrangers, 289, 292; pas de contrôle de l'Etat, 292; mouvements ouvriers, 322, 323; catégories

- d'ouvriers, 295; psychologie, 295, 317, 322; salaires, 295, 307, 323, 324; désordres, 314, 318; vie des mineurs, 319, 322; superstitions, 320.
- PAJOT-DESHARMES, 250 n.
- PALFUIT, 213.
- PALLU, 29 n.
- Pamiers, 31.
- PAPEL, 151.
- Papetières, 17.
- Paris, 20, 26, 28, 32 n., 45, 52, 137, 214, 215 n., 223 n., 224, 231, 232, 240, 255, 259, 260, 265, 267, 271, 274 n., 281, 283, 288, 323, 324, 326, 330.
- PATENÔTRE, 213.
- PATIS, 212.
- Paulhès, en Languedoc, 214.
- Pavroy, 213.
- PEISSONNET (de), 183.
- PÉRADIN (Guillaume), XII.
- PÉVAT, 416.
- Perfectionnements mécaniques, 351
- PERIGNON, 51, 285 n., 525, 526.
- Périgord, 18.
- PERMOND DE SAUVIAC, 302 n.
- PERRET, 23.
- PERRIÈRE, 156.
- PERRIER, au Creusot, 219, ou PERRIER, 268 n.
- PERROCHIA (Jean-Claude), 215 n.
- Personnel administratif et commercial des mines, 324, 331.
- Direction, 325, 329.
- PESCHY, 300, 310.
- Pétitions, 394.
- PEYNIER (Le président de), 214, ou Peinier (marquis de), 182.
- Peyron, près de Paris, 214.
- Pézenas, 57 n.
- PHILIPPEAUX, 68 n.
- PHILIPPE, 327.
- PHILIPPE-LE-LONG, XIV.
- Picardie, 58, 214, 291.
- PICOT, 223 n.
- PICOT DE LAPEYROUX, 93 n.
- Picotage, 344. Voir aussi Picots.
- PIÉARD, 216.
- PIERRARD, 212, 214.
- Pierre, en Normandie, 214.
- Pigères, 327, 352.
- PIOT, 256.
- Plaveret (Le), 220.
- PLEINE, 245 n.
- PLUVETTE, 224, 255.
- Poids et mesures, LVIII.
- POINT, 140.
- Poix, 291 n.
- Politique (de main mise sur les exploitations), 453, 454.
- Pommiers (Dauphiné), 213.
- Pompe à feu, 348, 349. Voir aussi machine à feu.
- Pompes verticales, 365.
- PONETIS BOEN (Jacques-Marie), 214 n.
- PONS (Marquis de), 182.
- Pont-Croix, 290 n.
- Pontpéan, 309.
- Pont-Saint-Esprit, 149, 150.
- PORÉE, 517.
- POREL, en Normandie, 214.
- PORRO, 23.
- Portes, 126.
- POUPERON (François), 232.
- PRAS-LIN (Comte de), 182.
- PREMOREL (Chevalier de), 183.
- PREVAL (de), 244 n., 245 n.
- PRÉVOST, 342.
- Privilège, 385.
- Procès provenant de la concurrence des concessionnaires, 508, 509, 510.
- Prise de gros, 403, 404, 405, 406.
- Propriétaires, 66, 132, 133; petits propriétaires devenus ouvriers, 64, 118, 285, 286; lutte des concessionnaires et des propriétaires, 316, 317, 321; inféri., 55, 59, 64. violences, 135; voir exploitation, psychologie et vie du petit propriétaire, 113, 124; protestations contre les concessionnaires, 04, 100; se réunissent pour exploiter, 93; lutte contre les concessionnaires, 125, 158.
- Propriété (Idée de), 63, 67, 220, 244; attaque et défense de la propriété, 90, 112.
- Propriété industrielle (Petite), 375.
- Protestations contre les droits prohibitifs), 436, 437.
- Provence, 214, 220 n., 303.
- PUISSANT, 212 (2 fois), 217.
- Puits carrés, 344.
- Puits d'enlèvement, 354.
- Puits rectangulaire, 354.
- Puttelange, 213.
- Puy-de-Dôme, 306 n.
- QUATREMER-DIJOVAL, 177.
- QUESNAY, 107 n.
- Quesnay, 107.
- Quercy, 18.
- Quiévrain, 251.
- Quiévrchain (Hainaut), 213, 252.
- QUINCAMPOIX, 250.
- Raismes, 274.

- RAMBOURG (Nicolas), 220.
Rancré, 93 n.
 RANGOUZE (ou Rangouse) (Le comte de), 182, 218, 231, 507.
 RAULCOURT (de), 248 n., 274 n.
 RAVENEAU, 248 n., 274 n.
 RAYNAC (Baron de), 182.
 REBISEN, 212.
 REBOUL, 248 n., 274 n.
 RÉCY (René de), 203 n., 532, 582.
 RÉGNAULD D'EPERCY, 33, 40 n., 50, 92 n., 160, 211, 230 n., 243, 432, 530, 534.
 RÉGNAULD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, 203.
Reims, 231.
 REINACH (de), 183.
 RENARD, 254 n.
 RENAN, 327.
 RENAULT, 248 n., 274 n.
 RENAUSART (Vicomte de), 245 n.
 RENAUX, 155, 157, 281.
 RENOUARD, 192 n., 193 n., 247 n., 248 n., 299 n., 346, 348.
 RESQUE, 218 n., 231.
 Réunion des Mines aux Ponts et Chaussées, 467.
 Révolution, XIII.
 REYBAUD ou Reibaud, 178 n., 220 n.
Rhône, XII.
Rhône-et-Loire, 100, 308, 336.
 RICARDOT, 297 n.
 RICHARD, 98, 152, 212, 213.
 RICHARDIN, 30, 213.
 RICHELIEU (Le cardinal de), 3, 230 n., 236 n.
 RICHOND, 216.
Riez-du-Cœur, 251.
Rive-de-Gier, XII, 8, 12, 47, 48 n., 60, 62, 97, 115, 120, 122 n., 125, 132, 135, 136, 137, 140 n., 141, 227, 253, 280, 286, 293, 294, 296, 299, 300, 301, 319 n., 322, 334, 354, 393, 427, 428, 430, 431, 464, 500, 521.
Rives, 17.
 RIVIÈRE (Antoine), 155 n.
 RIVOIRE (Chevalier du), 183.
Roanne, 215 n.
 ROBERT-GRANVILLE, 217.
 ROBERVAL, XIV.
 ROLICHON, 213.
Rolliac, 31 n., 126, 153.
 ROCHEBARON (de), 60, 139, 140.
Rochebelle, 150 n., 154, 326, 327, 330, 343, 411.
Rochefort, 53.
Roche-la-Molière, XII, 51, 57, 66 n., 95 n., 99, 117, 130, 142, 166, 216, 220, 253, 263, 271, 280, 285 n., 286, 301, 325, 329, 354, 429, 525, 526, 527.
Rochelle, 155.
 ROCHEPATIÈRE (M. et Mme de), 227.
Roche Jadoule, 153.
Rochetaillé, 117.
 ROCOFFORT et fils, 215 n.
 RODIN, 212.
 ROETTIER DE LA TOUR (ou Roëtier), 215 n., 254.
 ROLAND DE LA PLATIÈRE, 96, 280, 296 n., 335, 336.
 ROLBIAC, 170.
Rome, 89 n., 170, 326 n.
 RONCHAMP (Baron de), 183, 205, 292.
Rongil, en Lyonnais, 214.
Roquevaire, 220.
 ROUAULT (Comtesse de), 183.
Roucoule, 57.
Rouen, 23, 223.
 ROUFF, 148 n., 170 n., 328 n.
 ROUILLÉ D'OREUIL, 35 n.
 ROUSSEAU, seigneur de Rimoigne, 209.
 ROUSSEAU, à Roche-la-Potière, 32 n., 46, 92, 119, 127 n., 128, 166, 186, 204, 205, 214, 230, 253, 256, 259, 263, 288, 301, 308, 325.
 ROUSSEAU et Cie, 400, 448.
 ROUX (Ignace), 220.
 ROUZAUD (Henri), 93 n.
 RONZIER, 151.
 Royauté, 66, 99, 100, 101, 199.
 ROZIER (Abbé), VIII n.
 SAHAN (Comte de), 178 n.
 SAGE, 235, 327, 475, 482, 483, 485, 486, 487.
 SAGNAC, 191 n.
 SAGNAC ET CARON, 518.
 SAIGNE (Le bailli de), 213.
Sain (Forêt de), en Dauphiné, 213.
 SAINT-ALDEGONDE (de), 250.
Saint-Amand, 246.
Saint-Ambroix, 150.
Saint-Andéol de Trouillas, 57 n.
 SAINT-ANGE (de), 495, 496.
 SAINT-ANTOINE (de), 330.
Saint-Aubin de Luigné, 143, 232 n., 233, 316 n.
Saint-Benoit, 122 n.
Saint-Brain (Bourgogne), 212, 213.
Saint-Brieuc, 217, 260.
Saint-Chamond, en Limousin, 301 n., 304, 354, 420, 514, 521, ou *Saint-Chamond*, 325, 326 n.
Saint-Chamond, XII, 57, 328.
Saint-Chinian, 84 n.

- Saint-Claude* (Franche-Comté), 212, 476, 477.
La Croix, 278 n., ou *Sainte-Croix*, 42, 303.
Saint-Denis (Abbaye), XIII n.
Saint-Dié, 303.
Saint-Domingue, 231.
Saint-Esprit (Le) (Languedoc), 227.
Saint-Etienne, XII, 32, 37, 43, 44, 47, 53, 84 n., 94 n., 99, 106, 108, 114, 116, 120, 125, 141, 142, 165, 215 n., 219, 280, 293, 296, 300, 319, 328, 335 n., 337, 353, 452, 496, 514, 580.
SAINT-FLORENTIN (de), 140, 145.
Sainte-Florine, 45.
Sainte-Foy, 57.
Saint-Fulgent, 48 n., 140 n., 301 n., 388, ou *Saint-Pulgent*, 500.
Saint-Genest, 300.
Saint-Genis-Terre-Noire, XII, 97, 115 n., 140, 521.
Saint-Georges (Anjou), 212, 260, 290 n.
Saint-Georges-Chatelarbon, 53, 372.
Saint-Georges, 58, 212.
Saint-Germain-en-Laye, 23, 58, 212.
Saint-Gervais, 147 n.
Saint-Hippolyte, 42, 56 n., 303.
SAINT-JAMES, 228 n.
Saint-Jean-Bonnefonds, 117, 300.
Saint-Jean-de-Cireul, 322.
Saint-Jean-de-Valériscle, 48, 126.
Saint-Jean-de-Gardonnenque, 57 n.
Saint-Jullien, 232.
SAINT-JULIEN, XIV.
Saint-Laurent, en Normandie, 214.
Sainte-Marie-aux-Mines, 278 n.
Saint-Martial-le-Mouton (Bourbonnais), 212.
Saint-Martial, 57.
Saint-Martin, 97.
Saint-Martin-la-Plaine, 115 n.
Saint-Paul, 97, 115 n.
SAINT-PONS (Princesse de), 182.
SAINT-PRIEST, 15, 16, 36 n., 87, 88, 99, 117, 128 n., 146, 147 n., 154, 181, 255, 311, 321 n., 411, 454, 456, 490, 502, 503, 504.
Saint-Rambert, 220, 380.
Saint-Romain, 138.
Saint-Saulve, 31, 57, 212, 216, 217 n., 228 n., 244 n., 250 n., 251, 252, 283 n., 345, 355, 509, 510.
SAINT-SIMON, 502.
Saint-Symphorien-de-Lay, 214 n., 215 n., 371.
Saint-Vast, 274.
SAINT-VICTOR (de), 302 n.,
- SALABERT*, 58.
SALEILLES, 261.
Salle (La), 157 n.
Sarrebrück, 303 n.
Sarrelois, 42.
Sassignies, 256 n.
SAULE (M. de), 231.
Saulnot (Franche-Comté), 212, 'ou *Saultnor*, 57.
Sauvisie (La), 301, 302 n., 304.
SAVALETTE, 507.
SAVARY (Jacques), 261.
Saxe, 60, 299 n.
Scarpe (La), rivière, 213.
Schambourg, 58.
SCHAUTZER, IX.
SCHERCHER, 290 n.
SEIHELLER (Intendant de), 194 n.
Sedan, 31, 35, 287.
Selle (La), rivière, 212.
SCHMIDT (Charles), 576.
SENAC DE MEILHAN, 251 n., 252, 298.
Sénart (Forêt de), 23.
Sénevan, 138.
SÉRIGNY (MIGRET DE), 181.
Sennalon (Languedoc), 212.
Sévérité des douanes, 418.
Sérigné (en Bourgogne), 223.
Sènes, 220.
SIBILLE, 328.
SILVAIN (Jean-Antoine), 156, 157.
SILVE, 245 n.
SIMON dit *LAUDIOT*, 157 n.
SMITH (Adam), 86, 243, 297.
Sociétés ou plutôt *Compagnies* : nécessité, 242 ; le Gouvernement pousse à former des sociétés, 69, 244 n. ; dépenses de quelques compagnies, 247, 256 ; importance financière des compagnies, 257 ; difficultés ; comment elles accroissent leur capital : 257, 261.
Soissonnais, 58, 212, 213.
Soissons.
SOLAGES (Marquis de), 42, 57, 92, 122 n., 146, 175, 184, 185, 187, 188, 189, 190, 243 n., 256, 280, 291, 304, 310, 324, 330, 351, 352, 372, 379, 419, 490, 496, 503.
SOLEJET, 157.
SOLOIS (Comté de), 232.
Sommières, 57 n.
SONET, 214.
Souillac, 18.
Soulez, 213.
SOYECOURT (de), 184, 253.
Spécialité des mines, inspecteurs, intendants, 461, 462.
STUART (Le comte de), 215 n., 257.

- Stuart (Cie), 420.
 STUART-MILL, 297.
 SULIÉ, 475.
 Subventions et autorisations, 450, 452.
 Suède, 308.
 Superstitions, la baguette divinatoire, 235, 238.
 Croyances des mineurs, 320.
 SURET, 156 n., 158 n.
 SURTET, 154.
 SUZY (Vicomte de), 183, 245 n.
 Syndicat de producteurs, 400.
 TABARIER, 212.
 TABARÉS ET DESVIGNES, 373.
 TAFOUREAU, 228 n.
 TAPPIN, 57, 92, 128, 192, 195, 196, 214, 216, 247, 248 n., 274 n.
 TAPPIN DE GOENIZIN, 274 n.
 TAPPIN DE TROISVILLE, 274 n.
 Technique : perfection déjà grande, 332, 333 ; barbarie des procédés des petits propriétaires, 334.
 TEILLARD, 227.
 TERRAY (Abbé), 47 n., 96, 127, 160, 278.
 TERRAY (Intendant), 500, 501, 502.
 TÉZENAS DU MONTEL, 374, 384.
 Théorie de la formation des mines, VIII.
 THEZAN (Marquis de), 180, 416.
 THOMAS, 151.
 THOMÉ, 60 n., 139.
 THUILLIEZ, 262 n.
 TIFAUT DE LA NOUÉ, 8.
 TILLY (de), 300.
 TISON (Pierre-Marie), 214 n., (Claude-Armand), 214 n.
 TOLOZAN, 464.
 TONNERRE (Duc de), 183, 268.
 TORCHET DE SAINT-VICTOR, 264.
 TORNAC (Baron de), 151.
 Toulouse, 28, 29, 99.
 Touraine, 214.
 Tourlières, VIII.
 TOURNIER, 231, 256 n.
 Tournieux, en Lyonnais, 214.
 Tournon, 84 n.
 Tours, 253, 290 n., 316 n.
 Touvenel, près de Paris, 214.
 Fraisnel, 244 n. 509.
 TRAISNEL (Marquis de), 57, 182, 191, 250, 345, 510.
 TRANCHANT, 245 n.
 Transport par eau : lutte des concessionnaires avec les bateliers, 224, 226.
 Transports, 368, 369, 370.
 Trévoux, 232.
 Trith, 228.
 TROPLONG, 262 n.
 Trouillas, 155, 157.
 Troujet (Bourbonnais), 212, ou Troussel, 57.
 TRUDAINE, XVII, 3, 35 n., 42 n., 50, 80, 87, 120 n., 136, 161, 181, 188, 218, 246, 251 n., 256, 419, 460, 464, 470, 473, 475, 496.
 TRUDAINE, père, 460.
 TRUDAINE (Daniel), 481.
 TUBEUF, 13, 31 n., 47, 48 n., 50, 50 n., 57, 72, 84, 85, 88, 92, 95, 98, 99, 118, 119, 126, 127, 130, 131 n., 134, 140, 145 n., 146, 147, 148, 149, 158, 161, 168, 169, 175, 183, 184, 186, 205, 212, 226, 227, 253, 254, 257, 258, 281, 282, 283, 285, 292, 307, 311, 317, 318, 321, 324, 326, 330, 342, 343, 378, 401, 402, 403, 447, 456, 470, 478, 482, 504, 530.
 Tulle, 91 n.
 TURGOT, 7, 40 n., 46, 92 n., 102, 109, 190.
 Usages du charbon (histoire), IX.
 Uzès, 31 n., 98, 154, 158.
 VALAT, 146 n.
 Valbenaiste, 117.
 Valdonne, 220, 303.
 Valenciennes, 32 n., 33, 111 n., 117, 216, 222 n., 247 n., 250, 282, 287, 305, 306, 386.
 Valfleury, 138.
 VAN-ROBAIS, 239.
 VAN DE BRANDE, 371.
 VANGARNIER (de), 185.
 VAUX (Baron de), 394, 395, 396.
 Veine, 358.
 VENOT, 93.
 Vente directe (Essais de), 398.
 Verdun, 152.
 VÉRON, 186, 216 n., 219.
 VEZINS (Comte de), 182.
 Vicdessos, 93 n.
 VIDAL, XV.
 Vienne, XII.
 VIERNE (Louis), 156.
 Vieux-Condé, 248, 274, 311, 324, 333, 350.
 VIGNIER, 322.
 Vigny (en Beaujolais), 371.
 Villars, 117.
 VILLE (de), 135.
 Villefort, 150.
 Villeneuve, 212.
 VILLERET DE CROTTE, 231.
 VILLIERS (Louis), 517.
 VIMERANGE (de), 182.

- Vincennes* (Forêt de), 22.
Virginie, 140.
VIRIEN (Comtesse de), 17.
Iivaraïs, 28 n., 30, 93
Viviers, 150. /
Voiron, 17.
Vontezac, 302 n.
Voyages d'études pour les mines,
472.
- VUILLEMIN*, 164 n., 184 n., 205 n.,
216 n., 266 n.
WALLERIUS, IX.
Warquignies, 251.
Wasmès, 251.
WENDEL (de), 268 n., 310 n., 311,
312, 316.
WILLAUME-TURNER, 238, 250, 322.
WOULSE, 256.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	v
BIBLIOGRAPHIE	xxi
RENSEIGNEMENTS (Unités. — Poids. — Mesures. — Expressions techniques).....	lviii

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. Les causes politiques de l'arrêt de 1744..	i
CHAPITRE II. Les causes économiques.....	10
CHAPITRE III. Le déboisement.....	21
CHAPITRE IV. Les mines et la petite propriété.....	35
CHAPITRE V. Les causes sociales.....	55
CHAPITRE VI. L'arrêt de 1744.....	63

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. L'application de l'arrêt.....	83
CHAPITRE II. Les mines et la propriété.....	89
CHAPITRE III. Les petits industriels paysans.....	112
CHAPITRE IV. La lutte des petits propriétaires contre les concessions	125
CHAPITRE V. Les autorités locales et les concessions.....	159

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. La noblesse et les mines.....	173
CHAPITRE II. La bourgeoisie et les mines.....	207
CHAPITRE III. L'organisation financière.....	247
CHAPITRE IV. Les ouvriers.....	278

	Pages
CHAPITRE V. L'exploitation industrielle.....	332
CHAPITRE VI. Les transports. — Les droits. — Le commerce du charbon. — Charbon et industrie. — Production natio- nale. — Importation.....	368

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. L'Etat et les Mines.....	437
CHAPITRE II. L'administration centrale et les inspections des Mines.....	460
CHAPITRE III. L'Ecole des Mines.....	480
CHAPITRE IV. Les Intendants et les Mines.....	489

CINQUIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. Les propriétaires et la révolution.....	511
CHAPITRE II. Les Comités. — Le rapport.....	530
CHAPITRE III. Les discours.....	545
CHAPITRE IV. La loi.....	568
CONCLUSION.....	583
ANNEXE.....	597
INDEX.....	607
TABLE DES MATIÈRES.....	623

Lu, le 18 mai 1914.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,

A. CROISSET

Fa et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
L. LIARD

NIORT. — IMPRIMERIE NOUVELLE G. CLOUZOT
